EHESS

Formation doctorale Anthropologie sociale et ethnologie

Les politiques de la catastrophe en temps de « révolution bolivarienne »

La gestion des sinistrés de *La Tragedia* de 1999 au Venezuela

Thèse de Doctorat présentée par :

Paula VASQUEZ

Sous la direction de :

Didier FASSIN

Table des matières

Introduction 9

Première partie. L'urgence 27

Chapitre 1. Crise sociale et exception 29

1.1 La description du phénomène 29
1.2 La crise du pouvoir civil 33
1.3 La déclaration de l'état d'urgence 51

Chapitre 2. Violence et sémantique de la répression 61

2.1 L'économie morale du pillage 63
2.2 Bonnes et mauvaises victimes 73
2.3 Logique de l'impunité 85

Chapitre 3. Une militarisation compassionnelle 105

3.1 Les contours médiatiques du drame social 106
3.2 Une solidarité partielle 114
3.3 L'Armée de terre gère les sinistrés défavorisés 127

Deuxième partie. Le transit 144

Chapitre 4. Eléments de généalogie du mouvement bolivarien 147

4.1 Le bolivarianisme et la gauche : entre éthique de la responsabilité et éthique de la conviction 148
4.2 Théodicée de la souffrance des soldats insurgés 158
4.3 Un État « souillé par le pétrole » 189

Chapitre 5. Les politiques de la dignité 207

5.1 Dignifier le peuple et l'Armée de terre 208
5.2 La gestion du refuge de transit 222
5.3 Le dispositif de relocalisation de la population sinistrée 239

Chapitre 6. La normalisation du transit 255

6.1 La matérialité de l'assujettissement 256
6.2 La traduction pratique des discours de préconisation de l'autonomie 270
6.3 Mécanismes de réification : l'argument de la « culture des sinistrés » 283

Troisième partie. Le confinement 293

Chapitre 7. Les chemins de la relégation 297

7.1 La description du confinement : précisions méthodologiques 298
7.2 Les explications officielles du retour 300
7.3 La relégation citadine 306

Chapitre 8. La vie confinée : entre réciprocité et dépendance 329
8.1 Affect et autorité dans la caserne : entre réciprocité et dépendance 331
8.2 La sexualité sous contrainte 335
8.3 La subjugation maternelle 348
Chapitre 9. La normalisation de l'exception dans la vie ordinaire 367
9.1 Biographies et institutions conjuguées dans la violence 368
9.2 L'incorporation de la relégation 382
Conclusion 397
Bibliographie 411
Annexes 439

Table des figures

Tableau 1 – Origine sociale des sinistrés hébergés dans les refuges d'urgence (Fort Tiuna et Poliedro) 129
Tableau 2 – Budgets alloués à la reconstruction et au relogement, plan d'emploi rapide et relocalisation (2000-2003) 248

Table des vignettes de terrain

Vignette de terrain 1 - Cellule de crise civile-bénévole *Organizacion de Rescate Humboldt* 35
Vignette de terrain 2 - Version officielle des opérations de secours « Le sauvetage du siècle. Mission accomplie ». 47
Vignette de terrain 3 - « L'alliance civilo-militaire et le *Plan Bolívar 2000* » 49
Vignette de terrain 4 - Hôpital San José, Maiquetia. 76
Vignette de terrain 5 - COFAVIC *Comité de familiares y víctimas del 27 de febrero*, Caracas 94
Vignette de terrain 6 - Cellules de crise et postes de soins : la base aérienne de La Carlota 108
Vignette de terrain 7 – Refuge *La Dignidad* à Pinto Salinas, Caracas 120
Vignette de terrain 8 - Los Corales et Camurí, littoral central, état de Vargas 124
Vignette de terrain 9 - Refuge de la caserne du Bataillon « Ortega Ramírez » de l'Armée de terre, Fort Tiuna, Caracas 229
Vignette de terrain 10 - Lettre n°1 des *damnificados* de *La Union* 245
Vignette de terrain 11 - Lettre n° 2 des *damnificados* de *La Union* 246

Vignette de terrain 12 - Lettre adressée au président de FONDUR, général Victor Cruz Weffer, par les membres de l'association civile « *Urbanización Santa Eduviges, Manguito V* » 250
Vignette de terrain 13 - Refuge du « Casino » du centre d'entraînement de la Police navale (C.A.P.N), Maiquetia, état de Vargas 310
Vignette de terrain 14 - Refuge *La Dignidad* à Catia, Caracas 317
Vignette de terrain 15 - Transcription de « La leçon morale de la Petite vache » 346
Vignette de terrain 16 - Le *Refugio* Bollet Peraza, Caricuao, Caracas 354
Vignette de terrain 17 - File d'attente des « cas de santé » au *Fondo Unico Social*, Parque Central, Caracas 383
Vignette de terrain 18 - Lettre de Daisy Moncada, fille de Lisa Pérez, une hébergée au refuge *Bollet Peraza* de Caricuao, adressée à un général de l'Armée de terre 392

Table des photographies

Photo 1 – Vue aérienne des frégates de la marine de guerre intervenant dans les opérations de secours, côte de l'état de Vargas, 20 décembre 1999 46
Photo 2 – Evacuation par hélicoptère militaire, champ de Golf à Caraballeda 58
Photo 3 – Patrouille des parachutistes pratiquant une rafle à Vargas en janvier 2000. 79
Photo 4 – Patrouille de l'armée de terre à Tanaguarena, début janvier 2000. 83
Photo 5 – Les épouses des disparus témoignent à la Cour Interaméricaine au Costa Rica en juillet 2005. 98
Photo 6 – Image télévisée des sinistrés dans le stade *Parque Naciones Unidas* 109
Photo 7 – Vue aérienne du dôme du Poliedro de Caracas 111
Photo 8 – Copie d'écran du Site web de l'Armée de terre vénézuélienne. Dévise : « *Ejército venezolano, forjador de libertades* » 139
Photo 9 – Le Président Pérez priant à la télévision lors du coup d'Etat manqué du 4 février 1992 167
Photo 10 – Première apparition télévisée du lieutenant Hugo Chávez Frías le 4 février 1992 169
Dessin 11 – Affiche commemorative du 4 février 1992, « Journée de la dignité nationale » 182
Dessin 12 – Alí Primera brandissant son *cuatro* 185
Photo 13 –Défilé à Los Proceres, Caracas, 5 juillet 2000. Photo courtoisie d'*El Universal* 188

Photo 14 – Cuisine individuelle du refuge *La Ciudadela Bolivariana* de Catia, 2001. (Photo de l'auteur). 232
Photo 15 – Barrio El Paují, vieille route Caracas-La Guaira, novembre 2001. (Photo de l'auteur) 259
Photo 16 – Le refugio *La Ciudadela Bolivariana 2000*, Lomas de Urdaneta, Catia, novembre 2001. 272
Photo 17 – L'occupation de la maison « La Guipuzcoana », siège du gouvernement de l'état de Vargas, novembre 2001. (Photo de l'auteur). 308
Photo 18 – *Ciudad Carpita,* Maiquetía*,* état Vargas*,* mai 2000. Photo courtoisie de José Manuel da Silva 313
Photo 19 – Yajaïra avec ses filles. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2005. Photo prise par l'auteur. 353
Photo 20 – Lisa avec son bébé. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, août 2004. (Photo de l'auteur). 394

Table des annexes

Annexe 1. Chronologies.....440
Annexe 2. Sigles 449
Annexe 3. Cartes.....450
Annexe 4. Modèle du parcours institutionnel du sinistré de La Tragedia.....452

Remerciements

À toutes celles et ceux qui ont partagé avec moi leurs expériences pendant ces journées et nuitées de désespoir et de tristesse lors de La Tragedia.

À celles et ceux qui m'ont reçue dans les refugios et m'ont raconté leurs vies, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères. Sans leur accueil généreux, ce travail de thèse n'aurait pu être possible.

J'exprime ma gratitude à ceux qui m'ont accepté de se plier à mon enquête, fonctionnaires du « Fondo Unico Social », du ministère de « salud y desarrollo social » e de la fondation « Escuela de gerencia social » ; membres de l'organisation non gouvernementale COFAVIC et de la cellule de crise bénévole Humboldt ; députés, militaires, médecins, secrétaires, habitants des quartiers ; à ceux qui m'ont aidé à des titres très divers, ainsi que les professeurs des universités Centrale et Simón Bolívar du Venezuela.

Je souhaite remercier Didier Fassin pour avoir sagement orienté ma démarche, pour la confiance qu'il m'a accordée pendant toutes ces années, pour ses conseils avisés et pertinents, pour sa générosité dans le partage de sa réflexion académique, pour sa patience et ses encouragements constants.

Les enquêtes de terrain ont été effectuées grâce aux aides de déplacement fournies par la formation doctorale d'anthropologie sociale et ethnologie de l'EHESS, par l'INSERM et le programme franco-vénézuélien TALVEN. Le réseau de doctorants « Santé et Société » m'a également octroyé un financementen 2005 pour effectuer un séjour de recherche à la bibliothèque Bodleian de l'Université d'Oxford, Angleterre.

Je remercie le CRESP (aujourd'hui IRIS) – chercheurs et doctorants – pour leurs encouragements pendant les présentations du séminaire mensuel. Je tiens notamment à remercier Hélène Bretin, Corinne Lanzarini et Fréderic Le Marcis.

J'adresse un grand merci à Véronique Anohan, sécretaire de l'IRIS, pour sa disponibilité et sa sollicitude. Je remercie tout particulièrement les doctorants – et jeunes docteurs – avec qui j'ai discuté et travaillé au cours de ces années : Angela Facundo, Anne-Jeanne Naudé, Janina Kehr, José Luis Moreno, Julieta Grimberg, Laurence Guyard, Sarah Mazouz et Silvia de Zordo. J'ai eu la chance de bénéficier de l'aide de Carolina Kobelinski, Estelle d'Halluin et Karine Vanthuyne qui, chacune, ont lu des parties de cette thèse ; je les remercie chaleureusement pour leurs commentaires stimulants.

Alexandra Vol a corrigé le français de cette thèse et a relu intégralement le manuscrit ; je la remercie pour ce travail.

La compagnie de ma famille et de mes amis a été d'une grande valeur pour cette recherche. Alejandro Reig, Colette Capriles, Freddy Estévez, Jeffrey Cedeño, Magaly Huggins Castañeda, Nydia Ruiz, Rafael Osío Cabrices et Rafael Sanchez, mes interlocuteurs privilégiés à Caracas, ont enrichi ma réflexion avec leurs regards experts sur la société vénézuélienne. Je remercie spécialement Pedro José García Sanchez pour son encouragement soutenu.

Lorena Poblete a suivi de près toute cette aventure. Je salue particulièrement son amitié et son soutien constant.

En tant que jeune mère, ce que je dois à mes parents, Myrna et Eduardo, et à ma sœur Désirée, s'écrit difficilement en quelques lignes : ils ont pris le relais auprès notre fille pendant mes enquêtes de terrain. Doña Carmen et Zuly ont également pris soin d'elle avec beaucoup d'affection.

Je remercie également notre fille Myrna-Paula, pour sa patience attentive pendant la phase finale d'écriture.

Enfin, sans l'amour et le soutien constant d'Ernesto, cette thèse n'aurait pu prendre forme. Son aide a été précieuse. Je le remercie de tout cœur.

Introduction

Le matin du 16 décembre 1999, les Vénézuéliens attendaient les résultats du referendum de la veille, visant à valider la nouvelle charte constitutionnelle résultant des délibérations de l'Assemblée constituante convoquée par le président Hugo Chavez lors de son triomphe électoral de décembre 1998. Les élus du « pôle patriotique », adhérents à la « révolution bolivarienne », et majoritaires au sein du pouvoir constituant (121 des 131 sièges de l'Assemblée), avaient été chargés de rédiger le texte fondateur d'un nouveau projet de nation. Ce projet, indissociable du programme politique et de la personnalité du commandant Hugo Chavez, valorisait « la poursuite du rêve de Simón Bolívar », le *Libertador*, proposait la démocratie « participative », en opposition à la démocratie « représentative », et la réhabilitation du « peuple souverain », trompé par la « domination oligarchique » qui était identifiée aux partis politiques.

Mais le pays fut réveillé par les cris et les appels au secours qui résonnaient sur les ondes radio. Les chaînes de télévision *Radio Caracas* et *Venevisión* diffusaient-elles les images, prises par des vidéo-amateurs, du littoral de la capitale Caracas et d'une partie de la zone nord-ouest de la ville, submergés par d'immenses coulées de boue. La nuit du 15 décembre 1999 et le petit matin du 16, des coulées de pierres, de boue et de végétation avaient dévalé les flancs de la cordillère El Avila (2500 m.), emportant des rochers de deux mètres de diamètre et des troncs d'arbres gigantesques flottant à une vitesse d'environ 100 kilomètres heure et ravageant des communes entières, toutes classes sociales comprises. Les vingt-deux rivières et trente ruisseaux qui coulent des montagnes, assez étroites en temps normal, atteignirent parfois jusqu'à 900 m. de large et 10 m. de profondeur après les avalanches de la nuit du 15 au 16 décembre. *La Tragedia,* comme on nomme la catastrophe,

fit environ mille morts et deux cent mille déplacés[1]. La coïncidence entre la violence extraordinaire produite par la conflagration des coulées boueuses et les élections pour approuver le nouveau texte constitutionnel fournit les circonstances exceptionnelles dans lesquelles sera placée la gestion des sinistrés.

La situation dans le centre du pays s'avéra extrêmement critique, les conditions météorologiques l'accès rendant impossible et le réseau routier étant coupé. De l'autre côté de la montagne, tous les quartiers de Caracas proches des flancs de la montagne d'El Avila furent aussi fortement affectées. La situation empira lorsque le barrage d'El Guapo, dans l'état de Miranda, à l'est de la capitale, déborda et inonda plusieurs villages, heureusement évacués à temps. Caracas resta isolée du reste du pays et du monde pendant plusieurs jours car autoroutes et avenues communicant avec l'aéroport étaient impraticables. Au petit matin du 16, les bâtiments aux bases fragilisées s'écroulaient ; les survivants, isolés et désespérés, vivaient des situations dramatiques à cause des blessures, du froid et du manque d'aliments et d'eau potable. Les mauvaises conditions météorologiques rendaient impossible tout bilan provisoire des dégâts et des victimes.

Les pouvoirs publics chargés du sauvetage sombrèrent dans l'impuissance face à l'ampleur du désastre. Entre le 16 et le 18 décembre, des hélicoptères de petite taille transportèrent les survivants, mais l'évacuation était trop lente et peu efficace. Les forces militaires internationales appartenant aux cellules de crise étrangères – de la France et des États-Unis – arrivèrent alors sur la zone de désastre et les médias internationaux commencèrent à couvrir l'événement.

La portée du bouleversement occasionné par la coïncidence de *La Tragedia* avec la conjoncture politique devint encore plus palpable lorsque le Conseil national électoral diffusa les résultats de l'élection référendaire de la nouvelle Constitution : le *oui* approuvant la nouvelle Constitution dite *bolivarienne* l'emportait à 71%, pour 29% de *non* et un taux d'abstention record de 54%[2]. Cependant, ce vendredi 17 décembre, au lieu de célébrer la

[1] Les recensements, multiples et variés, ont produit une grande variabilité des chiffres des données des morts, disparus et déplacés. La mortalité de la catastrophe fut finalement évaluée à environ 1.000 personnes.

[2] Le total de votes a été de 4.142.812 (45,94%); le *oui* a obtenu 2.820.556 (71,21%); et le *non* 1.141.792 (28,79%); l'abstention a été de 4.876.782 (54,06%). Selon Georges Couffignal et Daniel van Eeuwen : « les innovations principales de la Constitution bolivarienne sont dans les dispositions de la « démocratie participative ». (…) « Un pouvoir citoyen (*poder moral*) est créé aux côtés des pouvoirs classiques exécutif, législatif et judiciaire. Il a pour mission de contrôler l'éthique publique, la moralité administrative et la bonne gestion du patrimoine de la nation. » Cf. Couffignal, Georges et Daniel van Eeuwen (2000). « Venezuela : naissance d'un nouveau régime ou retour au populisme d'antan? » *in*. G. Couffignal (dir.) *Amérique latine 2000*. Paris, La documentation française **:** 133-150.

victoire délivrée par ces résultats prévisibles, l'Assemblée constituante se préparait à déclarer l'état d'urgence. Cette déclaration, visant la mise à disposition de moyens extraordinaires pour faire face à la catastrophe, marqua le moment de l'exception.

La cellule de crise du ministère de l'Intérieur coordonna le sauvetage jusqu'à l'émission du décret d'état d'urgence. Cependant, sa défaillance engendra une confusion incontrôlable. L'Assemblée constituante jugea alors le commandement civil incompétent et le Président transféra le commandement des opérations des actions de secours aux Forces armées. Le Haut Commandement de l'Armée établit un poste unique spécial pour intervenir dans la zone sinistrée, qui avait sous ses ordres les actions des ministères de l'Infrastructure, de la Santé et de l'Environnement, ainsi que de la Protection Civile, du *Fondo Unico Social* (FUS)[3], de l'Armée de terre, de l'air et de la Marine de guerre. Il imposa l'interdiction de circuler en voiture, la fermeture de l'autoroute et un couvre-feu à la tombée de la nuit. L'opération de sauvetage militaire consista à arrimer les bateaux de la Marine à proximité des plages englouties par la boue et les débris. Pendant ce temps, les canots de sauvetage des navires récupéraient les sinistrés qui attendaient leur tour en groupes près de la côte, parfois pendant des heures, voire des jours.

Aux coulées boueuses succédèrent immédiatement les pillages. Pratiquement tous les supermarchés, les commerces et les maisons encore debout furent dévalisés. La menace des pillages était également latente dans les refuges où survivants et secouristes se sentaient délaissés suite aux manques de communication et de ravitaillement. Dans ce contexte de chaos et de violence, la présence de l'Armée apparut indispensable pour sauver et protéger les victimes. Dès lors la garantie de l'ordre dans cette zone lui appartenait. Les effectifs de l'Armée de terre qui assuraient les actions de secours et la police politique (DISIP) réprimèrent alors très durement les saccages, sans qu'aucune formalisation juridique – comme la suspension des garanties constitutionnelles – n'aie permis de justifier légalement ces actions extrêmes.

Dès le samedi 18, les sinistrés rescapés furent transférés et installés sur des sites d'accueil temporaire dans la ville de Caracas, conditionnés dans de forts militaires et dans des écoles. Ce fut dans ces lieux que se produisit la séparation des sinistrés par origine

[3] Le *Fondo Unico Social* (FUS) est un fond financier et l'une des institutions coordinatrices de la politique sociale du gouvernement actuel. Depuis sa création en 1999, le FUS a toujours été dirigé par des officiers de l'Armée de terre.

sociale. Les familles aisées trouvèrent le plus souvent un hébergement provisoire chez des parents ou des amis. Les familles issues des milieux populaires furent évacuées vers des forts militaires des villes de province, décision prise par le Haut Commandement de l'Armée pour essayer de dégager la zone. Les autorités militaires choisirent des villes disposant de forts ayant une grande capacité d'accueil et proches des aéroports. Les forts militaires et les bases aériennes de Maracay et Barquisimeto, parmi d'autres, commencèrent à recevoir les familles en détresse vers le 19 décembre. L'accueil des familles affectées par *La Tragedia* dans tous les grands forts et garnisons militaires constitua une mobilisation sans précédent dans l'histoire récente des Forces armées vénézuéliennes, en particulier de l'Armée de terre.

Une année entière s'écoula avant que les sinistrés ne quittent ces sites de transit – forts militaires et autres – des sinistrés. Le président avait promis de reloger tous les affectés avant le premier anniversaire de la catastrophe, en décembre 2000, mais le relogement se fit dans des conditions précaires, la tâche s'avérant très ambitieuse pour un gouvernement nouvellement en place et ayant une faible expérience de gestion institutionnelle. En outre, les maisons proposées se situaient le plus souvent en province, obligeant les familles à quitter leurs lieux d'origine. Les conseillers techniques du président Chavez préconisaient en effet la nécessité d'un « rééquilibrage territorial », concept qui désigne la transformation de l'occupation du territoire[4]. Leur raisonnement est que, suite au développement économique fondé sur l'économie du pétrole – qui engendra d'ailleurs la migration rurale urbaine la plus importante d'Amérique latine –, le Venezuela souffrirait d'un déséquilibre dans l'occupation de son territoire. Le « rééquilibrage territorial » proposé sous-entendait l'éradication définitive de certains *barrios*[5] situés en aval des montagnes. Ainsi, le relogement en province et les transferts vers les nouveaux sites après *La Tragedia* servirent une politique de

[4] Cette thèse est la clef de voûte de la politique d'occupation du territoire propulsée par la révolution bolivarienne, privilégiant ainsi la construction de « pôles de développement » au sud du pays – comme « l'axe Orénoque-Apure » – plutôt que des investissements dans l'amélioration de l'infrastructure des villes côtières existantes. Pour une discussion de cette politique voir : Negrón, Marco (1999). « Una contrarevolucion territorial » *Urbana* 4 (24) : 5-9. Toutes les traductions de l'espagnol sont de moi.

[5] Je vais me servir du terme *barrio* pour nommer les quartiers populaires urbains, constitués de logements précaires et autoproduits, situés le plus souvent sur les pentes en aval des montagnes de la cordillère de la côte où se trouvent les villes de l'axe « centre-nort-côtier » du Venezuela. Caracas est en effet une ville d'approximativement cinq millions d'habitants. Le littoral de Caracas est situé dans un autre département mais il fait partie de la métropole, La Guaira étant le complexe industrialo-portuaire de Caracas. De plus, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la précarité due à la chute de la rente pétrolière et aux programmes d'ajustement successifs a particulièrement affecté les secteurs urbains. Plus de 4 000 ha. de la zone métropolitaine de Caracas sont occupées par des *barrios* qui logent 41% de sa population. Voir le rapport : Bolivar, Teolinda, Mildred Guerrero*, et al.* (1993). *Densificación y vivienda en los barrios caraqueños. Contribución a la determinación de problemas y soluciones*. MINDUR et CONAVI, non publié.

relocalisation adressée aux milieux populaires, désignés comme les acteurs « par devoir » de la répartition territoriale équilibrée et d'une régulation spatiale de la population de la nation.

Mais un grand nombre de familles ne resta pas dans les maisons mises à leur disposition par le gouvernement et revint soit à leurs lieux d'origine – des *barrios* de l'état de Vargas ou de la ville de Caracas – soit dans des *refugios*, des installations d'hébergement provisoire mais dont l'existence se prolonge jusqu'à aujourd'hui, fin 2006. Ce retour en ville désorganisé et imprévu, survenu entre 2001 et 2003, engendra une pérennisation de ces lieux dans une situation particulière que j'appellerai de confinement. Habiter dans un *refugio* est devenu une situation aussi emblématique que banale dans le panorama de la pauvreté du pays, au point que ces lieux sont recensés par l'Institut national des statistiques (INE) : le *refugio* est considéré par le recensement réalisé en 2001[6] comme un « lieu de résidence » à part entière.

C'est à cette catastrophe, à la gestion particulière des sinistrés, étroitement liée à un moment politique marqué par la refondation nationale propulsée par la révolution bolivarienne, et à l'inscription de ces événements dans l'histoire courte et longue du pays que cette thèse est consacrée.

La restitution de leur dignité aux victimes

L'étude des politiques de la catastrophe n'est pas circonscrite à celle de la gestion mais exige une problématisation à deux autres niveaux. Le premier niveau relève de l'inscription de la *gestion des sinistrés* dans l'histoire de la nation. Placer la catastrophe dans l'histoire contemporaine justifiera toute un ensemble de développements présents tout au long de ce travail, visant à comprendre le sens que cet événement a pris au moment même de l'arrivée au pouvoir du président Hugo Chavez. La façon dont le Président lui-même s'empara de la souffrance des victimes défavorisées, en les identifiant dans sa rhétorique avec tous les pauvres du pays, imprima une forme particulière à l'expérience de la prise en charge des sinistrés.

[6] INE (2001). *Censo 2001 por Municipios y Parroquias. Tabulados Prioritarios. Caracas, Instituto Nacional de estadística*. República Bolivariana de Venezuela.

Ainsi, dans la société vénézuélienne, *La Tragedia* s'est constituée comme un événement relevant d'un grand « drame social » (Turner 1986 : 39) : le sens donné à la catastrophe est celui d'une crise à caractère public, un moment de rupture et de révélation de conflits. La catastrophe est politiquement construite comme révélatrice de la négligence des pouvoirs publics des gouvernements antérieurs dans la mise en œuvre d'un développement urbain juste et équitable, de la corruption des institutions et de l'abandon du peuple par ses représentants. L'État vénézuélien moderne, historiquement constitué comme une entité marquée par une économie politique « magique » (Coronil 1997), se caractérise par une contradiction fondatrice ; l'énorme richesse issue de la rente pétrolière y reproduit et approfondit les inégalités économiques, politiques et sociales. Le gouvernement révolutionnaire s'est ainsi emparé de l'événement par la voie d'une promesse : « rétablir la dignité perdue » des victimes pauvres de *La Tragedia*. La prise en charge des sinistrés de *La Tragedia* fournit avant tout l'occasion d'une prise de distance avec le passé dans un cadre plus large d'espoir de régénération nationale. Lorsque Veena Das analyse le traitement social et politique des victimes de la catastrophe de Bhopal en Inde, elle affirme que la relation entre la souffrance et les cadres administratifs dans les sociétés contemporaines conduit à une « appropriation bureaucratique des malheurs » (Das 1995 : 138). En effet, la bureaucratie, la loi, la médecine et la religion constituent les cadres institutionnels qui déterminent dans une grande mesure le sens de la douleur physique, de la perte personnelle, voire de l'agonie (Das 1995 : 140). Je soutiens que la promesse de dignification des sinistrés relève d'une appropriation bureaucratique de leur souffrance ; ce processus se réalise dans différents domaines de l'État en avançant la « dignité » comme une valeur à rétablir par le biais de l'action politique. L'appropriation de la souffrance s'est effectuée dans le cas vénézuélien à travers la militarisation de l'action publique, dont les conséquences empiriques seront étudiées ici.

Le second niveau d'analyse porte sur les *figures politiques du sujet* que la gestion de la population sinistrée produit, le cas emblématique étant la création du terme *dignificados.* En faisant preuve d'inventivité lexicale, le président Chavez proposa, lors de son émission radio hebdomadaire *Aló Presidente*[7]*,* d'appeler *dignificados* (néologisme basé sur le mot dignité) les sinistrés de *La Tragedia* une fois qu'ils seraient sous la tutelle des organisations

[7] L'émission hebdomadaire du président fait partie de la politique de communication du gouvernement. L'émission est aussi disponible en ligne : http://www.alopresidente.gob.ve/ [consulté le 26/11/2006]

gouvernementales de prise en charge[8]. Le terme vise à restituer la « dignité perdue » inhérente à l'étymologie du mot espagnol *damnificado* (sinistré). Le mot *damnificado* a la même racine que « damner » et « condamner », du latin ecclésiastique *condemnare* et du latin *damnun*, à l'origine du verbe espagnol *condenar* et du substantif *condena* (condamnation). La rhétorique officielle invoqua donc la laideur du mot *damnificado* pour créer un néologisme portant sur la dignité (*dignificados*) qui aura une traduction immédiate dans la mise en œuvre, le vécu et les attentes de la prise en charge. Sont essor sera en effet politique. La nouvelle qualification des victimes de *La Tragedia*, les *dignificados* au lieu des *damnificados*, formule ainsi et avant tout une promesse politique, celle de temps meilleurs à venir. Le sens de la *dignification* relève bien d'un projet politique de récupération sociale qui cherche à redéfinir l'identité nationale en attribuant *a posteriori* un nouveau rôle aux classes populaires.

La figure du « peuple dans le besoin » renvoie au Venezuela à l'opposition entre ceux qui n'ont jamais reçu leur part du « gâteau du pétrole » et ceux qui ont été largement servis. La promesse de la révolution bolivarienne de rendre au peuple sa dignité perdue s'inscrit dans la reconnaissance politique des milieux populaires effacés d'un ordre social profondément inégalitaire. Dans les politiques sociales vénézuéliennes prédominaient des représentations sociales qui gommaient les inégalités sociales et essentialisaient leurs manifestations les plus dramatiques, comme la maladie ou l'enfance abandonnée, par la « race » ou par la « culture des pauvres ». Les chroniques de l'épidémie du cholera qui affecta le Delta de l'Orénoque en 1992 (Briggs et Mantini-Briggs 2003) et du traitement social des « enfants des rues » de Caracas (Marquez 1999) montrent à quel point les représentations sociales mobilisées par les institutions renforçaient, par leur violence intrinsèque à l'égard des moins favorisés, les problèmes sociaux et de santé publique qu'elles étaient censées attaquer.

L'expérience des victimes de *La Tragedia* bénéficiaires du « programme de dignification » relève donc des deux conceptions du sujet, subjectivation – être conscient de soi – et assujettissement – être soumis au souverain – (Fassin 2000). Elle s'inscrit dans une

[8] L'annonce du passage de *damnificados* à *dignificados* a été reprise dans les allocutions suivantes : Chavez, Hugo (2000). *Alocución del presidente de la República, Hugo Rafael Chávez Frías, ante el Parlamento de Canarias*. Tenerife, Site officiel du cabinet du Président. Disponible sur : http://www.venezuela.gov.ve [consulté le 25/07/2003] et Chavez, Hugo (2000). *Programa de Gobierno. Presentado en el Hotel Caracas Hilton el 22 de mayo de 2000. Venezuela Analítica*. Disponible sur: http://www.analitica.com/bitblioteca/hchavez/programa2000.asp#sociedad [consulté le 17/08/2005]

signification nationale particulière de l'exaltation des classes populaires dans le discours politique, dans le « commencement d'une nouvelle étape » qui proclame le traitement social digne des plus démunis. D'un côté, la dignification introduit une relation de subjectivation politique par la singularisation des sinistrés de *La Tragedia* comme bénéficiaires, car ceux-ci se constituent comme des sujets « défendant eux-mêmes leur demande face à l'autorité » (Fassin 2000 : 961). De l'autre côté, en sollicitant la prise en compte de leur situation particulière, les sinistrés assujettis doivent « se remettre à la bienveillance de l'autorité » (Fassin 2000 : 961).

La catastrophe d'éclaire donc la reconfiguration du corps politique survenue dans ce moment bolivarien, porteur d'un projet national nouveau qui proclame la reconnaissance sur la scène politique de la pauvreté.

La triple temporalité des politiques de la catastrophe

La chronologie de la gestion des sinistrés – l'urgence, le transit et le confinement – constitue le fil conducteur de l'analyse de ce que j'appellerai les politiques de la catastrophe. Une triple temporalité se décline et justifie le plan de ce travail. Trois temps, qui correspondent avec des idéotypes, rendent compte des temps successifs du traitement de la population sinistrée : l'urgence, le transit et le confinement. Ces trois idéotypes ne doivent toutefois pas être perçus comme une tentative de réduction de la réalité sociale à des catégories totales, fixées et immobiles. Ils permettent d'organiser le matériau empirique en suivant l'étalement dans le temps des modes de gouvernement des conséquences de la catastrophe entre décembre 1999 et 2005. Ils n'ont donc pas une fonction d'homogénéisation de la réalité mais visent plutôt à étayer une analyse complexe de la mise en œuvre et de l'évolution des dispositifs, des techniques et des pratiques institutionnelles de la gestion de la population.

Dans la première partie, j'analyserai la perception de l'urgence par les sinistrés et les agents du sauvetage et dégagerai le processus par lequel les affectés sont passés du statut de « vies à sauver » à celui de « population à contrôler ». Le développement de cette analyse se fera autour de la reconstitution d'une chronologie détaillée de la situation d'urgence à partir de récits collectés sur le terrain, d'expériences de sinistrés et de témoignages d'acteurs du sauvetage. L'abordage et l'analyse de la crise se fera par le biais d'une reconstitution de la

confrontation entre les savoirs techniques, les discours idéologiques et les projets politiques concernant « ce qu'il fallait faire » pendant l'urgence[9].

Le contexte général de mobilisation des appareils de l'État lors des catastrophes est généralement avancé comme justifiant la présence légitime et indispensable des militaires ainsi que la création de structures « uniques » de commandement militarisées. Dans le cas vénézuélien, l'événement catastrophique fournit un contexte particulier pour l'actuation des Forces armées : par lui, le rôle des militaires acquiert un sens fort dans une histoire marquée par la militarisation des situations de crise. Ce constat de la militarisation de la gestion de la catastrophe – sauvetage, prise en charge et répression – fait appel dans ce travail à une reconstitution historique du rôle des militaires dans la constitution même du Venezuela comme nation.

La deuxième partie de cette thèse portera sur le transit, à savoir sur l'hébergement temporaire de la population sinistrée en attente de relocalisation. Les espaces de transit étaient destinés à accueillir les sinistrés n'ayant pas d'autres choix d'hébergement. Ces derniers avaient déposé une demande pour obtenir une des maisons octroyées dans le cadre du « Plan de dignification de la famille vénézuélienne ». Ces familles restaient donc en attente. J'ai qualifié ces refuges de transit en raison de leur prolongation officieuse dans le temps, et de leur organisation interne marquée par le transitoire, le temporaire.

Mais le transit désigne aussi le moment chronologique où le temporaire se consolide et se gouverne. Lors de l'arrivée d'un phénomène naturel extrême, ce ne sont pas uniquement les dispositifs établis qui se mettent en place (par exemple, dans les normes de sauvetage approuvées dans les protocoles internationaux), mais également des logiques inscrites dans l'histoire du pays dévasté. L'analyse des politiques de relocalisation montrera que la conception du développement proposée par certaines théories engendre des dispositions qui touchent particulièrement les moins favorisés ; ces derniers deviennent ainsi une population

[9] En ce qui concerne l'étude des catastrophes, j'ai bénéficié en février 2005 d'une bourse de courte durée, octroyée par le réseau de doctorants « Santé et Société », pour réaliser un séjour à l'Université d'Oxford. Au Royaume-Uni, les sciences sociales portant sur les désastres constituent un domaine de production scientifique importante consacré principalement à l'étude des phénomènes survenus dans le sud-est asiatique. Le département d'études du développement de la « Queen Elizabeth House » possède une bibliothèque remarquable sur les catastrophes et j'ai pu consulter des ressources uniques relatives aux déplacements et aux politiques de prise en charge des populations affectées par les catastrophes naturelles.

« à problèmes », une source d'inconfort pour les institutions de l'État. La perspective d'analyse choisie invite à examiner le bouleversement du monde politique à partir des formes ritualisées de la vie politique mises en place par la révolution bolivarienne. Je m'attacherai en particulier à la contribution de ces rituels au nouveau sens donné à la catégorie morale de la « dignité » tant au niveau du discours patriotique national qu'au niveau des acteurs.

L'analyse proposée de la doctrine de la « révolution bolivarienne » fera apparaître les bases de l'État moderne vénézuélien et les tensions entre une structure économique basée sur le pétrole et une tradition militariste au sein des institutions démocratiques. Les valeurs républicaines (liberté, égalité et solidarité civile), héritées des Révolutions française et américaine et répandues au moment de l'Indépendance de la Couronne espagnole, y ont été toujours mises à l'épreuve par les principes traditionnels de hiérarchie, de privilège et de distinction raciaux et sociaux. Les guerres civiles du 19ème et les longues dictatures du 20ème rappellent la précarité de valeurs républicaines dans la vie politique, devenue dramatiquement palpable à l'époque contemporaine où les conditions de base de garantie de la démocratie connaissent une crise profonde. Les émeutes de Caracas de février 1989 et les deux coups d'État manqués de 1992 (4 février et 27 novembre) firent éclater les bases de l'ordre constitutionnel en instituant une nouvelle rhétorique politique qui transforma les formes d'adhésion, bouleversa le mode d'articulation entre acteurs sociaux et rompit le consensus politique établi en 1961 par le pacte entre les partis politiques devenus hégémoniques, dit *Pacto de Punto Fijo*[10], qui exclut les Forces armées de la vie politique pendant une trentaine d'années.

La troisième partie traitera du confinement, notion qui retrace la chronicisation des *refugios*, et reposera sur une analyse articulée autour de la production dans le long terme de la vie domestique des familles habitant ces espaces, conformées le plus souvent par des femmes, mères et avec des enfants en bas âge. Le rapport à l'État de ces familles révélera des conditions d'assujettissement marquées par une temporalité différente de celle du transit.

Les refuges de confinement ont été des espaces décisifs dans la constitution de la problématique de cette recherche pour deux raisons. D'une part, ces espaces cristallisent les retombées sociales des politiques de prise en charge dont je voulais établir la généalogie.

[10] *Punto Fijo* est le nom de la résidence du leader du parti politique social-chrétien COPEI, Rafael Caldera, où le pacte fut signé.

D'autre part, j'ai pu y conduire mon projet ethnographique et d'observation participante auprès des victimes de la catastrophe et ainsi étayer ma problématique sur les relations entre le pouvoir politique et les modes de régulation des conduites qui se sont nouées entre sinistrés pauvres et institutions. L'analyse microsociale menée à partir de l'observation minutieuse de la trame serrée des relations dans les *refugios* fait notamment apparaître des procédures de renégociation et de réappropriation des règles et des normes à l'intérieur de ces espaces. L'expérience des habitants des *refugios* hébergés pour une longue durée est retracée par la manière dont les individus décrivent et comprennent leur situation et déclarent mériter l'assistance. Dans la partie finale du travail, j'analyserai les paradoxes engendrés par la normativité régissant la politique de prise en charge. La vie dans ces espaces révèle un refus de la fatalité qu'interpelle tant l'espoir que le désespoir, catégories dont le sens transcende l'échelle locale.

La polarisation sur le terrain

Le Venezuela est un pays polarisé, divisé, fracturé en deux camps politiques. Chercheurs, intellectuels et étudiants sommes couramment interpellés sur notre positionnement à l'égard du président Chavez. L'évitement de réactions, inévitablement marquées par l'émotion, explique que la réponse soit souvent évasive. Mon propos consistera justement à montrer le poids des émotions générées par une telle polarisation au moment de mener mon enquête entre 2000 et 2004 et de restituer les données du terrain. Dans ce contexte de « révolution », la polarisation du pays à laquelle je n'ai pas échappé conduit au questionnement permanent de « l'échec » ou la « réussite » du gouvernement, selon le camp où se situe l'acteur. D'ailleurs, aujourd'hui plus que jamais, on parle et on agit au nom du « social » – des inégalités sociales, des discriminations sociales, des politiques sociales – dans ce pays.

Ce contexte fournit toutefois l'opportunité d'une réflexivité dont je profite pour revisiter certaines notions, classiques en sciences humaines, ayant trait à « l'engagement et à la distanciation » (Elias 1993). La question de mon implication soulève notamment l'interrogation suivante : comment rester scientifiquement prudents dans un pays où le quotidien nous sollicite sans cesse en tant que citoyens engagés ? Et cette question concerne non seulement la réception de la recherche, mais le développement même de la problématique et le processus même de constitution de l'objet. Cette question a partie liée avec l'interprétation même des données et touche l'ambivalence d'une position placée entre

restitution et dénonciation. Personnellement, plutôt que d'opter pour un *a apriori* de « dénonciation », je me suis engagée dans un choix de compréhension, certes toujours soumis à cette tension entre le souci d'objectivation et l'impossibilité d'une totale distanciation.

L'accès aux terrains d'enquête, aux données, aux personnalités et aux fonctionnaires qui gèrent les institutions et auxquels le chercheur demande des entretiens, s'ouvre alors comme une tâche très délicate, voire comme un terrain miné. De plus, la sphère publique est cloisonnée et toute expression soulève de fortes susceptibilités ainsi que de la suspicion[11]. Je juge cet inconfort du terrain comme emblématique de la posture du chercheur en sciences sociales dans un pays polarisé ; mis à l'épreuve au quotidien[12], le chercheur dépend en effet beaucoup des relations d'empathie qu'il est en mesure d'établir avec ses enquêtés.

Ma posture en sciences sociales a ainsi croisé mon engagement citoyen, mon adhésion et sympathie de principe, envers tout projet de transformation visant à la construction effective d'une société socialement plus juste. En tant que citoyenne, j'ai ouvertement exprimé ma révolte contre la configuration des rapports de pouvoir économiques, politiques et sociaux ayant dominé le Venezuela au cours des trois dernières décennies. Cette posture scientifique est particulièrement sensible aux critiques formulées par de nombreux chercheurs sur le façonnement socialement inégalitaire de la démocratie formelle du pays entre 1958 et 1998. Cette déclaration de valeurs me semble incontournable avant d'aborder quelques aspects de la méthodologie et des conditions de l'élaboration de l'enquête.

Comme le signalent Akhil Gupta et James Ferguson (1997) dans l'introduction de leur ouvrage sur les « emplacements anthropologiques », la question de la différentiation entre « le terrain » et le « chez soi » relève d'une distance spatiale qui est traditionnellement au cœur de la construction de « l'autre » en anthropologie. Lorsqu'on est « chez soi », on

---

[11] Cette tension a atteint son sommet au début du mois d'avril 2004 lorsque la menace de licenciement qui pesait sur les fonctionnaires publics ayant signé la pétition appelant à la tenue d'un referendum contre le mandat présidentiel a été effectivement mise à exécution. Les institutions publiques ayant à leur disposition la liste des signataires, dite « Tascón », nom du député qui a obtenu de façon illégale les bases des données de la Commission nationale électorale (CNE). Le referendum révocatoire a eu lieu le 15 août 2004, le résultat étant favorable à la continuation du mandat du président (à 59% des voies contre 40,6%). Les résultats des éléctions sont disponibles sur : http://www.cne.gov.ve/referendum_presidencial2004/ [consulté le 11/12/2006]

[12] J'ai traité cette question dans une communication présentée au congrès de la CASCA (Société Canadienne d'Anthropologie) en 2004. Vásquez, Paula (2004). « Un inconfortable présent : enjeux d'une enquête de terrain sur la prise en charge des sinistrés au Venezuela ». Le Congrès de la Société Canadienne d'Anthropologie de 2004. London, Ontario.

n'est pas « sur le terrain », et vice versa. L'image de celui qui arrive dans « un autre monde » est reproduite dans des descriptions qui masquent l'impact des processus contemporains sur ces sociétés. Dans ce contexte de partage académique, les discussions ont souvent tourné autour d'une « hiérarchisation de la pureté des sites du terrain » (1997 : 13). Sous cette vision de l'anthropologie, critiquée par Joane Passaro (1997), les *refugios* des sinistrés de *La Tragedia* seraient ainsi trop « proches » de moi qui suis vénézuélienne et de « moindre qualité scientifique » (1997 : 50) ; de plus ces espaces, situés en zone métropolitaine, seraient, trop soumis à la conjoncture sociale et politique du pays. Il s'est avéré nécessaire d'entamer une recherche à partir d'une stratégie méthodologique qui comprenne la combinaison de différents sites, styles, sources, implications avec les institutions, et qui est la seule qui, à mon avis, permette de saisir la complexité des propos exprimés par les sinistrés dans un contexte social et politique tout aussi problématique. J'ai donc refusé d'envisager les refuges comme des « villages de sinistrés », les sinistrés étant avant tout des citadins et adopté une démarche méthodologique hybride, combinant l'observation participante la plus large possible en termes de diversité des lieux et des sujets.

J'ai également évité de créer une catégorie « gérable » comme la « famille du centre d'hébergement » ou, plus spécifiquement, « la famille des *refugios* ». Considérer les familles comme des « unités d'étude » sans poser un regard critique sur la construction même de « la famille » comme unité administrative dans les politiques sociales vénézuéliennes aurait selon moi abouti à une nouvelle forme de réification des *refugios* et des *damnificados*. Mon refus de prendre pour acquis « le sinistré » comme membre d'un groupe social homogène, d'appliquer des catégories déjà élaborées d'identité collective était une façon de m'engager socialement dans une voie de pratique ethnographique à mon avis plus adéquate et pertinente.[13] Voici un exemple de cette problématisation de la réalité mouvante à laquelle j'étais confrontée : lorsque je me suis rendue en 2000 dans les forts militaires de Tiuna et Guaicaipuro, que j'ai qualifiés ensuite de « transit », je ne les avais pas encore identifiés comme tels. Le « transit », situé entre 2000 et 2001, et le « confinement », entre 2002 et

[13] J'ai été témoin, et j'ai parfois subi, à plusieurs reprises, une forme de pression sociale vénézuélienne pour créer une « identité collective » des sinistrés. Le cas le plus flagrant de la réification du *damnificado* comme un « autre » auquel j'ai dû faire face s'est présentée lorsqu'on m'a demandé d'écrire un article sur les sinistrés pour le numéro d'une revue (non scientifique) consacré aux « minorités » dans la société vénézuélienne actuelle. La demande explicite des éditeurs portait non pas sûr les minorités « d'hier » – comme les indiens – mais sur celles « d'aujourd'hui » – comme les homosexuels des deux sexes –. Après des longs échanges par courrier électronique, j'ai honoré la commande en donnant à mon article le titre suivant : « Les sinistrés et l'illusion de l'altérité ». Cf. Vasquez, Paula (2006). "Los damnificados y la ilusión de alteridad". *Veintiuno. Cultura y tendencias*. Février-Mars**:** 32-34.

2004, sont deux catégories analytiques qui s'entrecroisent dans le temps et dans l'espace et qui m'ont servi, avant tout, à mieux situer les témoignages et à analyser les dispositifs de gestion et leurs implications dans l'organisation de la vie quotidienne. Ainsi, c'est parce que j'ai visité les refuges que j'ai qualifié de « confinement » à partir de mes enquêtes de 2002 que j'ai été conduite à classifier les endroits que j'avais visité l'année précédente de situations de « transit ».

Je n'étais pas au Venezuela lors de la catastrophe. Je suivais les événements par internet, outil dont je me suis servi tout au long de ce travail. Les journaux vénézuéliens les plus importants commençaient à mettre leurs éditions en ligne ; je me suis tout de suite abonnée au journal *El Nacional* et visitais régulièrement le site d'*El Universal*, dont l'accès reste gratuit. En outre, j'ai bénéficié d'un accès aux premières émissions en ligne de radio et télévision par une ligne ADSL installé chez nous dès 2001, et j'ai pu suivre en direct, pendant trois nuits de suite – par les médias et même par le « MSN Messenger » avec des amis à Caracas – les événements du coup d'État du 11 avril 2002, et en particulier le black-out médiatique précédant le retour au pouvoir du président le 13 avril. Cette emprise m'a permis de reconstituer une chronologie analytique fine, appuyée sur un corpus d'environ 600 références journalistiques issues d'une revue de presse électronique faite entre décembre 1999 et septembre 2005.

J'ai effectué sept visites de terrain entre 2000 et 2005. Les conditions des deux premiers séjours n'ont pas posé de problèmes de faisabilité à l'enquête[14]. J'ai pris contact avec des hauts fonctionnaires du gouvernement, que je connaissais personnellement, qui m'ont facilité l'accès aux forts militaires de Tiuna et Guaicaipuro et m'ont fourni les coordonnées des fonctionnaires responsables du refugio situé dans le *barrio* de Pinto Salinas. Dans les *refugios*, j'observai et vivais les applications concrètes de pratiques institutionnelles qui m'étaient familières pour avoir été d'abord fonctionnaire publique, puis membre d'une

[14] Le premier séjour a été financé par la formation doctorale d'Anthropologie sociale et ethnologie de l'EHESS en mai 2000 ; il visait l'exploration et l'étude des différents aspects des politiques de prise en charge dans les forts militaires du pays.

organisation internationale[15]. Je collectais également des rapports et des magazines officiels concernant les politiques d'attention aux victimes.

Le deuxième séjour a eu lieu entre mai et août 2001. Le troisième séjour[16], entre novembre 2001 et janvier 2002, a été marqué par la polarisation et par conséquent par une extrême tension dans les institutions gouvernementales ; j'ai privilégié l'observation directe dans les *refugios*. J'ai fait un repérage de ces sites dans la zone de la ville de Caracas, tâche qui s'est avérée très difficile car il n'existait à l'époque aucun recensement de ces lieux dans les institutions concernées (voir carte Annexe), puis j'ai choisi certains lieux à partir de critères relevant de ma capacité à me déplacer dans une ville avec un système de transport public particulièrement chaotique.

J'ai dû annuler mon quatrième séjour de terrain, prévu entre février et mai 2002 en raison de la situation politique préalable au coup d'État du 11 avril de cette année-là et de la crispation de la société vénézuélienne pendant cette période, avec la menace d'éclatement d'un épisode de violence.

Dans le cadre du programme de coopération scientifique ECOS-*Nord*[17] entre 2002 et 2004, mon directeur de thèse et moi-même avons organisé un séjour au Venezuela en septembre 2003. Nous avons été confrontés lors de ce séjour aux difficultés de la réception de l'enquête dans un climat polarisé : pour le public, la question était moins de partager les progrès de l'enquête que de nous classer dans l'un ou l'autre des pôles radicalement opposés. Très souvent, les réflexions avancées étaient réduites, voire manipulées, selon les inclinaisons politiques des auditeurs et des collègues, pour les placer soit dans le camp de la critique soit de la validation des actions du gouvernement et même de la figure du président Chavez. Ce type de situation m'a d'ailleurs valu maintes fois, tout au long de ces années, d'être cataloguée comme *chaviste* par l'opposition, en particulier par certains de ses membres dont les positions ont été souvent signées par l'impulsivité et le mépris des milieux

[15] Mon parcours professionnel au Venezuela comme fonctionnaire de l'UNICEF et du ministère de la Famille facilita ma démarche d'insertion dans le terrain d'enquête. J'accédai aux refuges grâce à mon carnet d'adresses des personnes qui travaillaient dans le gouvernement et qui me fournirent les noms et coordonnées des responsables, en particulier les numéros de téléphone portable.

[16] Le troisième séjour (novembre 2001- janvier 2002) a été financé par le programme TALVEN (*Talento venezolano*) de l'UNESCO et de l'ambassade du Venezuela en France.

[17] Le projet de coopération scientifique ECOS-*Nord*, N° V03H01, intitulé « Populations déplacées, entre refuges temporaires et nouveaux sites. Biopolitique d'une catastrophe naturelle » a fonctionné entre le CRESP, laboratoire de l'Université Paris 13 et l'école d'anthropologie de l'Université Centrale du Venezuela (UCV) de septembre 2002 à septembre 2004.

populaires. Mais je me suis fait aussi traiter d'*escuálida* (émaciée)[18] par les chavistes, en particulier par ceux qui rejettent toutes critiques, notamment celles relatives dérives autoritaires du régime vénézuélien. Mes propos télescopaient donc avec le réductionnisme régnant dans les postures les plus radicales des deux positions, signées par une militance inconditionnelle[19].

J'ai choisi de ne pas détailler les enjeux méthodologiques dans cette introduction parce qu'ils seront abordés en profondeur et en contexte dans chacune des trois parties de la thèse. Néanmoins, certains éléments de méthode seront avancés ici pour éclairer la démarche suivie.

Une remarque concernant les données empiriques a trait à la rareté de documents écrits par les institutions qui assuraient la prise en charge et contenant les lignes directrices des programmes sociaux de prise en charge des familles victimes de la catastrophe. Par ailleurs, les documents officiels sur ces programmes sont tout aussi difficiles à obtenir. Il s'agit de dépliants très synthétiques et sommaires sur les mécanismes de mise en œuvre de la prise en charge. Certes, du fait du caractère d'« urgence » de ces actions, ces programmes sont apparus de façon *ad hoc* et sans consignes claires, laissant les fonctionnaires agir sur le terrain avec une grande marge de liberté.

Tous les noms des personnes interviewées ont été remplacés par des pseudonymes et, dans certains cas, j'ai éliminé le nom du lieu où l'entretien a eu lieu. J'ai également modifié les noms des casernes des forts militaires ainsi que les désignations de certains lieux. En ce qui concerne la langue, pour les ethnographies et les entretiens, ils ont bien évidement été menés et retranscrits en espagnol dans mon carnet de terrain. J'ai effectué la traduction moi-même en français au moment de sélectionner les propos qui ont été mobilisés dans l'analyse, en essayant le plus possible de garder les tournures et les nuances de la langue parlée vénézuélienne, ce qui m'a d'ailleurs amenée à conserver les « vénézolanismes » dont le sens était significatif pour mon analyse.

---

[18] Le terme, très péjoratif, est apparût lors d'une émission *Aló Presidente* en juin 2001. Fidel Castro avait déclaré que les manifestations de l'opposition au gouvernement de Caracas étaient peu fréquentées, et donc « décharnées ». Chavez adopta l'adjectif et en fit un nom commun : les *escuálidos*.

[19] Même si l'intimidation est devenue une pratique malheureusement courante au Venezuela, la menace s'étant banalisée à tous les niveaux de la vie sociale, j'ai toutefois continué à écrire dans la presse vénézuélienne des articles d'opinion. Je les considère comme une manière de contribuer au débat et comme un signe d'engagement, la preuve étant qu'ils ont parfois suscité des réactions polémiques dans les deux camps.

Pour l'analyse de la période de l'urgence présentée dans la première partie, j'ai mené douze entretiens informels avec les membres d'institutions ayant participé au sauvetage et à la gestion de la crise et sept entretiens ouverts avec des personnes ayant participé à la gestion directe des opérations. Les entretiens ont été effectués lors de mes visites de terrain successives, entre mai 2000 et juin 2004. Dans certains cas – cellule de crise civile et responsables politiques –, j'ai pu obtenir des comptes-rendus détaillés par courrier électronique. D'autres documents institutionnels – notes de travail, rapports de situation, plans, programmes de travail – ont également été consultés pour élaborer cette reconstitution.

Pour l'analyse traitant des politiques publiques de prise en charge, j'ai enquêté auprès deux institutions chargées d'organiser et d'assurer la gestion du système d'aide le *Fondo Unico Social*, FUS et *le Fondo de desarrollo Urbano* FONDUR. Dans les institutions, j'ai réalisé onze entretiens ouverts avec des fonctionnaires ayant à gérer les programmes d'assistance.

Pour les analyses portant sur la pérennisation des *refugios*, le travail de terrain s'est déroulé entre 2000 et 2004 sur sept sites mis en place pour accueillir les familles sinistrées – Fort Tiuna (Caracas), Fort Guiacaipuro (état Miranda), et les refuges La Dignidad de Catia, le refuge « La Dignidad » à Pinto Salinas, le refuge « La Ciudadela Bolivariana » à Catia, le refuge « Bollet Peraza » à Caricuao, tous à Caracas et le refuge de la Police Navale de Maiquetía, dans l'état de Vargas. La manière d'aborder les refuges et les familles a varié en fonction de leur situation d'hébergement. J'ai le plus souvent réalisé des séances d'observation participante sur plusieurs semaines et ainsi recueilli vingt ethnographies en sept *refugios*. Au cours de mes journées dans les *refugios*, j'interviewais les personnes, enregistrais des entretiens libres dès que l'occasion se présentait et tissais des liens avec les familles pour mieux connaître les divers aspects de leur quotidien. Il était parfois difficile de conduire les observations parce qu'on me prenait souvent pour arbitre des désaccords qui survenaient entre les responsables et les hébergés alors que je ne devais pas prendre parti pour les uns ou les autres (Cf. annexe méthodologique).

Lors de *La Tragedia*, l'ordre social et la dignification ont été institués en tant qu'entreprises collectives prédominantes dans la refondation de la nation. Ce travail se veut comme une contribution à une anthropologie politique de la « révolution bolivarienne ». Une anthropologie des politiques publiques se doit d'analyser de façon systématique les principes et les motifs sous-jacents aux pratiques gouvernementales mises en œuvre en particulier à

destination des populations les moins favorisées socialement. Elle se doit également de les confronter aux pratiques concrètes et de rendre compte du processus transformant certains groupes sociaux en raison d'État.

Première partie.
L'urgence

L'analyse de l'urgence suppose bloquer une temporalité. Ce blocage temporel fait apparaître des éléments qui composent les mesures décidées et appliquées pour faire face à la catastrophe et à son impact. Les manières d'agir pendant l'urgence dont il est question ici relèvent d'une crise politique majeure active entre les mois de décembre 1999 et février 2000. Cette partie vise à décrire et analyser les modalités de légitimation de l'articulation entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil lors de la situation « d'exception ».

Une description du phénomène physique s'avère nécessaire pour effectuer une reconstruction analytique de la gestion de la crise conduisant à sa militarisation. La militarisation fut avancée comme la forme idéale de gestion de l'urgence, et comme incontournable pour revenir à la normalité et sauver des vies. L'analyse s'appuie fondamentalement sur une discussion de la notion d'« exception humanitaire ». Le paradoxe entre l'imposition d'un couvre-feu, disposition relevant de l'action militaire, et la non suspension des garanties constitutionnelles, relevant du pouvoir civil de la République, apparaît au cœur de l'ambigüité de l'exception lors de *La Tragedia* (chapitre 1).

L'analyse du moment d'exception tient compte de deux aspects spécifiques inhérents à l'histoire de la société vénézuélienne. Tout d'abord, l'examen de la violence du pillage et de la répression durant *La Tragedia* met en exergue une histoire longue d'émeutes urbaines ainsi que d'ambigüités juridiques concernant le déploiement d'actions répressives extrêmes qui dépassent largement le cadre de l'État de droit. L'apparition de postures morales ambivalentes à l'égard de la violence et de la répression montre la complexité du processus

de légitimation de formes extrêmes du pouvoir de l'État. C'est la sémantique politique de la répression.

Le deuxième chapitre interrogera la violence et sa reconstruction *a posteriori* dans le cadre d'un matériau ethnographique. D'ailleurs, l'enjeu politique qui pose la responsabilisation – ou la déresponsabilisation – des exactions commises contre les personnes soupçonnées de pillage lors de l'exception humanitaire, dévoile les différents aspects de la crise des institutions démocratiques du pays en ce temps de polarisation politique extrême. L'analyse soulignera d'une part, les limites des recours juridiques pour dénoncer les exactions – l'*habeas corpus* – et d'autre part, la théâtralisation politique de la crise (chapitre 2).

Ensuite, une analyse rétrospective amènera à l'inscription historique du militarisme, au-delà du contexte du gouvernement actuel. Des éléments historiques de l'institution militaire au sein du processus de la constitution de l'État-nation vénézuélien seront présentés pour comprendre le rôle particulier des Forces armées dans la « révolution bolivarienne ». Lors de *La Tragedia*, l'institution militaire incarna en effet la compassion étatique à l'égard des victimes. Il s'agit de dégager les éléments sous-jacents du sens positif que la société vénézuélienne a attribué à la constitution de « refuges » de sinistrés à l'intérieur des forts militaires (chapitre 3).

Chapitre 1.
Crise sociale et exception

Catastrophe et élections pour approuver la nouvelle constitution constituent une coïncidence qui s'est traduite par une mise en œuvre de l'exception sans fondement juridique. La question des garanties constitutionnelles n'a jamais été tranchée par l'exécutif. Cette ambiguïté engendra une crise dont la résolution a été tentée par la voie de la légitimation de la présence des effectifs mais dont la présence acquiert dans les zones en détresse leur donne une marge assez large d'action.

1.1 La description du phénomène

Les pluies exceptionnelles de trois jours consécutifs – du 11 au 14 décembre – furent trois fois supérieures à la moyenne annuelle. Les glissements massifs de terrain du 15 décembre 1999 furent la conséquence de la multiplication par trois du niveau pluviométrique, passant du seuil d'urgence de 282 millimètres à 1200 millimètres en dix jours[20]. L'accumulation des eaux engendra une coulée alluvionnaire vers le littoral le 15 décembre. Ces alluvions que les experts estimèrent à 15 millions de m³, dépassèrent la côte de cent mètres, modifiant ainsi la géographie de la zone.

Les mouvements des masses géologiques causés par l'accumulation d'eau dans les montagnes engendrèrent une érosion intempestive du sol résiduel et de la végétation ainsi que des courants de boue entraînant des rochers. Ces flux furent observés dans pratiquement

[20] Les données descriptives du phénomène ont été tirées du rapport effectué par le bureau vénézuélien de l'agence des Nations Unies pour le développement, le PNUD. Cf. (2000). *Causas y efectos de las lluvias de diciembre de 1999*. Caracas, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD). Disponible sur: http://pnud.org.ve/archivo/documentos/desastres_naturales/lluvias/ [consulté le 15/09/2000]

toute la Cordillère centrale vénézuélienne, aussi appelée Cordillère de la côte. Dans les zones basses, c'est-à-dire dans les bandes habitées du littoral, ces flux submergèrent d'immenses surfaces hors de leurs zones naturelles de dépôt et d'accumulation.

Ces éboulements ont été très différents des glissements de terrain qui surviennent de façon habituelle dans les collines de l'état de Vargas, de la zone métropolitaine de Caracas et dans les zones urbaines voisines. Les experts soulignent ce caractère hors du commun en choisissant une dénomination originale : le *deslave*, défini comme une « percolation libre et superficielle des eaux, et par conséquent une érosion simultanée et abrupte des sols » sur une surface considérable du parc national *El Avila* (2500m), montagne qui sépare la ville de Caracas du littoral.

Le caractère extraordinaire des glissements de décembre 1999 fut décrété par les pouvoirs publics des jours après l'événement, pas seulement en raison de l'abasourdissement de la société face au désastre, mais également à cause de l'évolution croissante de la magnitude destructrice du phénomène. Même s'ils avaient déjà eu des effets dramatiques, les glissements survenus avant le 15 décembre réstaient perçus comme relevant de l'ordinaire.

La diffusion du savoir scientifique et technique contribua à inscrire le *deslave* de 1999 dans une ligne historique d'événements semblables quoique peu présents dans la mémoire collective des villes touchées[21]. La première chronique sur des éboulements massifs de terrain dans cette zone date de 1798[22]. Lors de son voyage aux Indes Occidentales en 1798, le baron de Humboldt observa aussi la zone dévastée par des crues[23]. À l'époque contemporaine, les données concernant d'autres événements semblables apparaissent à partir des années quarante. Elles montrent que le phénomène du *deslave* est loin d'être un phénomène hors du commun dans l'état de Vargas. Trois coulées de boue ont notamment

[21] PNUD : sigle du *Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo*.

[22] La force dévastatrice des crues des rivières avait alors balayé les villages de Macuto et Maiquetia, causant la mort de trente personnes. La chronique, rédigée par le Oidor Pedroza, représentant des autorités coloniales de la Couronne espagnole constitue le premier dossier rendu à la Haute Cour de la ville de Caracas sur ce phénomène affectant le littoral vénézuélien. Cf. Le rapport: PNUD (2000). *Anexo 1A. Antecedentes de lluvias excepcionales sobre la cordillera de la costa (1798-1948)*. Caracas, PNUD**:** 4.

[23] Le Baron de Humboldt a fait une large chronique de son voyage au Venezuela au 18ème siècle.

été rapportées[24], en 1948, en 1951, et en 1961[25]. Les crues gigantesques[26] de 1951 ont été les plus dévastatrices et La Guaira, Maiquetia et Macuto furent déclarés « zone de désastre ». En 1951, les parcours des éboulements ont principalement atteint les torrents d'eaux, les berges des cours d'eaux n'étant pas urbanisées comme c'est le cas aujourd'hui.

La prédisposition naturelle de la zone aux crues et aux glissements massifs a été aggravée par les activités humaines de la zone. L'étude des antécédents historiques du phénomène montre en outre que cette prédisposition est ancienne. D'un point de vue historique, les phénomènes naturels récurrents, par exemple l'oscillation d'*El Niño* dans l'océan Pacifique, montrent que l'ampleur de la destruction dépend dans une grande mesure du modèle social et économique d'occupation du territoire. Si l'on suit Mike Davis (1998), les catastrophes ont une histoire sociale largement traversée par les inégalités sociales et les pressions extrêmes en matière d'occupation du territoire dans les sociétés capitalistes contemporaines. Il évoque une « dialectique des catastrophes ordinaires » (1998 : 3) dans les grandes métropoles contemporaines. Ainsi, l'absence d'une politique urbaine destinée à constituer des espaces publics à Los Angeles (1998 : 61) et les batailles entre les propriétaires fonciers sont à l'origine d'un paysage urbain d'une extrême fragilité. Davis inscrit les catastrophes dans une perspective globale de la pauvreté urbaine générée par des rapports historiques de domination.

Les villes vénézuéliennes, directement confrontées aux conséquences de la modernisation désordonnée et de la précarisation de leur espace géographique sont donc prises dans une logique de la vulnérabilité qui affecte moins ceux qui en profitent le plus (Beck 2001 : 41). En tenant compte des contributions d'Ulrich Beck (2001) et de Mike Davis (1998), on peut avancer que le *deslave* est l'appellation moderne d'un « aléa » chronique qu'un développement urbain irrespectueux des caractéristiques géologiques et géographiques a rendu encore plus destructeur. Dans le débat sur les risques pour les

[24] Sucre, Oscar (1961). *Anexo 1C- PNUD. Daños causados por la tormenta del 15 al 17 de febrero de 1961*. Caracas, PNUD**,** 7 p.

[25] PNUD (2000b). *Anexo 1B. Alud torrencial catastrófico de febrero 1951*. Caracas, PNUD**,** 5 p.

[26] En 1948 et 1951, les éboulements ont reçus le nom de « crues » (*crecientes*) et de « débordements des ruisseaux vallées encaissées et éboulements de la montagne » (*desbordamientos de quebradas et derrumbes del cerro*). Ces appellations concernaient des crues exceptionnelles par rapport au niveau habituel des crues des rivières de cette zone et évoluent au cours du temps. Lorsqu'on consulte de façon parallele cette historiagraphie et la revue de presse de 1999 concernant les *deslaves* qui ont occasionné *La Tragedia,* il est frappant de noter que le rappel de ces événements antérieurs est relativement absent du discours médiatique. Les reportages et les entretiens des experts comme les témoignages des survivants évoquent très rarement les phénomènes, pourtant non négligeables, datant de 1951.

habitations situées dans des quartiers devenus urbains en moins de deux décennies dans les villes vénézuéliennes, une « bonne gestion des risques » devrait mettre en œuvre des référentiels et des dispositifs « permettant d'élaborer des réponses théoriquement adaptées à chaque type d'événement », en fonction de l'observation de la nature et de l'environnement. Et c'est cette position qui prévaut globalement et qui sert de base de réflexion aux acteurs publics vénézuéliens. Mais cette perspective occulte ce que Beck appelle « l'exposition sélective des hommes aux risques » (2001 : 47) et qui, dans mon cas d'étude, relève des dimensions sociales et politiques de l'affectation par *La Tragedia*.

En effet, le débat sur les risques géologiques du développement urbain dans la zone métropolitaine s'est articulé autour d'une sorte de solution technique idéale, relative au « bon management » du problème de l'occupation du territoire. La vulnérabilité, conçue comme l'exposition aux facteurs de risque – un habitat géographique géologiquement instable – serait ainsi conceptuellement modélisable. Dans un ouvrage collectif intitulé *Qu'est qu'un désastre ?*, Kenneth Hewitt (1998) soutient que l'attribution des désastres à un « agent physique » a pour conséquence l'imposition d'une politique de « réduction des risques ». Ainsi conçu, le désastre correspond à l'enchaînement de causes et d'effets ainsi qu'à la formalisation et à la mise en œuvre d'une série d'éléments de réponse souhaitables de la part de la société. Dans cette conception, les désastres sont des « événements perturbateurs de la vie sociale » conçue comme un « ordre » préalable. Ainsi, lorsqu'on veut aborder l'étude de l'impact du désastre dans la société le point de départ indique une « normalité » qui s'est bouleversée par sa cause.

Les sciences sociales portant sur les désastres ont en effet montré combien la vulnérabilité de la population vis-à-vis de ces phénomènes découle des transformations importantes du milieu de vie que de nombreuses sociétés ont connu ces dernières années dans le cadre des processus d'urbanisation (Hoffman et Oliver-Smith 2002). La dimension historique des transformations sociales des pays du Sud, en particulier les fortes inégalités sociales, et leur relation directe avec l'apparition de la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, est dégagée par Anthony Oliver-Smith (1994) dans son analyse du tremblement de terre qui frappa les Andes péruviennes en 1970. Ainsi, labéliser la population en fonction des risques conduit à une construction passive de la société.

Au Venezuela, le développement urbanistique incontrôlé de certaines parties de ces montagnes est évoqué comme l'origine structurelle de ce phénomène destructeur (PNUD 2000). En effet, la topographie de la cordillère, fragilisée par la modification arbitraire des

cours d'eaux, ne put assimiler un tel volume de précipitations. Les maisons des *barrios* populaires des villes voisines de Caracas et de La Guaira sont souvent situées sur des pentes dont l'inclinaison est supérieure à 40°. La population de ces quartiers populaires urbains constituant un « cadre bâti autoproduit » (Bolivar 1995) s'est multipliée par trois depuis 1967 tout en occupant toujours la même surface. En 1993, la population de Caracas comptait 2.685.961 habitants, dont 1.085.543 logeant dans des barrios, soit 40,42% de la population de la ville. Dans d'autres villes du pays ce pourcentage atteint 64,24%[27].

La densité humaine est ainsi devenue critique en raison des caractéristiques géotechniques des sols, de la hauteur des constructions, ainsi que des carences importantes en matière de services publics (assainissement, eau, électricité, écoles et dispensaires). Par ailleurs, la plupart des habitants ne possède aucune reconnaissance légale des terrains et des maisons (titre de propriété ou contrat de location) qu'ils habitent. Ce manque de titres de propriété les empêche de vendre et de récupérer leur investissement. Depuis les années soixante-dix, les autorités municipales mettent régulièrement en place des centres d'abri, appelés couramment *refugios* (refuges) en fonction d'urgences locales, où les familles attendent la fin des précipitations. En revanche, aucune politique nationale de prise en charge des sinistrés n'avait vu le jour avant celle de la « dignification », en 2000.

1.2 La crise du pouvoir civil

Dans les entretiens, les personnes ayant participé à la « gestion de la crise » évoquent souvent de problèmes de coordination qui engendrèrent des situations plus catastrophiques que celles occasionnées par la destruction de la nature. Les experts en secourisme affirment que « la gestion du désastre a été un désastre » (Entretien avec Alirio Puente à *Helimedical*, Caracas, juin 2002). Les pouvoirs publics furent condamnés par l'opinion publique pour leur négligence et leur manque d'efficacité dans la situation de crise, et l'action de l'État fut perçue et recensée comme étant en soi une source de destruction et de malheur. Cette condamnation dénonce soit l'excès – usage démesuré de la force publique – soit l'inertie ou l'omission – la force publique arrivée « trop tard ».

[27] Baldó, Josefina (1993). *Tercer inventario nacional de barrios*. Caracas, OCEI - FUNDACOMUN.

1.2.1 Des cellules de crise brisées

Les journaux télévisés avaient averti le 5 décembre 1999 que la situation à Vargas et Caracas risquait de devenir très dangereuse si jamais les pluies continuaient. Le gouverneur de l'état de Vargas déclara « l'urgence administrative » dans son état pour pouvoir « faire face avec plus de diligence »[28] à la situation. Mais les moyens et les efforts déployés s'avérèrent insuffisants face à l'ampleur des torrents de boue survenus quelques jours après. Plus tard, l'opinion publique vénézuélienne remit fortement en cause la Défense civile (*Protección civil*)[29] pendant la crise car elle avait eu, semble-t-il, assez d'éléments pour proposer au sein du haut gouvernement une évacuation préventive de la zone[30].

Les coulées de boue se succédèrent toute la nuit du 15 au 16 et on compta des victimes par dizaines de milliers. Le 16, alors que le Président appelait à l'unité nationale et que le Conseil des ministres déclarait cinq états en situation d'urgence, les premières cellules de crise intervinrent de façon autonome, sans liaison avec le gouvernement central. En effet, quelques signes avant-coureurs enregistrés les jours précédents, comme effondrements localisés de maisons et quelques morts, avaient déjà conduit à leur mobilisation.

Ces institutions se trouvaient en détresse avant la catastrophe, ce qui s'avère cruciale pour comprendre leur fonctionnement pendant l'urgence. Pour comprendre le processus de prise de décisions dans la gestion d'une crise, il est important de considérer le contexte

---

[28] (1999). *Journal télévisé El Observador,* 5 décembre 1999. *Déclaration état d'urgence admnistrative à l'état de Vargas*. RCTV.

[29] La Défense Civile vénézuélienne a été une institution longuement négligée parmi les corps des forces de l'ordre de la nation. Les études sur son histoire sont rares, voire inexistantes. La faiblesse des infrastructures et les problèmes de recrutement des effectifs sont des maux dont souffrent toutes les organisations publiques censées gérer les crises : pompiers, services d'information météorologiques, services municipaux de surveillance des cours d'eaux, etc. Mais le Venezuela ne compte que 7.000 pompiers pour 25 millions d'habitants et le budget annuel de Defensa Civil (rebaptisée *Proteccion Civil y administracion de desastres* sous l'administration du Président Hugo Chávez, cette direction étant aujourd'hui sous le commandement du lieutenant de l'Armée de terre Antonio Rivero) ne dépasse pas la somme de 1500 millions de bolivars (environ 600.000 euros). Avant 2001, les actions institutionnelles à mettre en œuvre en cas de catastrophes naturelles avaient comme unique référence juridique le règlement partiel, le N°3 de la loi de Sécurité et Défense promulgué en 1978. Un nouveau décret-loi qui régule « l'organisation nationale de protection civile et d'administration de désastres » a été approuvé le 13 novembre 2001. Cf. (2001). Ley de la organización nacional de protección civil y administración de desastres. *Decreto Presidencial N° 1.557 con Fuerza de Ley del Sistema Nacional de Protección Civil y Administración de Desastres.*, Gaceta Oficial de la Republica Bolivariana de Venezuela N° 5.557, martes 13 de noviembre de 2001. Publicada en la Gaceta Oficial de la Republica Bolivariana de Venezuela N° 5.557, Extraordinaria de fecha martes 13 de noviembre del 2001.

[30] Le 10 décembre, le directeur de *Proteccion civil* Angel Rangel avertissait très sérieusement des dangers de la « saturation des sols » à Vargas et signalait que 80% des routes dans l'état étaient fortement endommagées (1999). *Journal télévisé,* 10 décembre 1999. *Déclarations d'Angel Rangel, Director de Defensa Civil*. TELEVEN.

institutionnel préalable, la place en temps « normal » des institutions qui gèrent la crise ; leur statut dans l'appareil du gouvernement, leur effectif, leur budget, etc. expliquent en effet en grande partie la façon dont fonctionne la chaîne de commandement au moment du désastre. Les cellules de crise n'avaient pas de cadre légal propre et comptaient des budgets limités et un personnel très réduit. La cellule de crise que j'ai visitée à Caracas en 2003 (voir la vignette de terrain n° 1) fut fortement impliquée dans les opérations de secours de décembre 1999. Pendant une semaine, j'ai mené des observations et effectué des entretiens pour mieux comprendre ses mécanismes et dispositifs de fonctionnement.

Vignette de terrain 1 - Cellule de crise civile-bénévole *Organizacion de Rescate Humboldt*

L'*Organización de Rescate Humboldt* (ORH) est attachée à la cellule de crise du ministère de l'Intérieur, composée de civils communément appelé par son acronyme anglais SAR (*Search and Rescuard Service*) l'équivalant français étant le PC/ORSEC. La cellule de crise SAR est censée intervenir lors des catastrophes aériennes survenues dans le territoire national et devrait par conséquent coordonner les opérations depuis l'aéroport de Maiquetía (état de Vargas) à l'endroit même où les coulées de boue ont été le plus dévastatrices.

La cellule de crise est ainsi définie institutionnellement: « Groupe *save and rescuard* spécialisé, assigné à l'Institut national de l'aviation civile pour la recherche et le sauvetage des sinistres aériens et l'investigation sur les accidents aériens, Conseil d'investigation d'accidents de l'aviation civile, Ministère des infrastructures ». Son rôle consiste donc à fournir aux institutions de l'État des informations pour lancer la recherche des avions sinistrés sur le territoire national et à participer à ces activités.

Cette cellule de crise composée de bénévoles et située à Caracas, dans des locaux du musée du transport. Ces matériaux apportent un témoignage important sur la façon dont est vécue la détresse institutionnelle dans les cellules de crise au Venezuela. Certains de ses membres ont suivi des formations aux États-Unis et en France et possèdent des hautes qualités techniques élevées mais lors des crises mais se plaignent de ne pouvoir pas appliquer leurs connaissances. Leur pouvoir de décision est réduit par toute une série de facteurs, notamment par les officiers supérieurs haut gradés des Forces armées.

La cellule dispose d'experts convoités par les différents aéroports pour gérer des crises aériennes.

Son siège se situe à l'est de Caracas où disposent d'un entrepôt pour garder du matériel, des radars, des radios et des équipes pour localiser des avions sinistrés. Le personnel qui assure les gardes est bénévole.

Le journal de bord du secouriste, Enrique Martin Cuervo rend compte de l'impuissance des secouristes bénévoles devant la magnitude du désastre qui était en train de frapper la zone nord côtière du pays[31].

> « La nuit du 15 décembre la pluie généra le *deslave* de la cordillère de la côte. Cette nuit-là, il n'y avait pas de plan de sauvetage à mettre en place et il n'y avait pas non plus de personnel pour le faire (…) » (Journal de bord d'Enrique Martin Cuervo 2000)[32]

Les premières opérations de secours de la cellule de crise se déroulèrent les 16 et 18 décembre 1999[33]. Des hélicoptères de la protection civile et des bénévoles amenèrent les survivants à plusieurs endroits : l'aéroport international de Maiquetía à Vargas, la base aérienne de *La Carlota* à Caracas et les terrains de Golf de Caraballeda, parmi d'autres. Des hélicoptères appartenant à des institutions privées, à des organisations civiles de secours ainsi qu'à la cellule de crise du ministère de l'Intérieur entreprirent les premières opérations de secours. Etant donnée la petite taille de leurs appareils, l'évacuation était trop lente et peu efficace. Les forces militaires internationales, appartenant aux cellules de crise étrangères, arrivent plus tard sur la zone de désastre ; les premières à arriver furent été les forces françaises et nord-américaines.

Disputes et insultes étaient courantes entre les officiels de l'armée et ceux de la Défense civile. Cette tension devint vite incontrôlable et conduisit à la militarisation du secours et à la subordination totale de la Défense civile au pouvoir militaire. Pour le coordinateur national de la cellule de crise où j'ai mené mon enquête, Guillermo Garrós, la hiérarchie institutionnelle de la Défense civile est inférieure à une « *Direccion general*

---

[31] Mon approche de la crise part de l'expérience des secouristes bénévoles civils impliquées dans la gestion de la crise : quels dilemmes disent-elles avoir expérimenté pendant les moments les plus difficultés du commandement ? Comment se représentent-elles la crise ? Là où dominent traditionnellement « les logiques de l'administration » de la crise, j'introduis des questions relevant des enjeux de pouvoir de la gestion.

[32] Je reproduis le récit d'un secouriste qui faisait des gardes de nuit dans sa cellule: « C'était le chacun pour soi, pour se sauver, chacun pensait à soi même et à sa famille, sauf quelques-uns qui montraient une solidarité humaine et qui ont risqué et même perdu leurs vies pour sauver quelqu'un. La force incontrôlable de la nature n'a pas seulement détruit de logements et des immeubles mais aussi la vie de nos congénères. Ici, tout s'est passé, tout est arrivé. La panique avait tout envahi. L'impact des rochers était comme l'impact des canons. Le désespoir de ne pas pouvoir s'en sortir d'une telle calamité était immense chez les habitants de Vargas. Des gens appelaient à l'aide avec leurs téléphones portables les membres de leurs familles qui étaient ailleurs. La catastrophe était en cours, était en train de se matérialiser… ». Cf. Martin Cuervo, Enrique (2000). *El desastre que nos destrozó la vida, I, II et III*. Caracas**:** 18. La traduction au français est de moi.

[33] ORH (1999). *Informe de la actuacion en las labores de rescate y atencion en el desastre ocurrido en los estados Vargas y Miranda a raiz de las inundaciones, deslaves y riadas suscitados el 15 de dicembre de 1999.* Caracas, Grupo de Rescate Humboldt –SAR**,** 70 p. Rapport non publié.

sectorial » adscrite au ministère de l'Intérieur et de la Justice ; « n'importe qui » (référence voilée aux ministres et aux généraux de l'Armée de terre) peut ainsi « arriver dans les bureaux de la Défense civile et débarquer avec des ordres et contre-ordres »[34]. L'enjeu de la responsabilité des autorités civiles dans le contexte de *La Tragedia* fut étroitement lié à la remise en cause de la composante civile et au renforcement du pouvoir des Forces armées.

Dans les États contemporains, les institutions de la Défense civile sont attachées aux Forces armées et aux ministères de l'intérieur, de la communication et des infrastructures[35]. Les systèmes opérationnels des agences et institutions qui assurent la gestion des urgences sont elles étroitement liés à une approche militaire des situations d'urgence, même si seules sont affectées les populations civiles son affectées. Des études sociologiques (Kroll-Smith et Gunter 1998) ont récemment suggéré que les divergences entre les institutions telles que la Défense civile, l'État-major des Forces armées et le gouvernement fédéral apparaissent dès qu'il faut définir ce qu'est une situation de désastre et ce qui n'en relève pas. C'est pourquoi la sociologie appliquée à l'étude des catastrophes est souvent sollicitée avant tout pour définir la situation même de « catastrophe » (Quarantelli 1998).

Cette définition relève de l'exigence morale des sociétés contemporaines de disposer d'assez de moyens pour faire face à ce type de situations. L'inefficacité des cellules de crise est souvent signalée comme la responsable directe des morts lors des catastrophes. L'éditorial du premier article de la revue *Disasters* est un exemple significatif de l'impératif moral qui dominera la démarche du comité de rédaction : « (...) notre conviction est que les gens meurent lors des catastrophes principalement parce qu'on investit peu de ressources pour sauver leurs vies » (Benthall 1993:25)

---

[34] Gonzalez, David (1999). « Improvisación y voluntarismo desplazaron a los expertos. » *El Nacional*, 26 décembre 1999.

[35] Dans le cas des Sapeurs Pompiers français le travail des équipes se partage en temps pleins, temps partiels volontaires, effectifs d'entreprise, et militaires. Et les normes européennes, statuent l'obligation pour les communes qui dépassent les 100.000 habitants de disposer d'une caserne. Aux États-Unis, la FEMA (*Federal Emergency Management Agency)* coordonne les institutions qui assurent la gestion de l'urgence, assure la formation des effectifs et fourni et garantit la prise en charge des victimes pendant une période déterminée. En France, la mise en place des postes de « commandement- organisations des secours » (PC/ORSEC) s'effectue par le transfert des compétences des mairies à la préfecture et aux forces de l'ordre. Ces données sont disponibles sur : Wikipedia (2006). Sapeurs Pompiers en France. http://fr.wikipedia.org/wiki/Sapeur-pompier [consulté le24 juin 2006] et le site de FEMA (2006) http://www.fema.gov/. Pour une étude approfondie sur la gestion des crises en France voir l'ouvrage de Gilbert, Claude (1992). *Le pouvoir en situation extrême. Catastrophe et politique*. Paris, L'Harmattan.

Exactement trente après la déclaration des fondateurs de la revue *Disasters*, le bureau des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a émis une déclaration de principe fort semblable :

> « (…) il est bien connu que mettre en œuvre une coordination humanitaire effective est fondamental pour sauver des vies, aider les victimes et soutenir les équipes locales. »[36]

Ce diagnostic est presque littéralement identique d'ailleurs à celui avancé par des experts à propos de la crise générée par l'ouragan Katrina en août 2005 ; pour eux, où « le problème » consiste en :

> « (…) l'absence ou la faiblesse dans la coordination des actions pour répondre à la crise, le redoublement des efforts, l'utilisation inefficace des ressources, et d'autres obstacles d'ordre politique, ainsi que la lenteur pour réagir dans des situations changeantes. »[37]

Je mobiliserai trois scènes de *La Tragedia*, telles que je les ai retranscrites dans mon carnet de terrain, pour illustrer la crise des institutions civiles du secours et les enjeux de la gestion de la crise. D'abord, une dispute sur la piste d'atterrissage de la cellule de crise entre des membres du haut gouvernement. Cette dispute montre la difficulté pour des fonctionnaires du même niveau hiérarchique de faire prévaloir leurs points de vue. Ensuite, deux graves accidents d'hélicoptères dus apparemment à une défaillance dans la coordination des secours entre les cellules de crise civiles et le commandement militaire. Enfin, le scandale médiatique suscité par l'égarement des enfants durant le sauvetage montre l'absence de mécanismes permettant d'exiger l'application des protocoles de sauvetage par les secouristes militaires.

1.2.2 Le désastre de la gestion du désastre

> « Un jour, en pleine urgence, sur la piste de la cellule de crise de l'aéroport de Maiquetía, le ministre Alfredo Zambrano[38] et la directrice des Relations Internationales du ministère de la Santé Cristina Ochoa se sont fortement disputés. Ochoa était à l'époque le bras droit du ministre de la Santé et du Développement social, Gilberto Rodríguez. Elle avait réussi à faire venir quelqu'un de l'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS), pour survoler les lieux affectés en hélicoptère. Cette visite était une réussite d'Ochoa car le fonctionnaire de l'organisation internationale devait par la suite établir

[36] OCHA (1997). *Humanitarian Report 1997*. Humanitarian coordination in complex emergencies and natural disasters. OCHA-Online. Disponible sur: www.reliefweb.int/ocha_ol/pub/humrep97/coord.html**:** 10 [consulté le 7 septembre 2003]

[37] Idem.

[38] Les noms des fonctionnaires participant à cette scène ont été modifiés.

> les montants d'une aide financière. Le ministre de la Science et de la Technologie Alfredo Zambrano, le cadre plus jeune du gouvernement d'Hugo Chávez, était devenu malgré lui une figure incontournable car il avait téléphoné au Président et lui avait donné des explications géologiques sur la nature du phénomène dévastateur. Une grande confusion régnait les premiers jours sur la nature même du phénomène. Zambrano avait ainsi gagné la confiance du Président. Ses avis ont tellement rassuré Chávez que Zambrano sera nommé plus tard, début de l'année 2000, *Autoridad Unica de Vargas*. Cristina Ochoa sera nommée à son tour ministre de la Santé et du développement social. Mais pour l'instant, sur la piste de base aérienne du SARS, c'est Zambrano qui avait le pouvoir sur place. Il était un homme jeune, ingénieur, qui communiquait avec le Président via son téléphone portable.
>
> Zambrano a fait le forcing pour empêcher Ochoa et son invité de survoler la zone. Dans une engueulade humiliante pour Ochoa, devant le représentant de l'OPS, il lui a dit qu'elle « y était déjà allée », insinuant par là qu'Ochoa allait se balader « encore une fois ». Elle avait en effet un rôle important car elle devait assurer l'arrivée de l'aide humanitaire en sensibilisant au maximum les directeurs des agences internationales de santé publique. Ochoa a été vexée et indignée par l'attitude de Zambrano, qu'elle qualifia d'arrogante et d'arbitraire. Zambrano pour sa part jugeait qu'il fallait limiter les ballades en hélicoptère mais était accusé à son tour de vouloir monopoliser les informations concernant le désastre pour ainsi exercer plus facilement le pouvoir. Finalement, Ochoa n'a pas fait d'autre vol. Lorsque j'ai évoqué cette scène avec Zambrano, il m'a dit, gêné, qu'il ne s'en souvenait pas. » (Carnet de terrain, reconstitution d'après les témoignages recueillis en 2000, 2001 et 2003)

Le rapport de la commission de l'Assemblée nationale cité fait mention de la désignation d'un « officiel de contact » de l'organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) pour « évaluer les besoins des matériaux des aspects épidémiologiques (conditions environnementales et contrôle de vecteurs) »[39]. Le ministre avait intérêt de contrôler l'accès à l'information pour des raisons techniques. Dans le contexte de l'urgence, survoler la zone dévastée en hélicoptère était devenue l'opportunité la plus convoitée par les fonctionnaires, les journalistes et les curieux. Le contrôle à l'accès aux hélicoptères était devenu une source énorme de pouvoir qui permettait d'avoir les renseignements en direct sur l'état des lieux : vidéos, photos, rapports, etc.[40]

Cette scène décrite montre non pas tant un problème de communication interne ou d'efficacité que le fait que la période de crise constitue un moment fort dans la consolidation du leadership des fonctionnaires, c'est-à-dire, de l'exercice du pouvoir. Le pouvoir s'exerce en suivant des lignes d'action qui obéissent souvent à des logiques politiques, à des moments

[39] Or le nom du ministre de la Science et de la Technologie n'est pas évoqué. Cf. (2000). *Informe de la Comisión especial para el tratamiento de los distintos casos del estado Vargas.* Caracas, Asamblea Nacional. Integrantes de la Comisión: Diputado Simon Escalona, presidente. Diputado Pedro Castillo, vicepresidente. Pedro Infante, Secretario**,** 50 p. Rapport non publié.

[40] Gonzalez, David (1999). « Improvisación y voluntarismo desplazaron a los expertos ». *El Nacional*, 26 décembre 1999.

qui peuvent marquer de manière décisive les carrières politiques. Cette scène montre les conséquences sur le terrain de l'absence d'une institution civile coordinatrice du sauvetage, en mesure d'établir une chaine de commandement.

Le commandement engendre ainsi d'autres catastrophes, comme le montre la seconde scène, plus dramatique. Les accidents mortels de deux hélicoptères pendant le sauvetage alourdirent le bilan des victimes. Pour assurer les opérations de secours pendant *La Tragedia*, la cellule de crise Humboldt avait à sa disposition 5 hélicoptères (dont un de la Police de l'état de Miranda) et 5 avions trop petits pour effectuer des sauvetages massifs[41]. Les hélicoptères civils et les hélicoptères militaires menaient de façon simultanée les tâches de secours et d'évacuation sans être sous la même coordination. Les radars et les radios des hélicoptères civils et des hélicoptères militaires ne transmettaient pas sur la même fréquence. Sur les pistes, les hélicoptères étaient trop proches des avions, les militaires étaient maladroits dans les ordres, opéraient avec lourdeur, et les contrôleurs aériens étaient perdus dans les ordres et contre-ordres. La coordination exercée dans le centre de commandement installé à Maiquetia était défaillante[42] :

> « Le sauvetage des sinistrés de Vargas généra, rien que par sa mauvaise mise en place, des crises, les unes après les autres… Ceci est propre du Venezuela. Il y avait un manque total de vision globale et de coordination. » (Propos secouristes, observations dans la cellule ORH, Caracas, 5 août 2003)

Les militaires étaient réticents à synchroniser leurs appareils – radars, radios, etc. – sur la même fréquence de l'aviation civile. Le récit d'un secouriste-contrôleur aérien témoigne à ce sujet des conflits de pouvoir à l'intérieur de la base de l'aéroport de Maiquetia :

> « Je me suis engueulé avec un général de la Force Aérienne le 17, et j'ai quitté les lieux, je lui ai dit qu'il était fou. Le type ne contrôlait pas le trafic aérien. Il voulait me mettre en taule mais j'ai mon compère, un vice-amiral, chargé de la direction du Bien-être social au ministère de la Défense, qui, en plus, était à côté, et il avait plus de trucs dorés

[41] ORH (1999). *Informe de la actuación en las labores de rescate y atención en el desastre ocurrido en los estados Vargas y Miranda a raíz de las inundaciones, deslaves y riadas suscitados el 15 de diciembre de 1999*. Caracas, Grupo de Rescate Humboldt –SAR**,** 70 p. Rapport non publié.

[42] Les conditions de travail dans le centre qui devait coordonner le secours étaient ainsi décrites par un informateur : « Au fond du couloir du hangar, il y avait des WC. Un seul pour tout le monde, au moins 200 hommes. Au bout de 10 heures de travail, le WC était plein d'excrements jusqu'en haut... comme ça [*il soulève ses mains jusqu'à son ventre pour indiquer la hauteur...*] C'était le chaos total, dès le début, car ils n'avaient pas prévu d'installer un poste de commandement assez grand et bien équipé pour pouvoir opérer. » (Entretien avec un secouriste-contrôleur aérien, l'ORH, Caracas, 5 août 2003)

sur son uniforme… » (Entretien avec un secouriste-contrôleur aérien, l'ORH, Caracas, 5 août 2003)

Le lieu censé être le cerveau des opérations de secours était le lieu de confrontation entre experts civils et commandants militaires rendant toute coordination impossible :

> « Tout l'aéroport avait de l'électricité sauf la base SAR. Et c'était là que [*les militaires chargés de coordonner les actions*] décidèrent d'installer le centre de commandement des actions de sauvetage dans un hangar précaire. Et là, le "despelote" [*mot qui peut être traduit par chahut, cohue, bordel*] commença. Les généraux de l'Armée de terre sont arrivés, étaient en désaccord avec les commandants du sauvetage. » (Entretien avec un secouriste-contrôleur aérien, l'ORH, Caracas, 5 août 2003)

Au Venezuela, le manque de coordination entre les institutions chargées de gérer des opérations qui nécessitent une lourde logistique institutionnelle n'est pas une surprise. L'imposition de normes de fonctionnement dans une situation déterminée s'accompagne souvent du viol de ces normes, notamment de la part des fonctionnaires des institutions publiques et gouvernementales qui connaissent les procédures de contournement des règles trop contraignantes.

La conséquence de cette situation fut le sinistre de deux hélicoptères pendant des opérations de secours, évoqué comme le « comble du *despelote* », du « bordel ». Le pilote de l'un des appareils avait plus de 2' heures de vol sans repos et n'avait pas fait la formation nécessaire relative au pilotage en zone de câbles électriques, et effectivement, l'accident s'est produit parcequ'il n'a pas vu les câbles[43].

Lors des catastrophes, les protocoles internationaux établissent que les médias doivent émettre de messages portant des consignes courtes, claires et précises. Or les chaînes de télévision ont transmis des images sans les éditer, captées dans les zones de réception des hélicoptères, là où les sinistrés s'entassaient devant les caméras pour crier leurs noms et faire passer des messages à leurs proches. Ces images firent monter l'angoisse, les journalistes étaient dépassés et souvent pleuraient en direct. En outre, les chaînes – *Venevisión* et *Radio Caracas télévision* (RCTV) – transmettaient des listes des rescapés différentes accroissant encore le climat de confusion[44]. Le paradoxe fut que, à l'aube de l'année 2000, le *bug* qui

[43] Les montagnes d'El Avila sont traversées par des longues lignes de câblage, les pilotes doivent apprendre une manœuvre spéciale pour contrôler l'appareil si jamais il se prend dans les câbles.

[44] La cellule de crise dut mettre en fonctionnement deux appareils de télévision simultanément pour capter les deux chaînes et faire ainsi une liste complète des personnes rescapées pour la diffuser sur leur site web. (Carnet de terrain. Observations dans la cellule ORH, Caracas, 5 août 2003)

affecta la télévision vénézuélienne ne relevait pas du redoutable YK2000 mais des émotions. Sophistiquée sur le plan technologique, la télévision vénézuélienne ne démontra pas des capacités pour revenir à sa fonction publique primordiale : l'émission de consignes et de messages spécifiques pour orienter la population affectée[45].

L'égarement des enfants des familles sinistrées fut aussi évoqué comme une conséquence du manque de coordination dans le sauvetage. Lors des opérations de secours des officiels ont apparemment pris la décision de séparer les membres des familles – femmes et enfants d'un côté, et hommes de l'autre – avant de les embarquer dans les hélicoptères de guerre[46]. Les familles ont dû gérer ensuite leur unification, parfois sans succès. Les protocoles de secours préconisent d'effectuer un recensement des survivants au moment même du sauvetage car les personnes ont souvent perdu leurs papiers d'identité[47]. Mais cela ne fut pas réalisé. Aujourd'hui, des enfants que des témoins affirment avoir vus en vie et, dans certains cas, reconnus à la télévision, sont encore portés disparus[48].

D'après les rapports, les effectifs des Forces armées n'effectuèrent pas de recensement des personnes évacuées. En outre, au lieu d'essayer de réunir les familles séparées lors du secours, les soldats en charge des opérations décidèrent de transférer certains des membres des familles dans des endroits différents, en l'occurrence dans l'île de Margarita où à Barquisimeto. Une fois sur place, ces personnes, souvent confuses, furent transférées dans des forts militaires. Celles qui avaient les moyens de communiquer avec d'autres membres de leur famille l'ont fait, et les autres sont restées dans ces sites, parfois totalement isolées pendant des mois. Certaines familles – en particulier les plus pauvres – eurent ainsi beaucoup de difficultés pour se retrouver.

Trois éléments de la représentation sociale de la gestion publique de l'urgence et de sa mise en cause apparaissent. Le premier élément est celui du sentiment d'abandon des

[45] En revanche, le travail des radios a été jugé par les secouristes comme beaucoup plus simple et efficace. La Banque Banesco a d'ailleurs pris l'initiative de distribuer, dans les hélicoptères militaires de sauvetage, des radios à piles (Carnet de terrain. Observations dans la cellule ORH, Caracas, 5 août 2003)

[46] « Quelqu'un [*du haut commandement de l'Armée*] a pris la décision de séparer les mères des enfants avant d'aborder les hélicoptères [*militaires*]. Peut-être qu'ils avaient vu le film *Titanic* [*rires*]. Ils [*les militaires*] ne comprenaient pas que les familles devaient rester ensemble. (…) manquent totalement de préparation pour faire face au désastre » (Propos des secouristes, observations dans la cellule ORH, Caracas, 5 août 2003)

[47] Tabuas, Mireya (1999). « Y como compruebo que soy yo? » *El Nacional,* 24 décembre 1999.

[48] La presse a signalé, pendant des années suivant, la catastrophe qu'environ 200 enfants vus ou retrouvés vivants n'avaient jamais rejoint leurs familles. L'affaire des « enfants égarés de Vargas » reste encore aujourd'hui irrésolue.

sinistrés quand aucune des institutions concernées n'assume la responsabilité de l'ordre durant le sauvetage. Lorsqu'on doit faire face « tout seul » à la situation, c'est bien que l'État brille par son absence. Le deuxième élément est celui de la défaillance de l'État, voire de l'application de mesures arbitraires, comme l'avancent les secouristes de cellules de crise civile. Le troisième élément est celui de la superposition forcée des compétences institutionnelles : en témoigne la dispute des deux fonctionnaires au sujet du monopole des vols en hélicoptère, qui leur permettra de faire passer leurs priorités auprès du Président et de leurs institutions respectives. La scène, ridiculisée peut-être par ceux qui me l'ont racontée, atteste en tout cas de « l'opportunisme » des détenteurs du pouvoir au détriment du bien commun.

Ces trois éléments constituent les caractéristiques de la représentation sociale de l'action de l'État vénézuélien en temps de crise et d'une gestion publique qui qu'engendrerait des situations encore plus dramatiques que la catastrophe elle-même : l'abandon des victimes par des agents incompétents qui ne veillent qu'à leurs intérêts particuliers. Cette figure stéréotypée de l'action publique civile est courante au Venezuela réapparaît lors des crises et légitime le recours à l'imposition de l'ordre par les Forces armées.

1.2.3 Le commandement militaire du secours

Les pluies engendrèrent des obstacles logistiques au bon déroulement du scrutin du 15 décembre 1999. La façon d'aborder le problème des pluies fut donc étroitement liée au moment politique :

> « Le Conseil National Electoral (CNE) et la Défense Civile de façon conjointe, vont déployer le jour du referendum un "*operativo*" spécial dans les zones où la circulation routière ai été restreinte pour ainsi transporter les personnes aux bureaux de vote. »[49]

Le 15 décembre 1999, les Forces armées nationales étaient censées répondre aux lignes d'action établies pour faire face à une situation qui dépassait l'ordinaire administratif des institutions. En effet, les troupes du *Plan República*[50] occupaient les bureaux de vote de tout le pays environ deux jours avant le scrutin. Les soldats assuraient la surveillance des

[49] (1999). *Journal télévisé. Communiqué Consejo Nacional Electoral*, 11 décémbre 1999. RCTV.

[50] Le « *Plan República* » est une opération de déploiement des effectifs de l'armée de terre pour assurer « le bon déroulement des élections » en assurant leur logistique. Cette politique de militarisation des élections date des années soixante, moment où la guerrilla menaçait la réalisation des scrutins. Cette politique s'est maintenue malgré la « pacification ». Pour une analyse détaillée des « Plan República », voir (Irwin 2006 : 175-177).

urnes, l'ordre dans les files d'attente, le matériel, etc. Mais l'endommagement des infrastructures des jours précédents et la dévastation des jours suivants configurèrent une situation de crise[51]. L'enjeu pour le gouvernement était de garantir le bon déroulement des élections, même si les conditions climatiques créaient des conditions adverses. Dans le journal télévisé de la veille des élections, le ministre de la Défense, le Général Raul Salazar[52], signalait que :

> « Nous avons déjà installé au moins 30 bureaux de vote à Vargas (…) Néanmoins, nous avons beaucoup de problèmes avec d'autres (…) Nous allons tenter de les installer par hélicoptère [*à cause du mauvais temps*] »[53]

La veille du *deslave*, le ministre voulait juste rassurer la population par rapport au scrutin et il ne fit référence à aucun plan de prévention ou de sauvetage au cas où les choses empireraient, comme le prévoyaient pourtant les rapports métrologiques de la Force aérienne vénézuélienne. L'exécutif national délégua à « la Force Armée »[54] la gestion de la crise et, au fur et à mesure que la normalité se rétablissait, le gouvernement distribua des responsabilités spécifiques[55]. Le passage de sauvetage au commandement unique de l'Armée eut lieu le 18 décembre, le commandement civil de ces actions ayant été jugé inefficace et incompétent. Ce qui est présenté dans les rapports officiels sur la gestion de la crise comme une « collaboration harmonieuse interinstitutionnelle » fut néanmoins soumis à une forte pression des compétences et des attributions des militaires et des fonctionnaires civils.

---

[51] (1999). *Journal télévisé. Déclarations du Ministre de la Defense, Gral. Raul Salazar*, 14 décembre 1999. TELEVEN. Caracas.

[52] Raúl Salazar prit des distances avec le président à cause des désaccords suscités par la gestion de la catastrophe. Pour l'instant, rappelons que ce général était le commandant de la troisième Division de l'Armée de terre lorsqu'Hugo Chávez était emprisonné à Yare entre 1992 et 1994 où il effectuait sa peine pour le soulèvement du 4 février 1992. Pour plus de renseignements sur la relation entre Chavez et Salazar, voir la biographie d'Hugo Chavez élaborée par les journalistes : Barrera Tyszka, Alberto et Cristina Marcano (2005). *Hugo Chávez sin uniforme. Una historia personal*. Caracas, Grupo Editorial Randhom House Mondadori. Colection Debate.

[53] (1999). *Journal télévisé Déclarations du Ministre de la Defense, Gral. Raul Salazar,* 14 décembre 1999. TELEVEN. Caracas.

[54] Dans la Constitution bolivarienne de 1999, les Forces armées vénézuéliennes sont passées au singulier, la FAN, « Force Armée nationale ». Dans les conversations quotidiennes on continue de les nommer au pluriel, mais dans les discours et les allocutions officielles le singulier est exigé.

[55] Le rapport des députés signale que : « la gestion de l'urgence nationale a été de la responsabilité exclusive de l'Exécutif national à travers la création d'une commission de haut niveau. (Décret N°577 du 15.12.1999). Cette commission est formée par le ministère de Relations Intérieures et de la Justice, le ministère de la Défense, le ministère de la Science et de la Technologie et le ministère de la Santé et du Développement social » (2000). *Informe de la Comisión especial para el tratamiento de los distintos casos del estado Vargas*. Caracas, Asamblea Nacional. Integrantes de la Comision: Diputado Simon Escalona, presidente. Diputado Pedro Castillo, vicepresidente. Pedro Infante, Secretario**,** p. 9.

Après la catastrophe, le ministre Salazar sollicita l'assistance du gouvernement des États-Unis, et personnellement de Bill Clinton, pour l'envoi de quatre hélicoptères *Chinok*, de huit *Black Hawk* et de deux *Galaxy* pour assurer le sauvetage des sinistrés. Salazar lança aussi l'idée d'une participation plus directe de l'armée nord-américaine à la reconstruction des routes et des ponts dévastés en demandant la participation du Génie des États-Unis. Cette initiative fut cependant abandonnée le 2 janvier 2000 par le Président Chávez qui mobilisa l'argument de la sauvegarde de la souveraineté nationale et du rejet de l'ingérence[56]. La rumeur associée à ce rejet indique que le président craignait que la présence massive de soldats américains sur le territoire ne des stabilise les Forces armées vénézuéliennes et promeuve un coup d'État.

L'intervention des Forces armées lors du désastre suivit trois étapes : d'abord, la fourniture de secours, à laquelle ont participé les effectifs militaires des trois Forces. Ensuite, la « sécurisation » de la zone dévastée, c'est-à-dire, les actions répressives destinées à rétablir l'ordre ébranlé par les pillages survenus lors de la deuxième nuit après le désastre. Les effectifs d'autres forces ont participé à ces opérations comme la *Guardia nacional* (gendarmerie) et la DISIP (police politique). Finalement, l'hébergement provisoire des sinistrés dans les forts et bases militaires dès les dernières deux semaines de 1999, sites qui n'avaient jamais accueilli jusqu'alors une telle proportion de personnes civiles, environ (150.000).

Une fois prise la direction des actions de secours, de sauvetage et d'aide humanitaire, la première stratégie du Haut Commandement de l'Armée fut d'établir un commandement unique spécial des trois Forces. Cette « autorité unique » (traduction de l'expression *autoridad única*) dirigée par le ministre de la Science et de la Technologie Carlos Zambrano, eut sous ses ordres les ministères de l'Infrastructure, de la Santé et de l'Environnement, ainsi que de la Protection Civile et le FUS en ce qui concernait leurs interventions dans la zone affectée. Un premier budget de 12 milliards de bolivars, environ 8 millions d'euros, fut immédiatement approuvé.

[56] Destitué de son poste de ministre de la Défense, le Général Salazar fut nommé par la suite ambassadeur en Espagne. Il démissionnera et abandonnera définitivement les files du « chavisme » pour protester contre la répression de la manifestation d'opposants lors des événements qui ont précédé le coup d'État manqué contre Chávez en avril 2002.

Sur le terrain, le général Manuel Rosendo[57] donna l'ordre aux troupes mobilisées à l'occasion des élections, presque 9.000 soldats, de mener le sauvetage. Le transfert massif des sinistrés vers des zones sécurisées fut l'action la plus importante menée par les trois forces. L'opération consista à arrimer les bateaux de la Marine de guerre à proximité des plages englouties par la boue et les débris. Entre temps, les canots de sauvetage des navires de guerre récupéraient les sinistrés qui attendaient leur tour en groupes près de la côte.

Photo 1 – Vue aérienne des frégates de la marine de guerre intervenant dans les opérations de secours, côte de l'état de Vargas, 20 décembre 1999

1.2.4 La légitimation de la présence militaire au-delà de l'urgence

Les pouvoirs publics fournirent des arguments pour justifier le maintien des Forces armées dans la gestion de la catastrophe une fois l'urgence passée.

Le premier document analysé est un rapport élaboré par une Commission de députés. Ce rapport mentionne que l'opération « Sauvetage 2000 » (*Rescate 2000*) permit l'évacuation de 109.324 personnes. Les députés ne tarissent pas d'éloges sur la performance de la « Force Armée » dans le cadre de l'une des opérations « les plus impressionnantes

[57] Le général de l'Armée de terre Manuel Rosendo a été rétrogradé et accusé en 2002 de rébellion pour ne pas avoir appliqué le plan de répression militaire (le *Plan Avila*) lors la manifestation du 11 avril 2002, préalable au coup d'État contre Chavez.

réalisées dans toute l'histoire du pays »[58]. Cette performance sera souvent avancée pour justifier l'efficacité de l'institution militaire dans la gestion des problèmes et le recours à celle-ci dans des crises extrêmes.

Le deuxième document est un texte paru dans un magazine de diffusion institutionnelle de l'agence chargée de la reconstruction locale, CORPOVARGAS, et met en relief le déploiement des actions de secours. Le tout est évoqué en trois phases, systématisées par le corps d'ingénieurs de l'Armée de terre. Un encadré révèle la représentation emblématique de l'action efficace du gouvernement dans l'urgence : il présente une mission achevée, aboutie, élaborée par le Génie de l'Armée de terre. La notion de militarisation sous-entend d'abord le transfert des responsabilités du sauvetage aux Forces armées. Le commandement militaire est alors une solution politique au débordement des cellules de crise et à l'incapacité du ministre de l'Intérieur de sécuriser la zone et de déployer les moyens adéquats pour répondre à la dévastation.

Vignette de terrain 2 - Version officielle des opérations de secours « Le sauvetage du siècle. Mission accomplie ».
L'information du ministère de la Défense, d'après un résumé préparé par le Sixième Corps d'ingénieurs de l'Armée de Terre, met en valeur la participation des forces militaires en trois phases : « La première phase, entre le 16 et le 27 décembre, a consisté à faire face à l'urgence moyennant le transfert des sinistrées jusqu'aux centres de refuge, la fourniture de vêtements secs, de nourriture et d'eau potable ; réception et transfert des denrées de l'aide humanitaire nationale et internationale, soins médicaux, déblayage de débris, nettoyages du réseau de canalisations et des rues, récupération des cadavres, réparation des égouts. Dans cette première phase 13.191 effectifs, dont 8200 appartiennent à l'Armée de terre, 3.521 à la marine, 640 à l'aviation, 1100 à la gendarmerie ; 14 avions, 37 hélicoptères et 24 bateaux de guère ont été déployés. Dans la deuxième phase, les militaires se sont occupés du dégagement et du maintien des voies entre Chichiriviche et Los Caracas, de la récupération partielle du réseau électrique et la propreté urbaine, la mise en place de dispositifs pour canaliser les eaux usagées, la construction de refuges temporaires de sinistrés, la réhabilitation de la structure hospitalière et éducative. A ces actions ont participé 3.365 personnes des différentes forces. Dans la troisième phase, les officiers de haut rang se sont engagés dans les tâches de planification et de développement futur de l'état de Vargas, à travers leur participation à l'Autorité Unique. »[59]

[58] (2000). *Informe de la Comisión especial para el tratamiento de los distintos casos del estado Vargas*. Caracas, Asamblea Nacional. Integrantes de la Comision: Diputado Simon Escalona, presidente. Diputado Pedro Castillo, vicepresidente. Pedro Infante, Secretario**,** p.14.

[59] CORPOVARGAS (2000). *Hechos concretos de la reconstrucción 1999-2000*. Caracas, CORPOVARGAS-Ministerio de la Secretaría de la Presidencia**,** p.5.

Les responsables des institutions vénézuéliennes favorisèrent la création d'un cadre politique bienveillant à l'égard de l'intervention des Forces armées dans la gestion de la catastrophe et la désignation d'un « commandement militaire unique » qui prit le contrôle total des opérations.

Le troisième document a été élaboré à la mi-janvier par la société Gestion Urbaine, Information et Conseil (GUIA) sur demande de la Commission du soutien à l'urgence nationale de l'Assemble nationale constituante ; il se dit « technique et politique »[60] et présente des conclusions techniques dont l'interprétation servira à justifier des décisions politiques. Sa première conclusion est que le phénomène « n'était pas prévisible », et ce malgré les nombreuses preuves selon lesquelles les autorités de la Défense Civile connaissaient bien la situation avant le 15 décembre. Ce propos visait l'exonération des autorités de toute responsabilité face à d'éventuelles plaintes de personnes, institutions et médias, et d'accusations de négligence dans la prévention, selon lesquelles des évacuations préventives auraient été possibles dans certaines zones. L'expertise technique libère ainsi les hautes autorités nationales de possibles accusations.

Le rapport GUIA dévalorise l'action du secteur civil du gouvernement, signalant que les hauts cadres « avaient paniqué » sans arriver à donner de réponse à l'urgence ni à mettre en place un dispositif effectif de secours. Le rapport rappelle également que le ministre de l'Intérieur, Ignacio Arcaya, fit un malaise devant les cameras de télévision alors qu'il essayait d'expliquer au pays l'ampleur du désastre. En effet, affecté par une forte sudation et une chute de tension diffusée en direct, le ministre Arcaya s'est montré terrorisé devant les circonstances[61]. Ce malaise, retransmis en direct, fut perçu comme emblématique de l'effondrement du noyau civil du gouvernement[62].

Face à ce rapport, certains députés adoptèrent de positions intermédiaires. Par exemple, le député du parti politique MAS, Leopoldo Puchi, le critiqua : il soutint que parler « d'effondrement civil » était exagéré car « Il faut tenir en compte qu'il s'agissait de la pire

[60] GUIA (1999). *Informe presentado a la Comisión de Apoyo a la Emergencia Nacional de la Asamblea Nacional Constituyente*. Caracas, Gerencia Urbana Información y Asesoría.

[61] Le rapport en question signale que le malaise d'Ignacio Arcaya fut : « Un signe du débordement interne des institutions civiles qui essayaient de faire face au cataclysme (…) et cela contraste fortement avec la diligence, l'efficacité et la rapidité de l'intervention du secteur militaire dans les heures suivantes. »

[62] Hernandez, Clodovaldo (2000). « Informe a la Asamblea Nacional Constituyente critica colapso del los 'civiles' ante La Tragedia. » *El Universal,* 17 janvier 2000.

catastrophe de l'hémisphère ». La prestation du gouvernement ne pouvait être condamnée car l'ampleur de l'événement rendait impossible toute administration[63].

Les conclusions de ce rapport adressé aux députés de l'Assemblée constituante justifièrent donc l'intervention et la prise de commandement des Forces armées comme le meilleur choix possible pour mener à bien les actions de secours et de sauvetage. Ce rapport fait preuve de parti pris en faveur de la militarisation du secours sans pour autant mentionner les conditions dans lesquelles les autorités civiles du secourisme ont géré la crise. La logique politique qui s'en dégage recouvre de fait un processus de suspension des responsabilités relatives à la pertinence des actions de secours menées par les militaires.

Le pouvoir exécutif mobilise aussi des arguments sur la nécessité de militariser la gestion de la catastrophe. La ministre de l'Environnement et des Ressources Naturelles Ana Elisa Osorio abordait en 2004 le sujet de « l'alliance civico-militaire » comme l'élément fondamental de la révolution bolivarienne. Pour expliquer la participation directe des effectifs des Forces armées à la planification et à l'exécution des programmes sociaux, elle évoque *La Tragedia* :

Vignette de terrain 3 - « L'alliance civilo-militaire et le *Plan Bolívar 2000* »[64]

« Au moment d'approuver la nouvelle Constitution en décembre 1999 s'est déclenchée la catastrophe de l'état de Vargas : plus de 20.000 morts et la nécessité de prendre en charge sur des décennies de milliers de réfugiés et leur replacement dans diverses zones du pays. Ceci a signifié une grande tragédie et en même temps une mobilisation économique imprévue. Mais en même temps, ça a été une grande opportunité pour déployer l'action conjointe du peuple et de la *Force Armée*.
Le Président Chávez, en tant que Commandant en chef de la Force Armée, l'a associée à des programmes urgents qui permettraient d'avancer le paiement de la *dette sociale* pour la population, les soins, l'amélioration des routes, du logement urbain, du transport aérien à des régions éloignées et coupées du reste du pays, ce qui a permis un renforcement de la relation civilo-militaire. La Force Armée a été impliquée dans le travail social, ce qui correspond à une nouvelle vision de la *sécurité nationale* ; cette vision n'est pas réduite au monde militaire ni de la protection des frontières mais concerne la sécurité intégrale du peuple »

[63] Puchi soutient aussi que les nombreux appels que la population avait lancés au préalable aux institutions compétentes, tirant la sonnette d'alarme à plusieurs reprises entre le 11 et le 14 décembre, auraient dû être pris en compte et suivis de mesures de prévention.

[64] Extraits du texte: Osorio Granados, Ana Elisa (2004). *El proceso venezolano, una expresion nacional de la lucha global de los pueblos contra el imperialismo*, Rebelión. Le texte complet est disponible sur: http://www.rebelion.org/venezuela/040121anaelisa.htm [consulté le 22 janvier 2004]

Deux éléments rhétoriques visent la légitimation de la présence des Forces armées dans le commandement de la gestion des sinistrés en dessinant une ligne de partage de l'urgence et de la post-urgence.

Tout d'abord, l'apparition du terme « dette sociale ». La valorisation de la « sécurité » du peuple tend à inscrire le projet du Président de dans le cadre du « paiement de la dette sociale » de l'État vénézuélien envers son peuple. La ministre reprend la remise en cause des politiques néolibérales avancées par les programmes d'ajustement structurel ; ceux-ci visaient le « rééquilibre de l'économie » des pays endettés auprès les organismes multilatéraux et conduisirent aux privatisations pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. La mise en œuvre des programmes sociaux par des effectifs des Forces armées, et notamment les transferts massifs des sinistrés dans tous les forts militaires du pays, entre les mois de décembre 1999 et de mars 2000 correspondent, d'après la ministre, à l'une des façons dont le gouvernement « paiera la dette que l'État a envers le peuple ». La ministre affirme ainsi que la doctrine de la « sécurité nationale » ne se limite pas à la sécurité de l'État mais s'élargit à la prise en charge des besoins du peuple. Cet extrait témoigne de la représentation de la posture officielle qui automatiquement, met en rapport le sauvetage des sinistrés avec la politique sociale du gouvernement d'Hugo Chávez, en particulier le vaste programme d'aide sociale mené par l'Armée de terre, le *Plan Bolivar 2000*.

En second lieu, la permanence en dehors de l'urgence et la présence des Forces armées tout au long terme de la prise en charge des sinistrés nécessita la réélaboration politique de la signification des fonctions de la « sécurité » et de la « défense ». La catastrophe devient ainsi l'opportunité de la légitimation du pouvoir militaire dans une gestion publique qui durera bien au-delà de l'urgence. Face à un pouvoir civil « débordé et défaillant », la légitimation des Forces armées devient automatique.

Ainsi, ce n'est en effet pas au nom de la menace à la sécurité publique que provoquerait, classiquement, une déclaration de guerre ou, aujourd'hui, un danger d'attaque terroriste, mais au nom de l'émotion suscitée par le cataclysme et ses répercussions humaines que l'état d'urgence s'impose à tous pour rendre les sauvetages plus efficaces. Cette émotion sert à justifier l'allongement de l'urgence, entendue au sein de l'institution militaire comme le développement d'« actions spéciales ». De cette manière se maintient « l'effet d'offre de l'urgence propre à l'action humanitaire » analysé par Mariella Pandolfi à propos de l'actuation des ONGs au Kosovo (2002). La ministre Osorio déploie ainsi un argumentaire de militarisation des programmes sociaux alimenté par une logique de légitimation de

« l'urgence à cause de problèmes urgents » (Pandolfi 2002 : 38). Le propos de la ministre Osorio constitue un exemple de l'argumentaire officiel qui prolonge l'émotion dans le temps et légitime les actions qui en découlent.

1.3 La déclaration de l'état d'urgence

Les mesures d'exception édictées le 17 décembre portèrent une ambigüité juridique et factuelle jamais résolue : les garanties constitutionnelles furent maintenues, même si pratiquement aucun contrôle ne fut prévu de l'action des « commandos spéciaux » dans les zones sinistrées. Le gouvernement se garda de tout acte autoritaire et, en même temps, l'Armée de terre émit et distribua un texte qui établissait un couvre-feu (*toque de queda*). Ce dépliant demandait aux habitants de la région de ne pas sortir de chez eux entre neuf heures du soir et sept heures du matin. Le couvre-feu comprenait aussi l'ordre donné aux soldats « d'ouvrir le feu » sur toute personne circulant de nuit et n'obtempérant pas à l'ordre de présenter ses papiers. Autrement dit, l'état d'urgence, jamais prononcé officiellement, était en vigueur pratiquement. Ce qui n'existait pas de droit existait de fait. La suspension des garanties était une mesure de droit relevant de l'exécutif, de la sphère du pouvoir civil – Assemblée constituante et Président –, et le couvre-feu une mesure pratique, d'ordre militaire, décidée et gérée par le haut commandement des Forces armées. Le cadre légal ne fut jamais formalisé alors que la disposition militaire fut efficacement accomplie[65].

Cette ambigüité dans la coordination des mesures d'exception engendra une crise marquée par l'attribution des responsabilités des actions commises pour rétablir l'ordre. J'analyserai tout d'abord les aspects juridiques problématiques inhérents à la déclaration de l'urgence par l'Assemblée constituante. Ensuite, j'aborderai les difficultés politiques de la mise en œuvre des actions politiques issues de cette normative juridique, particulièrement ambigüe dans la définition de l'exception. Enfin, je mobiliserai des matériaux visant à illustrer ces enjeux sur un terrain marqué par le chaos et la violence.

1.3.1 L'appel à l'aide humanitaire

L'urgence dure officiellement dix jours. Vendredi 17 décembre, le commissaire de la Croix-Rouge avança le chiffre de 50.000 morts lors d'une visite à la zone de désastre. Ce

[65] La presse signalait en effet que les militaires avaient annoncé « (…) l'établissement d'un « couvre-feu » à partir de 19 h, ainsi que la demande de documents d'identité et l'ordre d'ouvrir feu sur toute personne qui n'obtempère pas… ». Cf. Delgado, Yeneiza et Hercilia Garnica (1999). « En fuertes y cuarteles reubicarán a damnificados de Vargas y Caracas ». *El Nacional,* 21 décembre 1999.

chiffre exagéré et irréel permit un premier déploiement de ressources de la part des ONGs internationales, dont la Croix-Rouge et Charitas. À partir du 21 décembre, médias et personnalités politiques annoncerent un nombre de morts different. Des doutes concernant le montant exact des pertes humaines persistent jusqu'aujourd'hui, et des estimations non statistiques effectuées par confrontation de sources avancent 852 victimes (Revet et Altez 2005 : 28) et environ 5.000 disparus.

Pendant la période de l'urgence, l'augmentation de ces chiffres releva de la nécessité perçue par le gouvernement et par les organisations internationales de justifier la demande et la réception d'aide. Pour le gouvernement, ce fut la condition préalable à la demande d'un cadre légal – le décret d'état d'alarme – permettant d'allouer des budgets spéciaux et d'entamer des procédures administratives d'urgence pour allouer des fonds non prévus dans les prévision budgétaires ordinaires. L'aide humanitaire dans ce premier moment consiste en dons d'espèces versés directement sur les comptes de la nation puis en tonnes de nourriture, de médicaments, d'équipement et de postes de secours de campagne, arrivés entre le 17 et le 21 décembre.

Tableau 1 Budget alloué à l'urgence

Aide humanitaire internationale, attribution immédiate (17 au 21 décembre 1999)

Agences et institutions	Montant en USD
Banque Interaméricaine du développement (BID)	**50 000**
Charitas	**500 000**
PNUD	**50 000**
Gouvernement des Etats-Unis	**3 000 000**
Haut Commissariat pour les affaires humanitaires	**5 000**
Autres organisations internationales	**10 737 000**
Total	**14 342 000**

Elaboré d'après les données issues des rapports de la Commission spéciale pour Vargas, Assemblée Nationale

Lors des cinq premiers jours de l'urgence la rédaction d'*El Nacional* signala la réception de 7.132.000 $, dont un don de 50.000 $ de la Banque Interaméricaine du Développement (BID) et un prêt de 200 millions de dollars[66].

1.3.2 Une exception ambiguë

Le 17 décembre 1999, prenant acte de « l'incapacité de la Défense civile et du ministère de l'Intérieur », l'Assemblée nationale constituante déclara « l'état d' 'alerte' » (*alarma*). Ce terme est nouveau dans la législation vénézuélienne : la Constitution de 1961 citait un « état d'urgence » (*emergencia*), qui sous entendait la suspension des garanties constitutionnelles, situation assimilable à « l'état d'exception ».

Le décret de décembre 1999 fut rédigé comme suit :

> « En considérant (…) qu'il existe une situation climatique extraordinaire sur tout le territoire national occasionnée par des précipitations constantes dans des proportions inusitées (…), l'exécutif national prend des dispositions extraordinaires pour mettre en œuvre toutes les actions de prévention et prendre les mesures nécessaires pour éviter encore plus de dégâts, prendre en charge la population affectée ainsi que coordonner l'action conjointe de toutes les institutions nationales, régionales et municipales (…). La population est invitée à se mobiliser et collaborer de façon solidaire avec les actions de secours et est exhortée à obéir aux consignes des autorités publiques à suivre les recommandations et à coopérer aux actions de prévention et de réponse. »[67].

Le décret « d'état d'alerte » du 17 décembre 1999 autorisait le Président à adopter les mesures qui s'avèreraient nécessaires pour « éviter plus de dégâts », sans pour autant remettre en question les garanties constitutionnelles que prévoyait la charte constitutionnelle de 1961, encore en vigueur, la nouvelle Constitution n'étant pas encore entrée en application. Le décret « encourageait » formellement la population à « agir de façon solidaire » et exigeait « un strict respect » des consignes des autorités publiques. Mais le décret ne faisait pas mention d'une éventuelle suspension des garanties constitutionnelles qui, juridiquement

[66] (1999). « Crece la solidaridad mundial. » *El Nacional,* 21 décembre 1999.
[67] Casas, Cenovia (1999). « Asamblea Constituyente decretó estado de alarma. » *El Nacional,* 17 décembre 1999.

et automatiquement, entraîne la déclaration officielle de l'état d'exception[68], d'autoriser l'élargissement des pouvoirs de l'exécutif pour renforcer ces mesures de maintien de l'ordre.

Les principes de l'État de droit établis dans la Constitution prévoient ainsi la nécessité de légiférer l'exception et d'établir des normes. Dans la théorie constitutionnelle moderne démocratique et libérale de l'État de droit, une situation exceptionnelle requiert donc des mesures exceptionnelles pour être gouvernée, car la loi elle-même devient inapplicable (García Pelayo 1991 : 360)[69]. En décrétant « l'état d'alerte », l'Assemblée nationale constituante, qui incarne dans ce moment tragique la souveraineté populaire, donnait au Président de la République non pas les plein-pouvoirs, qui auraient supposé une suspension des garanties constitutionnelles, mais une latitude absolue pour définir ce qui devait être décidé pour le bien commun. L'exigence supérieure que représente le devoir de sauver des vies justifia ainsi la déclaration de « l'état d'alerte », configuration particulière de l'« exception humanitaire ». Ce décret « d'état d'alerte » fut en fait un décret promulguant l'état d'exception qui ne dit pas son nom.

L'enjeu politique local soulevé par la catastrophe fut que, même si la Constitution de 1961 était valable au moment du désastre, ce cadre légal n'avait pas de légitimité politique. En effet, toute la campagne présidentielle d'Hugo Chávez en 1998 reposait sur la convocation d'une Assemblée constituante visant à refonder la nation en dénigrant le cadre juridique en cours à ce moment-là[70]. Ainsi, le 15 décembre 1999, le pays vivait une période de transition entre deux régimes constitutionnels assez singulière, où la validité juridique ne correspondait pas à la légitimité politique. Le gouvernement avait implicitement décidé de ne pas appliquer la Constitution de 1961 juridiquement valable mais sans légitimité politique. Ce dilemme implicite dans le décret témoigne de l'importance du coût politique

---

[68] « L'urgence » (*la emergencia*), telle qu'elle était stipulée dans la Constitution de 1961, permettait la restriction ou suspension des garanties constitutionnelles, partielle voire totale, si les motifs étaient suffisamment étayés. Dans l'ancienne Constitution, le décret devait être émis par le Président de la République et le conseil de ministres et soumis à la considération du Congrès dans les 10 jours suivant sa publication. « L'urgence » est une modalité spécifique de l'état d'exception caractérisée notamment par l'octroi à l'exécutif de compétences extraordinaires et par la restriction de la liberté de circulation et de mouvement. Voir l'article de presse de la juriste : Rondón de Sansó, Hildegard (1999). « El estado de emergencia. » *El Universal,* 04 mai 1999.

[69] En suivant l'analyse sur le droit constitutionnel classique de Manuel Garcia-Pelayo (1991[1951]) sur la formation du droit constitutionnel moderne, je mobiliserai ici la notion d'État de droit qui relève des principes de l'État libéral démocratique moderne qui nait des principes du droit de la Révolution française, de l'Indépendance des États-Unis et de la doctrine juridique allemande. Cette doctrine identifie l'État de droit avec l'État légal.

[70] Lors de la cérémonie d'investiture à la présidence, Hugo Chávez déclara jurer devant la « Constitution moribonde de 1961 » et pendant le fonctionnement de l'Assemblée constituante, le « chavisme » instaura l'appellation de « La Moribonde » (*la Moribunda*) pour se référer à la Constitution de 1961.

que signifiait la suspension des garanties constitutionnelles dans un contexte de refondation de la République sous l'égide bolivarienne[71]. D'ailleurs, comme je le développerai ultérieurement, cette mesure, habituellement impopulaire, rappelle au Venezuela la violence d'État lors des émeutes de février 1989[72].

Le décret entérinait l'élargissement des compétences de l'exécutif par l'Assemblée constituante et, sous couvert de garantie de la protection de la société, le gouvernement obtint ainsi carte blanche pour dépasser ses compétences ordinaires :

> « Le décret ne fait pas mention d'une suspension des garanties, néanmoins, donne des facultés extraordinaires au Président de la République pour adopter les mesures nécessaires pour éviter plus de dégâts. »[73]

L'état d'exception est une disposition problématique de la théorie politique. La philosophie politique signale que l'état d'exception présente une ambiguïté juridique, « une lacune du droit public » (Agamben 2003 : 9) inhérente à la relation entre le droit et l'anomie. Dans le premier paragraphe d'*Homo Sacer II*, *l'Etat d'exception*, Agamben évoque la possibilité de créer un état d'urgence permanent à travers une mesure provisoire, sans qu'il n'y ait pour autant nécessité juridique de déclarer l'état d'exception (2003 : 10), c'est-à-dire, de suspendre l'ordre juridique lui-même (2003 : 15). C'est la thèse de l'exception comme la règle qui serait caractéristique de l'époque contemporaine. Ainsi, pour Giorgio Agamben (2003 : 11-12), « la création volontaire d'un état d'urgence permanent (même s'il n'est pas déclaré au sens technique) est devenue l'une des pratiques essentielles des États contemporains, y compris ceux qu'on appelle démocratiques ».

Néanmoins, la particularité vénézuélienne est que le décret en question n'a jamais entraîné de suspension des garanties constitutionnelles. Cette ambiguïté spécifique et locale est le signe du grand dilemme dans lequel le gouvernement vénézuélien s'enferma lors de *La Tragedia*. En effet, samedi 18, le gouvernement écarta complètement l'éventualité d'une

---

[71] J'analyserai plus loin (chapitre 2) les effets de cette tension politique entre État de droit et sécurisation du pays lors de la catastrophe en prenant comme fil conducteur l'analyse des discours de la répression des pillages et des exactions commises contre les pilleurs.

[72] La précédente suspension des garanties constitutionnelles et l'établissement d'un couvre-feu adressé à la population civile fut promulguée lors de la révolte populaire de février 1989. Les soulèvements militaires de 1992 ont aussi entraîné la suspension des garanties constitutionnelles mais la population civile était faiblement concernée par ces mouvements insurrectionnels.

[73] Casas, Cenovia (1999). « Asamblea Constituyente decretó estado de alarma. » *El Nacional.* 17 décembre 1999.

suspension de garanties constitutionnelles par décret et, en même temps, les porte-paroles officiels déclarèrent son intention de réprimer les pillages et d'imposer l'ordre par la force.

Le vice-président de l'Assemblée constituante, Isaías Rodríguez, déclara :

> « Un décret de restriction des garanties, loin d'aider, pourrait amener les gens à penser que l'état d'alarme est beaucoup plus grave et à comprendre cela dans un autre sens, différent de celui que le décret a réellement. »[74]

La réelle nature du décret ne fut cependant jamais explicitée. Les citoyens de la zone dévastée furent ainsi de facto déchus de leurs droits. Cette situation singulière ne souleva pas de contestation politique dans l'immédiat car les Forces armées bénéficiaient de la confiance de la nation pour assumer leur tâche. Ainsi, pendant plusieurs semaines, sur le territoire dévasté, les forces de l'ordre, militaires et civiles, eurent de larges pouvoirs. La société non seulement n'y voyait rien à redire mais, au contraire, trouvait souhaitable et nécessaire cette démonstration d'autorité.

Le vice-président de l'Assemblée constituante, Isaías Rodriguez déclara, dès le 20 décembre : « il faut que les gens restent chez eux »[75], annonçant la « recommandation de la restriction de la circulation sur les routes de la zone pour faciliter le rétablissement de l'ordre ». L'expression fut pour le moins malheureuse si l'on tient compte du contexte en zone sinistrée : problèmes graves de ravitaillement, manque d'eau et d'électricité, lignes téléphoniques coupées. Cette déclaration de Rodriguez détournait l'attention de la gravité de la situation de détresse vécue dans la zone sous pretexte de responsabiliser « les gens » en matière de sécurité – rescapés, survivants, parfois blessés, isolés –, en leur demandant de « rester chez eux ». Cette déclaration équivalait aussi à admettre que les forces de l'ordre ne pouvaient pas assurer la sécurité des personnes qui circulaient dans la rue. De plus, José Vicente Rangel[76], ministre des Affaires étrangères lors de la catastrophe, précisa que le gouvernement écartait la suspension des garanties et l'établissement d'un couvre-feu, car il

[74] Castillo, Alcides (1999). « El Ejecutivo restringirá circulación de vehículos. » *El Nacional,* 18 décembre 1999.

[75] Lugo Galicia, Hernán (1999). « Autoridades aconsejan no bajar al litoral. » *El Nacional,* 20 décembre 1999.

[76] José Vicente Rangel, homme politique de la gauche vénézuélienne, candidat à la présidence à plusieurs reprises pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, participe activement dans le gouvernement de Hugo Chavez et exerça les fonctions de Chancelier, ministre de la Défense et vice-président. Néanmoins, il fut exclu du gouvernement lors de la réélection de décembre 2006 pour de raisons jamais élucidées.

ne voulait pas d'« une mesure extrême »[77]. Il ajouta cependant que « le gouvernement n'était pas disposé à tolérer les pillages et que toute altération de l'ordre public serait réprimée »[78].

Nous avons montré ailleurs que, dans le contexte de la catastrophe, la violence instituée dans l'ordre politique par le recul du droit fut justifiée comme étant « le prix à payer » pour éviter une violence plus grande (Fassin et Vasquez 2005). Mais il s'agit de souligner ici que la latitude absolue pour définir ce qui devait être décidé pour le bien commun caractérisa l'exercice des pleins pouvoirs. Dans ce cadre ambigu s'inscrit la violence de la répression de l'Armée de terre, comme une action découlant d'une exception consensuelle dans la sphère politique – l'exception humanitaire – mais qui n'échappe pas pour autant à la violence (Fassin et Vasquez 2005 : 399). Certes, cette exception est signée par l'objet de la mobilisation humanitaire, qui consiste prioritairement à sauver des vies : la légitimité si forte dont elle est investie tient précisément à ce qu'elle peut revendiquer un nombre de vies arrachées à la mort par famine, épidémie, blessure (Agamben 1997). Ainsi, les retombées de l'ambigüité du décret dépassent les paradoxes inhérents à la formule même de l'exception humanitaire.

1.3.3 L'établissement du couvre-feu

La déclaration officielle du couvre-feu se prêtait facilement à l'équivoque. Des prospectus, jetés des hélicoptères militaires qui survolaient les zones affectées, recommandaient à la « population d'éviter les déplacements hors des maisons et refuges entre sept heures du soir et six heures du matin ». En effet, les effectifs de la police et les autorités civiles régulières, qui opéraient dans la zone en conditions normales, faisaient aussi partie des sinistrés, sinon des disparus. En conséquence, nulle autorité civile n'était en capacité de veiller sur la population sinistrée. Forces armées et corps de sécurité spéciale – DISIP, corps des parachutistes de l'Armée de terre et *Guardia Nacional* – arrivant d'autres zones du pays par hélicoptère étaient les seuls à pouvoir pénétrer la zone et instaurer des postes de sauvetage et de contrôle[79]. La recommandation est devenue, de fait, un ordre[80].

---

[77] Rivero Perez, Abraham (1999). « Se reprimirán intentos de saqueo en las zonas de desastre ». *El Nacional,* 20 décembre 1999.

[78] Idem.

[79] Ainsi, le premier escadron à arriver pour « sécuriser » la zone dévastée appartenait à la Marine car la zone du port de La Guaira abrite aussi une base navale et les garnisons de la police navale (*Policía Naval*) et de la garde nationale (*Guardia Nacional*).

[80] PROVEA (1999b). *Emergencia en la emergencia. informe preliminar sobre la situación de los derechos humanos en las zonas afectadas del estado Vargas*. Caracas, Programa venezolano de educación-acción en derechos humanos**,** 4 p.

Photo 2 – Evacuation par hélicoptère militaire, champ de Golf à Caraballeda

Dans sa conférence de presse du 22 décembre 1999 abordant le thème des pillages et des mesures que le gouvernement allait prendre, le Président Chávez évita d'évoquer l'établissement du couvre-feu :

> « Le directeur de la DISIP [*Jesús Urdaneta Hernandez*] vient de partir [*de La Casona, résidence du Président*] Nous allons augmenter le nombre de fonctionnaires. Nous allons dupliquer les efforts. Je viens d'ordonner au directeur de la Direction d'Intelligence Militaire [*la DIM*] d'envoyer un escadron d'intelligence militaire [*pour le distribuer dans la zone*]. Nous allons accroitre la présence de la Police Militaire, je viens de l'ordonner au Ministre de la Défense. En résumé, nous allons redoubler de vigilance pour éviter qu'une vague de pillage et d'insécurité ne survienne. Il y a des tentatives, quelques faits, mais nous sommes en mesure de les neutraliser. »[81]

Le Président laissait dans l'ambiguïté l'attribution des fonctions à chaque corps de sécurité qui allait opérer dans la zone :

> « - [*Journaliste*] Avez-vous envisagé l'établissement d'un couvre-feu?
> - Nous l'avons envisagé mais, jusqu'à maintenant, nous considérons que nous sommes en mesure de garantir la sécurité sans couvre-feu. En tout cas, les troupes de parachutistes sont là, plus de 1.200 effectifs du bataillon de Chasseurs, de l'infanterie

[81] Le président Chávez interviewé par Delgado, Yeneiza (1999). « Chavez ordenó intensificar medidas de seguridad en Vargas. » *El Nacional,* 22 décembre 1999.

> de Marine, de la Garde nationale. Nous allons introduire des effectifs de la DISIP dans des proportions importantes. Ce qu'il faut se dire est qu'avec ou sans couvre-feu nous allons garantir l'ordre, sommes en mesure de le faire et allons augmenter les actions. »[82]

Le couvre-feu fut établi sans déclaration ouverte car sa proclamation aurait signifié la suspension des garanties constitutionnelles concernant la libre circulation. Cette situation engendra une crise politique, renforcée par les désaccords entre le président, les forces de l'ordre et l'Armée de terre, sur ce qu'il fallait faire su le terrain. Ce brouillage s'inscrit en effet dans signification historique du « monopole de la violence physique légitime » (Weber 1919) au Venezuela. Si l'on rappelle l'association sociologique classique de l'État et la violence instaurée par Max Weber, l'exercice historique de la violence légitime de l'État vénézuélien mène souvent à des confrontations entre les corps de sécurité pour exercer ce monopole sur le terrain. Ce brouillard du monopole constitutif de l'autorité est l'une des caractéristiques fondamentales de la société vénézuélienne.

*** * ***

Désignée comme *La Tragedia*, la catastrophe de décembre 1999 est un événement temporellement circonscrit et délimite deux états du monde social, l'un avant et l'autre après. Le phénomène fut certes d'autant plus ravageur que se conjuguèrent alors un phénomène naturel et une vulnérabilité historiquement constituée par un modèle inégalitaire d'occupation du territoire. Mais c'est la façon dont le gouvernement vénézuélien s'empara de cet événement qui mérite une attention particulière et constitue le champ privilégié de cette recherche.

Ce premier chapitre a montré comment la capacité réduite d'action des cellules de crise civiles créa des conditions favorables à la militarisation progressive de la gestion de la catastrophe. Cette militarisation est néanmoins confrontée à un décalage entre les actions des pouvoirs exécutif et législatif – le décret d'« état d'alarme » du 17 décembre 1999 sans suspension des garanties constitutionnelles – et les dispositions des Forces armées pour garantir l'ordre – l'établissement d'un couvre-feu. Ce décalage constitue le noyau de l'ambigüité dans l'état d'exception lors de *La Tragedia*. La décision d'appliquer des mesures répressives radicales constitue le premier acte politique fort marquant le moment de l'urgence.

---

[82] Delgado, Yeneiza (1999). « Chavez ordenó intensificar medidas de seguridad en Vargas. » *El Nacional.* 22 décembre 1999.

L'Assemblée nationale constituante émit un décret d'« état d'alarme », tout en donnant au Président toutes les prérogatives qu'il jugera utiles pour faire face à la gravité de la situation. Sous l'argument de préserver l'ordre de la société et développer l'action humanitaire, le gouvernement obtint une carte blanche de la part de l'Assemblée constituante pou dépasser ses compétences ordinaires. Autrement dit, l'état d'urgence, jamais prononcé officiellement, était en vigueur pratiquement. L'état d'exception existait de fait.

En partant de la crise politique soulevée par la remise en cause du déploiement démesuré des effectifs de l'Armée de terre lors de la répression des pillages, l'analyse des formes et modalités d'application spécifiques des mesures du gouvernement vénézuélien montre le cheminement allant de la gestion de l'urgence à celle des sinistrés : la rhétorique officielle déploya un argumentaire visant à légitimer la prolongation de la présence des militaires dans la gestion des sinistrés, présentée comme une « solution souhaitable » à moyen et long terme au problème posé par le grand nombre de familles sans abri.

Dans le chapitre suivant, la description privilégiée du moment de l'exception conduira une analyse sur la violence sociale extrême survenue entre le 17 décembre et le 1er janvier 2000. En partant des récits des scènes de pillages, je montrerai différents registres présents dans les discours d'approbation ou de condamnation des exactions ; et comment leur sens s'inscrit dans l'histoire de la constitution même de la nation. Au-delà du constat phénoménologique et factuel sur les dures retombées sociales qu'ont les catastrophes et les désordres collectifs extrêmes qu'elles engendrent – les pillages lors du passage du cyclone Katrina à la Nouvelle-Orléans en septembre 2005, par exemple –, il s'avère nécessaire d'inscrire les pillages et leur répression dans un contexte de violence collective propre à une nation traversée par des crises profondes.

Chapitre 2.
Violence et sémantique de la répression

Par sa récurrence, le pillage introduit au Venezuela un élément supplémentaire de complexité. Dans ce pays, cette pratique peut s'interpréter comme une forme de relation historique entre les sujets et l'État aux institutions défaillantes. Dans l'histoire récente, les manifestations deviennent souvent des émeutes suivies de pillages. Les pillages lors de *La Tragedia* n'étaient pas issus d'une mobilisation contestataire collective mais d'une catastrophe. Dans ces circonstances, la pratique du saccage fut dans un premier moment socialement acceptée, les conditions de ravitaillement étant compromises par la destruction. Mais ensuite, la condamnation des « dérapages » des pilleurs traça les limites de l'acceptation de la violence que l'État et la société étaient disposés à tolérer.

Dans un premier temps, une mise en perspective historique de la pratique du pillage réalisée à partir de l'analyse l'historiographie vénézuélienne consacrée à ce thème présentera des visions contrastées, et resituera cette pratique dans le processus de constitution de la nation vénézuélienne.

Les secousses de l'année 1989 ébranlèrent la « paix sociale » et marquèrent le délabrement irréversible des bases du pacte de *Punto Fijo*. Cette crise porte trois aspects fondamentaux : la fin de « l'harmonie illusoire » (Naim et Piñango 1985) de la relation entre le peuple et l'État qui avait garanti pendant trente ans le fonctionnement du système de partis politiques, l'accroissement de la corruption dans toutes les sphères des institutions publiques (Malavé Mata 1987) et une crise économique profonde (Baptista 1993) conduisant à la paupérisation des classes populaires et moyennes. Ces trois aspects brisèrent le rêve du

Venezuela dit « saoudien »[83]. *La Tragedia* rappela aux Vénézuéliens tant les émeutes de février 1989 que les exactions commises par les forces de l'ordre lors de leur répression. Cette remémoration était présente dans la rhétorique officielle avancée fin 1999, d'abord dans le déni d'un possible rapprochement entre les répressions de 1989 et la lutte contre les pillages en décembre 1999 et ensuite dans la promesse de faire justice conformément aux principes de la nouvelle Constitution bolivarienne qui venait juste d'être approuvée.

Dans un deuxième temps, je décrirai les modes d'émergence des violences post-désastre ainsi que les postures morales que les différents acteurs ont adoptées à leur égard. L'analyse des exactions commises lors de la répression des pillages de *La Tragedia* pose un ensemble de problèmes éthiques et méthodologiques à l'anthropologue. Mon choix a consisté à reconstituer l'usage d'un recours juridique : l'*habeas corpus*[84]. Ce recours dénonce les atteintes à l'intégrité corporelle des pilleurs arrêtés par les agents des forces de l'ordre et puis portés disparus. L'*habeas corpus* est l'instrument juridique censé garantir l'inviolabilité du corps de l'arrêté. Cette démarche a pour intérêt de remonter aux sources du processus conduisant à établir les responsabilités des agents des forces de l'ordre dans les exactions commises durant la répression des pillages.

Dans un dernier temps, j'inscrirai la controverse acharnée concernant la responsabilité des forces de l'ordre (DISIP et Armée de terre) dans un contexte de polarisation politique et de luttes intestines entre les « hommes de confiance » du Président. Il s'agira ainsi de dévoiler les ressorts de ce moment politico-historique vénézuélien qaund les versions des faits se multiplient, se contredisent, et finalement se réifient sans jamais se clarifier.

---

[83] Le rêve d'une richesse vénézuélienne aussi inépuisable que ses nappes d'or noir dessine en effet un mythe unique dans le monde latino-américain. À la différence des dictatures du cône sud, le Venezuela portait l'image d'un « pays riche », démocratique depuis plus de trente ans, accueillant pour les immigrants et les réfugiés politiques, venus d'abord pendant l'après-guerre d'Europe et plus tard d'autres pays latino-américains. Les discours quotidiens le qualifiaient de pays qui avait miraculeusement mélangé « races » et « classes », où « tous les ranchos disposaient de magnétoscopes », où la classe moyenne « changeait de voiture tous les ans », où même « les plus pauvres buvaient du bon whisky écossais importé ». Les émeutes du 27 février 1989 brisèrent définitivement ce mythe national très enraciné dans la pratique politique populiste des dirigeants.

[84] Le principe d'*habeas corpus* a été rédigé en 1697 à l'époque du roi anglais Charles II et est à la base de la législation des garanties constitutionnelles modernes. De nos jours, la procédure d'*habeas corpus* implique que lors d'une détention, le détenu soit maintenu dans de bonnes conditions pour se présenter au juge et que si l'accusation ne tient pas, celui-ci doit être relâché dans le même état que lors de son arrestation. « L'habeas corpus ou le droit, pour un prisonnier, de comparaître vite devant un magistrat qui juge si sa détention est légale… » Cf. Inchauspé, Dominique (1999). « Préface. » *in*. *L'habeas corpus*. Paris, Editions Confluences. Collection "voix de la cité"**:** 7-12.

2.1 L'économie morale du pillage

La violence s'inscrit dans l'histoire d'une société déterminée, dans les arrangements qui y donnent sens à l'ordre et au désordre. E.P Thompson (1973) avertit des dangers de considérer les émeutes comme une simple réaction à l'augmentation des prix, comme une réaction automatique aux stimulations économiques, « plus compulsive qu'intentionnelle » (1973 : 77). Après E.P. Thompson, Didier Fassin (2005b) propose d'utiliser le terme « d'économie morale » dans le sens d'une analyse des valeurs et des normes à partir desquelles l'immigration et l'asile sont pensés et agis, et, dans un sens plus large, notre monde moral est défini (2005b : 365)[85]. J'émets l'hypothèse que le sens du pillage au Venezuela est historiquement enraciné et perçu comme une forme populaire et juste de réclamation d'une part du « butin pétrolier », c'est-à-dire comme une pratique, certes extrême mais légitime, de revendication de justice sociale (Arrom et Ortoll 1996)[86]. En outre, la répression orchestrée par les forces de l'ordre lors de *La Tragedia* relève elle aussi d'une forme de violence historiquement enracinée. Une « économie morale du pillage » ne peut donc se contenter de prendre comme point de départ l'ancrage de la manifestation de l'anomie dans une situation extrême déterminée qui la justifierait – la catastrophe – mais dans ces moments dans lesquels la société accepte le pillage par déférence ou qui la conduisent à le condamner. Il s'agit de saisir le processus et les circonstances dans lesquelles ceux qui pratiquent le pillage passent du statut de « meneurs d'une action juste » à celui de « criminels », c'est-à-dire de déchiffrer la tension entre les pratiques et les discours sur le pillage au Venezuela.

Le pillage et l'émeute suscitent des discours qui les condamnent, les approuvent ou les « normalisent ». L'émeute urbaine est socialement représentée soit comme une forme de rébellion organisée, soit comme une manifestation de l'anomie. La narration des scènes de violence des témoins interviewés constitue un corpus qui permet de montrer des rapports

[85] La thématique du séminaire 2005-2006 de Didier Fassin à l'EHESS, intitulé *Economie morale et action politique* s'inscrit dans l'analyse de l'action politique et des valeurs, des normes, des jugements et justifications que la soutiennent.

[86] L'ouvrage collectif de Silvia Arrom et Servando Ortoll (1996) appartient à cette démarche critique portant sur l'histoire des révoltes populaires et des insurrections urbaines des grandes villes latino-américaines. Ces historiens ont travaillé en particulier sur les révoltes urbaines à Quito, Bogota et Rio de Janeiro aux 18ème et 19ème siècles. Ils recourent à la notion d'« économie morale » (E.P. Thompson 1973), qui s'inscrit dans la tradition marxiste, et désigne une « communauté qui explose contre le pouvoir colonial lorsque celui-ci viole les normes tacites de gouvernance. » (1996 : 17).

non monolithiques, dynamiques et historiques relevant de la classe sociale et de l'idéologie lors de l'irruption des épisodes sanglants de l'histoire contemporaine vénézuélienne.

2.1.1 Pillage et butin de guerre

Le pillage en tant que pratique violente fut historiquement exercé par les troupes des différentes forces combattantes pendant les guerres du 19ème siècle. Le pillage fournissait alors le butin de guerre aux royalistes, mais aussi aux *libertadores* et aux *caudillos* (Carrera Damas 1991), et ce jusqu'au début de la dictature de Juan Vicente Gómez, au début du 20ème siècle. Le pillage fut autorisé et couramment pratiqué lors de la guerre d'Indépendance au 19ème siècle, tant par l'armée libératrice que par les royalistes. En effet, la cause de l'Indépendance ne fut perçue comme une « cause populaire » que vers la fin de guerre. Les troupes de José Tomas Boves pratiquaient systématiquement le pillage et professaient fidélité au roi d'Espagne sans avoir jamais été intégrées aux forces espagnoles, et leur motivation était « surtout de la haine envers tous ceux qu'on appelait alors les patriotes » (Uslar Pietri 1986 : 52)[87]. Le pillage fut donc utilisé comme une récompense pour les troupes victorieuses, tant par Boves que par Bolívar (Carrera Damas 1991). Cette pratique fait ainsi partie intégrante de la constitution même de la nation vénézuélienne.

Le pillage marque d'une part une victoire des caudillos sur l'État et d'autre part, obéit à une logique socio-économique de répartition des biens dans une économie coloniale en déclin. La période de paix de la République indépendante au 19ème siècle (1830) fut très courte, les caudillos ayant continué à dominer les territoires. Les guerres de factions se sont succédé sur une longue période d'instabilité politique menant à la Guerre Fédérale de 1859-1867 (Langue 1999 : 195). Le pillage était la pratique à travers laquelle le caudillo confirmait sa conquête du pouvoir, la prise de pouvoir politique étant étroitement associée à l'enrichissement personnel.

[87] José Tomas Boves, un caudillo asturien non créole mais qui avait dès son jeune âge vécu dans les grandes plaines vénézuéliennes, se mis en 1814, avec son armée composée d'habitants des plaines centrales (de la région des *Llanos*), au service de la cause royale pour contrer Bolivar et ses patriotes. Boves surgit brusquement au cours de la guerre contre le gouvernement espagnol et les institutions coloniales et « l'idéal républicain lui semblait incompréhensible, dépourvu de signification concrète » (Uslar Pietri 1986 : 103). On trouvait chez ses partisans armés une grande hétérogénéité de groupes sociaux : il y avait notamment de très nombreux esclaves « royalistes » qui n'adhéraient pas à la cause de Bolívar qu'ils associaient à celle des « blancs créoles » détenant le pouvoir politique et la propriété des terres. Les forfaits des troupes de Boves, une armée de lanciers « semant terreur et destruction sur la totalité du territoire », mettent en lumière bien des aspects du caudillisme et de la pratique du pillage : « il incarnait aux yeux de ses hommes une glorification de leur propre image, une réalisation de leurs espoirs et l'apaisement de leurs rancœurs personnelles » (Uslar Pietri 1986 : 106).

En revanche, l'historiographie patriotique occulte systématiquement le pillage commis par les troupes de l'Armée libératrice de Bolívar. Germán Carrera Damas (1991) signale dans un chapitre intitulé « les pillages républicains » :

> « (…) l'occultation intentionnelle des aspects moralement choquants ou qui puissent d'une certaine manière baisser la condition éthique tant artificiellement concédée qu'exigée des *libertadores* » (1991 : 68)

Pour l'esprit patriotique, le pratique du saccage par des soldats *Libertadores*, incarnation historique de la justice et de l'esprit républicain se donne comme intolérable, ces épisodes restant ainsi occultés. En affirmant que les responsables du « petit enfer » qui fut la guerre d'Independence vénézuélienne n'ont pas été que ses opposants, Carrera Damas contribue à la « démythification du caractère angélique » des troupes de la cause indépendantiste pendant la guerre d'émancipation et ainsi qu'à la remise en cause de l'un des piliers du patriotisme : l'intégrité morale de « l'Armée libératrice » (*el Ejército Libertador*). Le pillage était une pratique militaire caractéristique – « constante, profonde et révélatrice » (Carrera Damas 1991 : 148) – de la guerre d'émancipation. Le territoire vénézuélien, jamais qualifié de « colonie riche » par l'empire espagnol, était ainsi dévasté par le pillage systématique menée par les troupes des deux camps ainsi que par des mercenaires qui, comme Boves, groupaient les soldats déserteurs et combattaient pour leur propre cause et profit[88].

Au Venezuela, le pillage se constitue donc historiquement comme une forme violente de l'exercice du pouvoir mais aussi comme forme de résistance. Historiquement, le pillage a été expliqué comme étant la manière d'obtenir une revendication juste après la fin du régime oppresseur, comme ce fut le cas lors de la chute des dictatures de Juan Vicente Gómez en 1936 et de Marcos Pérez Jiménez en 1958. C'est pourquoi cette pratique est « occultée » lorsqu'elle a été pratiquée par l'Armée libératrice au 19ème, incarnation même de la dignité de la nation souveraine. Comme nous allons le voir dans la partie suivante, la

[88] Germán Carrera Damas (1991 : 248) signale ainsi que le pillage comme procédure militaire au cours du 19ème siècle s'explique au Venezuela par : « (…) la pénurie fiscale, le démantèlement de l'activité économique, la rareté des ressources et les difficultés de ravitaillement, l'appauvrissement de tout le territoire et l'apparition du banditisme. » L'historien fourni une typologie des pillages pratiqués à l'époque en prenant en compte les modalités de la prise en otage d'une population, et les caractéristiques des combats (Carrera Damas 1991 : 249) entre le « pillage direct » et le « pillage voilé ». Il distingue d'ailleurs les« pillages d'entrée » (ou « pré pillage ») des « pillages de départ » et du « pillage à terme », quand un délai d'occupation de la ville a été établi, au cours duquel les soldats pouvaient piller librement (1991 : 151).

répression du pillage a été instrumentalisée à l'époque contemporaine par l'État et constitue la forme la plus extrême de l'exercice du pouvoir étatique.

2.1.2 La répression lors du Caracazo de février 1989

Les représentations sociales des émeutes sanglantes de 27 février 1989 sont inscrites dans la mémoire collective comme un état anomique, destructeur et violemment réprimé par la force. Ici surgit une tension problématique entre la justification du pillage en vertu d'une certaine justice sociale et la normalisation de l'utilisation de la force de l'État pour la réprimer.

Rappelons brièvement le contexte du *Caracazo*. Le président élu en décembre 1988, Carlos Andrés Pérez, lança dès sa prise de fonction le 2 février 1989 un important programme d'ajustement structurel sous l'égide du FMI, comprenant une libération du taux d'échange et une dévaluation de la monnaie de 170% (Dabène 2003 : 224). Le *Caracazo* est indissociablement lié à la tentative du gouvernement de Carlos Andrés Pérez d'imposer un programme de réformes appelé « le grand tournant » (*El Gran Viraje*). Ce programme était associé à une série des mesures drastiques de régulation économique, dit *El Paquete* (le Paquet), qui visait à initialiser un mouvement radical de réformes néolibérales, condition pour obtenir du FMI un prêt de 5.000 millions de dollars en trois ans[89].

Les émeutes commencèrent dans la banlieue est de Caracas, à Guarenas, par des manifestations contre les augmentations de 30% des tarifs du transport public et de 83% du prix de l'essence. Un conflit similaire éclata en même temps dans le sud ouest de la ville. Les gens brûlèrent les bus. La police ne put contrôler la situation et des dizaines de milliers de personnes participèrent dans des saccages des commerces de toutes les avenues de la ville de Caracas et de sa banlieue et d'autres villes de province. Les gens trouvaient à l'intérieur des magasins les produits cachés par les commerçants qui attendaient la hausse des prix que

[89] Le programme d'ajustement comportait deux volets. À court terme, différentes mesures cherchaient à établir les équilibres fondamentaux de l'économie : la fin du régime des changes multiples et l'unification des taux de change de la monnaie nationale par suite d'alignement sur le taux libre, la libération des taux d'intérêt, l'augmentation de tous les produits alimentaires sauf 18 intégrant le « panier de la ménagère » (*la canasta básica*), l'augmentation du prix des combustibles et des services publics et l'augmentation « sélective » des salaires. Simultanément, les consultants du « grand tournant » proposaient une série de reformes structurelles qui visaient à long terme l'ouverture externe et la dérégulation de l'économie. Ce « paquet » ressemblait assez fidèlement aux politiques d'ajustement structurel typiques et communes imposées à toute l'Amérique Latine au cours de la dernière décennie. Sur cet essai de réforme néolibérale, voir : Quenan, Carlos (1998). « Venezuela: le redressement économique inachevé. » *Problèmes d'Amérique Latine* (29): 53-71.

la libéralisation des prix annoncée allait provoquer. La télévision montrait les images d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards que couraient en transportant des appareils électroménagers, des bœufs entiers des boucheries, des vêtements, des disques, etc. Certains commerçants furent lynchés. Des pillages suivirent pendant toute la nuit et le 28 à midi le Président Carlos Andrés Pérez déclara l'état d'urgence, avec l'approbation du Congrès. Huit garanties constitutionnelles furent suspendues[90]. Le 28 février 1989 constitua une première dans l'histoire du Venezuela où un ensemble de mesures visèrent à configurer un État de siège. La garantie constitutionnelle de la liberté d'expression fut restituée le 10 mars et le reste des droits le 24 mars.

Cette déclaration entraîna un exercice du pouvoir de répression sans limite de la part des forces de l'ordre de l'État, en particulier de la *Guardia Nacional* et l'Armée de terre. L'ordre donné fut de réprimer en ouvrant feu. L'Armée de terre vénézuélienne n'avait pas quitté les casernes depuis la fin des années soixante-dix lorsqu'ils avaient vaincu la *guérilla*. Pendant trois jours, des troupes inexpérimentées composées de jeunes de vingt ans, sans aucune expérience, firent face à une situation sans précédent dans l'histoire du pays. Les soldats tiraient des longues rafales avec leurs mitrailleuses de guerre vers les bâtiments surpeuplés des quartiers populaires d'où venaient des coups de feu isolés d'armes courtes. Ils ouvraient feu contre toute personne qui courait dans la rue et donnaient le coup de grâce aux blessés. Jusqu'aux premiers jours du mois de mars, il n'y eut pas de limites contre l'abus de pouvoir des soldats de l'Armée de terre. Les ONGs estiment au moins 1 millier de morts.

Margarita Lopez Maya (2003) explique les révoltes de février 1989 par la faiblesse des institutions politiques et sociales de la société vénézuélienne. Cette faiblesse, soutient-elle, a des racines qui plongent dans un manque historique de médiation et de représentativité des citoyens au sein des institutions démocratiques. Pour le démontrer, elle établit une comparaison entre les événements de février 1989 et la chute de la dictature du général Juan Vicente Gómez en 1935-1936, marquée par une vacance politique, par la récession économique et par la frustration sociopolitique (2003 : 137). Mais l'absence d'entretiens directs avec les acteurs conduit à Lopez Maya à établir un panorama empirique partiel et évincé de la pratique même du pillage lors du *Caracazo*.

[90] Les garanties de la Constitution de 1961 suspendues le 28 février 1989 sont : article 60 dont les alinéas concernent les conditions de la privation de liberté et la demeure en détention ; l'article 64 qui assure le droit à la libre circulation, l'article 66 sur la liberté d'expression, l'article 71 sur le droit aux rassemblements publics et privés, et l'article 115 sur le droit de manifester pacifiquement sans armes.

Yolanda Salas (2001) analyse les émeutes de février 1989 comme une rébellion face au « paquet de mesures » de l'ajustement structurel. Elle recense ainsi des mots utilisés par ses enquêtés pour définir la situation (« séisme », « explosion ») qui évoquent le fait « qu'une majorité invisible se présente d'un coup » (Salas 2001 : 207) sur la scène politique et sociale. Pour elle, ce phénomène ne s'apparente pas à une « violence politique » mais plutôt à une violence sociale de masses qui « (…) n'auraient pas d'identité autre que la pauvreté et leur exclusion du système institué… » (Salas 2001 : 207). D'après cet auteur, la révolte populaire du 27 février 1989 ne s'est pas inscrite dans la mémoire collective sous la figure de l'épopée guerrière mais de la souffrance et de la répression militaire qui pénétra, peut-être à jamais, l'espace vital des secteurs populaires. Toujours d'après Salas, la sémantique de la répression ne serait donc pas politique, comme le suggèrent Fernando Coronil et Julie Skurski (1991), mais sociale. Salas précise cependant que cette révolte sociale se « re politiserait » par la suite lorsque les rebelles *bolivariens* brandiront comme étendard le massacre de février 1989 à l'occasion du coup d'état manqué du 4 février 1992.

Fernando Coronil et Julie Skurski (1991) proposent d'interpréter les représentations des pillages de février 1989 mobilisées par les agents de l'État comme une opposition entre « société civilisée » et « barbarie » qui inscrit la justification de la répression dans le registre post-colonialiste de la société dominante. D'après eux, la répression aurait dans ce registre un effet civilisateur sur des « masses » jamais intégrées favorablement dans la société moderne. En effet, leur travail montre combien les discriminations de classe étaient présentes dans les discours des commandants des forces de l'ordre garants d'un certain ordre social. L'explosion de violence du 27 février 1989 manifesterait ainsi la fin de l'attente pour les classes sociales vénézuéliennes, alors que l'ordre politique tentait d'établir un programme de réajustement économique qui allait se traduire par l'exclusion sociale des classes populaires.

Lorsqu'ils analysent la répression de l'État en février et mars 1989, Coronil et Skurski signalent que :

> « Les militaires ont affronté le *barrio* comme s'il était ennemi militaire, la police l'a affronté comme un gang criminel, et la police politique ou les services de renseignement l'a traité en tant qu'agent subversif. » (Coronil et Skurski 1991 : 323).

Ces trois manières de représenter les quartiers populaires : « ennemi militaire, gang criminel et agent subversif » deviennent le paradigme des représentations des pauvres

développées par les institutions armées de l'État. La typologie qu'ils proposent clarifie les stratégies utilisées pour justifier une répression des pillages finalement plus convulsive que systématique :

> « Le bruit d'un tir provoquait une réponse massive de fusillades par des soldats novices et nerveux de l'Armée de terre qui étaient des recrues rurales à qui on avait inculqué la crainte des subversifs urbains. » (1991 : 324)

Ainsi, les pauvres incarnent « la sauvagerie » de ceux qui ne s'étaient pas intégrés à la civilisation et demeuraient violents et primitifs. Caracas apparut ainsi comme un champ de bataille et les élites interprétèrent l'émeute comme une révolte contre la rationalité capitaliste et son contenu de justice sociale (Coronil et Skurski 1991 : 325). Les auteurs assimilent l'expression d'une « protestation non planifiée » à une « violence politique ». D'après eux, ces épisodes de recrudescence de violence constituent un signe de fracture dans les représentations sociales d'une société qui, depuis plus de trente ans, se dit exempte de « différences marquées de classes », de « racisme », et où les opportunités économiques et d'ascension dans l'échelle sociale sont partagées « uniformément ». En effet, les « pauvres », les « hommes jeunes et bruns sortis des *barrios* », sont désignés comme pilleurs dans le discours officiel de l'époque. Pour les cadres de gouvernement favorables au projet d'ajustement économique d'ordre néolibéral, le pillage populaire fut l'arme concrète de ceux qui n'acceptèrent pas le défi de s'incorporer à une société productive et compétitive et qui optèrent pour la voie violente. Cette perspective souffre néanmoins de quelques limites pour comprendre la dimension politique au Venezuela. Les voix de ceux qui approuvent ou condamnent le pillage et sa répression restent cruellement absents de leur travail. Le sens de la justice sociale qui a prévalu dans ce moment extrême est considéré comme un allant de soi.

Les émeutes du *Caracazo* de 1989 ont certes mobilisé une représentation dominante des habitants des quartiers populaires comme « altérité violente » (Rotker 2000). Néanmoins, comme le signale Yolanda Salas (2001), la réinterprétation de cette violence comme un acte politique n'aura lieu que quelques années après, en 1992, lorsqu'un groupe d'officiels des bas rangs de l'Armée de terre, les « bolivariens » rebelles, déclarèrent publiquement avoir été en désaccord avec le Haut commandement des Forces armées sur la répression des émeutes. Le *Caracazo* constitue aussi, tout comme *La Tragedia*, un événement politique. Il réunit dans un même événement d'une part la manifestation d'une voix violente et désorganisée, le mécontentement et l'exaspération devant la hiérarchisation

et la naturalisation des inégalités sociales et d'autre part, la suspension de l'État de droit comme réponse disproportionnée du pouvoir exécutif terrifié face au débordement de ceux qui étaient censés d'accepter pour toujours leur place dans l'ordre social imposé.

2.1.3 Phénoménologie du pillage de décembre 1999

Lors de l'arrivée des écoulements les plus destructeurs, les premiers pillages de petits commerces et de supermarchés eurent lieu dans les zones non inondées. Le député Pedro Castillo (MAS)[91] et la cellule de crise civile contactée signalèrent l'apparition des actions de pillages dans les supermarchés et les commerces non détruits pendant la première semaine après la catastrophe. Les autorités civiles locales étaient dépassées par les circonstances. Elles étaient partagées entre assurer les élections et gérer la catastrophe et finirent par abandonner les lieux.

> « Le 15 au matin la situation était grave à Manopla, à Carmen de Uria et vers la rivière Mamo. Nous avons donc demandé la suspension des élections [*référendaires*] à la radio. Personne ne nous a écoutés. Nous avons donc convoqué la presse et avons déclaré que nous nous retirions des bureaux électoraux. Ensuite, nous sommes allés à la Protection Civile et leur avons demandé de venir avec des équipes de sauvetage à Camurí Chico. Lorsqu'ils sont arrivés, la rivière a entrainé toutes les équipes. La Protection Civile voulait installer ses équipes et le poste de commandement dans l'école, mais la *junta electoral* (commission électorale) ne voulait pas. Finalement, il a fallu plus tard les évacuer par hélicoptère, la *junta electoral* comme l'équipe de la Protection Civile. Nous avions laissé Wilmer Torres à Carmen de Uria sur la plage pour aider les gens du village, et nous étions à Camurí pour chercher de la nourriture pour les enfants d'Uria. On ne l'a plus jamais revu ». (Entretien avec le député Pedro Castillo. Siège du parti politique MAS, à Vargas, juin 2003)[92]

Castillo envoya de nombreux appels au secours pour attirer l'attention des autorités, en vain. Dans la scène décrite, les désaccords entre la Protection civile, voulant utiliser les

---

[91] Le parti politique *Movimiento al socialismo* MAS a fait partie de la coalition politique organisée autour de la candidature d'Hugo Chávez en 1998. En 1999, lors des désaccords avec la politique gouvernementale, le MAS s'est divisé en MAS *oficialismo* (devenu par la suite PODEMOS) et MAS *oposición*. Castillo est resté dans le camp MAS-opposition à cause des dénonciations de corruption qui a fait à l'égard des fonctionnaires à Vargas. Le Président Chávez ne l'a pas soutenu dans cette affaire, ce qui a conduit à leur rupture. Pour une histoire très complète de l'histoire du MAS et de sa signification politique dans la gauche vénézuélienne, latino-américaine et mondiale, voir : Ellner, Steve (1988). *Venezuela's Movimiento al Socialismo. From Guerrilla Defeat to innovative Politics*. Durham et Londres, Duke University Press.

[92] Entre le 15 et le 19 décembre, le député de l'état de Vargas à l'Assemble nationale, Pedro Castillo (MAS) a déambulé avec trois compagnons de route dans la zone dévastée un. Castillo habitait -et habite encore aujourd'hui- à Catia La Mar avec sa famille. Il s'est sauvé de la catastrophe avec Jaime Barrios député à l'Assemblée constituante. Wilmer Torres n'a pas eu cette chance. Il est mort à Carmen de Uria et son corps n'a jamais été retrouvé. Les trois hommes, politiciens, connaisseurs et originaires de la zone étaient ensemble lorsque les coulées de boues ont commencé.

locaux de l'école pour mettre les habitants à l'abri, et la *Junta electoral*, voulant continuer les élections, montrent l'ampleur de l'abandon des fonctionnaires, totalement démunis de consignes :

> « Nous avons aidé les gens le jour et la nuit du 15. Là, il n'y avait personne [*ni les forces de l'ordre ni les groupes de sauvetage n'y étaient présents*] Les militaires sont arrivés trois jours après [*l'après-midi du 18*) La deuxième nuit, [*celle du 16 au 17*] nous devions retourner au bâtiment où nous étions avant. On ne voyait rien, on n'entendait que les coups de feu. À ce moment-là, nous avons commencé à prendre conscience de l'ampleur de ce qui venait d'arriver. L'hypermarché de Caribe [*zone résidentielle*] était tout prés de là. Nous avons réussi à trouver une petite radio pour entendre les infos car nous étions sans téléphone portable. Les forfaits avaient été épuisés… ». (Entretien avec le député Pedro Castillo. Siège du parti politique MAS à Vargas, juin 2003)

À la fin de la journée du 16, ne pouvant pas retourner à Catia La Mar (les routes étaient coupées et ils étaient dépourvus de voiture), affamés, sales et désorientés, lui et Jaime Barrios du MAS[93], député à l'Assemblée Constituante pour l'état de Vargas, essayèrent de trouver un refuge :

> « Nous avons marché jusqu'au supermarché de Caribe. On s'est tout de suite dit « allons-y avant que les pillages ne commencent », car les gens n'avaient plus à manger. Il va falloir mettre de l'ordre ici. En effet, lorsque nous sommes arrivés, les gens étaient en train de piller le supermarché. Au début, nous avons pensé que le groupe de *malandros* était petit et qu'ils ne voulaient qu'un coffre-fort » (Entretien avec le député Assemblée Nationale Pedro Castillo. Siège du parti politique MAS (*Movimiento al Socialismo*), à Vargas, juin 2003)

Castillo et son compagnon s'identifièrent et les *malandros* (loubards) leur crièrent de l'intérieur qu'ils refusaient de collaborer avec eux pour l'organisation de la répartition de la nourriture :

> « Moi, j'étais armé, j'avais un revolver. On les a visés mais ils ont commencé tout de même a tout casser. À l'intérieur du local il y avait encore plus des *malandros*, tous armés !! La bande était trop nombreuse pour nous deux. Nous avons baissé les armes et on s'est mis à négocier avec eux. Nous sommes arrivés à un accord. On les a laissé prendre le coffre-fort, et puis nous les avons tous mis à la queue leu-leu, je veux dire, ceux qui ne voulaient que de la nourriture. Tu sais, là, il n'y avait aucune autorité, ni militaires ni rien du tout…. » (Entretien avec le député Pedro Castillo. Siège du parti politique MAS (*Movimiento al Socialismo*), à Vargas, juin 2003)

---

[93] L'état de Vargas était représenté par deux députés à l'Assemblée constituante, Jaime Barrios (MAS) et un lieu- tenant de la Garde Nationale Antonio Rodriguez, proche des bolivariens, le gouverneur actuel (Polo Patriótico). Ils sont tous les deux signataires de la nouvelle charte constitutionnelle. Cf. (1999). *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela*. Caracas, Imprenta Nacional., p. 412

Le saccage finalement « s'ordonna », les marchandises furent distribuées le « plus équitablement possible », et les *malandros* partirent avec le coffre-fort. Le député Castillo n'était pas concerné par le pillage en soi, il se sentait responsable de la distribution équitable de la nourriture et voulait éviter que les *malandros* ne tirent profit de la situation et empêchent les autres de trouver de quoi s'alimenter. En effet, lorsque Castillo me raconta ces événements je ne trouvais rien de « dramatique » dans cette scène. Je pense que nous avions – lui et moi – un accord tacite de méfiance vis-à-vis de l'État, qui nous amenait à penser que la présence des forces de l'ordre n'aurait fait « qu'empirer la situation ». Le récit de Castillo et sa négociation avec les *malandros* n'était « qu'une histoire de *malandros* de plus », qui finissait « bien » car il n'y avait pas eu « ni morts ni blessés ».

Trois aspects problématiques concernant la relation entre citoyens, criminalité et forces de l'ordre sont ici soulevés, l'enjeu étant l'autorité de l'État et le maintien de l'ordre public. D'abord, ce récit nous amène à réfléchir sur la « normalisation » du pillage et la reconnaissance de la légitimité de cette pratique dès lors que la situation le justifie. Le but n'est pas d'empêcher le saccage mais de distribuer le butin de sorte que tout le monde ait sa part. Ensuite, Castillo s'attendait à ce que cela arrive, et il a donc pris le parti d'organiser cette distribution pour qu'il n'y ait pas d'« injustices » et que cela ne dégénère pas en une situation de violence extrême. Dans son récit, il articule les faits comme s'il s'agissait d'une histoire dont nous, vénézuéliens, savions tous la suite : « lorsque j'arrive, cela avait déjà commencé ». Enfin, pour Castillo, les *malandros* sont encore des sujets avec il est possible d'entamer un dialogue, une négociation, au nom du bien-être des autres victimes. Le député Castillo ne construit pas le *malandro* comme un autre étrange mais comme une personne faisant partie intégrante de la communauté. La non criminalisation des pilleurs implique une représentation de l'anomie moins dramatisée que celle produite par les médias. Le principal moteur de la négotiation qu'il entame reste toutefois, me semble-t-il, sa compassion envers ceux qui attendaient au dehors du magasin pour s'approvisionner en denrées de toutes sortes.

Lorsque Jaime Barrios et Pedro Castillo me racontèrent leur intervention, ils la représentèrent comme une action morale juste dans le double sens du mot. D'une part, la négociation avec les « *malandros* » était appropriée car ouvrir le feu contre eux aurait mis en danger les autres personnes qui attendaient des denrées. D'autre part, elle visait une distribution équitable des produits. Le registre de ces témoignages diffère largement de celui des versions officielles des actions de secours et illustre les dilemmes vécus par les acteurs

qui durent distinguer les « bons » des « mauvais », tout en agissant avec compassion envers les plus démunis.

2.2 Bonnes et mauvaises victimes

Lors de ma préparation de la revue de presse au début de l'an 2000, j'ai été frappée par l'apparition de deux figures dans le discours médiatique : les « bonnes » et les « mauvaises » victimes du désastre. Les « bonnes victimes » étaient celles qui avaient été touchées directement par la catastrophe, avaient perdu des proches, étaient « blessées » ou « traumatisées » et méritaient par ce statut toute la solidarité et la compassion. Leurs descriptions étaient suivies des récits des actions héroïques des porteurs de secours. Les « mauvaises victimes » étaient elles des pilleurs qui perpétraient des actes de vandalisme et profitaient du malheur des autres. Cette seconde figure apparaissait lors des recensements des pillages et des saccages des maisons abandonnées par leurs résidents partis chercher de l'aide et du secours. La presse souligna la « malveillance », la « méchanceté » des saccageurs, de ceux qui, certes rescapés et survivants, ne pouvaient pas bénéficier de la compassion de la société mais, au contraire, méritaient une forte condamnation morale. Le discours médiatique distinguait ainsi deux types de pillage. Le pillage « juste », « compréhensible » au vu des circonstances, et le pillage « prédateur », le saccage « pervers », dont les fins n'étaient pas liées à la survie mais au profit.

Les discours qui blâmaient sans nuances les pilleurs s'ancraient à mon avis situés dans une position moralement favorable à une application de la loi martiale. Les représentations sociales des pauvres développées par les corps de sécurité de l'État en février 1989 (proposées par Coronil et Skurski (1991) et déjà citées en haut – « ennemi militaire, gang criminel et agent subversif ») – réapparurent en 1999 avec une variation, celle du « pilleur barbare » tout à la fois victime de la catastrophe et incarnation de la « la mauvaise victime ». Les regrets concernant les saccages couvraient non pas la condamnation des morts violentes données par les soldats et les effectifs de la DISIP mais bien l'absence de mesures encore plus radicales pour juguler les pillages. Ma stupéfaction devant la nonchalance avec laquelle était fréquemment cité le dicton « un bon loubard est un loubard mort » (*malandro bueno es malandro muerto*) lorsque j'interrogeais les protagonistes sur les événements de Vargas, indiquait la tension morale extrême qui était en train de vivre la société vénézuélienne. L'usage de ce dicton relevait de la demande exaspérée de l'imposition d'un état d'exception et de la banalisation de l'élimination violente des « mauvaises victimes »,

les pilleurs. Le paradoxe est que cette demande avait comme toile de fond l'espoir d'une société socialement plus juste.

Il est important de cerner les processus de construction des figures ambivalentes relatives aux postures adoptées par les forces de l'ordre et par la population affectée lors des violences post-catastrophe. Un premier registre est celui du pillage perçu comme « banal » ; ce dernier est traité comme un phénomène ordinaire, auquel il faut s'attendre, et d'autant plus compréhensible dans un cadre extrême de survie. Depuis le 17 décembre, la presse signalait des pillages sporadiques dans les épiceries de Vargas. Dans la rhétorique des médias, ces pillages étaient « justifiés » par la situation des survivants, sans-abris et affamés. La lenteur et l'inefficacité des opérations de secours furent ainsi rapidement pointés du doigt. Alors, face à un tel abandon, quoi de plus « normal » que de dévaliser les petites épiceries pour s'approvisionner et nourrir sa famille ? Cette forme de justification collective du pillage de survie était opposée au « mauvais pillage », intolérable, et relevant lui de la délinquance, commis par les « victimes méchantes qui profitaient du malheur des autres, de la pénurie et du manque de défense, de la solitude »[94].

Le second registre concerne le pillage perçu comme un acte de vandalisme, comme une destruction violente et perverse effectuée par des délinquants. En effet, les actions de vandalisme dans la zone dégénérèrent dès le 20 décembre 1999 dans des situations d'une violence extrême qui persistèrent jusque vers le 20 janvier 2000[95]. Ce registre insinue que les pillages, saccages et fusillades entre les effectifs des forces de l'ordre et les gangs de la zone ont été plus « dramatiques » que les coulées de boue. Il procède à la déshumanisation des mauvaises victimes, socialement illégitimes, et donc susceptibles d'être éliminées sans que cela ne soit perçu comme une injustice. La presse reporta quelques cas de lynchage de ces « mauvais pilleurs ». Les dépêches les justifièrent comme une réponse aux pillages « malsains » commis par des profiteurs de misère, et ainsi les légitimaient collectivement, dans ce cas précis. Les lyncheurs étaient avant tout des survivants qui devaient pouvoir défendre leurs familles ou ce qui restait de leurs propriétés.

[94] Morillo Ramos, Morelia (2000). « Los casos de Vargas generan dudas y diferencias en opinion del publico. » *El Universal,* 25 janvier 2000.

[95] Mayorca, Javier Ignacio (1999). « Ejecutivo endurece vigilancia para impedir nuevos saqueos en Vargas. » *El Nacional.* 23 décembre 1999. Et aussi : Mayorca, Javier Ignacio (1999). « Militarizado el puerto de La Guaira para evitar nuevos saqueos. » *El Nacional,* 22 décembre 1999.

Les frontières morales entre le « pillage de survie » et le « pillage par vandalisme » déterminent par conséquent les représentations des limites du « droit à piller » ainsi que la vision de la justesse ou de l'injustice des répressions générant de fortes tensions politiques. La perception des exactions commises par les soldats et les fonctionnaires rejoint d'ailleurs un lourd passif de ressentiments relatifs aux forces de l'ordre dont les exactions restent presque toujours impunies.

2.2.1 Trois postures à l'égard de la violence et de la répression

Il faut distinguer plusieurs attitudes accusatrices et condamnatoires de l'État et de la société pendant les épisodes de violence post catastrophe. Ces figures émergent d'entretiens où les enquêtés parlent à la première personne du singulier. Ainsi, « je », l'« État » et l'« autre » configurent trois triades discursives qui soit criminalisent, soit victimisent les uns ou les autres, et qui défendent une certaine position morale sur ce que doit être la répression dans une situation extrême.

Ces trois figures sont d'abord, celle d'un « État inefficace » pour contrôler un autre « criminel », identifié comme un « pilleur barbare ». Ensuite, celle d'un « État autoritaire » dans son contrôle d'un autre citoyen. Enfin, celle d'un « État criminel » opposé à un autre irresponsable. Ces postures dégagent les traits généraux d'une économie morale du pillage et de la répression, et dessinent les façons dont la société représente ce qu'est le « bien » et ce qu'est le « mal » au moment le plus extrême lors de la catastrophe : les pillages, les saccages et leur répression pour rétablir l'ordre.

2.2.2 Le « pilleur barbare »

La première de ces postures est présente dans les discours qui dénoncent la démesure insensée et l'inefficacité de la répression des pillages. Elle situe la performance de l'État dans un registre de défaillance et d'impuissance. Cette attitude est évidente dans la presse et dans les entretiens qui condamnent l'inadéquation des mesures visant à réprimer les saccages menés par des « pilleurs inhumains » et à rétablir l'ordre. Cette posture réclame l'état d'exception qui seul contrera la « barbarie » des pilleurs. La triade qui se dessine est celle du « moi victime », de l'« autre criminel » et de l'« État incompétent ».

Les discours dénoncèrent l'incurie de l'État dans la gestion de la crise sans pour autant absoudre les « mauvais » pilleurs et les délinquants. La déshumanisation des pilleurs s'effectua par une mise à distance affective qui, toutefois, ne sous-entendait pas l'absence

de sentiment de compassion vis-à-vis des autres victimes. Tout au contraire, la puissance du sentiment de compassion envers les « bonnes victimes » se trouva renforcée par la déshumanisation des « mauvaises victimes ». Et le sentiment d'avoir été abandonné par l'État généra par ailleurs désarroi et rage qui exacerbèrent à leur tour les élans de compassion et de haine.

Mes visites à l'Hôpital San José de Maiquetía (voir vignette de terrain n°4) entre 2003 et 2004 permettent de saisir ce contexte. Une des religieuse de décrivait ainsi dans son journal de bord les journées de pillages et de saccages, « infernales, pleines de haine et de violence » :

> « [*Le jour 18 décembre*] Les pillages ont augmenté ainsi que les affrontements entre les bandes des *barrios*. Ils étaient en train de s'entretuer. Il y avait toute sorte de destructions et de violations. Ceci a été une autre tragédie, peut être beaucoup plus grave que celle que nous étions en train de vivre. Nous avons été témoins, d'autres sœurs et moi même, de comment les épiceries et supermarchés des alentours ont été pillés et démolis ainsi que des morts par des armes blanches et à feu qui n'étaient pas celles des militaires (...) » (Religieuse n°1. Entretien à l'hôpital San José, Maiquetia. Juin 2004)

Isolés en raison des problèmes de communication et manquant de ravitaillement, les responsables de l'hôpital subirent donc une situation de chaos qui, d'après eux, ne pouvait que dégénérer en violence. L'Armée fit pour eux figure de « sauveur ». Ce contexte de confusion, de peur et de rumeurs fournira la justification des excès commis par la police et par l'Armée pour arrêter ces « pilleurs méchants » et rétablir l'ordre.

Vignette de terrain 4 - Hôpital San José, Maiquetia.
Établissement catholique privé de la Congrégation *Comunidad de Hermanitas de los Pobres del Hospital San José de Maiquetia* sans but lucratif. Il est situé en face de la place « Padre Machado » de Maiquetia et offre des soins hospitaliers aux secteurs populaires qui l'entourent, à des prix plus accessibles que les cliniques privées. L'hôpital San José était devenu un centre d'accueil pour les sinistrés. Cet hôpital est entouré par de nombreux quartiers populaires. La directrice de l'hôpital, une religieuse, décrit dans un journal de bord la progression de la situation vers l'anomie et la violence. Ce journal fut publié dans la revue des jésuites SIC quelque mois plus tard. Haut lieu symbolique pour Maiquetia et Caracas, car le Père Machado – fondateur de nombreuses institutions de soins pour tuberculeux, cancéreux, etc. – est enterré dans la cour de l'hôpital avec la Madre Maria Emilia, fondatrice de la Congrégation. La directrice ouvrit une salle au dernier étage du bâtiment pour héberger une cinquantaine de personnes âgées restées sans abri et sans famille suite à *La Tragedia*. Visites réalisées en 2003 et 2004

Les religieuses prêtaient foi aux propos des familles sinistrées qui leur disaient que les *malandros* menaçaient de saccager l'hôpital d'un moment à l'autre.

> « D'après les sinistrés nous avions à l'intérieur de l'hôpital deux bandes très dangereuses des *barrios* proches. Certains nous alertèrent. Nous cherchâmes par tous les moyens la protection militaire. Nous obtînmes finalement réponse mardi lorsqu'un bataillon de l'Intelligence militaire prit l'hôpital. » (Religieuse n°1. Entretien à l'hôpital San José, Maiquetia. Juin 2004)

Les religieuses firent appel aux militaires et à la Garde nationale qui avaient installé un poste de surveillance dans une avenue proche pour contenir l'exaspération des sinistrés due au manque de ressources. Mais le *Comando* – comme on appelle au Venezuela les postes de commandement de la Garde Nationale – était en un bien pire état que l'hôpital[96].

La démarche de la religieuse s'avéra infructueuse et la rumeur d'un pillage imminent de l'hôpital continua à circuler dans l'établissement. Une fusillade éclata le soir du 17, lors de l'imposition du couvre-feu, entre six heures du soir et six heures du matin. Les soldats et les membres des gangs des quartiers voisins s'affrontaient. Les religieuses perdirent la confiance en leurs propres hôtes. Le danger du saccage ne venait pas nécessairement de l'extérieur de l'hôpital, mais bien de l'intérieur, et elles commencèrent à soupçonner certains refugiés :

> « Apparemment nous avions ici des usagers de drogue parmi ceux que nous hébergions. » (Religieuse n°1. Entretien à l'hôpital San José, Maiquetia. Juin 2004)

La conversation s'échauffant en abordant la question de l'exécution des pilleurs pour rétablir l'ordre, une des religieuses me dit :

> « La situation était telle (*tellement mauvaise*) qu'à mon avis il fallait tuer pour contrôler les pillages (…) Il fallait les tuer car la sauvagerie que nous avons vu était absolument incroyable ». (Religieuse n°1. Entretien à l'hôpital San José, Maiquetia. Juin 2004)

Cette religieuse justifie la destruction physique des *malandros* suspectés de saccage en les construisant à cette fin comme une altérité, comme un corps totalement étranger au

[96] « Je suis allée leur demander une protection policière et c'était un enfer. Il y avait tout sorte de situations dramatiques : des enfants seuls qui cherchaient leurs parents, des gens tous nus qui pleuraient et criaient, des parents qui cherchaient leurs enfants. Les unités de la Garde nationale transféraient les gens au *Poliedro* et dans d'autres centres d'hébergement. » (Religieuse n°2. Entretien à l'hôpital San José, Maiquetía. Juin 2004)

reste de la communauté. La crainte du saccage de l'hôpital et de ses alentours institua la légitimation de tuer les pilleurs par un travail de deshumanisation. Les secouristes reproduisirent également cette rhétorique :

> « Ce soir-là, la nuit du 17, le diable est entré dans le corps des délinquants qui, au lieu de remercier Dieu d'être vivants, ont tué des vénézuéliens innocents, ont ravagé les immeubles que la nature avait pardonné et ont déshonoré des femmes. Ils ont été emportés par la criminalité. »[97]

Le déni de toute âme chrétienne renforçait aussi la perte d'humanité des pilleurs. À l'hôpital, on me rappella encore une fois une scène qui n'a pas été mentionnée dans la presse mais que les gens présents à Vargas entre le 16 décembre et le 2 janvier racontent souvent :

> « C'est l'histoire d'une jeune fille qui essayait de faire sortir ses parents coincés à l'intérieur d'une voiture lors des coulées de boue. Alors qu'elle essayait d'ouvrir la portière, un *infeliz* (un pauvre homme) arrive et la viole. T'imagine ? Cet enfoiré lui a arraché les vêtements et l'a violée au moment même où elle essayait de sauver ses parents. Je pense qu'à un type comme celui-là, il faut donner plus de cent coups de feu » (Religieuse n°3. Entretien à l'hôpital Maiquetia. Juin 2004) »

Les cent coups de feu reflètent un franchissement radical et irréversible dans l'ouverture à l'acceptation du « faire-mourir » des forces de l'ordre, intolérable dans la normalité. Au cours de mes entretiens sur ces violences, invoquer la défense des droits de l'homme suscitait la plus grande indignation, pas seulement chez ceux qui étaient dans la salle, mais chez tous ceux qui ont réclamé des actions fortes de la part de l'État pour réprimer la « barbarie » régnante dans la zone.

> « J'ai vu le représentant de PROVEA à la télé condamnant les violations des droits de l'homme à Vargas. J'avais envie de lui dire : tais-toi, tu ne sais rien de rien ! Où étaient les droits de l'homme de ceux qui étaient pillés et violés ? C'est triste, mais il fallait les tuer pour qu'ils arrêtent de piller. Ils étaient des démons » (Religieuse n°3. Entretien à l'hôpital Maiquetia. Juin 2004)

Dans ce registre, la dénonciation des exactions constituait un frein, un obstacle au rétablissement de l'ordre. La criminalisation de ces « victimes méchantes » rejoint également un déni des droits de l'homme des pilleurs qui « repose précisément sur leur déshumanisation » comme le formule Didier Fassin lorsqu'il explore la construction de

[97] Martin Cuervo, Enrique (2000). *El desastre que nos destrozó la vida, I, II et III*. Caracas**,** 18 p.

« l'intolérable » (2005a: 41). Invoquer le respect des droits de l'homme des pilleurs devient ainsi un acte indignant dans la triade du « pilleur barbare ».

Photo 3 – Patrouille des parachutistes pratiquant une rafle à Vargas en janvier 2000.

(Photo courtoisie d'*El Universal.*)

Pour renforcer cette épreuve de vérité de la déshumanisation des pilleurs, religieuse prend une position d'une triple victime : victime des possibles attaquants de l'hôpital, victime de l'État défaillant dans son rôle de protecteur et victime même de l'Église qui l'a totalement abandonnée pendant ces journées terribles. Cette posture relève bien de la première triade discursive qui oppose le « citoyen victime » aux « autres » criminels à différents niveaux, que ce soit le « pilleur-barbare », l'État incompétent, voir les autorités de l'Église absentes. Elle conduit à la demande de l'exception pour contrôler la criminalité, mais elle débouche forcement dans des situations paradoxales *a posteriori*, une fois les exactions dénoncées, car les institutions répressives de l'État vénézuélien manquent de crédibilité et de mesure dans leurs opérations de retour à l'ordre. La demande de l'exception se trouve ainsi placée dans une contrainte majeure de méfiance vis-à-vis de ceux chargés de la mettre en œuvre. La figure du « pilleur barbare » devient ainsi emblématique de l'inscription du régime d'exception sur la vie.

2.2.3 Le « soldat pilleur »

La deuxième posture est celle de la mise en accusation directe des agents des forces de l'ordre profitant de l'anomie pour commettre eux aussi des pillages et ne « tuant les pilleurs » que pour récupérer leur butin. L'enquête rend compte des discours porteurs d'une criminalisation des forces de l'ordre de l'État, pour lesquelles le pillage comme sa répression font partie du jeu qu'elles établissent dans les *barrios* urbains. Cette triade rassemble dans la même figure criminelle l'État et les pilleurs malmenant physiquement les victimes. Elle est particulièrement manifeste dans un certain discours très critique vis-à-vis de la société vénézuélienne et imprégné d'un fort scepticisme politique.

Cette triade discursive place le « citoyen victime » face aux « autres » criminels, que ce soit l'État (les soldats et les forces de l'ordre) ou les pilleurs, qui perpétuent cette fois-ci des forfaits de même nature. Les propos évoquent un « état de choses infernal », une « pourriture morale généralisée », où plus personne ne peut plus croire en personne.

Il existe peu de témoignages écrits qui retracent l'interaction entre les forces de l'ordre et les pilleurs pendant les saccages. Il est difficile pour les témoins de dénoncer les exactions des agents cars ils craignent des représailles. C'est peut-être d'ailleurs la raison de l'absence de plaintes judiciaires pour des exactions commises pendant le déroulement même des pillages, sauf dans les cas de « disparitions forcées »[98].

> « À Los Corales, les soldats pillaient. Moi, j'ai de photos des soldats en train de piller. Mais je ne suis pas allé témoigner. Je craignais que les militaires me cherchent pour me tuer car nous n'étions que trois, et j'étais le seul à avoir une caméra. » (Entretien secouriste n°2. Caracas, mai 2003)

Les forces de l'ordre n'intervenaient que de nuit. Elles n'agissaient pas pour arrêter les pilleurs en flagrant délit mais opéraient par des rafles dans des blocs de maisons sélectionnées à partir des opérations des services de renseignement. Les fusillades nocturnes laissaient entendre des affrontements entre les propriétaires des maisons, les bandes armées et les forces de l'ordre. Les effectifs de la DISIP, après avoir effectué des travaux dits *de inteligencia*, c'est-à-dire de collecte d'informations basées sur des rumeurs sur l'identité des présumés pilleurs, procédaient ainsi à l'arrestation et à l'exécution des suspects en dehors

[98] La « disparition forcée » est un concept qui relève d'un euphémisme juridique pour désigner les « exécutions extrajudiciaires » non confirmées. Cette notion et son traitement social et politique est développée dans le sous-chapitre suivant.

des scènes des pillages. En effet, des agents de la police militaire, de la DISIP et de l'Armée de terre auraient cherché les suspects de pillage chez eux, là où ils étaient censés cacher le butin, ce qui expliquerait aussi le mode opératoire nocturne. Et ces agents auraient à leur tour pillé, pris les butins et fait du trafic avec les marchandises volées :

> « Un matin très tôt, nous avons entendu un bruit comme si quelqu'un était en train de piller une maison. On entendait les coups pour ouvrir les portes. C'était des soldats et un major. Ils voulaient ouvrir un coffre-fort. Juan [*un secouriste bien connu pour ses qualités dans le milieu*] était armé, il leur a crié de sortir, et quand j'ai vu une file de petits soldats au béret rouge, des parachutistes, chacun avec un FAL, je les ai pris en photo, pendant que Juan les visait avec son arme. Ensuite, les commandos de la DISIP sont arrivés en nous ordonnant d'évacuer la zone. » (Entretien secouriste n°2. Caracas, mai 2003)

La figure du soldat se dédouble ainsi entre celle du « héros » et celle du « délinquant », mais celle du « soldat-pilleur » reste diffuse. La presse signale en effet la présence de pilleurs déguisés en agents de la police qui essayaient de voler les marchandises stockées dans les containers du port de La Guaira :

> « 64 personnes en train de piller les containers des marchandises importées ont été arrêtées pendant la militarisation du port de La Guaira. Le Colonel Manuel Carpio a informé que ces personnes ont été transférées au poste de commandement 58 de la Garde nationale pour instruire leur dossier. L'officiel a observé que ces personnes étaient habillées avec des uniformes de la police et des pompiers. Il a aussi signalé que des ambulances conduites par de supposés pompiers ont été arrêtées chargées de whisky. Les cartons d'alcool étaient cachés sous des boîtes de couches pour bébés destinées aux sinistrés refugiés. »[99]

Un secouriste raconte comment les soldats, chargés à la fois de porter secours et d'imposer l'ordre, auraient pillé les maisons et les immeubles :

> « Moi, j'ai décidé de joindre une unité placée dans une zone critique, à Los Corales[100], commandé par Juan. C'était pour soigner et amener de l'eau potable aux personnes qui attendaient l'évacuation. Tu sais, c'était un « bordel »[101] . Pendant la nuit, les tirs des armes à feux ne cessaient pas. Des heures de fusillades. La DISIP contre les *malandros*, et l'Armée de terre contre les *malandros*. Et tous pillaient. Tous. » (Entretien secouriste n°1. Caracas, mai 2003)

---

[99] Mayorca, Javier Ignacio (1999). « Militarizado el puerto de La Guaira para evitar nuevos saqueos. » *El Nacional,* 22 décembre 1999.

[100] La zone de *Los Corales* comptait de nombreux immeubles d'appartements de vacances appartenant à des familles de classes élevées de Caracas, souvent très bien équipés et luxueux.

[101] Le mot exact est *cogeculo*, un gros mot d'usage courant chez les jeunes de Caracas pour indiquer une grande cohue.

Il met en cause les agents des Forces armées en faisant référence aux premiers temps de la militarisation de la gestion de la crise, avant que les groupes de civils ne quittent complètement la zone.

> « Nous avions la trouille. Juan avait dénoncé les militaires parce qu'il avait vu, à deux occasions, que les hélicoptères des militaires ne prenaient que les personnes blessées qu'ils connaissaient, tu sais, des membres de leurs familles et des amis. Et ils laissaient les autres !! Même si les autres étaient dans un pire état. Julio a dit cela à un caméraman de *Globovision*, et cela a mis sa tête à prix ; les militaires le cherchaient pour *escoñetarlo* [*lui casser la gueule*] Moi, j'étais avec lui. Nous étions trois à coordonner ce petit poste qui recevait de l'aide de Caracas : des denrées et de l'eau. Nous, nous avons reçu les premiers hélicoptères américains, chathawak, remplis d'aide et de nourriture. Et nous faisions la distribution sur place. Je suis resté une semaine dans ce poste et une semaine dans les ruines de l'Université Simon Bolívar, [*le siège de Camuri*]. Tout était balayé » (Entretien secouriste n°1. Caracas, mai 2003)

Dans la triade du « soldat-pilleur », la répression ne visait pas à empêcher les pillages mais consistait en des représailles des agents de la DISIP contre des personnes qui avaient pillés des articles pendant la journée et qu'ils conserveraient ensuite dans des maisons et dans des entrepôts de la zone. Les fusillades sont décrites dans les entretiens comme des « batailles » entre *malandros* et agents de la DISIP qui convoitaient le butin des premiers[102]. Les secouristes recommandaient aux gens en bonne santé et dont la maison était en bonne état de rester chez eux car les immeubles risquaient d'être pillés, probablement par les militaires eux-mêmes. Les Forces armées n'ont divulgué après les événements aucun document qui éclaircirait ou justifieraient de telles conduites.

[102] Le deputé Castillo racontait que les agents de la DISIP ont remorqué sa voiture dans un entrepôt pour la signaler ensuite comme une voiture volée. De nombreuses personnes ayant quitté les lieux en hélicoptère avaient laissé leurs voitures dans des parkings parfois inondés. « [Le 19], une fois sur place, [à La Guaira] nous avons découvert que Juan Carlos Otaiza, le frère d'Eliécer Otaiza et d'autres agents de la DISP étaient là et avaient monté une opération pour voler les voitures stationnées dans les bâtiments et piller les appartements. Ils ont été les premiers pilleurs des appartements. Et la plupart des problèmes, des morts et des gens tués ont été causés par des disputes avec et entre eux. Eux, ils ont enlevé les voitures avec des grues et ont pillé les appartements. Je les ai vu, dans la montée de Tanaguarenas, j'ai vu comme ils pillaient une maison et volaient les choses de valeur. » (Entretien avec le député Pedro Castillo. Siège du parti politique MAS (Movimiento al Socialismo), à Vargas, juin 2003)

Photo 4 – Patrouille de l'armée de terre à Tanaguarena, début janvier 2000.

(Photo courtoisie de José Manuel Da Silva)

Ces discours de dénonciation reposent sur l'absence de surveillance et de contrôle au sein des institutions de l'État. La vacance du regard institutionnel soulève un sentiment de déception et de méfiance à l'égard des forces de l'ordre. Dans les entretiens, certains se disent « déçus par tout ce qui s'est passé » : déçus pour les abus des militaires, par l'attitude des gens qui lynchaient les pilleurs, par les pilleurs qui volaient les morts. Révolu le sentiment qui lors du sauvetage magnifiait « la grandeur du peuple solidaire », « à la hauteur des événements », les exactions[103] suscitaient alors déception, doute et désillusion. Les Forces armées génèrent un sentiment troublé mêlant remerciements et regrets. Le journal *El Nacional*, dans son éditorial du 11 janvier 2000 intitulé *Croix et Calvaire*[104], résumait ainsi le « conflit de loyauté » que l'opinion publique avec les Forces armées : reconnaître leur héroïsme et exiger justice contre elles. Cette dévaluation de la qualité morale de la figure du soldat se transforma en une posture de dénonciation de la criminalité de l'État.

[103] Morillo Ramos, Morelia (2000). « Los casos de Vargas generan dudas y diferencias en opinion del publico. » *El Universal,* 25 janvier 2000.
[104] (2000). « Cruz y Calvario. » *El Nacional,* 22 janvier 2000.

2.2.4 L'« État criminel »

La troisième triade discursive relative à la violence met en évidence la figure de l'« État délinquant », extension et institutionnalisation de celle du « soldat pilleur ». L'anomie est générée par les forces de l'ordre elles-mêmes, ce qui fait éclater les référentiels de l'État de droit. Cette troisième posture ce fonde sur le principe de la légalité : on accuse l'État d'avoir mal géré l'anomie, d'avoir réprimé de façon sanglante les pillages sans respecter l'ordre juridique et d'avoir saccagé. En effet, la déclaration de l'état d'urgence n'entraînait pas – au moins de façon explicite dans le décret du 17 décembre 1999 – la suspension de garanties constitutionnelles et encore moins l'application de la loi martiale. Or, c'est ce qui s'est passé dans les faits. Cette posture critique se fonde sur la mise en exergue de l'ambiguïté du décret d'état d'alarme et le carte blanche donnée aux corps de sécurité de l'État pour arrêter et réprimer les pilleurs. L'État aurait ainsi agi de façon répressive et autoritaire en s'éloignant des principes de l'État de droit. La triade est ici celle du « moi citoyen » confronté à un « État criminel » dont tous, citoyens et pilleurs, sont en fin de comptes les « victimes ». Elle est particulièrement présente dans les discours des associations de défense des droits de l'homme.

La pratique d'élimination des suspects de pillage relève d'une suspension « opportuniste » des médiations institutionnelles. Je reprends la perspective de Charles Tilly (2003) qui propose un examen de la notion de « politique de la violence collective » (*Politics of Collective Violence*) en adoptant le point de vue de la science politique. Cet auteur distingue la « violence rituelle, les bagarres et les attaques dispersés » de « l'opportunisme, les négociations manquées et la destruction coordonnée ». Tilly ouvre ainsi une nouvelle pensée de la violence collective qui tient compte de la variabilité de celle-ci dans les transformations historiques et spatiales. Il rappelle également l'importance des enjeux de pouvoir et de domination présents dans les manifestations de la violence collective. Sa notion d'« opportunisme » marque l'action sociale développée dans des moments de violence collective qui, dans d'autres conditions, serait totalement interdite (Tilly 2003 : 130-50). Les disparitions de suspects pilleurs lors de *La Tragedia* équivaudraient ainsi à ce que Tilly nomme des « représailles sélectives » (Tilly 2003 : 149) contre ceux qui avaient été désignés comme étant les plus dangereux, les détentions servant aussi d'exemple pour ceux qui auraient été tentés de piller. Une violence d'État opportuniste, létale et sélective, aurait donc à cette occasion été mise en pratique. Elle reproduit un schéma courant au Venezuela

d'élimination des supposés *malandros*, le message politique le plus brutal qui puisse être adressé aux milieux populaires.

Cette pratique d'élimination des suspects des pillages bénéficia d'une relative bienveillance et que la répression des pilleurs a été aussi bien banalisée que légitimée dans les discours gouvernementaux et civils. Cette pratique repose sur une neutralisation voire une absence totale de médiation institutionnelle. Ce qui relève des fonctions de la police devient une action des services de renseignement militarisés autorisant l'élimination des suspects de délinquance dès que l'opportunité se présente.

Cependant, des organisations de défense des droits de l'homme ont réagi fermement et dénoncé ces phénomènes. « L'affaire des droits de l'homme à Vargas », comme l'a baptisée l'opinion publique vénézuélienne (« *el asunto de los derechos humanos en Vargas* »), est devenu une référence voilée à la première crise politique majeure au sein du gouvernement d'Hugo Chávez. Le gouvernement lui-même convint que cette coïncidence entre le scrutin et la catastrophe « avait déclenché une crise » au sein de la coalition « chaviste » (Porras Ponceleon 2000: 13). Le Colonel Jesús Urdaneta Hernandez quitta son poste de Directeur de la DISIP, ce qui fut le premier signe significatif de la craquelure du bloc politique militaire bolivarien qui soutenait le Président. La crise ne reposait toutefois pas sur une condamnation de l'exercice violent du pouvoir mais sur un supposé complot destiné à dénigrer l'image de la DISIP. Le traitement des « bonnes » et des « mauvaises » victimes conduit à la légitimation tacite des exactions en les traitant non pas dans le domaine de la justice mais par la théâtralisation politique. Les retombées de cette supposée conspiration seront analysées plus tard dans ce même chapitre.

2.3 Logique de l'impunité

Dans son enquête sur l'instrumentalisation de la violence par le pouvoir de l'État dans une perspective historique, Hannah Arendt (1972 : 143) distingue les différentes formes d'utilisation de la violence par le pouvoir légitimement constitué. Arendt signale que cette utilisation relève de la violence comme instrument de répression de « dernière instance » (Arendt 1972 : 151). La violence d'État à l'égard des milieux populaires s'est constituée au Venezuela comme « la » forme même de gouvernement. La violence d'État, par l'utilisation disproportionnée des forces de l'ordre face aux pillages et les détentions de pilleurs, a en effet un caractère « purement instrumental » (Arendt 1972 : 146) et relève de formes historiquement constituées de l'exercice arbitraire du pouvoir répressif de l'État. Les soldats

de l'Armée de terre vénézuélienne et les effectifs de la DISIP (police politique et services de renseignement) seraient plutôt des cas emblématiques de la « fusion entre autorité, pouvoir et violence » permettent d'accéder aux logiques d'encadrement des exactions car, très souvent dans les milieux populaires vénézuéliens, la suspension de l'État de droit relève « de la règle et non de l'exception » (Benjamin 1999 : 248).

La pratique des représailles policières et son absence de sanction s'inscrivent en effet dans un vaste système d'impunité qui dessine les contours de la violence d'État au Venezuela. La catastrophe serait, de ce point de vue, une porte ouverte à la résurgence de la violence d'État, une « opportunité » exceptionnelle que le contexte institutionnel et politique vénézuélien même favoriserait. Les exactions perpétrées par les effectifs de différents corps de sécurité consistèrent essentiellement en des disparitions dites « forcées »[105] de personnes arrêtées par les agents des forces de l'ordre lors de la proclamation de l'état d'alarme dans la zone dévastée. Cependant, les cadavres de certains disparus furent retrouvés par des enquêteurs. Il fut donc possible de déterminer qu'ils avaient été tués par des armes appartenant aux corps de sécurité de l'État, c'est-à-dire, qu'ils étaient les victimes d'exécutions extrajudiciaires.

La dénonciation de ces disparitions engendra une crise au sein du pouvoir politique dont l'enjeu était l'attribution des responsabilités des corps de sécurité de l'État dans les cas d'abus de pouvoir. J'analyserai deux types de crise distincts. Le premier type de crise toucha la sphère juridique qui étaye l'État de droit vénézuélien. Le second affecta la coalition politique qui soutenait le gouvernement.

Les avatars interprétatifs et exécutoires des instruments juridiques – en particulier l'*habeas corpus* – dans les cours locales et nationales témoignent d'une grande complexité qui s'apparente à celle que les acteurs sociaux attribuent aux codes légaux. Le paradoxe de ce dispositif, soulevé par Giorgio Agamben (1997) relève du fait que la « vie nue » apparaisse comme l'ultime instance pour réclamer la citoyenneté. En effet, lorsqu'il affirme que « la première apparition de la vie nue comme nouveau sujet politique se trouve déjà dans

[105] Il faudrait toutefois définir certains termes du vocabulaire des associations défense des droits de l'homme : « Il y a exécution sommaire ou arbitraire quand la peine de mort est appliquée sans respecter les garanties constitutionnelles (…) Il y a exécution extrajudiciaire si un gouvernement dissimule pour assassiner hors de toute procédure légale ; c'est le cas des exécutions perpétrées par des « escadrons de la mort » ou des bandes armées qui agissent avec la complicité des Etats, ou dans le cas des massacres comme au Rwanda, au Burundi, dans l'ex-Yougoslavie ou le Cambodge…. ». Cf. Ndiaye, Bacre Waly (1994). "Le droit à la vie: utilité, efficacité et limites des mécanismes internationaux." *in*. *Les disparitions*. Amnesty International. Paris, Babel**:** 54-75.

le document que l'on place habituellement à la base de la démocratie moderne : le writ d'*Habeas Corpus* de 1697 » (1997 : 134), Agamben se demande si la nature du *corps* qui doit se produire devant le tribunal est celui d'un sujet légalement constitué ou d'un corps dépourvu de toutes ses marques sociales et politiques. La signification sociale de la violence d'État met en perspective les demandes des associations des droits de l'homme et les nuances des citoyens qui réclament l'intégrité corporelle des détenus.

Le second type de crise concerne l'attribution des responsabilités durant les exactions, dont l'issue est la démission, à la fin du mois de janvier 2000, du lieutenant Colonel Jesús Urdaneta Hernandez, directeur de la DISIP. Il s'agira ici d'examiner le fonctionnement des mécanismes qui assurent l'impunité. Les accusations portées contre des fonctionnaires des forces de l'ordre se transformèrent en un scandale politique, dont le véritable levier ne fut pas les exactions commises mais une « conspiration politique » destinée à déstabiliser le régime.

2.3.1 Chronique juridique des « disparitions forcées »[106]

La pratique de l'abus et de la violence policière et militaire spécifique à la répression des supposés pilleurs se résume ainsi : les agents de la Police militaire (*Policia militar*) et de l'Armée de terre allaient chercher chez eux les suspects de pillage pour les arrêter et ces derniers ont ensuite disparu. En ce qui concerne les patrouilles nocturnes, les effectifs de toutes les forces de l'ordre avaient pour ordre d'ouvrir le feu sur« toute ombre dans la nuit » pour arrêter toutes les « personnes sans scrupules qui pillaient et volaient »[107]. Elles n'arrêtaient donc pas les pilleurs sur le fait mais procédaient à leur arrestation *a posteriori* et en dehors des lieux de pillage.

---

[106] Je reprends ici la formule « disparition forcée », traduction littérale de l'espagnol employée par les organisations des droits de l'homme. La définition proposée par Amnesty International :
« Les disparitions forcées sont le paradigme de toutes les autres situations de violations des droits humains (…) Les abus qui accompagnent le plus généralement ces disparitions (conditions d'arrestation, violences et tortures, morts tragiques…) ne font qu'ajouter à l'horreur de cette offense et agression à l'intégrité de la personne. » Jacques, André (1994). "Mort physique et mort symbolique." *in*. *Les disparitions*. A. International. Paris, Babel**:** 88-97.

[107] Davies, Vanessa (2000). « Una noche en estado de sitio. » *in*. Carlos Ortiz (dir.) *Y El Avila bajó al mar*. Caracas, El Nacional**,** p. 122.

Les organisations de défense des droits de l'homme, en particulier COFAVIC[108] et PROVEA, émirent les premières dénonciations des exactions. Ces ONGs ont juridiquement soutenu les familles des victimes des forces de l'ordre et des disparus, et la presse rapidement relayé ces accusations. Dès le 11 janvier 2000, la presse dénonça l'assassinat par la DISIP et les parachutistes de 60 personnes à Vargas entre le 17 et le 30 décembre[109].

PROVEA fournit le témoignage suivant pour confirmer que ce genre d'exactions était monnaie courante :

> « …15 heures, le dimanche 19 décembre : une patrouille de la DISIP composée d'une jeep Toyota et trois motos a intercepté trois hommes, les ont arrêtés, les ont mis à genoux et les ont mitraillés avec des armes à feux. Ils ont pris les corps, les ont embarqués dans les véhicules et sont partis vers Quebrada Seca. »[110]

La déposition de la partie plaignante relate aussi la disparition d'Oscar Blanco :

> « Le 21 décembre 1999, un groupe de parachutistes s'est présenté au domicile d'Oscar Blanco à Valle del Pino, un *barrio* de Caraballeda, à Vargas, et lui ont donné l'ordre de sortir. À l'intérieur de la maison, sa femme et ses enfants entendaient ses cris. Ensuite, il lui dit à sa femme, en criant de façon désespérée, qu'ils [*les soldats*] allaient faire comme s'il avait un pistolet. Vers 18 h, les agents de la DISIP sont arrivés et, d'après les témoins, les parachutistes leur ont livré M. Blanco. »[111]

---

[108] Depuis leurs création en 1989, COFAVIC (*Comité de familares y victimas del 27 de febrero*) et PROVEA (*Programa de venezolano de educación-accion en derechos humanos*), ONGs de défense des droits de l'homme, ont systématiquement amené les exactions commises par les forces de l'ordre vénézuéliennes devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Leur réussite la plus importante est la reconnaissance par l'État vénézuélien du droit des familles des victimes du 27 février 1989 à recevoir une indemnisation en 2004. Gómez Quiroz, Vanessa (2006). « Cofavic: 97% de los casos del Caracazo sigue en investigación. » *El Nacional*, 2 mars2006.

J'ai mené mon enquete à COFAVIC. Constituée en 1989 cette association fournit une aide judiciaire aux familles des victimes portant plainte contre l'État via le ministère public

[109] (2000). « Min-Defensa pide pruebas a denunciantes de violaciones de derechos humanos en Vargas. » *El Nacional*, 11 janvier 2000.

[110] Le « Rapport PROVEA », mentionne notamment les disparitions de Marco Antonio Monasterio Pérez et Oscar Blanco, arrêtés à Valle del Pino par de soldats de l'Armée de terre du corps de parachutistes et livrés ensuite à la DISIP, et de José Francisco Rivas Fernandez, arrêté à Caraballeda, le mardi 21 décembre 1999. Un témoin a déclaré avoir vu l'exécution de trois hommes, par la DISIP à Los Corales. Il est impossible, bien évidemment, de certifier que l'un des hommes exécutés soit Oscar Blanco.Cf. PROVEA (1999). *Caso Vargas. Justiciabilidad del derecho a la vida, a la integridad, al debido proceso y prohibición de la desaparición forzada*. Programa venezolano de educación-accion en derechos humanos**,** Caracas, 2 p.

[111] Troconis Villarreal, Moisés et Ivan Rincon Urdaneta (2000). *Expediente N°00-0648. Ponencia*. Tribunal Supremo de Justicia. Sala Constitucional, Caracas.

Le document atteste aussi que le Général Lucas Rincón Romero, commandant Général de l'Armée de terre et de la « Force conjointe Bolívar 2000 », aurait été informé que :

> « (…) le bataillon de parachutistes qui avait mené les opérations entre le 18 et le 29 décembre à Valle del Pino, avait été harcelé par arme à feu par un dénommé Marco Antonio Monasterio, arrêté par la suite et remis à la DISIP qui commandait l'opération. »[112]

La déposition affirme l'implication des agents de la DISIP et de l'Armée de terre dans les détentions domiciliaires. Mais les tribunaux de Vargas avancèrent que le recours à l'*habeas corpus* interposé n'était valable qu'en cas de « privation illégitime de liberté »[113]. Puisqu'il existait des registres de détention tenus par l'Armée de terre, mais qu'aucune mention de centres de détention ne figurait dans les livres ni des fichiers de la DISIP, les magistrats procédèrent à une :

> « Sollicitation formelle auprès du directeur de la DISIP de renseignements sur l'existence de centres de détention de personnes, nommés « lieux de réclusion », qui auraient fonctionné à Vargas, sous le commandement de la DISIP »[114].

Le document signale que le directeur de la DISIP à l'époque, Jesús Urdaneta Hernandez, répondit ainsi à cette requête :

> « Ces agents n'ont accompli que des fonctions d'assistance et d'approvisionnement des sinistrés. »[115]

Il exonérait ainsi de toute éventuelle responsabilité les deux fonctionnaires présumés impliqués dans les cas de « disparition forcée ». Cette argumentation du directeur fournie devant le tribunal régional de Vargas fut jugée irrecevable par les magistrats de la Salle constitutionnelle du Tribunal Suprême de Justice (TSJ) qui ordonnèrent la poursuite de l'enquête jusqu'aux « conséquences ultimes », c'est-à-dire l'arrestation et l'ouverture du procès des deux fonctionnaires. Mais ces agents de la DISIP attendent encore une décision

---

[112] Ibid.
[113] Lopez, Edgar (2003). « Venezuela pagará ante la OEA excesos cometidos durante la tragedia de 1999. » *El Nacional*, 17 décembre 2003.
[114] Troconis Villarreal, Moisés et Ivan Rincon Urdaneta (2000). *Expediente N°00-0648. Ponencia*. Tribunal Supremo de Justicia. Sala Constitucional, Caracas.
[115] Ibid.

définitive des juges car le ministère public n'a toujours pas fini de consigner toutes les preuves compromettantes[116].

Toujours est-il que, sur les soixante cas de disparitions forcées pendant les trois premières semaines du sauvetage à Vargas[117], seuls deux procès judiciaires ont été ouverts. Ils ont été classés comme « délits de disparition forcée », qualification qui apparaît mentionnée pour la première fois dans la législation vénézuélienne dans l'article 45 de la nouvelle Constitution. Mais le Code pénal n'étant pas été encore ajusté à la nouvelle Constitution, la République adopta comme base juridique la « Convention Interaméricaine sur la disparition forcée des personnes. »[118]

Les associations des droits de l'homme – COFAVIC et le vicariat des droits de l'homme du diocèse de Caracas – intentèrent ainsi une action de « protection judiciaire » (*amparo constitucional*) devant la Salle constitutionnelle du Tribunal Suprême de Justice. De 2000 à 2003, le dossier resta donc *engavetado*, littéralement « mis au tiroir », par le magistrat Pedro Rondón Haaz, désigné en 2003 comme autorité responsable. La mise en sommeil des dossiers difficiles est une pratique courante dans la justice vénézuélienne. Jusqu'en 2005, aucune sentence condamnatoire pour disparitions n'avait ainsi jamais été promulguée contre un agent des forces de l'ordre dans ce pays[119].

En 2003, le ministère public formalisa l'accusation contre deux fonctionnaires de la DISIP, mais leurs procès n'étaient toujours pas été ouverts en juillet 2005[120]. Les associations de défense des droits de l'homme réussirent toutefois en 2005 à faire pression devant la Cour Interaméricaine des droits de l'homme pour que l'État vénézuélien reconnaisse « sa responsabilité » et s'engage à verser des indemnités aux familles des victimes. Le 28 juin

---

[116] PROVEA (1999). *Caso Vargas. Justiciabilidad del derecho a la vida, a la integridad, al debido proceso y prohibición de la desaparición forzada*. Programa venezolano de educación-accion en derechos humanos**.** Caracas, 2 p.

[117] (2000). « Min-Defensa pide pruebas a denunciantes de violaciones de derechos humanos en Vargas. » *El Nacional,* 11 janvier 2000.

[118] L'adoption des traités internationaux comme législation nationale est exposée dans l'article n° 23 de la Constitution bolivarienne : "Los tratados, pactos y convenciones relativos a derechos humanos, suscritos y ratificados por Venezuela, tienen jerarquía constitucional y prevalecen en el orden interno, en la medida en que contengan normas sobre su goce y ejercicio más favorables a las establecidas en esta Constitución y en las leyes de la República, y son de aplicación inmediata y directa por los tribunales y los demás órganos del poder público". (2000). *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela de 1999*. Caracas, Imprenta Nacional.

[119] Moleiro, Alonso (2005). « No se ha producido una sola sentencia condenatoria por desapariciones forzadas. » *El Nacional,* 2 juillet 2005.

[120] Racines, Karem (2005). « Diferido juicio contra implicados en desapariciones en Vargas. » *El Nacional,* 07 juillet 2005.

2005, l'État vénézuélien représenté par Maria Auxiliadora Monagas, reconnut les exactions devant la Cour Interaméricaine installée au Costa Rica. Néanmoins, les représentants du gouvernement signalèrent par la suite « qu'une telle reconnaissance ne concernait pas l'État en entier mais la responsabilité de quelques fonctionnaires isolés »[121].

Ainsi, l'action de « protection judiciaire » déposée devant l'instance majeure de la justice vénézuélienne n'a connu aucune suite pénale. Des formalités interminables conduisirent à une invisibilité du procès, désormais hors actualité. Cette démarche judiciaire inaboutie est particulièrement emblématique de l'écart récurrent au Venezuela entre la légalité et la réalité institutionnelle.

2.3.2 L'usage paradoxal de l habeas corpus

Lors des violences de *La Tragedia*, l'ordre juridique s'efface dans l'anomie. L'engendrement des formes de pouvoir comme celle du « soldat-pilleur » donnent un sens particulier à l'état d'exception dans la société vénézuélienne et « bénéficient de l'immunité de la loi parce qu'elles se sont configurées en dehors de la loi » (Das et Poole 2004 : 13).

En suivant Hannah Arendt, Giorgio Agamben (1997) rappelle que l'État-nation et les droits de l'homme sont rattachés car « les déclarations des droits de l'homme représentent la figure originelle de l'inscription de la vie naturelle dans l'ordre juridico-politique de l'État-nation » (1997 : 138). Le philosophe montre que la condition même de la souveraineté est l'exercice du pouvoir sur la vie, première expression du Contrat social. En partant de la distinction entre deux catégories, la *zoé* – la vie nue – et la *bios* – la vie en société –, il explique le régime de l'exception à partir de la figure de l'*Homo Sacer* de la cité de la Grèce ancienne qui condense la relation problématique entre le pouvoir souverain et la vie nue (Agamben 1997). Le « pilleur disparu » est au cœur des situations d'exception au Venezuela. Comme l'*Homo Sacer*, il représente un homme exclu de la cité pour avoir commis un crime et celui, qui le tue n'est pas puni.

Dans ce sens, le caractère réductionniste du langage des droits de l'homme – les mécanismes techniques pour faire justice – dépouille de leurs significations sociales et politiques les exactions qu'il cherche à dénoncer. L'analyse de « la vie sociale des droits de l'homme » suggérée par Richard Ashby Wilson (2006) met en évidence « les dimensions

[121] Gómez Quiroz, Vanessa (2005). « Cofavic rechazó posición del Gobierno por desapariciones en Vargas. » *El Nacional,* 23 juillet 2005.

performatives des droits de l'homme, les dynamiques de la mobilisation sociale, les changements des attitudes des acteurs sociaux vis-à-vis des formulations des droits et de la justice » (2006 : 77). Cette « vie sociale » est repérable à partir de l'enquête ethnographique, en l'occurrence celle qui concerne les violences qui se situent aux « marges de l'État au moment de l'état d'exception » (Das et Poole 2004). L'exploration ethnographique des « marges de l'État » proposée par Das et Poole toutefois dépasse la réflexion juridique sur l'exception – les formes de violence extrajudiciaire – et l'inscrit dans la réalité de la vie quotidienne. En effet, la logique de l'impunité présente dans le système judicaire même contribue à la mise en œuvre de pratiques extrajudiciaires. L'action même de l'État viole l'État de droit (2004 : 13).

Dans un contexte de crise extrême, certaines notions classiques reprennent ainsi une « vie sociale » et acquièrent un sens spécifique, en témoignent les usages singuliers de l'*habeas corpus*.[122] Dominique Schnapper (2000) rappelle que l'*habeas corpus* (1679) est un principe fondateur de la modernité politique car il affirme les droits des individus face à l'arbitraire du pouvoir (2000 : 40-47). Ce principe est emblématique de la tradition britannique de la citoyenneté fondée sur l'idée de protection de la liberté des citoyens contre le pouvoir. L'*habeas corpus* développe, dans le Venezuela de la fin du 20ème siècle, une « vie sociale » où ce qui constituait un principe juridique de la modernité politique occidentale devient un instrument de demande de justice pour les simples citoyens, les subordonnés d'une société extrêmement inégalitaire en matière de loi.

Ce principe a été longuement étudié par Giorgio Agamben (1997). Avec la transformation en loi de l'acte de 1697, le nouveau sujet politique n'a plus été ni *bios* (l'homme libre avec ses prérogatives et ses statuts), ni simplement *homo*, mais que *corpus*

[122] Danièle Lochak décrit ainsi l'origine du célèbre principe juridique : « Dans le writ d'Habeas Corpus » rédigé en 1679 pour les pactes anglais à l'époque de Charles II, les membres du Parlement entendent prémunir contre les arrestations arbitraires et garantir le respect des droits de l'inculpé et du détenu. Ce texte fondateur, méticuleux et puissant, est composé de vingt et un articles qui fourmillent de détails sur la réglementation de la détention et l'indemnisation des abus, et au cœur de sa procédure figure l'obligation de : « (présenter) corporellement toute personne détenue à un juge afin qu'il décide de la légalité de cette détention (…) Tous ces textes ont de caractéristiques communes qui les distinguent nettement des déclarations de la fin du 18ème siècle : ils n'entendent pas proclamer des principes abstraits et universellement valables, mais remédier à des abus précis et garantir, de façon toute pragmatique, les libertés des Anglais ici et maintenant, grâce à des règles de procédure très concrètes et détaillées. Ils n'en sont pas moins annonciateurs des textes ultérieurs en ce qu'ils visent à garantir les libertés – et notamment la liberté individuelle – contre l'arbitraire et affirment la prééminence du Parlement sur l'exécutif, fondement de la liberté politique. Montesquieu et Voltaire, observateurs attentifs des institutions britanniques, en retiendront l'importance des règles écrites pour assurer la sécurité juridique. » Lochak, Danièle (2002). *Les droits de l'homme*. Paris, La découverte. p. 20.

et *zoe* (l'homme réduit à sa condition biologique). La démocratie est fondamentalement née de cette revendication et exposition du « corps » : « *habeas corpus ad subjiciendum*, « tu devras avoir un corps à montrer ».

> « Que l'*Habeas Corpus*, parmi les différentes procédures juridictionnelles destinées à protéger la liberté individuelle, soit précisément celle qui reçoit forme de loi et devient ainsi inséparable de l'histoire de la démocratie occidentale relève certainement de circonstances fortuites. Mais il est également certain que, de cette façon, la démocratie européenne naissante place au cœur de son combat contre l'absolutisme, non pas *bios*, la vie qualifiée du citoyen, mais *zoe*, la vie nue dans son anonymat, prise comme telle dans le ban souverain ». (…) « S'il est vrai que, pour être appliquée, la loi a besoin d'un corps, si en ce sens on peu parler d'un désir de la loi d'avoir un corps, la démocratie répond à son désir en obligeant la loi à prendre soin de ce corps. » (Agamben 1997 : 134-135)

Agamben démontre ainsi que ce principe relève d'un *corpus* ambivalent « porteur aussi bien de l'assujettissement au pouvoir souverain que des libertés individuelles ». Dans l'usage que font les institutions et les associations, l'*habeas corpus* implique donc que le détenu soit maintenu dans de bonnes conditions ou au moins en vie car, si l'accusation ne tient pas, celui-ci doit être relâché dans le même état que lors de son arrestation. Dans leur travail de diffusion et de socialisation des lois, les organisations COFAVIC et PROVEA définissent cette ressource à partir de la législation vénézuélienne :

> « (L'*habeas corpus*) C'est un mécanisme dont la fonction est de nous protéger contre n'importe quelle action des corps de sécurité de l'Etat qui porterait atteinte à notre liberté et sécurité personnelle (droits et garanties constitutionnelles). En d'autres mots, il s'agit d'une procédure que doit être présentée à un magistrat lorsque : 1) une détention arbitraire s'est produite, 2) le détenu est dans l'impossibilité de communiquer avec sa famille et son avocat, 3) le détenu est objet de tortures, sévices et dénigrements, afin de solliciter la liberté de l'individu et de mettre fin aux violations »[123].

Mais l'*habeas corpus* peut-il s'appliquer lorsque les forces de l'ordre nient la détention et que la personne arrêtée d'apparaît pas ? Dans les ressources de l'*habeas corpus* interposées par les associations, ce corps n'est que « vie nue » car les libertés individuelles ont été absolument supprimées. C'est pourquoi, même si les acteurs – juristes, membres des familles, voire magistrats – savent que ce corps est très sûrement un cadavre, ils font appel à cette ressource juridique pour porter plainte en réclamant les membres de leurs familles.

[123] Article 60 du COPP, (*Codigo orgánico procesal penal*) et l'article n° 27 de la Constitution de 1999. (2000). *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela de 1999*. Caracas, Imprenta Nacional.

Cet enchaînement juridique constitue un usage singulier de l'*habeas corpus*, d'ailleurs inhérent au caractère polaire de cette loi que l'analyse historique d'Agamben a bien mis en évidence[124]. En suivant la ligne d'une problématisation anthropologique de l'exception, il s'agira dans les lignes qui suivent d'examiner la signification particulière que l'*habeas corpus* acquiert dans un contexte donné, et ce qu'il apporte aux représentations sociales de l'événement extrême.

2.3.3 Les limites politiques de réclamer justice

Dans le cas des pillages post-catastrophe et des exactions commises par les agents des forces de l'ordre, seuls les acteurs associatifs se sont mobilisés. Ana Puente, porte-parole de COFAVIC (voir vignette de terrain n°5), replace l'historique des « disparitions forcées » en zone sinistrée dans le cadre d'une « politique illégale de nettoyage social » qui s'inscrit dans une histoire plus large de violations de droits de l'homme[125].

Vignette de terrain 5 - COFAVIC *Comité de familiares y víctimas del 27 de febrero*, Caracas
COFAVIC est une association qui rassemble principalement des femmes qui ont intenté des procès en justice pour chercher les responsables d'exécutions sommaires, de l'assassinat et de la disparition des corps de leurs proches (frères, maris et enfants) pendant les émeutes du 27 février 1989. Cette organisation apporte un soutien pratique aux victimes dans leurs démarches dans l'instruction d'un procès. Les principes de COFAVIC s'inscrivent dans les chartes des organisations internationales de défense des droits de l'homme qui mènent des activités de « clinique juridique » ; en instruisant efficacement les dossiers, elles acculent les institutions étatiques et les obligent à répondre aux plaintes des citoyens. La mobilisation de COFAVIC dans les événements de *La Tragedia* a été immédiate. Dans le contexte social chaotique de *La Tragedia*, les difficultés pour réunir familles et témoins pour identifier les auteurs présumés des disparitions ont été majeures. Depuis 2002, l'association est engagée dans un vaste projet de soutient familles des victimes des groupes d'extermination qui ont mis en œuvre le « nettoyage social » dans plusieurs régions. Pour témoigner de l'impartialité politique de leur posture, Ortega souligne qu'ils ont choisi 6 états, trois gouvernés par l'opposition au Président Chávez et trois par des gouverneurs qui adhérent au projet politique du Président. Visité en mai 2000, août 2002, juin 2003

[124] « Un fait manifeste bien ce caractère ambigu (ou polaire) de la démocratie : tandis que l'*habeas corpus* était destiné initialement à garantir la présence de l'accusé dans un procès et donc à l'empêcher de se soustraire au jugement, dans forme nouvelle et définitive, l'*habeas corpus* se renverse en obligation pour le magistrat d'exposer le corps de l'accusé et de justifier la détention. » (Agamben 1997 : 135)

[125] À différence de l'association argentine COFAVI fondée en 1992 qui ne défend que les victimes des forces de l'ordre « innocentes » ou réclament leur innocence, la COFAVIC vénézuélienne défend les victimes des violences policières même si celles-ci sont des délinquants. Une analyse du travail de la COFAVI argentine ainsi que d'autres associations latino-américaines de défense des droits de l'homme se trouve dans : Caldeira, Teresa (1996). « Crime and individual rights: Reframing the question of violence in Latin America. » *in*. E. Jelin et E. Hershberg (dir.) *Constructing democracy: human rigths, citizenship, and society*. Boulder, Oxford, Westview press, 1996**:** 197-211.

Ana Puente dénonce le fait que ces événements catastrophiques aient servi à légitimer de façon *ad hoc* les arrestations des supposés délinquants à leur domicile et leurs exécutions sommaires. Or, son discours – comme souvent dans la rhétorique des associations des droits de l'homme – se trouve traversée par une tension politique insoluble dans le cadre strictement judiciaire. En effet, cette rhétorique mobilise des représentations du « pilleur » qui constituent également une condensation des enjeux de la violence sociale et politique. Les exactions commises à l'égard des moins favorisés dépassent donc largement le problème de l'indépendance des pouvoirs et relèvent d'un ordre social profondément inégalitaire. Cette tension entre le travail des associations de défense des droits de l'homme et la démonstration du lien entre exaction et violence sociale aboutit fréquemment à la remise en cause de leurs actions qualifiées d'inefficaces parce que neutres. La critique n'a d'ailleurs jamais été aussi forte que dans ces temps de polarisation politique, tant de la part du gouvernement que de l'opposition[126].

Dans sa formule dénonciatrice, COFAVIC signale que ces violences s'inscrivent dans un projet de « nettoyage social » propre à celui des escadrons de la mort :

> « Je pense que ce que Vargas a vécu c'est ce que le pays vécu ces dernières années avec les groupes "para policiers". À Vargas, la situation d'anomie a amené quelques communautés à demander de la sécurité par le biais de ce qu'on appelle le "nettoyage social". C'est le cas de trois jeunes dont nous suivons les cas ici, Rivas et Blanco ; je pense que ces cas spécifiques sont bien liés à ces groupes de nettoyage social. (…) Moi, je ferais plutôt le lien entre ces disparitions et les « pratiques » que nous avons repérées à Falcon ou à Anzoátegui. On a profité du chaos total dans lequel se trouvait Vargas, situation extrême accompagnée de pillages, pour prétendre ainsi démontrer que ces personnes étaient des « jetables », des paumés, et des usagers de drogues, et même on a essayé de faire croire qu'ils avaient des casiers judiciaires. Et, de même, nous avons des témoins qui nous ont signalé l'existence de listes fournies par des gens de la communauté pour nettoyer la zone des *malandros*. » (Entretien avec Ana Puente, Cofavic, siège de l'association, Caracas, août 2002)

[126] L'enjeu pour cette association s'inscrit dans des pratiques devenues courantes dans les institutions policières vénézuéliennes. Pour Cofavic, *La Tragedia* est le point de départ des pratiques violentes développées par la suite par « groupes d'extermination », des « escadrons de la mort » et le sicariato. Ces groupes clandestins sont fortement soupçonnés de faire partie des institutions policières ont mis à l'œuvre le « nettoyage social ». Depuis 2001, les assassinats des supposés délinquants qualifiés de « déchets » sociaux –souvent annoncé par des notes anonymes envoyées aux familles comme c'est le *modus operandi* du macabrement célèbre « Groupe Exterminio » de l'état de Portuguesa — sont devenus une pratique courante. Ces actions sont pourtant exercées par des groupes dits « para policiers » dans les départements gouvernés par des élus appartenant au mouvement politique pouvoir comme à l'opposition.

Devant ce cadre, les associations s'élèvent que comme demandeuses de justice. Même si les représentants des associations font un effort considérable pour se présenter comme politiquement neutres, les représentants des « victimes » qui font appel à COFAVIC développent eux un discours et une pratique qui vont au-delà de leur reconnaissance comme « victimes ». Leur prise de parole se pose plutôt comme l'instrument de leur reconquête d'une marge de manœuvre politique dont leur condition sociale les a jusqu'à alors spoliés. Le dénigrement de leur statut de « victimes des exactions » équivaudrait ainsi pour eux à une notification officielle du maintien de leur condition de subordonnés sociaux et à l'occultation des responsabilités de l'État.

Il reste à interroger l'efficacité de l'usage de l'*habeas corpus*. En effet, quel pouvoir peut détenir ce recours qui contraint les autorités à « présenter » le corps au juge alors même que les preuves des disparitions accusent les agents des forces de l'ordre ? Ana Puente dénonça ainsi le refus de la DISIP de publier les photos des agents ayant participé aux « opérations de sécurité » effectuées à Vargas en alléguant des « raisons d'État »[127]. Pour elle, ce refus relève de la politique de l'État d'exemption et de protection de ces fonctionnaires suspects de commettre des abus, les « raisons d'État » relevant justement de la faiblesse du pouvoir judiciaire et des mécanismes de l'impunité. Alors même que l'une des promesses de l'Assemble constituante était de faire valoir, dans la législation nationale, toutes les conventions internationales signées par le pays, l'État ne les respecte pas[128].

COFAVIC s'inscrit dans le mandat international des ONG[129] qui font pression sur les États pour punir les auteurs des « disparitions forcées » et lutter contre l'impunité qui règne dans le système judicaires des pays concernés. « Il est par conséquent indispensable que les

---

[127] « En effet, la DISIP a allégué des « raisons » d'État pour justifier son refus de publier les photos des officiers qui ont travaillé dans le littoral central (état de Vargas) lors de la catastrophe. (…) » (Cf. Diaz, Sara Carolina (2000). « Cofavic alerta que se impide investigacion en el caso de Vargas. El Estado no debe encurbir desapariciones forzadas. » *El Universal.* 26 janvier 2000)

[128] « Les autorités empêchent que les investigations des droits de l'homme et les disparitions forcées dépassent la première étape du procès. En ce moment, les familles des affectés ont posés tout leur espoir dans es actions des organismes internationaux. » Diaz, Sara Carolina (2000). « Cofavic alerta que se impide investigacion en el caso de Vargas. El Estado no debe encurbir desapariciones forzadas. » *El Universal,* 2 septembre 2000.

[129] Ainsi, Amnistie Internationale demanda aux gouvernements de veiller à ce que toute disparition forcée :

« …soit considérée comme un crime, frappé d'une sanction proportionnelle à la gravité d'un tel acte (…) Les procès doivent se dérouler devant des tribunaux civils. Les auteurs ne doivent pas bénéficier de mesures légales les exemptant de poursuites ou de sanctions pénales (…) Les hauts fonctionnaires assumant des responsabilités hiérarchiques qui ordonnent ou tolèrent des « disparitions » imputables à leurs subordonnés doivent être tenus pénalement responsables de ces actes (…) L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne saurait en aucun cas être invoqué comme justification de la participation à une « disparition. » (1994). *Les disparitions*. Paris, Amnesty International. Babel.

organismes internationaux de protection des droits de l'homme fassent pression sur les Etats afin de les amener à respecter les procédures normales d'*Habeas Corpus*[130], en application des règles prévues dans les Conventions et Traités qui en garantissent la mise en œuvre. » (Pettiti 1994: 44). Même si tous les acteurs sociaux (COFAVIC, ministère public, familles, institutions des forces de l'ordre) sont certains que ces hommes sont morts, l'*habeas corpus* – qui les autorise à réclamer « le corps » – est l'unique dispositif judiciaire auquel les familles peuvent faire appel. L'*habeas corpus* est devenu dans ce sens une technique de dénonciation. Lors de l'instauration de l'état d'exception, du vide juridique, de l'abandon du droit du citoyen, le « corps biologique » seul permet de faire appel à l'État de droit.

Les familles et COFAVIC n'ont pas l'intention de retrouver ces hommes vivants mais bien d'obtenir justice grâce à des actions juridiques qui, certes, n'aboutiront probablement jamais à ces procès mais qui pour elles revendiquent au moins la restitution de leur dignité. Pour les familles, la présentation des dossiers à la Cour Interaméricaine est une reconnaissance de l'humanité de ceux qui, pour l'État et la société dominante, n'étaient que des *malandros* à abattre. En 2005, Alejandra Iriarte de Blanco (l'épouse d'Oscar Blanco) et Nélida Fernández exprimaient leur déception suite au refus de l'État vénézuélien d'assumer ses responsabilités :

> « Je suis allée au Costa Rica témoigner [*à la Cour Interaméricaine*] et j'étais très satisfaite de me faire entendre. Sur place, le représentant de l'Etat accepta toutes les charges. Mais de retour les choses changèrent, et maintenant on nous dit que l'Etat vénézuélien ne va pas honorer son compromis avec nous. »[131]

[130] Comme l'a signalé Dominique Inchauspé, l'*habeas corpus* est un « mythe » qui, dans les démocraties occidentales modernes, pèse d'un grand poids sur l'imaginaire mais exerce une faible pression sur la réalité. Elle rappelle l'inutilité de l'*habeas corpus* dans les pays comme la France ou le Royaume Uni : « Dès nos jours en Grande Bretagne il n'est plus utilisé. La police, qui a le pouvoir de mettre en examen, le fait assez vite pour éviter que le magistrat ne sanctionne une détention devenue illégale » (…) « En France, cette problématique est inutile : les gardes à vue sont plus courtes que dans les pays anglo-saxons, la police ne se met pas en examen, le suspect est déféré à un juge d'instruction tout de suite ; (…) Les incarcérations abusives et la durée excessive des détentions provisoires –tares de la justice française- tiennent à des problèmes spécifiques … » Cf. Inchauspé, Dominique (1999). "Préface." *in*. *L'habeas corpus*. Paris, Editions Confluences. Collection "voix de la cité"**:** 7-12.

[131] Gómez Quiroz, Vanessa (2005). « Cofavic rechazó posición del Gobierno por desapariciones en Vargas. » *El Nacional.* 23 juillet 2005

Photo 5 – Les épouses des disparus témoignent à la Cour Interaméricaine au Costa Rica en juillet 2005.

(Photo courtoisie d'*El Universal*.)

Le gouvernement n'a jamais entrepris (jusqu'à fin 2006) des actions concrètes pour arrêter et juger les fonctionnaires compromis dans les disparitions. La critique de l'actuation de l'État a donc trait à son caractère autoritaire, non-démocratique, éloigné des principes de l'État de droit[132]. Or, le seul fait que l'État vénézuélien ait reconnu que certains détenus étaient passés des mains de l'Armée de terre à celles de la DISIP causa la première secousse politique importante du gouvernement du président Chavez.

La fragilité institutionnelle et la vacance de l'État de droit conduisirent alors l'État à agir sans aucune mesure contre les habitants des quartiers pauvres, indistinctement soupçonnés de délinquance.

[132] Le porte-parole de COFAVIC signale dans ce sens que : « l'impunité constitue un axe transversal de la démocratie vénézuélienne. Les mécanismes de l'impunité sont de plus en plus efficaces et institutionnalisés. Les réseaux de complicité se répandent progressivement grâce à l'impunité » Gómez Quiroz, Vanessa (2006). « Cofavic: 97% de los casos del Caracazo sigue en investigación. » *El Nacional.* 2 mars 2006.

En 2006, le constat de COFAVIC est sévère vis-à-vis de l'Etat vénézuélien : pas de condamnation des fonctionnaires qui ont exercé un « usage disproportionné de la force publique » ni procès, ni sanction ni enquête en cours sur les responsables des actions de répression lors du *Caracazo*. En 17 ans, l'organisation a pu documenter 45 cas d'assassinat et « disparitions forcées » perpétrées par les forces de l'ordre parmi de centaines de plaintes dans tout le territoire national. Seules deux ont abouti à l'ouverture d'un procès.

2.3.4 D'« ange bolivarien » à « bouc émissaire »

La crise politique au sein du gouvernement d'Hugo Chávez ne fut pas causée par une contestation des méthodes de répression des pillages mais par des désaccords entre les cadres des forces de l'ordre sur la prise de responsabilités. Les discours politiques concernant les responsabilités des forces de l'ordre dans les exactions lors de *La Tragedia* firent souvent allusion à une « conspiration politique » destinée à évincer le commandant Jesús Urdaneta Hernandez de la direction de la DISIP. Ce supposé complot inscrit la répression dans une lutte pour le pouvoir au sein des forces de l'ordre. La guerre des déclarations et contre-déclarations aux médias laisse supposer que l'objectif recherché aurait été la mise hors jeu d'un homme de confiance du Président, en l'occurrence l'un des colonels de l'Armée de terre fondateurs du mouvement bolivarien.

Cette affaire contiendrait ainsi un enjeu de société portant sur la tension entre la refondation de la nation – l'instauration d'institutions respectueuses de l'État de droit était l'une des bannières de la nouvelle constitution bolivarienne – et la continuité de pratiques répressives abusives au sein des forces de l'ordre. D'une part, le complot qu'Urdaneta dénonce est un exemple de la façon dont les institutions de la nouvelle République continuaient à éluder leurs responsabilités. D'autre part, la justification des abus de pouvoir s'effectue par le biais de l'existence supposée d'une conspiration. La trame de la crise politique déclenchée par les exactions reprend les arguments de ceux qui se déclarent fidèles au Président. Ce complot est l'expression nationale de « l'âge de l'anxiété » (Parish 2001) qui règne dans la sphère politique des sociétés contemporaines, où les rumeurs minent les bases de l'entendement démocratique[133]. La conspiration explique ainsi les faits dont les agents de l'État sont responsables – en l'occurrence les dénonciations des exactions –, ce qui place du coup les dénonciations des exactions hors de toute suite judiciaire (Parish 2001 : 6).

[133] Depuis les coups d'état manqués de 1992, les rumeurs de conspiration occupent une place très importante sur la scène publique vénézuélienne. À partir de 1998, avec la polarisation, apparaissent deux types de rumeurs. D'une part, les « conspirations », que dénonce l'opposition, sur l'infiltration d'agents secrets cubains dans la police vénézuélienne, la propagande idéologique dans les programmes éducatifs officiels, l'écoute de lignes téléphoniques, etc. D'autre part, les accusations du gouvernement contre l'opposition portent sur le fait que ses membres soutiendraient l'espionnage de la CIA, seraient complices d'un projet de magnicide, etc. Une bonne quantité de ces rumeurs a été confortée par des faits, publiquement reconnus par leurs protagonistes : citons le coup d'État manqué contre Chávez par un groupe de militaires avec le soutien de FEDECAMARAS (la Confédération des patrons), le statut important dont bénéficient les conseillers cubains dans tous les cabinets du pouvoir exécutif, et enfin la communication directe et permanente des hautes sphères du palais de Miraflores avec le pouvoir de la Havane.

Jesús Urdaneta Hernandez, lieutenant de l'Armée de terre, fut le compagnon d'Hugo Chávez lors du coup d'État manqué de 1992 et son confident dans la cellule de la prison militaire de Yare. Ils furent tous deux amnistiés en 1994 par le Président Rafael Caldera. Après le triomphe électoral de décembre 1998, il fut nommé par le président Chavez directeur de la DISIP et entreprit alors de réformes dans la police politique. Urdaneta déclare avoir donné suite à au moins quarante dénonciations de cas de corruption au sein de la DISIP (Barrera Tyszka et Marcano 2005:200-201), corps redouté pour ses pratiques répressives souvent éloignées des principes d'État de droit. Suite aux révélations des cas des « disparitions forcées » de *La Tragedia*, il fut violemment confronté à certains membres de l'état major et du démissionner. Il fut ainsi le premier des commandants du groupe des « Anges rebelles bolivariens » (Zago 1998) à quitter le gouvernement de Chávez.

La version du lieutenant défend l'idée d'une conspiration, d'un complot destiné à le détruire et à le destituer alors même qu'il avait mis en œuvre depuis quelques mois une opération d'« épuration » et de toilettage pour corruption au sein de la DISIP[134] (Osío Cabrices 2006 : 500). Le choix du président Chávez de retirer son soutien au commandant Jésus Urdaneta Hernández et de manifester son accord avec Eliécer Otaiza, un officiel subalterne de la DISIP et ennemi déclaré du premier, reste en effet inexpliqué. Urdaneta, en prenant ses distances avec Chávez, s'est autoproclamé comme son « bouc émissaire »[135].

Pendant l'urgence, l'interaction entre la DISIP et l'Armée de terre était délicate : aucune des deux forces ne voulait assumer la responsabilité des perquisitions des maisons, des arrestations et des disparitions. Ainsi, pour Urdaneta, l'attribution de ces disparitions aux effectifs de la DISIP relève du complot qu'il a tenté de démontrer en signalant qu'il n'y avait que 60 fonctionnaires de la DISIP sur toute la zone tandis que l'Armée de terre y comptait 8.000 soldats (Blanco Muñoz 2003; Barrera Tyszka et Marcano 2005). D'après lui, la journaliste Vanessa Davies *d'El Nacional* n'aurait été qu'un « pion » du chancelier José Vicente Rangel, désireux de le voir exclu du cercle d'influence du président. Rangel eut des déclarations très dures à l'égard de la DISIP et cita à comparaître la journaliste pour qu'elle livre les preuves et les sources de ses accusations d'exaction et démasque ainsi les agents de la DISIP.[136]

---

[134] Jesús Urdaneta Hernandez affirme dans ses entretiens publiés que « *La Tragedia* permit à Chávez de se débarrasser de moi ». (Barrera Tyszka et Marcano 2005 : 201).

[135] « Moi, je me suis senti comme le bouc émissaire de Chávez, c'est lui qui m'a fait porter cela. » (Entretien avec Jesús Urdaneta Hernandez, dans Blanco Muñoz 2003: 199)

[136] (2000). « Renunció Urdaneta a dirección de la Disip. » *El Universal* 22/ janvier 2000.

Urdaneta Hernandez livre sa propre version des faits dans un livre volumineux qu'Agustín Blanco Muñoz lui consacre (2003)[137]. L'auteur intitule ce tome *Le comandant irréductible*, suggérant ainsi que Chavez avait cédé aux « envies du pouvoir » alors qu'Urdaneta Hernandez était resté « irréductible », c'est-à-dire « politiquement digne ». Dans cet ouvrage, Urdaneta énonce le complot dont il a été victime :

> « Ils ont produit un courant d'opinion pour m'accuser de violations supposées des droits de l'homme à Vargas (…) Là-dessus, il y a des faits très concrets : il est possible que des officiers de l'Armée de terre et des fonctionnaires de la DISIP (…) aient commis des délits de disparitions de personnes (…) Mais, qu'est-ce que j'ai à voir avec ça ?[138] (Entretien avec Jesús Urdaneta Hernandez dans Blanco Muñoz 2003: 199)

Une troublante contradiction se dégage en effet des propos du commandant : il fait référence d'une façon presque paternelle à « ses agents » dont il clame l'innocence mais, en même temps, il admet que la corruption est profondément enracinée dans l'institution. Pour Urdaneta Hernandez, les exactions commises par des fonctionnaires sous sa responsabilité ne le concernent pas et les accusations relèvent d'après lui de stratégies politiciennes pour salir sa réputation. Cependant, il ne condamne pas explicitement les exactions. Selon lui, le président Chávez aurait préféré défendre la version d'Eliécer Otaiza que la sienne, et c'est Otaiza qui prendra la place d'Urdaneta.

Urdaneta Hernández inscrit également son rôle de « bouc émissaire » dans une autre affaire de corruption, transnationale cette fois : le « cas Montesinos »[139]. Le gouvernement d'Hugo Chávez a toujours nié catégoriquement la présence du Vladimiro Montesinos dans le pays mais, en 2001, le porte-parole du gouvernement annonçait officiellement sa

---

[137] Cet historien professeur à l'Université Centrale a mené des entretiens directs et confronté les versions de presque tous les commandants de la lutte armée des années soixante et soixante-dix, des résistants à la dictature de Perez Jiménez à la fin des années 50. Il a lui-même fait parti de la guérilla. Ses ouvrages appartiennent à une collection nommée « Témoignages violents », dont il est le directeur. L'ouvrage consacré à Chavez, *Habla El Comandante* (1998), est devenu un *best seller* national et donne accès aux explications de Chavez concernant son idéologie, ses valeurs et ses propos politiques. L'ouvrage sur Urdaneta, n'a été écrit que cinq ans plus tard alors que Blanco Muñoz, désormais très fâché avec Chavez à cause de sa « politique néolibérale », avait rejoint les files de l'opposition de gauche, et souhaitait retrouver des « vrais » bolivariens. Son revirement politique explique sa résolution de réaliser la biographie d'Urdaneta Hernandez qui venait d'être destitué de son poste de directeur de la DISIP.

[138] Ma traduction de l'expression courante au Venezuela: *Chico, ¿qué tengo yo que ver con eso* ?

[139] Chef de la police secrète d'Alberto Fujimori, il figure dans la liste des anciens élèves de l'académie militaire de Fort Benning, en Géorgie où ont été formés de nombreux officiers latino-américains reconnus coupables de violations des droits de l'homme. Ramis, Alvaro (2006). « Haro sur l'"école des assassins ».*Courrier International* (827): 30.

capture[140]. Vladimiro Montesinos, fonctionnaire péruvien du gouvernement d'Alberto Fujimori accusé de corruption et protagoniste d'un grand scandale dans son pays, avait fuit la justice péruvienne en novembre 2000 et serait resté caché au Venezuela sous la protection de la DISIP[141].

La complicité de la DISIP ayant été établie dans le « cas Montesinos », les milieux dits du « chavisme dur » ont cherché à inculper Urdaneta Hernandez. L'argument d'Hernandez est qu'ils voulaient lui « faire payer » une opération de « nettoyage » qu'il avait lancée pour retirer leurs plaques à de faux agents de la police politique. Il dit avoir fait la réquisition de plus de 600 plaques d'identification de la DISIP (Blanco Muñoz 2003: 241).

Pour expliquer son exclusion du cercle d'influence du président Chavez, le commandant Jesús Urdaneta Hernandez dit n'avoir jamais été mis au courant du projet « caché », à savoir, selon lui, développer un « mouvement de gauche maoïste et castriste ». Il se présente comme un « idiot utile » dont Chávez se serait servi pour atteindre ses fins[142]. Ses propos contiennent une accusation voilée selon laquelle Hugo Chávez et Francisco Arias Cardenas « auraient trahi les autres commandants bolivariens » en conservant des liens « organiques » avec des mouvements révolutionnaires et insurrectionnels de gauche.

La construction de la conspiration se noue autour de la mise en cause politique de protagonistes puissants. Pour les fonctionnaires, la traduction en justice des exactions couvrait un règlement de comptes entre chefs de la DISIP. La dénonciation les exactions de la DISIP serait, pour Urdaneta, une « conspiration de l'extrême gauche » profitant de la conjoncture pour prendre d'assaut l'entourage du Président.

---

[140] Fréderique Langue (2000) rappelle des sondages selon lesquels le « cas Montesinos » est, après *La Tragedia*, l'un des problèmes les plus graves auxquels ait été confronté le gouvernement (2000 : 157). L'opération de capture de Montesinos resta confuse. Le gouvernement du Président Chavez (représenté par le ministre José Vicente Rangel et le député du MVR Pedro Carreño) eut du mal à expliquer pourquoi Montesinos, le fugitif le plus recherché de l'Amérique latine en 2001, se trouvait dans le pays et pourquoi sa capture avait été effectué par le célèbre agent de la police péruvienne et ministre de l'Intérieur du Pérou Antonio Ketin Vidal (le même qui a arrêté à Abimael Guzmán, le commandant du Sentier Lumineux). La presse vénézuélienne et latino-américaine recensa longuement le « cas Montesinos » et le système de corruption installé par le président Alberto Fujimori (1990-2000) entre avril et décembre 2001. Voir aussi : RSF (2002). *PERÚ - Informe anual 2002*, Reporteros Sin Fronteras. Disponible sur : http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1579 [consulté le 07 septembre 2006]

[141] Les rumeurs signalaient que le gouvernement vénézuélien lui aurait même offert une chirurgie plastique pour modifier son visage et ne pas être reconnu par les services secrets péruviens. Cf. (2001). ¿Quién oculta a Montesinos?" *Tal Cual.* 5/04/ 2001. Voir aussi : (Barrera Tyszka et Marcano 2005 :311)

[142] « Nous avons été vilainement trompés. Il fait la même chose avec le peuple du Venezuela » (Blanco Muñoz 2003 :242)

Les explications avancées dans le cadre de théories du complot servent ainsi un système d'impunité renforcé par l'engrenage des conflits d'intérêt. La controverse sur les exactions relève de conflits entre les règles – le respect des droits de l'homme – et les valeurs – de fidélité politique – d'hommes de confiance du président appartenant d'ailleurs à des corps de sécurité en rivalité (DISIP et Armée de terre). La résolution de la crise dépendait de la capacité politique du président à rétablir la crédibilité des corps de sécurité. Il mobilisa à cette fin la valeur de la « dignité ».

*** * ***

L'apparition des « bonnes » et des « mauvaises » victimes dans les discours sur les violences post-catastrophe dévoile une opération ambivalente de construction d'un « espace moral » particulier, qui montre la plasticité des postures concernant l'acceptation du pillage et sa répression ainsi que la condamnation du pillage et des exactions. Ces postures inscrites dans l'histoire contemporaine relèvent d'un « ordre moral du monde » (Fassin 2005a) qui dicte les règles d'acceptabilité de la violence et de la répression. L'apparition d'un consensus social visant à éliminer les pilleurs s'attache au discours de déshumanisation, de barbarisation et de diabolisation. J'ai ainsi montré que, lors de l'exception humanitaire lors de *La Tragedia*, la violence d'État devint socialement acceptable, et ceci grâce à un double vide juridique, celui de l'exception et celui de l'ambigüité du décret du 17 décembre 1999. Cette double ambigüité modela les conditions de l'exercice d'une répression létale par la voie de représailles.

La logique de la légitimation de la violence dans l'exception a été développée à partir de trois figures ambivalentes de l'État présentes dans les discours des acteurs et dans la rhétorique gouvernementale : celle d'un « État inefficace » dans son contrôle d'un autre criminel, celle d'un « État autoritaire » dans sa gestion d'un autre citoyen, celle d'un « État criminel » qui se heurte à un autre irresponsable. Ces figures tracent le cadre formel et axiomatique d'une économie morale du pillage et de la répression. Elles configurent et expriment les représentations sociales des notions de « bien » et de mal dans le moment le plus extrême de la catastrophe lors des pillages, des saccages et de leur répression pour rétablir l'ordre. Comme en témoignent d'autres moments de l'histoire contemporaine où ses figures sont aussi apparues, cette économie morale s'inscrit dans la façon dont historiquement l'État a établi son rapport d'autorité vis-à-vis de la société.

Le traitement rhétorique officiel de la violence et de la répression des émeutes du 27 février 1989 – le *Caracazo* – demeure circonscrit au registre moral et affectif. Les accusés étant des militaires et des membres toujours actifs des Forces de l'ordre, le déplacement de la condamnation vers la sphère juridique aurait eu en effet de lourdes conséquences politiques. Les enjeux d'une telle démarche auraient été bien trop compromettants pour la relation symbolique que le *bolivarianisme* a établie entre les secteurs populaires et les Forces armées. Les nuances dans l'utilisation de certains dispositifs juridiques destinés à défendre les victimes expriment les défaillances caractéristiques et historiquement constituées de l'État de droit vénézuélien, en l'occurrence l'impunité et l'abus de pouvoir des forces de l'ordre. Ce corps n'est que « vie nue » car les libertés individuelles ont été absolument supprimées. C'est pourquoi, même si les acteurs – juristes, membres des familles, voire magistrats – savent que ce corps est très sûrement un cadavre, ils font appel à cette ressource juridique pour porter plainte en réclamant les membres de leurs familles. Lors de l'implantation de l'état d'exception, du vide juridique, de l'abandon du droit du citoyen, ce qui reste c'est le « corps biologique » pour faire appel à l'État de droit et l'*habeas corpus* est la seule technique de dénonciation dont disposent les acteurs concernés.

La pratique d'élimination des suspects de pillage relève d'une suspension « opportuniste » des médiations institutionnelles. En suivant la perspective de Charles Tilly (2003) qui propose un examen de la notion de « politique de la violence collective » et qui distingue la « violence rituelle, les bagarres et les attaques dispersés » de « l'opportunisme, les négociations manquées et la destruction coordonnée », la notion d'« opportunisme » marque l'action sociale développée dans des moments de violence collective qui, dans d'autres conditions, serait totalement interdite (Tilly 2003 : 130-50). Les disparitions des suspects pilleurs lors de *La Tragedia* équivaudraient ainsi à des « représailles sélectives » contre ceux qui avaient été désignés comme étant les plus dangereux, les détentions servant d'ailleurs d'exemple pour ceux qui auraient été tentés de piller. La violence d'État s'est avérée opportuniste, létale et sélective. Le problème porte en fait sur la mise en scène de la controverse entre les corps des forces de l'ordre, où il est moins question d'assumer ou de se défaire de toute responsabilité de ces disparitions, que de renforcer les positions de pouvoir au sein de ces corps.

Chapitre 3.
Une militarisation compassionnelle

Une catastrophe est un moment censé effacer les différences sociales et les conflits politiques. C'est un moment caractérisé par une mobilisation collective pour secourir les victimes. Il s'agit ici de faire éclater la notion unifiante d'« expérience de la catastrophe » et de porter une critique à l'égard des analyses événementielles, prises au piège de la spectacularisation des phénomènes catastrophiques, qui soustrait à leur champ des éléments politiques du traitement de la crise sociale.

Dans le cas de *La Tragedia*, le dépassement des autorités civiles lors de l'urgence engendra des conditions favorables à leur éviction du contrôle de la gestion de la crise et à la justification de l'intervention des Forces armées. Le recours aux casernes comme espaces de secours et d'hébergement des sinistrés porte un aspect particulier de la « mise en spectacle de l'humanitaire » (Pandolfi 2002 : 38). La militarisation constitue en effet un volet fondamental de la dramatisation sociale de la catastrophe, c'est-à-dire d'un processus compensatoire et de soulagement qui met d'ailleurs en évidence les caractéristiques structurelles de la société vénézuélienne.

L'appellation « la Tragédie » (*La Tragedia*) fut créée par la presse écrite pour nommer une catastrophe dorénavant évoquée comme l'« événement destructeur » le plus dramatique de l'histoire contemporaine du pays. Les médias mobilisèrent des images et des métaphores riches pour comprendre le sens que la société vénézuélienne donnait au désastre. Les images de la souffrance des enfants blessés, sinistrés et orphelins, et les préconisations concernant la conduite à suivre par la société, montrent à quel point les émotions construisirent socialement la catastrophe.

Ce marquage s'est fait au travers de l'attribution de cette dénomination particulière, unique et constitutive : *La Tragedia*. Aujourd'hui encore, lorsque l'on parle au Venezuela de *la* tragédie, tout le monde sait bien que l'on se réfère à cet événement particulier. *La Tragedia* marque un avant et un après dans l'histoire du pays. Le drame qui affecta les sinistrés toucha la société dans son ensemble.

3.1 Les contours médiatiques du drame social

Si l'on suit Victor Turner, la crise sociale engendrée par la catastrophe peut constituer un exemple de « drame social » (1974). Turner signale que les conflits entre les individus, les factions entre les groupes mettent en relief les faces cachées des caractères, des intérêts, des ambitions. De plus, lors des crises, le groupe social est soumis au redressement, à l'action corrective et à l'amendement. Turner (1972 : 104) utilise le terme « drames sociaux » pour caractériser une phase du processus social qui commence par une rupture de relation et va jusqu'à l'extrême limite de ce que le groupe peut permettre. Dans son analyse des grands rituels d'affliction collective des Ndembus de Zambie, célébrés par des sociétés dans le but d'aider à ceux qui sont frappés de maladie ou de malheur, Turner montre que le malheur comporte une dimension collective. Même si ses analyses portent essentiellement sur les formes ritualisées – juridiques et religieuses – mises en œuvre pour restaurer la paix dans des sociétés dites « sans État », sa contribution paraît pertinente pour examiner le drame comme une unité de l'expérience de la gestion des sinistrés et du sens politique et national qui lui a été donné.

Les membres de la société affectée par la catastrophe vivent celle-ci comme un moment qui dépasse l'organisation quotidienne de la vie ordinaire. La catastrophe n'est pas le produit d'une action sociale ponctuelle. Elle se constitue comme événement à partir de l'ensemble des actions sociales qui en découlent et qui apparaissent en cascade après la manifestation du phénomène naturel. Le drame est un élément constitutif de l'événement catastrophique, et par conséquent, les conditions du retour à la « vie normale » *a posteriori* lui sont étroitement liées.

Pour dessiner les contours de la sensibilité sociale du drame, je développerai une analyse fondée sur les discours médiatiques. D'abord, je mobiliserai des matériaux issus de la presse écrite et la construction du consensus pour désigner la catastrophe comme *La Tragedia*. Ensuite, le traitement distinct que les médias font des victimes selon leur appartenance sociale montre le lien entre la construction du drame social et la naturalisation

des différences sociales. Ce lien sera traité à partir de deux exemples : le premier est un reportage de presse écrite qui relate, parmi d'autres, la tragédie d'un enfant pauvre de la ville de Caracas. Le deuxième est un reportage télévisé qui porte sur les actions d'héroïsme déployées pour sauver une fillette de la classe moyenne de l'état de Vargas.

3.1.1 Le drame oblige au consensus

Le 17 décembre 1999, la rédaction du journal vénézuélien *El Nacional* écrivait :

> « Cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une catastrophe parmi d'autres ayant frappé ce pays dans les dernières années. Nous sommes devant un véritable cataclysme humain, social et économique… »[143]

Les Vénézuéliens vivaient un « temps de tragédie ». Les descriptions des événements dramatiques fournies par les médias proposent un cadre pour interpréter les images qui les accompagnent. La documentation de ce type d'événement révèle un fort engagement émotionnel de la part des journalistes ; celle des guerres et des violences témoigne des « politiques de représentation visuelle » (Feldman 2002; Starrett 2003), les images et les narrations des événements extrêmes pouvant être utilisées pour mobiliser politiquement les collectivités. La médiatisation de la catastrophe véhicule en effet des représentations concernant l'identité du « peuple », le rôle adéquat de « l'État », et la « souffrance des victimes ». Gregory Starrett (2003) montre comment les images se construisent en fonction des valeurs fondamentales de groupes opposés et fournit quelques exemples des dichotomies politico-morales : « pureté vs. idolâtrie, tradition vs. fanatisme, injustice vs. innocence, cynisme vs. responsabilité » (Starrett 2003 : 399). Ainsi, dans l'époque contemporaine, la mémoire collective de la catastrophe se construit à partir d'images visuelles et métaphoriques qui définissent le caractère moral de la mobilisation sociale et politique qui suivra le phénomène. Les représentations médiatiques des événements extrêmes mobiliseraient ainsi un sens politique particulier, à savoir le consensus nécessaire servant à développer des actions concrètes pour répondre au malheur des autres.

L'éditorial du 17 décembre commentait aussi la déclaration d'état d'urgence diffusée par un porte-parole de l'Assemblée constituante et mentionnait l'approbation d'un crédit spécial de 12 milliards de bolivars (18 millions 750 mille euros) pour faire face à l'urgence. Il lançait un appel poignant à la solidarité collective :

---

[143] (1999). « Tiempo de tragedia. » *El Nacional,* 17 décembre 1999.

« Le drame que nous vivons suite aux pluies requiert, aujourd'hui plus que jamais, l'unité de tous les vénézuéliens… »

Cette union solidaire, renforcée par les préconisations médiatiques sur la conduite à suivre, dépasse les diatribes politiques qui avaient signé l'actualité des mois précédents. Le drame impose une paralysie du temps qui oblige au consensus.

Les médias vénézuéliens privilégièrent la diffusion de certains récits au détriment d'autres : la performance spectaculaire des corps militaires pendant le sauvetage, les grandes mobilisations de personnel et de moyens de secours, des opérations de secours difficiles et dangereuses. Ainsi, l'arrivée par hélicoptère des premiers sinistrés à la base aérienne de La Carlota dans l'est de la ville de Caracas fut longuement diffusée en direct par les chaînes de télévision.

Vignette de terrain 6 - Cellules de crise et postes de soins : la base aérienne de La Carlota

Nommé officiellement « base aérienne Francisco de Miranda », cet établissement militaire abrite le Commandement de la Force aérienne ainsi que des hangars pour les avions privés de chefs d'entreprises et les jets des nantis de la ville. Cette base militaire aérienne est située dans l'est de la ville de Caracas, à proximité de *La Casona*, résidence présidentielle de l'est de Caracas. La Carlota constitue un symbole du pouvoir économique et politique installé en pleine ville. Les puissants – Forces armées, hauts fonctionnaires du gouvernement, membres des familles présidentielles et PDG d'entreprises, ont souvent l'autorisation d'y faire atterrir leurs jets privés. C'est dans cette base que la plus importante des cellules de secours de la capitale a fonctionné lors des premières soixante-douze heures du sauvetage. Beaucoup d'images et de scènes émouvantes y ont été filmées par les chaînes de télévision.

Les données médiatiques montrent que la base aérienne de La Carlota fonctionna comme lieu d'accueil des sinistrés pendant les premières 48 heures. Dans ce lieu, les soins étaient garantis par des bénévoles civils, médecins pour la plupart. Les images présentaient les journalistes et les secouristes qui participaient ensemble à la sécurisation, et les cameramen attendaient les hélicoptères, pour filmer les survivants à l'intérieur et à leur descente. Ceux-là, entassés dans les petits hélicoptères quittaient les appareils couverts de boue, tremblant de froid, et éclataient en sanglots en clamant leur désespoir et en demandant de l'aide pour retrouver leurs proches et voisins disparus dans la coulée de boue.

Après la diffusion de ces images, les habitants de la ville de Caracas se mobilisèrent fortement pour porter secours aux sinistrés arrivant à l'aéroport de La Carlota. Dès les premières 72 heures, des médecins volontaires des hôpitaux et des cliniques privées prirent

en main l'organisation des activités de soin des blessés, le recensement des familles, etc. Cet aéroport est devenu donc un espace médiatique de solidarité et de fraternité. Ce lieu matérialisa la dissolution momentanée des différences sociales sous l'élan compassionnel.

El Poliedro[144] fut un autre site privilégié par les médias pour de transmettre le « spectacle de la souffrance » (Boltanski 1993) de la catastrophe et établir les exigences morales que devait respecter le spectateur. L'occupation de cette salle de spectacles dans les jours suivant immédiatement la catastrophe fut marquée par l'état d'esprit propre aux veilles des fêtes de Noël et du Nouvel An. Elle fut exploitée par les médias qui « couvraient » le sauvetage et livraient en direct les images de l'arrivée des familles déchirées tandis que les radios transmettaient les voix désespérées de mères qui avaient perdu leurs enfants et d'enfants incapables de rejoindre leurs familles. C'est au Poliedro, à La Carlota et au stade « Parque *Naciones unidas* » que les médias, en permettant aux sujets de devenir les spectateurs de la crise, assurèrent une fonction de mise à distance de la souffrance. La diffusion de ces images marqua en effet la construction de la catastrophe en tant qu'événement social, processus qui passe par la construction momentanée d'une communauté de semblables dont le lien serait la douleur causée par la dévastation.

Photo 6 – Image télévisée des sinistrés dans le stade *Parque Naciones Unidas*

[144] *El Poliedro* est une structure métallique imposante, d'architecture moderne, en forme de dôme, située dans le sud-ouest de la ville de Caracas.

Jonathan Benthall (1993) aborde la relation entre le traitement médiatique des catastrophes et la mobilisation sociale, politique et économique pour secourir les victimes. Ce journaliste anglais, le régime médiatique est en effet fondamental pour comprendre cette mobilisation et l'action humanitaire dans les sociétés contemporaines. Benthall prend comme point de départ le cas de la BBC dont la force opérationnelle pendant les années soixante-dix aurait, d'après lui, été cruciale dans les choix des agences internationales relatifs à la distribution de leurs ressources internes et externes dans les cas des catastrophes et des situations de guerre. D'après Benthall, la conjonction entre mobilisation médiatique et ressources financières s'est définitivement constituée en pratique courante en 1977, coïncidant d'ailleurs avec d'autres faits significatifs du traitement social des catastrophes dans les sociétés contemporaines, comme par exemple la fondation de la revue anglaise *Disasters*. Cette publication est la première à traiter la question d'un point de vue scientifique[145], la mobilisation compassionnelle supposant, de plus en plus, la mobilisation d'un savoir scientifique sur le phénomène.

C'est après la diffusion de ces images que le président Chávez visita El Poliedro le 21 décembre 1999, visite transmise également en direct. Habillé en tenue militaire, il annonça sa volonté d'habiliter les forts et les garnisons militaires à loger les sinistrés pour leur permettre de bénéficier

> « …d'un repas de Noël digne (…) Nous avons là-bas [*dans les garnisons*] des espaces plus privés, avec des lits, des réfrigérateurs, des gazinières, des centres sportifs, et parfois même des télévisions (…). »[146]

La presse du lendemain signala qu'à sa sortie du Poliedro, le président Chávez promit aux sinistrés :

> « (…) qu'il reviendrait bientôt et qu'ils ne seraient jamais oubliés par le gouvernement. A peine le président parti du Poliedro, une file d'attente de 400 personnes s'est formée. Des hommes, des femmes et des enfants ont mis leurs noms sur une liste pour partir à Charallave [*commune voisine du fort militaire* Guaïcaïpuro] immédiatement. Ils se sont montrés prêts à travailler la terre et à construire leurs futures maisons. »[147]

[145] Aujourd'hui, deux revues scientifiques internationales portent sur les catastrophes, *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, publiée aux États-Unis, et *Disasters* publiée au Royaume Uni.
[146] (1999). « Trasladados mas de 12000 afectados a Carabobo. » *El Nacional.* 21 décembre 1999.
[147] Idem.

La détermination du président semble donc avoir convaincu immédiatement les sinistrés de quitter le Poliedro et de partir vers les forts militaires situés dans d'autres villes et communes du pays. Les médias qualifièrent de « miraculeuse » cette vague d'optimisme qui a conduisit à cet accord collectif pour quitter Caracas, soit vers des forts militaires, soit vers des sites où le gouvernement disposait de logements, comme la région de Guayana, au sud du pays.

Photo 7 – Vue aérienne du dôme du Poliedro de Caracas

De centaines de milliers de familles acceptèrent de partir en moins de vingt-quatre heures vers des sites éloignés de plus de 150 km de leur habitat d'origine, parfois sans même avoir idée de la localisation géographique de la destination, des possibilités d'emploi ou de l'existence de services publics. À cette époque, le gouvernement vénézuélien avait un stock de logements d'intérêt social récemment construits et encore non attribués, fruit de la politique de construction de logements sociaux de la première année du gouvernement du président Chávez. L'attribution de ces logements se fit donc fait très rapidement, au bénéfice des premiers arrivés, mais elle prit également très vite fin puisque cette demande imprévue dépassa largement la capacité de réponse du gouvernement.

3.1.2 Les images de la naturalisation des inégalités sociales

Un reportage du journal *El Nacional* relata diverses scènes ayant eu lieu à l'hôpital des enfants malades de Caracas (*Hospital de Niños*) :

> « De la boue sèche a été ôtée de tout le corps de Kennedy Caraballo. Il en avait même dans les oreilles. Il a été admis à l'hôpital jeudi. Raide sur un brancard, avec des croûtes de sang et des traumatismes sur tout le corps, Kennedy pouvait à peine dire son nom, qu'il avait 12 ans, et se plaignaint du froid des pieds à la tête dans la salle des urgences. « Ce petit était enseveli à la vieille route Caracas-La Guaira et les pompiers ont réussi à le secourir », disait l'infirmière, « nous sommes en train de chercher un parent, un membre de la famille. Est-ce que vous pouvez nous aider ? »[148]

La rubrique concernant le récit du drame de Kennedy – certainement l'unique survivant de sa famille – ne dépasse pas sept lignes mais fournit un ensemble de repères sociaux. Kennedy est un enfant des *barrios* de la vieille route de Caracas-La Guaira. 70% des quartiers populaires de la vieille-route Caracas-La Guaira fut aussi affectée mais cette destruction fut moins présente dans les médias[149]. Le cas de Kennedy est recensé avec une dizaine d'autres témoignages similaires de rescapés et survivants. Il n'est qu'un des orphelins, parmi beaucoup d'autres, qui apparurent progressivement sur la scène médiatique de *La Tragedia*. Personne ne fut toutefois invité à donner son témoignage sur son sauvetage, et la note de presse n'était illustrée d'aucune photo.

Le sauvetage de Maria Eugenia Pérez Parra, une fillette de sept, ans fut filmé par un vidéo-amateur à Los Corales, zone de résidence des classes moyennes de Vargas. La vidéo fut retransmise par la chaîne de télévision *Venevisión* lors d'un reportage sur les survivants du désastre, le soir de Noël. Son « succès médiatique » a été d'une telle ampleur que ce reportage a été rediffusé deux fois, les 17 et 18 janvier 2000.

Maria Eugenia fut repérée dans un tas de débris accumulés dans le parking d'un bâtiment de Los Corales à sept heures du matin le 16 janvier par quelqu'un qui filmait les coulées de boue de loin. Grâce au zoom de sa caméra, le cameraman vit un petit bras bouger dans la boue pleine de détritus qui s'entassait rapidement dans le parking. Il cria au secours, d'un bâtiment à l'autre, jusqu'à attirer l'attention du gardien de l'immeuble voisin. Pendant tout ce temps, l'eau, la boue et les détritus ne cessèrent de s'accumuler dans le coin où la fillette avait été prise au piège. Le passage sur le sauvetage est d'un grand suspens et la scène

---

[148] Davies, Vanessa, Ruben Wisotzki*, et al.* (1999). « Emergencia nacional. Dónde estan los míos? » *El Nacional,* 18 décembre 1999.

[149] Les *barrios* populaires nommés « de la vieille route Caracas-La Guaira » (entre autres, El Limon, Gramoven, La Llanera, Federico Quiroz) se caractérisent par une forte instabilité géologique combinée avec une grande pauvreté. De nombreuses ethnographies recueillies dans ce travail (Parties I et II) correspondent à des familles issues de ces quartiers. Ces quartiers furent affectés à nouveau en 2006 en raison de l'évacuation forcée de 1.800 familles suite à la chute et démolition du viaduc de l'autoroute. Aujourd'hui il y a 9.000 maisons bâties dans des conditions « à risque ». (Cf. Atías, Rafael et Ana Elena Azpúrua, (dir.) (2006). *La Caracas- La Guaira. Des esplendor a la debacle.* Caracas, El Nacional.)

du dégagement de son petit corps est accompagnée des cris de joie du cameraman. La dernière image montre Maria Eugenia blottie dans les bras de son sauveur. Quelques heures après, son frère a été trouvé en vie sur la cime d'un arbre. En revanche, le corps de la mère de Maria Eugenia disparut, entraîné la mer.

Lors de la première diffusion du reportage du sauvetage, Maria Eugenia fut interviewée par un journaliste : elle montra aux cameras une photo de famille où apparaissait sa mascotte, une chienne danoise également disparue. Un homme contacta par la suite la chaîne de télévision *Venevisión* car il avait trouvé la chienne vivante dans la boue et en avait pris soin pendant tout un mois. *Venevisión* n'a pas manqué de filmer et diffuser les émouvantes retrouvailles entre la fillette et sa mascotte[150].

Ces deux exemples opposés de traitement médiatique du sauvetage des enfants témoignent d'une sélection sociale des images médiatiques émouvantes et consensuelles. Le sauvetage de la fille de la classe moyenne est présenté comme mobilisateur de la sympathie collective. En revanche, celui de l'enfant du *barrio* ne s'inscrit pas dans le registre de l'exceptionnel mais de l'ordinaire. Il est présenté comme un tous ceux qui émaillent dans la presse chaque année, aux périodes de fortes pluies et qui, insuffisamment nombreux et trop illégitimes, demeurent invisibles et ne suscitent guère la solidarité ou la compassion de la nation.

La narration médiatique du sauvetage de *La Tragedia* reproduit la naturalisation des inégalités sociales, par le nommé « effet Titanic ». Ce naufrage historique est souvent évoqué dans la littérature comme l'exemple paradigmatique d'un consensus social qui cache la profonde stratification sociale de l'impact des catastrophes. Comme le signale Eric Klinenberg (2002) à propos de la mort de plus de 700 habitants dans la ville de Chicago lors de la canicule de 1995, l'impact des désastres est fortement déterminé par les inégalités sociales. D'ailleurs, la « naturalisation sociale » des désastres occulte la négligence des responsables politiques lors de la gestion de la crise (Klinenberg 2002 : 245). En effet, cette négligence reste voilée par la « naturalisation » tant des désastres que de l'impact socialement différencié, brouillage qui s'accentue avec la militarisation de leur gestion

[150] (1999). *Testimonios des rescate de Maria Eugenia Perez Parra*. *Catastrofe en Venezuela***,** 4 p.

(2004 : 309)[151]. L'analyse de Klinenberg rend visible le paradoxe soulevé par les représentations du traitement politique de la canicule de Chicago et de l'ouragan Katrina : leur « naturalisation » débouche sur une « militarisation » nécessaire pour la « normalisation » de la crise. Ce transfert recouvre le problème de l'attribution des responsabilités politiques dans le long terme. Ce processus de naturalisation du désastre et de militarisation des réponses repose sur et conduit à une faible capacité des institutions à définir et à délimiter clairement des marges d'action et les responsabilités.

3.2 Une solidarité partielle

Les estimations officielles parues au début de l'année 2000 signalent qu'environ 16% de la population de Vargas a disparu et qu'au moins 44% a été déplacé. Le FUS fait état le 8 mars 2000 d'un total de 130.105 sinistrés, soit 30.080 familles (tous ressortissants de Vargas et du district métropolitain confondus) sans logement[152]. Vers le 20 décembre, les sinistrés socialement plus favorisés avaient réussi à rejoindre leurs parents à Caracas ou en province. En revanche, ceux dont les proches n'avaient pas les moyens de les accueillir sont restés sous la tutelle de l'Armée de terre dans plusieurs sites, ce qui coïncida avec la prise en charge du commandement par les militaires.

Dans le domaine sociologique, la catastrophe se définit comme un moment de crise circonstancielle des institutions réveillant les sentiments de solidarité des affectés (Gilbert 1992). La catastrophe serait même une « opportunité » pour qu'émergent des institutions nouvelles ou renouvelées répondant de façon plus appropriée aux besoins contemporains : « le maintien des solidarités de base n'est pas un problème lors des crises catastrophiques » (Gilbert 1992 : 102). Toutefois, la voix des acteurs est particulièrement absente de la littérature de la sociologie des organisations portant sur les catastrophes. La polysémie du désastre, perceptible dans les récits d'expérience des sujets et les pratiques institutionnelles, reste ainsi méconnue. L'altruisme de la société envers les victimes s'explique, dans cette perspective, en plaçant sur un même plan les populations affectées et les institutions. La crise

[151] Dans sa recherche sociologique consacrée à la crise de la canicule à Chicago, il montre l'impact qu'a eu le traitement technique et non pas politique de cet événement qualifié d'imprévisible. Dans le cas de la canicule de Chicago de 1995, Klinenberg soutient qu'elle n'a pas déclenché de crise de légitimité du pouvoir local : « même si elle a généré des centaines de morts, elle n'a eu presque aucun impact sur les élites et n'a produit que très peu de dommage aux affaires économiques » (2004 : 315). Le maire de Chicago n'a jamais reconnu publiquement que la ville avait failli dans sa responsabilité de protéger la santé de ses habitants, en particulier de ceux qui se trouvaient dans des conditions sociales de précarité et d'exclusion.

[152] Rapport du FUS au 8/03/2000

est supposée agir en tant que « renforcement du consensus social » (Gilbert 1992 : 102), au point que les chercheurs nord-américains du *Disaster Research center* de l'Université du Delaware aux Etats- Unis ont qualifié les catastrophes de « crises consensuelles » (*consensus crises*) (Quarantelli 1998).

Dans les sociétés contemporaines, fondées sur le capitalisme et l'économie du marché, l'évacuation est souvent ressentie dans les quartiers pauvres comme la perte définitive des biens immobiliers car, souvent, les maisons abandonnées sont ensuite pillées. Ces propriétés ne sont en effet généralement pas assurées et leur statut juridique est parfois « informel », ce qui accroît encore la crainte bien justifiée d'une perte définitive des biens et des demeures. Ainsi, même si la crise est consensuelle pour les institutions, son expérience est fortement inégalitaire conflictuelle et décalée selon la classe sociale.

3.2.1 La « fraternité de la douleur »

L'anthropologie des désastres a instauré le concept de « fraternité de la douleur » (Oliver- Smith et Hoffman 1999) pour nommer le phénomène de la « solidarité post désastres » selon lequel les personnes ayant souffert ensemble de situations dévastatrices développeraient un sentiment de solidarité vis-à-vis de leurs pairs. Un comportement « pro social » apparaîtrait entre ces victimes. Anthony Oliver-Smith, l'auteur le plus représentatif de l'anthropologie des désastres nord-américaine, signale ainsi que « le désastre constitue une sorte de défi, et les gens, individuellement ou en groupes, répondent fréquemment d'une façon très constructive à ce type de rencontre » (1999: 156). Pour le démontrer, il mobilise ses réflexions élaborées en dix années de travail de terrain au Pérou, après le tremblement de terre de 1970, encore aujourd'hui considéré comme le plus dévastateur de l'hémisphère occidental.

Oliver-Smith raconte comment les rescapés du tremblement de terre de Yungay et de la meurtrière avalanche de boue qui l'a suivi développent, après l'impact du cataclysme, de

nombreux actes d'altruisme, de solidarité et de coopération[153]. Cet auteur affirme que la « fraternité post-désastre » engendre des liens de solidarité qui n'existaient pas avant l'événement. Il analyse ainsi la formation de « coalitions » chez les rescapés et les sinistrés lorsque le gouvernement proposa des projets de relocalisation de la ville. Ce front commun contre les propositions du gouvernement serait attribuable à une solidarité fraternelle. Même si la société était fortement divisée socialement et racialement, elle fit alliance pour se battre contre le projet de déménagement de la ville de Yungay. Le gouvernement, avec sa politique d'implantation dans une autre zone et ses critères d'attribution des logements, devint alors le premier adversaire de la « communauté » de Yungay. Oliver-Smith explique la solidarité de la « communauté » à Yungay par la cohésion sociale des mouvements sociaux par intérêt, c'est-à-dire que la constitution des groupes de solidarité relèverait d'un calcul individuel des coûts et bénéfices à rester ensemble et à devenir solidaires (1999 : 162).

La démarche d'Oliver-Smith analysant les conduites des rescapés de Yungay est l'héritière de la notion d'Emile Durkheim de « solidarité mécanique », exposée dans *De la division du travail social* (1960). La clef de voûte de la « fraternité de la douleur » serait donc l'élaboration d'une solidarité de base, « qui dérive des similitudes (…) où la personnalité individuelle est absorbée dans la personnalité collective » (Durkheim 1960 : 100-101) destinée à reconstituer l'ordre social. Ce sentiment correspondrait à une manifestation sociale immédiate contre la destruction (Oliver-Smith 1999 : 164). Le désastre amènerait ainsi la société à retrouver son identité humaine commune la plus fondamentale, désactivant temporairement les différentiations sociales et hiérarchiques issues de la division sociale du travail. Cette suspension provisoire des préjugés serait particulièrement visible lorsque les individus dépassent les frontières des classes sociales et des différences ethniques et agissent indifféremment pour tous avec dévouement lors du secours et du sauvetage. La conscience commune surgirait en chaque personne lors du désastre et deviendrait de profondément commune et partagée.

[153] Le travail d'Oliver-Smith (1999 : 159) montre pourtant que les inégalités sociales et les discriminations raciales se sont manifestées lors de la distribution de l'aide parmi les rescapés et sinistrés. Il souligne ainsi que la fraternité de la douleur apparaîtrait et disparaîtrait selon des circonstances qu'il convient d'expliciter. Il relate une scène dans laquelle un fonctionnaire local avait informé les travailleurs sociaux responsables d'un campement de sinistrés que les indiens ne devraient pas être les bienvenus dans le site et que, si certains arrivaient, il se réservait le droit de choisir leur lieu de résidence. Une travailleuse sociale lui a répondu : « nous sommes tous égaux aux yeux de Dieu ! » Indigné, il a répliqué : « non, nous ne sommes pas égaux ! ». L'esprit de fraternité soulevé la première semaine suivant le désastre et qui avait, apparemment, supprimé les frontières entre classes sociales ainsi que la différentiation raciale, s'était dissipé.

Mais le concept de « fraternité de la douleur » proposé par Anthony Oliver-Smith et Susana Hoffman (1999) porte des limites. Les questions sociales et raciales ne sont certes pas absentes dans leur approche et Oliver-Smith détaille les effets néfastes du système colonial sur l'adaptation écologique de la société andine précolombienne[154]. Mais les inégalités sociales et les discriminations raciales ne sont considérées que par le biais de l'occupation du territoire et des dangers menaçant les plus défavorisés habitant dans des zones à risque. Or la « fraternité de la douleur » (1999 : 156-172) en tant que « naissance de la solidarité après une crise » (1999 : 170) relève des formes de sociabilité humaine et de leur expression mécanique dans la culture que d'une démarche critique. Cette démarche voile les inégalités sociales des sinistrés et des rescapés. Ainsi, les concepts de « fraternité de la douleur » et de « crises consensuelles » ne rendent pas compte des tensions politiques sous-jacentes à la construction de la catastrophe en tant qu'événement politique et social. Même si l'impact émotionnel des tensions générées peut certes fonctionner comme un promoteur social des alliances, les manifestations de la solidarité sont aussi assujetties à des conditions politiques, de domination et de pouvoir.

Dans le cas du passage du cyclone Katrina par Louisiane en août 2005, la rhétorique qui propulse le moment de la catastrophe comme l'occasion de construire « une société nouvelle » – comme la littérature portant sur les désastres le repère à propos du passage de l'ouragan Mitch (Amérique centrale, 1998) –, fut évincée au profit de discours qui mettaient en évidence le caractère profondément égalitaire de la société[155]. L'expression utilisée fréquemment est celle de « l'effet Titanic » observé lors des opérations de secours et de sauvetage, métaphore qui revient donc mais dans un autre sens[156]. Le « sauvetage à la Titanic » fut évoqué dans ce cas pour souligner le caractère socialement inégalitaire qui s'est révélé à la Nouvelle-Orléans, ville où « les riches et les puissants » partirent d'abord car ils

---

[154] La conquête et colonisation ont profondément bouleversé l'adaptation de la société inca aux aléas environnementaux dans zone géographique dont la climatologie et la géologie sont potentiellement très destructrices (Oliver-Smith et Hoffman 1999 : 77). Les recherches archéologiques démontrent combien le modèle inca d'occupation de la terre ainsi que les techniques de construction étaient efficaces pour résister aux éruptions volcaniques, aux crues et aux tremblements de terre (1999 : 79).

[155] Katrina aurait « dévoilé » une « face cachée » du pays le plus riche du monde. Le cyclone fut rebaptisé de « Tsunami noir » par let prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz en référence d'une part, au raz-de marée qui avait profondément affectée le sud-est asiatique et l'est de l'Afrique en décembre 2004 et, d'autre part, au fait que la population affectée par Katrina était majoritairement pauvre et noire. Cf. Stiglitz, Joseph E. (2005). « Las enseñanzas del "tsunami negro" ».*El Pais,* 18 septembre 2005.

[156] Rappelons que l'expression « sauvetage à la Titanic » utilisée par les secouristes vénézuéliens faisait allusion au désordre qui régnait lors de l'embarquement dans les hélicoptères et les bateaux militaires ainsi qu'à la décision des militaires, qualifiée par les secouristes civils d'absurde, de séparer les familles au moment du secours.

disposaient de voitures et de moyens pour quitter la ville tandis que les « pauvres et impuissants » restaient eux piégés jusqu'à la rupture des digues.

Pillages, saccages et défaillances des systèmes de sécurité publique sont souvent présents dans les descriptions médiatiques des événements catastrophiques de l'histoire contemporaine globale. En effet, la catastrophe produit une pénurie des ressources et des biens de consommation courante et certains individus deviennent désespérés et pillent les commerces. Les catastrophes mettent à l'épreuve le régime de la propriété privée. Le désastre est souvent suivi d'actions d'évacuation dirigées par les forces de l'ordre qui impliquent pour les sinistrés l'abandon de leurs biens et logement. Les médias ont transmis récemment des images de soldats de l'armée nord-américaine procédant à l'évacuation dans les quartiers socialement défavorisés du sud des États-Unis. Les gens refusaient d'abandonner leurs maisons et les soldats devaient expliquer les raisons de la nécessité impérative de l'évacuation. Une équivalence était ainsi mise en évidence dans la Louisiane affectée par Katrina : le moins possédait-on, le plus refusait-on de l'abandonner. Les images médiatiques de familles blanches ayant remplis leurs voitures avec les affaires personnelles en abandonnant leur maisons à la recherche d'un nouveau destin contrastaient fortement avec celles des familles noires, souvent des femmes et des hommes seuls qui restaient résolument dans leurs maisons pourtant vétustes et fortement menacés par l'arrivée des eaux polluées.

Les conditions d'accueil des sinistrés furent décrites de la même manière à El Poliedro de Caracas en décembre 1999 et au *Superdome* de la Nouvelle-Orléans en septembre 2005. Les circonstances de fonctionnement furent toutefois différentes car le *Superdome* a dû être évacué peu de temps après sa mise en activité comme espace d'abri, car sa structure était grièvement affectée par la montée des eaux tandis qu'El Poliedro, situé loin de la zone dévastée par les coulées de boue, tint bon. Néanmoins, les médias se servirent de métaphores similaires pour traiter de ces deux lieux si distants.

> « Ici on vit comme des animaux »[157]

signalaient les sinistrés de la Nouvelle-Orléans logés dans la salle de spectacles le *Superdome*. Les familles entassées souffraient d'une chaleur écrasante, d'un manque d'eau

[157] Leser, Eric (2005). « On vit comme des animaux depuis qautre jours, sans éléctricité, sans eau, sans toilettes, sans rien » *Le Monde*, 3 septembre 2005.

potable et d'électricité, et étaient menacées par de dalles plastiques de la toiture fragilisée par les trombes d'eau et le vent de Katrina. De plus, les fusillades perpétrées par des gangs armés avaient semé la panique.

Le 31 décembre 1999, la presse relata la situation extrême que vivaient les 3000 personnes entassées à El Poliedro. Les médias se firent écho de rumeurs qu'y circulaient

> « [*Au* Poliedro] les images immorales se reproduisent dans chaque coin de ce site. Sur un tapis, un soldat était allongé sur une jeune femme sinistrée et l'embrassait sans être dérangé par le fait d'être entouré par 3000 personnes. » [158]

Le manque de pudeur du couple du soldat et de la jeune femme sinistrée était mis en exergue au détriment de la description des conditions critiques d'hébergement. Le 3 janvier la presse annonça qu'El Poliedro attendait encore 10.000 personnes[159] et que la toiture de la salle de spectacles – comme celle du *Superdome*– menaçait de s'effondrer et que lorsqu'il s'était mis à pleuvoir, les sans-abris avaient déplacé leurs tapis pour ne pas être mouillés. Cette relation brute des faits ne s'interrogeait absolument pas sur les conditions de sécurité d'un tel site d'hébergement.

Suite aux actions de sauvetage des survivants de la catastrophe, les écoles de la ville de Caracas furent complètement bondées de sinistrés et il fallut chercher d'autres endroits pour héberger les familles[160]. Ainsi, le refuge de Pinto Salinas fonctionna, tout au début, comme un refuge de sauvetage et de délestage suite à la saturation des écoles et de salles de spectacles (El Poliedro[161]) et des hangars de l'aéroport de La Carlota[162].

Le refuge *La Dignidad* situé dans le quartier de Pinto Salinas à Caracas hébergea de familles sinistrées pendant plus d'un an, entre janvier 2000 et février 2001 (voir vignette de terrain n°7).

---

[158] Fernandez Alonso, Nélida (1999). « Desalojan a afectados de los colegios para hacinarlos en el Poliedro de Caracas. » *El Nacional* 31 décembre 1999.

[159] Nuñez, Marielba (2000). « Otros 10.000 damnificados serán trasladados al Poliedro. » *El Nacional.* 3 janvier 2000.

[160] Davies, Vanessa, Marielba Nuñez*, et al.* (1999). « Centros para damnificados agotaron su capacidad. » *El Nacional.* 18 décembre 1999, et aussi : Delgado, Claudia (1999). « Parque Naciones Unidas y estadio Brígido Iriarte no recibirán más personas ». *El Nacional.* 21 décembre 1999.

[161] Lorsque je suis arrivée à Caracas en mai 2000, le refuge d'El Poliedro était déjà évacué et des concerts avaient été programmés par les gérants de la salle de spectacles. J'ai obtenu des informations sur ce refuge grâce à des entretiens avec des sinistrés y ayant séjourné et avec des bénévoles –en particulier deux professeurs d'université qui y ont prêté leur concours car ils avaient des liens avec des familles affectées.

[162] Les premiers occupants du refuge de Pinto Salinas, issus des évacuations massives menées à Vargas ont été transférés ailleurs deux semaines après leur installation.

Vignette de terrain 7 – Refuge *La Dignidad* à Pinto Salinas[163], Caracas

En mai2000, cinquante-trois familles habitaient dans les trente chambres du hangar. Le plafond du hangar s'élevait à environ 3,5 m. et les cloisons des chambres n'atteignaient pas le toit. Les chambres étaient peut-être mieux ventilées grâce à cet espace en haut des cloisons mais le bruit était envahissant. La musique salsa des chaînes hi-fi, fonctionnant toutes en même temps, se mêlait aux cris des enfants jouant ou pleurant dans les couloirs. Les chambres n'étant pas isolées, tout résonnait et un constant bruit de fond dominait.

Sept personnes assuraient la gestion du refuge : deux responsables, payées par le FUS, étaient des jeunes femmes ayant une formation d'assistantes sociales ; une jeune femme psychologue, bénévole de la Croix-Rouge, était chargée du « soutien psychosocial » ; une jeune maîtresse, engagée par le FUS, devait aider les enfants à reprendre le rythme scolaire (elle n'a cependant jamais été présente au cours de mes deux mois de visite) ; et trois militaires, dont un soldat et un sergent.

En terme de hiérarchie, les responsabilités les plus importantes étaient assumées par les assistantes sociales du FUS et le sergent. Lors des réunions de groupe, ils organisaient la distribution journalière d'aliments et convoquaient les représentants des familles à de réunions informatives concernant des activités variées ou d'éventuelles offres de logements en province. La bénévole de la Croix-Rouge ne recevait pas d'instructions précises des fonctionnaires, elle développait ses activités à son rythme, et les sinistrés s'intéressaient peu à elle.

La fermeture du refuge de Pinto Salinas s'est effectuée vers la mi-juillet de l'année 2001 et cela n'a même pas été signalé dans les médias. Ses habitants sont partis vers d'autres refuges de Caracas et certains vers de nouveaux appartements dans la vallée du Tuy, à l'état de Miranda.

J'ai choisi de visiter le refuge de Pinto Salinas parce que je connaissais bien ce quartier suite à mes activités universitaires « communautaires » au début des années quatre-vingt-dix. J'avais par conséquent des repères dans ce quartier réputé très dangereux. Ayant été informée de l'installation de ce refuge à travers de la *Dirección de Refugios* du FUS, j'ai décidé d'y aller une première fois pour voir si c'était possible d'y mener les observations. Pour vraiment m'introduire dans cet espace, j'ai cherché les personnes qui travaillaient auprès des sinistrés. J'ai trouvé une psychologue de la *Escuela de Gerencia Social*, qui avait été engagée par le FUS pour développer un programme de « soutien psychosocial » à Pinto Salinas. Je lui ai ainsi demandé de me présenter auprès des fonctionnaires du FUS chargés du refuge. Mes objectifs de recherche étaient suffisamment explicites pour ne pas avoir à donner trop d'explications sur mon parcours personnel et expliquer que je faisais des études de doctorat à l'étranger, détail qui aurait induit une « extériorité » alors que les personnes concernées m'avaient d'emblée jugée comme « locale ». Bien évidemment, les responsables

[163] Lors de leur mise en place les refuges on été systématiquement nommés par le gouvernement « Refugio de *La Dignidad*… », suivi du nom du quartier où le local était installé.

et les sinistrés savaient que je menais une enquête et que celle-ci n'aurait pas un usage autre qu'universitaire.

Le récit des fonctionnaires (comme des sinistrés) met en valeur la solidarité des habitants d'un *barrio* envers les habitants d'autres *barrios* dévastés et montre comment une « communauté » généreuse a fourni abri et secours à une autre « communauté » souffrante. Il s'attache particulièrement à l'histoire de l'entrepôt dont la « communauté de Pinto Salinas est propriétaire » et qu'elle aurait « conquis » pendant les émeutes du 27 février 1989. Avant cette date, un hypermarché fonctionnait dans ce local mais, complètement pillé et saccagé pendant les jours du *Caracazo*, le local passa « au service de la communauté ». Une volontaire du FUS (*Fondo Unico Social*), résidente du bloc 6 de Pinto Salinas, me raconta l'histoire de l'installation du refuge *La Dignidad* dans cet entrepôt :

> « Cette expérience est très forte, je n'avais jamais vécu une telle expérience auparavant. Quelques jours après les inondations [*elle fait référence à la période du 15 au 20 décembre*), nous avons installé le refuge. Je suis là depuis le début. Autrefois, il y avait ici une « Central Madeirense[164] » puis le local est resté fermé pendant huit ans. Lorsque l'ampleur de *La Tragedia* a été diffusé dans les médias, nous avons tous, [*les habitants du quartier*], ouvert ce local, installé l'électricité,[165] et nous l'avons aménagé pour qu'il puisse accueillir les victimes de la catastrophe » (Entretien avec Délia, *Refugio La Dignidad* de Pinto Salinas, Caracas, 5 mai 2000)

Cet élan de sympathie est souvent répété lors de l'évocation des origines du refuge. Les responsables du refuge, fonctionnaires du FUS, mettaient toujours en exergue la « grande solidarité de cette communauté » qui fournit ces locaux pour héberger les victimes d'autres *barrios*[166] :

> « Le 17 décembre, à quatre heures du matin, des volontaires ont accueilli les premiers déplacés de La Guaira. Puis, les personnes ressortissantes de La Guaira ont été transférées ailleurs et maintenant nous avons ici des gens arrivées après, venant d'autres *barrios* du nord-ouest de Caracas. Les gens qui sont ici se sont installés le 15 janvier, venaient du Poliedro. La situation là-bas était horrible, les abus, les maladies et le manque d'espace. Ici, nous n'avons jamais eu d'abus ! » (Entretien avec Délia, *Refugio La Dignidad* de Pinto Salinas, Caracas, 5 mai 2000)

---

[164] *Central Madeirense* : Chaîne de supermarchés très répandue au Venezuela, dont les propriétaires sont d'origine portugaise.

[165] Cependant, l'installation d'électricité du refuge était illégale.

[166] Or, j'ai constaté que l'*Alcaldía mayor* mit les locaux à la disposition du *Fondo Unico Social*, organisme responsable de la gestion de la prise en charge. Le FUS a donné le nom au refuge *La Dignidad* de Pinto Salinas en concordance avec les programmes de « dignification » élaborés par le gouvernement du président Chávez à destination des couches populaires sinistrées par la catastrophe.

Ces témoignages recueillis cinq mois après l'événement catastrophique, éclairent l'écart existant entre ce que les gens disent sur ce qui s'est passé pendant l'urgence et la réalité du moment. Ils constituent le noyau de la tension sociale de la « fraternité de la douleur » et de la perspective politique à laquelle je m'attache. Ceci devient particulièrement visible si l'on travaille la dualité entre représentation et réalité. D'une part, la fonctionnaire fait allusion à l'action commune de bonne volonté de la part des habitants du *barrio* lors de l'installation du refuge. D'autre part, elle se montre préoccupée car le *barrio* s'est de plus en plus « immiscé » dans le *refugio*. Cette image est récurrente chez les fonctionnaires et bénévoles : le *barrio* est un environnement « polluant » pour les sinistrés. Même si les sinistrés viennent eux aussi des *barrios*, cet espace social est évoqué par les institutions et par les occupants des refuges comme un entourage dangereux et malsain.

Les représentations des attitudes fraternelles pendant l'urgence et le retour à la vie normale montrent un décalage important entre la réalité du *barrio* lors de la catastrophe – soit disant caractérisée par la solidarité, l'engagement et le bon accueil des victimes dans le local – et la forte hostilité vis-à-vis des sinistrés que j'ai observée dans le refuge, en mai 2000. Pendant les séances d'observation, je constatai un écart flagrant entre le récit qui valorisait le rôle de la « communauté » et la faiblesse des rapports entre les organisations de base installées dans ce *barrio* et le refuge.

Paradoxalement, le moment le plus dramatique – l'urgence – est rappelé et évoqué comme « le meilleur moment » de la « gestion des sinistrés » de *La Tragedia*. Les propos de Ligia, fonctionnaire du FUS responsable du refuge d'urgence de Pinto Salinas témoignent d'une « gestion facile » de l'urgence parce que les gens se mirent à disposition et collaborèrent[167]. Le drame favoriserait l'apparition de conduites solidaires chez les affectés. Une fois l'urgence passée, la normalité se réinstallerait. Ce « beau moment de solidarité » « terminé », tout redeviendrait « comme avant ». L'après de l'événement est un moment de forte tension sociale et la fin de l'urgence est perçue comme une situation nécessairement « pire » que l'ordre préalable à l'événement.

[167] « J'ai eu l'opportunité de rencontrer Ligia S. pour l'interviewer ailleurs. Nous nous sommes donné rendez-vous dans les bureaux du Fondo Unico Social, en plein centre ville de Caracas. Je voulais observer le travail bureaucratique concernant les damnificados. Ligia a commencé par me parler de Pinto Salinas. Elle m'a dit qu'il s'agissait d'un endroit peu sûr, mais qu'au début le travail avait était « très facile » car les volontaires du quartier ont participé spontanément. Les gens du *barrio* ont toujours été là pour aider, même jusqu'à 20 heures du soir. Puis elle s'était épuisée quand le quotidien avait repris le dessus et les bénévoles du barrio reprirent leur vie « normale ». (Carnet de terrain. Entretien de Ligia. Bureaux du FUS, Centre ville de Caracas, 6 juin 2000)

En mai 2000, cinq mois après la catastrophe, les femmes de Pinto Salinas avaient des réticences à revenir « encore une fois » sur l'urgence. En revanche, les femmes de Los Corales s'exprimaient avec des récits chargés de détails sur les jours et nuits du 15 au 20 décembre. Par ailleurs, lors de la reconstitution des parcours des familles, je me suis rendue compte que l'expérience du sauvetage et de l'accueil dans le « lieu de réception » variait selon les classes sociales et que les descriptions dépendaient des suites du sauvetage. Pour les familles qui résidaient encore dans les refuges, le sauvetage avait été un moment « relativement bon » car la mobilisation et la solidarité les avait rassurées. Pour ceux qui avaient très vite réussi à mobiliser leurs réseaux familiaux et sociaux pour sortir des refuges, le sauvetage avait été un moment redoutable, sinon la pire expérience de leurs vies. Et c'est à ces « vécus dramatiques » que les médias se sont les plus attachés.

3.2.2 Le privilège de publiciser son drame

Qu'est-ce que veut entendre la société lorsqu'elle demande aux sinistrés de raconter l'expérience de la catastrophe ? C'est le récit de l'urgence, raconté par ceux qui ont la possibilité de le faire longuement et individuellement. Le roman de Carmen Vincenti, *Noche oscura del alma*[168], fait sens dans la mémoire collective dominante et fournit une image emblématique : la figure de la victime s'y offre sans clivages et se construit dans le vécu psychique et physique de la catastrophe.

Les épisodes du sauvetage sont livrés, racontés et exposés par les personnes à qui l'on demande d'évoquer leurs souvenirs. Néanmoins, l'ampleur des récits et l'abondance des détails varient. La lecture du roman amène à s'interroger sur « l'épaisseur » du récit fourni et sur son lien avec les classes sociales. Ce roman raconte l'histoire d'Adriana, une jeune femme aisée de la haute bourgeoise de Caracas qui souffre d'un « syndrome de stress post-traumatique » occasionné par la destruction de l'immeuble où elle séjournait avec son amant, un jeune homme artisan et pécheur issu des milieux populaires de l'état de Vargas. Vincenti propose dans ce roman une figure particulière de la victime de *La Tragedia* : belle, innocente, bonne, la jeune femme protagoniste survécut à la catastrophe comme seuls purent le faire ceux qui avaient les moyens de bénéficier d'un soutien matériel et affectif. Le roman livre le trauma d'Adriana et sa remémoration permanente des événements. Mais Adriana n'est pas une sinistrée : elle n'a pas été hébergée dans un refuge, n'a pas séjourné dans un

[168] Vincenti, Carmen (2005). *Noche oscura del alma*. Caracas, El otro, el mismo.

fort militaire, n'a pas du recevoir de l'aide pour subsister puisque sa famille l'a récupérée tout de suite.

J'ai rencontré Eudocia à Los Corales, où elle avait décidé de reconstruire la petite école maternelle que l'une de ses filles avait bâtie à côté de leur maison. Pendant mes visites, ces deux femmes me montrèrent avec fierté la reconstruction du local et de l'école. Certains enfants étaient portés disparus, ou morts, mais, on me disait que la reprise des activités de l'école était le signe du retour de la vie à Los Corales, le quartier aisé du littoral. Eudocia, membre active de l'*Asociación de vecinos de Los Corales*, était fière d'être revenue dans son quartier. Elle et sa famille ont survécu à la montée des eaux et aux boues de la nuit du 15 au 16, qui détruisirent en partie leur maison.

Vignette de terrain 8 - Los Corales et Camurí, littoral central, état de Vargas
Zone résidentielle des classes moyennes de l'état de Vargas, presque totalement ravagée par les coulées de boue, composée de familles bourgeoises ayant des liens parentaux et professionnels avec Caracas. Ces quartiers favorisés abritaient les maisons des hauts fonctionnaires du port, des douanes et des entreprises liées au commerce international établi à La Guaira. À Los Corales, le *deslave* a pris l'ampleur d'un cataclysme. Les destructions y ont été très médiatisées car Los Corales abritait les maisons de personnages célèbres : acteurs de théâtre et de la télévision, propriétaires d'équipes sportives, etc. Par exemple, la nouvelle de la destruction de la résidence du propriétaire de l'équipe de base-ball des *Tiburones de la Guaira* avec lui et toute sa famille à l'intérieur a fortement secouée l'opinion publique. La mort de Jorge Tuero – acteur comique d'une émission très connue et populaire de la télévision vénézuélienne, la *Radio Rochela*, de la chaîne *Radio Caracas televisión* – fut également communiqué avec une forte émotion par les chaînes télévisées.

Eudocia et sa famille vécurent la crue de la rivière San Julian qui sortit de son lit à Caraballeda en ravageant ces quartiers. Ce *deslave* fut l'un des plus mortels de la catastrophe. Le mari d'Eudocia fut traîné par le courant de boue et a eu les épaules disloquées. À quatre heures du matin, ses filles et elle quittèrent Los Corales par l'avenue principale du quartier. Cette zone était restée absolument isolée à cause des énormes rochers descendus par les plis de la montagne. Elle retrouva son mari à l'aéroport. Ils avaient été sauvés par des hélicoptères civils différents au petit matin du 16 décembre. Eudocia me raconta son sauvetage heure par heure :

> « L'hélicoptère nous repéra et ma fille et petite-fille, et nous, avec d'autres femmes. Mais aborder l'hélicoptère était très difficile. Gabriel Estaba [*un joueur célèbre de basketball que habitait la zone*] nous aida, nous porta dans ses bras et nous balança dans l'hélicoptère. Mon mari blessé resta sur place en attendant d'autres hélicoptères.

L'hélicoptère nous amena à l'aéroport de Maiquetia. L'aéroport était devenu un endroit horrible, nous avons dormi une nuit, sur des chaises. Mouillés, sales, les gens retrouvaient leurs familles qu'elles pensaient disparues, tout le monde pleurait à la fois et demandait de nouvelles aux autres de ses proches disparus. » (Eudocia, entretien chez elle à Los Corales, juin 2001)

Eudocia était bouleversé lorsqu'elle racontait que les militaires qui assuraient l'évacuation de Maiquetía n'avaient pas « respecté pas sa volonté » ; vue l'obligation de quitter l'aéroport, elle avait en effet inscrit son nom sur une liste pour être transférée à Valencia, à 200 km de Caracas, où elle avait des parents. Mais, elle s'était retrouvée à Barquisimeto, à 650 km de Caracas :

« Moi, j'ai noté mon nom sur une liste qui était affichée dans le refuge de l'aéroport pour aller à Valencia. On nous fait aborder l'avion de guerre et lors de 40 minutes de vol, je commence à m'inquiéter et j'ai demandé au militaire : « et alors, on n'était pas censé aller à Valencia ? » Et le type ne me dit rien, on atterrit et à l'aéroport et je lis : « Bienvenu à Barquisimeto, état de Lara [*à 650 km de Caracas*]. Mon dieu ! Qu'est-ce que je fais ici !! » Le militaire m'a dit : « je suis des ordres, madame, à l'aéroport de Valencia [*à 250 km de Caracas*] il y avait beaucoup de monde, madame. L'aéroport de Valencia reçoit les vols internationaux que Maiquetia ne peut pas accueillir sur ses pistes » (Eudocia, chez elle à Los Corales, juin 2001)

Une fois transférée à Barquisimeto avec deux de ses filles et son mari, elle se débrouilla pour ne pas dormir dans le fort militaire :

« Le fort militaire où ils nous ont mis m'a fait penser à un film de guerre, tu sais. Il y avait un sergent qui donnait des ordres d'une voix forte : « tout le monde fait la queue pour prendre une douche ! » On nous avait fourni une pastille de savon. Et j'ai eu peur d'aller dans ces douches et Nestor est apparu. Tout le monde était mélangé et chacun devait choisir un lit et séparer son carré [*le sol des forts militaires vénézuéliens, souvent en granit, ont souvent de traits qui dessinent des carreaux d'environ 1,50 m2. Ces carreaux délimitaient l'espace attribué à chaque famille*] Nous avons réussi à joindre par téléphone une amie de ma fille. Elle a envoyé quelqu'un pour nous chercher et nous a prêté une maison pendant quatre jours. Installés dans cette maison, j'ai attendu l'arrivée de mes filles, l'une étant aux États-Unis et l'autre en Argentine. Ma fille qui habitait aux États-Unis a reçu un avis d'urgence Elle est partie à l'hôtel puis à l'aéroport de Miami. Dans l'aéroport de Miami, il y avait une cohue totale. Quelqu'un lui a dit à que nous avions survécu. Ma fille a rejoint la file du premier vol de la ligne Aéropostale pour aller au Venezuela. Elle est arrivée à [*l'aéroport de*] Valencia (*en effet, l'aéroport de Maiquetia, situé dans la zone affectée, était fermé et avait annulé les vols*). » (Eudocia, chez elle à Los Corales, juin 2001)

Eudocia et sa famille avaient les moyens de se payer un voyage en voiture de Barquisimeto à Valencia, puis à Caracas. Même dépourvus de leur chéquier et de leurs cartes bancaires, ils réussirent à négocier et à s'arranger avec une compagnie de transport routier

pour payer le voyage à leur arrivée à Caracas. Ils réussirent à se faire prêter un appartement dans l'est de la ville de Caracas pendant quelque temps, le temps de décider comment reconstruire leur vie. Les récits des personnes des classes moyennes affectées par la catastrophe se construisent à partir d'arrêts sur image. Ces récits, recréés et reproduits dans des reportages et des romans, fournissent ainsi la représentation sociale dominante du vécu de l'événement catastrophique.

Les femmes des milieux populaires évoquent quant à elles l'urgence comme un moment critique parmi d'autres situations difficiles vécues tant avant qu'après l'événement. Au début de mon travail de terrain, j'ai pensé que la brièveté de leurs s'expliquait parce que les sinistrés envisageaient avec difficulté de se confier longuement à quelqu'un et ne souhaitaient pas revenir aux touts petits détails de leur sauvetage :

> « Suite à *La Tragedia*, Yajaïra a été évacuée avec quatre enfants au Poliedro. Elle a eu très peur au Poliedro pour la sécurité des enfants. Les militaires et les fonctionnaires du FUS lui on offert de partir à Barquisimeto. Elle a passé 8 mois au Fort Terepaima, dans la ville de Barquisimeto, état de Lara, à 600 km de la ville de Caracas. » (Carnet de terrain. Refugio Bollet Peraza, Caracas, Caricuao, avril 2003)

Mais le matériau montre plutôt que la longueur du récit de l'urgence s'inscrit dans la situation sociale des femmes interviewées. Pour les personnes que j'ai rencontrées dans les refuges des forts militaires et les quartiers populaires, la période de l'urgence se raconte très vite. Lorsqu'elles racontent l'urgence, elles passent vite à autre chose et évoquent des problèmes immédiats – conditions d'hébergement provisoire, soucis pour l'année scolaire des enfants, maladies, etc. En quatre lignes, Yajaïra résuma la première année de sa vie après la catastrophe. Les récits de l'expérience de la catastrophe des personnes qui habitaient encore trois ans après la catastrophe dans un lieu d'abri temporaire, étaient extrêmement courts.

Les récits de ces femmes socialement défavorisées sont brefs parce qu'on ne les interroge pas souvent sur leur expérience, elles n'ont pas été sollicitées par les médias pour rendre publique leur histoire. En outre, elles se sentaient moins autorisés à livrer leur récit d'expérience du sauvetage parce qu'elles craignaient que ceux-ci ne soient récupérés par les médias pour critiquer les militaires, ce qui pourrait les desservir, en particulier auprès des autorités responsables de leur prise en charge ultérieure.

3.3 L'Armée de terre gère les sinistrés défavorisés

L'hébergement des sinistrés s'est effectué dans des établissements appelés *refugios*, situés dans des zones civiles urbaines et dans des forts militaires. Environ 150.000 personnes ont séjourné dans les casernes militaires pendant deux ans environ. Cette disposition relève d'une *militarisation* de la gestion des victimes. Cette militarisation ne doit toutefois pas être prise en tant qu'objet en soi mais doit être analysée en partant de la complexité sociale et politique imposée tant par la scène locale que par le contexte global. En effet, la militarisation de la prise en charge des victimes de *La Tragedia* ne consista pas seulement en l'utilisation spatiale des forts et des casernes ou en l'engagement de soldats pour des tâches de secours. Elle correspond à l'appel particulièrement politique fait aux compétences des militaires pour gérer le problème des sinistrés en tant que problème d'État[169].

Pour clore ce chapitre, je présenterai quelques éléments sur les conséquences de la tradition militariste à l'époque républicaine dans l'occupation du territoire. Le point de départ est une prémisse historiographique du Venezuela : les Forces armées nationales furent l'unique institution capable de fédérer des territoires fragmentés et gouvernés par des caudillos jusqu'à la fin du 19ème siècle.

3.3.1 La gouvernance des catastrophes globales par les Forces armées

Les catastrophes génèrent des situations qui nécessitent l'action humanitaire et où les Forces armées trouvent directement leur place : l'opinion publique fait facilement consensus en disant que « c'est bien là qu'elles sont véritablement utiles et nécessaires ». Un général de l'Armée nord-américaine chargé du commandement des actions de secours lors du passage de l'ouragan Andrew en Floride, à la fin du mois d'août 1992, décrivit les opérations comme suit :

> « Ceci est le « papy » de toutes les opérations d'assistance. Nous avons une approche de ceci comme si c'était une guerre, sauf que nous envoyons les troupes sur le terrain pour aider les gens, pas pour les tuer » [170] (général Gore cité en (Yelvington 1997 : 92)

[169] La militarisation de la prise en charge des sinistrés de *La Tragedia* sera développée en détail dans le chapitre 5.

170 « …the granddaddy of all assistance operations. We're approaching this like a war – except we're putting troops in the field to help people, not kill them". Gore cité par Yelvington, Kevin A. (1997). "Coping in a temporary way. The tent cities." *in*. *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender and the sociology of disasters*. W. G. Peacock, B. Hearn Morrow et H. Gladwin. Londres et New York, Routldge**:** 92-115.

Les déclarations du général Gore prenaient tout leur sens dans le contexte historique global. En paraphrasant Saddam Hussein lorsqu'il se disait prêt, début 1991 pendant la première Guerre du Golfe, à livrer « la mère de toutes les batailles » face à la coalition internationale menée par les États-Unis, le général Gore comparait le sauvetage des sinistrés et rescapés d'Andrew avec des opérations de guerre.

Or, entre Andrew en 1992 et Katrina en 2005, le contexte politico-historique mondial connut la dégradation de la légitimité tant de la politique extérieure nord-américaine que du gouvernement nord-américain lors des catastrophes. Lors du passage de l'ouragan Katrina par la Nouvelle-Orléans en aout 2005, le gouvernement de George W. Bush mobilisa 42.000 hommes, des forces de l'ordre, parmi lesquels 7000 parachutistes et marines[171]. La mobilisation fut jugée insuffisante et de nombreuses défaillances dans les systèmes de prévention et de secours furent constatées par la suite[172]. La Maison Blanche dut reconnaître en février 2006 que la gestion avait été largement inefficace, déclenchant une crise politique importante[173].

Lorsqu'ils développent leur analyse sociologique sur la gestion de la crise de l'ouragan Andrew qui frappa la Floride en 1992, Harvey Averch et Milan J. Dluhy (1997) signalent que toutes les agences des services de gestion de l'urgence – FEMA, Centre des opérations d'urgence du Comté de Dade, etc. – approuvèrent l'envoi des troupes de l'Armée dans la zone dévastée. En effet, lors d'une catastrophe naturelle, l'opinion publique convient facilement du bien fondé de la présence des troupes[174]. Au lieu d'attaquer on sauve, les effectifs militaires occupent le réseau routier pour « contrôler » les déplacements, et puis la planification des opérations permet de « maintenir le territoire occupé sous contrôle ».

---

[171] (2005). « Militaires, Garde Nationale, Bush mobilise 42000 hommes dans les zones sinistrées. » *Le Monde,* 3 septembre 2005.

[172] Le cinéaste Michael Moore, connu pour ses critiques mordantes à l'égard de la culture guerrière et de la politique extérieure des États-Unis, reprochait en septembre 2005 au Président George W. Bush d'avoir privé les victimes de Katrina des ressources militaires bloquées en Irak pour la deuxième Guerre du Golfe.

[173] (2006). « Un rapport parlementaire dénonce les carences à tous les niveaux face au cyclone Katrina. » *Le Monde.* 13 février 2006.

[174] Par ailleurs, la sociologie des organisations aborde les enjeux de la présence des Forces Armées dans des situations de crise par rapport aux éventuels conflits – ainsi qu'aux consensus– que celle-ci soulève au sein des institutions publiques. Les résultats de ces travaux laissent entendre que, dans un pays comme la France, le consensus sur le transfert de compétences des pouvoirs locaux aux militaires dans une situation catastrophique ne pose pas de problèmes majeurs. Je fais fondamentalement reference aux travaux suivants : Gilbert, Claude (1992). *Le pouvoir en situation extrême. Catastrophe et politique*. Paris, L'Harmattan. ainsi que celui de Clavandier, Gaëlle (2004). *La mort collective. Pour une sociologie des catastrophes*. Paris, CNRS éditions.

Cependant, le transfert des responsabilités des pouvoirs civils locaux et des institutions civiles à des organisations militaires ou paramilitaires porte des conséquences politiques.

3.3.2 L'ouverture des casernes aux sinistrés

Au Venezuela, la constitution des refuges à l'intérieur des zones militaires était devenue une solution légitime pour les autorités nationales, régionales et locales pendant l'urgence et toutes accueillirent de façon bienveillante la présence des soldats de l'Armée de terre dans les refuges installés hors des sites militaires. Pendant les trois mois suivants *La Tragedia*, plus de 52.000 personnes passèrent par *El Poliedro* et y vécurent quelques mois sous la surveillance des troupes.

> « La Garnison fut la solution magique et géniale de Chavez à un moment… » (Entretien avec Cristina Ochoa, chef du Bureau de la Coopération Internationale du ministère de la Santé et du développement social, Caracas, 1 et 3 mai 2000)

Toutefois, l'importance du rôle des effectifs de l'Armée de terre tient moins dans leur présence physique dans les refuges que dans le pouvoir que le gouvernement leur octroya en tant que régulateurs et contrôleurs de la vie des sinistrés. La régulation et le contrôle ne furent pas restreints à la question sécuritaire. Les effectifs de l'Armée de terre furent sollicités par le gouvernement national pour participer à la mission de « récupération sociale » des victimes. Ainsi, les effectifs de l'Armée de terre cordonnèrent directement la gestion des familles sinistrées de *La Tragedia,* en participant activement au « Plan de dignification de la famille vénézuélienne ».

Tableau 1 – Origine sociale des sinistrés hébergés dans les refuges d'urgence (Fort Tiuna et Poliedro)

Type de logement	%
Maison dans un *barrio*	**59**
Rancho dans un *barrio*	**33**
Appartement ou maison dans un quartier (classe moyenne et élevée)	**8**

Selon les données publiées dans : España, Luis Pedro, Nestor Luis L Luengo, *et al.* (2000). "Las inundaciones de diciembre: hechos y aprendizajes." *Temas de Coyuntura UCAB* (41/ junio 2000).

Dans cette étude socio-économique menée auprès des familles sinistrées hébergées dans les refuges civils et militaires, des sociologues montrent que 70% des familles sinistrées par le désastre étaient en dessous du seuil de pauvreté.

> « Plus de la moitié des chefs des familles économiquement actifs (52%) avaient un emploi fixe pendant moins de deux ans avant le désastre, et 30,3% entre 2 et 5 ans. Seul 17,7% d'entre eux avaient un emploi fixe depuis plus de 6 ans »(España, Luengo *et al.* 2000)

En ce qui a trait au type de logement des familles accueillies dans les refuges, l'étude signale qu'elles habitaient auparavant dans les *barrios* de Vargas, de la vielle route de Caracas –La Guaira et de Caracas, et que 59,3% sont des maisons de *barrios*, 39,6% des ranchos de *barrios* et 8% des appartements (España, Luengo *et al.* 2000 : 18-19), les différences entre les deux premiers types d'habitation étant la solidité des matériaux de construction. En outre, 75% de la population interviewée a reporté une perte totale du logement et 87,4%, l'impossibilité de le récupérer.

Le président Chavez fut le principal promoteur de l'initiative de la conversion des casernes militaires en *refugios* pour heberger les sinistrés pauvres. Néanmoins, la fonctionnaire interviewée ne cachait pas ses inquiétudes concernant « la vie en communauté » que ce partage des lieux allait signifier entre sinistrés et militaires dans les forts. Elle manifestait certains doutes quant à la maîtrise d'une telle solution, surtout à cause des interprétations que fonctionnaires et militaires allaient faire des mesures et dispositions dictées par l'exécutif :

> « …mais il n'est pas évident que cette solution ne se transforme pas en un boomerang, surtout en ce qui concerne le travail quotidien avec les *damnificados,* parce que dans ces lieux se produisent des « cultures » terribles, monstrueuses. Pour les militaires c'est très difficile, parce qu'ils sont habitués à leurs normes, et ils ne savent rien faire sans l'autorité, et avec les *damnificados* c'est tout simplement impossible d'appliquer leurs normes. » (Cristina Ochoa 2000, entretien à son domicile, 1 et 3 mai 2000) »

Elle reconnaissait ainsi que les circulaires, manuels et projets issus des cabinets de l'administration civile étaient très difficiles à faire appliquer dans les casernes, et ses inquiétudes étaient bien légitimes : comment en effet traduire dans des dispositifs pratiques dans les forts la « bonne intention » de prise en charge exprimée par le gouvernement ?

Arrêtons-nous un instant sur le point de comparaison que cet entretien établit avec la gestion historique des sinistrés de la ville de Caracas. En effet, les propos de cette fonctionnaire s'inscrivent dans l'histoire contemporaine des politiques de la ville de Caracas concernant les moins favorisés. Ils sont d'autant plus pertienents qu'Ochoa elle-même cette même fonctionnaire coordonnait la direction de la santé et des affaires sociales de la mairie

du Municipe *Libertador* de la ville de Caracas lorsque la tempête Brett s'est abattue sur Caracas le 8 août 1993[175].

> « À ce moment-là [*lors de la tempête Brett*] nous avons mis des règles pour que les refuges dans le Fort Tiuna fonctionnent, mais ce n'étaient pas des règles militaires, non. C'était pour empêcher qu'ils [*les sinistrés*] se volent les uns aux autres » (Entretien avec Cristina Ochoa, Direction de Coopération Internationale du Ministère de la santé et Développement Social, MSDS, mai 2000)

La magnitude de la tempête Brett et de *La Tragedia* ne sont pas comparables en termes de dégâts et de morts et il est impossible de les considérer sans prendre en compte leurs différences. Néanmoins, cette tempête a établi un précédent dans la « collaboration » entre les autorités civiles et les Forces armées dans la ville de Caracas. Elle évoquait ainsi la gestion des sinistrés de Brett et l'accueil dans le Fort Tiuna presque dix ans auparavant :

> « À ce moment-là la hiérarchie [*des Forces armées*] n'était pas importante pour nous, c'était autre chose…et en plus, la réalité de la dévastation de la tempête faisait partie des compétences de la mairie, et la mairie avait assumée cette responsabilité » Entretien avec Cristina Ochoa, Direction de Coopération Internationale du Ministère de la santé et Développement Social, MSDS, mai 2000)

Cet entretien permet également d'éclairer un point crucial : jamais les sinistrés n'avaient été un « problème d'État » au Venezuela avant *La Tragedia*. Deux éléments contribuent à l'analyse de cette politique locale de 1993 de prise en charge des sinistrés, qui constitue un précédent à *La Tragedia*. D'une part, la mise à disposition des installations du Fort Tiuna ne s'inscrit pas dans une politique nationale. D'après les archives de la presse, les *damnificados* de la tempête Brett de 1993 ne reçurent pas de traitement particulier dans le fort militaire. Suite à la demande du maire de Caracas, le Haut Commandement des Forces armées céda des espaces dans des casernes désaffectées du Fort Tiuna qui occupe quelques milliers d'hectares de la zone métropolitaine.

D'autre part, la victoire d'Aristobulo Istúriz aux élections locales de la ville de Caracas le 4 décembre 1992 s'inscrivait dans un climat de profond rejet des partis politiques traditionnels et de turbulence politique. Cette année fut marquée par les deux coups d'État

[175] Le municipe était alors tenu par Aristobulo Istúriz, du parti politique *La Causa R*. Ochoa et Istúriz ont aujourd'hui ils tous les deux rejoint les files du parti PPT *Patria para todos*, membre de la coalition au gouvernement. Au début des années quatre-vingt-dix, les deux plus grandes réussites politiques du parti politique de gauche *Causa R* ont été la gestion de l'état Bolivar par Andrés Velázquez et la gestion de la mairie de Caracas par A. Istúriz.

manqués des Bolivariens et le triomphe d'Istúriz devint l'emblème de l'arrivée au pouvoir par la voie démocratique d'une alternative politique. La gestion d'Istúriz était identifiée sous le slogan « *el gobierno de la gente* » (le gouvernement des gens) et jouissait d'une grande popularité[176]. Le triomphe d'Istúriz a été perçu une possibilité de transformation sociale par la voie démocratique.

Ainsi, les relations entre les autorités locales de la ville et les militaires étaient, à cette époque, très différentes de celles établies lors de *La Tragedia*. En effet, lors de la tempête Brett, la mairie du Municipe *Libertador* (qui regroupe les quartiers populaires de l'ouest et du Centre ville de Caracas) avait négocié le prêt d'espaces pour installer les refuges à l'intérieur du Fort Tiuna, et les autorités militaires ont donc accepté leur demande, sans autre suite.

Il existe donc une différence fondamentale entre les sinistrés de l'orage Brett et ceux de *La Tragedia* : la non-prise en charge directe par les militaires des sinistrés hébergés dans le fort. C'est lors de la catastrophe de décembre 1999 que la militarisation de la prise en charge constitue une politique sociale, spécialement destinée aux populations pauvres[177]. À la différence de la tempête Brett de 1993, les militaires ont été lors de *La Tragedia* en mesure de décider de l'organisation de la disposition des familles dans les forts militaires et les casernes.

Revenons à l'urgence de décembre 1999 et à l'ouverture des casernes aux sinistrés. Puisque l'unique voie pour évacuer les sinistrés était aérienne et qu'il fallait un certain temps pour recenser les espaces disponibles dans les conscriptions pour accueillir les familles

---

[176] *La Causa R* fut l'unique parti de gauche qui emporta deux élections (une locale et une autre régionale) et qui bénéficia d'important support populaire au début des années quatre-vingt-dix. Ce parti, fondé par Alfredo Maneiro, n'avait aucun lien prouvé avec le mouvement nationaliste bolivarien qui germait dans les casernes à la même époque. En revanche, dans un entretien avec Istúriz, Martha Harnecker, idéologue du régime bolivarien, réordonne le sens politique de cette gestion en faisant de celle-ci un antécédent historique du gouvernement du Président Chavez : « Caracas était une ville désorganisée sans culture de la participation. Pour cette ville, les coups d'état de1992 et les élections de décembre ont ouvert une voie d'espoir. Ceux qui dans cette ville se sont mis du côté des militaires en février 1992 ont voté pour moi et pour *La Causa R*. Ces gens-là regardent les choses différemment, d'une manière que ne correspond pas à la culture du parti politique traditionnel » Harnecker, Martha (1994). "La parroquialización del gobierno." *Centro de Investigaciones Memoria Popular latinoamericana* http://www.mepla.org/documentos/caracas.rtf [consulté le 17/06/2005]. Pour davantage de détails sur les rapports entre les partis politiques de gauche et le mouvement bolivarien, voir le chapitre 4.

[177] Quelques familles sinistrées de la tempête Brett ont attendu pendant 13 ans l'obtention d'un nouveau logement hébergées dans les locaux vides d'un centre sportif municipal de l'est de la ville de Caracas. Paradoxalement, *La Tragedia* leur a redonné une visibilité médiatique. (Cf. Arias, Simon (1993). « La tormenta Brett ». http://www.bomberoscaracas.gov.ve/historia4.html [consulté le 14/06/2005] et Negrón, Marco (2005). « Desastre, temporales y reconstruccion. » *El Universal,* 11 février de 2005.

transférées, celles-ci ont été amenées dans des « refuges de transit » implantés dans des salles de concert, des stades, et d'autres grandes sites de Vargas ou de Caracas. Les voitures des institutions publiques chargées de déposer les sinistrés dans les refuges d'urgence (El Poliedro, Stade Universitaire, Parc Naciones Unidas, etc.) ou de les amener vers les forts militaires (Guaïcaïpuro, Tiuna, etc.) ont mis en pratique ce qu'on appelle le *ruleteo*. Le *ruleteo* a été un signe de la défaillance des institutions chargées de l'hébergement des sinistrés[178]. La presse écrite recensait les cas de *ruleteo* lors de l'évacuation des écoles publiques. Après un *ruleteo* durant toute une nuit, cette femme a été finalement déposée au Poliedro :

> « Mes filles et moi, avec 50 autres personnes, avons été obligés de quitter l'école *Complejo Educativo Jesús Obrero* [*Caracas, Catia*]. On nous a dit qu'il fallait abandonner cette école parce que la rentrée de classes approchait et qu'on allait être transférés au fort militaire Los Roblecitos, dans l'état de Guárico où nous allions être bien logés. [*Ils ont pris un bus conduit pas des militaires*] Nous sommes arrivées au Fort au petit matin, après avoir roulé toute la nuit et on nous a dit qu'il n'y avait pas de la place pour nous. Ensuite, on nous a amenés au Poliedro. *Nos ruletearon tanto* que j'ai même pensé qu'ils voulaient qu'on descende du bus pour nous tuer »[179]

Le *ruleteo* que les gens subiraient était la conséquence directe du manque de coordination entre les institutions civiles et militaires qui n'effectuaient pas de recensement préalable ni vérifiaient le nombre de places disponibles dans les refuges, casernes et nouveaux sites de logement.

3.3.3 L'Armée de terre et la constitution de l'État-nation vénézuélien

Les forts militaires les plus importants du pays Tiuna (Caracas), Guaïcaïpuro (Charallave, état de Miranda), Terepaïma (Barquisimeto, état Lara), ainsi que les garnisons de moindre taille situées en province, accueillirent environ 100 000 sinistrés de *La Tragedia*. Cette ouverture des casernes à la population civile bénéficia d'un consensus social et politique dont l'origine est contextuelle – le gouvernement de Chavez s'appuyait déjà en l'Armée de terre – mais aussi historique. Une généalogie de la forte présence des forts

[178] Le *ruleteo* est un terme vénézuélien qui désigne le parcours des ambulanciers d'hôpital en hôpital en quête d'une place pour un malade ou un blessé. Les patients issus des classes populaires sont évidement les plus susceptibles de se faire *ruletear* - le verbe existe aussi- car ils n'ont pas les moyens de payer l'admission dans une clinique privée. Les blessés par balle de la violence urbaine et autres patients gravement atteints meurent souvent dans les ambulances lorsqu'aucun hôpital ne les reçoit faute de place.

[179] Fernandez Alonso, Nélida (1999). « Desalojan a afectados de los colegios para hacinarlos en el Poliedro de Caracas. » *El Naciona,* 31 décembre 1999.

militaires dans le territoire et dans la conception même de la nation vénézuélienne s'avère donc nécessaire pour analyser la militarisation, l'ouverture des casernes aux victimes et leur permanence à l'intérieur, pilier fondamental de la gestion des sinistrés.

Le Venezuela mit du temps à se consolider en tant que nation. L'histoire politique et sociale du 19ème siècle montre à quel point les tensions entre des classes sociales antagonistes empêchèrent d'achever la construction institutionnelle d'une république moderne. L'historien Germán Carrera Damas (1969 : 114) note ainsi que les sentiments de découragement et d'insatisfaction reviennent systématiquement dans la production intellectuelle du 19ème siècle. La rhétorique politique et la pensée patriotique civile y témoignent d'une angoisse profonde face à un futur véritablement « vénézuélien » qui met trop de temps à se réaliser. La fin de la guerre d'Indépendance fut un moment crucial du processus de définition de la conscience nationale et de l'espoir d'établir un contrat social durable. En 1830, les idéologues de la nation faisaient preuve d'un optimisme patriotique qui relevait plus du lyrisme que de la réalité :

> « …La guerre est à la racine de notre vie républicaine. Au lieu de s'atténuer après la fin de la guerre d'émancipation de la Couronne espagnole, l'effervescence belligérante occupe tout le 19ème siècle. » (Carrera Damas 1969 : 122).

Après l'Indépendance scellée par la bataille de Carabobo le 24 juin 1830 et par la dissolution de l'armée de Bolivar, une grande partie du territoire national restait une *terra incognita*. Une fois consommée la désintégration de la *Gran Colombia*, le 19ème siècle fut une période de guerres sanguinaires entre les caudillos[180] qui se disputaient le contrôle de Caracas. La nation n'avait d'existence que formelle. Guerres, factions et révolutions dessinaient un tableau désespérant signé par la violence sociale et politique. L'image du peuple « orphelin » et ayant besoin d'une main forte et rectrice, devint ainsi courante.

Ce territoire, sans mines d'or ni d'argent, créé en 1777 (Izard 1976) ne réunit jamais les conditions sociales et économiques pour être qualifié *Virreinato*, par la Couronne espagnole. Aucune splendeur coloniale donc pour cette colonie de campements militaires, point militairement stratégique dans la mer des Caraïbes, appelé à l'époque coloniale la *Capitanía general,* Capitainerie générale du Venezuela. L'unité de l'ensemble du territoire et sa maîtrise politique se sont fait attendre jusqu'au 20ème siècle (Langue 1999 : 21). « Le

[180] Alain Rouquié (1982) souligne : « La catégorie locale des caudillos [*en Amérique latine*] est constituée par des chefs de partisans qui se disaient « générales » (1982 : 193)

Venezuela a été la région des Indes où la guerre d'Indépendance a été plus longue, cruelle et dévastatrice » (Izard 1976 : 19). Le pays fonctionna comme fournisseur des armées libératrices et des généraux, comme Antonio José de Sucre, Grand maréchal d'Ayacucho, né à Cumaná, à l'est du Venezuela, célèbre pour sa bataille triomphale en Équateur.

Ensuite, l'échec de la grande Colombie et le démembrement du territoire paralysa la transformation sociale et économique qui avait débuté en 1810 (Izard 1976 : 29). Simón Bolívar, le *Libertador*, ne croyait en effet pas en l'existence d'une nation vénézuélienne. D'après lui, Caracas était une ville « hostile et inculte » et le territoire ne réunissait pas les conditions pour devenir une République autonome. Ce jugement marqua fortement les débuts de la République vénézuliénne, comme le résume un aphorisme populaire au 19ème : Cundinamarca (Bogotá) était « l'université », Quito « le couvent », et Caracas la « caserne »[181].

Cette identification au seul domaine militaire, avec une connotation de force brutale et violente, constitue ainsi historiquement la distinction particulière de ce pays des autres territoires libérés. L'Armée y est la seule institution qui se soit historiquement imposée pour organiser l'État- nation, assujettie toutefois à l'autoritarisme et au patronage des caudillos des régions. Dans la cause professée par les chefs des soulèvements successifs – les caudillos de la guerre dite « fédérale » jusqu'en 1903 (Caballero 2002 : 156) –, l'« ordre » et la « paix » seront toujours repoussés dans « l'avenir » et l'organisation de la vie sociale se fera sur la base d'une préconisation de la présence militaire dans la société pour garantir la « paix et le progrès »[182].

Ainsi, « l'ordre » républicain établi lors de la création de la République de la *Gran Colombia* éclata dès sa dissolution. Paradoxalement, la paix sociale instaurée par la République de la *Gran Colombia* ne dura que le temps de la guerre d'Indépendance et la constitution de la République du Venezuela en 1830 ne signifia pas la consolidation de la paix (Caballero 2002 : 155).

---

[181] Dans son essai *Colegio, Cuartel, Convento* publié en 1878, l'intellectuel équatorien Juan Montalvo analyse le rôle attribué à son pays en signalant le poids écrasant de l'Eglise dans l'organisation de la société équatorienne. Il y confirmait cette vision du Venezuela comme lieu « inculte », dont l'importance ne tenait qu'à ses casernes et forts militaires. L'essentiel de son œuvre a été repris dans Rodriguez Arenas, Flor Maria (2004). « Colegio, cuartel, convento. Juan Montalvo: estratega suasorio y constructor social. » *Decimononica* 1(1): 86-112..

[182] Les guillemets reprennent ici les termes employés dans les sources historiographiques.

Dans un ouvrage qui explique les avatars de la consolidation d'un État civil et d'une nation pacifique, Graciela Soriano de Garcia Pelayo (1997) avance que les guerres fédérales manifestaient le rejet des caudillos de toute autorité nationale installée à la capitale. Elle montre la difficulté de recenser les épisodes violents du 19ème siècle, tellement ils étaient fréquents et variés :

> « Pendant le 19ème siècle, la politique au Venezuela a été conçue comme une « guerre » (…) : entre 1858 et 1881, l'historien Gonzalez Guinan recense 342 actions de guerre (…) L'historien Antonio Arraiz rend compte, entre 1830 et 1903, de 39 révolutions sûres et certaines et si l'on force les termes, on peut en compter jusqu'à 177. César Zumeta recense 1400 combats entre factions entre 1826 et 1903. » (Soriano de Garcia Pelayo 1997 : 183)

Cette historienne souligne combien l'anarchie guerrière et la dispersion du pouvoir régnèrent dans un territoire abandonné à son sort et marqué par des épisodes de guerre, révolutions, combats, factions, etc. Les gouvernements du caudillo Antonio Guzmán Blanco « l'autocrate illustré » (1870-1877, 1879-1882 et 1886-1888), se sont déroulés dans le cadre de programmes pacificateurs de « La Fédération » qui ont cherché à promouvoir un État laïc, d'économie libérale et de progrès afin d'attirer les investissements de l'étranger (Caballero 1999: 55). C'est pendant cette période dominée par le « libéralisme jaune » de Guzmán Blanco qu'apparut le premier essai de modernité professant une adhésion aux idées des Lumières en matière d'éducation (obligatoire et gratuite pour tous les enfants), l'établissement d'une monnaie nationale (le bolivar) et la rédaction d'un code civil tendant à restreindre le pouvoir de l'Église (Velázquez 1972).

Néanmoins, le pilier fondamental du gouvernement était toujours le pouvoir militaire. L'absence d'institutions civiles suffisamment solides pour soutenir le pouvoir politique a été lourde de conséquences. L'Armée fomenta des conspirations et des luttes intestines pour contrôler le pouvoir et le pays fut submergé dans une crise profonde causée par la chute des revenus fiscaux et des pressions externes pour payer la dette externe. En 1892, l'insurrection-révolution « légaliste » de Joaquin Crespo ensanglanta à nouveau le pays. En 1899, la « révolution libérale restauratrice » intronisa le caudillo andin Cipriano Castro.

3.3.4 La caserne comme modèle historique d'ordre social

Au début du 20ème siècle, le panorama idéologique vénézuélien accueille la vision positiviste de « l'ordre », dans laquelle le gouvernant personnifié est la pièce essentielle

garantissant la permanence de l'inéluctable « ordre naturel ». Une relation problématique s'établit entre la nécessité de « l'ordre », le texte constitutionnel et la réalité. Ainsi lorsque le caudillo Juan Vicente Gómez prit le contrôle de toutes les armées des caudillos en 1908, les élites du pays saluèrent la dictature. Les historiens parlent d'un « miracle politique », celui de « l'ordre ». L'allusion à l'ordre doit être ici entendue dans le contexte historique du début du 20ème siècle vénézuélien, c'est-à-dire comme « la paix finalement instaurée » après un siècle marqué par les guerres. Manuel Caballero (2003: 113)[183] inscrit dans ce sens la phrase du général Gómez relative au sens donné à l'ordre instauré par la dictature : « le Venezuela m'a accueilli quand il s'est fatigué de la guerre ». La fin du caudillisme est certes né de la décomposition de l'État colonial et de la faiblesse des autorités centrales (Rouquié 1998 : 262), mais aussi de l'intronisation d'une figure autoritaire au pouvoir. Pour jeter les bases de la nation moderne, le général Juan Vicente Gómez créa les Forces armées de l'État moderne en professionnalisant les militaires et les séparant des institutions civiles. Paix, dictature et ordre se conjuguent dans une formule politique fondatrice de la nation post-coloniale vénézuélienne, le général Gómez, étant le « pacificateur et ordonnateur de la nation » :

> « Toute atteinte contre l'ordre *gomeciste* dérive en attaque du général, et toute attaque au général est une attaque à l'ordre » (Caballero 2002 : 158).

Au début du 20ème siècle, les positivistes vénézuéliens élaborèrent la théorie du « gendarme nécessaire », légitimant ainsi le régime dictatorial et justifiant son maintien au pouvoir (Soriano de Garcia Pelayo 1997: 185). L'enjeu du positivisme était de promouvoir l'idée que les États de l'Amérique hispanique « avaient besoin d'une main dure » pour se « civiliser » après les guerres d'Indépendance et sortir ainsi de « l'anarchie ».

Laureano Vallenilla Lanz (1999 [1919]), précurseur de la sociologie positiviste au Venezuela, voyait dans la figure de ce gendarme la possibilité réelle « d'amener le pays vers le progrès ». Dans l'ouvrage *Cesarismo democrático*, il jeta les bases d'une « théorie scientifique » – la nécessité de l'ordre positiviste pour atteindre le progrès – qui aboutit à la

[183] Les historiens soulignent qu'au début de son long régime, entre 1903 et 1909, la longévité au pouvoir de Gómez fut vécue, comme en témoignent les archives, comme un soulagement car au 19ème siècle le relèvement des pouvoirs publics se traduisait automatiquement par un bain de sang (Caballero 2003 : 113). Frédérique Langue (1999) analyse cependant que la remémoration du 19ème siècle, marquée par le « désordre » des guerres civiles et les risques de « désintégration territoriale », a été en grande partie une construction de la plume des historiens positivistes et de leurs successeurs pour imposer les vertus singulières d'un gouvernement fort (199 : 194).

légitimation politique du caudillo « vainqueur » et pacificateur au pouvoir. Vallenilla Lanz (1999 [1919]: 227) met en valeur deux éléments qui semblent révélateurs dans l'étude de la modernité vénézuélienne : la caractérisation historique en tant qu'« État guerrier », et l'organisation nécessaire, voire inévitable, du pays en « camp militaire » pour sortir de l'anarchie des caudillos. Selon le *Césarisme démocratique*, seul « le peuple », par son idiosyncrasie et son degré de culture, produit le système de gouvernement de la dictature de Gómez. Cette doctrine, qui légitimait et justifiait le caudillo au pouvoir, fournit les bases idéologiques d'une « dictature positive » (Montero 1984 : 124). Et au delà encore, la théorie selon laquelle les sociétés latino-américaines auraient « manqué d'une préparation » suffisante pour pouvoir bénéficier des institutions démocratiques à cause du « métissage », d'économies inefficaces et d'institutions éducatives affaiblies, fournira le cadre politique justifiant, sur tout le continent, le pouvoir du « despotisme illuminé ». Les États guerriers seraient alors porteurs de caractéristiques qui exigent la subordination totale au « gendarme nécessaire », seul à garantir l'ordre et, par la suite, le progrès. L'autoritarisme serait donc une sorte de « mal nécessaire » dans le passage à la modernité en Amérique hispanique.

Une inscription marque aujourd'hui les murs et les frontons des forts militaires du pays : « Armée de terre vénézuélienne, forgeuse de libertés ! ». Cette proclamation patriotique fait de l'Armée de terre de la nation contemporaine l'héritière directe des « gloires de l'armée libératrice » du 19ème siècle.

Photo 8 – Copie d'écran du Site web de l'Armée de terre vénézuélienne. Dévise : « *Ejército venezolano, forjador de libertades* » [184]

Cependant, c'est le dictateur Juan Vicente Gómez qui créa institutionnellement les Forces armées modernes au début du 20ème siècle telles qu'elles sont aujourd'hui[185]. C'est bien dans le domaine des Forces armées que Gómez a réussi à imposer une doctrine sociale (Caballero 2003 : 2002), en séparant l'idée de parti politique, typiquement civile, de celle d'une Armées commandée par des caudillos, et en créant une Armée professionnelle. À partir de Gómez, les Forces armées ne constitueront plus qu'un seul corps, sous un commandement unique[186].

La formule rhétorique « Armée de terre vénézuélienne, forgeuse de libertés ! » cherche donc à instaurer une explication du passé destinée à soulever des valeurs et des intentions particulières : l'identification de la glorieuse Armée *Libertadora* de la guerre

[184] « Armée de terre vénézuliénne, forgeuse de libertés » : sur le site officiel de l'Armée de terre, la période du gouvernement de Gómez n'est pas mentionnée. L'Armée de terre contemporaine se présente comme la continuation de la l'Armée *Libertadora* de la guerre d'Independence coloniale (Cf. Sitio oficial del Ejército venezolano, "forjador de libertades". Disponible sur http://www.ejercito.mil.ve/historia.php [consulté le 22 décembre 2006].

[185] Gómez, le « tyran libéral » selon Manuel Caballero (2003) gouverna entre 1908 et 1935, instituant ainsi l'une des dictatures les plus longues du continent. Son régime, personnel et répressif, était entouré d'une élite technocratique et modernisatrice qui a contribué « à donner au gouvernement une façade de modernité » (Langue 1999 : 251).

[186] Gómez avait de plus mis au point des dispositifs pour se protéger contre les factions et les conspirations ; par exemple, l'accès à l'Académie militaire serait réservé aux andins, et plus particulièrement aux habitants de l'état Táchira, son lieu d'origine.

d'Indépendance avec les Forces armées modernes et contemporaines créées par Juan Vicente Gómez. Cette construction historique de l'origine de l'institution militaire procède d'une manière relativiste pour expliquer le passé comme ayant sa propre façon d'exister (Pocock 1972 : 233) ; c'est une image qui conserve l'existence de l'Armée vénézuélienne qui fonde et perpétue l'existence de la nation.

La consolidation de l'État guerrier et technocrate organisé autour des institutions militaires, garant de la paix et de l'ordre, a des répercutions importantes sur l'occupation du territoire et l'organisation de la vie civile[187]. L'anthropologue Fernando Coronil (1997) soutient que Gómez fut le « premier prestidigitateur de l'État magique » vénézuélien et qu'il sema les bases de la modernité en jouant « le tour de magie de convertir l'exploitation du pétrole en progrès » (1997 : 68). Les changements que le pays connut à cette période découlaient de l'adhésion du général Gómez au modèle économique libéral d'exploitation du pétrole par les compagnies transnationales, en particulier anglaises et nord-américaines. Cependant, les historiens critiques de la pensée positiviste légitimant la dictature montrent que, même si le général Gómez ouvrait l'économie vénézuélienne au marché mondial de l'exportation des matières premières, il fut loin d'avoir été un dirigeant modernisateur. La « prestidigitation » aurait plutôt été effectuée par les Forces armées qui cherchaient constamment à se transfigurer en libératrices, même lorsqu'elles agissaient au détriment de l'instauration d'un système démocratique.

Aux quarante ans de dictature de Gómez, succédèrent les gouvernements militaires dits « civilistes » ou « de transition » d'Eléazar Lopez Contreras (1936-1941) et Isaías Medina Angarita (1941-1945). Le 14 février 1936 marqua le début d'une période de négociation entre gouvernements militaires et mouvements civils pour la liberté d'expression, mouvement connu sous le nom de la « génération du 28 ». Mais ce n'est qu'en 1945, avec l'insurrection de jeunes officiers de l'Armée proches d'un parti politique jusque là clandestin, qu'apparut la figure de Rómulo Betancourt sur la scène politique et le parti politique *Acción Democrática* (AD). En 1945 s'ouvrit donc la période des partis politiques civils, puis après 1958, celle de la démocratie avec le suffrage universel. La première

[187] La dictature « gomeciste » connut cependant des actes de résistance, en particulier ceux des étudiants de Caracas, connus comme la « génération du 28 ». Parmi les plus importants de ces résistants on trouve Pio Tamayo, qui introduisit le marxisme dans le pays, ainsi qu'aux étudiants en droit Rómulo Betancourt, Jóvito Villalba et Joaquín Gabaldón Márquez. Voir aussi : Acedo de Sucre, Maria de Lourdes et Carmen Margarita Nones Merndoza (1994). *La generación venezolana de 1928: estudio de una élite política*. Caracas, Fundación Carlos Eduardo Frías.

expérience démocratique « avancée et socialisante » fut de courte durée : le dit « Triennat *adeco* » (1945-1948).

Le programme de gouvernement instauré par AD transforma radicalement les bases du système politique dominé par les militaires : il instaura le suffrage direct pour l'élection du président de la République et promulgua le droit de vote des femmes, des jeunes à partir de 18 ans et des analphabètes. La crise politique déclenchée lors du « Triennat *adeco* » déboucha dans la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1952-1958). Le militarisme de la dictature de Marcos Pérez Jiménez aboutit à la consolidation d'une élite bureaucratique et corporative, dont le signe le plus manifeste fut la grande concentration des dépenses publiques au bénéfice du monde des Forces armées. Ce durcissement du pouvoir politique militaire engendra une forme de « prétorianisme » (Irwin 2000), entendu comme l'influence politique des militaires qui domina totalement l'appareil de l'État pendant la dictature et qui reste en suspens avec l'avènement de la démocratie.

Néanmoins, les bases du pacte social entre civils furent établies lors de l'instauration de la démocratie en 1958. C'est alors que se met en place, en 1961, le Pacte de Punto Fijo, « code de conduite et de coexistence entre partis politiques et Forces armées » (Rouquié 1982 : 241-243). Ce pacte établit ainsi les règles du jeu entre les principaux partis politiques vénézuéliens. Ces partis, « Action démocratique » (AD), « Comité pour des élections indépendantes » (COPEI) et URD, édifièrent un système de gouvernance fondé sur l'alternance des partis au pouvoir, utilisant des pratiques clientélistes semblables sans pour autant se sentir disqualifiés. Le système d'alternance de partis a fonctionné entre 1958 et 1988, période d'ailleurs marquée par la plus longue absence des Forces armées de l'appareil exécutif de l'État dans l'histoire de la nation vénézuélienne.

*** * ***

Le processus de « dramatisation sociale » (Turner 1974) engendré par *La Tragedia* porte deux éléments caractéristiques. Le premier se révèle dans l'examen des discours médiatiques comme structures narratives des moments dramatiques et relève du présupposé de la solidarité manifesté dans les sociétés affectées par le malheur. La littérature portant sur les désastres (Oliver-Smith 1994) propose l'opérationnalisation de la notion de *communitas* de Victor Turner (1990) pour expliquer l'action sociale après une crise. Toutefois, le matériau mobilisé ici montre l'importance de séparer analytiquement le sentiment de solidarité ressenti par les victimes de la catastrophe lors de l'urgence, pendant la dévastation

– et qui présuppose sa continuité dans le temps par la constitution d'une *communitas* – de la compassion comme moteur d'une action politique de l'État qui se projette dans le long terme. En effet, si les glissements de terrain et les écoulements de boue ont bien balayé des communes entières, toutes classes sociales comprises, et que les opérations de secours ont concerné indistinctement toutes les classes sociales, la gestion de la population sinistrée et sa prise en charge ont été socialement différenciées. La différentiation entre classes sociales se rend donc manifeste lors de la prise en charge des affectés par l'État, second élément de la dramatisation sociale de la catastrophe relevant de la sphère politique : le secours, l'attention et l'hébergement temporaire des victimes par les Forces armées est la manifestation de la compassion de l'État envers le peuple souffrant. Ainsi, dans cette première partie, la dramatisation du désastre a été examinée à partir de la gestion des victimes, marquée par une militarisation fondée sur la compassion envers les moins favorisés, propos qui s'inscrit dans le modèle politique avancé par la révolution bolivarienne.

Le fossé qui sépare les récits de l'expérience de la catastrophe des discours médiatiques interroge les langages développés sur la catastrophe comme drame social, comme rupture des normes sociales ainsi que l'ensemble de normes sociales, qui déchaînent différents processus compensatoires ou de soulagement. Or, en prenant de la distance avec la littérature portant sur les désastres, le processus de soulagement social étudié ici relève du politique, de l'action de l'État.

Ce constat permet d'avancer vers une analyse critique du présupposé de solidarité sous jacent à la construction sociale dominante des catastrophes. La militarisation de la gestion répond en effet à la logique historiquement constituée de disqualification des institutions civiles et au consensus qui s'établit sur le besoin de militariser – pour secourir et pour sécuriser – les sinistrés socialement défavorisés. Mais la disposition visant à militariser la gestion des victimes s'inscrit aussi dans une histoire longue de la nation. Dans un premier temps, la période de consolidation comme Capitainerie générale fut marquée par la prédominance des institutions militaires – casernes et campements militaires – dans l'occupation du territoire. Dans un second temps, la doctrine du positiviste du « gendarme nécessaire » constitua l'un des piliers fondamentaux de la constitution de la nation moderne.

Dans la deuxième partie de cette thèse, j'analyserai les principes idéologiques de la politique de dignification et montrerai comment ils répondent à un projet révolutionnaire fortement influencé par le binôme civico-militaire dans lequel la composante civile est subordonnée à la composante militaire. Un cadre complexe de dispositifs, d'appellations et

de procédures a été mis en œuvre, qui répond à une conception particulière du traitement des affectés, en l'occurrence les plus pauvres. La création de refuges à l'intérieur des forts militaires est exceptionnelle moins par son caractère précurseur, que par le contexte politique dans lequel elle a été décidée. C'est pourquoi la pérennisation des refuges dans les garnisons par les militaires est présentée comme une prérogative des sinistrés moins favorisés socialement, devenant ainsi un traitement emblématique des pauvres dans le moment historique bolivarien.

Deuxième partie.
Le transit

Dans cette deuxième partie, j'adopterai d'abord une approche historique afin de comprendre comment l'événement catastrophique s'inscrit dans l'ordre social et politique, en particulier en matière de relations entre gouvernants et gouvernés, fonctionnaires et sinistrés. Je montrerai que l'étude de l'idéologie du régime bolivarien s'avère un terrain fructueux permettant de voir comment les acteurs de la gestion des sinistrés se livrent à la « dignification ». Il s'agit de montrer la relation entre la dimension « théologique-politique de l'action des soldats bolivariens en tant que mouvement de régénération nationale » (Sanchez 2006 : 413) et la façon dont le gouvernement s'empara de la souffrance des sinistrés (chapitre 4).

Le gouvernement prit des mesures de prise en charge des sinistrés et des victimes en janvier 2000. Le *Fondo Unico Social* et le programme *Plan Bolivar 2000* furent les institutions gouvernementales chargées de mettre en œuvre ces dispositifs. Officiellement, la prise en charge consistait en une assistance temporaire des familles sinistrées attendant leur transfert vers de nouveaux sites : l'hébergement dans des locaux, la possibilité d'intégrer un « Plan d'emploi » temporaire dit « rapide », l'accès à des soins de santé et « psychosociaux » la fourniture de repas ; l'orientation dans les démarches d'obtention de nouveaux logements situés dans d'autres régions du pays. J'appellerai ces lieux d'attente et d'assistance, des *refuges de transit*.

Le refuge de transit est la première organisation objective d'espaces destinés à accueillir les victimes de *La Tragedia*. Il constitue donc un terrain d'observation privilégié qui ont donné lieu d'une part, à une rhétorique de la « dignification » et, d'autre part, à une

pratique institutionnelle de prise en charge. Le changement d'appellation des victimes promu par le Président proposerait également un nouveau lien entre le politique et les citoyens. Tout en rendant compte de l'expérience des victimes, je dégagerai donc les enjeux de la rationalité politique et de la pratique gouvernementale concernant cette population. Sur le plan politique d'abord, les victimes reçurent une « dénomination » – les *dignificados* – grâce à laquelle le pouvoir politique s'efforça de concilier le chevauchement de différentes temporalités généré par l'événement à savoir les problèmes du présent – l'emploi, le logement, la nourriture – et le futur incertain – le succès du relogement et de la relocalisation –. Je m'attacherai ainsi à analyser la dignification en tant que manifestation d'une « politique contemporaine de la compassion » (Fassin 2002a) dotée d'une forte efficacité symbolique et sa traduction dans les dispositifs pratiques de l'assistance (chapitre 5).

C'est dans les refuges de transit que se matérialisent – ou pas – les changements impulsés par la *révolution bolivarienne* et attendus par les sinistrés pauvres. Avec le temps, la vie quotidienne dans les refuges de transit témoigne plus de formes de gouvernement des populations défavorisées que de l'action humanitaire. L'apparition au sein des discours institutionnels d'expressions telles que la « culture du sinistré » impute au comportement du groupe social « pauvre » les raisons de leur propre condition et mobilise des arguments pour justifier la dépossession progressive de l'aide. C'est un moment critique où les victimes ne sont plus considérées comme telles. La normalisation du transit – la diminution progressive de la distribution d'aide humanitaire – annoncera la fin de la prise en charge et relèvera du traitement historiquement constitué des populations socialement défavorisées du pays (chapitre 6).

Chapitre 4.
Eléments de généalogie du mouvement bolivarien

Ce chapitre s'attache au processus de constitution des identités, des altérités et du sens politiques dans le Venezuela contemporain à la lumière de la conformation historique de la « dimension théologico-politique » de l'idéologie nationaliste bolivarienne. Par cette dimension je m'attache à la définition de Claude Lefort (1986: 275) : c'est la manière de s'emparer « du lieu vide qui maintienne à l'écart du symbolique et du réel », lieu auparavant occupé par le monarque absolu détenteur d'un « mandat divin ». Ainsi, le bolivarianisme constitue une configuration spécifique de la dimension théologico-politique du pouvoir de l'État dont le point de départ est une rhétorique sur l'histoire contemporaine visant à légitimer les rébellions de 1992.

Ce chapitre est composé de trois points. Le premier propose de resituer le lien entre la révolution bolivarienne et les mouvements politiques de gauche en rendent visible le poids de mon parcours biographique précédant la thèse et de mes engagements personnels dans la problématisation de la réalité sociale étudiée.

Le deuxième porte sur le recours au « mandat divin », rhétorique riche en images, qui justifierait et légitimerait également l'action politique dans un régime démocratique moderne et formel défendu par la « théologie bolivarienne ».

Le troisième point traite du pétrole comme aspect historique constitutif de l'Etat contemporain et de la modernité vénézuélienne. La rente pétrolière a été une source permanente d'ambivalence dans le processus de construction national car les critères de la distribution de ses bénéfices dans la société sont de caractère politique. Le programme de

dignification des sinistrés de *La Tragedia* s'intègre dans la promesse d'une répartition sociale juste de ce revenu formulée par la « révolution bolivarienne ».

4.1 Le bolivarianisme et la gauche : entre éthique de la responsabilité et éthique de la conviction

Je ferai un court détour réflexif pour regarder comme s'est transmise l'expérience du bolivarianisme dans certains groupes politiques progressistes – dont j'ai suivi de près le parcours lorsque j'habitais au Venezuela – et dont les membres accompagnèrent, et certains même appartiennent encore aujourd'hui, aux cadres de la révolution bolivarienne.

Pour justifier ce détour, je soutiens que les référents politiques de la politique sociale développée pendant les premières années du gouvernement d'Hugo Chavez, et en particulier les « programmes de dignification » des sinistrés de *La Tragedia*, relève d'une lecture spécifique du social faite par les directeurs des institutions qui s'occupent des politiques sociales au pouvoir depuis 1998. Ce cadre heuristique est nécessaire à la compréhension des particularités sociopolitiques de la gestion de la population pauvre par la révolution bolivarienne.

Avant de m'engager dans l'analyse, il me faut toutefois anticiper un malentendu possible : la prééminence que j'accorde à l'approche en termes d'engagement politique et historique des acteurs publics ne constitue évidemment pas l'unique façon de faire, mais cette perspective m'a permis de tirer parti de ma propre histoire, de ma condition de professionnelle en sciences sociales et de « vénézuélienne engagée ». Ces scènes biographiques peuvent contribuer à un positionnement privilégié par rapport à celui d'un chercheur exogène mais peuvent poser un énorme défi pour maintenir la distance requise dans ce domaine. Les données que j'ai ainsi rassemblées concernant le positionnement idéologique des acteurs publics ne sont certes pas exhaustives ni représentatives de toutes les tendances des fonctionnaires publics de la révolution bolivarienne mais ouvrent une discussion sur leurs valeurs et leur vision de la société. Je replacerai le lien entre le bolivarianisme et les partis politiques de gauche en fournissant des données issues de mon vécu d'étudiante universitaire vénézuélienne qui me permettront d'éclairer les tensions entre les pratiques et discours politiques des groupes politiques de gauche et l'engagement citoyen du chercheur. La réflexion critique, qui selon Bourdieu (2003) « consiste à objectiver le sujet de l'objectivation » (2003 : 43), devient une tâche ardue lorsque le chercheur croit tout connaître de la constitution politique de son objet d'étude. La mobilisation de mon

expérience personnelle dans ces pages relève donc de la nécessité d'expliciter les tensions entre mes préjugés et prénotions, et mon appropriation de l'histoire en tant que citoyenne, et qui mettent en relief un double problème lié à l'éthique de la posture du chercheur-citoyen.

En partant de l'analyse d'événements dont j'ai été témoin et de discussions dans des groupes « de gauche » de l'université avec des personnes avec qui je me suis liée d'amitié, je ravive donc la question posée par Max Weber (1959) sur le type d'éthique qui règne ou doit régner en politique. Mon souci principal est, d'un point de vue éthique et analytique, et même politique, de ne pas trahir la complexité des dilemmes auxquels – nous ? – étions confrontés à l'époque.

Je vécus les protestations des étudiants lors du massacre d'*El Amparo* en 1988[188], les émeutes et leur répression du 27 février 1989 (le *Caracazo*) et les deux coups d'État manqués de 1992 (les 4 février et 27 novembre) alors que je faisais mes études à l'École de sociologie de l'Université Centrale de Caracas. Ces événements furent marqués par des émeutes violentes, des actes de répression voire de persécution politique de la part de la DISIP (police politique) envers ceux qui étaient classés comme « subversifs » dans les fichiers des services secrets. Ces années étaient d'une grande effervescence politique estudiantine : la Faculté de sciences économiques et sociales à laquelle mon école appartenait abritait d'anciens et de nouveaux mouvements politiques de gauche et, parmi ces derniers, les tendances les plus radicales. Dans mes cours, je côtoyais des militants de *l'Union de Jovenes Revolucionarios* (UJR), « la « jeunesse » du parti *Bandera Roja* (BR), ainsi que des membres de la *Liga Socialista*, fraction dissidente du MIR, *Movimiento de Izquierda Revolucionario*, et le

[188] En 1998, pris par erreur pour de guérilleros de l'ELN colombien, un groupe de quinze pêcheurs du village El Amparo furent massacrés par l'Armée de terre vénézuélienne et la DISP dans une action dite de « contrainsurgeance ». Deux pêcheurs survécurent pour raconter les conditions du massacre et l'usage demesuré des armes de guerre contre des pecheurs dans des pirogues et armés d'un fusil de chasse. Les coupables n'ont jamais été arrêtés ni jugés. Pour une reconstruction historiographique du massacre et une analyse menant à son inscription dans la sémantique de la violence politique du Venezuela, voir l'article : Coronil, Fernando et Julie Skurski (1991). « Dismembering and Remembering the nation: The semantics of Political Violence in Venezuela. » *Comparative Studies in Society and History* 33 (2): 288-337.

Movimiento 80[189], etc. Certains de ces mouvements étaient classés par le ministère de l'Intérieur comme cellules de la guérilla potentiellement actives.

Entre 1992 et 1994, j'entendais les récits d'amis proches qui rendaient visite à Chavez et aux commandants bolivariens incarcérés à la Prison de Yare. On parlait de cela tranquillement à la cantine universitaire ou dans les jardins du magnifique campus de l'Université Centrale de Caracas. À cette époque-là, il n'était pas rare de trouver sur les murs des toilettes de la Faculté des convocations affichées à des réunions clandestines qui se terminaient avec la phrase « *nos vemos en Yare »*, (on se voit à Yare), la prison à 150 km de Caracas, dans la vallée du Tuy, où les commandants bolivariens purgeaient leur peine ; la visite à la prison était ainsi entendue comme un passage obligé pour ceux qui voulaient écouter de vive voix les leaders militaires d'un mouvement dont le discours était plus nationaliste que révolutionnaire. D'autres avaient rendu visite aux commandants rebelles dans les semaines suivant les événements lorsque ceux-ci étaient encore emprisonnés au Fort militaire San Carlos, au centre-ville de Caracas (Zago 1998; Martinez Rodriguez 2005: 17). Au cours de ces visites, les militaires bolivariens recevaient des poèmes, des livres et des présents et signaient des autographes[190] aux visiteurs.

Ainsi, j'étais une amie proche de ceux qui, des années plus tard, ont fait partie des cadres civils du gouvernement de Chavez, et ont en particulier occupé des postes dans le domaine social (au *Fondo Unico Social*, au ministère de la Santé et du Développement social, au ministère de l'Agriculture et Terres et au ministère du Logement et de l'Habitat) ou ont constitué des ONG qui ont bénéficié de crédits gouvernementaux. Parmi eux, Iván était le président du *Centro de estudiantes* de l'École de sociologie pendant mon cursus. Il avait rompu avec les radicaux du parti *Bandera Roja*. Nous nous sommes rencontrés en 1990 dans l'atelier de recherche (terme désignant les séminaires à l'École de sociologie) du

[189] Le *Movimiento 80* est le mouvement politique d'origine de nombreux membres civils du gouvernement d'Hugo Chavez. On peut particulièrement signaler Jorge Rodriguez, médecin, psychiatre, président de la *Federacion de Centros Universitarios* (FCU), organisation qui fédère les organisations d'étudiants de l'Université centrale) à la fin des années 80, président du Conseil National Electoral lors du referendum révocatoire d'août 2005 et nommé Vice-président le 7 janvier 2007, en remplacement de José Vicente Rangel, ainsi que Juan Barreto, le maire métropolitain de Caracas. Quant à *Bandera Roja* (BR), des membres du gouvernement sont aussi issus de ses files : Elias Jaua, ministre « Secrétaire de la présidence » et Luis Figueroa, ministre de l'Habitat et du Logement. Ils ont du quitter le parti BR pour rejoindre le gouvernement car son leader – Gabriel Puerta – n'a pas rejoint le « chavisme ».

[190] Ces renseignements sont issus des lettres écrites en prison par les commandants et postérieurement publiées : Garrido, Alberto (2002). *Documentos de la Revolución bolivariana*. Mérida, Venezuela, Ediciones del autor. Dans ces lettres, le commandant Chavez mentionne avoir réalisé des réunions de travail dans les domaines économique avec des professeurs de l'UCV, futurs membres de son équipe ministérielle : Jorge Girodani, Adina Bastidas, Francisco Mieres, etc. (pp. 275-288)

professeur Edgardo Lander[191] intitulé « Développement scientifique-technologique, démocratie et droits de l'homme » où nous avons été confrontés à la lecture des textes du « libéralisme démocratique », en particulier celui de C.B Macpherson (2004) et aux problèmes de fragmentation de la citoyenneté. Iván disait qu'en tant que militant de gauche et de formation marxiste, il ne connaissait pas les penseurs de la théorie politique libérale qui lui auraient pourtant fourni plus d'éléments pour comprendre « les enjeux des droits de l'homme ». Il avait appartenu à des groupes insurrectionnels qui avaient participé aux deux derniers rassemblements des membres la *guérilla* vénézuélienne (à Cantaura en 1982 et à Yumare en 1986) qui furent violement réprimés par les gouvernements d'AD et de COPEI. Pour les étudiants, ces noms des villes représentaient des massacres. Pour le gouvernement de Luis Herrera Campins, ils ont signifié des actes de rébellion dûment réprimés. Même si Yumare est plus récente, j'évoquerai brièvement la version des événements de Cantaura que j'entendais à ma Faculté.

Le massacre de Cantaura[192] eut lieu le 5 octobre 1982, quatre ans avant que je ne commence mes études universitaires. Mais les murs de la Faculté rappelaient sans cesse cette action héroïque de la guérilla menée par le parti *Bandera Roja*, l'unique groupe insurrectionnel de la gauche radicale survivant encore au Venezuela au début des années quatre-vingt. Ce groupe était issu dans les années soixante-dix d'une division du *Movimiento de Izquierda Revolucionario* (MIR). Les chefs de *Bandera Roja* connaissaient bien la zone et y opéraient clandestinement depuis la fin des années soixante. Pendant les années soixante-dix, dans le contexte de la guerre froide, la DISIP suivait inconditionnellement les principes de la « doctrine contre-insurrectionnelle » qui, officiellement, consistait à couper les mouvements rebelles de leurs « bases sociales ». Mais officieusement, cela signifiait une « répression sanglante de tout ce qui sentait la révolution », orchestrée par les agences d'intelligence nationales qui suivaient les lignes du gouvernement des États-Unis[193]. Cependant, au début des années quatre-vingt, le mouvement guérillero vénézuélien ne se présentait pas comme un défi militaire parce qu'il était déjà trop affaibli et ne représentait pas un danger pour la stabilité du régime politique. Même les guérilléros reconnaissent que Cantaura fut un campement mal organisé qui, d'après Iván, fut victime d'une délation, ce qui était souvent le cas lors de la répression des actions de la guérilla ou lors des

[191] D'ailleurs organisateur du Forum Social de Caracas, tenu en janvier 2004.
[192] Cantaura est une petite ville de l'est du Venezuela, dit couramment « l'orient » du pays.
[193] Rangel, Domingo Alberto (1987). « La masacre de Cantaura o cuando la democracia también mata. » *Ultimas Noticias* 18 octobre 1987. Suplemento Cultural.

soulèvements militaires. À Cantaura, la répression menée par des Forces armées et la DISIP fut démesurée, les forces de l'ordre lancèrent une attaque meurtrière qui ne laissa aucun survivant parmi les rebelles. D'après les témoignages de paysans habitant aux alentours et de rebelles qui n'étaient pas encore arrivés au rendez-vous, la Force aérienne bombarda d'abord le campement, puis les effectifs de la police politique arrivèrent et tirèrent sur tous les blessés au sol, souvent dans la nuque.

Dans l'ambiance universitaire progressiste de la fin des années quatre-vingt, « Cantaura » était devenue le symbole emblématique du martyrologue des derniers combattants de la *guérilla* et de l'échec dramatique d'actions insurrectionnelles mal organisées, dont les jeunes participants, abandonnés à leur sort, avaient péri dans des massacres dorénavant qualifiées d'« inutiles » par la dissidence. Iván avait survécu à l'attaque des Forces armées car il était arrivé en retard au campement de Cantaura. Il rendit ensuite les armes et abandonna définitivement la lutte armée. À vingt-huit ans, il était entré à l'École de sociologie : « je suis le dernier pauvre qui soit entré dans cette université », disait-il, souriant, en fournissant une image plus que réelle de la forte détérioration du système de l'éducation nationale pendant la crise des années quatre-vingt, qui avait conduit à la restriction de l'accès à l'Université par les étudiants des lycées publics.

Lors de ces rencontres universitaires (discussions, assemblées, sorties, amitiés, connaissances), je fus marquée par le fait que des personnes appartenant à la gauche vénézuélienne soient hantées par la « question des droits de l'homme », auparavant méprisée car considérée comme une manifestation de « l'idéologie bourgeoise ». Tout d'un coup, cette question était devenue un enjeu majeur dans la dénonciation des dérives du système démocratique. Le conflit moral des militants de la gauche radicale résidait auparavant dans la difficulté de justifier les « morts nécessaires » à toute révolution, ce qui était dorénavant en contradiction avec les préconisations des nouveaux mouvements de défenses des droits de l'homme. En effet, il était impossible dans la logique des militants de la défense des droits de l'homme de continuer à justifier des « morts nécessaires » et à lancer des appels au « sacrifices pour la révolution ». La cause des « droits de l'homme » fut caricaturée par les partis les plus radicaux de la gauche vénézuélienne pendant les années soixante-dix et jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Les émeutes du 27 février 1989 introduisirent alors un clivage important, renforcé par la fin des dictatures militaires du cône sud et l'apparition de la cause des *desaparecidos* (des milliers de personnes « disparues » du fait des corps de sécurité de l'État) rapidement adoptée par les militants des partis de gauche du continent.

Cette tension deviendra un élément récurrent dans les discussions des futurs membres du gouvernement *chaviste* que j'ai côtoyés – sans encore savoir les virages de l'histoire –. Parmi ceux-là, Pedro, Orlando et Jorge. Ils faisaient alors parti des *encapuchados* (les cagoulés), un groupe très violent qui organisait systématiquement des émeutes aux portes de l'Université centrale, le plus souvent le jeudi vers midi et jusqu'en fin d'après-midi. Si l'on savait lire les indices, même si les membres du groupe disaient qu'il s'agissait de « réactions spontanées de la colère populaire », les émeutes s'« annonçaient » dès le matin. Les *encapuchados*, accompagnés parfois d'étudiants de lycées publics, organisaient des barricades, brûlaient des pneus, puis pillaient les camions de nourriture qui passaient par hasard près des deux entrées principales de l'université, soit par la *Plaza Venezuela*, soit par la place de *Las Tres Gracias*. La police arrivait donc vers 14 heures, et les *encapuchados* passaient le reste de la journée à entrer et sortir de l'université pour rallumer la barricade ou échapper aux tirs de chevrotine. Parfois, la police disait que les *encapuchados* disposaient d'armes à feux, et la rumeur disait que la police mettait des gros clous dans ses fusils à la place des chevrotines. Les e*ncapuchados* étaient armés de pierres, de bâtons et parfois de revolvers. Cette bataille se jouait aux portes de l'Université – accusés d'ailleurs par les étudiants d'appartenir aux services secrets de la police – car les agents de la police métropolitaine ne pouvaient pas entrer sur le campus en vertu de la loi d'« autonomie universitaire »[194]. Les surveillants de l'Université avouaient leur impuissance face aux actions violentes des *encapuchados* car ils n'étaient pas armés et n'avaient pas le droit de les arrêter, mais les autorités universitaires ont été souvent qualifiées de négligentes et de permissives par les responsables municipaux, les directeurs de la Police Métropolitaine (PM) et les propriétaires de camions.

L'identité des *encapuchados* était largement connue dans le campus universitaire. Une fois le pillage du camion terminé, les *encapuchados* criaient la consigne « *Saqueo popular ! »* (Saccage populaire !). Les *encapuchado*s étaient assez pudiques, car même sur le campus « autonome », ils revendiquaient leur clandestinité et personne ne devait montrer qu'il reconnaissait l'un d'eux.

> « C'est pourquoi on se couvre la tête, » (Journal intime. *Encapuchados* UCV, 1989-1992)

[194] La loi de l'autonomie universitaire avait été conquise suite à « l'intervention universitaire » pendant le premier gouvernement de Rafael Caldera (1969-1974).

me dit l'un d'eux, Orlando. Et quand je rétorquais naïvement que nous savions tous qui ils étaient, ce qui dénigrait en partie leur statut de clandestin et de persécuté politique et faisait de la capuche un déguisement inoffensif, on me répondit :

> « Oui, mais des infiltrés circulent. Tu sais, nous avons tous un dossier à la DISIP »
> (Journal intime. *Encapuchados* UCV 1989-1992)

Ce qui était d'ailleurs également vrai. Avec le recul du temps, j'identifie mieux aujourd'hui les enjeux politiques de ces années universitaires bouleversées par le début d'une crise profonde. Deux faits me semblent particulièrement exemplaires des « dilemmes » posés aux étudiants engagés lorsqu'il s'agissait d'approuver ou non des actions radicales et violentes : le pillage et l'incendie des camions des petits propriétaires et la coïncidence du calendrier universitaire, avec la suspension des cours du jeudi-après midi à cause des émeutes.

Le premier souvenir qui m'interpelle est celui des chauffeurs des camions saccagés. Ils s'asseyaient par terre, effondrés, et se mettaient à pleurer sur les trottoirs de la cité universitaire, sous le regard indifférent des passants et des étudiants. Après le pillage du camion, les *encapuchados* le brûlaient. Les chauffeurs leur criaient souvent que le camion était à eux, et pas à une « entreprise bourgeoise », qu'ils n'avaient pas d'assurance, qu'ils n'étaient pas les représentants du capitalisme mais des « pauvres travailleurs qui n'avaient que ce camion ou camionnette pour faire vivre leur famille ». Mais avec les *encapuchados*, il n'y avait pas de négociation possible, et bien que socialement très sensibles à la « cause populaire », ils n'étaient pas émus par les larmes des chauffeurs. En effet, d'une part, brûler le camion était le moment le plus fort de la rébellion hebdomadaire des jeudis à l'UCV et assurait au moins une photo dans la presse du lendemain, ce qui leur permettait de montrer leur pouvoir et de défier ainsi le gouvernement. D'autre part, l'incendie du camion avait une portée sacrificielle : l'« éthique de la conviction » prévalait dans leurs actions, et la souffrance et les dégâts causés aux chauffeurs étaient des maux nécessaires. Les fins justifiaient les moyens (Weber 1959 :172).

La seconde scène est arrivé dans l'amphithéâtre de la Faculté d'*Humanidades*, Je fus témoin d'une mise en cause virulente d'un professeur communiste, défenseur des cagoulés, adressée aux étudiants qui ne se « mêlaient pas de politique » c'est-à-dire qui ne participaient pas des activités des partis de gauche. La question s'est posée lors d'une assemblée d'étudiants dans l'amphithéâtre. Certains étudiants avaient critiqué la pratique des « jeudis

des cagoulés » en alléguant que l'École de philosophie avait des cours l'après-midi et que leur année scolaire était sérieusement en danger faute de cours les jeudis. Mais pour les « radicaux », il n'était pas question de condamner les *disturbios* (agitations) des jeudis après-midi, il fallait au contraire les soutenir. Je cite de mémoire la défense du professeur en question :

> « Au moins, les violents font quelque chose tandis que vous, vous venez pour étudier et vous former comme des intellectuels et vous vous en fichez de ce qui se passe dans le pays. Si les *encapuchados* sont des *tirapiedras* [des lance-pierres], vous par contre, vous êtes des morts. » (Journal intime. Professeur, Assemblée des étudiants, amphi *Humanidades* de l'Université centrale, 1990)

Ce groupuscule d'étudiants inquiets pour le déroulement de l'année scolaire a été baptisé *los muertos* (les morts). Pour être des « vivants » – c'est-à-dire des « bons engagés » – il fallait donc « faire quelque chose » c'est-à-dire participer, ou du moins être d'accord avec les actions radicales du jeudi après-midi. Pourtant, ceux qui avaient dénoncé les actions des *encapuchados* ne condamnaient pas directement la violence, ils rappelaient un impératif académique, le calendrier universitaire. Ce rappel a été pris comme un signe de désengagement : seul le silence équivalait au soutien, ne serait-ce que « moral », des partisans de la « voie violente ».

Pour reprendre les propos de Max Weber (1959), la dispute qui animait les couloirs de l'Université opposait les partisans d'une « éthique de la conviction » à ceux favorables à une « éthique de la responsabilité ». Chez Weber, « l'éthique de la conviction suppose subjectivement la croyance inconditionnelle à la valeur positive et à l'autorité des normes et préceptes » (Blondel 1999: 185). Les actes des *encapuchados* avaient ainsi une valeur exemplaire pour les partis de la gauche radicale qui étaient éthiquement convaincus de la nécessité de la violence. Et si certains condamnaient les actions violentes, « totalement irrationnelles », d'autres appuyaient ces actes irrationnels (comme brûler les véhicules des petits artisans aux portes de l'Université) qui avaient pour « seule fin : ranimer perpétuellement la flamme de sa conviction » (Weber 1959 : 173).

Professer une « éthique de la responsabilité » dans une situation politiquement tendue est pour le moins problématique lorsque la mort est une conséquence prévisible des actes engagés. Même si on parlait librement et couramment de la nécessité de la « révolution », les coups d'État manqués des bolivariens survenus deux ans après la deuxième scène analysée, marquèrent une coupure historique : les soldats morts que nous avons vu à la

télévision n'étaient pas morts lors de la répression d'émeutes, mais lors d'affrontements pour une « cause » qui se présentait comme nationaliste[195]. Les groupes rebelles de l'Université furent à nouveau confrontés à la mort, mais cette-fois à celle des soldats qui luttèrent pour une « cause nationale » qui deviendra quelques années après une cause « juste » dans la rhétorique des partis de gauche qui donnèrent du support aux bolivariens.

Avant les événements du 4 février et du 27 novembre 1992, il y avait eu certes des situations tendues et, parfois une rumeur circulait : des espions de la redoutée DISIP cherchaient sur le campus des « dépôts d'armes » censés être cachés au sous-sol de la faculté, dans le local des photocopieuses. Mais, après le premier soulèvement de février 1992, la conjoncture obligeait à réfléchir aux valeurs du projet de changement social qui se dessinait : étions-nous pour ou contre l'adhésion à un mouvement dont l'origine était dans les casernes ?[196]

En revanche, le parcours du MBR-200, mouvement militaire clandestin qui s'est prononcé en février 1992, n'est pas assimilable à celui des partis de gauche qui se présentaient comme alternatifs à AD et COPEI. Concernant l'origine du MBR-200, Domingo Irwin (2006) signale l'existence de « loges conspiratives clandestines » tant de gauche que de droite au sein de l'institution armée depuis les années soixante. Il identifie le MBR-200 avec une loge conspirative souterraine issue de la crise politique de 1983 (Irwin 2006 : 181) mais dont l'inspiration idéologique reste peu précise dans les ouvrages consacrés à la question. Dans un livre consacré à la gauche latino-américaine, Steve Ellner (1993) développe une analyse des positionnements politiques de la gauche vénézuélienne depuis 1970, en particulier du MAS. Mais l'analyse s'arrête en 1989 et Ellner ne mentionne aucune éventuelle relation entre la gauche et les commandants bolivariens. En tout cas, l'histoire du lien entre la gauche vénézuélienne et les commandants rebelles bolivariens est en effet peu claire parce qu'elle relève de conspirations secrètes à l'intérieur des Forces armées.

---

[195] En 1992, les militaires bolivariens ne se déclarèrent pas socialistes ni révolutionnaires mais de « patriotes ».

[196] Dans nos discussions, le nom du lieutenant -colonel Chavez, alors prisonnier à Yare, était évoqué avec ferveur et admiration par certains, et avec méfiance par d'autres qui mobilisaient des arguments biographiques le disqualifiant : « Chavez est le filleul de Rafael Caldera, car ses parents ont été des militants de COPEI ». (Journal intime. *Encapuchados* UCV 1989-1992). En effet, la biographie du personnage n'était pas encore claire pour les militants des partis de gauche ni pour l'opinion publique. En dehors de la conspiration liée aux Forces armées, personne dans les partis politiques ou dans les groupes de discussion ne connaissait vraiment Hugo Chavez et son *Movimiento Bolivariano 200* (MBR-200), et certains groupes de la gauche universitaire se disaient trop méfiants pour adhérer à la cause nationaliste du jeune parachutiste.

La seconde remarque historique est, qu'après le soulèvement des bolivariens, il existait bien une « option politique de gauche » représentée par la *Causa R*. Il est important de souligner que lors de la crise de légitimation du bipartisme en 1989, les électeurs identifiés à la une voie progressiste et alternative d'AD et COPEI, s'étaient rassemblés autour d'une option politique de gauche représentée par le parti LCR. Ce parti, issu des syndicats du fer du la région de Guayana et fondé par Alfredo Maneiro - membre du comité central du Parti Communiste vénézuélien (PCV) et ancien guérillero dans les années soixante - était considéré comme l'un des mouvements politiques allant assurer le relais du bipartisme usé et discrédité. Cet avertissement s'inscrit dans une critique de la vision de l'historienne Margarita Lopez Maya (1998) qui considère que tant LCR que le MBR-200 constituaient deux phénomènes comparables même si le dernier était issu des casernes.

LCR disposait un effet d'un important travail politique dans les syndicats métallurgistes et dans les milieux populaires urbains qui remontait à une vingtaine d'années, et ses leaders avaient déjà gagné des élections démocratiques à la fin des années quatre-vingt[197]. En effet, bien que le MAS et une fraction du parti communiste aient donné leur soutien à Rafael Caldera en 1993, Andrés Velázquez, candidat du parti *Causa R,* était arrivé très près de Caldera aux élections de 1993. Les partis de gauche favorables à la prise du pouvoir par la manière violente étaient très affaiblis dans la vie politique institutionnelle du pays et avaient une faible capacité de mobilisation politique dans les milieux populaires ; ils n'existaient presque pas hors du campus universitaire. Réprimés et fustigés par la police, leur épuisement politique pourrait ainsi expliquer l'adhésion immédiate de certains au mouvement bolivarien et à la figure d'Hugo Chavez. Rappelons que 1994 fut aussi l'année de l'insurrection zapatiste au Chiapas, au Mexique. Je me souviens de la rentrée universitaire de cette année-là, Orlando m'a pris dans ses bras et m'a dit :

> « T'as vu ? Même si Chamorro a gagné [*au Nicaragua*], la révolution est encore possible. Maintenant, notre espoir s'appelle Marcos. ». (Journal intime. *Encapuchados* UCV 1989-1992)

Les militants de la gauche radicale attendaient ainsi désespérément l'apparition d'un leader que Chavez a tout fait pour incarner par la suite. Le coup d'État manqué de février

[197] En 1989, Andrés Velázquez a été élu gouverneur de l'état Bolivar. Comme candidat à la présidentielle, Velázquez a ensuite bénéficié d'un score de 21,9% des voix. Pendant cette période LCR, a occupé la place du MAS dans la course pour une troisième option entre AD et COPEI.

1992 a été souvent évoquée comme une « bouffée d'oxygène » pour ceux que désolait l'épuisement de la « voie radicale de la lutte sociale », même si au début son discours ne s'inscrivait pas dans un registre de gauche mais de dénonciation de la corruption des partis politiques au pouvoir. Hugo Chavez resta emprisonné jusqu'au 27 mars 1994, date de sa libération par décret du président Caldera. Les autres dirigeants du mouvement furent également libérés à cette occasion (Langue 2002 : 85). L'aboutissement de l'alliance entre Chavez et la gauche, orchestrée par Luis Miquilena, eut lieu en 1997 avec la constitution d'abord du parti politique MVR, puis du *Polo Patriótico*, alliance de partis de gauche rassemblés autour de Chavez qui était en train de devenir une figure politique puissante. L'activité politique menée par les bolivariens entre 1994 et 1997 consista à donner un contenu politique à la figure du *Libertador*, Simón Bolívar. L'utilisation politique du « mythe bolivarien » obéit à une stratégie de transformation du désespoir en espoir d'un sentiment national.

4.2 Théodicée de la souffrance des soldats insurgés

Francisco Arias Cárdenas, Joël Acosta Chirinos, Jesús Urdaneta Hernández, Jesús Ortíz Contreras et Hugo Chávez Frías sont les commandants d'unités de l'Armée de terre responsables du soulèvement du 4 février 1992. Leur mouvement clandestin fut fondé en 1983 sous le nom de *Movimiento Bolivariano Revolucionario* 200 (MBR 200) et leurs membres se faisaient appeler des COMACATES, acronyme de *COmandantes*, *MAyores, CApitanes* et *TEnientes*. Le chiffre 200 fait allusion à la commémoration en 1983 du Bicentenaire de la naissance de Simón Bolívar (1783-1830). Cette organisation clandestine regroupa, dès l'origine, des officiers militaires de bas rangs qui appelaient à un retour aux valeurs constitutives de la nation, leur devoir, « en tant qu'hommes d'honneur », de sauver la patrie. Historiens et journalistes signalent que les activités clandestines des Comacates étaient connues par le ministère de la Défense depuis longtemps. Dans une biographie récente d'Hugo Chavez, les journalistes Alberto Barrera et Cristina Marcano reproduisent une communication rédigée en 1991, quelques mois avant le 4 février 1992 par Hugo Peñaloza, un ex-chef de l'Armée et ex-directeur de l'Académie militaire :

> « Un groupe de militaires et de civils est convaincu que la démocratie actuelle est rongée par la corruption et considère que la seule façon de corriger cette situation est de mener une action de force, de sang, et de feu et ainsi éliminer les corrupteurs et revendiquer la nation. » (Barrera Tyszka et Marcano 2005 : 131)

La menace d'un coup d'État était bien réelle, d'autant que Peñaloza ajoutait que, pour ce groupe, « l'honneur de la république ne se nettoie qu'avec du sang ». Ainsi, la rhétorique officielle du mouvement bolivarien met en rapport la destinée individuelle des commandants insurgés et leurs troupes, et celle de la nation. Les deux coups d'État manqués – 4 février et 27 novembre – sont présentés par ses protagonistes comme des actions de sacrifice pour la Patrie. Le triomphe électoral de 1998 signe le bonheur qui récompense la vertu des patriotes, auparavant injustement punis pour leurs actions conspiratives. Pour reprendre l'expression de Claudio Lomnitz, lors de la défaite de la guérilla dans les années soixante-dix, la gauche vénézuélienne avait perdu le « langage du sacrifice » (2003 : 133) et s'était dispersée dans des partis politiques institutionnels, en l'occurrence MAS et MIR, et plus tard *La Causa R* (LCR). Les bolivariens récupèrent ce langage en mobilisant la théodicée de la souffrance des soldats morts pour la patrie dans le putsch.

Revenons alors sur la constitution de la dimension sacrée des mythes fondateurs de la nation dans la constitution de l'identité politique du *bolivarianisme* contemporain. Michael Taussig (1997 : 107) suggère que l'institution étatique vénézuélienne se consolide historiquement par l'invocation permanente de l'esprit du *Libertador*, construction mythique définie par les historiens comme le « culte civil à Bolivar » (Carrera Damas 1969). Taussig montre qu'en 1992 la figure du commandant Hugo Chavez incarne une nouvelle forme de sacralisation de Bolivar en se présentant lui-même comme un émissaire révolutionnaire de l'esprit du *Libertador* (Taussig 1997 : 108). Le coup d'État manqué du 4 février 1992 est ainsi présenté comme étant un message de Bolivar adressé au peuple et constitue une performance qui marque un nouveau retour de la figure sacrée du *Libertador* dans la scène politique de la nation.

4.2.1 La récupération révolutionnaire du culte civique de Bolívar

La rhétorique bolivarienne fait écho dans la mémoire nationale à la figure de Bolivar qui « mourut pauvre, malade, endetté, avec une chemise prêtée, frustré dans la quête du salut de la République ». La vénération portée à Bolivar et au sacrifice à la patrie relève d'une dramatisation sociale et politique extrême de l'imaginaire populaire (Salas 2001). Le « culte rendu à Bolivar » entretenu par les nationalistes vénézuéliens présente cependant certaines contradictions, notamment de se revendiquer du *Libertador,* alors qu'il était le plus grand « ennemi » de la nation vénézuélienne, puisqu'il ne croyait pas à son existence en tant que République indépendante de la Colombie. Ce paradoxe, dégagé par Germán Carrera Damas

(1969: 49)[198], n'a pourtant pas empêché le culte de Bolivar de devenir un culte civique, dont le sens constitue « un facteur d'unification nationale », sous l'impulsion de la bourgeoisie consolidée après 1830.

Dès le milieu du 19ème siècle le *bolivarianisme* ne constituait déjà plus une « cause politique » en soi, et à la fin du 20èmesiècle il ne portait plus de projet politique (Anrup et Vidales 1985). Deux éléments sont à préciser avant d'aborder l'évolution du bolivarianisme comme culte civique professé dans les institutions publiques, avant l'avènement de la « révolution bolivarienne » d'Hugo Chavez. Le premier est l'installation précoce de la laïcité de la République vénézuélienne par rapport à d'autres pays latino-américains. L'État vénézuélien est laïc depuis la fin du 19èmesiècle, la séparation d'avec l'Église est précocement proclamée en 1870 par Antonio Guzmán Blanco. Cette laïcisation signifie « la suppression de prébendes et autres rémunérations consenties en faveur des prêtres (…) renforcent le pouvoir civil et réduisent sensiblement le rôle précédemment dévolu à l'église, dont le pouvoir spirituel se trouve affecté dans ses fondements » (Langue 1999 : 210). La guerre d'Indépendance constitue dans ce sens une révolution politique qui conduit à la séparation républicaine de l'Église et de l'État : l'exclusion de tout dogme religieux particulier dans les pouvoirs politiques et la séparation de l'église catholique de l'école publique constituent un nouvel ordre symbolique, en particulier en matière d'autorité dans l'ordre civique caractéristique de la modernité juridique.

Le second élément porte sur les rituels civiques patriotiques de l'Amérique émancipatrice que se sont reproduits dans le temps pendant toute la période républicaine[199]. La mythologie épique des héros généraux victorieux de l'Indépendance posa les bases d'une « théologie bolivarienne » (Castro Leiva 1987), d'une mission émancipatrice des hommes mémorables en termes sacrés et de mythes fondateurs de la nation. Ainsi, l'édifice symbolique de l'État s'est construit sur des rites qui ne peuvent pas être qualifiés, dans le corpus ici analysé, de « désenchantés » mais bien d'« activité rituelle » de la vie politique, relevant d'un culte civique. Marc Abélès (2005 [1990] : 165) souligne que « dans les sociétés

[198] Carrera Damas (1969 : 49) soulève ainsi l'identification faite entre le programme de Bolívar et celui de l'oligarchie après l'Indépendance : « L'ombre de Bolivar était très enracinée dans la conscience du peuple après les années de guerre et la politique de l'oligarchie a paradoxalement été présentée comme la réalisation du programme de Bolívar, de son programme d'émancipation. »

[199] La symbolique patriotique des rites bolivariens pendant l'émancipation est traitée dans : Lomné, Georges (1990). « Révolution française et rites bolivariens: examen de transposition de la symbolique républicaine. » *Cahiers des Amériques latines* L'Amérique latine face à la révolution française. L'héritage revolutionnaire: une modernité de rupture: 159-176.

occidentales, la séparation entre le religieux et le profane est une donnée incontournable. Ce qui n'empêche pas que les rituels de commémoration, d'intronisation jouent un rôle important dans la vie sociale ». Le « culte à Bolivar » a été la source majeure d'un mythe instaurateur de sens pour la nation vénézuélienne.

En revanche, la transmutation du *bolivarisme* en *bolivarianisme* effectuée par la gauche radicale latino-américaine (en particulier par la guérilla colombienne) constitue un processus d'un autre ordre. En effet, les nouveaux bolivariens vénézuéliens ne sont pas détenteurs de cette invocation à Bolivar dans un registre de régénération nationale de gauche. En 1974, le mouvement colombien *Movimiento guérillero 19 avril* (M-19) a volé l'épée du *Libertador* Simón Bolivar dans sa maison-musée à Bogotá en Colombie. Cette action a été suivie par un communiqué qui lançait :

> « Bolivar, ton épée retourne à la lutte… la lutte de Bolivar continue. (…) [Ton épée] revient dans nos mains, celles du peuple en armes. Et s'aiguise contre les exploiteurs du peuple. (…) Car Bolivar n'est pas avec eux, mais avec les opprimés. Voilà pourquoi l'épée repasse dans nos mains. Et unie aux luttes de nos peuples, elle ne se reposera pas avant d'avoir atteint une deuxième indépendance, cette fois-ci totale et définitive. » (Anrup 1999 : 46)

Cette déclaration est la première d'un groupe rebelle d'extrême gauche à utiliser la figure de Bolívar, mythe également fondateur de la nation colombienne. En s'appropriant l'épée de Bolívar, le M-19 a fait éclater l'orthodoxie marxiste-léniniste et maoïste et a commencé à structurer un discours nationaliste et populaire (Zuloaga Nieto 1999: 17). Le discours et projet politique du mouvement guérillero colombien M-19 et des militaires bolivariens vénézuéliens qui conspiraient dans les casernes depuis les années quatre-vingt se retrouvent ainsi dans l'utilisation du mythe de Bolivar comme source d'autorité morale de la refondation de la nation.

La récupération politique de la figure de Bolívar par ces deux gorupes, icône même du Père de la Patrie, est riche d'implications. L'idée de « sacrifice » associée à Bolivar est bienvenue dans des temps de crise sociale profonde, d'autant plus qu'elle sous entend non seulement un acte de vengeance mais aussi la conscience du danger d'affaiblissement de la collectivité que cet acte implique (Lomnitz 2003 : 131). Dans le cas des commandants rebelles, l'insurrection de 1992 prit en effet la forme d'une vengeance contre le pouvoir exécutif et contre le haut commandement tout en demeurant lucide sur les conséquences néfastes d'une conspiration et d'une tentative de coup d'Etat sur le système démocratique. C'est pourquoi les militaires bolivariens avaient prévu de convoquer une Assemblée

constituante immédiatement après la prise du pouvoir. La reprise de l'épopée libératrice du 19ème siècle bénéficia également de la dimension christique du *Libertador*, considéré comme « le vrai et l'unique patriote, martyrisé et trahi par les généraux de sa propre Armée qui ne l'ont pas suivi dans son projet unificateur des pays andins »[200].

Cet exercice heuristique livre le sens que les Commandants bolivariens donnent à leur action insurrectionnelle de 1992, mais certains historiens des relations civilo-militaires contemporaines analysent autrement les motivations des rebelles. Frédérique Langue relève un élément supplémentaire permettant de comprendre la profondeur du mécontentement du Commandant Urdaneta Hernandez contre le gouvernement de Pérez :

> « Une explication connexe renvoie (…) aux conditions de vie de ces jeunes officiers confrontés comme la grande majorité de la classe moyenne à une détérioration de leurs conditions de vie et, par conséquent, de certains de leurs privilèges. » (Langue 2002 : 79).

Leur sacrifice en est même magnifié puisque, dans la formule civilo- militaire, la précarité des jeunes officiers reflète celle du peuple, dont ils ont ainsi défendu la cause sociale. D'un point de vue matérialiste, on peut rejoindre l'argumentaire de Langue qui place l'insurrection comme une réaction violente face à la détérioration des conditions de vie des jeunes officiers. Mais d'un point de vue symbolique, par l'insurrection du 4 février 1992, les Commandants bolivariens se sont sacrifiés et « ont fait don » à la Patrie de leur carrière militaire.

D'autre part, les repères idéologiques du « nationalisme bolivarien » ne correspondent pas tout à fait avec ceux d'un discours progressiste ou de transformation des structures sociales. Lors de leurs premières apparitions sur la scène publique, les commandants bolivariens cherchèrent donc à s'identifier à la nation et à constituer une identité politique civilo militaire d'ordre nationaliste. Il paraît ainsi pertinent d'inscrire l'insurrection de février 1992 dans le même registre que d'autres insurrections latino-américaines contemporaines qui mobilisaient des arguments plutôt nationalistes pour défendre la lutte armée puis ont évolué en mouvements révolutionnaires.

---

[200] Je cite cette phrase presque de mémoire. Dans les écoles primaires, il y avait (et il y a encore aujourd'hui) des « sociétés bolivariennes » d'étude de la pensée de Bolivar ; on faisait des représentations et des dessins concernant des passages de la vie de Simón Bolívar, certains élèves récitaient de mémoire les discours du Libertador, tels que *La Carta de Jamaica*, le *Discurso de Agostura*, etc. La participation n'était pas toutefois obligatoire car elle se faisait aux heures de récréation. La doctrine bolivarienne était aussi enseignée dans un cours de lycée nommé *Formacion social, moral y cívica*.

Dans un article où il compare les insurrections armées en Irak et au Nicaragua, Bradley Tatar (2005) révèle les différences entre les militants du *Frente Sandinista* et les rebelles de Monimbó, dans le Nicaragua de la fin des années soixante-dix. Au début de la révolution sandiniste, l'insurrection de Monimbó dans la ville de Masaya en décembre 1978, était un soulèvement nationaliste très peu influencé par l'idéologie marxiste du Front Sandiniste de Libération nationale. Suite à l'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro,

> « les participants étaient motivés par des discours portant sur leur identité collective sans partager aucun projet politique postrévolutionnaire » (Tatar 2005 : 181).

Et Tatar montre que, même si elle constitue l'une des premières manifestations de la révolution du Nicaragua, l'insurrection de Monimbó est loin de puiser aux mêmes sources idéologiques que le *Frente Sandinista*. Ainsi,

> « la victoire du *Frente Sandinista* et la création d'une nouvelle plate-forme politique choque avec la nature apolitique des sentiments patriotiques et nationalistes de l'insurrection de Monimbó » (Tatar 2005 : 193).

Dans le même ordre d'idées, l'étude de Tatar présente deux identités politiques des mouvements insurrectionnels armés qui se nouent autour d'une « culture religieuse ». Dans le premier cas, les militants invoquent un combat nécessaire à la sauvegarde de leur ; les combattants de Monimbó affirmaient que jusqu'à leurs armes de combat reflétaient leur culture et les rituels religieux, et les funérailles au cours desquels ils se portaient traditionnellement devenaient alors des rassemblements villageois de contestation politique. Dans le second cas, c'est l'utilisation du symbolisme religieux qui active le sentiment patriotique, comme par exemple l'insurrection sunnite en Irak lorsqu'elle défend des « lieux sacrés ».

Ces apports de Tatar sont très pertinents pour notre analyse de l'insurrection bolivarienne dont l'identité politique se base sur une rhétorique de l'insurrection religieuse issue du culte de Bolivar tout en mobilisant des motifs symboliques propres à la doctrine militaire (épopées des champs de bataille, gloire triomphale, etc.). Le nationalisme apparaît alors comme une catégorie d'identité collective mobilisant l'insurrection. Et puisque les *Comacates bolivariens* ne disposaient pas martyr (comme Sandino pour les rebelles de Monimbó) et que leur cause était « le peuple », ils ont coopté la figure de Bolívar, trahi tout comme eux et le peuple martyr.

Par ailleurs, la recherche d'une identité civilo-militaire à l'aura religieuse allait de pair avec de forts les « préjugés contre la politique », pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt (1995) et un rejet profond du système politique, déclinés sur un ton de nationalisme exacerbé. L'action politique des rebelles se voulait donc certes conspiratrice mais pas pour autant négative, la justification de leur révolte relevant d'un registre moral, sans autres repère idéologique ou politique. C'est pourquoi l'organisation de l'insurrection armée était imprégnée d'un fort sentiment de rejet de la politique, fondé sur :

> « l'idée que la politique en son fond est un tissu de mensonges et d'impostures au service d'intérêts sordides et d'une idéologie encore plus sordide, tandis que la politique étrangère oscille entre la pure propagande et la violence brutale » (Arendt 1995: 37).

Le bolivarianisme actuel est en effet un mouvement politique qui oppose donc à la figure du parti politique entendu comme instrument d'organisation propre aux systèmes libéraux. Il est dans ce sens « antipolitique », car le parti politique suppose une identité politique du citoyen à partir des ses rapports sociaux, économiques, etc. Toutefois, même si le mouvement bolivarien a d'abord songé à se débarrasser du système des partis pour « sauver le pays », les années suivant l'insurrection montreront que le chemin vers le pouvoir sera bien politique.

La mutation du groupe politique mi-clandestin MBR-2000 (*Movimiento Bolivariano Revolucionario 200*) en parti politique MVR (*Movimiento Quinta República*, Mouvement de la Cinquième République) montre notamment un glissement ambigu dans le traitement discursif de la question civilo-militaire. Le MBR-200 n'avait pas le droit de se constituer en tant que parti car la législation vénézuélienne interdit l'utilisation du nom de Bolivar dans les appellations des organisations politiques. Pour se présenter aux élections de décembre 1997, Hugo Chavez, Willian Lara, Cilia Flores, Omar Mezza et William Izarra ont donc dû fonder un parti politique appelé MVR (Garrido 1999 : 69). Le nouvel acronyme ressemblant fortement au précédent, moyennant la confusion courante en espagnol où la différence de prononciation entre le « v » et le « b » passe souvent inaperçue. Le MBR-200 est cependant toujours resté un mouvement nettement militaire, jamais civil, fédérant les cadres et les bases de Chavez dans l'Armée de terre : il est demeuré comme la cellule de base des Comacates (Romero 2001: 235) et le parti politique MVR a joué le rôle de navette de communication entre les adhérents militaires et civils au projet révolutionnaire, qui ne se sont jamais unifiés, les « civils » se plaignant d'ailleurs d'être marginalisés et jamais considérés comme des pairs par les militaires.

Le paradoxe est que, même en arrivant au pouvoir par la voie légale et en reconnaissant l'importance de la « composante civile » dans la vie démocratique, les militaires bolivariens ont développé une rhétorique militariste qui refuse souvent l'exercice du pouvoir aux civils. Et dans la nouvelle configuration de la pratique politique au Venezuela, la confusion actuelle entre monde civil et monde militaire paraît évidente. Dans un de ses textes récemment consacrés à la fondation idéologique du projet révolutionnaire vénézuélien et à ses inscriptions régionales et globales, Martha Harnecker ainsi signale que :

> « Chavez a été profondément marqué par certaines idées de Mao, en particulier par celle qui proclame que le moral de la troupe est beaucoup plus important que n'importe quel moyen technologique. L'Armée de terre est au peuple ce que l'eau est au poisson. » (Harnecker 2004 : 17)

Cependant, cette identité civilo-militaire ne serait pas dommageable au peuple et à la démocratie ; en effet, d'après Harnecker, les Forces armées vénézuéliennes ne partagent pas une « idéologie bourgeoise », à la différence de celles d'autres pays d'Amérique latine, car les troupes et les officiels sont plutôt issus des milieux populaires. L'origine sociale des membres de l'Armée de terre constituerait ainsi un atout révolutionnaire. En effet, Tania Delgado (2002), fondatrice et présidente du *Cercle bolivarien*[201] de Paris, développe des arguments allant dans le même sens et qui visent à la légitimation idéologique de la fusion entre Forces armées et institutions de l'État. D'après, elle l'institution militaire serait la seule institution, unique et universelle, capable d'assurer le développement de la nation :

> « Les Forces armées sont capables de contribuer au développement du pays parce que l'institution militaire est une institution de l'État, dont les membres professionnels ont été formés par l'État, dont les capacités de ses membres vont au-delà des tâches strictement militaires, et dont l'équipement dépasse largement celui de n'importe quelle autre institution. »[202]

[201] Les cercles bolivariens sont des organisations sociopolitiques promues par le président Chavez depuis juin 2001 afin de soutenir le « processus révolutionnaire » qui a lieu au Venezuela sous son égide. Officiellement ils sont définis comme « le système d'organisation basique du peuple de Bolivar pour activer et diriger la participation des individus et des communautés dans le processus révolutionnaire afin de construire la société libre, indépendante que le père de la patrie avait rêvé ». Définition cité en : Gomez Calcaño, Luis et Nelly Arenas (2005). « Los círculos bolivarianos : El mito de la unidad del pueblo. » *América latina hoy* (39): 167-193, p. 180.

[202] Delgado, Tania (2002). "The institutional restructuring of the Venezuelan Armed Forces. National and Regional Implications." *in*. *Armies and Politics*. E. Pashentev et C. Miniar-Belouratchev. Moscou, Library Authority and Society**:** 67-88, p. 82, la traduction de l'anglais au français est de moi.

Avec ces propos qui se veulent révolutionnaires, Delgado soutient que les Forces armées fournissent le seul cadre institutionnel valable pour mener à bien les politiques publiques, car ce sont elles qui combinent les ressources, la main d'œuvre et l'ordre nécessaire qui permettent de réussir les opérations et, en fin de compte, d'atteindre le progrès social. Dans cette perspective, l'institution militaire constitue par ailleurs l'unique moyen de « laver » la société de la corruption inhérente aux institutions civiles. Chez Harnecker et chez Delgado, la Force Armée est ainsi avancée comme l'entité véritablement capable de sauver le pays de la décomposition généralisée et de rétablir l'ordre moral de la République.

4.2.2 Les « anges » bolivariens

Le sens donné à la mort des soldats battus lors des combats de la rébellion du 4 février 1992 est celui d'un sacrifice. Leur constitution en martyrs donne un nouveau sens à la mort au combat dans la rébellion. Il ne s'agit pas d'une déroute mais d'une mort nécessaire dont la finalité est la « dignification » du corps militaire. La commémoration solennelle de la mort de ces soldats en 1999, présentée comme « inutile » immédiatement après l'échec de la rébellion en 1992, mais ensuite comme indispensable pour la révolution, est peut-être l'un des actes les plus spectaculaires d'incorporation politique de l'histoire récente vénézuélienne. Je suivrai la réflexion de Clifford Geertz (1999) sur les formes symboliques du pouvoir et les incertitudes du charisme : « au centre politique de toute société organisée de façon complexe (…) il y a à la fois une élite gouvernante et un ensemble de formes symboliques exprimant le fait que c'est elle en vérité qui gouverne » (Geertz 1999 : 156). Il faudrait donc dégager quelles sont « ces formes symboliques » développées par le régime bolivarien.

La nuit du 3 au 4 février 1992, les combats entre soldats loyalistes et soldats commandés par les Comacates du MBR-200 furent acharnés. Les putschistes commandés par le lieutenant colonel Chavez à Caracas ne réussirent pas à arrêter le président Carlos Andrés Pérez qui se trouvait non pas au Palais de Miraflores, comme ils croyaient, mais dans sa résidence, *La Casona*. Et quand les putschistes partirent de Miraflores, dans le nord-ouest de la ville pour *La Casona* dans l'est, Pérez était déjà revenu au Palais du centre-ville d'où il réussit à s'échapper et à se cacher dans un hôtel. Les combats aux alentours de *La Casona,* des stations de police et des casernes firent environ 200 morts (même si officiellement le chiffre est de 17 morts). Dans sa chambre d'hôtel, Pérez enregistra un message filmé transmis à 1 heure du matin par la chaîne de télévision *Venevisión* (Blanco Muñoz 1998;

Barrera Tyszka et Marcano 2005) : il dénonçait la menace imminente d'un coup d'État et de son assassinat.

Photo 9 – Le Président Pérez priant à la télévision lors du coup d'Etat manqué du 4 février 1992[203]

Mais les rebelles ne réussirent pas à faire passer leur message filmé sur les chaînes de télévision. L'assaut de Miraflores échoua définitivement vers 4 heures du matin, car sur 27 commandants qui s'étaient mis d'accord dans la clandestinité pour effectuer cette prise du pouvoir, seuls cinq sortirent des casernes avec leurs troupes. Le commandant Chávez et ses troupes étaient assiégés par les loyalistes au musée militaire, à côté du Palais, isolés et démunis de toute logistique. Au petit matin, une rumeur de trahison et de délation circulait et la reddition était imminente. Celle-ci a été finalement déclarée à midi.

> « La reddition est pire que la mort (…) disait Chavez. La surprise avait échoué, la mobilité, le pouvoir de feu, tout a échoué [*ce soir-là*]. » (Blanco Muñoz 1998 : 473-491)

Pour démanteler la rébellion et éradiquer les conspirateurs, le gouvernement de Carlos Andrés Pérez restreignit les garanties constitutionnelles et censura la presse pendant les semaines suivantes.

[203]Image issue du dossier de presse : Morgado, Ernesto (2003). "Intentona golpista desl 4 de febrero de 1992. Galeria de imágenes." *El Nacional.* http://www.el-nacional.com/Galeria/preview.asp?Id=18277&IdSeccion=64&NumPag=-9&Codigo_Galeria=94 [consulté le 2 avril 2007]

Les biographes du lieutenant-colonel précisent que cette action contribua largement à son succès politique ultérieur :

> « La rébellion, l'assaut au pouvoir qu'il avait songé et planifié pendant plus de 15 ans est un échec total. Mais lui, il devient protagoniste. » (Barrera Tyszka et Marcano 2005 : 126)

La première apparition médiatique d'Hugo Chavez l'après-midi du 4 février 1992 déclencha son immédiate popularité. Son image s'est affichée sur tous les petits écrans du pays après une longue nuit au cours de laquelle le pays avait suivi à la télévision les combats acharnés. Habillé en uniforme de campagne avec le béret rouge indiquant son appartenance au corps de parachutistes de l'Armée de terre, le Commandant reconnaissait sa défaite. Il assumait en héros la responsabilité de l'échec du soulèvement et appelait les derniers rebelles à rendre les armes. Cette apparition n'a duré que quelques secondes mais elle a largement suffi à Chavez pour séduire l'opinion publique et pour, tout en invitant à la reddition, lancer un appel à l'insurrection dans le futur : « Nous avons échoué pour l'instant, mais des temps meilleurs viendront », a-t-il dit devant les caméras, en produisant en quelques secondes un vertigineux effet de sympathie dans le public. Bien que l'opinion publique s'interrogeait sur le contenu exact du « programme d'action futur » tacitement énoncé, la promesse de rédemption des soldats insurgés s'inscrit ainsi dans l'avenir. L'appui populaire à la cause des insurgés rejoint celui du thème de la lutte contre la corruption, qui accélère la mise en examen du président Pérez, destitué par le Congrès le 31 août 1993 en raison de la possession de comptes secrets dans les banques aux États-Unis.

Photo 10 – Première apparition télévisée du lieutenant Hugo Chávez Frías le 4 février 1992[204]

Deux ouvrages publiés immédiatement après le coup d'État manqué fournirent des arguments à l'opinion publique vénézuélienne pour excuser politiquement les « putschistes » et inscrire leur action comme une rébellion justifiée contre l'état des choses. Le premier ouvrage, *La rébellion des anges* de la journaliste Angela Zago (1998), parut en 1992 ; immédiatement épuisé, il fut réimprimé à plusieurs reprises. Le deuxième est celui d'Alberto Arvelo Ramos intitulé *Pour la défense des insurgés* (Arvelo Ramos 1992)[205]. Zago[206] est journaliste, professeur à l'école de communication sociale de l'Université Centrale, et ex-guérillera, et Arvelo professeur de philosophie à l'Université de Mérida et militant de gauche. Zago fournit un témoignage brut sur la conspiration et l'insurrection, créant un événement politique, car jamais des conspirateurs clandestins ne s'étaient exprimés de façon si directe, en défiant le pouvoir de l'État. Les commandants validèrent le contenu du livre en lui envoyant de lettres d'admiration et de reconnaissance pour avoir raconté

[204] Morgado, Ernesto (2003). "Intentona golpista desl 4 de febrero de 1992. Galeria de imágenes." *El Nacional.* Disponible sur: http://www.el-nacional.com/Galeria/preview.asp?Id=18277&IdSeccion=64&NumPag=-9&Codigo_Galeria=94 [consulté le 2 avril 2007]

[205] Il est important toutefois de noter que Zago et Arvelo militent actuellement, en 2006, dans l'opposition au président Chavez, et ceci depuis le début des années 2000.

[206] Dans son ouvrage, Zago livre, avec très peu d'analyse, la transcription les entretiens qu'elle a eus avec les commandants insurgés lors qu'ils ont été faits prisonniers dans le *Cuartel San Carlos* puis transférés à la prison de Yare. Le livre met à nu les brimades et difficultés vécues par les rangs inférieurs des Forces armées, leurs espoirs et leurs pratiques. Aucun détail n'est épargné : noms, réunions, personnalités et dates des visites effectuées pour préparer l'insurrection.

l'histoire « d'une manière si fidèle ». La complicité entre la journaliste et les commandants est telle que l'épilogue s'intitule « les anges d'Angela ». Dans sa plaidoirie inconditionnelle, Zago fournit aux rebelles des outils sémantiques de justification : « ils ne se sont pas rebellés contre la Constitution mais pour la Constitution » (1998 : 221).

L'ouvrage d'Arvelo se situe dans un registre moins apologétique et s'efforce d'inscrire l'insurrection dans un processus historique. Il offre moins un témoignage sur le coup d'État manqué qu'un jugement sévère à l'encontre du système des partis politiques qui dominaient le pays. Arvelo part donc du problème du manque de représentativité pour expliquer le soulèvement militaire. D'après lui, les problèmes qui affectaient la société vénézuélienne et qui expliquent l'insurrection étaient, d'une part la « structure léniniste des partis politiques » (Arvelo Ramos 1992 : 45-72) qui ne permettait pas la participation des citoyens et minait donc leur représentativité, et d'autre part, la corruption. Le but du livre n'est pas tant de justifier les actions des putschistes que de condamner le régime politique en vigueur. La glorification des rebelles est plus évidente dans le titre *En defensa de los insurrectos* (*Pour la défense des rebelles*), que dans le contenu. Ces éléments visent la constitution du mythe politique des « anges bolivariens », source fertile la légitimation symbolique des actions politiques à venir.

Une fois sortis de prison en 1994, amnistiés par le président Rafael Caldera, les Commandants du 4 février 1992 empruntent cette fois la voie institutionnelle pour arriver au pouvoir. Le premier Comacate à participer à des élections régionales est le lieutenant Francisco Arias Cardenas, qui avait pris la garnison de Zulia lors de l'insurrection du 4 février 1992. Il gagne les élections régionales dans l'état de Zulia en décembre 1995.

Cependant, Arias Cardenas diffère radicalement de Chavez. Ses propos n'utilisent pas d'éléments affectifs et appellent moins à la révolution qu'à la récupération morale de la République :

> « Son discours est un appel à un ordre et au progrès basé sur le travail tandis que le mythe bolivarien populaire séquestré par Chavez s'approprie l'émotion, vit dans la transe de l'extase et fait irruption dans la sphère du sacré. » (Salas 2001: 210)

Au contraire de Chavez, Arias Cardenas n'a jamais mobilisé de rhétorique rédemptrice ou salvatrice. Il gagne les élections à Zulia en tirant parti de la popularité acquise lors de la prise de la garnison de Maracaibo et de la prise en otage du gouverneur Oswaldo Alvarez Paz. La prise de cette garnison est la seule victoire de la rébellion et la capture

d'Alvarez Paz avait symbolisé ce succès militaire, que Chavez n'avait pas réussi à obtenir avec le président Pérez à Caracas. Et, c'est en particulier à Arias que Chavez s'adressait dans son message télévisé appelant à rendre les armes.

L'exercice du pouvoir de la révolution bolivarienne se réalise par une ritualisation extrême des actes présidentiels. Ces rituels, instaurés depuis la campagne présidentielle de 1998, mobilisent tant le mythe national de Bolivar que sa récréation. Des anthropologues ont en effet signalé à propos des campagnes présidentielles au Mexique, que

> « la campagne est un rituel où se créent les mythes nationaux du métissage et l'unité, et surtout c'est la confluence symbolique de tous les groupes qui cherchent à réaffirmer ou gagner des espaces dans la trame des alliances verticales et horizontales » (Adler de Lomnitz, Lomnitz *et al.* 1994).

Le Venezuela assiste donc à la recréation des mythes nationaux et à l'émergence de symboles inédits dans la culture politique locale, à partir de la mobilisation d'émotions collectives. En effet, ces émotions sont destinées à la création d'une conscience historique collective emplie d'images rédemptrices dont les présupposés – l'exaltation de la patrie sacrée et la figure de Bolivar – se combinent avec le souhait d'un ordre socialement plus juste.

Les émissions télévisées occupèrent et occupent toujours une place privilégiée dans la construction et la reproduction du nouveau système politique[207]. Depuis son élection en décembre 1998, le Président Hugo Chavez raconte très souvent des épisodes de son enfance et de sa jeunesse, ou la vie de ses parents et ancêtres, devant les caméras de télévision. Né à Barinas, dans les plaines occidentales du pays, les *llanos*, il entremêle son histoire personnelle avec l'Histoire nationale. Il s'identifie ainsi aux guerriers *llaneros* vénézuéliens, « véritable métaphore américaine des sans-culottes » selon l'expression de Georges Lomné (1990 : 162), figure emblématique des « opprimés » courageux et glorieux. Le stéréotype du *llanero* constitue donc le symbole de l'identité nationale, de la République libre et

[207] En septembre 2006, le gouvernement vénézuélien dirigeait et finançait quatre chaînes de télévision directement administrées par le ministère de la communication, 75 journaux, 90 sites sur internet, 146 radios, la radio national du Venezuela et une agence national de presse. 25 chaînes de télévision dites « communautaires » sont aussi financées par le gouvernement.

souveraine, protagoniste officiel et emblématique de la guerre d'Indépendance : soldat austère, nomade et libertaire[208].

Il n'est pas donc anodin que le président Chavez mette systématiquement en valeur ses origines *llaneros*. Dans ses prises de parole radiophoniques et télévisées, il raconte souvent une version de l'histoire du pays glorieuse qui lui permet d'affirmer qu'il est encore possible d'échapper à « la malédiction » (les perversions de l'économie rentière du pétrole, en particulier de la corruption), et que c'est d'ailleurs le but de son gouvernement. Chavez a ainsi récupéré à son profit les événements héroïques et guerriers de l'historiographie de la nation.

Chavez déclare que le guerrier Pedro Pérez Delgado, alias *Maïsanta* (déformation de son cri de guerre *Ay Madre santa !*) était son aïeul. Maïsanta était un caudillo guerrier peu connu, plus présent dans les chants folkloriques des plaines de Barinas que dans les textes de l'histoire nationale. Pour Chavez, signale Frédérique Langue, « retrouver les traces de cet arrière-grand-père (…) qualifié de « 'dernier homme à cheval' par un historien local » (2002: 48) a été décisif pour son parcours. Pérez Delgado fut en effet l'un des derniers caudillos à s'opposer au général Juan Vicente Gómez :

> « Lorsque j'étais petit, on m'a dit que je descendais d'un assassin. Ensuite, j'ai essayé d'étudier un peu plus la situation parce que j'étais réellement confus : mon aïeul était *guérillero* ou assassin ? »(Hugo Chavez dans Blanco Muñoz 1998: 61)

En faisant de son aïeul un héros d'un mouvement nationaliste du début du 20ème siècle, Hugo Chavez construit un lignage guerrier et justicier dont il veut sauver l'honneur. Lors de l'action du 4 février 1992, sa grand-mère lui aurait même offert en récompense le scapulaire de son propre père, *Maïsanta* :

> « Lorsque Maïsanta a pris le pouvoir dans le village, il autorisa les pauvres à piller » (Hugo Chavez dans Blanco Muñoz 1998 : 64)

[208] La figure du *llanero* est très présente dans la littérature vénézuélienne, cristallisée notamment dans les ouvrages de Rómulo Gallegos. Le *llanero* a été souvent utilisé pour consolider l'État national alors même qu'il présente une certaine ambigüité : c'est au nom de la figure d'un homme subalterne, le paysan des plaines métis, guerrier mais aussi soumis aux des conditions de domination que s'est forgée la rhétorique de l'histoire nationale. Pour une étude de l'image du llanero et son rapport avec la construction d'une identité nationale voir : Rago, Victor (1999). "Llano y llanero: contribucion al estudio del forjamiento de una imagen." *Boletin antropologico.* (45).

Dans la performance médiatique du président, ritualisation n'est pas nécessairement synonyme de routinisation : son apparition hebdomadaire est très dynamique, voire imprévisible. Yolanda Salas signale en effet que « sa communication avec le sacré est directe, sans intermédiaire, car Dieu est la voix du peuple et, par conséquent, Chavez son porte parole » (2001 : 10). Ses discours véhiculent une vision dichotomique permanente et systématique du monde : oligarques vs. souverains, corrupteurs vs. bolivariens, patriotes vs. traitres, etc. Ses propos justiciers, qui font de l'Autre la personnification du mal, ont conduit l'opposition au président à construire à son tour des catégories simplificatrices, des antonymies binaires marquant le contexte de la radicalisation de la polarisation politique qui a débuté en 2001. Ce processus simplificateur à l'extrême réduit la complexité de la crise politique vénézuélienne à la seule confrontation raciale et de classes (Salas 2004). Ce serait en effet bien vite oublier que l'ascension et l'arrivée de Chavez au pouvoir en 1998 ont été soutenues par une base large et socialement très mixte – dont faisaient partie le journal *El Nacional* et la chaîne télévisée *Venevisión* – qui s'était accordée sur un consensus politique visant à mettre fin au « fléau » de la corruption.

4.2.3 De la malédiction à l'absolution

Les rebelles *bolivariens* avançaient comme l'une des raisons fondamentales de leur mécontentement à l'intérieur de l'Armée la participation de celle-ci à la répression des événements de février 1989. Dans leurs déclarations à la presse et dans leurs pamphlets prosélytiques de l'époque, ils affirmaient en effet que l'ordre de réprimer les émeutes et d'ouvrir le feu contre le peuple sans distinction avait été donné par des militaires de haut rang.

> « *¡Maldito sea el soldado que dispara contra el pueblo !* (Maudit soit le soldat qui tire contre le peuple !) Une malédiction était tombée sur nous en 1989 parce que ce gouvernement là, qui prétendait imposer au peuple vénézuélien les formules élaborées par le Fond Monétaire International (..) n'a pas hésité une seconde à ordonner le massacre de février et mars de 1989 (…) Des milliers de morts, on ne saura jamais combien sont tombés sous les balles des fusils, non d'une Armée étrangère mais de notre propre Force Armée et des corps de sécurité de l'État, qui ont massacré sans pitié un peuple désarmé de manière lâche.»[209]

[209] Cf. Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria*. *Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas.* Caracas, Venpres, Disponible sur : http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html [consulté le 08 septembre 2004]

Le président Chavez prononça ces mots dans un discours de plusieurs heures, le 4 février 2003, onze ans après le coup d'État de 1992 et la quatrième année de son mandat, en reprenant à son compte les mots prononcées par Bolívar en 1819. Dans son *Discurso de Angostura* prononcé en 1819 lors du deuxième Congrès dit d'Angostura, Simón Bolivar avait dit « maudit soit le soldat qui tire contre le peuple » (Bolivar 1819)[210]. Le président Chavez établit donc un parallèle entre les batailles de la guerre d'Indépendance et les combats, ou plutôt les accrochages, menés par l'Armée de terre contre les pilleurs lors des émeutes du *Caracazo*. La reprise de la phrase de Bolívar « *Maldito sea el soldado que dispara contra el pueblo ! »* à l'époque contemporaine n'est cependant pas originale. Les étudiants de l'Université centrale la criions dans les années quatre vingt-dix au cours des manifestations et des assemblées pour protester contre les abus des corps de sécurité de l'État qui réprimaient les mobilisations étudiantes.

Néanmoins, l'utilisation de cette phrase par Chavez est toute autre : elle devient un élément symbolique d'une forme ritualisée que j'appellerai « d'absolution des pêchés » des soldats de l'Armée de terre qui avaient massacré le « peuple » en février 1989. L'insurrection du 4 février 1992 constitue donc un sacrifice, les officiers faisant don à la Patrie de leur carrière militaire. Marcel Mauss signale que le « sacrifice est un acte religieux qui, par la consécration d'une victime, modifie l'état de la personne morale qui l'accomplit ou de certains objets auxquels elle s'intéresse » (Mauss 1970 : 205, cité par Caillé 2000 : 147). Or dans le domaine du politique, ce don sacrificiel, inhérent aux martyrs, prend forme non pas d'« un don fait aux esprits » (Caillé 2000 : 145), comme le signalent les classiques de la théorie anthropologique du sacrifice, mais à la Patrie. Ce don implique la consécration des victimes et la modification de la personne morale des soldats rebelles, ces derniers devenant symboliquement exemptés de l'obligation légale qui supposait d'assumer publiquement les exactions commises lors de la répression des émeutes en février 1989.

Les faits du 27 février 1989 ont été repris et réinterprétés, et dans la politique vénézuélienne, « seules les interprétations existent et pas les faits », comme le soulignent à propos du Mexique les anthropologues déjà cités (Adler de Lomnitz, Lomnitz *et al.* 1994 : 303). Les commandants bolivariens reprennent ces événements dans un registre où prédominent les figures bibliques : la malédiction, le sacrifice, l'absolution des péchés, le

[210] Dans ce discours d'une grande valeur historique, Simon Bolivar avait jeté les bases d'un projet politique inspiré des Lumières pour l'Amérique latine.

pardon et salut. La répression du *Caracazo*, entendue comme l'appel des « élites corruptrices aux soldats pour massacrer le peuple », est associée à la malédiction. Et l'insurrection du 4 février 1992 constitue un acte de rémission de ce péché de répression démesurée des émeutes, qui ouvre un « chemin du salut » aux soldats condamnés aux flammes de l'enfer par des supérieurs répondant aux « mandats du mal »[211].

Nous avons vu dans la première partie de ce travail que l'État vénézuélien n'avait pas assumé ses responsabilités au sein des instances juridiques internationales, ni lors du 27 février 1989, ni lors des pillages pendant *La Tragedia*. La défense officielle a consisté par tous les moyens à protéger les accusés et à disqualifier les victimes et les plaignants. Paradoxalement, les discours n'ont pas promu la reconnaissance des victimes des massacres de février 1989 comme moyen de rédemption des Forces armées. Bien au contraire, depuis 1989, les gouvernements successifs ont essayé de discréditer les victimes du *Caracazo* et leurs familles en présentant à l'opinion publique des données et des éléments personnels compromettant leur réputation[212].

La particularité du gouvernement bolivarien consiste à condamner la répression de ces émeutes. Cette condamnation demeure toutefois marquée par une profonde ambigüité. La rhétorique bolivarienne manifeste en effet systématiquement sa réprobation face à ces crimes mais, lorsque les avocats de l'État vénézuélien font référence aux victimes (des centaines de corps non identifiés enterrés dans les fosses communes de La Peste, dans le *Cementerio General del Sur* de Caracas) dans les procès et plaidoiries de la Cour interaméricaine, ils parlent de « pilleurs » et « délinquants », ou de « morts pendant des affrontements ». Par rapport au 27 février 1989, le régime actuel ne se réfère pas à la loi mais au symbolisme du don sacrificiel de soldats qui seront commandés quatre ans plus tard par les rebelles bolivariens.

Ainsi, lorsque le président Chavez fait allusion dans ses allocutions officielles aux événements du 27 février 1989, il insiste toujours sur l'inéluctabilité de l'insurrection dont

---

[211] Hugo Chavez dit avoir été d'ailleurs lui-même exempt de participer aux commandos chargés de réprimer les émeutes puisqu'il avait la varicelle.

[212] Comme en témoigne Cofavic dans ses rapports, l'administration d'Hugo Chavez a même perpétuée à la politique de disqualification morale des victimes individuelles des exactions Initiée par le deuxième gouvernement de Pérez de 1989 à 1993 et poursuivie par celui de Caldera (1994-1998). Pour plus de détails sur les plaidoiries de l'Etat vénézuélien et des familles des victimes voir le site de Cofavic disponible sur : http://www.cofavic.org.ve/p-noticias-270204.htm [consulté le 19 juin 2005].

il a été le leader en 1992. Dans ses allocutions le président revient d'ailleurs encore fréquemment sur cette « responsabilité » :

> « On n'aurait jamais ouvert feu contre le peuple, mais les hautes sphères des Forces armées étaient au service d'un régime pourri… » [213]

Cette déclaration semble plus dénoncer le « régime pourri » des hauts gradés corrompus que l'intervention même des Forces armées. Dans le discours officiel, la justice consiste plus en l'éviction des partis politiques traditionnels du pouvoir qu'en l'ouverture de procès judiciaires.

Des intellectuels proches du régime vénézuélien fournissent également des éléments importants pour bâtir cette légitimation symbolique, devenue ensuite politique, de l'insurrection des commandants bolivariens. Martha Harnecker, l'une des théoriciennes les plus prolifiques de la révolution bolivarienne, affirme que :

> « Les commandants les plus conscients se sont refusés à prendre part avec leurs troupes à la répression du peuple. » (Harnecker 2004 : 34)

Elle mobilise ce témoignage pour argumenter :

> « Un militaire interviewé me raconta que lorsqu'il vit le peuple affamé en train de piller un supermarché, il décida de discipliner le pillage [*lors du Caracazo*]. Il organisa ainsi une queue pour obtenir les produits. En revanche, il empêcha le vol des caisses de comptabilité car cela n'obéissait pas à une nécessité, c'était en profiter pour voler. » (Harnecker 2004 : 35)

Trois éléments d'analyse découlent de ce témoignage. Tout d'abord, l'officiel interviewé par Harnecker laisse entrevoir qu'il a désobéi aux ordres émanant de l'État-major ; il dit avoir ressenti de la sympathie pour le peuple « affamé » et n'avoir pu ouvrir le feu contre la foule. Difficile de connaître la vérité étant donné que le refus d'obéissance des officiels de la chaîne de commandement entraînait une accusation d'insubordination et rétrogradation, ce qui ne semble pas avoir été son cas. Son témoignage manifesterait à tout le moins un certain regret *a posteriori*[214]. La mauvaise conscience de cet officiel, déclarée

---

[213] Chavez, Hugo (2000). *Alocución del presidente de la Repúlica, Hugo Rafael Chávez Frías, ante el Parlamento de Canarias*. Tenerife, Site officiel du cabinet du Président: http://www.venezuela.gov.ve [consulté le 25 juillet 2003]

[214] D'autres témoignages insistent notamment sur le profond malaise moral éprouvé par les militaires dans cette « descente aux enfers », moralement minés d'être les auteurs du massacre : de retour aux casernes, ils « n'étaient plus les mêmes » (Blanco Muñoz 2003 : 311).

dix ans plus tard devant le magnétophone de Harnecker, s'inscrit dans la nécessité politique d'exprimer des regrets si l'on veut « se faire pardonner » par le peuple. En effet, il serait vraiment honteux pour un officiel bolivarien admettre sa participation volontaire et consentie à cette répression sanglante, à moins de l'avoir fait pour « sauver le peuple » ; la fin, moralement acceptable et même souhaitable, justifie les moyens et sa demande de pardon l'absout automatiquement. De cette façon, l'officiel échappe au stigmate de complicité d'une répression en son temps justifiée mais désormais moralement condamnée par le gouvernement au pouvoir et se déclare, par la même occasion, partisan de ceux qui sont devenus de bons insurgés. La réélaboration de son discours que fait Harnecker obéit à la nécessité de justifier politiquement l'insurrection.

Ensuite, une forte dimension morale s'impose dans cette description des circonstances qui conduisent ce colonel à éprouver de la sympathie envers le « peuple ». Dans son discours émerge la figure d'un « bon pilleur », d'un « pilleur innocent », figure emblématique du peuple affamé, légitime dans sa demande bien qu'irrationnel car contraint par la nécessité biologique de la faim. Dans cette situation d'anomie, seul le militaire rationnel peut restaurer l'ordre en organisant « le bon pillage », c'est-à-dire en créant une queue devant le magasin que la foule est en train de saccager et en empêchant le vol des caisses du supermarché. Lui seul est en mesure de déterminer les « vrais » des « faux » besoins du peuple. Les « vrais » besoins sont de nature physiologique (nourriture, hygiène de base) tandis que la recherche d'alcool ou d'électroménager relève de « faux » besoins, d'une réclamation somptuaire déplacée de la part des nécessiteux. Lors des saccages collectifs, les dénonciations ont en effet fleuri dans les médias, critiquant la convoitise de produits moralement « illégitimes » (disques, électroménager, chaînes hi-fi, etc.) car non indispensables à la survie.

Enfin, Harnecker utilise ce témoignage pour poser le caractère vivace de la mémoire comme « lien vécu au présent éternel » qui a autorisé le gouvernement à s'approprier politiquement la commémoration du 27 février 1989 comme *malédiction* des Forces armées. Cette réélaboration politique des émeutes et de leur répression constitue une entreprise politique cruciale selon laquelle le dévouement des Comacates aurait contribué à leur rachat. Elle est un exemple typique de la rhétorique bolivarienne concernant la damnation des Forces armées et leur nécessaire rédemption : l'officiel interviewé par Harnecker est une figure stéréotypée emblématique du soldat de l'Armée de terre (un homme, jeune, honnête, de teint brun, issu des milieux populaires et socialement conscient, un fils de la terre

vénézuélienne) digne et souveraine. Plus que l'adhésion à un projet révolutionnaire marxiste-léniniste, le discours des Comacates professait en effet un attachement profond aux valeurs patriotiques.

Les soldats insurgés en 1992 se présentaient donc comme ceux qui étaient restés dignes face aux « aberrations d'un État-major » aux ordres des classes dominantes ennemies du peuple. La force de la figure de la malédiction a été également alimentée par les témoignages que les rebelles ont fournis aux historiens, et en particulier à Agustín Blanco Muñoz (2003). L'ouvrage publiant les témoignages d'Urdaneta Hernandez[215] réinterprète le passé en insistant encore davantage sur le caractère héroïque de la conspiration des fiers soldats des années quatre-vingt. Jesús Urdaneta Hernandez justifie ainsi l'insurrection comme « l'unique action possible pour sauver le pays » :

> « Je me souviens d'avoir dit à ma femme : je me sens très insatisfait par ce que je fais dans la caserne. Je dois faire quelque chose, me rebeller contre tout. Moi, je n'accepte plus ça. Peut-être qu'on va me tuer ou me mettre en taule, je n'en sais rien. Et ma femme, comme toute femme, m'a dit : bon, réfléchi bien avant d'agir car tu as une famille. Quel intérêt as-tu à te mêler de tout ça ? Tu sais, les femmes font toujours réfléchir. Et moi, je lui ai dit : non, je vais le faire, je vais le rejoindre et on verra après. Je suis trop insatisfait de moi-même et du destin qu'on dessine à mon pays. À l'époque, je me demandais pourquoi tout ceci se passait au Venezuela ? Moi, j'avais toujours en tête la gueule de Carlos Andrés [Pérez]. » (Blanco Muñoz 2003 : 319)

Dans son indignation devant la fastueuse cérémonie d'investiture à la Présidence (ironiquement appelé dans la rue la *Coronacion*) de Carlos Andrés Pérez en février 1989, deux semaines avant les émeutes du *Caracazo* et la répression sanglante des pillages, le commandant Urdaneta Hernández insinue que le 4 février 1992 se profilait déjà ; la destitution du régime de Carlos Andrés Pérez qui les avait obligés à massacrer le peuple innocent et la rébellion contre les élites était l'unique moyen de se laver de leur damnation morale (2003 : 317). Ainsi, la rhétorique des « anges bolivariens » développe toute sa richesse pour montrer, d'une part que les Comacates avaient obéi à un mandat sacré les appelant au sacrifice pour sauver la République et d'autre part, leur rébellion en 1992 les exempte d'être jugés devant les tribunaux pour les exactions commises en 1989.

[215] Combattant rebelle lors du coup d'Etat manqué du 4 février 1992 et l'uns des directeurs de la DISIP pendant *La Tragedia*. En janvier 2000, Chavez a exclu à Urdaneta Hernandez du gouvernement suite aux exactions de la DISIP à Vargas mais a soutenu Eliécer Otaiza. (Cf. première partie)

4.2.4 Théâtralisation de l'absolution de l'Armée de terre

J'aborderai ici les formes ritualisées des cérémonies du gouvernement actuel qui mobilisent les mythes fondateurs de la nation tout en produisant une mise en scène du politique centrée sur la dignité de l'Armée de terre. La ritualisation politique au Venezuela joue un rôle important dans la vie sociale car elle met en œuvre des processus de marchandage du soutien et de neutralisation des adversaires.

Le rôle des apparitions médiatiques cérémonielles est devenu fondamental pour les décideurs chargés de produire les politiques sociales d'attention aux secteurs populaires. Ces rituels d'institutionnalisation politique sont réalisés dans des espaces publics, lors de cérémonies publiques. Ainsi, la dignification des participants aux insurrections du MBR-200 se réalise dans un acte public qui rend visibles des acteurs auparavant cachés. Le but est manifestement de créer une « classe politique », c'est-à-dire un groupe qui dorénavant participera à la vie politique nationale parce qu'il aura accès à l'espace public autrement restreint (comme ce sera le cas des combattants du 4 février 1992).

La littérature en anthropologie politique des sociétés contemporaines fournit des éléments pour rendre compte de la « performance culturelle » du rituel politique dans l'époque contemporaine. La contribution de Marc Abélès sur l'anthropologie politique de la modernité récuse le point de vue non institutionnaliste classique de la discipline et se situe dans le prolongement des apports de Max Weber et de Michel Foucault (Abélès 2005 [1990] : 156). Marc Abélès pose comme point de départ de son analyse une certaine perception de la notion du rite dans la culture française : « la première acception consiste à considérer comme des rites des actes essentiellement répétitifs qui ponctuent la vie privée ou publique », mais une seconde acception renvoie elle « à l'idée de la codification de l'activité sociale mais on prend aussi en compte la portée symbolique de ces enchaînements d'actes et de paroles dans un contexte plus général » (Abélès 2005 [1990]: 171). En fait, dans les sociétés démocratiques, l'intrication du politique et du social dans la légitimation du pouvoir relève de formes complexes de production de sens par le langage politique.

La contribution de James R. McLeod (1991; 1999) sur la caractérisation des rituels politiques modernes révèle notamment le processus de mobilisation de symboles et de leur enrôlement au service d'une rhétorique dramatique dans des contextes marqués par la télé-démocratie et la polarisation idéologique. Lorsque McLeod (1999) analyse le « sociodrame » des campagnes présidentielles aux États-Unis, il fait appel aux propos de

Marc Abélès de repenser la sécularisation dans les sociétés modernes. Ainsi, dans le cas nord-américain, le pouvoir de la propagande et de la mobilisation des symboles semble en étroite relation avec le nombre de votants qui soutiennent un candidat déterminé lors d'élection présidentielle (McLeod 1999 : 370)[216].

Les contributions de McLeod pour les États-Unis comme celles d'Abélès pour la France n'envisagent cependant pas les enjeux de la théâtralisation du pouvoir politique dans des sociétés où la stabilité démocratique n'est pas assurée. Et ces théories de la dramatisation du pouvoir dont le point de départ est la tension moderne entre sphère publique et vie privée deviennent insuffisantes pour rendre compte de la « réalité latino-américaine », où les relations entre l'État et les individus créent un espace social qui recouvre la famille, l'amitié et la parenté.

Roberto Da Matta (2002) contribue significativement à l'étude des rites et des rituels « nationaux » de la société brésilienne. Sa comparaison entre les défilés militaires et le carnaval (2002 : 55-95) témoigne de deux problèmes « basiques et inséparables », d'une part la question des principes et des mécanismes utilisés pour dramatiser le monde et, d'autre part, l'usage de ces manifestations comme des formes de dédoublement de la société brésilienne, « des manières de se regarder dans son propre miroir social » (2002 : 55).

Deux phénomènes doivent être considérés concernant la question de la « dignification » comme principe politique préconisé en dehors de la question des sinistrés de *La Tragedia*. D'une part, l'Assemblée constituante et la refondation de la nation suite à l'approbation de la nouvelle Constitution en décembre 1999 ont fourni un nouveau cadre institutionnel qui relevait encore du symbolique et dont la portée institutionnelle et pratique restait encore à définir par les gouvernants. Lors de l'approbation par referendum constitutionnel, le système politique était défini comme « démocratique-participatif » où le protagoniste est « le peuple » (Delgado et Gomez Calcaño 2001). La promesse de la redéfinition du rôle social de l'État s'inscrit dans un discours politique sur la « dignité », valeur morale présente dans la rhétorique officielle révolutionnaire depuis la diffusion du programme de gouvernement du MBR-200 (Garrido 2002 : 157-211). D'autre part, depuis

[216] Les rituels politiques télévisés instaurés depuis 1998 n'ont pas lieu dans un contexte de campagne présidentielle et d'affrontement électoral entre candidats, comme dans les cas analysés par McLeod (1991 ;1999) ; cet auteur a en effet examiné la stratégie des républicains nord-américains pour vaincre d'éventuels candidats opposants à la candidature de George Bush au sein de leur propre parti, et l'usage de certains rituels destinés à changer d'image vis-à-vis des militants de son propre parti.

1998, le Venezuela connait une théâtralisation de la vie politique, avec la mise en scène, la structuration temporelle et l'organisation de symboles qui donnent sens aux interactions des acteurs.

Le nouveau rôle assigné à la Force armée dans la Constitution bolivarienne (1999), article 328, consiste à « lancer dans le social » les effectifs des trois Forces, l'apparat militaire étant dorénavant intégré dans l'organisation des institutions civiles. L'articulation des nouvelles politiques sociales et des Forces armées, en particulier de l'Armée de terre, caractérisent la militarisation des institutions de l'État vénézuélien. Ce processus, donnant lieu à un nouveau cadre institutionnel, est difficile à décrire car peu de documents officiels ont été publiés sur ces programmes d'incorporation des militaires à l'action publique sociale. En effet, j'ai déjà mentionné les principes de cette doctrine, issue d'un agglomérat de principes, qui fait reposer l'harmonie de l'unité nationale à partir de l'identification avec le « peuple ». Dans cette perspective, le *bolivarianisme* révolutionnaire proclame la nécessité de faire de l'Armée une institution de salut social. La réorganisation du rôle de l'État et la ritualisation de la mise en œuvre des politiques sociales depuis 1998 permettent ainsi d'établir que la prise en charge des sinistrés de la catastrophe n'a pas été le fruit de l'improvisation cet qu'elle obéit à l'idéologie sous-jacente au nouveau projet d'État.

Si l'on reprend l'analyse des traits caractéristiques de la représentation politique au Mexique étudiée par Claudio Lomnitz (1995), il apparaît que l'ambiguïté porte une double fonction : d'une part, elle sert à s'approprier le discours de l'autres, et d'autre part, elle génère un sentiment d'appartenance commune au nouvel État. L'anthropologie politique de l'État vénézuélien par « en bas » et « au travers d'une investigation du pouvoir, de son exercice et de son enracinement » (Abélès 2005 [1990] : 156) doit ainsi nécessairement dégager clairement quelles sont les caractéristiques symboliques, au-delà des fonctions établies dans la nouvelle Constitution, de l'Armée de terre dans le moment bolivarien. L'ambigüité de ce rôle devient en fait une « énigme du pouvoir politique », selon l'expression de Marc Abélès et de Pierre-Henry Jeudi (1997: 243) : au Venezuela, la clef du mystère de la « légitimité politique de l'action sociale » de l'Armée de terre repose donc sur les motifs qui ont conduit à faire du « soldat » la figure emblématique de la formule civilo-militaire bolivarienne. La figure du « soldat bolivarien » incarnée dans la président Chavez, constitue la clef de voûte des nouvelles institutions de la République ce qui s'avérera l'axe symbolique fondamental de l'action publique envers les sinistrés de *La Tragedia* : la « rédemption », de la « nation » et du « peuple ».

Le « soldat bolivarien » est le moteur d'une politique sociale qui va finalement assurer une distribution socialement juste de la richesse pétrolière. Ainsi, le rôle du soldat de l'Armée de terre change substantiellement dans l'apparat des nouveaux défilés, ce qui s'inscrit d'ailleurs dans le « programme de dignification » tant de l'Armée que des sinistrés de la catastrophe, assimilés à la nation.

En 2003, le Président Chavez déclara officiellement le 4 février 1992 « Jour de la dignité nationale » (Barrera Tyszka et Marcano 2005 : 137). Cette proclamation solennelle a été télévisée sous la forme d'une *cadena*, une « chaîne ». Les « chaînes » sont devenues un point de repère dans la quotidienneté des téléspectateurs vénézuéliens depuis 1998[217] : il s'agit d'une transmission simultanée du même programme sur toutes les chaînes de télévision et de radio du territoire national.

Dessin 11 – Affiche commemorative du 4 février 1992, « Journée de la dignité nationale »

[217] Pendant les quatre premières années du gouvernement (1998-2002), le président a diffusé ses émissions à l'heure des *telenovelas*, vers 9 heures du soir. Cela était devenu impopulaire même chez ses adhérents car les *telenovelas* sont très suivies dans le pays et, au moins deux fois par semaine, les vénézuéliens manquaient l'épisode du soir. Pour se faire pardonner, le Président commençait en disant : « je sais que les dames aiment bien regarder la *novela* mais j'ai quelque chose de très important à vous dire ». Cependant, ce type de *cadenas* a diminué car aujourd'hui, en 2005, le gouvernement dispose de quatre chaînes de télévision directement administrées par l'État où les activités présidentielles et des Forces Armées se diffusent largement au travers d'une la programmation ininterrompue, 24 heures sur 24.

L'iconographie de cette affiche commémorative du jour de la « dignité nationale », dénomination officielle du 4 février 1992[218], condense la représentation du « soldat bolivarien », incarné par le président Chavez. La légende reprend la phrase prononcée par le lieutenant dans sa déclaration télévisée le 4 février (Cf. photo n°5) : « Pour le moment et pour toujours. La patrie s'est réveillée. » L'affiche reprend l'appel à se rendre que Chavez adressa aux troupes qui se battaient encore dans d'autres garnisons :

> « …de nouvelles situations viendront et le pays prendra la direction d'un destin meilleur. Ecoutez ma parole, écoutez le commandant Chavez qui vous lance ce message …. Je vous remercie de votre loyauté, de votre courage, de votre générosité, et devant le pays et devant vous-mêmes j'assume la responsabilité de ce mouvement militaire bolivarien ». Signé : Hugo Rafael Chavez Frías, commandant du Mouvement Bolivarien révolutionnaire 200 (MBR-200), le 4 février 1992. »

Ces remerciements sont adressés aux commandants qui n'acceptaient pas l'ordre de se rendre, en particulier Francisco Arias Cardenas de la garnison de Maracaibo. Ces mots de remerciement ont été réécrits ici dans un registre plus solennel que celui de la déclaration orale télévisée, considérées à ce moment là comme étant en décalage face à la gravité du moment par certains membres des familles des soldats morts au combat.

Le dessin représente le président en soldat musclé, et tout puissant portant le béret rouge du corps des parachutistes de l'Armée de terre. Son corps est exagérément musclé et les traits masculins ont été accentués. Dans la représentation, l'uniforme du soldat est anachronique car, en 1992, les soldats de l'Armée de terre portaient un uniforme imprimé camouflage, changé en 2006 par un uniforme *verde oliva*, vert-olive, semblable à celui des guérilleros de la révolution cubaine.

La mise en scène des actes commémoratifs de la rébellion du MBR-200 relève d'une réécriture de l'histoire du coup d'État manqué de février 1992 à travers une performance émotionnelle à vocation religieuse et messianique. Ainsi, lors de la commémoration des événements du 4 février 1992 en 2003, le président raconta ému sa version du combat des soldats rebelles, les appelant par leur nom, comme s'il passait en revue toute la troupe. Il évoquait la masculinité et la bravoure des soldats, et en donnait une image glorifiée de manière à ce que le 4 février soit le moment de l'absolution des pêchés des soldats maudits

[218] Cette affiche a été publiée le 4 février 2007 dans tous les quotidiens à diffusion nationale.

de 1989, le jour même « de la dignité nationale », de la consommation du salut et de la rédemption :

> « Le 4 février a été comme un éclair qui a coupé en deux l'obscurité qui régnait sur ces terres. Mettons-nous débout pour rendre hommage à ceux qui sont partis, ont répandu leur sang et donné leurs vies pour le peuple. Je vais les nommer tous et à chaque nom et demanderai aux personnes ici présentes et à tous les millions et millions de patriotes qui nous regardent et nous écoutent depuis les côtes du Caraïbe jusqu'aux jungles de Guayana et de l'Orénoque, depuis les montagnes des Andes jusqu'aux bouches de l'Orénoque, de l'île de Margarita et au-delà, de répéter avec le cœur le mot "présent" après avoir entendu chaque nom, de bercer ce mot dans leurs cœurs car ils sont les martyrs de la jeunesse vénézuélienne, une jeunesse qui n'a pas hésité en donner sa vie pour le Venezuela, pour le peuple vénézuélien et pour la dignité de la patrie de Simon Bolivar. Ils sont ici, présents avec nous. Gloire à ceux qui sont tombés le 4 février!
> Capitaine Jesús Santiago Carmona !
> *Public* : Présente!
> *Président Chávez* : Sous-lieutenant Fernando Cabrera Landaeta [*et ainsi de suite pour nommer les 26 morts*][219]

Les voix dans le public criaient « présent ! » l'annonce des noms des officiels morts, comme dans une revue des troupes, les vivants répondant pour les morts pour signifier que leurs actions héroïques n'avaient pas été oubliées. Dans ce rituel, le Président assure d'une part le salut de leurs âmes (on se souvient d'eux comme des vaillants soldats qui ont préféré se sacrifier plutôt que de continuer à vivre dans l'apathie et l'indifférence) et d'autre part, rend leur dignité à ceux qui, pour le régime politique précédent, étaient morts comme des « traitres ». Chavez continue son discours très riche en images :

> « Ceux qui meurent pour la vie ne peuvent pas s'appeler des morts. Je veux rendre hommage aux milliers d'hommes et de femmes qui ont participé de manière active et directe à cette journée de la rébellion militaire bolivarienne. Quelques uns sont ici avec nous au *Poliedro*, mais ils sont aussi partout sur le territoire national. Surtout, je rends un hommage aux humbles soldats du peuple, à la jeunesse militaire qui ce jour-là a fait un pas vers l'avant, surtout aux enfants de *Mama Pancha* qui portent l'uniforme glorieux de l'Armée vénézuélienne et avec leur fusil sur la poitrine n'ont pas hésité une seconde à quitter leur caserne cette aube là pour suivre le vrai chemin. »[220]

Dans ce passage, quelque chose d'important se joue dans la nuance introduite entre « rébellion rédemptrice » et « mort rédemptrice ». En effet, pour rendre hommage aux soldats de la rébellion rédemptrice du 4 février 1992, le président mobilise de nombreuses

---

[219] Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria*. *Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas.* Caracas, Veneres. Disponible sur : http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html [consulté le 8 septembre 2004]

[220] Idem.

métaphores issues de chansons d'Alí Primera[221]. Or, reprendre les vers de Primera dans une cérémonie officielle rompt ouvertement avec le passé institutionnel de la nation. Né en 1942 dans l'état semi-désertique de Falcón, membre du Parti Communiste vénézuélien, Alí Primera est la figure emblématique de la chanson contestataire (*música de protesta*) au Venezuela. Pendant les années soixante-dix, ses chansons sont devenues des vifs succès, accompagnées par le *cuatro* (guitare vénézuélienne à quatre cordes). Leur style était un mélange de folklores de l'ouest du pays, avec des paroles qui dénonçaient l'oppression, la misère et les exactions des Forces armées, souvent inspiréess des chants révolutionnaires du Nicaragua et du Salvador.

Dessin 12 – Alí Primera brandissant son *cuatro*

Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, ses chansons ont fait partie du répertoire obligé de tous les actes politiques des partis de gauche. Certaines strophes sont ainsi devenues des slogans que l'on criait dans les manifestations d'étudiants et lors d'autres actes politiques. En raison de la popularité de Primera, Chavez répète très souvent :

[221]Artiste populaire protestataire et compositeur très apprécié, Ali Primera chantait en vers les gloires de la révolution sandiniste et les misères de la guerre au Salvador. Il a été très proche des mouvements rebelles des guérilleros du MIR qui siégeaient dans les montagnes de l'ouest vénézuélien. Son image contestataire cassait les stéréotypes du folklore et de la musique commerciale populaires. Il portait la barbe et des cheveux frisés longs, à la mode afro.

« Ceux qui meurent pour la vie ne peuvent pas se nommer des morts »[222]

Cette phrase condense les figures de la mort rédemptrice et de la résurrection symbolique des rebelles. En faisant sienne cette phrase, le président rappelle le tribut que tous doivent aux « humbles soldats du peuple », les enfants de *Mamá Pancha*, grand-mère de Primera immortalisée par une chanson où il évoque ses vertus chamaniques et associe de nombreuses images sur la femme, la misère et la terre. Franciscana Primera vécut 108 ans et était une sage-femme, une *rezandera* qui disait des prières et qui a élevé ses petits-enfants « dans l'amour et dans la dignité, dans un village du désert de Paraguaná », comme disait Primera. Et comme le répète souvent le président[223].

Lorsque Chavez désigne les soldats rebelles battus le 4 février 1992 comme les petit-fils de *Mamá Pancha*, il les déclare comme les vrais enfants de la terre vénézuélienne morts pour une terre exploitée et dominée mais toujours digne. Son discours est à la fois une dénonciation et une déclaration officielle. Par cette métaphore, il associe *Mama Pancha* à la Vierge, la mère qui a tout donné à ses enfants et pour laquelle il est juste de se sacrifier. C'est pourquoi « ceux qui meurent pour la vie ne peuvent pas s'appeler des morts ». Comme dans la rédemption chrétienne, mourir pour la révolution (en l'occurrence la rébellion de 1992) donne la vie éternelle. Ainsi, le président continue son discours de consécration des morts du coup d'État manqué du 4 février 1992 :

> « Nous n'oublierons jamais le geste et le sacrifice de ces milliers de soldats, humbles garçons des villages du Venezuela qui ont rendu possible cette journée là. Qu'ils reçoivent de mon cœur un tribut éternel ! Vivent les soldats du 4 février ! »[224]

Ce discours du président Hugo Chavez s'inscrit dans le legs que constitue tout sacrifice héroïque. Il vise concrètement et politiquement à justifier la participation active de ses anciens compagnons d'armes aux institutions civiles, devenus dignes d'occuper des postes de direction. En effet, depuis la victoire électorale de Chavez et encore aujourd'hui, les vaincus de février et novembre 1992 occupent des postes élevés dans l'administration

---

[222] Primera, Ali (1979). *Los que mueren por la vida. Canción mansa para un pueblo bravo*, http://www.saborgaitero.com/aliprimera_letras.htm. Consulté le 18/09/2006

[223] « Je te chante *Mamá Pancha*, accoucheuse et *rezandera*, qui l'aurait vu ? Avec ta bouteille ! Oh ! Qui l'aurait dit ? Quelle misère, sur ta grande terre, ma *Mamá Pancha* ».Cf. Primera, Ali (1979). *Mama Pancha*. *Canción para los valientes*, http://www.saborgaitero.com/aliprimera_letras.htm. Consulté le 18/09/2006

[224] Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria*. *Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas.* Caracas, Venpres, http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html, visitado el 08/09/2004. Consulté le 23 juillet 2003

publique. Si les institutions ne sont pas militarisées, elles sont dirigées par des hommes qui, en s'auto-légitimant, s'associent à la République, à la nation et au peuple. La rhétorique du projet politique bolivarien promulguait la fusion entre le peuple et le pouvoir à partir de la disparition des barrières qui séparaient « le peuple » des « couches pourries » (*cúpulas podridas*) à savoir, les « privilégiés de la société qui profitaient de la providence pétrolière » (Arenas et Calcaño 2005 : 180). L'enjeu du choix des cadres du gouvernement met en évidence un des noyaux durs des conflits qui surgissent dans les instituions de la révolution en cours. L'adhésion au projet bolivarien suppose un antagonisme constitutif des identités : peuple et oligarchie, loyalistes et putschistes, traîtres et fidèles, etc. Il s'agit en effet d'une fusion originelle des Forces armées et du politique produite dans un contexte social profondément inégalitaire.

La Tragedia a été représentée lors de la parade militaire de la fête nationale du 5 juillet de l'an 2000. Cette représentation matérialisa doublement la « dignification » constitutive de l'action publique mise en œuvre pour les sinistrés. En effet, le 5 juillet, le Venezuela célèbre sa Fête nationale, date qui commémore la signature de l'acte d'Indépendance par la « Société patriotique » en 1811 et le début de la lutte indépendantiste. Le défilé militaire du 5 juillet est le rituel de commémoration patriotique fondamental de la République. La parade militaire emprunte le *Paseo Los Próceres*, longue avenue qui relie les différents édifices militaires de Caracas, sous le regard du président, commandant en chef des Forces armées, et des hautes personnalités de la République. Cet espace urbain emblématique du pouvoir militaire a été spécialement construit pour accueillir des parades militaires. Le dictateur Marcos Pérez Jiménez a bâti un gigantesque complexe composé de l'Académie militaire, du ministère de la Défense, du *Círculo militar* (un Club réservé aux officiels des Forces armées) et le Fort Tiuna. L'esplanade monumentale est ornée des statues en bronze des héros de l'Indépendance. Le *Paseo Los Próceres* est le lieu symbolique de l'allégeance des Forces armées au pouvoir exécutif. Le défilé du 5 juillet 2000 fut particulièrement spectaculaire :

> « Par l'avenue Los Próceres ont défilé 11 mille soldats, mais aussi 25 enfants, 77 indigènes, 474 femmes et 576 jeunes qui faisaient partie des camions allégoriques de *La Tragedia* de Vargas, du Plan Bolívar 2000, des marchés populaires, et d'un dernier camion qui symbolisait la jeunesse. Le public a eu d'autres surprises. Dans un carrosse d'époque les reines de beauté vénézuéliennes Norkis Batista et Claudia Moreno ont salué le public. Pour terminer le premier défilé militaire du troisième millénaire et de la

> République Bolivarienne du Venezuela, le public a profité d'une démonstration de feux d'artifice »[225]

Dans cette parade et sous le regard des autorités et du peuple devenu le public de son propre drame, des sinistrés placés au milieu de la troupe dans une estrade et les soldats de l'Armée de terre ont donné une représentation du sauvetage : des acteurs se sont enduits de boue et ont fait semblant de souffrir en criant « au secours ! », des hélicoptères ont survolé le défilé comme s'ils participaient à des actions de sauvetage, et les soldats ont mimé des opérations de secours.

Photo 13 –Défilé à Los Proceres, Caracas, 5 juillet 2000. Photo courtoisie d'*El Universal*

Roberto da Matta (2000) nous rappelle d'ailleurs qu'une parade militaire

> « signale symboliquement une congélation de la structure sociale (…) Les corps défilent d'un même pas, dans un rigoureux ordre interne (…) La cérémonie met à jour à tous niveaux les distinctions hiérarchiques, organisée à partir d'une chaîne de commandement composée par les autorités civiles et militaires qui saluent les troupes ; le public participe avec solennité en sa condition d'assistant » (2000 : 68).

Ce défile instaure un nouveau langage dans les rituels de la République et façonne symboliquement les rapports entre gouvernants et gouvernés. On redonne du sens à ce rituel annuel en réorganisant socialement la portée de l'événement extraordinaire de la catastrophe naturelle. La représentation de *La Tragedia* dans un défilé militaire était clairement porteuse d'une allégorie de la dignification. Elle contribua à la reformulation de la catastrophe naturelle comme événement social et politique en réaffirmant l'institutionnalisation de l'action humanitaire comme un nouveau rôle attribué à l'Armée de terre.

[225] Cardona, Rodolfo (2000). "Desfile original en Los Proceres." *El Universal.* 6/7/2000 Nacional y política6/07/2000

On assiste ainsi au perfectionnement de la rhétorique de la « révolution bolivarienne » dont le référentiel politique de durabilité sociale et économique d'un nouvel ordre social sera la redistribution plus juste du revenu pétrolier.

4.3 Un État « souillé par le pétrole »

Dans son essai sur la grève pétrolière nationale des trois premiers mois de 2003[226], Colette Capriles (2004) mentionne que « l'industrie pétrolière et les Forces armées sont les deux seuls appareils bureaucratiques efficaces du Venezuela du 21ème siècle » (2004 :162). Cette affirmation se base sur deux faits historiques. Le premier est le pacte entre partis politiques signé en 1961 après la fin de la dictature de Marcos Pérez Jiménez, qui a signifié la mise à l'écart des Forces armées du pouvoir civil de l'État. Néanmoins, ce pacte n'affaiblit pas les Forces armées en tant qu'institution. Au contraire, l'éloignement l'exécutif leur a garanti la création d'une organisation forte, solide, autonome et professionnelle dont les hauts cadres ont été protégés des avatars des crises économiques. Le second fait historique est le pouvoir acquis par *Petroleos de Venezuela* (PDVSA), la Compagnie nationale de pétrole qui fédère les corporations nationales et coordonne les transnationales liées à l'extraction et au raffinage depuis la nationalisation de l'industrie en janvier 1976. Cette compagnie a agi avec une telle marge d'autonomie qu'elle a souvent été qualifiée d'« État à l'intérieur de l'État ».

Ces deux éléments sont en tension permanente dans la dynamique historique de la nation car, d'une part, la structure économique basée sur le pétrole – rentière et non productive – demeure problématique pour le développement capitaliste et d'autre part, le mode de constitutions de l'État contemporain a limité les possibilités de consolidation de la démocratie. Le fait remarquable soulevé par Fernando Coronil (1997 : 10) est qu'une marchandise (le pétrole) sert à représenter l'identité (du Venezuela) en tant que nation. Son raisonnement est que c'est le pétrole qui rend possible « les tours de magie des dictateurs et présidents de l'État magique » (Coronil 1997 : 67) au travers de phénomènes de mémoire

[226] L'échec de la grève pétrolière (le *paro petrolero*) entre le 2 décembre 2002 et le 2 février 2003 constitue le point culminant de la constitution de l'hégémonie du projet politique bolivarien dans le secteur pétrolier. Les cadres de PDVSA se montraient hostiles à l'application du programme du gouvernement. Le Président Chavez licencie publiquement quatre-vingt-dix cadres de la corporation pétrolière le 26 décembre dans son émission radiotélévisée. À la fin de la grève, 18.756 ouvriers qualifiés furent licenciés. Cette grève marqua le moment le plus dramatique de la polarisation.

sélective, de déplacements des conflits et de construction mythique du passé national en tant que pays « riche ».

Toutefois, avant de se penser comme un pays pétrolier, le Venezuela s'est d'abord « imaginé » comme une nation construite par des militaires pacificateurs, précurseurs de l'ordre et vainqueurs des guerres d'Indépendance et des guerres entre caudillos. L'histoire contemporaine du Venezuela a en effet été souvent décrite comme celle d'un État extrêmement puissant marqué par une tension fondatrice entre pétrole et militarisme. Cette tension s'est traduite historiquement par la mise en relation de l'État et des citoyens au travers de pratiques caractérisées par l'autoritarisme et le clientélisme d'État.

4.3.1 Le pétrole représente la nation

La modernité vénézuélienne est inexorablement liée au pétrole. On attribue couramment l'expression qui désigne le pétrole comme « l'excrément du diable » aux « indiens qui habitaient près du lac de Maracaibo ». De nombreux analystes se servent de cette expression en lui attribuant une certaine capacité de prédiction du « destin calamiteux » que la « richesse pétrolière » réservait au pays.

Des critiques littéraires signalent ainsi que le pétrole porte une image de « charge aussi gênante et visqueuse » que l'est le combustible fossile, charge qui aurait paralysé l'entreprise de valorisation esthétique obnubilée par la seule dénonciation des effets nuisibles du pétrole (Lopez Ortega 2002). Une translation esthétique de l'industrie du pétrole rendrait cette dernière responsable des fléaux qui frappent à la société vénézuélienne contemporaine : migration rurale-urbaine, prostitution dans les camps pétroliers, fin de l'économie agricole, etc. Ainsi, les discours dominants sur l'identité nationale opposent la « culture traditionnelle », le patrimoine des traditions de la culture rurale, sédentaire et ordonnée, à la récente « culture du pétrole », marquée par une quête nomade, chaotique et sans fin, de nouveaux gisements.

Deux romans de Miguel Otero Silva[227] *Casas Muertas* (1951) et *Oficina Numero Uno* (1961) décrivent d'une façon particulièrement dramatique les changements provoqués par le pétrole dans la société traditionnelle. L'auteur est allé regarder de près « la mort des maisons » du village d'Orituco, dans les plaines de Guárico, dans les années quarante. Les

[227] Ecrivain, fondateur en 1943 et directeur du journal *El Nacional*, militant du Parti Communiste vénézulién et exilé politique pendant la dictature de Gómez.

habitants de ce village, décimés par l'épidémie de paludisme, partaient peu à peu s'installer dans les camps pétroliers d'Anzoátegui[228]. C'est là que se déroule *Oficina Numero Uno*, la deuxième partie de la saga d'Otero, du nom fictif donné au premier poste d'extraction commerciale de pétrole Zumaque I, devenu plus tard le camp d'exploitation et ensuite la ville El Tigre. À la fin de *Casas Muertas,* Otero Silva dramatise la mort des villages et la « naissance des villes » bâties autour des camps pétroliers à travers un dialogue mémorable entre les protagonistes.

Dans le village rural Parapara de Ortiz ne restent que les voix des fantômes des morts du paludisme, des carcasses des animaux d'élevage et des restes secs des plantes et plantations. Le dialogue entre un paysan et la fille d'une famille autrefois prospère mais désormais décimée par la maladie décrit le mouvement des populations, le passage des camions chargés de paysans allant s'installer dans les camps. La jeune femme qui vient de perdre son amoureux Sébastian, décédé à 25 ans de paludisme, pense que « pétrole » est un lieu géographique car le paysan parle des gens qui se rendent aux « villages de pétrole ». Cette confusion du « pétrole » fonctionne aussi comme une métaphore qui montre bien que le développement pétrolier aura lieu dans des espaces différents de ceux de la vie rurale. Le pétrole est synonyme donc de migration, d'abandon de l'agriculture et de quête d'un nouvel avenir. Le dialogue se poursuit et le paysan décrit à la jeune femme les gens qui, dans les camions, se dirigent vers ces nouveaux endroits :

> « …des *conuqueros* [*petits propriétaires agricoles*], des hommes aux mains pleines de graisse [*de mécaniciens*], et des femmes sales très maquillées, comme déguisées, et chantant des chansons avec des mots salaces [*des prostituées*] ».

Quand la fille lui dit qu'elle voudrait aller dans un de ces villages de pétrole car elle ne veut pas rester là où les gens sont condamnés à mourir, le paysan scandalisé lui répond que ces villages sont pour des *hombres bragados* (bandits courageux) et des *mujeres malas* (des prostituées). Le pétrole, perçu et vécu comme une fatalité historique, a été avancé

[228] En 1945, l'espérance de vie au Venezuela était de 35 ans. Cette année-là a eu lieu la première campagne nationale de fumigation, organisée par la direction de malariologie du *Ministerio de sanidad y asistencia social*, dirigé par le Dr. Arnoldo Gabaldon, fondateur de la santé publique vénézuélienne moderne. En 1950, l'espérance de vie était passée à 55 ans. Gabaldón, Arnoldo (1988). "El estado, la conquista de la salud y de la educación." *in*. *Apreciación del proceso histórico venezolano*. R. J. Velásquez. Caracas, Fundación Universidad Metropolitana**:** 127-129.

comme le facteur de la « chute des valeurs et mentalités » des vénézuéliens. *Casas Muertas* est notamment emblématique de la littérature dénonçant la violence sociale engendrée par l'économie du pétrole.

Cette violence socio-économique constituait aussi une métaphore de la situation générale du pays pendant la dictature de Juan Vicente Gómez : *Casas Muertas* portait une « métaphore de l'érosion et des blessures, de l'aboulie et des évasions, de la frustration et des vies cassées » (Miranda 1975: 227). Cette littérature dénonce la corruption du gouvernement et de la classe dominante, « sur les variantes de la répression qui émane des forces et services du gouvernement, telles que les persécutions, emprisonnements et tortures »(Lopez Alvarez 1991 : 100-101).

À cette création littéraire s'ajoute la production analytique en sciences sociales, en particulier en économie et en anthropologie, qui suggère la configuration de relations étroites entre l'économie pétrolière et les modes politiques de distribution du revenu. Le fil conducteur y est pour moi l'impact du pétrole sur « l'identité nationale », notion qui peut être invoquée dans un registre culturaliste – la fin des traditions – ou dans un registre politique – le clientélisme, le populisme et la corruption –. Dans le domaine de la sociologie, les prolifiques analyses d'inspiration marxiste des années soixante et soixante-dix sur la situation de sous-développement national et les relations de subordination et de dépendance qui en découlaient (Touraine 1976; Cardoso et Faletto 1986) ont cependant accordé peu de place à la question du pétrole dans les pays du Sud. Le Venezuela peut en effet être qualifié de grand absent de la production intellectuelle des « sociologues de la dépendance » de cette époque-là. La présence de pétrole faisait pourtant de ce pays une « exception » dans le modèle économique courant et son niveau de croissance économique exceptionnel par rapport aux autres pays de la région posait un défi à la théorie de la dépendance. Quarante ans plus tard, le Venezuela aura en tous cas montré que croissance économique et développement économique sont loin d'être synonymes, et encore moins adjuvants d'une stabilité démocratique.

La théorie vénézuélienne du développement inspirée par le marxisme suppose une opposition entre une tradition agricole – un type de culture sédentaire et ordonnée – et une nouvelle économie minière basée sur le pétrole de caractère nomade. D'après cette conception, le pétrole et ses métaphores soi-disant civilisatrices ne sont pas fondatrices de sens, mais le dissolvent ; la « culture du pétrole » (Quintero 1985) forgée et caractérisée comme une culture de la migration, de la recherche permanente, de la mobilité sociale, aurait

fait du Venezuela un territoire de passage. À cause de l'extraction minière, le pays serait ainsi devenu un lieu temporaire pour les ouvriers pétroliers de passage, un relais provisoire promis au démantèlement dès la découverte d'un autre gisement. L'anthropologue marxiste Rodolfo Quintero (1979)[229] a en 1968 institué le terme d'« anthropologie du pétrole » pour rendre compte du processus de modernisation du pays en matière d'habitat. Sa notion de « ville pétrole » (1979 : 80-88) décrit les caractéristiques des nouvelles agglomérations urbaines :

> « [Les villes pétrole] ne produisent ni art, ni science ni aucune expression de culture intellectuelle ; y prédominent la couleur du pétrole, les rues noires, les courants d'eaux sales, les hommes, femmes et enfants avec des habits où abondent des tâches noires, de la nourriture éclaboussée d'huile noire. » (Quintero 1979 : 84)

Le ton fatidique utilisé par Quintero pour décrire les « villes pétrole » constitue un exemple emblématique des représentations du pétrole porteur d'une « malédiction » économique, sociale, politique et culturelle. Il entraînerait des formations sociales gangrenées par des tares structurelles. Quintero assume d'ailleurs son militantisme en définissant son anthropologie du pétrole comme « une lutte contre la culture du pétrole qui consiste à soustraire des milliers de vénézuéliens à l'influence idéologique de la métropole [les États-Unis] » (Quintero 1985: 15)[230]. Cependant, cet auteur ne s'appuie malheureusement pas sur des enquêtes ethnographiques pour rendre compte de cette « acculturation pétrolière ». Ses descriptions se limitent à une vision très péjorative des « villes pétroles » témoins d'un « métissage répugnant résultat du colonialisme » (1985 : 51), et l'analyse de la nature même de l'effet social de l'économie rentière reste inachevée.

---

[229] Rodolfo Quintero est une figure importante de l'anthropologie marxiste vénézuélienne, ses études appartiennent aux ouvrages de référence au Venezuela. L'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Centrale du Venezuela porte son nom.

[230] Quintero s'inspire de deux sources analytiques pour construire sa critique de l'économie politique du pétrole. La première est celle du marxisme soviétique d'Alexie Leontiev qui pose une « conception marxiste de l'homme » : la culture de pétrole est basée sur « l'exploitation de la richesse nationale par les entreprises monopolistes étrangères » (1985 : 21). Au nom de cette conception, Quintero dénonce cette culture « nocive à l'humanité » qui engendre des « valeurs superficielles, du vide et de la souffrance (1985 : 51). La seconde source analytique est puisée dans l'ouvrage de George McClelland Foster. Il arrive ainsi à la conclusion que la culture du pétrole est néfaste aux « cultures autochtones ». Dans cette perspective, Quintero essaie de dénoncer l'impact du changement technologique engendrée par l'industrie pétrolière dans les réalités locales ; il considère le pétrole comme un « agent d'acculturation destructeur » comparable au processus de conquête coloniale qui impose ses propres façons de vivre, de s'habiller, de se nourrir : « le champ pétrolier est une institution colonisatrice organisée pour exploiter la main d'œuvre locale et détruire les normes culturelles antérieures » (Quintero 1985 : 34).

4.3.2 Économie politique du pétrole

Le revenu pétrolier octroie à l'État vénézuélien un immense pouvoir d'ingérence dans tous les domaines de la vie de la nation. Le point de départ de tout projet politique national est, a été, et sera la destination des investissements de ce revenu : création de nouveaux marchés, augmentation des salaires des fonctionnaires publics, financements du secteur privé, etc. (Baptista 1988 : 88). Je privilégierai cependant non pas l'analyse de la dynamique économique du Venezuela moderne mais celle des enjeux politiques des « projets nationaux » et de la distribution « socialement juste de la rente ». Ce point de vue est atypique mais devrait nous permettre d'observer comment d'une part, l'État attribue et gère cette manne de revenus et d'autre part, quelles sont les représentations sociales de la répartition « correcte » de cette source de revenus.

Deux lectures me semblent opportunes pour aborder les tensions politiques générées par l'économie rentière. Tout d'abord, certaines analyses jugent l'industrie pétrolière destructrice des autres activités économiques et source d'une richesse « indigne » parce que non produite socialement. Cette mise en cause radicale du modèle de développement économique vénézuélien est partagée par des experts critiques, pour lesquels la « catastrophe économique » a toujours été imminente ; « l'effondrement du pays n'était qu'une question d'années », « le désastre social devait inexorablement frapper le pays » (Perez Alfonzo et Rangel 1976). D'autres contributions insistent quant elles sur les distorsions du système politique qu'un tel modèle a entraîné (Baptista et Mommer 1992). Dans cette perspective, l'organisation politique moderne vénézuélienne est fondée sur une redistribution inégalitaire de la rente. L'économie politique du capitalisme rentier concerne les dispositifs mis en œuvre par les gouvernements successifs au Venezuela pour tirer profit du revenu pétrolier, c'est-à-dire, une rente.

> « Le profit du pétrole est celui que l'État-propriétaire obtient surle marché international en tant que propriétaire d'un moyen de production naturelle (qu'on pourrait aussi qualifier de non produit). Il convient de rappeler que l'économie le qualifie de revenu sans contrepartie productive, c'est-à-dire d'excèdent en soi, en tant que rente. » (Baptista 1993: 80).

La politique économique pétrolière reposa en tout temps sur un choix politique qui privilégia les activités d'extraction et d'exportation au détriment de la transformation interne des hydrocarbures et de leurs dérivés. L'éveil d'une « conscience nationaliste rentière » eut effectivement lieu pendant la dictature de Gómez, entre 1909 et 1920, alors que le contexte

de la Grande Guerre en Europe déclenchait une concurrence très vive des capitaux internationaux pour l'obtention de concessions d'exploitation pétrolière au Venezuela.

À partir de 1943, l'État vénézuélien consolida son activité de « marchand » de pétrole. Arturo Uslar Pietri[231] écrivait en juillet 1936 l'éditorial du journal *Ahora* intitulé *Semer le pétrole.* Cet article relevait d'une doctrine physiocratique héritée de Quesnay et Turgot, selon laquelle la « nation agricole » est le concept central d'une économie reproductive et progressiste et les activités minières au cœur d'elles d'une « économie destructrice et par conséquent éphémère. » (Baptista et Mommer 1992 : 15)[232]. L'héritage de la pensée physiocratique chez Uslar Pietri se manifeste aussi dans un modèle emblématique de la politique économique de l'État vénézuélien : la nécessité impérative d'investir les ressources du revenu pétrolier dans les activités agricoles. L'agriculture devrait ainsi, en tant que source de richesse saine et souhaitable pour le développement d'une société capitaliste, être à la base du système productif.

« Semer le pétrole » invite ainsi à créer un appareil économique capitaliste à partir de l'investissement de la rente pétrolière. Pour Uslar, vivre de l'économie des mines – et en particulier de celle du pétrole – allait conduire le pays au « cataclysme » car elle allait générer une nation dépendante de la vente d'une ressource épuisable et de l'importation des denrées alimentaires, et donc des marchés mondiaux. D'après lui, cet « effondrement » s'était matérialisé par le démantèlement progressif des activités agricoles, conduisant le pays vers une dépendance croissante aux importations de produits et l'agriculture vers une profonde dépression. Adoptant la pensée physiocratique[233], il considère que la politique économique devrait non pas dépenser le revenu pétrolier dans des biens de consommation immédiats mais l'investir dans l'agriculture et garantir ainsi l'indépendance agroalimentaire. Ainsi, l'expression « semer le pétrole » est devenue avec le temps une figure paradigmatique de la « bonne » politique économique du Venezuela moderne. C'est la formule

[231] Homme politique et écrivain, Uslar Pietri est l'une des figures emblématiques des intellectuels vénézuéliens du 20ème siècle.

[232] La doctrine physiocratique classique est définie ainsi : « Par ce concept, il faut entendre un territoire suffisamment vaste pour permettre à une population nombreuse d'y vivre et prospérer par son agriculture, de sorte que son intérêt rejoint celui du gouvernement (généralement pensé sous une forme monarchique) dans la promotion de cette activité essentielle au rang de première branche d'un commerce parfaitement libre. » Demals, Thierry (2004). "Une économie politique de la nation agricole sous la Constituante?" *Revue française d'histoire des idées politiques*(20): 307-333. p. 307

[233] Des anthropologues se sont attardés à analyser la nature anthropologique des présupposés des physiocrates de la France prérévolutionnaire relatifs aux règles naturelles de l'équilibre de l'économie. Pour approfondir cette reflexion voir : Gudeman, Stephen F (1980). "Physiocracy: A Natural Economics." *Amercian Ethnologist* 7(2): 240-258..

vénézuélienne créée par Pérez Alfonzo et Uslar Pietri, censée combattre le fameux *Dutch disease*, « le mal hollandais », où des rentes importantes – en l'occurrence le revenu pétrolier – loin de favoriser l'investissement productif, engendrent des comportements économiques spéculatifs par le flux des dévises dans les marchés financiers[234].

Pour Coronil (1997), la métaphore « semer le pétrole » est bien l'une des clefs de « la narrativité du progrès national » et le symbole d'un État alchimiste capable de transformer la richesse passagère du pétrole en des investissements durables dans l'agriculture et l'industrie (1997 : 134). Coronil soutient que le pétrole est « le deuxième corps constitutif de la nation vénézuélienne » (1997 : 67). Mais dans le cadre d'une analyse de l'économie politique du capitalisme rentier, les analyses de Coronil paraissent insuffisantes : s'il met bien l'accent sur la débâcle des années soixante-dix, « quand le corps politique présentait des symptômes d'indigestion causés par les pétrodollars » (1997 : 352), il s'attache peu à la phénoménologie de la répartition de la richesse pétrolière. Son analyse (1997 : 321-360) reste circonscrite aux grands scandales touchant les élites nanties qui ont marchandé biens et services de façon illicite, empochant d'énormes bénéfices, et fait l'impasse d'un traitement ethnographique de la redistribution de la rente.

La répartition sociale de la richesse pétrolière est au cœur des paradoxes qui émaillent les discours sur la modernité vénézuélienne : est-il « correct », si l'on suit la logique d'une économie capitaliste et en particulier d'un capitalisme d'État, de tirer profit d'un revenu issu d'une rente et de le dépenser sans l'investir ? En effet, la structure économique du modèle d'accumulation rentier repose sur le profit d'excédents qui n'ont pas été produits par la société nationale. Cette dernière s'approprie les excédents de la vente d'un bien qui est propriété territoriale de la nation en raison de l'héritage juridique espagnol, le propriétaire des ressources du sous-sol est l'État vénézuélien.

Revenons sur un point crucial que Baptista retient de sa lecture d'Uslar : l'usage du revenu pétrolier contiendrait un impératif d'ordre moral dicté par l'économie politique libérale, et la dépendance à la rente pétrolière amènerait inéluctablement le pays au « parasitisme » et à la corruption. Ainsi, même si le capitalisme rentier développe une

[234] Le « mal hollandais » est une expression instaurée pour expliquer les effets de l'économie pétrolière en Hollande. Son usage n'est pas exclusif à ce phénomène. Par exemple, Bruno Lautier (2004 : 106) situe l'utilisation de cette notion dans le contexte du lien entre économie informelle et criminalité, particulièrement dans le cas des effets économiques de l'argent de la drogue, qui alimente la spéculation et la corruption.

structure économique apte à déclencher un processus accéléré d'accumulation de capital car elle apporte de considérables bénéfices financiers à l'État, cette structure se révèle finalement improductive (Baptista 1993 : 84).

La grève du pétrole de 1936 déborde le modèle classique du conflit entre ouvriers et patrons. Qualifiée par le président Rómulo Betancourt de « première bataille nationale pour l'indépendance du pays vis-à-vis des tutorats étrangers » (Baptista et Mommer 1992 : 33), cette grève représente le moment à partir duquel l'État vénézuélien confirme le « droit du peuple » à réclamer sa part des bénéfices du pétrole, justifiant ainsi les revendications rentières de l'État face aux sociétés transnationales et aux marchés mondiaux. La distribution de la rente pétrolière et les demandes de l'État propriétaire pour obtenir de prix élevés sur les marchés mondiaux deviennent tout à la fois une « cause populaire » et la cause des « pays non alignés » et fournisseurs d'énergie. Juan Pablo Pérez Alfonzo[235] (1903-1979) est le premier vénézuélien à devenir une référence internationale pour les pays pétroliers du Sud dans le contexte de la Guerre froide. Il établit, en tant que ministre de l'Economie du gouvernement de Rómulo Gallegos entre 1945 et 1948, les bases d'une politique radicale réduisant le nombre de concessions pétrolières. Sa réforme, légalement adoptée en 1948 et universellement connue sous le nom de *fifty-fifty*, « promulguait la répartition de l'excédent pétrolier entre le trésor public et les compagnies concessionnaires étrangères » (Perez Vila 1988 : 82). Cette formule marque l'histoire pétrolière mondiale car elle relève d'une posture politique nouvelle visant à réguler la production pour mieux contrôler les prix du pétrole[236]. Dans ce moment historique de crise économique mondiale au début des années soxiante-dix, le rôle du Venezuela a été souligné comme étant précurseur des forums internationaux destinés à remettre en cause la subordination économique des pays qui dépendaient des exportations économiques vers les États-Unis (Cardoso et Faletto 1986: 188). Et de même, les sociologues « de la dépendance » mettaient aussi en valeur le fait que lors de la création

[235] Avocat, politicien et membre fondateur de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). Lors du coup d'État de Pérez Jiménez contre le gouvernement de Rómulo Gallegos en 1948, Perez Alfonzo a été incarcéré pendant 7 mois puis expulsé du pays, accusé de communiste. Il vécut en exil jusqu'à la fin de la dictature de Perez Jiménez, en 1958 et revint au gouvernement pendant les années soixante.

[236] Pendant les années soixante, le gouvernement vénézulién a poursuivi la politique économique pétrolière de réduction des concessions. En septembre 1960, Juan Pablo Pérez Alfonzo jeta les bases de l'OPEP en accord avec les ministres d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran et du Koweit et a été mondialement reconnu comme le précurseur de la lutte des pays pétroliers contre les intérêts des compagnies transnationales. Cette initiative de l'OPEP fut ainsi l'une des premières réactions de mise en cause de l'ordre international. Dans un documentaire récemment passé sur la chaîne française TV5, on lui donnait le nom de « gentleman guérillero ». La création de l'OPEP a en effet promu le Venezuela au rang de leader des causes des pays dits du Tiers Monde, et en particulier de ceux producteurs de pétrole.

de l'OPEP et de la nationalisation du pétrole en 1976, le Venezuela ouvrit des crédits aux pays de la région de la mer des Caraïbes et de l'Amérique centrale.

En matière de politique interne, les principes de Pérez Alfonzo sont connus sous le terme d'« effet Venezuela ». Pérez Alfonzo rejoint l'idée d'Uslar selon laquelle que l'abondance excessive de ressources fiscales et financières générées par le pétrole, administrées d'une façon trop incohérente engendre des effets désastreux sur le pays. Sa prophétie était que le Venezuela allait se noyer dans « l'excrément du diable ». Les investissements de l'État étant démesurés puisque les dirigeants avaient l'impression d'une manne illimitée de ressources, les institutions et les entreprises privées sollicitaient des crédits internationaux. Les banques internationales et les organismes multilatéraux octroyaient alors ces crédits à des taux qui leur étaient très favorables, car prêter de l'argent à l'insoucieux État vénézuélien lors du *boom* promettait une très bonne affaire. Au cours du « festin du pétrole » entre 1974 et 1976, l'accumulation de la dette ainsi que la consommation compulsive de cette richesse passèrent inaperçues.

Cela ne veut pas dire pour autant que le pays ait manqué de politiques de soutien à l'investissement dans le « développement national ». Le premier gouvernement de Pérez a notamment mis en place une politique agressive de formation des « professionnels du pétrole », des ingénieurs pétrochimistes par la plupart, qui deviendront des cadres de l'industrie nationale. Il se démarqua ainsi des autres pays membres de l'OPEP qui, même en nationalisant leurs industries, continuèrent à engager des professionnels étrangers. Certains PDG des corporations vénézuéliennes, appelés « cheiks », avaient plus de pouvoir qu'un ministre et les cadres des industries d'hydrocarbures avaient des conditions d'emploi et de vie exceptionnelles par rapport à celles des cadres des classes moyennes ne travaillant pas dans le secteur pétrolier. Les ouvriers pétroliers constituaient également une classe à part dans les milieux populaires car ils bénéficiaient d'une protection sociale et de services de santé efficaces et de qualité. Le monde de l'industrie pétrolière était donc un pays à l'intérieur du pays, et des analystes signalent que ce secteur a constitué son propre agenda politique pour maximiser les profits dans les flux des ventes sans que cela se traduise forcement par des bénéfices pour le trésor public.

Les analyses de Juan Pablo Pérez Alfonzo, devenu dès la nationalisation du pétrole en 1976 très critique vis-à-vis de l'insouciance du gouvernement, et celles de Domingo Alberto Rangel, économiste marxiste de l'Université Centrale du Venezuela, ont ainsi assombri l'ambiance festive. Leurs prédictions alarmistes se sont effectivement réalisées.

Suite à la publication d'un ouvrage incisif sur les bases artificielles de la prospérité intitulé *El Desastre* (1976), ils ont été cyniquement appelés les « prophètes du désastre ». Pérez Alfonzo était notamment partisan d'une réduction substantielle de la production pétrolière pour préserver le prix de cette matière rare ainsi que d'une politique nationale d'utilisation austère et rationnelle du pétrole[237].

L'abandon de l'économie agricole généra des mouvements migratoires massifs des campagnes vers les villes et les camps pétroliers où les ouvriers étaient mieux rémunérés. En 1971, 10,7 millions d'habitants, soit 74,4% habitait dans les villes, et en 1975 ce taux atteignait 80%, soit 12 millions d'habitants. La mutation de la société rurale en société urbaine avéra particulièrement brutale. De 1922 à 1957, le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie pétrolière passa de 3 463 à 45 597 personnes (Langue 1999 : 289). Dans son analyse sur ce passage vertigineux au capitalisme, William Roseberry (2002) confronte les paires symboliques présentes dans l'image des paysans dans la conscience du prolétariat vénézuélien lors de l'émergence de l'économie pétrolière : « Café et pétrole, sous-développement et développement, ville et campagne, dictature et démocratie » (Roseberry 2002 : 190).

Le capitalisme rentier porterait une perversion en soi due à l'absence d'accumulation résultant du travail. L'effondrement, imminent, couvait ontologiquement sous un ordre social aux sources artificielles. De même la corruption a été entendue comme inhérente au modèle de développement basé sur une économie rentière elle-même en « discordance morale » avec le système capitaliste. Il existerait ainsi dans la genèse du capitalisme vénézuélien une « souillure économique », pourtant constitutive de l'État moderne. C'est le paradoxe fondamental qui a hanté le développement capitaliste vénézuélien pendant soixante ans, de 1920 à 1983 : le pétrole est à la base de la formation d'une société de marché capitaliste mais le pouvoir d'achat ne correspond pas à l'effort productif de l'économie nationale. Si l'on suit la logique morale de la distribution dans une société capitaliste, quels ont été les critères, politiquement parlant, pour distribuer de façon juste des revenus « non

[237] Pérez Alfonzo a été ainsi la figure qui a le mieux incarnée la condamnation morale de l'usage incohérent du revenu pétrolier : il affirmait que les investissements arbitraires allaient conduire à la génération de biens somptuaires et d'activités économiques improductives néfastes du développement économique. Ses biographes signalent d'ailleurs que cette posture s'était traduite dans sa vie quotidienne : « Perez Alfonzo était un ascète à vie monastique qui alertait fréquemment le pays des dangers du consumérisme, de la croissance incontrôlée de la population et des projets pharaoniques financés avec l'endettement public, et la déviation des ressources des domaines essentiels ». Perez Vila, Manuel, Ed. (1988). *Diccionario de Historia de Venezuela*. Caracas, Fundacion Polar., p. 83.

mérités » car non issus du travail de la société dans son ensemble ? Le pétrole, *don* de la nature, fait ainsi éclater les bases d'un État providence, social et distributeur de richesses qui ne proviennent pas d'un effort collectif mais de la vente d'un bien commun. Pour les historiens et sociologues, le système démocratique en vigueur depuis 1958 portait dans ses tréfonds « le germe de sa propre destruction » puisqu'il serait toujours incapable de distribuer d'une façon socialement juste une richesse issue d'une rente[238].

Les effets du pétrole dans la société vénézuélienne n'apparaissent que lorsque l'État, en raison de sa condition de propriétaire des richesses du sous-sol, reçoit les revenus obtenus par la vente et les distribue en suivant des critères politiques qui ne doivent pas être confondus avec des décisions arbitraires. Les économistes cernent deux mécanismes que l'État met en action pour opérer cette redistribution : la valeur de changement du bolivar – toujours surévalué – et l'emploi public – le nombre de postes que l'État offre ou finance – (Baptista 2004: 251). Ces mécanismes économiques, certes clairs dans leur principe, ont une mise en œuvre par les pouvoirs publics qui se traduisent dans les rouges politiques et dans des relations sociales.

L'agir quotidien des institutions publiques concerne des relations sociales relevant de la redistribution de l'excédent du revenu pétrolier. En partant de l'essai sur le don de Marcel Mauss (1999 : 145), Ruth Capriles (1996) propose la notion de « don populiste » pour comprendre le système de distribution de la rente. L'État vénézuélien, en tant que propriétaire du revenu pétrolier, serait, dans cette perspective, dans l'obligation de donner la partie de la rente qui correspond à chaque citoyen. Par conséquent, la rente pétrolière recouvre les différentes « valeurs échangées » dans le cadre du système de prestations totales que les institutions publiques vénézuéliennes ont déployé depuis 1958 : faveurs, cadeaux, messages écrits au dos des cartes de visite, « péages »[239], concessions, contrats, exonérations,

[238] Des économistes qui ont suivi systématiquement le comportement économique du pays ont fourni des éléments pour établir les causes de la crise du modèle rentier : « Tout au long de la période qui va de 1950 à la fin des années soixante-dix, la dynamique de croissance à long terme du Venezuela a été déterminée par le comportement du secteur externe et, plus précisément, par les variations du volume et des prix des exportations pétrolières. Malgré la diversification de l'économie, la part du secteur pétrolier dans le PIB vénézuélien a toujours été très élevée : 29% en 1950, et légèrement inférieure à 20% en 1990. En même temps, le progrès du poids relatif de l'industrie manufacturière a été modeste : 10% en 1950 et presque 17% du PIB en 1990. Quenan, Carlos (1998). "Venezuela: le redressement économique inachevé." *Problèmes d'Amérique Latine*(29): 53-71.

[239] Les péages sont les « droits d'entrée » pour figurer sur les listes des groupes de pression et ainsi éventuellement bénéficier de postes bien placés dans les institutions publiques et, même parfois dans les organisations dites « communautaires » financées par l'État.

arrêts de travail, « bananes »[240], etc. D'ailleurs, un réseau d'obligations très particulier s'établit lorsque les hommes politiques au pouvoir (*adecos*, *copeyanos,* et aujourd'hui *chavistas*) rendent service en écrivant un petit mot derrière la carte de visite qu'ils donnent aux quémandeurs, déclenchant ainsi la machine d'une « économie des faveurs ». Ces services constituent une bonne échelle de mesure du pouvoir des dirigeants (Capriles 1996 : 235). L'économie rentière met en place des liens d'obligation de distribution d'un revenu pétrolier obtenu par l'État mais toujours présenté et ressenti comme appartenant au « peuple ».

Ainsi, entre 1961 et la fin des années quatre-vingt, les dépenses publiques relevaient de politiques publiques classiques de l'État Providence, à partir d'actions dites « sectorielles » : santé, logement, sécurité sociale et éducation. Néanmoins, les médiateurs des institutions attribuent à certaines personnes « faveurs » : un emploi dans l'appareil de l'État, l'accès aux bénéfices de l'assistance, etc. l'abondance étant fondamentalement perçue comme « publique ». Grâce à son travail sur les archives du ministère du Développement (*ministerio de Fomento*), Ruth Capriles montre que l'État moderne est historiquement considéré comme l'unique agent fort et qu'il doit par conséquent fournir, aider, assister et appuyer le peuple (*proveer, ayudar, auxiliar y empujar*) (1996: 223). Le « don populiste » – auquel j'ajouterai l'adjectif « rentier » – se consolide en tant que pratique politique dans le régime d'alternance des deux partis politiques majeurs de la période démocratique vénézuélienne. Le « bon usage » d'une telle ressource financière dans l'économie pose certainement problème dans un pays en manque d'entreprises nationales et où les diverses clientèles politiques se multiplient autour d'un État distributeur. Cependant, Capriles n'apporte pas d'éléments pour évaluer l'efficacité de la prestation de biens et de services rt se base sur la qualité du lien social qui se forme entre les institutions de l'État et les citoyens.

4.3.3 Crise de l'économie pétrolière et mise en cause de la démocratie

Le pacte politique de Punto Fijo fournit un cadrage institutionnel indispensable à la Constitution de 1961, base de la démocratie représentative la plus longue de l'histoire vénézuélienne. Mais le poids spécifique du monde militaire dans la vie politique nationale n'apparaît pas dans ce Pacte élaboré et adressé au monde civil. Le *Pacto de Punto Fijo* a été

[240] Un *cambur*, comme on appelle les « bananes » au Venezuela, est un poste dans l'administration publique qu'on a obtenu en mobilisant des réseaux d'amis et des contacts dans le parti politique au pouvoir, sans avoir les qualifications ni le temps pour monter dans l'échelle institutionnelle. Il existe même un verbe, *encamburarse* qui signifie obtenir, par réseau ou clientélisme, un emploi dans une institution publique.

tout à la fois une stratégie d'alternance au pouvoir de partis hégémoniques déjà constitués institutionnalisant une « complicité sempiternelle » entre *Acción Democrática* (AD) (démocratie sociale) et COPEI (démocratie chrétienne) ; il a toutefois octroyé, à partir des années soixante-dix, des quotas de représentation au *Movimiento Al Socialismo* (MAS), et s'est appuyé sur un consensus favorable maintien du pouvoir politique national aux mains civiles, jamais militaires (Capriles 2004: 152)[241]. Autour de ce pacte s'est organisé un système politique démocratique formel soutenu en grande partie par la redistribution populiste du revenu pétrolier. Luis Castro Leïva considère que ce pacte marque la reconquête d'un projet national de république démocratique[242].

En 1974, les prix du pétrole ont atteint des niveaux exorbitants et le Venezuela a multiplié ses revenus pétroliers par deux, voire par trois. Le premier mandat de Carlos Andrés Pérez (AD) marque l'époque du *Grand Venezuela*, le Parlement lui donne les pleins pouvoirs pour dépenser cet immense revenu en promulguant une « loi habilitante » précédant la nationalisation de l'industrie pétrolière et du fer le 10 janvier 1976. Le pétrole vénézuélien était aux mains des compagnies nord-américaines qui l'exploitaient depuis la découverte des gisements au début du siècle. Avec la rétrocession des concessions pétrolières sous Carlos Andrés Pérez, le revenu fiscal pétrolier augmente de 1,4 mille millions de dollars en 1970 (environ 10% du PIB) à 9 mille millions de dollars en 1974 (environ 40% du PIB)[243].

L'État créé des grands consortiums pétroliers nationaux à partir de l'organisation des camps d'exploitation des transnationales qui opèrent dans le pays depuis les années vingt : Exxon, Shell et Mobil. La montée extraordinaire des prix garantit le succès politique de l'opération. Le pétrole apparaissait comme une valeur qui s'étendait à l'infini. Le premier choc pétrolier marque le climax de la construction nationale du mythe du peuple riche, du Venezuela dit « saoudien », où tous profiteraient du festin. Carlos Andrés Pérez augmente par décret les salaires des employés publics et réalise des ouvrages d'infrastructure pour palier aux problèmes de service public dans les *barrios* populaires, réalisations toutefois

[241] Domingo Irwin (2000) signale toutefois que cette subordination des militaires au monde civil n'a jamais été absolue.

[242] « Ce pacte a permis la construction rationnelle d'une voie permettant de passer d'un volontarisme politique sectaire à la réalité de la division du pouvoir comme condition nécessaire, mais jamais suffisante, du fonctionnement de la démocratie représentative consacrée dans la Constitution de 1961. ». Cf. Castro Leiva, Luis (1998). Discurso de Orden con motivo del XL aniversario del 23 de enero de 1958. Congreso Nacional. *Venezuela analitica*. Caracas, Venezuela Analitica.com.

[243] Les données macro-économiques sont issues de mon analyse de : Baptista, Asdrubal (2002). *Bases cuantitativas de la economia venezolana 1830-2002*. Caracas, Fundacion Polar.

insuffisantes face aux défis d'une immigration rurale-urbaine massive. Entre 1974 et 1976, l'économie se développe ainsi que les importations, la monnaie est surévaluée, le niveau de vie des classes moyennes augmente et le Venezuela accueille volontiers les migrants latino-américains fuyant les dictatures mais aussi des espagnols, portugais et italiens.

À la fin du gouvernement de Carlos Andrés Pérez, en 1978, la stagnation des prix du pétrole marque effectivement le début de la fin de la viabilité politique de ce mode de développement[244]. L'effondrement de l'économie rentière alimentée par le revenu pétrolier a profondément affecté la situation sociale des familles vénézuéliennes qui n'avaient pas réussi à monter dans l'ascenseur de la mobilité sociale pétrolière et a fait voler en éclats les bases du consensus sur le modèle politique afférant. La chute violente du revenu fiscal pétrolier du gouvernement par habitant, la chute des importations et la montée de l'inflation ont eu des effets dévastateurs sur l'économie gérée par un État oligopolistique (Espinasa 2004 : 266). Les subventions se perdaient dans les nombreuses ramifications du processus de distribution et nuisaient à la production d'une structure économique qui pouvait garantir une croissance réelle et durable. L'État vénézuélien perd alors progressivement sa capacité de résoudre des conflits sociaux par la voie de l'allocation de ressources aux secteurs affectés (Silva Michelena 1999).

En février 1983, la crise économique entraîne la fracture du système, marquée par la dévaluation du bolivar et mine inéluctablement les bases de la légitimité des partis politiques du *Pacto de Punto Fijo* comme médiateurs entre le gouvernement et les citoyens (Lalander 2004). Cette crise conduit les gouvernements à la mise en œuvre de la réduction des dépenses publiques par habitant, particulièrement de l'infrastructure physique. Ensuite, les gouvernements successifs augmentent les contributions au fisc, en multipliant les montants des impôts par deux depuis 1984 et en privatisant des entreprises publiques.

En 1993, la destitution du président Carlos Andrés Pérez – déjà exécré par son propre parti *Acción Democrática* (AD) – par le Congrès national signe la fin anticipée de son

[244] En 1998, Luis Gómez Calcaño précise : « la nécessité d'une réforme des relations entre l'Etat et la société était déjà perceptible quand, il y a vingt ans, l'Etat est devenu propriétaire des ressources pétrolières. En effet, à partir de cette époque, son rôle à l'égard de la société vénézuélienne devient ambivalent : d'une part, il continue à être un Etat rentier, qui doit répartir ces revenus entre les acteurs sociaux ; d'autre part, il doit se comporter en investisseur rationnel et, par conséquent, consacrer une part croissante de son revenu au maintien de son potentiel de production. Cette contradiction interne n'a pas été perçue au cours des premières années qui ont suivi la nationalisation, c'est pourquoi l'Etat a pu s'imaginer qu'il détenait un pouvoir illimité sur la société, au moment même où sa liberté de disposer de la rente pétrolière se réduisait sérieusement. Gomez Calcano, Luis (1998). "Venezuela: organisations sociales et luttes pour la citoyenneté." *Problèmes d'Amérique Latine*(29): 29-51. p. 31

deuxième mandat. La Cour Suprême de Justice approuve l'ouverture d'un procès judiciaire contre Pérez pour malversation et détournement de fonds vers ses propres comptes bancaires de New York, ouvrant ainsi la voie pour que les Vénézuéliens réclament avec force un nouvel ordre politique et social. Avec le gouvernement de Rafael Caldera, une politique « d'ouverture économique » rappelle les majors du pétrole pour leur octroyer à nouveau des concessions dans l'exploration et l'exploitation, et en même temps 70% du système financier fait faillite. La crise de représentativité des partis politiques au pouvoir depuis 1961 était irréversible.

*** * ***

L'analyse généalogique du mouvement politique de révolution bolivarienne dégage les fondements des critères d'action qu'inspirent les décideurs des politiques adressées aux sinistrés de *La Tragedia*. À partir d'un discours nationaliste et sous la tutelle de l'image de Bolivar, les Comacates *bolivariens* ont proclamé leur adhésion à un projet révolutionnaire dont le « peuple souverain » serait le « vrai » protagoniste. Le modèle unifiant des épopées de Bolivar au 19ème siècle et la nécessité d'une refonte de la République au seuil du 20ème siècle sont ainsi devenus les piliers d'un discours présenté comme révolutionnaire. Le discours rédempteur du président Chavez, représentant les *Comacates* insurgés comme des martyrs ayant sauvé la Patrie, est devenu un pilier fondamental du processus de construction du système de représentation politique alternatif au système politique régnant depuis 1961.

Le mythe des protagonistes des insurrections de 1992, les « anges rebelles » est un élément structurant du sens fondant le processus de *dignification* de l'Armée de terre. Ainsi, la mise en cause d'ordre moral de la répression des émeutes de 1989 suffit à elle seule à justifier la conspiration et l'insurrection de 1992 : la condamnation du haut commandement des Forces armées, qualifié de « démoniaque », la « malédiction » subies par les soldats a le double intérêt de les soustraire d'emblée aux procès judiciaires que certaines victimes ont intenté à leur en contre et de justifier le coup d'État.

La rhétorique officielle qui a soutenu la démarche du transfert des sinistrés vers la province, et qui est validée par certains experts et haut fonctionnaires, a paru ignorer les réalités historiquement constituées qui rendaient prévisible l'échec de ces transferts, comme que l'absence d'offres d'emploi pérennes en province et le caractère fondamentalement urbain de la société vénézuélienne depuis les années soixante. Le pilier fondamental de la modernisation démocratique a été la richesse pétrolière, mais la redistribution sociale de ce

revenu rentier s'avère en contradiction avec les principes libéraux du capitalisme. La conciliation « impossible » de la redistribution du revenu pétrolier et du capitalisme devait donc se faire désormais par le biais du politique. Mais, une telle disponibilité de ressources économiques, totalement disproportionnée par rapport à la taille de l'économie productive, et son utilisation par l'État, suscitant des enjeux politiques sensibles dans une société devenue socialement très inégalitaire.

L'histoire récente vénézuélienne est marquée par de nombreux événements qualifiés de « ruptures » : les émeutes violentes du 27 février 1989 – le *Caracazo* –, les coups d'Etat manqués des bolivariens en février et novembre de 1992, et le triomphe électoral d'Hugo Chavez en 1998[245]. En 1999, moment de la refondation de la nation par la révolution bolivarienne, la réinterprétation de ces événements extraordinaires jalonne tant l'ordre social précédent que celui à venir. Les soldats de l'Armée de terre qui avaient réprimé le « peuple vaillant » lors des émeutes du 27 février 1989 étaient « maudits ». Lorsque le Président Chavez fait allusion dans ses allocutions officielles aux événements du 27 février 1989, il insiste sur l'inéluctabilité historique de l'insurrection dont il a été le leader en 1992. L'idéologie bolivarienne constitue une configuration spécifique de la dimension théologico-politique du pouvoir politique, fondée sur une théodicée du sacrifice de l'Armée de terre insurrectionnelle en 1992. Dans la rhétorique analysée, le chemin vers la rédemption s'est ouvert lorsque les rebelles ont pris la décision de s'insurger le 4 février 1992. Lorsque tous les ans Chavez rend hommage aux vaincus du 4 février 1992, il laisse entendre que, de toutes façons, en ayant participé et donné leur vie sur le champ de bataille, ils s'étaient dores et déjà lavés de leur péché de violence contre les émeutiers du 27 février1989. La révolution bolivarienne place ce sacrifice à son origine, en sacralisant sa relation avec la nation. Plus que l'adhésion à un projet révolutionnaire marxiste-léniniste, le discours des insurgés professait en effet un attachement profond aux valeurs patriotiques. La pratique politique du mouvement bolivarien cherche ainsi à instaurer une tradition politique de la rupture de 1992. Instaurés par le gouvernement après sa victoire aux élections de 1998, de cérémonies nombreuses politiques sont destinées à réhabiliter les statuts de la dignité symbolique et politique des acteurs significatifs dans la nouvelle configuration de la nation, en l'occurrence de l'Armée de terre « damnée » par les violences exercées dans son passé récent.

[245] Voir chronologie en annexes.

Trois éléments fondateurs du projet idéologique révolutionnaire avancé par le président Chavez ont été ici analysés. Le premier est d'ordre symbolique et concerne l'origine mythique du mouvement militaire fondateur dans des événements violents de l'histoire récente. Le second est idéologique et relève de la nature du lien entre les mouvements et partis politiques de gauche et le mouvement bolivarien militaire. Le troisième est d'ordre économique et porte sur la question de la redistribution socialement juste de la rente du pétrole, figure emblématique de la promesse inaccomplie du modèle de développement instauré depuis 1958.

Dans le chapitre 5 seront analysées les politiques de prise en charge des victimes de *La Tragedia* appelées de dignification. Il s'agira cette fois de la restauration de la dignité du « peuple souverain ».

Chapitre 5.
Les politiques de la dignité

Dans la rhétorique officielle de la révolution bolivarienne, la dignité est présente tant dans la valorisation de l'honneur des militaires impliqués dans les coups d'État de 1992 que dans les principes fondateurs des politiques publiques destinées aux victimes de *La Tragedia*. Ces deux sens distincts sont sous-jacents à l'institution de la « politique dignification ».

Le premier sens de la dignification a trait à la dignité comme catégorie morale et élément fondateur de l'identité moderne, étroitement liée au sens de la plénitude comme sujet autonome comme le montre Charles Taylor (1998 : 27). Dans la conception moderne de l'identité, la dignité implique aussi l'idée d'autonomie et d'indépendante. L'autonomie est donc une valeur fondamentale dans la construction de l'identité moderne, le fait d'être « autonome » supposant un sujet responsable et digne de respect. La dignité s'identifie très étroitement avec notre comportement :

> « Notre démarche, nos gestes, notre façon de parler changent dès que nous prenons conscience de paraître devant autrui, d'habiter un espace public, et que cet espace est potentiellement du respect ou du mépris, de l'orgueil et de la honte. » (Taylor 1998 : 30)

En revanche, la notion de dignité n'est pas un invariant car l'autonomie de l'individu s'inscrit de manière particulière dans le monde social :

> « Selon la position que l'individu occupe dans le monde social, l'injonction d'être indépendant et autonome ne saurait avoir la même signification, impliquant d'un côté les potentialités d'une réalisation de soi et de l'autre les contraintes de la construction d'une identité imposée » (Fassin 2000 : 955).

La signification particulière de cette injonction dans le monde social vénézuélien suppose ainsi un décalage problématique entre le fait d'être une victime ayant besoin d'aide et le comportement attendu d'un individu autonome et indépendant. Le second sens de la dignité recouvre une double mobilisation de la morale, d'une part comme comportement attendu d'une population, et d'autre part comme participation à la mise en œuvre d'un ordre social nouveau. Le terme « dignification » désigne donc un mode d'intervention qui vise à transformer le social. Ainsi, la dignité fournit un cadre normatif à l'assistance et établit une attente particulière des institutions par rapport au comportement des *dignificados*.

La création du mot dignification est un « acte de langage performatif » (Austin 1970). Son effet social sert à penser l'action publique, ses objets et ses destinataires. Même si ce mot est intrinsèquement lié à la dignité, il s'inscrit dans un contexte où il acquiert sa signification pleine et particulière. Les effets sociaux des mots dans une politique sociale amènent à la construction d'un regard particulier des choses qui « devient tellement naturel que nous en oublions qu'il est une construction dans laquelle nous faisons sens à certaines réalités et en occultons d'autres » (Fassin 2004c: 7-8).

Dans ce chapitre, trois modes d'action de la politique de dignification, repérés dans les discours et dans les pratiques observées sur le terrain, seront analysés. Tout d'abord, un dispositif d'action conjointe civilo-militaire (le *Plan Bolivar 2000*) déjà présenté un an avant la catastrophe comme un programme humanitaire et qui, après le désastre, fut réorienté pour assurer la prise en charge des victimes. Ensuite, les dispositions de gouvernementalité dans les refuges de transit sont traversées par l'enjeu du passage de la temporalité de l'urgence à celle de la normalité. La pérennisation d'un séjour censé être temporaire eut des retombées dans les refuges, la prise en compte de la détresse des sinistrés devenant susceptible d'être réévaluée par les agents des institutions. Enfin, un dispositif relevant d'une biopolitique de relocalisation, composé d'une justification rhétorique ainsi que de la mise en œuvre du transfert comme solution à un double problème : le « déséquilibre territorial de la nation » et la « *marginalidad* » des quartiers populaires entourant la métropole.

5.1 Dignifier le peuple et l'Armée de terre

Le *Plan Bolivar 2000* fut présenté comme un programme social impulsé par une action humanitaire destinée à sortir le pays d'une situation qualifiée de dramatique par le nouveau gouvernement. Dès janvier 1999, le Président avait proclamé son devoir de répondre à l'« urgence sociale » générée par la misère et la pauvreté du peuple, victime de

l'ancien ordre national. L'idée d'une amélioration des conditions de vie à travers l'intervention de la « Force armée »[246] et de la présence des militaires dans la vie civile est profondément présente dans le discours qu'Hugo Chavez adressa à la nation lors de sa cérémonie d'investiture à la présidence de la République, le 2 février 1999 :

> « Nos frères d'armes ne peuvent rester enfermés ni dans les casernes ni dans les bases navales ni dans les bases aériennes, avec toutes ces grandes capacités, ce grand potentiel humain, cette énorme quantité de ressources qui sont là, comme désactivés, comme si cela appartenait à un autre monde, séparé de cette réalité [*sociale*] stupéfiante, une réalité sanglante qui clame l'injection de ressources, de morale et de discipline… »[247]

Les arguments politiques du projet d'intégration les effectifs de la « Force armée » au domaine social, de les y « lancer », sont désormais explicites. Cette militarisation des politiques sociales est particulière car elle ne s'est pas effectuée à partir d'un projet de restructuration des Forces armées mais de la mise en place de « programmes spéciaux », dont le contenu et les guides d'action étaient progressivement annoncés dans les émissions télévisées, les discours et les apparitions publiques du Président.

> « Il y a dix ans, nous sortîmes des casernes massacrer le peuple. Aujourd'hui, nous allons le combler d'amour. Allez soldats, fouillez le terrain, allez chercher la misère, notre ennemi est la mort! Allons combler les pauvres de rafales de vie au lieu de rafales de mort ! »[248]

Dans ce passage du discours prononcé le 26 février 1999 lors de la cérémonie de commémoration des dix ans des émeutes de février 1989, le président se sert de métaphores issues du langage militaire de la lutte contre-insurrectionnelle contre la guérilla et les emploie pour décrire la tâche d'assistance sociale menée par les troupes. Par ces métaphores, il présente le *Plan Bolívar 2000* à la nation comme la pierre fondatrice du pacte politique civilo-militaire bolivarien destiné à faire du Venezuela « un pays meilleur ». D'après

---

[246] Rappelons que le passage de la dénomination « Forces armées » au singulier « Force armée » est très significatif dans la rhétorique du nouveau régime. Le singulier introduit dans la Constitution bolivarienne de 1999 (Chapitre III, article 328) accentue l'unité des Forces, pourtant si redoutée, afin d'insister sur la mobilisation sans faille de tous les soldats derrière le gouvernement, de gommer toute velléité de corps et de factions.

[247] Chavez, Hugo (1999). Allocution du Président de la République lors de la cérémonie d'investiture de la présidence de la République. S. d. c. d. Président. Caracas, http://www.venezuela.gov.ve.

[248] Chavez, Hugo (2003). "Hugo Chávez Frías conversa con Marta Harnecker. ¿Corrupción en el Plan Bolívar 2000?" *http://cybercircle.org/articles/documentos_oficiales/mhentchavez10.shtml.* consulté le 5 ocotobre 2006

Chavez, c'est « l'action humanitaire la plus importante mise en œuvre dans l'histoire du Venezuela » :

> « Eh oui. Il ne faut pas oublier, camarades, le 27 février 1989, journée obscure de l'histoire de la patrie. Et dix ans après, il y a quatre ans, lorsque ce gouvernement révolutionnaire ne faisait que commencer, nous avons lancé le *Plan Bolivar 2000*. Nous avions à peine 22 jours de Présidence du gouvernement de la République et nous avons lancé ce plan, l'opération humanitaire la plus profonde que l'histoire vénézuélienne ait connue. »[249]

Les victimes de la catastrophe perdent ainsi leur caractère spécifique de sinistrés de *La Tragedia* et se fondent la figure du « peuple victime ». Le *Plan Bolivar 2000*, instituant l'intervention sociale des Forces armées relève donc d'une action humanitaire nécessaire et d'urgence, et non pas d'une politique publique, tout en ménageant un certain flou sur sa temporalité. Les soldats resteront en dehors des casernes tant que le peuple aura besoin d'eux. *La Tragedia* de fin 1999 n'a ainsi fait que prolonger cette situation proclamée « d'urgence sociale » et de présence militaire dans la vie civile. Les sinistrés ne seraient pas dans cette rhétorique les victimes de *La Tragedia* mais celles du régime politique passé.

L'instauration de ce plan constitua également la première action politique alimentée par la symbolique de la dignité. Dans cette rhétorique, la dignité est aussi bien celle du peuple meurtri par la situation de crise sociale que celle des militaires, en particulier de l'Armée de terre, qui en « bon bolivariens » aspirent à soulager le peuple de ses souffrances plutôt qu'à le réprimer[250].

5.1.1 La réorientation des politiques sociales et la restructuration des institutions

Lors de *La Tragedia*, le discours concernant « la dignité des pauvres » devient une constante dans les programmes du gouvernement. Dans le Plan de gouvernement 2001-2007, la figure emblématique du passage du statut « victimes ignorées » (par l'ordre politique dominant dans le passé) à celui de « victimes prises en charge » (par le gouvernement

---

[249] Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria*. *Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas.* Caracas, Venpres, http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html, visitado el 08/09/2004..

[250] « Il y a 6 ans naquit le *Plan Bolivar 2000* (…) à partir de l'initiative de l'exécutif national, incarné par la personne de monsieur le Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chavez Frias, qui l'instaura pour faire face à une situation d'urgence sociale qui existait depuis 1989, en s'appuyant sur la Force Armée nationale étant donné sa force de déploiement sur tout le territoire et sa participation active ou développement de la nation ». Cf. Leon, Rossana (2005). *Mas de 4 millones de personas atendidas. Fundación Proyecto País de Aniversario*. *Panorama Castrense. Columna informativa del Ministerio de la Defensa*. http://www.mindefensa.gov.ve/PanoramaCastrense/panorama40.htm..

bolivarien) qui dessine le binôme *damnificados-dignificados*, est mobilisée par les planificateurs comme une initiative nationale adressée à la population « la plus pauvre ».

> « Il y a de millions de sinistrés au Venezuela. Le *Pacto de Punto Fijo* a laissé des millions de sinistrés abandonnés dans les *ranchos*, dans les *cerros* [*le* cerro *(colline) est un mot utilisé pour désigner les* barrios*, souvent situés sur les hauteurs entourant les villes*]. Les sinistrés ne sont pas seulement ceux de Vargas. Nous avons reçu les sinistrés des gouvernements précédents (…) sans travail et sans maison. Sinistré est le peuple, notre peuple, ce peuple pour lequel nous allons donner le reste de notre vie. »[251]

Le « Plan de développement économique et social de la nation » stipule que cette tâche doit être assumée par l'Armée de terre et il reprend encore une fois les propos des « tâches sociales » du *Plan Bolivar 2000*.

> « Le gouvernement national, dès ses débuts, a eu comme priorité de rendre leur *dignité* aux groupes de la population la plus pauvre, ce qui requiert des réponses rapides et efficaces. Pour ainsi faire, le gouvernement a mis en œuvre le *Plan Bolivar 2000*, un plan civilo-militaire visant à activer et orienter la récupération et le renforcement du Venezuela ainsi qu'à prendre en charge les nécessités du pays, en fournissant dans sa première phase de l'assistance urgente à la population pauvre et très exclue »[252].

Ce paragraphe est un exemple emblématique du jeu d'identification des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement. En effet, « les groupes de population les plus pauvres » vivent dans « l'indignité », et c'est aux Forces armées et en particulier au *Plan Bolivar 2000* de leur rendre leur dignité perdue. Par la formule « assistance urgente », les planificateurs du gouvernement indiquaient le caractère humanitaire que le président Chavez avait attribué au Plan élaboré en janvier 1999.

L'étude des politiques publiques dans l'État-providence, définie par la science politique comme « l'étude de l'action des autorités publiques au sein de la société » (Meny et Thoenig 1989) montre en effet que la politique publique dans le sens du mot anglais *policy* manifeste une certaine vision de la puissance publique de l'autorité et de la légitimité gouvernementale. Une anthropologie des politiques publiques interpelle ainsi l'articulation

---

[251] Chavez, Hugo (2003). *Celebración del 4° aniversario del Plan Bolívar 2000*. *Venezolana de Televisión. Programa Especial*. Caracas, VTV; www.venezuela.gov.ve.

252 « El gobierno nacional, desde sus inicios, ha tenido como prioridad devolverle la dignidad a los grupos poblacionales más pobres, lo que requiere de respuestas rapidas y eficientes. Para lograrlo se emprendio el Plan Bolivar 2000, que es un Plan civico-militar dirigido a activar y a orientar la recuperacion y fortalecimiento de Venezuela y a atender las necesidades del pais, proporcionando en su primera fase, asistencia urgente a la poblacion mas necesitada y en máxima exclusion social » (2001). *Lineas Generales del Plan de Desarrollo Economico y Social de la nacion 2001-2007. 149 pages*. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

du pouvoir politique et des politiques publiques pour explorer le rapport entre gouvernants et gouvernés. En ce temps de refondation de la nation, moment de référence du « changement d'époque » promu par le bolivarianisme au pouvoir, les *dignificados* seraient devenus, selon l'expression de Georg Simmel (2002) « des ayants droits de l'assistance » moralement légitimes. En suivant le raisonnement de Georg Simmel, les sinistrés de *La Tragedia*, le droit à la charité s'est mis en place à partir d'un motif humanitaire – le désastre – et ceci est devenu un droit acquis pour les victimes.

La « révolution bolivarienne » proclame ainsi une nouvelle interaction entre les ayant- droit et l'État. En reprenant la terminologie de Simmel (2002), il est pertinent de s'interroger sur le rôle des « pauvres assistés » dans la nouvelle « organisation téléologique de l'État » (2002 : 55). Simmel signale qu'« on peut considérer la société en général comme une interaction d'ayants-droit moraux, juridiques, conventionnels, et de toute sorte de catégories encore. » (2002 : 40). En effet, le nouveau texte constitutionnel consacre dans son Titre III, Chapitre V, articles 75 à 97[253], un ensemble de droits sociaux qui devraient se traduire dans le corps législatif et donner lieu à un système institutionnel socialement et économiquement protecteur des citoyens. Ces articles constituent le « noyau dur » du pacte social de la nouvelle République. Ils explicitent en détail les mécanismes pour bénéficier des services de santé, de logements sociaux, d'éducation, de travail et de sécurité sociale au seuil d'un nouvel avenir à la fin de 1999. Ce nouveau cadre juridique suppose une réorientation des politiques publiques et la restructuration des institutions.

Si l'on applique le modèle de Georg Simmel (2002: 50) au cas vénézuélien, les pauvres seraient devenus des ayants-droit de l'assistance et le rôle des « obligés » serait occupé par « l'Etat pétrolier riche », et les Forces armées étant chargées de mettre en œuvre l'assistance. Cette relation sociale particulière opère des rapports singuliers entre les prestations et les droits qui en dérivent pour les victimes sinistrées. Dans cette nouvelle conception des politiques sociales, explicitées dans le « Plan national économique et social 2001-2007 »[254], l'obligation de l'État se fond avec l'intérêt social particulier des Forces armées. Ces politiques seront directement financées par le revenu pétrolier, en augmentation depuis 1999 grâce à la conjoncture des marchés mondiaux. La tâche de redistribution sociale

[253] (1999). *Constitución de la República Bolivariana de Venezuela*. Caracas, Imprenta Nacional.
[254] (2001). *Lineas Generales del Plan de Desarrollo Economico y Social de la nacion 2001-2007. 149 pages*. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

du revenu pétrolier, qui relève en principe des institutions civiles de l'État, est ainsi attribuée aux militaires.

5.1.2 Obligation d'assistance de l'État et vocation sociale des Forces armées bolivariennes

Le *Plan Bolivar 2000*[255] comportait trois étapes programmatiques sans date butoir. La première, le *Proyecto País*, consistait à fournir une assistance d'urgence à la population en situation critique de pauvreté. Ensuite, le *Proyecto Patria* s'adressait aux chômeurs et aux « communautés ». Enfin, le *Proyecto Nación* concernait le développement de programmes d' « industrialisation à long terme »[256]. Ce Plan, accompagné dans sa mise en œuvre par le Fondo Unico Social, est l'exemple paradigmatique du projet de récupération sociale visé par l'extension des actions de l'Armée dans la vie civile.

Ainsi, pour pallier au chômage, des *Planes de Empleo Rápido* ont été créés et éxecuté par le *Plan Bolivar 2000.* Interrogé par mes soins sur ces « plans d'emploi rapide », Fariñas argumentait sur la nécessité de « récupération morale » des classes populaires à travers des plans d'emploi temporaires :

> « Ceci est le premier pas pour réduire le chômage. En effet, le salut de ces gens-là (*les pauvres*) n'est pas seulement une question économique. Il s'agit de toute une thérapie sociale car l'oisiveté est nocive pour la communauté » (Entretien avec Freddy Pérez, ministère de la Santé et du Développement social, Centro Simón Bolivar, Caracas, mai 2000)

Pour Fariñas, le chômage était synonyme d'oisiveté et l'inactivité des pauvres était pernicieuse. Le rôle du *Plan Bolívar 2000* était de contribuer à la transformation du comportement des pauvres, souvent entaché de « déficiences ». Le discours de Fariñas est représentatif de celui des officiers vénézuéliens pour qui la façon de vivre du pauvre est en soi porteuse du « germe » de la pauvreté. Dans cette rhétorique, la finalité ultime des « plans d'emploi rapides » est le salut moral, voire la civilisation, des pauvres. Lors de la catastrophe, un décret présidentiel a transformé le *Plan Bolivar 2000* en axe d'opération du *Plan nacional de dignificacion de la familia venezolana* (Plan de dignification de la famille

---

[255](1999). Proyecto Bolívar 2000. Caracas, Ministerio de Planificación y Desarrollo**:** http://216.239.59.104/search?q=cache:to6CfW5q1IUJ:www.mpd.gov.ve/prog-gob/proyb2000.htm+proyecto+bolivar+2000&hl=fr, consulté le 02/05/2005.

[256] Le gouvernement a toutefois changé d'optique en 2004 et a décidé la voie du soutien financier à des coopératives pour le developpement économique plutôt que de stimuler des programmes d'industrialisation.

vénézuélienne)[257]. L'un des mécanismes par lesquels le gouvernement procéda à la dignification des sinistrés fut l'attribution d'emplois pour les membres des familles logées dans les forts militaires.

J'ai mené des enquêtes de terrain lorsque le *Plan Bolivar 2000* distribuait des « bourses emploi » aux sinistrés hébergés au Fort Tiuna. Le responsable du bataillon (voir vignette de terrain n°9) affirmait que les sinistrés – des familles socialement défavorisées qui n'avaient pas d'autre choix que de loger dans les forts militaires – se « réhabilitaient » socialement lorsqu'elles menaient les tâches de nettoyage qu'on leur proposait dans le cadre d'un des « plan d'emploi rapide » du *Plan Bolivar 2000*. D'après lui, ces personnes ne récupéraient ainsi pas seulement de la catastrophe mais aussi de la pauvreté spirituelle et morale qui les entourait dans leur *barrio* d'origine :

> « Nous avons la capacité de transformer des milliers de *malandros* qui rentrent comme conscrits tous les ans en citoyens républicains. Nous ne pouvons faire que du bien à ces gens-là. » (Lieutenant du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, mai 2000)

Ce jugement est à mon avis devenu dominant dans la vision que le gouvernement vénézuélien a des pauvres. Les habitants des quartiers populaires urbains mèneraient une « vie malsaine » et la vie de la caserne « ne peut que leur faire du bien ».

Cette incorporation bénéficie d'ailleurs d'un consensus important et est souvent signalée comme « très bénéfique » à la construction du nouveau modèle de société (Ochoa Henriquez et Rodriguez Colmenares 2003). L'Armée de terre serait porteuse d'une « bonne volonté » sociale et formulerait tous ses vœux pour contribuer et participer avec bienveillance à la vie nationale, et dépasser ainsi les tâches que le vieux régime lui avait imposées, à savoir la sécurité et la défense (2003 : 118-124). L'importance soulignée du rapprochement entre les Forces armées et la population, et en particulier les secteurs populaires, car cette institution est porteuse de qualités (discipline, ordre, etc.) qui font défaut aux habitants des quartiers populaires, particulièrement ceux situés en ville.

Le *Plan Bolivar 2000*, défini avant *La Tragedia* comme temporaire, s'est ensuite consolidé comme une politique publique. Cette temporalité est paradigmatique d'un mode de gestion où le provisoire finit par se stabiliser, puis le gouvernement entérine voire fixe les

---

[257] (1999). *Proyecto Bolívar 2000*. Caracas, Ministerio de Planificación y Desarrollo**:** http://216.239.59.104/search?q=cache:to6CfW5q1IUJ:www.mpd.gov.ve/prog-gob/proyb2000.htm+proyecto+bolivar+2000&hl=fr, consulté le 02/05/2005.

procédures établies[258]. William Fariñas, lieutenant colonel de l'Armée de terre et rebelle du 4 février 1992, directeur du FUS, lie l'ambition de ce Plan civilo-militaire à un projet de « cohésion nationale » :

> « Il s'agit d'activer et de réorienter la récupération et le renforcement du Venezuela, en coordonnant les recours, les plans, les programmes et les projets entre la société civile et la force armée, sans aucun type de discrimination raciale, sociale et idéologique. »[259]

Lors de *La Tragedia*, le président Chavez intégra la prise en charge des sinistrés au *Plan Bolivar 2000*, devenu avec le FUS le pilier de l'assistance aux sinistrés. Sous la coordination du président de la République, ce plan fonde l'extension systématique des actions de l'armée dans la vie civile et constitue le cadre de référence du *Plan de dignificacion de la familia venezolana,* programme national de prise en charge des victimes qui proposait aux familles sinistrées de rejoindre des sites de relogement souvent éloignés des centres urbains.

Le 16 décembre 2000 fut la date butoir annoncée par le président Chavez pour « vider les refuges » d'urgence, le président souhaitant que « tout le monde passe Noël dans sa nouvelle maison ». Cependant, la plupart des familles qui quittèrent les refuges d'urgence fut transféré vers des « refuges de transit ». Au FUS, la pression institutionnelle pour accomplir le mandant présidentiel était très forte pour plusieurs raisons : les sinistrés logés dans les refuges attendaient depuis un an une « solution », les médias critiquaient fortement sa gestion et ses directeurs, le spectre de la corruption hantait ses bureaux, et sur le terrain les fonctionnaires assurant la prise en charge étaient jugés inefficaces.

L'intervention des militaires dans les politiques sociales est présentée comme un élément provisoire de la gestion du président Chavez. Le *Plan Bolívar 2000* apparaît comme un

---

[258] "El Plan Bolívar 2000 nació para la coyuntura y luego pasó a una nueva fase y se mantiene hoy a lo largo y ancho de todo el territorio nacional, es una acción en sentido contrario a aquella del 27 de febrero de 1989. Hace cuatro años decíamos desde aquí mismo que la Fuerza Armada salía a la calle ya no con ráfagas de muerte sino con ráfagas de vida a llevarle vida a los más necesitados, a los más pobres, a los excluidos; la Fuerza Armada se ha sumado hasta la médula en la lucha contra la pobreza y contra la exclusión que es uno de los más gravísimos problemas históricos que tiene Venezuela, la pobreza, la exclusión".Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria*. *Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas.* Caracas, Venpres, http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html, visitado el 08/09/2004.

[259] Fariñas, William (1999). *Plan Civico Militar Bolívar 2000*. Caracas, Comisión interministerial.

> « programme d'urgence pour réparer l'infrastructure des quartiers, populaires, écoles, cliniques, construction de logements et répartition de nourriture dans des endroits isolés (…) mais qui a cependant posé des problèmes propres à son caractère improvisé, son mépris pour les institutions et son manque de transparence [administrative] (…) et finalement a disparu après avoir subi des accusations de corruption »[260].

Avec la création du *Plan Bolivar 2000* et la fusion du *Fondo Unico Social* dans le ministère du Secrétariat de la Présidence, la prise de décisions et les ressources des politiques sociales ont été concentrées dans une seule entité[261]. Les évaluateurs des politiques sociales signalent par ailleurs que cette centralisation des politiques sociales, théoriquement justifiée par le contexte de l'urgence, a généré des problèmes de dépenses incontrôlées et de concentration de pouvoirs démesurés aux mains d'une seule personne, en l'occurrence un militaire [*Fariñas*] (Maingon 2004 : 59). Ainsi, avec les « Missions »[262] mises en œuvre en 2003, le *Plan Bolivar 2000* fait partie des programmes emblématiques de la nouvelle structure institutionnelle qui fonctionne en contournant l'appareil bureaucratique étatique traditionnel par le biais de la mise en œuvre d'actions spéciales et urgentes.

Le *Plan Bolívar 2000* disparut temporairement de la scène publique à cause des nombreux scandales de corruption dénoncés par la presse entre janvier et mars 2001. Il fut suspendu lors du scandale de malversation qui toucha son directeur, le général de l'Armée

---

[260] Lander, Edgardo (2004). "Venezuela: la búsqueda de un modelo contrahegemonico." *Question* Julio 2004, consulté le 30/05/2005(http://www.redvoltaire.net/article1687.html#article1687)..

[261] (1999). *Gaceta oficial 36687 del 26 de abril de 1999. Creación del Fondo Unico Social*. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela, (2001). *Gaceta oficial 37322. Adscripcion del FUS al Ministerio de la secretaria de la Presidencia*. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

[262] À partir de septembre 2003, le gouvernement a mis en œuvre des politiques d'assistance de grande envergure, nommées les « missions », assurant une grande présence dans les quartiers populaires du pays. Les *Misiones*, sont des programmes qui articulent des actions de grande envergure depuis 2003. Elles s'adressent exclusivement aux familles des secteurs populaires et constituent des réseaux institutionnels parallèles aux traditionnels : écoles, dispensaires et d'autres institutions locales. Les missions *Robinson*, *Rivas* et *Sucre* ont été créées pour améliorer l'éducation supérieure et éradiquer l'analphabétisme, *Mercal* et *Zamora* pour la production et distribution de nourriture, *Barrio Adentro* pour les soins primaires de santé et *Vuelvan Caracas* pour l'emploi. Le budget de 2003 a été évalué à 500 milliards de bolivars, soit 20 millions d'euros environ. En 2004 leur budget est monté à 750 milliards de bolivars, environ 30 millions d'euros. Une loi d'endettement spécial a été votée pour 12,5 billions de bolivars, environ 500 millions d'euros. L'impact de ces politiques dans les conditions de vie des secteurs populaires reste encore à établir par les spécialistes et le processus de mise en œuvre d'un système efficace de protection sociale est loin d'être achevé au Venezuela. Néanmoins, quelques données montrent encore une situation inquiétante. Le chômage était de 14% en avril 2004. Aujourd'hui, le salaire minimum pour les travailleurs dans le secteur formel est de 321.345 bolivars, environ 130 euros. Le panier d'aliments de base a un coût de 523.000 bolivars, environ 210 euros et lorsqu'on ajoute les médicaments et d'autres services cela monte à 1.560.000, environ 625 euros. Voir pour des études sur les « missions » les travaux suivants : Maingon, Thais (2004). "Política social en Venezuela: 1999-2003." *Cuadernos del CENDES* 21(55): 47-73. Et aussi : Alvarado, Neritza (2004). "Pobreza y Exclusión en Venezuela a la luz de las misiones sociales (2003-2004)." *Fermentum* 14(39): 181-232.

de terre Victor Cruz Weffer[263]. Il demeure cependant toujours « le projet emblématique de la politique sociale d'Hugo Chavez » (Ochoa Henriquez et Rodriguez Colmenares 2003: 134). En témoigne la fin de la suspension temporaire du *Plan Bolivar 2000* annoncé lors de la campagne présidentielle de décembre 2006. D'ailleurs, entre 2001 et 2003, de nombreux bureaux des programmes d'accès au logement fonctionnaient à *Fuerte Tiuna* – Quartier général de l'Armée de terre et siège du ministère de la Défense –, même si les fonds du programme étaient affectés à FONDUR (*Fondo de desarrollo urbano*).

5.1.3 Les refuges de transit, espaces clos de dignification

La temporalité de l'urgence, caracterisée par la quête de solutions inmédiates, diffère de celle du transit, marquée par l'attente. Sur les lieux de transit, les familles étaient recensées et attendaient la confirmation de la disponibilité de nouveaux logements. La prise en charge était censée fournir les soins nécessaires, héberger et nourrir les sinistrés, réorganiser les situations civiles des familles séparées au cours du sauvetage, les recenser, contrôler leurs déplacements, et organiser la distribution de l'aide et l'octroi de nouveaux logements. Le transit vertigineux des sinistrés des premières semaines de l'an 2000 a toutefois été soudainement paralysé faute d'une offre de logements suffisamment large pour satisfaire la demande occasionnée par la catastrophe, laissant les milliers de pensionnaires des refuges dans une situation d'attente sans perspective[264].

Pendant l'urgence et le transit, les sinistrés de *La Tragedia* constituèrent une population totalement dépendante en termes de vie sociale et de survie. La gestion des familles hébergées dans les sites de transit – *refugios* en zone militaire ou sous surveillance militaire – a supposé une standardisation progressive des conduites des hébergés : établissement d'horaires pour les repas distribués dans le réfectoire de la caserne, distribution de vêtements en fonction des besoins, attribution de chambres selon des critères correspondant à la taille des familles, cloisonnement des couloirs et des espaces des casernes pour en faire des lieux « vivables », etc.

---

[263] La corruption dans ces programmes sera traitée dans le dernier point de ce chapitre.

[264] La presse parlait de « resituer » (*reubicar*) les sinistrés pour signaler leur passage des centres d'urgence – stades, écoles, salles de spectacle – vers des sites plus appropriés pour attendre une « solution ». Une autre dépêche compare *El Poliedro* avec une gare routière. Par cette métaphore le journaliste décrivait les bus en attente et les familles sinistrées décidant lequel prendre, en dépendant des destinations vers des forts militaires situés hors Caracas ou vers des nouveaux sites. Cf. (2000). "Sigue la reubicación." *El Universal.* 04/01/2000 , et aussi (2000). "El Poliedro parecía un terminal." *El Universal.* 03/01/2000

Les formes de gouvernement et les dispositions concernant la « vie nue » apparues dans les refuges de transit ressemblent à celles des « camps », de refugiés et de déplacés en particulier, dans la mesure où il y existait d'une part des dispositions de contrôle de l'organisation de la vie quotidienne et, d'autre part, de l'aide humanitaire distribuée aux occupants. Ces deux éléments impliquaient des savoir-faire institutionnels relevant d'une « biopolitique des flux » (Abélès et Cuillerai 2002 : 20) car ils supposent une régulation étatique du mouvement de la population, la relocalisation étant un flux migratoire.

Cependant, trois éléments distinguent la problématique des sinistrés de *La Tragedia* de celle des études des flux migratoires des populations déplacées et réfugiées. Tout d'abord, la dimension transfrontalière n'y est pas pertinente car *La Tragedia* est une catastrophe nationale et le traitement de la population affectée et déplacée est resté limité aux frontières du pays. De plus, l'état de « sinistré » n'est pas stable mais événementiel ; les sinistrés ne sont pas des déplacés de guerre et leur survie n'est pas menacée dans leur lieu d'origine par des raisons d'origine ethnique. Leur statut civil ou national n'est pas remis en cause : ils sont bien des vénézuéliens, pour la plupart, et leur statut légal dans la nation demeure identique. La problématique des sinistrés ne se pose donc pas en termes de « rupture identitaire » (Pandolfi 2002) comme c'est le cas lors des situations extrêmes soulevées par des conflits transfrontaliers qui défient les principes de la souveraineté : les « barbelés » élevés autour des sinistrés de *La Tragedia* ne relèvent pas d'une frontière nationale mais d'une barrière sociale.

Ensuite, même si le traitement des déplacés et les réfugiés relève d'enjeux assez proches, les technologies de gestion de cette population particulière ont été davantage liées à l'exacerbation du militarisme dans l'espace public qu'au renforcement du pouvoir bureaucratique accompagnant souvent la mise en place de programmes d'organismes internationaux (Malkki 2002 : 353).

Enfin, l'administration des « camps de sinistrés » au Venezuela pourrait relever de la « ségrégation globale » qu'a définie Zygmunt Bauman (2002), qui se manifeste par la résurgence de profondes inégalités sociales et la mise en œuvre de politiques de réhabilitation sociale. Mais je proposerai plutôt un glissement de point de vue par rapport à la littérature traitant des « camps » contemporains – refugiés, étrangers en situation irrégulière, etc. – en m'attachant particulièrement à la plate-forme idéologique et politique donnant lieu à la mise en œuvre de ces espaces.

Même si dans le cas de *La Tragedia*, le déplacement massif des sinistrés ne défie pas les frontières nationales et reste un problème circonscrit à la sphère « nationale », il n'en est pas moins évident qu'un véritable mur s'est élevé, instituant une séparation réelle et symbolique entre les hébergés des refuges et le reste de la société. C'est ce postulat qui sera retenu ici et l'analyse des refuges installés en zone militaire mobilisera donc certaines catégories utilisées dans les études menées sur des camps de réfugiés, en particulier celles ayant trait à la standardisation des pratiques de soins , au contrôle des internés dans des espaces clos ou mi-clos, et à la formule militaro-humanitaire ou civilo-militaire adoptée pour gérer les camps (Malkki 1995 : 499).

Le moment du transit est celui de la matérialisation de la dignification à partir des « politiques de la pitié et de la compassion » (Arendt 1990; Boltanski 1993). La condition de victime relevait d'abord du déploiement d'une mobilisation compassionnelle envers les victimes dont la souffrance est fondamentalement exprimée comme la pénurie qui affecte à « ceux qui ont tout perdu », et dont le premier besoin est par conséquent de recevoir de l'aide.

L'espace de la dignification est le refuge de transit, lieu de la matérialisation de la prise en charge et de l'assistance, de la réception de l'aide humanitaire, et de l'attente vers un nouveau destin. Après l'urgence, c'est dans le transit que prennent forme les offres pour refaire sa vie. Didier Fassin signalait, en suivant l'analyse d'Hannah Arendt relative aux « politiques de la pitié » (Arendt 1990 : 135), que

> « la compassion est ce qui donne à la pitié son pouvoir d'émotion. Nécessité et compassion constituent donc les deux composantes morales essentielles de la politique moderne de la pitié et, par conséquent, des logiques d'assistance » (Fassin 2000 : 975).

Les politiques de dignification constituent ainsi une expression locale et particulière des « politiques de la compassion ».

5.1.4 Représenter une sinistrée digne

Un documentaire réalisé en 2000 illustre avec richesse les formes de représentation de qu'est-ce qu'une « sinistrée digne ». Le film montre les turpitudes subies par une femme chef de famille sinistrée, Reyna da Costa, lors de son séjour dans un refuge de transit dans le quartier Montesano (état de Vargas) jusqu'en décembre 2000, date à laquelle le président Chavez, ordonna l'évacuation de tous les refuges de transit. Ce documentaire intitulé *Falta un pequeño detalle* (« Il ne manque qu'un petit détail ») faisait allusion à la phrase utilisée par les responsables du FUS pour expliquer que les finitions des nouvelles maisons

dépassaient largement le délai de la remise des clefs initialement annoncé. Le film présente des scènes du quotidien dans un refuge, marquées par des négociations interminables entre sinistrés et fonctionnaires du FUS, notamment à propos de la relocalisation loin de Vargas et de la capitale.

L'attente de relogement fut longue et les rumeurs inquiétantes pour les familles qui ne cachaient pas leur angoisse au cameraman concernant leur avenir. Les protagonistes, le plus souvent des femmes, n'arrêtaient pas de se demander ce qui allaient se passer si les nouvelles maisons n'étaient toujours pas prêtes :

> « On dit qu'elles (*les maisons*) présentent des défauts de construction [*d'où l'intitulé du film car les fonctionnaires disaient sans cesse que les maisons étaient « prêtes », mais*….] qu'il ne manque que des finitions pour qu'elles soient livrées : l'électricité, les arrivées d'eau, les robinets, les WC… et qu'elles sont placées dans des endroits isolés. »[265]

La scène montre que la circulation de la rumeur concernant des maisons disponibles à Curiepe, à 250 km de Caracas, dans la zone de Barlovento, état de Miranda, affola les familles d'un *refugio* à Vargas. Sans avoir plus de renseignements, les sinistrés élurent une déléguée, Reyna, et l'envoyèrent vérifier l'état des logements, qui étaient en effet encore en chantier, sans même des toilettes, dans un lotissement envahi par les moustiques. Le village comptait par ailleurs peu de commerces et de services et la zone ne pouvait fournir beaucoup d'emplois. Les sinistrés se sentirent trahis par les fonctionnaires du FUS, plus occupés à « évacuer » les refuges qu'à résoudre les « vrais » problèmes des familles. Reyna conclut ainsi abruptement :

> « Voilà, on va se retrouver là-bas sans travail et sans waters ! »[266]

Dans la scène suivante, une fonctionnaire dément les propos de la déléguée, objectant qu'il ne s'agissait peut-être pas du lotissement qui leur était destiné. La situation devint alors très tendue, les sinistrés refusant de partir du refuge sans être sûrs du lieu d'arrivée. Ils posaient ainsi leurs exigences concernant le bon état des logements du site d'accueil avant de quitter le refuge de transit. Le documentaire montre que faute d'une gestion efficace dans l'attribution des logements, l'unique moyen pour contrôler le

[265] l'Ami, Jean-Charles, Fabienne Piot*, et al.* (2001). *Falta un pequeño detalle*. Bruxelles.
[266] l'Ami, Jean-Charles, Fabienne Piot*, et al.* (2001). *Falta un pequeño detalle*. Bruxelles.

mécontentement montant dans le refuge était la menace, ainsi formulée par une fonctionnaire du FUS :

> « Ce hangar est une propriété privée, et c'est le FUS qui paie le loyer. Vous savez que le propriétaire de ce hangar va le vendre et que vous devez partir avec le FUS. Si vous restez de vous mêmes, le FUS ne sera pas là pour vous défendre. Le propriétaire va vous faire sortir par la force, avec le mandat d'un tribunal. Est-ce que c'est ça que vous voulez ? »[267]

Ensuite, la rumeur circula dans le refuge : « le Président Chavez vient à La Guaira et va passer près du refuge ! ». On annonça : « Chavez vient à La Guaira inaugurer un nouveau pont » :

> « Dans l'affolement de la foule, Reyna prend le chemin et descend vers la route principale où le convoi présidentiel doit passer. L'attente est longue, les nerfs sont crispés. Finalement, l'image des voitures apparaît, la musique marque un moment d'émotion profonde : « Il arrive !! ». La foule attend anxieuse et le convoi s'arrête. La foule est immense mais la caméra arrive à filmer Reyna qui est costaude et imposante dans sa course pour être près des voitures. Finalement, Reyna arrive à s'approcher. Elle ouvre son chemin coude à coude, corps contre corps, serrée et étouffée. Elle est à quelques mètres du président, et finalement elle allonge son bras et lui touche l'épaule. Chavez tourne la tête et elle lui adresse la parole pendant quelques secondes. Le cameraman du documentaire ne peut pas capter le son de la conversation, la foule lui empêchait de s'approcher, Reyna avait marche plus vite. Néanmoins, l'image suffit. Chavez est en train d'écouter Reyna, le geste grave, et la regarde dans les yeux. Ensuite, Chavez cherche à ses côtés le ministre de la *Secretaria de la Presidencia*, Elias Jaua et il lui parle, à côté de Reyna. On voit qu'ils se mettent d'accord. La pétition de Reyna a été entendue. Dans les scènes suivantes, on voit le ministre dans le refuge où Reyna a réussi à le conduire. Elle sera par la suite transférée dans sa nouvelle maison, près du Fort militaire Guaicaipuro, dans la Vallée du Tuy[268].

Lors de sa rencontre avec Reyna, le président Chavez s'engagea à faire transférer les trente familles séjournant dans le hangar de Montesano dans les lotissements du Fort militaire Guaicaipuro, dans la Vallée du Tuy (état de Miranda). Ces visites intempestives du Président Chavez auprès des « les plus nécessiteux » posent les bases d'une forme d'action politique ritualisée à fort contenu symbolique où la distribution de l'espoir et la répartition de la promesse s'effectue à travers de contacts directs avec le « peuple » qui articulent savamment le court terme et la longue durée des échéances gouvernementales.

[267] Idem.
[268] Idem.

En septembre 2001, je rencontrai Reyna dans sa nouvelle maison à Caujarito, un site de la vallée du Tuy, l'endroit « rêvé » pour ceux qui étaient en attente d'un logement. Lors de l'entretien, Reyna insista qu'elle ne trouvait rien à dire du traitement qu'elle avait reçu de la part du gouvernement et qu'elle ne voulait surtout pas se plaindre du FUS ni condamner son action. Reyna insista beaucoup sur ce fait car, dans le contexte politique de la polarisation, elle refusait de « faire le jeu de l'opposition » et de faire siennes les critiques au vitriol diffuséess par les médias sur la gestion de Chavez, au moment même de la sortie en salles du documentaire en question. L'initiative de Reyna de contacter directement le président releva d'une stratégie pour échapper aux menaces des « petits fonctionnaires ». Les sinistrés prenaient ainsi le risque de s'adresser au « souverain » directement pour lui faire parvenir sa demande. Le documentaire filme ce cas emblématique qui circula dans l'imaginaire de tous les autres sinistrés en transit soumis à l'autorité de fonctionnaires « incapables de résoudre de manière satisfaisante leur situation ». Sur le terrain, les fonctionnaires du FUS vécurent évidement mal cette demande directe au président qui remettait en question leur autorité et dévoilait l'inefficacité de leur organisme.

Ce documentaire audio-visuel offre la vision d'une fin heureuse de l'attente dans refuges et confirme que seules s'en sortent les personnes assez adroites pour se rapprocher du pouvoir et solliciter un traitement spécial. L'efficacité de la visite présidentielle y est exacerbée par l'image, ici le président visiblement à l'écoute des « dignes » comme Reyna. Le documentaire suggère que Reyna put être « touchée » par la grâce du regard présidentiel parce qu'elle était forte, grande et déterminée et que plus que l'espoir, c'était sa conviction de son droit à un logement décent qui la portait. Elle ne demanda pas à Chavez « une maison par pitié » mais lui raconta en toute sincérité son inquiétude sur sa situation. Sa sérénité inscrit sa demande hors du registre de la supplique et la place dans une posture « digne ».

5.2 La gestion du refuge de transit

Les responsables des refuges déclaraient souvent qu'il fallait « rationaliser la distribution des dons » de l'aide humanitaire : nourriture, médicaments, chambres d'hébergement, etc. Par exemple, lors d'une discussion en mai 2000[269] avec des personnes du FUS ayant assuré

[269] J'y attedais alors au ministère de la Santé et du Développement Social l'autorisation que Freddy Pérez, le président du *Fondo Unico Social,* pour pouvoir me rendre dans les forts et les casernes où les sinistrés étaient installés. Puisque j'étais là et m'intéressais à la « situation des sinistrés », j'ai été invitée à participer dans cette réunion.

la prise en charge lors de *La Tragedia*, j'ai enregistré l'anecdote suivante formulée avec désespoir par un lieutenant responsable d'une garnison dans l'état de Carabobo :

> « Toutes les semaines, les *damnificados* recevaient un don de vêtements neufs, mais une semaine après, ils n'avaient plus rien. Ils avaient tout perdu, tout jeté à la poubelle ou vendu, ou sinon ils ne les lavaient pas. » (Réunion de travail, responsables des refuges, FUS, mai 2000)

Cette critique formulée par certains gestionnaires de la prise en charge s'inscrivait d'ailleurs dans un problème plus large, fréquemment abordé par les militaires, les bénévoles et d'autres agents ayant travaillé dans les refuges : l'usage correct des dons reçus de l'aide humanitaire par les *damnificados*[270].

Toute rationalisation de la distribution est soumise à des critères qui s'établissent selon les contraintes inhérentes à l'organisation institutionnelle, à la disposition des espaces et à la gestion du temps. Mais cette rationalisation implique aussi une attente implicitement formulée, part les responsables relative au comportement même des bénéficiaires. J'analyserai d'abord, ces critères par rapport à la nourriture et montrerai comment, dans mon cas d'étude, la mise en place d'une logique de distribution de l'aide à partir des besoins est étroitement liée à la définition d'un référentiel de la « dignification » et à sa réification sur le terrain. J'analyserai ensuite une scène dans un dispensaire où le personnel soignant mobilise des représentations des « vrais sinistrés ». Enfin, je présenterai des données empiriques montrant les enjeux le programme assistance d'hébergement dans les refugios, marqué par l'improvisation, et progressivement qualifié par les fonctionnaires chargés de l'exécuter d'intenable.

5.2.1 L'accès aux refuges de transit placés en zone militaire

Lorsque je suis arrivée au Venezuela en mai 2000 pour mener ma première enquête, j'ai fait savoir à des amis proches, qui travaillaient dans le gouvernement du président Chavez récemment constitué, ma volonté de visiter des refuges de sinistrés installés dans des

[270] Plus d'une fois, j'ai entendu les *damnificados* dire qu'ils ne recevaient pas les vêtements donnés car les militaires les détournaient. Ce phénomène est récurrent dans le traitement des sinistrés des catastrophes en général, et notamment lors des distributions d'aide par les cellules de crise. Ainsi, lors de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en septembre 2001, la *Fondation de France* et le *Secours populaire français* sont intervenus parmi d'autres associations, pour aider les sinistrés. Les responsables de la répartition des dons privés recueillis ont depuis fait ainsi l'inventaire des « grosses erreurs commises », comme « … distribuer des paquets de nouilles un dimanche après midi pour susciter des émeutes ; donner des couvertures pour les trouver sur les marchés… » Pujos, Anne et Sophie Bruneau (2003). "Aux côtés des sinistrés." *Projet*(273): 22- 31.

forts militaires. Lors de mes premières visites de refuges, je n'osais pas sortir le magnétophone. On m'avait déjà averti de l'interdiction des caméras et des appareils photographiques dans les forts, et demander au sergent l'autorisation d'enregistrer me semblait pouvoir compromettre la permission de visite que j'avais obtenue. Dans ces casernes, des rapports de tous ordres se tissaient entre agents du FUS, commandants, sinistrés et soldats.

Ma première journée au Fort Tiuna a été une sorte d'aventure kafkaïenne à travers les différents bureaux. J'y sollicitais l'ultime permission pour entrer dans les refuges situés aux casernes des bataillons. J'avais pourtant une lettre du lieutenant-colonel William Fariñas, vice-ministre du développement social et président du FUS, qui donnait son aval à ma recherche et autorisait ma présence dans les casernes hébergeant les *damnificados*. Je pensais que cette lettre serait suffisante mais, à l'intérieur du Fort, dans la sphère militaire, les autorités civiles n'avaient plus de pouvoir et ma lettre n'avait pas valeur de laissez-passer : de plus, le lieutenant Fariñas n'avait pas un rang supérieur aux officiers du Fort. Je réalise à présent que j'étais confrontée aux conflits de pouvoir résultant de la militarisation des institutions civiles (le FUS) et à la méconnaissance du monde militaire des hiérarchies civiles.

Après avoir montré le laissez-passer à la porte du Fort, je suis passée par l'Ecole d'équitation *Negro Primero* qui jouxtait la caserne servant de refuge aux *damnificados*. Mais dès que j'ai pénétré dans la caserne, un sergent (une femme) m'a refusé l'entrée du refuge. Elle devait s'assurer auparavant de la permission de son supérieur, un Colonel, qui a examiné ma carte d'identité et la lettre de Fariñas. Il m'a même demandé une carte d'étudiante. Heureusement, j'avais sur moi ma carte d'étudiante de l'EHESS de Paris, en français, et il m'a semblé préférable de montrer celle-ci plutôt que celle d'une université vénézuélienne qui, chez les militaires, a la réputation d'être « un foyer de subversion ». Le colonel m'a dit :

> « Je crois que vous devriez vous procurer un laissez-passer du général de la Troisième Division. Ce Fort appartient à la Troisième Division de l'Armée de terre, et il y a des *damnificados* dans toutes les casernes et garnisons. » (Fort Tiuna, Caracas, 18 mai 2000)

Particulièrement soucieuse, j'ai alors pensé ne jamais pouvoir mener mon enquête. Je ne m'attendais pas à un contrôle aussi rigoureux pour rencontrer des gens qui n'étaient, « en fin de compte », que des civils. Pour obtenir un contact plus étroit avec une personnalité importante du Fort, j'ai donc repris la voiture pour me rendre à la Troisième Division. A la

réception de la Troisième Division, un sergent m'a indiqué que seul le chef d'Etat Major, général Rojas Rodríguez, signait ce type d'autorisation. J'ai dû attendre des heures installée dans un couloir réservé aux visites des civils (on ne peut pas circuler librement dans le Fort), enfoncée dans un canapé par une chaleur écrasante. J'avais le sentiment qu'ils allaient vraiment m'oublier quand soudain, j'ai aperçu une ancienne connaissance de l'Université Centrale, que je n'avais plus vue depuis huit ans. Elle travaillait comme assistante à la direction de l'État-Major et grâce à elle, j'ai pu quelques heures après, être reçue par le général Rojas Rodríguez. Je lui ai expliqué ma situation et il a contre-signé la lettre du vice-ministre en précisant qu'il voulait bien me « *faciliter les choses* ». Ce fut ma première journée au Fort Tiuna.

Quand je suis arrivée à la caserne où j'avais été affectée, j'ai noté que les familles avaient la liberté d'entrer et de sortir du Fort pendant la journée. Les règles suivantes étaient affichées à l'entrée du pavillon[271] :

- Consommez de l'eau potable.
- Les baignades dans les fontaines sont interdites.
- Gardez propres les parties communes.
- Mettez des chaussures.
- Evitez de garder des poubelles (dans les chambres) et de consommer de l'alcool.
- Vous disposez d'une demi-heure pour chercher la nourriture dans le réfectoire.
- Restez dans votre appartement après 9 heures du soir.

Les familles y étaient installées depuis trois mois et les règles s'étaient un peu assouplies, surtout celles concernant l'horaire des repas ; le dîner était en principe prévu à 6 heures du soir, à la même heure que celui des troupes, les soldats se levant à 5 heures du matin. Lors de nos premières conversations, les agents du FUS me disaient que la restriction des horaires était beaucoup plus restrictive pour les hommes que pour les femmes. Les vigiles de la police

[271] Il était interdit de photographier à l'intérieur du fort. Les règles en espagnol étaient ainsi présentées : "Consumir agua potable; no bañarse en las fuentes; mantener limpias las áreas comunes; usar zapatos; evitar acumular desperdicios y consumir alcohol; se dispone de media hora para retirar alimentos, mantenerse en el apartamento a partir de las 9:00 PM."(Carnet de terrain. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, mai-juin 2000)

militaire installés à l'entrée du fort avaient déjà interdit à plusieurs reprises l'entrée des hommes après 9 heures du soir. Ces derniers restaient donc dormir dans la rue.

Pendant l'enquête, les officiers et les responsables du refuge de la caserne soupçonnaient les sinistrés de se déclarer des victimes de « mauvais traitements » devant moi pour poser leurs revendications. Dans ce contexte, les responsables craignaient la présence de la presse et il m'était donc parfois impossible de sortir le magnétophone et encore moins l'appareil photographique. Les militaires que j'ai interviewés à Fort Tiuna, refusaient avec force le qualificatif injuste de maltraitance et voulaient me convaincre que le monde militaire subvenait correctement aux besoins des hébergés civiles des casernes.

> « Ecrivez dans votre carnet madame, que nous organisons des activités sportives pour leurs enfants, tous les week-end, ce qu'ils n'avaient pas auparavant [*quand ils habitaient les barrios*]… » (Entretien lieu tenant de l'armée de terre, responsable de la Caserne. 20 mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Ce lieutenant-colonel chargé d'organiser des activités de loisir dans le bataillon voulait aussi me convaincre aussi des bienfaits de la discipline militaire pour : « …Redresser tant de défauts ». Pour lui, les *damnificados* étaient incapables de mener à bien leur propre situation, de conduire leur propre vie et il fallait par conséquent : « …il faut leur apprendre tellement de choses ! ».

Je courais en effet des risques si je me présentais comme « experte » de ces sites car les situations subies par les sinistrés dans les garnisons avaient un degré de confidentialité non déclaré, mais tangible dans les rapports et dans les réunions. Même l'utilisation de certains mots et données – montants des allocations, du salaire du plan de empleo rapido, budget du *Plan Bolivar 2000*, quantité de nourriture à distribuer, etc. –, éveillaient de susceptibilités auprès des personnes engagées dans l'exécution des politiques sociales pour les sinistrés.

5.2.2 La nourriture : ratios de bonheur

Pendant mon séjour de mai 2000, le réfectoire de la caserne proposait aux sinistrés un menu spécial, composé d'une nourriture différente de celle de la troupe, pour. Le menu des trois repas par jour était le suivant :

- Petit-déjeuner : soit de l'avoine, soit des *bollitos* (des beignets bouillis faits à base d'une pâte de farine de maïs et de l'eau) avec des sardines ou du *diablitos*

(marque d'une conserve faite à base de jambon haché), soit de la bouillie de maïzena.

- Déjeuner : des pâtes avec du thon en conserve ou de la mortadelle en sauce au ketchup, des tranches de banane plantain frites ou bouillies.
- Dîner : des *bollitos* avec des sauces au thon ou à la mortadelle.

Pour justifier ce menu restreint et différent de celui des soldats de la garnison, les militaires interviewés, responsables de tous les refuges à l'intérieur du Fort, me disaient que les apports caloriques du repas quotidien d'un soldat ne convenaient pas aux sinistrés. Ils développaient l'argument suivant :

> « …C'est trop pour des gens qui ne font rien de leurs journées. Je sais qu'ils se plaignent parce qu'ils trouvent que les quantités ne sont pas suffisantes et que la discipline est trop sévère. Mais, vous savez, on ne peut pas faire plaisir à tout le monde. » (Responsable militaire. Fort Tiuna, Caracas, 23 mai 2000)

Pour expliquer les raisons d'une telle différence entre les types de repas, les responsables militaires précisent que l'alimentation de l'Armée de terre établissait les menus des troupes à partir d'un ratio « homme-grammes », et que ce ratio était calculé en fonction d'une forte activité physique.

Quant à la responsable du FUS, elle disait que cette nourriture trop riche était peut-être à l'origine des « désordres alimentaires » que les sinistrés avaient connus lors des premières semaines au Fort. En effet, une épidémie de gastroentérite très violente a sévi après l'installation des sinistrés au Poliedro. Ces familles ont consommé de la nourriture fournie par les cantines du Fort, situé à proximité du dôme[272].

> « Les aliments qu'on donne aux soldats ont trop de graisses et les familles en ont mangé en excès. » (Agent du FUS. Fort Tiuna, Caracas, mai –juin 2000)

Pour les deux institutions responsables – FUS et Armée de terre –, la nourriture du réfectoire des soldats était « trop riche ». Les responsables décidèrent par la suite de faire préparer des repas moins copieux pour les familles hébergées, avec des portions

[272] Fernandez Alonso, Nélida (1999). "Desalojan a afectados de los colegios para hacinarlos en el Poliedro de Caracas." *El Nacional* 31/12/1999 Información

« spéciales », moins riches en calories, car elles étaient moins « actives » que les membres des troupes.

En revanche, les sinistrés questionnés sur la nourriture étaient pour faire la cuisine à l'intérieur des dortoirs. Au sujet de la nourriture, Carolina exprimait ainsi son mécontentement :

> « On ne peut pas choisir. Le commandant nous a dit qu'il ne pouvait rien faire. On a proposé de faire la cuisine, nous-mêmes, dans les pavillons, et lui, il a refusé ; ça serait beaucoup mieux de faire la cuisine nous-mêmes, à notre goût. Le commandant dit que c'est à cause de la sécurité, des incendies. Il ne permettrait ni des plaques électriques ni des cuisines à gaz. ». (Entretien Carolina, 18 et 19 mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Six mois après l'installation des familles dans les casernes, la livraison et la disponibilité de la nourriture « spéciale » pour les familles logées au Fort était devenue irrégulière, et l'accès au réfectoire des troupes interdit. Dans des conversations informelles avec les fonctionnaires, on m'a dit que les fonds pour l'alimentation des *damnificados* étaient sous la responsabilité du service d'alimentation de l'Armée, et que préparer un menu spécial était difficile pour ce service. En même temps, l'interdiction des cuisinières à gaz était donc très contestée par les familles, en particulier par les mères avec des enfants en bas âge qui se plaignaient de devoir traverser la caserne pour réchauffer un biberon pendant la nuit.

Les militaires cédèrent finalement à la demande d'installation de gazinières dans les « appartements », comme on appelait les chambres cloisonnées, la pression étant devenue trop forte à cause du prolongement du séjour et des défaillances dans le service de distribution des repas « spéciaux ». Deux mois après, de petits restaurants tenus par les sinistrés apparurent dans la caserne. Ils étaient la conséquence de la permission que les officiels avaient octroyée à certaines femmes de disposer de cuisinières à gaz. Mais ces boutiques étaient aussi la manifestation de liens d'amitié entre les officiels et les sinistrés entrepreneurs, des femmes pour la plupart. La dynamique de ces relations sera analysée en profondeur au chapitre 8.

Vignette de terrain 9 - Refuge de la caserne du Bataillon « Ortega Ramírez » de l'Armée de terre, Fort Tiuna, Caracas

Cette caserne a trois pavillons où logeaient, au moment de cette enquête en mai 2000, 700 personnes (400 adultes et 300 enfants). Les trois pavillons de la caserne (A, B et C) étaient reliés par des «parties communes » : la cour et la salle à manger. Au centre, il y avait une grande cour, découverte, avec de grands bacs pour laver le linge, et tout autour, des WC provisoires en plastique vert, prévus pour des événements massifs ou des situations d'urgence, fermés par un cadenas et qui dégageaient une odeur terrible.

De l'autre côté de cette grande cour, il y avait une grande salle à manger typique des établissements militaires vénézuéliens, bien ventilée, avec des bancs en plastique. La cuisine était située au sud de la cour, vers les couloirs menant aux pavillons A et B. Durant deux semaines, j'ai observé la vie de cette caserne, parlé avec les gens, joué avec les enfants et accompagné les fonctionnaires du FUS dans leurs fonctions administratives.

Les symboles de la patrie marquent le Fort Tiuna : le Cacique Tiuna, guerrier de la tribu des Caracas, est en effet l'un des symboles de la lutte des anciens habitants de la vallée de l'Avila contre les Conquistadors. Tout comme Guaicaipuro, il fait partie de la grande galerie des héros nationaux immortalisés par l'Armée vénézuélienne. Ces guerriers indiens du 16ème siècle partagent cette gloire avec les grandes figures de l'Armée de Bolivar qui ont combattu pendant la Guerre d'Indépendance, au 19ème siècle. Les Forts militaires les plus importants du pays ont été baptisés à leurs noms.

A l'intérieur se trouvent l'École militaire et le siège du ministère de la Défense ainsi que des Clubs et des marchés réservés aux élites de l'Armée. On y circule en voiture. A l'entrée du Fort et des garnisons, il est impératif de présenter ses papiers d'identité (carte d'identité et papiers du véhicule.)

Pour les sinistrés, me parler de leur malaise à cause de la nourriture en public les plaçait dans une situation dangereuse mais trouver des endroits « privés » et des occasions pour ce type de confidences n'était pas aisé. D'après certains témoignages, la dénonciation était pénalisée :

> « Si nous disons quelque chose, ils vont nous mettre en dernier sur la liste d'attente des maisons… » (José Antonio, 27 mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Les rumeurs circulaient tous les jours, et certains sinistrés faisaient allusion à des vols de l'aide humanitaire et à du recel par des militaires. La question des dons de nourriture était traitée de façon suspicieuse de la part des hébergés dans les refuges de la caserne et ailleurs. Ils me disaient de façon très discrète dans le fort, et plus libre à Pinto Salinas (voir vignette de terrain n°7) que les donations étaient, en principe, distribuées par les militaires et qu'ils ne voyaient rien de cette distribution :

> « On voit arriver les camions réfrigérés de poulet et de viande de porc et on ne nous donne que des sardines en boîtes de conserve ou de la viande en conserve…. On ne se plaint pas des sardines en conserve dans le repas du réfectoire …mais ce qui est difficile à supporter, c'est de n'avoir jamais ce qui nous correspond. » (José Antonio. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, 28 mai 2000)

Dans les refuges de transit installés dans le fort militaire, la disposition des lieux et l'organisation de la vie des familles sous-entendait une dépendance totale du service d'alimentation de l'Armée de terre. Dans les refuges installés en zone civile, la livraison des repas par le service d'alimentation de l'Armée de terre posait de nombreuses difficultés. Expressions comme celles-là circulaient aussi dans le refuge de Pinto Salinas où la nourriture était encore plus difficile à obtenir qu'au fort militaire. En effet, ce *refugio* ne disposait pas de réfectoire collectif ni de cuisines, et les livraisons étaient difficiles à cause de son emplacement dans un *barrio*.

> « Les militaires nous donnent tous les jours du riz avec des sardines et nous n'avons pas le droit de protester… » (Entretien avec Eva, refuge Pinto Salinas, Caracas, 4 et 5 mai 2000)

Le problème de la nourriture était devenu épineux cinq mois après la catastrophe. L'arrivage de denrées alimentaires des premiers mois avait diminué considérablement. Seule la coopération espagnole, à travers du comité local de la Croix-Rouge fournissait les aliments pour préparer les repas. Les produits étaient de la farine PAN[273], de pâtes et des haricots noirs. A Pinto Salinas, les quantités étaient calculées à la semaine et devraient suffire pour nourrir cinquante familles.

En effet, dans les refuges civils, les repas étaient livrés par le service d'alimentation de l'Armée de terre, et cela posait d'énormes problèmes de distribution. Les déjeuners, seul repas distribué, arrivaient rarement. Cette situation s'est encore plus aggravée avec le temps. Le FUS décida d'acheter la nourriture directement aux fournisseurs et les responsables des refuges devaient ainsi passer commande au FUS. Mais cette démarche administrative était trop lourde. Lorsqu'elle marchait, et que la nourriture arrivait dans les délais, l'ambiance

[273] La farine PAN est la base pour la préparation des *arepas*, aliment de base du Venezuela. C'est une farine de maïs raffinée, blanche. Pour faire la pâte des *arepas*, on rajoute de l'eau et du sel. Elles peuvent être préparées frites, au four ou grillées. Elles constituent le repas populaire vénézuélien du matin et du soir et c'est souvent une garniture pour celui du midi. L'*arepa* est une sorte de galette ronde, assez épaisse pour être farcie de fromage frais, de jambon, de viande, d'œufs, toujours de farces salées. Il y a plusieurs marques de farine, mais le monopole de la marque PAN s'est imposé sur le marché. La marque est ainsi devenue un terme générique pour parler de farine de maïs.

était festive. Mais si la nourriture n'arrivait pas, la situation était extrêmement tendue et les responsables du FUS craignaient l'émeute.

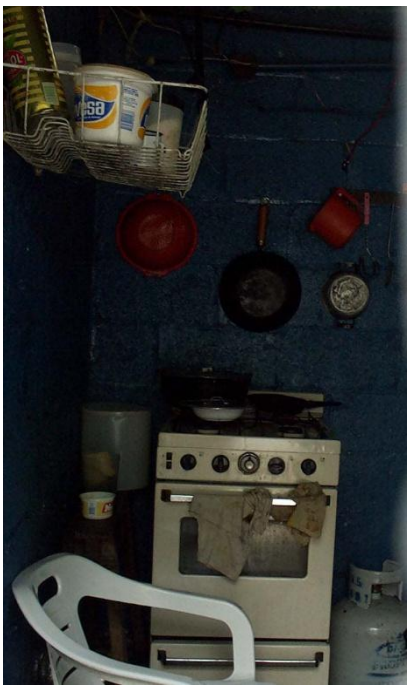
Dans mon carnet de terrain, j'ai ainsi décrit une situation très forte, survenue au refuge Bollet Peraza de Caricuao, en 2002 (voir vignette de terrain n°14) :

> « Le refuge Bollet Peraza de Caricuao reçoit une fois par semaine les denrées pour les repas des familles. Lorsque la nourriture arrive ponctuellement et est de bonne qualité, l'ambiance qui règne est de sympathie pour le régime. Les gens sont tranquilles, l'ambiance est paisible. Et souvent on me dit : tu vois, « il » *[le Président Chavez]* s'occupe bien de nous. Or, parfois, le camion du fournisseur payé par le FUS n'arrive pas. L'angoisse monte, des bagarres commencent lorsqu'on répète à plusieurs reprises la frugalité du menu du soir : de l'avoine ou des *arepas* [*Galettes de maïs*]. On me disait alors « Tu vois, on « le » défend et voilà ce qui se passe… » (Carnet de terrain, refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2002)

La qualité de la nourriture était un point névralgique dans le refuge de Caricuao, le menu de la semaine étant souvent invoqué pour approuver ou mettre en cause la gestion du gouvernement. Puisque la gestion du *refugio* était une tâche relevant de la personne du fonctionnaire qui incarnait la présence physique du gouvernement, les variations de la qualité de l'aide reçue, en particulier de la nourriture, leur étaient directement imputés, le plus souvent avec virulence. À Caricuao, la préparation des aliments était assurée par des femmes sinistrées hébergées dans le refuge, engagées par le FUS et payées à la semaine. Pendant les deux premières années de fonctionnement, la même personne avait travaillé en cuisine, en continu. Rosa travaillait auparavant dans une cantine industrielle et était habituée à préparer de la nourriture en grande quantité. La directrice du refuge, une assistante sociale engagée par le FUS, avait chargé madame Rosa de cette fonction car elle faisait preuve d'une bonne capacité d'organisation pour établir les menus et garantir un service constant. Pendant les deux premières années de mes observations (2001-2002), Rosa travaillait donc à la cuisine et continua pendant encore un an (2003). Elle quitta ses fonctions parce qu'à cinquante-cinq ans elle était fatiguée de rester debout devant les fourneaux. Parfois les usagers du réfectoire critiquaient sa cuisine, les haricots peu cuits et la viande trop dure. Mais pendant cette période au moins, les horaires des repas étaient assez réguliers et les repas collectifs, sur des bancs au rez-de-chaussée, et Rosa s'organisait pour servir tout le monde de la façon la plus efficace possible. Chacun faisait la queue et était servi de façon assez équitable. Les premiers à manger étaient les enfants et les malades étaient autorisés à manger dans leurs chambres. Mais le travail de Rosa était basé sur une structure institutionnelle qui n'était pas durable.

Les *refugios* de séjour prolongé Bollet Peraza et *La Ciudadela Bolivariana*, avaient en principe des chambres dotées de cuisine permettant aux familles de préparer des repas spéciaux pour les malades qui ne pouvaient pas consommer ceux de la collectivité. Des cuisines individuelles avaient ainsi été installées.

Photo 14 – Cuisine individuelle du refuge *La Ciudadela Bolivariana* de Catia, 2001. (Photo de l'auteur).



La prise en charge alimentaire évolue en raison du passage de la gestion de l'urgence à celle du transit. Avec le temps, la demande de denrées alimentaires devient une illégitime. Dans l'urgence, les questions de la quantité et de qualité de nourriture ne se posaient même pas. La victime souffrante n'avait pas besoin de justifier son besoin de manger. Le sens que les bénéficiaires donnaient à la diminution progressive des dons alimentaires s'est avéré, dans mon cas d'étude, de plus en plus politisé. Leurs attentes s'inscrivaient dans la dignification, et cette promesse s'était maintenue dans le temps, même dans le transit. L'espoir de la dignification se traduisait donc dans une attente d'accès et d'amélioration de la nourriture. Par conséquent, la diminution de nourriture était expliquée comme relevant de l'oubli et de la malveillance des agents intermédiaires – certains officiels et fonctionnaires du FUS –, voire du détournement de fonds.

5.2.3 Révoltes interdites

À Fort Tiuna exerçait une femme médecin généraliste d'environ 40 ans qui avait déjà travaillé dans la prise en charge lors des victimes de la tempête Brett en 1993[274]. Le poste de ce médecin, normalement affecté au dispensaire d'El Valle, secteur dont relève le Fort Tiuna, séparé par l'autoroute Valle-Coche et relié par un pont, avait été temporairement transféré au Fort. Cette scène est survenue le matin du 19 mai 2000 :

> « Quelques minutes après m'être installée dans le petit dispensaire de la caserne et d'avoir fait la connaissance du médecin (une femme), d'une pédiatre, et de deux infirmières, une *damnificada* arrive pour demander un arrêt de travail pour maladie. Elle travaille pour le *Plan Bolivar 2000*. Elle se met à parler de sa maladie. Elle a eu une hausse de tension et est déjà venue plusieurs fois. Elle dit qu'elle a un grave problème d'hypertension, qu'elle souffre de maux de tête, qu'elle a la tête qui tourne et qu'elle a eu des vomissements. Mais le médecin ne la prend pas au sérieux. Derrière le dos de la patiente, elle me fait signe que la *damnificada* ment, et elle lui dit :
> « Tu sais, j'ai eu beaucoup de problèmes à cause de toi et du dernier arrêt de travail que je t'ai donné »
> La femme, angoissée, devient légèrement agressive. Elle ne peut pas croire que le médecin de garde refuse de la prendre au sérieux :
> « Je vous jure, j'étais très mal ! » Le docteur lui répond : « Bien sûr que tu étais mal car tu ne prends pas soin de toi (*tu no te cuidas*). En commençant ton traitement, ça aurait dû aller mieux. Mais toi, tu n'as rien fait, tu n'es pas responsable. Si tu prenais tes médicaments, tu pourrais aller travailler »
> La *damnificada* reste consternée et indignée : « Donc, vous refusez de m'examiner et de prendre ma tension ? Vous ne m'avez donné qu'un seul arrêt de travail !! Hier j'ai eu une crise, vous n'étiez pas là et je suis allée à l'hôpital avec des vomissements. Ils m'ont dit de venir au dispensaire pour un traitement définitif. J'achète toujours les médicaments, avec mon argent. Et maintenant vous me dites que c'est de la simulation (*que esto es pura pantalla*) ? »
> Le médecin, interpellé, lui répond : « Je n'ai jamais dit ça. Si ta crise d'hier avait vraiment été grave, tu ne serais pas sortie de l'hôpital. » La *damnificada* répond, « Mais, j'avais même une perfusion ! » Réponse : « Bon, peut-être tu étais un peu déshydratée. Ecoute, tu es une femme forte, tu vas très bien. Tu dois prendre tes médicaments pour contrôler l'hypertension, et c'est tout. L'hypertension ne se soigne pas. Ne-se soigne-pas (*No se cura*) Je ne vais pas continuer à discuter avec toi » La damnificada, déconcertée par la révélation que sa maladie est "incurable", renchérit : « Ecoutez, moi, je voudrais me sentir bien. » Le médecin perd un peu patience : « Mais, je t'ai laissé bien avant hier, tu as eu ta crise, on a stabilisé le cadre, je t'ai donné les médicaments, et tout s'est bien passé. » Réponse : « Oui, mais une fois que vous étiez partie, j'ai eu un malaise grave. » Le médecin a le dernier mot : « L'unique chose que je peux dire, c'est que je ne peux pas te donner un arrêt de travail. »
> La *damnificada* est partie, confuse et désorientée. Elle est une employée du *Plan Bolivar 2000* et réalise des tâches de nettoyage et de propreté au Fort Tiuna, sous la coordination des militaires et du FUS. Le médecin essaie de m'expliquer la situation : « Tu sais, son

[274] Rappelons que la tempête Brett est un cyclone qui a sévèrement touché Caracas en 1993. Des glissements de terrain se sont produits dans plusieurs barrios et des ranchos ont cédé. La militarisation de la prise en charge des victimes de cette tempête a été analysée dans le chapitre 3.

problème c'est qu'elle est très « soulevée » (*alzada*). » (Scène dispensaire de soins de santé. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

La *damnificada* en question était une femme d'une quarantaine d'années, noire, habillée en jeans et T-shirt. Par son apparence dynamique, sa demande suscitait de la méfiance chez le personnel du dispensaire. Cette méfiance se traduisait dans une disqualification en la traitant de *alzada* rebelle, littéralement de « soulevée ». Au Venezuela, le qualificatif d'*alzado* a une connotation raciale péjorative forte et rappelle l'héritage esclavagiste : il est couramment utilisé pour désigner une personne de peau foncée qui revendique énergiquement ses droits, les rebellions d'esclaves étant des « *alzamientos de negros* ». Par extension, cette expression désigne toute personne subordonnée qui refuse d'obéir. On dit alors : « Il s'est rebellé ce noir ! » (¡*Se alzó ese negro*!).

La crédibilité de la femme sinistrée révoltée face au refus du médecin pour lui signer un arrêt de travail pour hypertension relève tant de l'origine sociale des sinistrés que des conditions même de l'accueil dans le centre de santé. Deux éléments de la carrière morale des sinistrés défavorisés assistés sont à prendre en compte à partir du « soulèvement » de cette femme, expression qui relève d'une disqualification tant raciale que sociale.

D'une part, la femme sinistrée venue consulter est d'emblée jugée par le médecin comme n'ayant correctement observé son traitement. En fait, celui-ci fait preuve d'un préjugé assez courant selon lequel toute personne défavorisée est incapable de suivre à la lettre un traitement. Les préjugées dont sont victimes les personnes de couleur noire au Venezuela (Montañez 1993: 148) sont visibles dans des nombreuses situations banales quotidiennes et les conduites de rejet ne soulèvent généralement pas de l'indignation puisqu'elles se font de façon indirecte et dissimulée, comme dans la scène décrite ci-dessus, où le qualificatif d'« *alzada* » utilisé par le médecin pourrait sembler désigner plutôt l'indiscipline que le phénotype de la femme. Des études menées pendant les années quatre-vingt-dix ont démontré qu'au Venezuela la discrimination raciale est étroitement liée à la discrimination sociale et économique (Lopez Sanz 1993; Montañez 1993). La catégorisation des castes sociales dans la société coloniale et sa traduction ethnique a profondément marqué les discours et les pratiques à l'œuvre dans tous les domaines de la société. Dans cette scène, l'attitude de la femme avait été classé d'inacceptable par le médecin étant donnée sa condition sociale et raciale. Cette scène montre les enjeux des débuts de la « carrière morale » (Goffman 1968 : 224) des sinistrés hébergés provisoirement dans les forts

militaires[275]. Comme dans le cas de l'étude de la condition sociale des malades mentaux internés étudiés par Goffman, cette scène témoigne de la modification du système de représentations par lesquelles les sinistrés étaient appréhendés.

D'autre part, l'utilisation de l'adjectif *alzada* (rebelle, révolté) par le personnel (le médecin et l'infirmière) constitue aussi une confirmation du fait que les sinistrés occupaient une place subordonnée dans la caserne et que les tâches du Plan d'emploi du *Plan Bolivar 2000* étaient ressenties comme une corvée par tous les acteurs impliqués. La crise d'hypertension la femme et sa demande d'arrêt de travail mettait en évidence l'enjeu du Plan d'emploi rapide : les emplois proposés étaient des corvées et les maladies des employés étaient interprétés, surtout par les responsables, comme un moyen d'y échapper. L'enjeu était tantôt de bénéficier d'un emploi, tantôt d'échapper aux corvées que celui-ci supposait. En outre, les propres fonctionnaires (médecins, FUS voire certains militaires) ne sont pas convaincus que les sinistrés « méritent » vraiment de bénéficier de l'assistance ou des postes d'emploi du *Plan Bolivar 2000*. Puisqu'ils profitaient déjà d'une situation que les fonctionnaires et les militaires considéraient comme privilégiée, ils devaient justifier leurs besoins supplémentaires de façon systématique. Toute demande était donc susceptible d'engendrer le doute, le soupçon et la méfiance chez les responsables des refuges.

Le docteur tenta par la suite de s'expliquer en faisant allusion à la difficulté pour les personnes victimes d'hypertension de suivre de régime diététique spécifique au réfectoire des soldats :

> « Bon, on demande à la cuisine de préparer un menu spécial pour eux. Ou sinon, ils peuvent eux-mêmes aller se préparer leur nourriture »
> Elle me prend vraiment pour une naïve alors que je sais qu'il est compliqué, ou plutôt impossible, de manger sans sel ou d'avoir une nourriture d'exception à la Caserne. L'analyse devient également difficile car j'éprouve trop de compréhension envers la femme qui se disait malade, et mon attitude paraît trop ouvertement reproductrice vis-à-vis des fonctionnaires.
> La conversation devient tendue, même si j'essaie de parler d'autre chose. Peut-être est-elle fâchée parce que mon expression révèle que je n'approuve pas le jugement qu'elle porte sur cette *damnificada* et plus généralement sur les *damnificados* ? Je m'efforce de rester « impartiale » pendant la scène. Mais après une telle confrontation, il m'est impossible de sympathiser avec le personnel du dispensaire. Ainsi, j'ai pour unique choix de m'isoler dans un coin afin de poursuivre mes observations. (Scène dispensaire

[275] Serge Paugam (1997 [1991]) propose la notion de « carrière morale des assistés » (1997 [1991] : 83) pour expliquer les experiences des assistés sociaux déviants. La notion de « carrière morale du sinistré » sera proposée dans le chapitre 9.

de soins de santé. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

Revenons sur cette interaction entre le médecin, la femme sinistrée et moi. Pendant la querelle, j'étais entre les deux car l'une comme l'autre cherchaient une approbation. Or je me suis posée la question *à posteriori*, lorsque j'ai écrit mon carnet de terrain le soir : peut-être le médecin n'a-t-elle pas accordé cet arrêt de travail parce que justement j'étais là ? Peut-être a-t-elle montré une main de fer parce que j'aurais pu l'interpréter comme une forme de faiblesse, de complicité avec cette femme ? Ma présence ne mettait-elle pas mal à l'aise les fonctionnaires puisqu'elle pouvait équivaloir au regard porté par « les autres », c'est-à-dire, par les personnes externes au monde de la caserne devant qui il fallait faire preuve d'une discipline rigoureuse et d'absence de laxisme. Il est ainsi possible que, sans moi les choses se déroulaient autrement. Le pouvoir détenu par les fonctionnaires dans les forts militaires, d'ailleurs sous le mandat des militaires, était toutefois exercé dans une logique infantilisante de distribution de récompenses et de punitions alternant l'octroi d'un poste de travail à chaque tour et le refus ou non d'un arrêt maladie permettant d'échapper par la suite aux corvées.

Une perception basée sur le discrédit devenait de plus en plus partagée par les militaires et les fonctionnaires assurant la prise en charge des sinistrés à la caserne du Fort Tiuna[276].

> « Ils sont agressifs envers nous, puis entre eux et avec leurs enfants. En plus, nous sommes ici pieds et points liés. On ne peut rien faire mais ils veulent qu'on résolve tous leurs problèmes. Regarde le cas de la femme évangéliste : elle travaille, son mari aussi, et elle vient quand même me demander des médicaments parce qu'elle n'a pas les moyens de les acheter. Qu'est-ce qu'elle veut que je fasse moi, que je les achète moi-même ? En plus, s'ils vont au District sanitaire IV, d'El Valle[277], ils ne paient rien pour les examens de laboratoire. La femme qui est venue tout à l'heure, elle n'a jamais fait les examens que je lui ai prescrits au laboratoire, donc de quoi parle-t-elle, de quoi se plaint-elle ? Elle vient pour me mentir, je connais ce type de patients. Je sais qui veut vraiment se soigner, et qui vient pour faire perdurer une situation, pour demander un arrêt de travail et m'en rendre responsable. » (Scène dispensaire de soins de santé. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

[276] Le processus de prodution sociale des stéreotypes des sinistrés sera analysé en profondeur dans la trosieme partie de ce travail.

[277] El Valle est une zone populaire résidentielle près de Fuerte Tiuna. Elle est séparée du Fort par une des autoroutes qui traversent Caracas et communique avec le Fort par des ponts qui surplombent la voie rapide.

« Folie », « fainéantise », « promiscuité », « tricherie », telle est la perception des *damnificados* qui s'imposait pendant l'hébergement temporaire qui se prolongeait. Elle insiste pour reparler de la femme à la crise d'hypertension.

> « Elle n'avait pas d'hypertension avant d'arriver ici [*avant La Tragedia*] Elle a eu une crise deux mois auparavant. Elle s'est fait pratiquer une radio de thorax, et je crois qu'elle a de sérieux problèmes cardiaques… » (Scène dispensaire de soins de santé. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

Pour montrer qu'elle a raison dans sa mise en cause de la femme vindicative venue demander un arrêt de travail, elle compare son cas avec celui d'un homme atteint d'un cancer en phase terminale :

> « Je compare ce cas avec celui d'un monsieur très gentil du pavillon A. Il a une tumeur maligne au visage, à la joue droite. On l'a amené au *Oncológico*[278], et les médecins lui ont annoncé la nouvelle : il lui reste peu de temps à vivre. Il souffre beaucoup mais il est tranquille et résigné. Il a été un peu désespéré au début. Il est impossible de lui faire une chimiothérapie, c'est trop tard. Mais nous avons beaucoup parlé avec lui. Il avait cette tumeur avant *La Tragedia*, elle s'est manifestée avec un problème de dents. L'unique chose que nous pouvons faire, c'est de lui donner de la morphine. C'est un cancer très violent, il a envahi ses orbites des yeux et le nez, et même la base du crâne. Donc, bien qu'il n'ait pas pu être traité et qu'il souffre beaucoup, ce monsieur s'est montré très réceptif, sans agressivité, un bon patient, vraiment… » (Scène dispensaire de soins de santé. Fort Tiuna. Caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

Dans le raisonnement du médecin, à la différence de la femme qui demandait un arrêt de travail pour échapper aux corvées de l'emploi de nettoyage, l'homme souffrant d'une tumeur maligne au visage beneficiait de la compassion car bien que condamné, il « attendait la fin sereinement ».

5.2.4 Une prise en charge inviable

L'enjeu de la prise en charge dans le transit avait changé par rapport à celui du sauvetage. Il ne s'agissait plus de garantir la survie par tous les moyens dans le cadre d'une situation extrême, mais de mettre en place un système d'assistance tout à la fois efficace et extensible dans une période de temps difficile à estimer. Plus que de la sympathie envers les victimes, les fonctionnaires commencent à exprimer leurs doutes concernant la « faisabilité » d'une telle prise en charge. À deux mois de la catastrophe, la presse signalait

[278] L'hôpital *Oncológico Luis Razetti* de Caracas est un grand hôpital public spécialisé en cancérologie.

en effet déjà que la prise en charge des sinistrés s'élevait à 3, 2 milliards de bolivars par mois[279].

Le gouvernement s'est engagé en janvier 2000 dans la construction de refuges pour prendre en charge temporairement les affectés « dignement »[280]. Le relogement en province et les transferts vers de nouveaux sites répondaient aussi à une biopolitique adressées aux milieux populaires qui se verraient chargés d'un « devoir » de répartition territoriale de la population. Les principes régulateurs et normalisateurs d'une telle biopolitique se fondent alors sur une conception idéologique des solutions à apporter aux problèmes de marginalité, de pauvreté et des *barrios* urbains. En revanche, le séjour dans les refuges de transit signifiait une prise en charge qui devenait intenable avec le temps pour les institutions concernées.

Vers le mois de mars de l'an 2000, la situation d'urgence était officiellement close. Dès la fin des vacances scolaires, début janvier, il avait fallu évacuer les écoles de l'état de Vargas et de la ville de Caracas hébergeant des familles sinistrées pour accueillir les élèves des établissements. Les familles qui n'avaient pas encore de « solution d'hébergement » ont été transférées des forts militaires et dans des refuges situés dans les quartiers populaires des villes. Néanmoins, le 9 février, la presse signalait 25.000 personnes hébergées dans les forts militaires [281] : 5.000 à Fort Tiuna et 20.000 dans d'autres forts militaires du pays. En effet, le 4 mars 2000, le coordinateur des refuges du *Fondo Unico Social* (FUS), Pedro Carvajal, déclarait dans la presse que 2.000 « nouvelles » familles c'est-à-dire sinistrées suite à des glissements postérieurs à la catastrophe et à des pluies récentes venaient encore d'arriver dans les centres de refuges. A ce moment-là, 16.854 familles étaient hébergées en 222 *centros civiles* et 61 *centros militares*. « Ceci équivaut à un total de 81.912 personnes dont l'État doit assurer la manutention des besoins physiques basiques, y compris trois repas par jour, vêtements et médicaments »[282].

Ces centres civils et militaires ont ainsi constitué les refuges d'accueil temporaire établis, gérés et financés par le FUS et les Forces armées, afin de répondre aux besoins de la population sinistrée et d'organiser la relocalisation et le relogement des familles. Deux remarques d'ordre empirique doivent être toutefois prises en considération concernant les

[279] Palacios, Marianela (2000). "A dos meses de La Tragedia. 3.2 millardos de bolívares al mes cuesta alojar a los damnificados." *El Nacional.* 15 février 2000

[280] Delgado, Claudia (2000). "Atenderán dignamente a los afectados " *El Nacional* 28/01/2000 Informacion

[281] Cardona, Rodolfo (2000). "En cuarteles permanecen 25 mil damnificados." *El Universal.* 9 février 2000 9/02/2000

[282] Cortés, Adriana (2000). "Saturan los centros de refugios." *El Nacional.* 4 mars 2000 Informacion

matériaux analysés : la première remarque porte sur la grande disparité des données et des chiffres fournis par les différentes institutions et recensements successifs, et la seconde sur la rareté des documents officiels précisant aux fonctionnaires les consignes et le déroulement des programmes de prise en charge. Concernant cette hétérogénéité des données, je comparerai le rapport de l'ILDIS publié dans la même période avec un article paru dans la presse le 13 avril 2000, concernant la situation trois mois après la catastrophe :

> « En mars de l'année 2000, 56 292 sinistrés logeaient dans de 210 centres civils d'accueil et 18 678 étaient hébergés dans 72 centres d'accueil des Forces armées. Ces centres ou refuges étaient répandus dans tout le territoire national »[283]
> « 62.992 (13.000 familles) sinistrés étaient encore hébergés dans 280 refuges qui fonctionnaient encore dans tout le territoire national, annonce aussi un plan d'emploi de è milliards de bolivars pour un plan d'emploi »[284]

En mars de l'année 2000, 56 292 sinistrés logeaient dans de 210 centres civils d'accueil et 18 678 étaient hébergés dans 72 centres d'accueil des forces armées. Ces centres ou refuges étaient répartis sur l'ensemble du territoire national (ILDIS 2000 : 52).

Pour le gouvernement le déplacement était préférablement vers la province, les soit disant « pôles de développement » tandis que la préférence des familles sinistrées était le plus près possible de Caracas.[285] Les débats des responsables du gouvernement sur le destin de la population sinistrée tournaient autour du choix des autorités compétentes régionales ou nationales, pour décider du transfert ou non de la population affectée. L'exécutif, – le président et le conseil de ministres –, avait très rapidement pris parti pour le déplacement massif de la population vers les provinces moins peuplées du pays, en l'occurrence des zones non urbanisées.

5.3 Le dispositif de relocalisation de la population sinistrée

L'étude des dispositifs de gestion des sinistrés de *La Tragedia* s'inscrit dans une *biopolitique* au sens large, c'est-à-dire au-delà des deux pôles proposés initialement par Michel Foucault (1976) lorsqu'il élabore sa théorie du biopouvoir (1976 : 188), à savoir le pôle disciplinaire et le pôle régulateur de la population. La relocalisation correspond toutefois à une disposition biopolitique dans le sens proposé par Michel Foucault lorsqu'il

[283] ILDIS (2000). *Venezuela. Informe Social 5 1999*. Caracas, Instituto Latonoamericano de Investigaciones Sociales**:** 57..
[284] Tabuas, Mireya (2000). "Comenzó un plan de empleo para victimas de la tragedia." *El Nacional.* 13 avril 2000 Informacion.
[285] Delgado, Claudia et Hercilia Garnica (1999). "Destino: muy cerca de Caracas." *El Nacional.*

conceptualise le « biopouvoir » (1976 :184) car elle relève du contrôle de la population et vise la modification de l'occupation territoriale du pays.

La littérature portant sur les désastres montre en effet que les catastrophes ont été souvent utilisées comme prétexte pour la mise en œuvre de programmes de gouvernement visant la déconcentration spatiale et le contrôle de la population. Le gouvernement bolivarien adhéra ainsi à l'idée de peupler les espaces vides du territoire pour contribuer au développement et désengager les zones métropolitaines de l'axe Caracas, La Guaira, Maracay, Valencia et Puerto Cabello, toutes situées dans la cordillère de la côte.

5.3.1 Fondements idéologiques et politiques de la relocalisation de la « marginalité »

Le caractère « salutaire » des politiques de transfert de la population des zones urbaines vers des zones rurales exprimait de manière plus ou moins explicite l'idée dominante d'un « bon » mode de développement et la volonté d'éliminer la *marginalidad*. Une analyse de la construction sociale de la relation entre *damnificados* et *marginaux* paraît donc fructueuse.

Lorsque Didier Fassin retrace l'historique du concept de *marginalidad* dans la production intellectuelle latino-américaine, il propose une généalogie à partir de deux approches, l'une socio-économique et l'autre socio-culturelle (1996b : 54). La première découle des notions marxistes de « super population relative » ou « d'armée industrielle de réserve ». Fassin signale en effet que le terme marginalité n'est pas employé par Marx mais, en citant Alain Marie, il démontre que « la marginalité ne serait que l'habillage conceptuel du phénomène que Marx avait décrit pour le 19ème siècle européen ». Le second courant identifié par Fassin s'inspire des travaux de l'École de Chicago « qui s'intéresse aux groupes qui se situent en marge de la société du fait de leur mode de vie » (1996b : 55). Toutefois, cette identification des origines de la théorie de la *marginalidad* en Amérique latine laisse de côté le fait que l'approche « socio-économique » ne relève pas uniquement de la pensée marxiste mais également de la « théorie du développement ».

En effet, l'usage du concept de *marginalidad*[286] relève d'un courant classique dans la pensée latino-américaine : la « sociologie du développement ». D'inspiration évolutionniste, cette perspective marque la production académique des sciences sociales latino-américaines

[286] Je vais employer le terme espagnol en tenant compte des particularités de sens qu'il possède en Amérique latine. Cf. note en bas de page n° 289.

sur laquelle se fonde souvent l'édifice des programmes et des projets académiques et gouvernementaux. Fernando Mires (1993) relève ainsi que les concepts et notions proposés par Gino Germani (1961) constituent un cadre de référence fondamental rassemblés sous le terme de « sociologie du développement » que Mires qualifie de « darwiniste » (1993 : 74).

La pensée de Germani, directeur de l'Institut « Torcuato di Tella » de Buenos Aires jusqu'au début des années soixante-dix, a eu une influence majeure sur les préceptes de la pensée socio-économique qu'on produisait au sein de la *Comisión Económica para América latina* (CEPAL)[287] des années cinquante. Les travaux de la CEPAL visaient la réalisation effective d'un « développement industriel substitutif », appelé également « modèle de développement par substitution des importations ». D'après le raisonnement de Germani, la migration rurale- urbaine serait un phénomène relevant de la « juste transition » des sociétés vers le développement. Les « phases successives de l'industrialisation » auraient dans cette perspective un impact sur le modèle traditionnel de la famille rurale ; les effets de l'immigration étrangère et les transformations économiques se traduisant tantôt par des « changements », tantôt par « l'apparition de déséquilibres » (1961 : 338).

L'arrivée des migrants européens dans les provinces argentines aurait eu pour effet une « civilisation des campagnes ». Mais le déplacement de la population native vers les villes s'est réalisé de façon désordonnée. Germani souligne que ce « type de transition » a été marqué dans quelques provinces du pays par « l'influence des restes des cultures indiennes précolombiennes, très présentes là où la population indienne est métissée » (1961 : 344). Ainsi, dans le passage d'une phase à une autre, c'est-à-dire dans l'avancée vers le « progrès », seules les masses indiennes et métissées seraient tenues pour responsables de la *marginalidad*. Elles reproduiraient leur « caractère désordonné » dans les ceintures urbaines tandis que le progrès des campagnes argentines relèverait de l'effet « positif » de l'arrivée des migrants européens[288].

---

[287] La CEPAL est une organisation des Nations Unies dont l'objectif majeur a consité à produire de la connaissance pour promouvoir la notion et les programmes de « développement » dans le continent sud-américain et de fournir des cadres conceptuels aux gouvernements concevant et mettant en œuvre des politiques de développement.

[288] Pour illustrer les effets négatifs de l'apport des populations « originaires » du pays dans le processus de développement, Germani (1961 : 345) fournit une typologie des traits sociologiques des « restes précolombiens » des masses rurales venues habiter en ville : naissances illégitimes, mariages non-légalisés et phénomènes de désorganisation sociale en particulier alcoolisme et prostitution (1961 : 345). Germani établit ainsi un rapport positif entre l'urbanisation et la réorganisation sociale à partir d'un tableau sur « l'avancement des attitudes favorables au contrôle des naissances en fonction du temps passé en ville (*antigüedad de residencia urbana*) » (1961 : 348).

Ainsi, le but de la « sociologie du développement », dont l'œuvre de Germani est emblématique, a consisté à mesurer le degré de modernisation des sociétés et à caractériser les « déséquilibres ». Dans cette perspective, la catégorie *marginalidad* est conçue pour expliquer les racines de l'effet pervers du développement. Elle se fonde en effet sur une certaine conception de la société selon laquelle il existerait un « dedans » et un « dehors ». Le succès ou l'échec de l'intégration des familles rurales immigrées en milieu urbain industrialisé expliqueraient ainsi l'apparition ou non de la *marginalidad*.[289]

Le discours des travaux issus du DESAL fixe les limites de l'univers « marginal ». Ce secteur comprendrait la population appartenant aux classes sociales exclues du système économique. Ses membres ne possèdent presque aucune des caractéristique qui pourraient leur offrir une place au sein de la société développée.

> « … L'homme latino-américain *marginado* (paysan, *poblador*, sous-prolétaire) ne se caractérise pas seulement par sa pauvreté et par sa misère, mais surtout par son manque de solidarité organisée et son absence de participation, passive comme active (….) L'homme en situation de *marginalidad* a besoin d'une poussée externe pour le réveiller et dépasser sa passivité, son aboulie et son parasitisme. » (Silva Fuenzalida 1965 : 10/72)

Même si l'écho économiciste est bien présent, ces idées n'ont toutefois pas puisé dans la tradition marxiste. Elles s'inspirent en effet du « développementisme » latino-américain. Le concept de *marginalidad* ne peut donc pas être dissocié de la téléologie du progrès, partagée aussi bien par le développementisme que par certains courants critiques. En tout cas, la dualité même de la notion et le terrain d'entente trouvé par deux champs théoriquement opposés a abouti dans la pratique à des politiques relativement proches qui préconisaient toutes un projet de développement social selon lequel la migration rurale-urbaine ne serait qu'une étape, et la *marginalidad* une « distorsion », un effet non désiré du développement.

---

[289] En Amérique latine, le concept de *marginalidad* a été institutionnalisé par le DESAL, le Centre de Développement Économique et Social de l'Amérique latine, établi à Santiago du Chili. L'approche du DESAL (Silva Fuenzalida 1965) est voisine de celle de Germani ; dans une étude intitulée *Le conditionnement culturel de la fécondité en Amérique latine*, les membres de l'équipe de recherche du DESAL soulignent ainsi que leur intervention dans le social vise une rationalisation démographique en promouvant une « maternité responsable » (Silva Fuenzalida 1965 : 10-5). L'analyse de « l'axe socio-culturel » par l'expert de la DESAL y mobilise un « matériel anthropologique » (1965 : 10-13) qui tente d'établir de façon comparative que « les croyances et les mœurs autour de la fécondité sont la cible de toute transformation nécessaire pour que les couches inferieures de la société prennent conscience des valeurs contemporaines » (1965 : 10-62).

Pour résumer, trois conceptions de *la marginalidad* circulaient indistinctement dans ces théories explicatives du changement social : tout d'abord, la *marginalidad* relevant des sciences sociales critiques des années soixante privilégiait les effets pervers de la migration rurale-urbaine et a par conséquent construit cette dernière comme un « problème social » engendré par les villes qui reproduisent la relation de subordination du milieu rural à l'urbain. Ensuite, la *marginalidad* appréhendée dans le champ des politiques sociales a été liée aux problèmes à résoudre techniquement par ces mêmes politiques menant au développement capitaliste. Enfin, la *marginalidad* serait la résultante d'une culture « de la pauvreté » produite par « l'identité aliénée » des classes sociales défavorisées.

Le rééquilibrage territorial s'alimente à ces différentes théories du développement. Il n'est ainsi pas anodin que Jorge Giordani, ministre de la Planification et du Développement en poste lors de *La Tragedia*, ait été dans les années soixante-dix un élève de Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto (1986). C'est Giordani qui conçut des programmes visant l'évacuation des *barrios* urbains en mettant ainsi en œuvre un programme de développement appuyé sur une intervention technique organisée de gestion spatiale de la population.

L'évacuation massive des sinistrés s'inscrit dans un projet de « déconcentration urbaine » présenté en février 1999. Celui-ci sert une politique territoriale dont le principal objectif est l'arrêt de la croissance de l'axe urbain constitué par la zone métropolitaine de Caracas, Valencia et Maracay. Le projet décrit en effet dans des termes alarmistes les ravages de la « concentration urbaine » et vante les « bienfaits d'un repeuplement des campagnes vénézuéliennes », abandonnées depuis l'avènement de l'économie pétrolière.

Cette rhétorique semble correspondre à la vision « moderniste-technocratique » évoquée par Bruno Lautier lorsqu'il analyse les discours sur la pauvreté en Amérique latine (1995 : 385-387), vision selon laquelle les normes techniques de la gestion des pauvres « s'habillent du langage de la morale ». Ce projet bénéficiait d'ailleurs d'un large consensus parmi les autorités nationales et certains experts en politiques publiques. En éloignant les pauvres, on dégagerait la voie pour la reconstruction de la zone dévastée. Cet élément s'inscrit dans un vaste programme politique de developpement par le biais de la déconcentration de la population, proposé par les cadres du gouvernement d'Hugo Chávez,

en particulier par les ministres Jorge Giordani (2004), José Luis Pacheco (2004 : 248-252), Carlos Genatios[290], et Tobias Nóbrega[291] (1999).

5.3.2 Discours d'objectivation du désarroi

Dans les points qui suivent seront examinées les stratégies discursives visant l'objectivation du désarroi des sinistrés relocalisés qui se plaignent de leur situation. À travers de lettres, de photos et de dossiers de presse, les familles adressaient des messages au président Chavez en lui montrant leurs conditions de vie extrêmes tout en dénonçant l'inefficacité des responsables de leur prise en charge.

Pendant l'année 2001, j'ai visité à plusieurs reprises l'institution FONDUR pour obtenir des informations sur les politiques de relogement. On m'a fourni des photocopies des dossiers des cas qui faisaient scandale dans la presse nationale. Les institutions FONDUR, FUS et *Plan Bolivar 2000* étaient en effet accusées par les sinistrés de détourner les fonds destinés à la construction des programmes de relogement des victimes de *La Tragedia*. Ces dossiers photocopiés, étaient constitués d'éléments témoignant de la détresse que les familles relogées subissaient dans les nouveaux sites : problèmes d'assainissement, mauvaise qualité des constructions et risque d'effondrement des maisons, isolement dans des zones éloignées et dépourvues d'emploi. Parmi ces dossiers se trouvait une pochette contenant le cas que je présenterai dans le point suivant.

Le nouveau site La Union est la banlieue de la ville agricole de San Carlos (environ 100.000 habitants), capitale de l'état de Cojedes, située à 600 km de Caracas. Les familles relogées sur ce site firent un appel écrit en 2001 au président Chavez pour dénoncer « qu'ils avaient été trompés par la Direction d'Habitat du *Fondo Unico Social* » en montrant que les logements qu'on leur avait attribués étaient dans des mauvaises conditions.

[290] Genatios, Carlos (2003). *Recuperación urbana y protección ambiental en Vargas*. Caracas, Universidad Central de Venezuela**,** 9 p. (Non publié)
[291] Nobrega, Tobias (1999). « Emergencia y reconstrucción. » *El Nacional,* 26.12.1999

Vignette de terrain 10 - Lettre n°1 des *damnificados* de *La Union*

« San Carlos, 25 janvier 2001[292]
Nous faisons un appel au Président Hugo Chavez Frías car pour les Dignificados de Vargas habitant le site La Union les choses vont de mal en pire.
Nous sentons qu'on nous fait du tort parce que nous passons d'une tragédie à une autre, et nous les vivons en chair et en os.
Nous avons besoin de logements dignes or les maisons du site La Union n'ont pas les qualités nécessaires pour être habitables.
Le site La Union présente beaucoup de problèmes, dont : pas de tuyau d'écoulement des eaux usées, égouts bouchés et ces eaux putrides sont des flaques d'eau salle dans lesquelles prolifèrent des insectes infectés.
Pour compléter, des lagunes dégagent des odeurs putrides insupportables, ce sont pratiquement des fosses sceptiques et les maisons présentent des fissures.
La santé est en danger constant, avec tous types d'épidémies causées par les fléaux et touts sortes d'insecte qui ont infecté les enfants et les adultes qui présentent un état très avancé de plaies virulentes et le plus triste est que lorsque la *sanidad*[293]est venue, nous lui avons demandé une solution parce que le secteur n'est pas habitable.
Aussi le problème a été porté à la connaissance du gouvernement national et régional de l'état Cojedes pour qu'ils remédient le problème du chômage, qui concerne non seulement cette communauté mais pour tout l'état.
Mais nous n'avons pas reçu de réponse concrète. Le sac de nourriture qui se distribue à chaque famille du site La Union est arrivée incomplet et on nous a de plus annoncé que c'était la dernière livraison.
Finalement nous faisons un appel au commandant de la Garnison et au FUS pour intervenir dans l'affaire car nous nous sentons oubliés.
Sans rien d'autre à ajouter, nous demandons aux autorités et organismes compétents leur précieuse attention et collaboration avec ces familles *dignificadas* du site La Union.
Avec grande urgence nous vous demandons vôtre AIDE,
DIGNIFICADOS DE L'URBANISATION UNION »

La lettre adressée au président est en effet accompagnée d'un dossier constitué de coupures de presse et d'un rapport élaboré par le médecin-chef du district sanitaire N°1 de San Carlos, capitale de l'état de Cojedes. La promesse non tenue d'emplois contenue dans le *Plan Bolivar 2000* et les défaillances dans la distribution des sacs de nourriture contribuent à la situation d'abandon et d'oubli de la part du gouvernement. Une tactique discursive est aussi perceptible dans la mise sur le même plan de *La Tragedia* et de leur détresse actuelle, d'où l'expression passer « d'une tragédie à une autre ».

[292] J'ai fait une retranscription textuelle de la lettre et essayé de conserver dans la traduction les tournures de l'espagnol populaire du Venezuela de la lettre originale. Soucieuse de conserver le sens de la rédaction, j'ai donc conservé les fautes de grammaire et le manque de signes de ponctuation.

[293] Par *Sanidad*, ils font référence aux fonctionnaires du *Ministerio de Sanidad y Asistencia Social* (MSAS) transformé sous l'administration du président Chavez en *Ministerio de Salud y Desarrollo Social* (MSDS). Dans les milieux populaires, on fait souvent référence à « *la Sanidad* » pour nommer les agents des plans d'assainissement, en particulier des programmes de fumigation contre la malaria.

Ce document comporte deux éléments significatifs pour mon analyse. Le premier est que la lettre est une pratique qui s'inscrit dans le registre d'une supplique (Fassin 2000) élaborée dans des termes semblables à ceux des « petits papiers » qui sont envoyés au président Chavez pour formuler de demandes particulières.

Le second élément a trait au rappel de la promesse inscrite dans le nouvel ordre politique promulgué par la nouvelle Constitution : la promesse de la nouvelle fondation de la nation fait écho dans la promesse de reconstitution de l'ordre moral par la dignification. Les signataires de la lettre se déclarent comme des *dignificados* pour faire valoir la légitimité de leur demande tout en démontrant l'indignité de leurs actuelles de vie.

Dans le dossier, aux coupures de la presse locale et des photocopies d'un reportage photographique s'ajoute une lettre plus formelle et succincte, adhérant à un registre plus froid et institutionnel adressée à la direction d'Habitat du FUS et aussi soussignée par les *dignificados* :

Vignette de terrain 11 - Lettre n° 2 des *damnificados* de *La Union*

San Carlos, 25 janvier 2001
Nous demandons aux organismes compétents HABITAT et FUS d'être relogés sur un autre site car ces logements ne sont pas habitables, ils ont des murs fissurés, il n'y a pas d'écoulements ni pour des eaux sales ni pour les eaux propres, il y a trop d'insectes aux alentours et trop de personnes inaffectées ; alors que toutes les familles sommes arrivées saines, nous nous retrouvons du jour au lendemain avec des plaies de tous type, avec toutes sortes de maladies de la peau, des asthmes et problèmes cardiaques, etc.
Nous avons besoin de votre aide généreuse et de votre présence. Ce lotissement est situé près de l'aéroport, vous devez arriver jusqu'à la lagune où se présentent tous ces problèmes. Nous souhaitons un relogement d'urgence car nous ne souhaitons plus rester dans cet état et dans ces conditions sous humaines.
Nous sommes disposés à partir vers les lieux suivants : Aragua, Valencia ou Miranda. L'unique chose que nous vous demandons est de nous aider car dans cet état ça se passe très mal, d'une façon tout à fait hors du commun, et on ne joue pas franc jeu avec nous.
Nous ne voulons pas de corruption

Dans cette lettre, on adhère le registre de la dénonciation de la corruption du gouvernement bolivarien et l'alerte est donnée au président Chavez sur les désordres du fonctionnement des institutions qui n'accomplissent pas les mandats annoncés par le Président à travers les médias officiels. Le président est considéré ainsi leur interlocuteur direct, conséquence de la politique communicationnelle officielle dans laquelle le président écoute et s'adresse directement avec les personnes dans le besoin soit par le biais de l'émission hebdomadaire de radio (souvent télévisée) « Allô Président » soit via des

messages écrits qu'on essaie de lui faire parvenir par divers moyens (réseaux administratifs et personnels).

Mais à différence des habitants d'*El Manguito* (voir vignette de terrain n°10), où les plaintes des sinistrés s'ancraient dans un registre vindicatif et de dénonciation de la corruption, les sinistrés de *La Union* expriment leur révolte dans un registre émotionnel et pathétique et cherchent certes à inculper la direction du FUS de négligence mais aussi à émouvoir le président.

5.3.3 La corruption dans les fonds de relocalisation : nouvelles médiations entre l'Etat et les sinistrés

Entre janvier 2000 et janvier 2001, le secteur public vénézuélien ne construisit que 36.313 logements pour répondre à un déficit officiellement estimé à 1 million et demi de logements[294]. Quatre institutions différentes furent chargées de la mise en œuvre du Plan national de logement (*Plan Nacional de vivienda)* annoncé en 2000 : CONAVI (*Consejo Nacional de la Vivienda*), INAVI (*Instituto Nacional de la Vivienda*), Fundabarrios, et FONDUR (*Fondo Nacional de Desarrollo Urbano*) en conjonction avec le *Plan Bolivar 2000*. Ces institutions devaient assurer la construction, octroyer des crédits, choisir les dossiers des candidats, et suivre les versements aux familles ayant bénéficié de prêts. La plus grande institution et la mieux dotée pour accomplir sa tâche était FONDUR, l'estimation officielle du temps nécessaire pour bâtir les logements étant de dix ans. Le budget de FONDUR pour l'an 2000 a été de 200 milliards de bolivars, soit environ 80 millions de dollars. La « maison-type » devait compter 70 mètres carrés, deux chambres, une salle à manger, une cuisine et un salon.

La fourchette des prix des maisons et des appartements variait entre 8 et 14 millions de bolivars, environ 10.000 euros. Le directeur de FONDUR et du *Plan Bolivar 2000* à l'époque était le général de l'Armée de terre Victor Cruz Weffer. Pour mettre en valeur la qualité des logements que FONDUR offrait aux futurs bénéficiaires et les motiver à se reloger sur les nouveaux sites, le général Cruz Weffer déclarait :

> « Ce sont les maisons de la Vème République, celles que le président Chavez bâtira pour dignifier les vénézuéliens ; celles de la IVème République n'avaient que 45 mètres

[294] Lopez Arocha, Alejandro (2004). « Repensando la actuación ública y privada en desarrollo urbano y vivienda. » *in*. Carlos Genatios (dir.) *Venezuela en perspectiva*. Caracas, Fondo editorial Question**:** 288-306.

carrés. Le Président Chavez avait aussi promis que les nouveaux sites urbains comptent aussi des cultures agricoles et de l'industrie manufacturière, pour que ces nouvelles petites villes qui étaient en train de naître au Venezuela ne deviennent pas des villes dortoir. ».[295]

Les déclarations de Cruz Weffer suscitèrent d'énormes attentes parmi la population sinistrée en attente de la concrétisation des offres gouvernementales de relogement.

Or la politique de relogement de FONDUR s'avéra insuffisante et défaillante, et de nombreux scandales de corruption éclatèrent et affectèrent son directeur, le général Cruz Weffer.[296] Le général Manuel Rosendo ainsi que le général Victor Cruz Weffer commandaient l'exécution des travaux de ce plan dont le budget annuel était estimé en 120 mille millions de bolivars (environ 170 millionns d'euros) sans aucune instance de contrôle des finances ni de supervision[297]. Dans le *Plan Bolivar 2000* et FONDUR, les contrats pour exécuter les ouvrages publics étaient attribués sans appel d'offre, ainsi que les contrats de services. Les attributions des travaux étaient établies sans aucune forme de contrôle administratif. Les ressources financières destinées au *Plan Bolívar 2000* étaient directement transférées aux garnisons de l'Armée de terre, sans passer par les instances administratives de contrôle de l'administration publique des municipes et des régions.

Tableau 2 – Budgets alloués à la reconstruction et au relogement, plan d'emploi rapide et relocalisation (2000-2003)

	Montant (VEB)	Montant (USD)
Fonds alloués à 133 ONGs par le FUS	**23 225 584 976 000**	**33 179 407**
Crédits pour location de logements	**76 582 025 000**	**109 402 893**
Crédits pour achats d'immeubles	**39 972 000 000**	**57 102 857**
Crédits pour micro entreprises	**80 000 000 000**	**114 285 714**
Réfection des voiries, dégagement des décombres, relance des services	**150 000 000 000**	**214 285 714**
Total	**23 572 139 001 000**	**528 256 585**

[295] Garnica, Hercilia (2000). « Construyen techo propio para 22.000 familias damnificadas. » *El Nacional.* 22 août 2000.

[296] La corruption dans le *Plan Bolivar 200* a été même reconnue par le président qui promit un relancement après un « assainissement ». Cf. Chavez, Hugo (2003). « Hugo Chávez Frías conversa con Marta Harnecker. ¿Corrupción en el Plan Bolívar 2000? ». Document disponible sur : http://cybercircle.org/articles/documentos_oficiales/mhentchavez10.shtml [consulté le 5 ocotobre 2006]

[297] Pour mener cette analyse à bien sur la corruption, je me suis adressée aux commissions parlementaires de l'Assemblée nationale et consulté les archives des actes.

Elaboré d'après les données issues des rapports de la Commission spéciale pour Vargas, Assemblée Nationale

Le 12 janvier 2000, le gouvernement national créa un fonds spécial de dix milliards de bolivars administré par une banque de l'État, la BANAP, destiné à des prêts pour le relogement et administrés par FONDUR. Un rapport présenté à l'Assemblée nationale en août 2002 signala que les fonds publics destinés aux « crédits d'acquisition de logement pour les familles affectées par la tragédie de Vargas », administrés par la Banque Nationale d'épargne et prêts (BANAP), avaient été déviés par cette institution par une procédure frauduleuse. Les conditions de l'utilisation des fonds du financement du Programme spécial de logement autorisèrent en effet la banque BANAP à investir les ressources disponibles dans des outils financiers garantissant la liquidité nécessaire pour assurer le versement opportun des prêts hypothécaires. Ainsi, au lieu d'octroyer des crédits, le fonds fut utilisé pour accroître le capital, effectuer de placements bancaires, et acquérir des bons dont les rémunérations atteignirent plus des trois milliards de bolivars. En outre, les conditions requises pour accéder aux crédits excluaient de fait la plupart des affectés de la catastrophe et détournèrent l'opération de sa finalité sociale du fond.[298]

Tableau 2 Budget alloué au *Plan de dignification de la famille venezueliénne*
Aide humanitaire, plan d'emploi rapide et relocalisation (1999-2003)

	Montant (VEB)	Montant (USD)
Assemblée nationale constituante, décret du 17/12/1999	**670 000 000 000**	**957 142 857**
Allocation spéciale année 2000	**80 000 000 000**	**114 285 714**
« Capital semence » expropriations et indemnisations	**20 000 000 000**	**28 571 428**
Aide internationale	**432 525 200**	**617 893**
Coopération internationale (via accords)	**20 000 000**	**28 571**
Fidéicommis Crédits Banap	**10 000 000 000**	**14 285 714**
Allocation spéciale 2002	**23 000 000**	**32 857**
Allocation spéciale 2003	**40 000 000 000**	**57 142 857**
Prêt de la Banque Internationale de Developpement		**200 000 000**

[298] J'ai reconstitué le « cas BANAP » en consultant les rapports de l'Assemblée nationale : Blanco, Pedro Segundo (deputé) (2001). *Sesión Ordinaria 13/03/2001 de la Asamblea nacional de la Republica bolivariana de Venezuela*. Caracas.

Total	**820 475 525 200**	**1 372 107 891**
Elaborée d'après les données issues des rapports de la Commission spéciale pour Vargas, Assemblée Nationale		

Le général Cruz Weffer, aujourd'hui retraité, fut accusé de corruption peu de temps après et destitué. En avril 2007, six après, ses comptes bancaires ont été bloqués[299]. Le *Plan Bolivar 2000* a quant à lui été soustrait des fonds destinés au relogement et ceux-ci reconduits aux institutions civiles du gouvernement chargés du logement.

Je vais examiner le registre expressif d'un texte adressé à FONDUR – l'institution chargée du relogement – par les sinistrés relocalisés mécontents de leur nouveau logement.

Vignette de terrain 12 - Lettre adressée au président de FONDUR, général Victor Cruz Weffer, par les membres de l'association civile « *Urbanización Santa Eduviges, Manguito V* »

« Citoyen Colonel (Armée de terre), Victor Cruz Weffer
Président de FONDUR
« Au nom et en représentation de l'équipe de direction de l'association civile des voisins de l'urbanisation Santa Eduviges d'El Manguito V (terraplen), Municipe autonome Paz Castillo de l'état de Miranda, nous avons recours à vous avec le propos de présenter devant votre considération et solution un rapport détaillé de tout le tas de problèmes qui nous frappent depuis dix mois que nous occupons les logements ».
La lettre continue en décrivant la mauvaise qualité des matériaux de construction, les finitions défaillantes des murs dont les morceaux de ciment tombent. Les maisons présentaient des infiltrations, de mauvaises installations du câblage électrique, les portes et fenêtres mal disposées, les canalisations des eaux usées des salles de bain ont été mal aménagées la céramique tombe et les sols sont fissurés.
« Il vous suffit d'une toute petit inspection pour constater que les logements ont été bâtis sans suivre les moindres normes de l'éthique professionnelle. »
« …Sans oublier que la surface bâtie des logements n'est que de 58 m2 et par conséquent les familles sont dans une situation de concentration malsaine. »
À la suite, la lettre rappelle l'article 82 de la Constitution bolivarienne du Venezuela. Une fois retranscrit l'article, les signataires de la lettre dénoncent les services publics : la connexion de l'eau, les canalisations des égouts, l'éclairage des rues, les caniveaux des rues, sont en mauvais état et lorsqu'il pleut se forme « un barrage d'eaux sales qui affecte 10 maisons ».
La fin du rapport dit :
« Ceci sont les raisons par lesquelles nous nous adressons à vôtre compétente instance car nous savons que les ressources existent pour aménager les logements. »
Les signataires ont envoyé une copie au Sécretariat de la présidence de la République

[299] (2007). « Cruz Weffer afirma que "no hubo irregularidades" en construcción de viviendas en Trujillo. » *El Universal.* 25 avril 2007.

Ce texte relève d'une interaction virtuelle entre les sinistrés relogés et les institutions, en l'occurrence FONDUR et le Secrétariat de la présidence de la République. En effet, il ne s'agit pas d'établir la vérité de ce qui est dénoncé par les sinistrés mais d'examiner le jeu qui se déroule dans leur travail rhétorique. Les relogés se détachent dans cette lettre du remerciement et expriment leur plainte dans un régime d'obligation en rappelant l'article de la Constitution bolivarienne qui consacre le droit au logement.

Deux éléments formels présents dans cette lettre défient la hiérarchie institutionnelle établie par l'entrée des généraux de l'Armée de terre dans la direction des institutions. Le premier est l'adresse à Cruz Weffer comme colonel, alors qu'il est général. Cette erreur, qui relève sûrement d'un manque d'attention, montre néanmoins que les hiérarchies militaires ne constituent pas un point crucial pour les sinistrés. Le second concerne la note qui signale l'envoi d'une copie au ministère du Secrétariat de la présidence. Les sinistrés rappellent ainsi que c'est le président – à travers son secrétaire Elias Jaua qui gérait souvent les demandes des sinistrés avant leur relocalisation en 2001 – qu'ils considèrent comme leur interlocuteur. Le fait d'adresser une lettre au « Secrétariat de la présidence », ministère qui s'occupe directement de gérer les actions de l'exécutif de la République, montre que les membres de cette association de voisins veulent faire connaître leur situation dans les hautes sphères du gouvernement. La transcription de l'article de la Constitution est un acte fort à l'attention du général Victor Cruz Weffer. Mais cette lettre mobilise aussi un troisième élément rhétorique ; en dénonçant les conditions des immeubles attribués, les signataires dénoncent – ou insinuent l'existence – un détournement des fonds de relogement. Ce troisième élément marque le passage du registre de plainte à celui de dénonciation de la corruption.

Dans son étude consacrée au cyclone Mitch dans le Honduras, Andrea Boscoboinik (2002) signale que la gestion des fonds de l'aide humanitaire dans ce pays

> « a suscité une méfiance accrue et a soulevé une polémique concernant le risque de corruption et de malversation. Les politiciens étaient déjà considérés comme des corrompus avant la « catastrophe », mais le désordre engendré n'a fait qu'augmenter les suspicions. » (Boscoboinik 2002 : 176)

En revanche, Andrea Boscoboinik n'offre point de descriptions concernant les suspicions de corruption ni les récits des plaintes pour détournement des fonds de l'aide internationale.

Chris Shore et Dieter Haller (2005) soutiennent que les sciences sociales ont traité de la corruption à partir de deux perspectives théoriques : la structurelle et l'interactionnelle.

D'un côté, les approches structurelles sont largement diffusés par les médias et les études du développement avec des nuances évolutionnistes ou moralisantes, intègrent la corruption à la liste des caractéristiques négatives typiquement attribuées aux « autres », telles que le sous-développement, la pauvreté, l'ignorance, la répression des femmes, le fanatisme, et l'irrationalité. Ces « autres » se situent naturellement en dehors des démocraties modernes, occidentales et civilisées. Cette démarche stéréotypée rappelle le discours colonial concernant le primitivisme de la société sauvage. De l'autre côté, dans la perspective interactionnelle, la corruption remplit dans une fonction dans le processus du développement car elle comble la brèche de la bureaucratie incomplète de l'État (Shore et Haller 2005: 3).

Mais c'est Akhil Gupta (2005 : 174) qui constate que la corruption prend une place grandissante dans la narrativité de la constitution des États contemporains. La corruption est surdéterminée par des histoires qui s'avèrent réitératives et qui permettent aux participants de donner sens du drame social de leurs actions. Gupta offre une description détaillée des actions et des déclarations de deux fonctionnaires anti-corruption en Inde et montre combien la corruption, la suspicion et les histoires de corruption sont les médiatrices de la compréhension de l'État des officiels (2005 : 181). Les histoires de corruption, d'incompétence et de mauvaise gestion acquièrent, par leur répétition, une grande force et constituent une narration de l'État car, comme le signale Gupta à juste titre, « la narrativité de l'État ouvre la porte à une analyse très riche de l'idéologie, l'hégémonie et la légitimation » (2005 : 176). Ruth Capriles (1996 : 243) signale que l'État moderne vénézuélien s'est historiquement constitué comme une entité marquée par la corruption et la contrebande. Le discours constitutif de l'État à l'époque contemporaine met en effet systématiquement en doute « l'éthique publique des fonctionnaires publics du système démocratique », structurellement identifiée avec l'appropriation indue des bénéfices pétroliers. L'exigence que les relogés formulent dans leur lettre rappelle que le nouvel ordre national récemment inauguré devait être en principe « moralement irréprochable ». Le détournement des fonds destinés à secourir les premières victimes de la nature était ainsi intolérable sous la nouvelle République.

*** * ***

Le *Plan Bolivar 2000* fut présenté comme un programme social impulsé par une action humanitaire destinée à sortir le pays d'une situation sociale dramatique. Dès janvier 1999, le gouvernement proclama son devoir de répondre à l'« urgence sociale » générée par

la misère et la pauvreté du peuple. Ce sont « la pauvreté » et la « souffrance grandissante du peuple », victime surtout de la « catastrophe » de l'ancien ordre national, qui justifient l'intervention de la « Force Armée » bien avant *La Tragedia*. L'instauration de ce plan constitua également la première action politique alimentée par la symbolique de la dignité. Dans cette rhétorique, la dignité est aussi bien celle du peuple meurtri par la situation de crise sociale que celle des militaires, en particulier des effectifs de l'Armée de terre, qui en « bons bolivariens », aspirent à « soulager le peuple » de ses souffrances plutôt qu'à le réprimer. Le *Plan Bolivar 2000*, instituant l'intervention sociale des Forces armées, relève donc officiellement d'une action humanitaire nécessaire et d'urgence, et non pas d'une politique publique, tout en manageant un certain flou sur sa temporalité : les soldats resteront en dehors des casernes tant que le peuple aura besoin d'eux. *La Tragedia* de fin 1999 n'a ainsi fait que prolonger cette situation d'urgence sociale et de présence militaire dans la vie civile.

La politique publique nommée « programme de dignification de la famille vénézuélienne », destiné à assister les sinistrés de la catastrophe, s'est organisée dans l'attente de la prise en considération des demandes particulières de la part habitants des quartiers défavorisés urbains. Le discours professé par le président Chavez soulève l'espoir des milieux populaires d'être enfin écoutés. La refondation de la nation, le recommencement de l'histoire et la promesse d'un avenir socialement plus égalitaire, basé sur la redistribution plus juste du revenu pétrolier, révèlent le sens de la construction politique de la dignité, catégorie morale fondatrice de la prise en charge des victimes. Les sinistrés ne seraient pas dans cette rhétorique, les victimes de *La Tragedia*, mais celles du régime politique antérieur. La rhétorique officielle souhaite faire coïncider la téléologie morale de la révolution bolivarienne avec la prise en charge des sinistrés en visant la récupération par les pauvres de leur dignité dans un temps et un espace déterminés. L'étude des pratiques dans les refuges de transit suggère cependant un décalage important entre ces déclarations de principe et leur mise en œuvre.

L'hébergement dans un espace militaire des personnes déplacées, considéré à l'origine comme une disposition transitoire avant le relogement en province, engendre une situation d'assujettissement et de dépendance où les personnes deviennent plus facilement gouvernables ; les dispositifs de contrôle et de recensement déployés par les institutions donnent plus facilement accès aux personnes certes mieux protégées, mais aussi surveillées. La circonscription des familles aux limites soit d'un fort militaire, soit d'un refuge civil sous

la surveillance des militaires, a répondu à la mise en place d'une stratégie sécuritaire à l'égard de populations dont la libre circulation aurait présenté un danger, pour elles-mêmes comme pour le reste de la société. Cette stratégie recouvre d'ailleurs des pratiques disciplinaires quasi militaires paradigmatiques du contrôle des déplacements massifs de population. De par leur caractéristiques organisationnelles – horaires, disposition des espaces, contrôle de la mobilité –, les emplacements militaires mettent généralement en œuvre une standardisation de la prise en charge de la vie à grande échelle, constituant des cadres de vie qui amènent souvent à des expériences comparables.

L'étude de la gouvernementalité des sinistrés concerne d'ailleurs les jugements portés sur leurs façons de se conduire, sur les techniques particulières que les institutions ont mises en œuvre pour les contraindre, les punir ou les inciter à prendre des décisions destinées à vider ces espaces de leurs occupants. Les familles sinistrées ont été provisoirement relogées dans des refuges installés dans des forts militaires et divers refuges où elles ont attendu, pendant parfois plus d'un an, leur transfert vers les nouveaux logements. Les familles en attente dans ces espaces étaient significativement défavorisées et constituées pour la plupart de femmes et d'enfants. Cette prise en charge se traduira, paradoxalement, par une pérennisation de ces espaces de logement, où devait se concrétiser la « dignification » promise. La politique de relocalisation des sinistrés est l'une des premières tentatives du gouvernement du président Chavez pour mettre en œuvre une politique de développement destinée à résoudre problème de la *marginalidad* urbaine. La décision de la relocalisation des sinistrés s'inscrit essentiellement dans une pensée visant à favoriser le repeuplement des campagnes. La gouvernementalité de la dignification s'est ainsi matérialisée dans une disposition pratique liée à la configuration spatiale de la nation et reposant sur des principes régulateurs et normalisateurs de la vie quotidienne. Comme ce sera analysé dans le chapitre 6, le contrôle des familles sinistrées s'exprime ainsi dans le cadre d'une normalisation, dans le double sens du terme, de leur situation.

Chapitre 6.
La normalisation du transit

Le transit est le moment où devient palpable la brèche entre le discours officiel et la vie quotidienne, les familles sinistrées se retrouvant dans des situations semblables à celles des autres groupes précaires de la société, qui ne bénéficient ni du statut de victimes ni d'aucune condition particulière de gouvernance.

Pour aborder cette brèche, j'examinerai les dispositions pratiques qui ont conduit à la limitation systématique de l'autonomie des sinistrés, en soulevant les différents aspects de la dépendance des familles de l'aide à l'État. En partant des discours les actions dites de « soutien psychosocial », qui signalent qu'il faut « soigner en redonnant leur dignité aux victimes », je montrerai que sur le terrain, paradoxalement, l'autonomie relevait de la responsabilisation des bénéficiaires de l'aide et du délaissement de la prise en charge de la part des institutions publiques de l'État.

Dans ce chapitre, il s'agit de rendre compte du façonnement préliminaire de l'assujettissement qui s'inscrira par la suite dans le stade du confinement. Le point de départ de l'analyse des conditions de subordination et de leur maintien dans le long terme, repose sur la définition de Paul Farmer de la « matérialité du social » (Farmer 2002), c'est-à-dire l'inscription de la structure économique et sociale inégalitaire dans des situations sociales concrètes, en l'occurrence, les refuges de transit. Cette matérialité est sous-jacente à des situations socialement très tendues, relevant d'un bras de fer entre bénéficiaires et institutions, dont l'objectif à moyen terme était de mettre fin à la prise en charge dans les *refugios*.

6.1 La matérialité de l'assujettissement

En partant d'une revendication d'un certain matérialisme critique, Paul Farmer (2002) propose la notion de « matérialité du social » pour analyser des formes de violence affectant aux groupes subordonnés de la société. Par « matérialité du social », Farmer « désigne l'économie mais avec tout ce qu'elle comporte de politique et de social : les structures économiques sont socialement construites » (2002 : 9). Suivant cette ligne d'analyse, la fin du transit des sinistrés de *La Tragedia* se caractérise par une forte naturalisation sociale des contraintes des cas « non résolus », qui entraînent vers le confinement. Les discours et les pratiques, souvent paradoxales, des institutions assurant l'aide, elles étaient vécues, comprises et gérées par les bénéficiaires de façon contradictoire dépendants d'une aide qu'ils refusaient de perdre.

Deux facteurs pratiques déterminent les caractéristiques empiriques de la naturalisation des contraintes, à la base de la normalisation (dans le double sens du mot) de la vie des sinistrés dans les refuges de transit. Tout d'abord, le déclin de la prise en charge dans l'urgence et la diminution progressive des dons et de la nourriture créèrent une atmosphère de restrictions matérielles et de suspicion chez les sinistrés en attente de logements. Puis la stagnation de l'attribution de nouveaux logements en 2000 et 2001 paralysa l'avènement de la phase en principe finale de la dignification, le relogement relocalisé. Ces deux facteurs conduisirent les autorités du FUS et du *Plan Bolivar 2000* à renforcer les plans d'emploi rapide. Ne pouvant plus assurer la pleine prise en charge des sinistrés, le gouvernement privilégia ainsi les emplois temporaires. Comme il n'y avait pas assez d'emplois temporaires pour tous les chefs des familles logées dans les refuges, l'enjeu essentiel était donc l'attribution des postes.

6.1.1 Documents d'identité et choix des bénéficiaires d'une aide en déclin

Dans les refuges de transit, les familles sinistrées vécurent une situation de cloisonnement – spatial mais aussi social – où les agents décidaient qui recevait et qui ne recevait pas les dons, les postes dans les plans d'emploi dits rapides, et autres bénéfices. La prise de décisions était censée relever d'une étude minutieuse, comme dans les institutions d'assistance sociale, au « cas par cas », à partir d'un formulaire permettant d'établir les besoins des demandeurs. L'observation prolongée sur le terrain montre au contraire la latitude dont disposaient les agents pour appliquer les critères et choisir ainsi les bénéficiaires des plans d'emploi rapide.

Pendant le séjour de transit, l'hébergement dans les forts militaires s'articulait avec le plan d'emploi du *Plan Bolivar 2000*. Mes visites aux refuges militaires ont parfois coïncidé avec la phase de recrutement de ces plans d'emploi, coordonnés par les fonctionnaires du FUS et sous la direction des officiels de l'Armée de terre. En croisant ces trois éléments – emploi, hébergement et nourriture – il était difficile pour les familles sinistrées d'échapper à une totale dépendance de l'institution militaire.

Pour bénéficier de la distribution de nourriture et des postes dans le plan d'emploi rapide, les sinistrés hébergés dans les refuges de transit devaient avoir impérativement les deux documents suivants :

- Une « attestation de sinistré » produite par les pompiers et cosignée par le FUS.
- Une attestation du lieu de résidence d'origine produite par le chef civil de sa paroisse[300].

Sans cette documentation, les chefs de famille ne pouvaient pas bénéficier d'une chambre, ni bénéficier d'un emploi, ni quitter le refuge sous peine de perdre leur place.

Pour mesurer les caractéristiques de cette dépendance, je présenterai une analyse ethnographique comparative de deux jeunes femmes, mères, avec des enfants en bas âge, Eva et Carolina, l'une logeant dans un refuge situé dans une caserne, et l'autre dans un entrepôt situé dans un *barrio* populaire. J'ai choisi ces deux cas car, au cours de mes observations des scènes quotidiennes de la vie dans les *refugios*, je fus particulièrement marquée par leur « docilité » dans des situations à mes yeux critiques, par leur manque de réaction face à des attitudes que je percevais comme des abus manifestes.

Le dispositif du « Plan d'emploi » devait, en principe, être efficace. En gagnant dans ce cadre un salaire hebdomadaire, le chef de famille pouvait subvenir aux besoins minimums du groupe dans l'attente d'un nouveau logement. Lors de l'annonce d'un appel à candidatures pour rejoindre le *Plan Bolivar 2000*, l'attente dominait la vie quotidienne du refuge. Mais les emplois du *Plan Bolivar 2000* étaient réservés aux adultes sinistrés ayant des enfants en bas âge à charge. Tout au long de mon enquête de terrain dans les refuges, j'accompagnais les femmes dans la constitution de leur dossier ; celui-ci consistait en une

[300] Cf. exemplaires de ces documents en annexe.

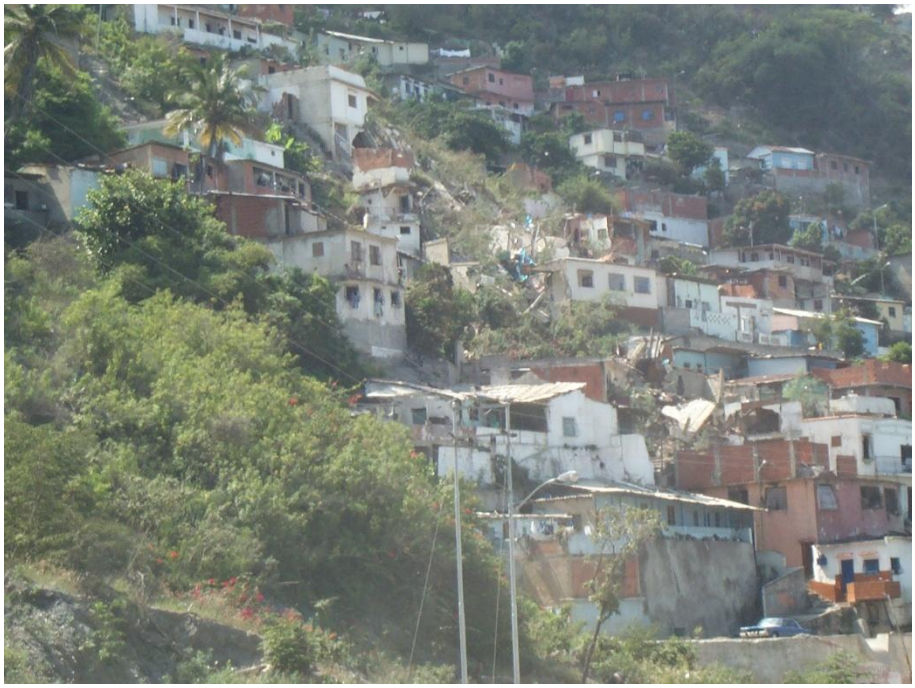
pièce d'identité et en extraits d'actes de naissance des enfants attestant leur nombre et leur filiation directe. Ce qui n'était pas simple pour ces familles. Etablir l'état civil était la première difficulté importante et les obstacles relevaient de trois types de situations d'ordre différent. La première situation est d'ordre événementiel, liée la perte et la destruction des documents d'identité lors de la catastrophe. La deuxième est d'ordre institutionnel et tient au fait que les institutions chargées de fournir les documents de l'état civil fonctionnent déjà en temps « normal » de façon très lente et inefficace. La troisième situation est d'ordre sociologique et dérive du parcours de vie précaire des mères avant le désastre, parcours qui les avaient souvent conduites à envoyer leurs aînés habiter chez des membres de la famille (grands-mères et tantes) installés loin de Caracas.

La coexistence de ces trois situations faisait que le rétablissement des pièces d'identité des victimes prenait un temps infini et généra de fait une exclusion des jeunes femmes mères d'enfants en bas âge du *Plan de empleo* du *Plan Bolivar 2000*.

Carolina se trouvait dans cette situation lorsque je l'ai rencontrée. Elle logeait avec sa famille dans l'aile « B » de la caserne Ortega Ramírez (voir vignette de terrain n°9). Elle n'avait pas la possibilité de laisser ses enfants pour aller travailler en dehors du Fort Tiuna et, par conséquent, un travail à l'intérieur du Fort représentait son unique chance de gagner de l'argent. Avant *La Tragedia,* Carolina habitait à Blandín[301], à Catia, la zone nord-ouest de Caracas, sur le flanc de l'Avila qui donne sur l'ancienne route de La Guaira. Dans les années cinquante, avant la construction de l'autoroute et des viaducs permettant de relier Caracas à son port naturel, La Guaira, tout le trafic passait par l'ancienne route particulièrement difficile car encastrée dans un relief très accidenté. Ces trente dernières années, un grand nombre de *barrios* se sont construits le long de cette route, sur des terrains très instables formant des précipices et des falaises.

[301] Le débordement du ruisseau Mariguitar a occasionné la destruction d'au moins 1070 ranchos en laissa 10 000 sinistrés la nuit du 15 au 16 décembre 1999. Le glissement s'est étendu jusqu'au barrio El Paují. On a estimé le nombre de morts de 50.

Photo 15 – Barrio El Paují, vieille route Caracas-La Guaira, novembre 2001. (Photo de l'auteur)



Carolina avait 4 enfants : une fille de 7 ans, un garçon de 6 ans, un garçon de 5 ans et un nourrisson. L'aînée était sourde et gesticulait pour communiquer. Au cours de l'entretien, Carolina me dit :

> « Je voulais joindre le *Plan Bolivar 2000*, je sais que d'autres femmes ayant accouché ici ont eu une opportunité d'emploi dans ce plan, mais moi, je trouve un peu honteux de demander de l'emploi ici. J'ai peur que le monsieur chargé du recrutement me dise quelque chose de désagréable. Je venais d'accoucher quand ils ont embauché les femmes pour les postes. Je suis allée parler avec lui, et il m'a dit qu'il n'avait pas d'emploi à me proposer. Après, j'ai su qu'il avait dit oui à une autre personne, c'est injuste. J'ai parlé avec lui une nouvelle fois, il m'a demandé si j'avais ma carte d'identité mais je ne l'avais pas, et je ne l'ai toujours pas. Je l'ai perdue pendant *La Tragedia*, mais je peux trouver une photocopie. Pendant le « plan d'identification » mis en œuvre dans l'urgence, dans le *Naciones Unidas*,[302] j'en ai demandée une autre, mais je ne l'ai jamais eue. L'avocat [*employé par le FUS et venu assister les sinistrés dans la garnison*] m'a dit que je devais aller la chercher hier, mais, il pleuvait et je n'avais personne à qui confier l'enfant. Puisque je n'ai pas de carte d'identité, le monsieur m'a dit que je ne pouvais pas rentrer dans le Plan d'emploi. » (Entretien Carolina, 18 et 19 mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

[302] Le *Naciones Unidas* est un grand stade de basket-ball où beaucoup de sans-abris ont été regroupés pendant les inondations. Il est situé dans le quartier *El Paraíso*, proche du centre ville.

Carolina faisait ainsi allusion au plan d'identification lancé dans l'urgence dans le stade *Parque Naciones Unidas* ainsi que dans la salle *El Poliedro* ; les institutions chargées de recenser la population sinistrée avaient mis en œuvre des *opérativos de cedulación* pour rétablir leur carte d'identité (*cédula*) aux personnes que l'avaient perdue lors des inondations[303]. Or le système d'identification vénézuélien est très inefficace et anachronique. Faute d'investissements et de renouvellement technologique dans les bureaux d'identification, les institutions chargées de l'état civil des citoyens s'avèrent parmi les plus obsolètes d'Amérique latine[304]. Les observations de terrain montrent que, dans le cadre de la diminution de la répartition de denrées et d'autres biens de subsistance, l'obtention des papiers d'identité était devenue un enjeu majeur vital pour les familles pensionnaires : pas d'emploi sans carte d'identité et sans extraits de naissance des enfants.

La question de l'identité a été souvent traitée et analysée dans les études ethnographiques des populations déplacées sous contrainte, en particulier lors des conflits transfrontaliers. En suivant Michel Foucault, Liisa Malkki signale que la documentation peut devenir une technique très efficace de pouvoir car les personnes peuvent alors être connues, objectivées, et par conséquent assujetties aux interventions techniques et bureaucratiques (Malkki 1995: 170). Dans le transit, l'exigence d'identification était un signe de la fin de l'assistance d'urgence et marquait le début d'une standardisation de la prise en charge de la population. Le traitement institutionnel relevait donc moins du contrôle que de l'exclusion pour non identification. Le parcours de Carolina illustre bien les modes d'application des critères dans la distribution des postes du « Plan d'emploi rapide ». J'ai aussi observé attentivement les comportements des fonctionnaires installés dans un petit bureau de la caserne :

> « Dans le Bataillon Ortega Ramírez, la personne en charge d'embaucher les *damnificados* exigeait : une pièce d'identité, un certificat de perte d'emploi et un certificat dénombrant les enfants à charge. Or les femmes avec des petits enfants étaient exclues, comme tous ceux qui ne pouvaient pas prouver qu'ils avaient perdu leurs papiers ou leurs emplois. Ainsi, les responsables de l'attribution des emplois avaient du mal à trouver des candidats pour travailler parmi les *damnificados*. Cette situation touchait bien les limites de l'absurde, étant donné le grand nombre d'adultes sans emploi

[303] Delgado, Claudia (2000). "Damnificados del Fuerte Tiuna serán los últimos en ser reubicados." *El Nacional,* 05 janvier 2000. La notion d'*operativo* dans les politiques publiques vénézuéliennes sera analysée dans le chapitre 9.

[304] En 2005 encore la presse signalait que les personnes désirant obtenir ou renouveler leur passeport devaient faire la queue pendant au moins 72 heures de suite.

habitant à la caserne. » (Carnet de terrain, mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Personne n'a jamais relevé le paradoxe entre la demande du « Plan d'emploi rapide » et le fonctionnement du registre civil ni autorisé une dérogation temporaire de la demande des pièces d'identité, en particulier des extraits de naissance des enfants en bas âge. La démarche institutionnelle était donc marquée par la plus grande ambigüité, tant et si bien qu'à l'issue du processus de sélection des candidats pour les postes spécialement mis en œuvre pour les *damnificados*, aucune des femmes que j'avais interviewées n'avait pas pu réunir – et ne le pourrait que difficilement dans un proche avenir – les conditions nécessaires pour être embauchée. Une telle politique alimentait chez les assistés, en particulier, chez les mères de famille, une tension permanente :

> « L'embauche, toujours commandée par l'Armée, entraînait un état d'anxiété permanente parmi les *damnificados*. Soit ils étaient en train de faire leur « dossier » (présenter une pièce d'identité et prouver que leurs enfants étaient bien à eux), soit ils étaient dans l'attente d'une réponse. Les critères n'étaient jamais clairs et le nombre de postes était toujours en réduction. » (Carnet de terrain, mai 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

La face sombre du dispositif du *Plan de empleo rapido* commençait à apparaître, à savoir un nouveau processus de stigmatisation sociale et sexuelle. Ainsi, certaines femmes étaient progressivement mises à l'écart car leurs conditions pratiques de vie quotidienne (mères célibataires ou avec des enfants souffrants de maladies chroniques ou en bas âge) les excluaient de la sélection de la distribution des emplois, voire des biens et des services. Comme les critères des fonctionnaires du FUS n'étaient ni formalisés ni affichés nulle part, leurs méthodes n'étaient jamais claires, pas plus que mais le nombre de postes à pourvoir, qu'ils disaient en tous cas toujours inférieur à celui de l'*operativo* précèdent.

La particularité du refuge situé en zone militaire était que les femmes pouvaient travailler dans le cadre du *Plan Bolivar 2000* sans avoir à quitter le fort, ce qui leur permettait de rester à proximité de leurs enfants. La crainte de l'éloignement des refuges était également palpable chez les femmes placées dans les refuges civils situés dans les *barrios*, mais les enjeux de la gestion de leur vie quotidienne et des opportunités d'emploi se posaient différemment dans les refuges situés dans ces quartiers populaires de la ville. Les données des entretiens montrent en effet que les femmes préféraient ne pas avoir un emploi dans le *barrio*, comme par exemple, balayer les rues, car sortir du refuge leur paraissait « trop risqué ».

C'était le cas du refuge *La Dignidad* de Pinto Salinas (voir vignette de terrain n°7), refuge « civil » mais surveillé par les soldats, situé dans l'un des quartiers les plus violents de la capitale. Eva se plaignait de ne pas avoir d'emploi et d'être complètement dépendante de l'aide qu'on y distribuait et qui avait nettement diminué. Elle venait du *barrio* El Paují, situé sur la vieille route de Caracas-La Guaira (voir photagraphie n°15). Sa seule famille était une sœur qui habitait Petare, zone populaire de l'est de Caracas, mais qui, faute de place dans sa maison, ne pouvait pas la recevoir. Elle avait trois enfants, deux filles (dont l'aînée de douze ans avait la varicelle, et l'autre dix ans) et un garçon de cinq mois. Son mari l'avait quittée mais elle ne me l'a jamais confié ouvertement, elle disait que son mari rentrait tard le soir, et un jour elle m'a dit qu'elle pensait qu'il était parti pour toujours. Son départ diminuait sensiblement les possibilités d'obtenir un logement car les familles « complètes » étaient prioritaires.

Une épidémie de varicelle touchait les enfants du refuge. Les enfants malades étaient couverts de pustules infectées car les conditions d'hygiène du refuge étaient très précaires. Le bébé d'Eva était né sept jours après *La Tragedia* et s'appelait Jésus. Eva paniquait à l'idée que son enfant, son unique garçon, puisse attraper la varicelle. Elle se plaignait avec insistance de la violence qui régnait tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du refuge et craignait profondément l'arrivée de la nuit et la présence des *malandros,* à l'extérieur du refuge. Ce *barrio* lui était étranger. Selon elle, les hommes battaient leurs femmes et on pouvait entendre les coups de feu des *malandros :*

> « Les nuits sont un martyre interminable ici. Depuis *La Tragedia* je suis allée d'un refuge à l'autre. J'ai séjourné à Catia [au refuge *La Ciudadela Bolivariana 2000*, à Lomas de Urdaneta], puis au *Poliedro* et ensuite nous sommes venus ici. » (Entretien avec Eva, Refuge Pinto Salinas, Caracas, 4 et 5 mai 2000)

Insécurité extérieure, diminution de la nourriture, Eva craignait pour son avenir et celui de ses enfants. Le départ de son mari ajoutait un encore à son incertitude. Pour trouver un emploi, son unique solution était de faire garder son enfant par ses filles. Au cours de nos conversations, elle me dit qu'elle trouvait injuste que le seul travail proposé par le *Plan Bolívar 2000* soit de balayer les rues huit heures par jour pour trente mille bolivars la semaine (environ 42 euros). Diminution de l'aide matérielle, sentiment d'être une proie pour les *malandros* de l'extérieur, Eva faisait la comparaison avec la prise en charge pendant le sauvetage, mais aussi avec sa vie avant la catastrophe :

> « Auparavant, nous avions une aide pour le lait et les couches [*pendant les jours suivants La Tragedia*] mais tout cela est fini. C'est terrible. Nous vivons avec des vêtements donnés (…) J'ai habité El Paují [*un barrio situé sur l'ancienne route Caracas- La Guaira*] pendant une dizaine d'années et je n'y ai jamais entendu autant de coups de feux qu'en une seule nuit ici. » (Entretien avec Eva, Refuge Pinto Salinas, Caracas, 4 et 5 mai 2000)

Eva était toujours très fatiguée, accablée. Un jour, je l'ai accompagnée pour laver le linge. Nous sommes ensuite allées dans sa chambre, une pièce rangée et propre. Elle attendait que son bébé s'endorme pour le laisser sous la garde de ses filles et pouvoir faire la lessive. Sa fille aînée qui avait la varicelle était couchée dans un des lits. Elle ne la laissait pas sortir car elle craignait qu'elle ne « *s'infecte dehors* ». Elle n'a jamais mentionné l'événement qui l'avait amenée, en fin de compte, à vivre ce qu'elle définissait comme « *un calvaire* » à savoir, vivre à Pinto Salinas. Eva contestait en effet sa qualification et classification comme membre du groupe et de la classe sociale des « marginaux » qui habitaient le refuge du *barrio* de Pinto Salinas. Elle sous-entend que la catastrophe l'ai descendu dans la l'échelle sociale et qu'elle attendait quelque chose « de mieux » qu'un poste dans le *Plan de empleo rapido*.

Le refuge de transit *La Dignidad* de Pinto Salinas apparaît alors comme un espace d'attente où, progressivement, les hébergés subissent l'« imposition d'un rythme de vie qu'il(s) estime(nt) lui (leur) être totalement étranger » (Goffman 1968). Le processus de stigmatisation s'inscrit ensuite dans la production sociale d'un nouveau cliché sur la pauvreté. Et comme le montre Michel Messu (1991: 88) à propos des assistés sociaux en France, ce processus implique aussi la production d'une image de soi, une autodéfinition problématique[305]. Alice Fothergill (2003) qualifie l'autodéfinition problématique des victimes d'un désastre de « stigmate de la charité ». Elle fait référence au sentiment éprouvé par les femmes assistées suite aux crues de la Grand Forks, dans le Dakota du Nord des Etats-Unis en 1997. L'expérience du désastre, et l'acceptation ultérieure d'une assistance, impliquerait ainsi non seulement l'apparition d'une sympathie sociale envers les victimes, mais également celle d'un stigmate ressenti par les assistés, en l'occurrence les femmes. Le « stigmate de la charité » prend une forme spécifique chez familles des refuges car la disqualification sociale de ces familles s'inscrit aussi dans leur biographie, leur relégation découlant de leur parcours avant la catastrophe dans les milieux socialement défavorisés de la société vénézuélienne.

[305] La production d'une image de soi – être « digne » ou « indigne » de recevoir de l'aide dans les refuges – sera analysée de façon plus détaillée dans le chapitre 7.

6.1.2 La violence du barrio *dans le* refugio

La portée de la représentation que les habitants de Caracas ont de Pinto Salinas est très particulière *:* c'est l'une des références « terrifiantes » des *barrios* de la ville de Caracas à cause de la témérité de ses gangs violents. Réputé abriter les taudis des *malandros* les plus dangereux de la ville et un important centre de distribution de drogue, Pinto Salinas suscite des craintes dès qu'on évoque son nom auprès des habitants de la ville, toutes classes sociales comprises. C'est là qu'ont lieu un grand nombre des faits divers sanglants relatés dans la presse « jaune » et dont on parle le lundi matin. C'est là qu'on est censé entendre des tirs à toute heure de la journée et que tomberaient de nombreuses victimes de balles perdues au cours de règlements de comptes entre gangs, même en plein jour.

> « Tu travailles dans le refuge de Pinto Salinas ? Tu es courageuse parce que ça c'est le ghetto dans le ghetto !! » (Collègue universitaire. Carnet de terrain, juin 2001)

Cette remarque que j'avais trouvée initialement déplacé m'a fait penser que la séparation *barrio-refugio* à Pinto Salinas reproduisait la séparation entre *barrio* et ville formelle. Les territoires urbains populaires de Caracas sont devenus des espaces sociaux fragmentés au cours de la dernière décennie (Baby-Colin 2000). Du point de vue de la ville formelle, le refuge était en situation de marginalité physique par rapport au *barrio*, celui-ci étant déjà marginalisé par rapport à la ville « formelle ». Néanmoins, la comparaison de Pinto Salinas avec un « ghetto » est une image qui révèle l'essentialisme régnant dans les perceptions – savantes ou autres – des milieux populaires urbains.

Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) a dégagé les deux pôles entre lesquels tant chercheurs comme écrivains oscillent souvent lorsqu'ils s'approchent du « peuple » : le populisme et le misérabilisme (pp. 96-112). Ayant consacré ses réflexions aux analyses des intellectuels qui s'intéressent aux questions du développement, en particulier les travaux de Chambers et Wolf, Olivier de Sardan signale que tant l'émerveillement devant les « pauvres » comme victimisation répond à une logique de pensée simpliste : « le populisme surestime l'autonomie du peuple, le misérabilisme la surestime » (p. 106). Ainsi, l'exaltation des mérites du peuple et la dénonciation des privations dont le peuple est victime constituent deux expressions du registre du stéréotype. Dans mon cas d'étude, le Venezuela, certains chercheurs ayant travaillé dans les quartiers populaires des villes de ce pays n'échappent point à l'élan du populisme moral qui passe au populisme cognitif centré sur la reconnaissance et la réhabilitation moral, culturelle et souvent politique des secteurs

populaires étudiés. En lisant leur production, on constate que lorsque le chercheur se rapproche d'un *barrio* de la zone métropolitaine de Caracas, il est tenté de s'émerveiller par le tramage labyrinthique de ses ruelles, par l'intensité de la vie qui se dégage dans chaque coin, par l'exubérance du vert intense des grands arbres qui souvent poussent dans leurs collines. Les *barrios* urbains de ce pays ne constituent pas des zones d'accès fermé ni sont pas nécessairement des endroits hostiles aux étrangers, au contraire, les gens sont amiables et souriants et lorsqu'on s'y rend souvent, entamer une enquête ne relève pas d'une grande difficulté.

Pedrazzini et Sanchez instaurent le concept de « culture de l'urgence » pour décrire les relations sociales du *barrio* mais le travail conceptuel de leur amène à généraliser des situations par de propos fortement ambigus :

> « Les enfants battus, ou abandonnés, n'ont d'autres choix que la misère. Les hommes sont en transit, nomades ou fantômes, et les femmes, ventres rapidement visités, grossissent trop fréquemment et trop vite pour les âges tendres » (Pedrazzini et Sanchez 1998: 127).

Le registre misérabiliste signe ainsi l'étude, où on idéalise tant la vie du *malandro* que le communautarisme des habitants des *barrios*. Ce registre marque l'ouvrage et conduit à une sorte d'éxotisation de la culture des *barrios* populaires urbains par rapport à la culture dominante de la société vénézuélienne : « La culture de l'urgence n'est pas une culture de l'écrit mais de l'agir, au geste créatif et destructeur (…) » (Pedrazzini et Sanchez 1998 : 130). La mobilisation de la question de l'écrit de la part de Pedrazzinni me laisse toutefois intriguée, est-ce qu'il veut dire que dans les *barrios* se joue une sorte de retour au primitivisme ? En effet, l'étude ne manque pas de propos portants sur une spectacularisation de la vie quotidienne des secteurs populaires, la division des deux « mondes » celui du *barrio* et celui de la ville formelle devenant parfois artificielle. En effet, la description porte en soi une dichotomie qui débouche dans un manichéisme. Les auteurs veulent contra poser une culturelle formelle : classes moyennes, institutions, où l'on écrit et on serait proche de la modernité, mais aussi serait le lieu de la domination, à une culture de l'urgence, c'est-à-dire, du *barrio*, où il y a de l'action, de la « bonne » action : de la « créativité », de la « libération » mais malheureusement de la destruction aussi. La superficialité de l'analyse relève d'une méconnaissance de la société vénézuélienne, ses paradoxes et ses particularités.

Les sinistrés de Pinto Salinas n'échappent en effet pas aux conséquences d'un hébergement dans un endroit souvent décrit comme l'un des plus « infernaux » de la ville de

Caracas. Concernant l'entourage du refuge, le rôle des soldats chargés de surveiller le site était ambigu. Ils étaient tantôt gardiens et surveillants tantôt des surveillés par leurs supérieurs et par les responsables du refuge. Ils occupaient une situation équivoque dans les relations entre les sinistrés et les habitants du *barrio*. Les soldats pouvaient être tout à la fois des complices ou des délateurs car ils fournissaient des renseignements aux gouvernants du refuge – représentés par leurs supérieurs et par les fonctionnaires du FUS –, mais ils pouvaient aussi devenir complices de transgressions. La situation devenait alors encore plus tendue et avoir leur camaraderie était un bien précieux pour tous les acteurs du refuge. Pendant une brève conversation que j'ai eue avec le sergent au sujet de la sécurité, il souligna que « le soldat n'est pas un gardien ! » Avec cette phrase, il voulait s'attribuer un rôle différent de celui d'un surveillant ou d'un agent de la police. D'une certaine façon, le soldat était démuni face aux *malandros* par rapport aux agents de la police civile car il n'avait pas l'autorisation de riposter en cas de fusillade entre les bandes. La fin de la semaine correspondait aussi avec la recrudescence de la violence dans les *barrios* de la ville. Le sergent essayait donc d'ôter la responsabilité aux soldats qui restaient pendant la nuit. En effet, à ma connaissance, jamais les soldats ne se sont servis de leurs fusils lors de fusillades de l'entourage. Ils n'ont jamais intervenus dans les conflits des *malandros* à l'extérieur des refuges.

Installés dans le refuge, mais sans faire toutefois partie du *barrio*, les sinistrés se sentaient des proies des toutes les prédations possibles. Les femmes, pour la plupart, se plaignaient d'être :

> « ….complètement démunies pour affronter ce qui nous entoure les vendredis et samedis soir. » (Notes de terrain. Commentaire anonyme. Refuge Pinto Salinas. Mai 2000)

Ces propos marquent aussi la volonté de se démarquer physiquement de ceux qui sont à l'extérieur, socialement construits comme des criminels. Le *malandro* de Pinto Salinas est devenu une « forme incorporée de violence collective » (Feldman 1991; Ferrandiz 2004) et les habitants « extérieurs » jouent un rôle exceptionnel dans ce refuge par rapport à

d'autres établissements de ce type, ne serait-ce que parce qu'ils habitent dans un *barrio* porteur d'une charge symbolique très forte liée à la transgression et à la violence[306].

> « A mon avis, le problème majeur est que les *malandros* et les fournisseurs de drogue de Pinto Salinas ont trouvé dans le refuge un endroit idéal pour distribuer leur marchandise » (Entretien avec Ligia, responsable FUS, Refuge Pinto Salinas, lundi 15 mai 2000)

Le cas le plus emblématique de ce passage des gens du *barrio* du statut de bénévole au refuge à celui profiteur est celui de la cuisinière qu'y exerça. Ligia, une des responsables, employée par le FUS, faisait allusion à cette affaire de la manière suivante :

> « Bon, la cuisinière bénévole, une femme très sympathique et compétente, était très bien, mais ses fils sont des *malandros* qui vendaient de la drogue [*à l'intérieur du refuge*]. Ils ont commencé à approvisionner le refuge. Apparemment même la cuisinière amenait la drogue au refuge, elle avait une dame *compiche*[307] au refuge qui y distribuait la drogue. ». (Entretien avec Ligia, responsable FUS, Refuge Pinto Salinas, lundi 15 mai 2000)

Le *malandro* est la figure emblématique de la stigmatisation sociale des jeunes hommes des *barrios* (Ferrandiz 2004). A cause de ses fils, de supposés *malandros*, la cuisinière a été remerciée par le FUS, décision considérée comme trop radicale par les sinistrés qui étaient plutôt contents d'elle et m'ont signalé qu'elle cuisinait très bien. En plus, elle était la seule qui savait mettre en marche la gazinière industrielle installée dans la cuisine du refuge car elle avait travaillé auparavant dans la restauration collective. Suite à son expulsion du refuge, les sinistrés ont commencé à acheter des bouteilles de gaz et des plaques électriques pour préparer les aliments à l'intérieur des chambres. L'expulsion de la cuisinière a coïncidé avec le transfert d'un sergent qui avait jusqu'alors complètement interdit l'usage de bouteilles de gaz et de plaques électriques dans le refuge.

---

[306] Le décalage entre la représentation du *malandro* devenu un personnage, un stéréotype souvent présent dans la littérature, dans la musique populaire et dans les médias et la réalité elle-même. Rappelons que la production artistique et intellectuelle vénézuélienne contemporaine est une littérature de la violence et fondamentalement urbaine. En témoignent le roman *Soy un delincuente* de Clemente de la Cerda et les films de Roman Chalbaud. Je soutiens que l'éclatement social survenu en février 1989 a modifié la représentation du *barrio* dans la société vénézuélienne. En outre, avant l'émeute de février 1989, le *barrio* était un espace socialement représenté dans la littérature et le cinéma comme un lieu socialement solidaire, composé par de héros invisibles et nobles, victimes des puissants, en particulier des agents de la police. La femme oscillait dans ces représentations entre les figures de la prostituée et de la mère sacrifiée, victime de l'homme irresponsable.

[307] *Compinche*: amitiés et liens de complicité. Il existe même un verbe*: encompincharse*.

6.1.3 L'intégration du refugio au barrio

Le refuge *La Dignidad* se trouvait dans une zone limitrophe de deux *barrios* de Caracas. Les quartiers de *Pinto Salinas* et de *Simon Rodriguez* sont accrochés au flanc ouest de l'Avila. Leur extrême nord est une voie rapide dite la *Cota mil* car elle se situe à mille mètres d'altitude. Tous les deux sont des quartiers populaires de la zone nord-ouest du centre-ville de Caracas et appartiennent à l'arrondissement *Libertador*, cœur politique et administratif du pays. Pinto Salinas et Simon Rodríguez sont des territoires urbains hétérogènes. Ces zones correspondent à de cités ouvrières, non périphériques, composées de bâtiments construits suivant les programmes de développement de la ville des années soixante et soixante-dix. En revanche, on les appelle *barrios* car dans certains lieux de ces cités, les *ranchos* côtoient les immeubles d'appartements. Cités de classe ouvrière et agglomérations issues de l'occupation illégale de la terre tissent la complexité de cet espace urbain. Ainsi, ces *barrios* sont composés de deux parties bien différenciées. Celle des *bloques* ou des immeubles abritant des appartements d'intérêt social, construits dans les années soixante, et celle des *ranchos*. Les *bloques* sont des bâtiments de six étages, typiques des aménagements urbanistiques ouvriers et sont disposés en groupe de quatre bâtiments numérotés, avec une cour carrée commune.

Les moins favorisés de ces cités sont ceux qui habitent dans les *ranchos*, ne serait-ce que par la question foncière. Les habitants des immeubles sont établis légalement en tant que propriétaires ou locataires des appartements. Les habitants des *ranchos* ne sont pas eux propriétaires des terrains. La lutte des habitants des quartiers populaires de Caracas pour le droit foncier est connue de longue date. C'est aussi la revendication majeure des « mouvements sociaux urbains de la ville » depuis leur formation, à la fin des années soixante-dix (Rosas 1995). Ainsi, le *barrio* Pinto Salinas est un *barrio* « mixte », dont une grande partie des logements est composée de bâtiments en dur, implantés sur un relief suffisamment nivelé pour garantir la stabilité du sol. Comme c'est souvent le cas dans les *barrios* les plus anciens de la ville, les habitants se sont effectivement investis dans l'amélioration de la construction de leur *rancho*, qu'ils parviennent parfois à transformer en une maison solide et bien structurée (Bolivar 1995).

L'entrepôt du refuge *La Dignidad* de Pinto Salinas à Caracas était cloisonné pour séparer les chambres qu'occupaient cinquante trois familles au moment de mon enquête[308]. Les couloirs, les toilettes et les bacs pour la lessive étaient communs. Une partie commune était également réservée à la cuisine mais les gazinières ne fonctionnaient pas. Les petites chambres étaient donc équipées de bouteilles de gaz, ce qui représentait un danger certain. Le nouveau responsable, un sergent donna, la permission de cuisiner avec des plaques électriques. Les *damnificados* commencèrent à en acheter.

J'avais de renseignements issus des bureaux du FUS que signalait l'arrêt des arrivages des denrées aux refuges. C'était la fin de la prise en charge des besoins alimentaires et de la préparation des trois repas collectifs par jour. La fin de la distribution de l'aide humanitaire, traduction pratique de la fin de l'urgence, était ressentie et interprétée en tant qu'affaire interne du refuge en vertu de l'isolement des refuges, éparpillés dans les quartiers populaires de Caracas. Les refuges devenaient une nouvelle composante du *barrio* en s'intégrant aux réseaux économiques locaux. La préparation des repas et du commerce de drogue constituaient des activités économiques pour les habitants du refuge qui s'incorporaient à l'économie même du *barrio*. Cette économie est fondée sur le commerce au détail, depuis la préparation de boissons ou de repas vendus à bas prix au domicile des habitants, en passant par les lieux de vente d'alcool, des billets de loterie ou encore les pharmacies populaires.

Entre 27 et 39% des employés du secteur informel travaillent au sein même des quartiers populaires. La dichotomie « formel » et « informel » marque l'économie, mais la littérature rend peu visible l'expérience de ceux qui se « débrouillent le plus souvent en dehors des lois et du fisc » (Lautier 2004 : 3). Le rapport officiel du mois d'avril 2006 de l'Institut vénézuélien de statistiques (INE) signale que le taux de chômage était de 10,2% et que le taux d'occupation dans l'économie informelle était de 44,4%, soit 4,9 millions de travailleurs[309]. Des entreprises de consulting économique précisent quant à elles que les salaires dans le secteur informel, composé d'environ 5 millions de travailleurs, sont

[308] A partir de l'analyse de l'urgence, j'ai déjà montré dans le chapitre 3, point 3.2, comment la rhétorique institutionnelle établissait que l'installation du refuge de Pinto Salinas entrainait la valorisation sociale du *barrio* où celui-ci se situait car le refuge existait « grâce à la noblesse des habitants de cette « communauté » solidaire avec les victimes de *La Tragedia* ». Cette rhétorique cherchait à concilier deux figures contradictoires : *barrio* « meurtrier » et « communauté généreuse ».

[309] Díaz, Ana (2006). "Cifras oficiales no pueden ocultar precariedad laboral." *El Naciona,l* 22 mai 2006. Voir aussi le site http://www.ine.gov.ve/.

inférieurs de 30% à ceux du secteur formel[310]. Les vendeurs de rue des villes et agglomérations urbaines vénézuéliennes, les *buhoneros*, représentent environ 2 millions de personnes travaillant en moyenne 80 heures par semaine[311].

La préparation des repas de façon individuelle suscitait des problèmes dans le refuge. Les chambres étaient trop exiguës pour installer des gazinières. Les installations électriques étaient précaires car même si le refuge était de la *Gobernación*, il s'agissait d'un câblage manuel dont la source était les postes de la rue. Inutile d'insister sur les énormes risques de ces moyens pour préparer les aliments dans les chambres.

Les responsables du FUS, auparavant « heureux » de la participation bénévole des habitants du *barrio*, dénonçaient désormais une sorte d'excès de confiance de leur part ainsi que l'invasion des espaces réservés aux sinistrés. Il fallait donc les maintenir l'écart, « compter sur eux » certes mais aussi imposer des limites dans l'intromission de la vie interne du refuge pour éviter la « contamination » de leurs mœurs. Parce qu'ils y habitaient, les habitants du *barrio* étaient socialement classifiés comme étant trop proches de la transgression.

6.2 La traduction pratique des discours de préconisation de l'autonomie

Dans l'univers moral occidental, « l'autonomie occupe une place essentielle dans la conception du respect » (Taylor 1998 : 30). Le terme de respect, tel qu'il est employé par Charles Taylor, relève « de ce respect qui fait qu'on pense du bien de quelqu'un », c'est un « respect d'attitude » (1998 :30). L'enjeu de la fin de la prise en charge était marqué par le sens que donnaient tant sinistrés que responsables de qu'est-ce que devenir une personne autonome. À ce moment précis de l'assistance et de la dépendance extrême des pouvoirs publics, le « stigmate de la charité » (Fothergill 2003) se distribue de façon inégale dans les membres de la société affectés par la catastrophe. Le renversement de la figure de la victime, devenue un sujet fautif, apparaît donc dans le moment du confinement de ceux que j'appellerai les « indignes de la dignification » (cf. chapitre 7). Mais je montrerai dans les points qui suivent comment, dans les refuges de transit où les sinistrés attendaient la relocalisation et le relogement, les discours institutionnels mobilisaient les concepts de dignité, de respect et d'autonomie dont les sens s'enchevêtraient.

[310] Datanalisis (2004). *Cifras de empleo 2004 Datanálisis*. Caracas, Datanalisis**,** 3 p.
[311] UAPPEI (2003). *Resultados de Investigación Economía Informal*. Caracas, CEDICE.

Deux éléments caractérisent les discours qui dénoncent la dépendance et préconisent l'autonomie des sinistrés. En premier lieu, il est fait référence à « l'avant » des personnes » pour dire qu'elles reproduisent ce qu'elles étaient et que c'est pour cette raison, qu'elles ne s'en sortent pas malgré l'aide de l'État. L'argumentaire soutient que les sinistrés pauvres seraient porteurs d'une « sous-culture » et conduit, comme nous le verrons plus loin, à leur réification par les discours dominants.

En second lieu, dans les programmes de soutien psychosocial examinés ici, la dignité relèverait du potentiel d'adaptation, d'une capacité de faire avec, voire de se résigner. La « guérison » était souvent racontée comme une réponse positive face à des adversités qui ne relevaient plus de la situation extrême mais de la fin d'aide. Le passage à la normalisation est décrit comme une « résignation nécessaire » : l'aide est finie, il faut l'accepter. Cette normalisation avance une argumentation, qui se veut d'ordre « psychosocial », et opérée par le biais d'une responsabilisation des victimes.

6.2.1 La responsabilisation des victimes par l'aide « psychosociale »

Les travaux de l'équipe dirigée par Didier Fassin et Richard Rechtman montrent comment la catégorie de victime s'impose aujourd'hui comme un des principaux référents de la vie sociale. Les contributions mettent en lumière comment la traduction d'événements politiques et sociaux dans le registre du traumatisme psychique conduit à l'abstraction des autres dimensions de la vie sociale qui constituent aussi l'expérience des victimes : les inégalités sociales et économiques, les disqualifications sociales et la relégation territoriale (Halluin, Latté *et al.* 2004). Le « soutien psychosocial » repose sur deux référentiels. Cette double source implique un processus de médicalisation qui donne lieu à la reconnaissance des traces laissées par la catastrophe sur les corps des victimes et constitue est une réponse institutionnelle au « traumatisme psychique inscrit dans la nosographie psychiatrique » (Fassin 2004b: 26).

La définition courante des programmes de « soutien psychosocial » va de soi dans les discours médiatiques qui circulent dans un contexte d'intervention humanitaire. Dans les sociétés contemporaines, il est devenu banal que des professionnels, psychologues et psychiatres, soient sollicités et engagés pour soigner les « blessures psychiques » des victimes (Lachal 2003) qui ont vécu des situations d'extrême crise. La souffrance des populations confrontées à des événements exceptionnels (guerres, famines ou autres catastrophes) est ainsi devenue un champ professionnel dans la réalité contemporaine (Fassin

2002a: 678). Dans ce domaine du travail humanitaire international, la souffrance des victimes est tout à la fois l'origine et la justification des programmes et des projets qui ont pour objectif d'aider les victimes. Néanmoins, je voudrais souligner que les dilemmes et les ambigüités que j'ai observés dans les « programmes de soutien psychosocial » relevaient moins des enjeux de l'action humanitaire que de ceux d'une politique sociale destinée à fournir un cadre d'assistance sociale aux objectifs incertains de la relocalisation en province.

Je m'attacherai ici au fonctionnement de ce dispositif dans les refuges de transit de la ville de Caracas où l'enquête de terrain a été menée. Pendant mon enquête de terrain de l'an 2000 dans les refuges situés dans des *barrios* populaires de la ville de Caracas (*La Dignidad* à Pinto Salinas, *La Ciudadela bolivariana* de Catia à Lomas de Urdaneta), j'ai rencontré des psychologues sociaux qui assuraient les programmes de soutien psychosocial destinées à prendre en charge la population sinistrée. J'ai répertorié dans mon enquête deux réseaux institutionnels chargés d'assurer les « programmes de soutien psychosocial » des victimes de la catastrophe, AVEPSO/Croix-Rouge et l'UNICEF.

Photo 16 – Le refugio *La Ciudadela Bolivariana 2000*, Lomas de Urdaneta, Catia, novembre 2001.

(Photo d l'auteur)

L'AVEPSO[312] et la Croix-Rouge assuraient un programme de bénévolat d'aide psychosociale avec des étudiants et des jeunes psychologues ; certains ont reçu une

[312] *Asociación Venezolana de Psicología Social.*

formation de la Croix-Rouge. Les responsables de cette initiative, des professeurs de l'Université Centrale du Venezuela par la plupart, ont élaboré ce programme de coopération avec la Croix-Rouge. L'objectif était de former sur la base d'un manuel intitulé *Aide psychosociale dans les catastrophes collectives* (Martin Beristain 2000) ceux qui allaient assurer dans un premier temps l'aide psychosociale sur le terrain à destination des victimes de *La Tragedia* mais aussi de sinistrés de catastrophes ultérieures. Dans ce cadre, des consultants assurèrent la formation des étudiants bénévoles et des professionnels engagés par cette organisation humanitaire, invitèrent un expert espagnol spécialisé en psychologie sociale dans des situations extrêmes pour assurer une coopération internationale et produisirent des ouvrages et des manuels spécialisés[313].

L'UNICEF[314] assura la formation des bénévoles en s'inspirant d'une « méthodologie », (dans le sens institutionnel du mot), adoptant une ligne de travail spécifique appelée « Le retour de la joie », conçue par une consultante du bureau de l'organisation à Bogotá[315], Nydia Quiroz. L'UNICEF développa ce programme dans les refuges installés dans cinq des bataillons du Fort Tiuna entre janvier et juillet de l'an 2000, et le travail des bénévoles y étant spécifiquement adressé aux enfants. Ces dispositifs d'« aide psychosociale » dite aussi « soins primaires en santé mentale » (Quiroz 1999) sont les plus cités dans les documents institutionnels reproduits et diffusés dans les bureaux ministériels (FUS et ministère de la Santé et du Développement Social), les organisations impliquées (FUS, Croix-Rouge, UNICEF) et les équipes de recherche (UCV).

L'ambition de ces deux programmes était d'assurer des soins primaires en santé mentale pour les enfants et leurs proches affectés par le désastre. Dans le cas de l'UNICEF :

> « le point de départ est un diagnostic de troubles de comportement chez les enfants qui venaient d'être installés dans les refuges visant, à les préparer à faire face aux nouveau défis que signifiait la reconstruction de leur vie » (UNICEF 2000: 6).

---

[313] Martin Beristain, Carlos (1999). *Reconstruir el tejido social. Un enfoque crítico de la ayuda humanitaria.* Barcelona, Icaria, Martin Beristain, Carlos (2000). *Apoyo psicosocial en catástrofes colectivas. De la prevencion a la reconstruccion*. Caracas, Asociación venezolana de Psicología Social-AVEPSO. L'auteur du manuel est d'ailleurs allé à Caracas pour assurer des formations et des cours dans ce domaine.

[314] UNICEF (2000). Situación de la niñez en el estado Vargas que residen en centros de refugio y comunidades afectadas en el estado Vargas. Caracas, UNICEF-Venezuela**:** 33, UNICEF (2000). Evaluación del programa de recuperacion psicosocial de la infancia después de la emergencia causada por las lluvias en diciembre de 1999. Caracas, UNICEF**,** rapport de 40 pages.

[315] Quiroz, Nydia (1999). *El retorno de la alegria. Recuperación sicoafectiva de niños afectados por desastres y conflicto armado*. Bogotá, UNICEF.

À ce premier niveau, les présupposés sous-jacents des manuels et des rapports des équipes ayant travaillé sur le terrain coïncident : « les personnes sont psychiquement affectées par la catastrophe et présentent ou devraient présenter des symptômes du syndrôme de stress post-traumatique » (Martin Beristain 2000 : 26-33). Un décalage certain entre les manuels et les rapports d'action apparaît cependant lorsque ces derniers traitent de la « situation émotionnelle » des personnes, en l'occurrence des enfants, avant et après l'intervention des équipes. En effet, en théorie, les enfants traumatisés par la catastrophe devraient présenter la symptomatologie suivante :

> « Cauchemars ; énurésie ; anxiété, peurs et phobies ; agressivité et problèmes disciplinaires ; dépression tristesse, et nostalgie ; mauvais résultats à l'école ; maladies et douleurs psychosomatiques ; manque de concentration et hyperactivité ; dépendance exagéré aux adultes ; comportements régressifs et perte des nouvelles aptitudes. » (Quiroz 1999)

Le programme de récupération psycho sociale mené par l'UNICEF a évalué les besoins des enfants à partir de fiches questionnaires passées avant et après intervention. Or l'évaluation dite « initiale » ne signalait l'existence d'aucun des troubles référenciés par le manuel de Quiroz et utilisé et adapté par le bureau vénézuélien. En fait, le rapport de l'UNICEF signale :

> « 70% des enfants n'ont pas l'habitude de faire leurs devoirs, de collaborer dans les tâches familières (…) montrant peu de disposition pour respecter les normes établies (…) montrant des comportements agressifs, de la mauvaise humeur, parfois tristes (…) Certains sont enclins aux bagarres, à dire des gros mots. 90% des fiches du début faisaient référence à des problèmes de concentration et de suivi de consignes. »[316]

Le décalage entre les symptômes décrits par le manuel utilisé dans la formation et ce que les psychologues et bénévoles engagés par le bureau vénézuélien pour travailler au Fort Tiuna ont constaté chez les enfants est assez important.

Avant de m'engager dans une explication critique sur les actions menées, je souhaite anticiper un malentendu que celle-ci pourrait susciter. Je ne mets absolument pas en question l'efficacité de ces programmes d'intervention auprès des enfants des refuges. Ces programmes d'accompagnement ont en effet eu des effets positifs sur les enfants et les pensionnaires, en particulier sur les mères dont les enfants ont été pris en charge. En

[316] UNICEF (2000). Evaluación del programa de recuperacion psicosocial de la infancia después de la emergencia causada por las lluvias en diciembre de 1999. Caracas, UNICEF, page 10.

revanche, le regard de la psychologie sociale institutionnelle mérite d'être examiné de façon critique lorsqu'il fournit des principes d'action qui dépassent le cadre du « soutien psychosocial ».

Les symptômes rapportés chez les enfants du Fort Tiuna relèvent à mon avis moins des séquelles traumatiques de la catastrophe que des défaillances du système éducatif et de santé à l'égard des enfants des milieux populaires défavorisés au Venezuela. D'ailleurs, un court paragraphe au début du rapport du consultant vénézuélien de l'UNICEF sous-entend ce « contexte social » antérieur à *La Tragedia* :

> « Il faut reconnaître que, dans la réalité des familles, le chômage est très significatif et le niveau d'éducation très peu élevé…. »[317]

Indéfinitions et ambigüités caractérisent les « dispositifs de récupération psychosociale » dont les buts thérapeutiques se brouillent dans une situation qui ne relève ni de l'urgence ni des actions de secours. En effet, le cadre théorique institutionnel de ces actions consistait à fournir un « soutien psychosocial » au travers d'ateliers devant faciliter la prise de parole des victimes et atténuer les souvenirs du vécu « traumatisant ». L'interprétation des données de terrain suggère toutefois que la qualification de la souffrance était problématique, tout comme les pratiques censées la soigner. Celles-ci ont engendré des situations empiriques très complexes, marquées par des relations sociales entre sinistrés, bénévoles et fonctionnaires souvent ambigües. De plus, cette difficulté semble avoir été aggravée par le fait qu'à ce moment-là l'émotion de la situation humanitaire n'existait plus, que l'urgence était révolue, et que les sinistrés commençaient à devenir un fardeau pour les autorités publiques obligées de fait à assurer la prise en charge tant que toutes les familles n'avaient pas trouvé de solution de relogement. Les fonctionnaires, en particulier les psychologues sociaux et assistantes sociales, interprétaient cette situation de demande prolongée de prise en charge de manière particulière.

L'analyse des discours et des pratiques concernant l'« aide psychosociale » renvoie directement à la question de la dignité, car cette catégorie est en rapport avec la dépendance des pensionnaires des refuges à l'aide humanitaire. Le manuel de formation mentionne en effet que « la dignité est le premier besoin des victimes » (Martin Beristain 2000). Dans son

[317] UNICEF (2000). Evaluación del programa de recuperacion psicosocial de la infancia después de la emergencia causada por las lluvias en diciembre de 1999. Caracas, UNICEF, p. 32.

approche, cet expert met en garde ceux qui veulent rejoindre les programmes d'aide psychosociale des victimes des guerres et des catastrophes, programmes qui se réalisent de « façon autoritaire, dans lesquels les gens sont en réclusion ou maintenus dans des situations de dépendance ». En conclusion, il sous-entend que ce type de démarche aggrave encore les effets de la catastrophe même chez les sinistrés (Martin Beristain 2000 : 11). Cette perspective repose sur une conception assez diffuse mais pourtant problématique de la dignité des victimes, et par extension de la dignité humaine : comment les victimes d'une catastrophe deviennent-elles « indignes » ? La réponse semblerait être que l'aide humanitaire conduit à une dépendance totale et que les personnes qui demandent de l'aide sont rabaissées dans leur condition humaine parce qu'elles expriment un profond *pathos* au travers de leurs cris de souffrance et appels à l'aide.

Or six mois après la catastrophe le contexte ne relevait plus de la situation d'urgence. En revanche, les entretiens avec les psychologues travaillant dans les refuges montrent que le thème de la dignité continuait à être présent dans les discours portant sur la récupération émotionnelle. Ainsi, la question pertinente porterait plutôt sur la définition de la dignité d'une victime lorsque l'urgence est passée, lorsque les demandes de celle-ci diffèrent peu de celles des autres nécessiteux, lorsque l'hébergement ne dépend plus de l'urgence mais de la « normalité ».

Quelle logique préside au passage d'une expertise psychologique des victimes qui « souffrent » psychiquement des effets de la catastrophe à une pratique d'aide psychosociale devant leur apprendre à mener une vie « digne » ? Les psychologues qui ont travaillé en tant qu'experts avec les sinistrés de *La Tragedia* travaillaient avec une conception particulière de la « dignité ». La difficulté relève donc de l'ambivalence de toute « rhétorique des valeurs morales » (Shore 1990), c'est-à-dire de la difficulté des acteurs à évaluer les comportements de ceux qui ont été construits comme porteurs d'un système de valeurs moraux différent.

Une fois ce cadre conceptuel de l'intervention « psycho sociale » établi, les discours techniques peuvent être confrontés aux données ethnographiques, en commençant par la description de la mise en œuvre de ces programmes sur le terrain. J'ai notammenet interrogé deux fonctionnaires du FUS, un psychologue de la Croix-Rouge et des femmes sinistrées. J'avancerai trois éléments de réflexion autour de ces programmes : tout d'abord, il existe un décalage flagrant entre les principes gouvernant ces programmes et les pratiques sur le terrain. Ensuite, cet écart a engendré une série d'ambigüités qui se sont traduites par des pratique d'« adaptation » des programmes aux « vrais besoins des pensionnaires ». Enfin,

cette adaptation a soulevé des tensions sociales et politiques dépassant largement le domaine de l'action « psychosociale ».

Observons ce processus sur le terrain. Mes notes de terrain concernant le refuge de Pinto Salinas (Cf. vignette de terrain n°7) où j'ai travaillé pendant les mois de mai et de juin 2000 illustrent la crise déclenchée par le « passage » de l'urgence à la « normalisation », question d'ailleurs sous-jacente au moment même du transit.

À l'entrée du refuge, un soldat était installé à un bureau, assis de façon décontractée. Vue son attitude, on avait du mal à penser qu'il accomplissait une quelconque fonction de surveillance. Pendant mes observations, jamais les soldats ne sont intervenus dans les conflits qui fleurissaient pourtant souvent parmi les familles du refuge. Au contraire, au moindre éclatement de dispute ou de conflit entre les sinistrés, on faisait plutôt appel à « l'autorité civile du refuge », à savoir Leïla et Ligia, fonctionnaires du FUS et responsables du refuge. On pourrait dire que les soldats se délassaient de la vie de la caserne et profitaient des avantages des jours de permission, sans avoir à assurer les corvées. Ils regardaient les femmes et fumaient des cigarettes sans trop de contraintes. Mais ils étaient toujours armés ; même quand ils regardaient la télé, riaient entre eux ou jouaient avec les enfants, ils gardaient leurs fusils. Leurs uniformes étaient parfois assortis de vêtements civils. Pendant mon séjour, je suis toujours entrée dans le refuge de Pinto Salinas sans m'identifier. Ils ne m'ont jamais posé de questions ni se sont inquiétés de ma présence. Ils devaient croire que je travaillais au FUS dont je côtoyais parfois les fonctionnaires.

Une interaction plus complexe existait entre sinistrés et soldats[318]. Le respect des uns envers les autres se jouait dans la recherche de complicités tacites sans pour autant trahir l'autorité, celle des fonctionnaires du FUS pour les sinistrés et celle du sergent pour les soldats. Les soldats étaient, pour les responsables comme pour les sinistrés, des alliés très appréciés. Ils constituaient une source, notamment pour les responsables, de renseignements précieux sur ce qui se passait la nuit dans le refuge et sur tous ces moments de la vie quotidienne des sinistrés qu'ils n'étaient pas en mesure de voir. C'est pourquoi l'une des responsables m'a confiée qu'elle gâtait les soldats et le sergent de garde ; elle leur amenait de gâteaux et des bonbons. Pour les sinistrés, l'enjeu était de conquérir la complicité des

[318] La question du traitement de la vie intime dans les refuges de confinement sera analysée en détail au chapitre 8.

soldats qui ouvrait la possibilité de bénéficier d'un traitement particulier ou d'une certaine souplesse des règles et des horaires. Cela pouvait impliquer l'accès à une manne d'informations concernant les décisions prises par les responsables à leur égard. Or, tisser une complicité avec les soldats n'était pas chose facile car ils étaient très surveillés par le sergent. De plus, comme soldats et sergent étaient remplacés toutes les deux semaines, de liens d'amitié forts étaient difficiles à établir.

Suite à la fin de l'urgence, un relâchement des normes imposées par les militaires au sein du refuge a toutefois eu lieu. Les règles les plus strictes qui avaient été établies lors de l'installation du refuge concernaient la restriction de la libre circulation des sinistrés vers le *barrio* voisin ainsi que l'entrée de personnes extérieures visiblement proches des sinistrés (moi, j'étais identifiée comme fonctionnaire). D'après les responsables civils, les militaires avaient au début une liste d'individus auxquels l'accès était interdit. En fait, l'accès était alors complètement interdit aux personnes étrangères au refuge. Mais trois mois après l'installation du refuge, le franchissement des portes s'est assoupli considérablement, coïncidant avec la fin de distribution de biens précieux au sein du refuge.

Le rationnement de la nourriture (Cf. chapitre 5) suscitait une grande angoisse dans les familles sinistrées et, faute de pouvoir trouver plus d'aide, les responsables essayaient de responsabiliser les sinistrés. La psychologue bénévole de la Croix-Rouge m'a confiée une fois que la situation était explosive à cause de la dépendance que l'aide avait générée auprès des sinistrés :

> « Ces gens ne sont pas motivés pour trouver des solutions à leur situation. Ils ont tendance à rejeter sur nous la responsabilité de leur situation. Je suis psychologue, je vois ici des cas de dépression et beaucoup de comportements agressifs. [*Les responsables du refuge*] sont complètement surchargées et elles ne peuvent pas tout accomplir. Je pense que nous devons leur renvoyer la balle [*aux sinistrés*], et les responsabiliser car nous ne pouvons pas assumer tout, toutes seules. » (Psychologue de la Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Les sinistrés ne voulaient désormais plus parler de la catastrophe et la psychologue du refuge avait ainsi abandonné les séances collectives de soutien psychologique :

> « Moi, je n'irai plus jamais à un de leurs « ateliers » […] ça ne sert à rien de continuer à parler de *La Tragedia*. Nous voulons résoudre nos vrais problèmes. » (Gabriela, Pinto Salinas, juin 2000)

Les « vrais problèmes » étaient pour cette sinistrée bien sûr le logement et l'emploi, seuls moyens de devenir autonomes vis-à-vis de l'aide fournie par l'État. L'autonomie était ainsi la condition pour être respecté. Le paradoxe est que les sinistrés comme les responsables s'accordaient sur l'importance de devenir autonome, mais différaient sur les moyens pour y parvenir : les premiers plaidant pour la continuation de la prise en charge, les seconds posant comme préalable la fin de l'aide.

6.2.2 De la prise en charge à la dépossession de l'aide

La vie de tous les jours de Gabriela visait à assurer sa survie immédiate, et son projet était d'obtenir à un emploi ; le passé, et par conséquent la reconstitution de l'expérience traumatique qui avait lieu dans les « ateliers de soutien psychosocial », ne constituaient plus une priorité pour les femmes du refuge de Pinto Salinas. L'offre de soutien psychologique se trouvait donc en complet décalage par rapport à l'attente de « solutions concrètes » et seuls le logement, l'emploi et la survie quotidienne motivaient les familles à participer aux réunions avec l'équipe du FUS. La temporalité institutionnelle, traversée par le provisoire, s'imposait sans réserve dans la quotidienneté des refuges de transit.

En revanche, les fonctionnaires continuaient à expliquer l'inconfort des sinistrés en mobilisant des arguments issus de la boîte à outils de la gestion de l'urgence. Face à la pénurie de moyens et à la lenteur de l'attribution de nouveaux logements, les fonctionnaires disaient être devenus émotionnellement fragiles. Lorsqu'elle évoquait les tâches engagées par les responsables et elle-même, la psychologue évoquait leur

> « grand épuisement émotionnel et une grande surcharge » (Psychologue de la Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Cette formule a été reprise plusieurs fois par Ligia et Leïla, les fonctionnaires du FUS chargées de coordonner et d'administrer le refuge. Au cours de deux réunions auxquelles j'ai assisté, les responsables ont exprimé leurs besoins de soutien pour affronter leur état émotionnel. Mais, pendant une de nos conversations, la psychologue s'est rendue compte que l'absence de problèmes directement liés au vécu de la catastrophe chez les sinistrés remettait en cause sa légitimité dans le refuge. Finalement, pourquoi et comment proposer des soins et un soutien psychologique à des personnes qui ne le réclamaient pas et dont les priorités étaient autres ? Elle insistait néanmoins sur l'importance de son rôle dans cet espace, sur sa capacité à dévoiler un trauma caché du fond du vécu des familles. Elle était

en effet le seul membre du refuge, sinistrés et responsables compris, à continuer à mentionner la catastrophe :

> « Tous ces cas sont décrits dans la bibliographie [*elle fait référence aux ouvrages cités au début de ce sous chapitre*] concernant l'impact des désastres sur les populations. J'ai eu une formation à la Croix-Rouge pour faire face aux désastres et pour travailler avec des jeunes Je sais qu'il y en a au moins trente ici qui pourraient venir à mes sessions de travail, mais seuls cinq viennent ou six. Parmi eux, il y a trois filles qui ont commencé à aller à la crèche cette semaine. Durant les séances de travail, ils ne parlaient pas du tout du désastre, jusqu'à la semaine dernière. Un jour, pendant que j'organisais une autre activité, ils ont commencé à bavarder et à pleurer, en se souvenant de choses horribles. Ils ont parlé des gens morts. Nous n'en avions jamais parlé ici. On en parlait toujours d'une façon générale, mais jamais personnellement, des proches. Un jour, j'ai commencé une séance sur la crise, la crise comme péril mais aussi comme opportunité de changement, comme dit la philosophie chinoise, mais ils n'ont pas réagi. Dans le groupe, plusieurs m'ont dit se sentir en danger ici… » (Psychologue de la Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Ainsi, la psychologue de la Croix-Rouge n'acceptait pas que les sinistrés la rendent responsable, elle comme les fonctionnaires du FUS, de la précarité des conditions de vie dans le refuge. Elle se montra indignée par une question des sinistrés qui mettait en cause sa présence : « Que faites-vous pour nous sortir d'ici ? » Alors, elle continuait à essayer d'organiser les séances et les groupes de travail du traitement « psychosocial » et d'accomplir ainsi la tâche pour laquelle elle avait été formée à la Croix-Rouge. Mais le « soutien psychosocial » n'avait plus sa place au sein de la vie des sinistrés dans le refuge de transit ; il était plutôt une référence obligée des activités du FUS et de la Croix-Rouge dans les réunions des fonctionnaires, sans traduction dans des actions concrètes. Pour les gestionnaires du refuge, les souffrances étaient donc bien d'un tout autre ordre :

> « Maintenant, on souffre d'une réduction des donations […] Il ne continue pas à arriver tout ce qui arrivait 'auparavant' » (Delia FUS, Pinto Salinas, juin 2000)

La référence temporelle concerne bien entendu les premiers mois suivant *La Tragedia*. Plus on s'éloigne dans le temps de cet événement, plus l'aide humanitaire s'amenuise et plus le transit évoluait vers une situation de confinement. Les contraintes liées à la nourriture commençaient à fortement inquiéter les responsables du FUS et à générer de vives tensions avec les familles.

Pendant une réunion informelle, les responsables du refuge et la psychologue de la Croix-Rouge se vantèrent d'avoir, petit à petit, supprimé la fourniture des denrées qu'elles

considéraient susciter une « dépendance »[319]. Pour elles, enlever progressivement les aides fournies aux *damnificados* devait mettre un terme à leur dépendance et leur permettre de formuler un réel « projet de vie », de commencer à réintégrer la « vie normale ». Cette argumentation tentait de minorer le désarroi que provoquait la diminution de denrées et des médicaments. Le fait était implacable : le refuge de Pinto Salinas ne recevait plus de nourritures consistantes ni de quoi préparer des repas, et il fallait faire avec. Je pense que les fonctionnaires n'étaient pas dupes et que leur discours de la « fin de la dépendance comme thérapie sociale » les aidait à alléger leurs responsabilités vis-à-vis des sinistrés et à les placer dans une position confortable vis-à-vis de leurs supérieurs du *Fondo Unico Social*. Le besoin de denrées, synonyme de dépendance, était ainsi devenu un « symptôme » qu'il fallait guérir.

Pour justifier les bienfaits de la diminution de la prise en charge, les fonctionnaires mettaient ainsi sur un même plan tous types de denrées. Un jour, beaucoup de monde entrait et sortait du bureau de la direction du refuge. Sur le sol se trouvait un carton rempli de détergents et de lessive pour laver les chambres et le linge, produits précieux soigneusement distribués par les responsables. Délia me précisa que de tels arrivages étaient rares, les familles achetaient fréquemment de plus en plus leurs propres produits, et que « c'était bien comme ça ». C'est l'horizon temporel qui détermine donc les bienfaits ou les méfaits de l'aide, et plus on est proche de l'événement catastrophique moins l'aide est nocive. Le transit est la voie de la normalisation, entendue ici comme une guérison de la dépendance à l'aide.

Même aux yeux de la psychologue, les sinistrés de *Pinto Salinas* ne souffraient plus de « traumatismes » liés à la catastrophe mais d'une dépendance à l'aide humanitaire qu'ils avaient reçue lors de son installation. L'une des responsables soulignait aussi clairement que le retour à la vie normale, et éventuellement le transfert vers de nouveaux logements, signifiait nécessairement la fin de la prise en charge :

> « Les gens doivent mener leur vie comme ils la menaient 'auparavant' [*avant La Tragedia*], ils ne peuvent pas continuer à attendre de nous des dons ou des choses…S'ils sont malades, ils ont le dispensaire, et s'ils ont une ordonnance, et que nous n'avons pas

[319] La nuit, en revenant du refuge, j'ai écris dans mon carnet de terrain ce passage : « Pendant une réunion informelle avec des fonctionnaires du FUS, il était une réussite majeure le fait d'avoir, petit à petit, enlevé la distribution d'aides. Elles me disaient : Paula, tu sais nous ne leur donnons plus de médicaments, ni de lait en poudre !!. « L'assistanat » auquel ils s'étaient habitués était devenu « nocif » (Réunion avec Ligia, Leïla, Cristina et Delia, FUS-Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

> les moyens de trouver le médicament gratuitement, ils doivent l'acheter… » (Reunion avec Ligia, Leïla, Cristina et Delia, FUS-Crix Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Ce mode de légitimation de la fin de l'action humanitaire était extrêmement ambivalent puisqu'il ne reconnaissait pas que la cause réelle était la fin de la mobilisation compassionnelle, la fin de l'aide, la fin des denrées et la fin d'une réclamation légitime des biens. Le passage de la dépendance à l'aide à l'absence de demande des denrées et de soins était donc interprété par la psychologue comme un signe de guérison des sinistrés. Et même le rejet de l'aide psychosociale que la psychologue proposait était perçu par les fonctionnaires comme un signe de « récupération ». Elles étaient par ailleurs sûres que cette indépendance serait très vite confirmée par les opportunités économiques du *Plan de empleo rapido.*

Assistantes sociales et psychologues s'étaient elles aussi adaptées à la vie quotidienne du refuge. Pour autant, la situation des mères en situation de précarité sociale, sans moyens pour faire garder leurs enfants et aller travailler en ville, était devenue complètement invisible. En effet, les interdictions qui pesaient sur les *damnificados* dans leur vie quotidienne déterminaient leur organisation quotidienne individuelle. Pourtant, simultanément, on leur demandait de mieux s'organiser pour formuler leurs plaintes et leurs besoins.

Les fonctionnaires avaient commencé à intégrer les discours qui replaçaient la question de la dépendance des sinistrés dans la sphère publique. Ils identifiaient ainsi « l'assistanat » (*asistencialismo*) souvent évoqué dans les discours sur la réforme de l'État (qui est, dans le cas vénézuélien, fortement liée aux problèmes dérivés de la redistribution de la rente pétrolière), avec l'action humanitaire déployée lors de la catastrophe. Soigner cette « dépendance » à l'État, dont les secteurs moins favorisés seraient particulièrement atteints, est une idée qui trouve ses sources dans les contributions de la psychologie sociale vénézuélienne. Ces programmes se traduisent dans une pratique institutionnelle une théorie élaborée par la psychologue sociale Maritza Montero (1984), qui a élaboré une théorie pour rendre compte du mode d'inscription de la domination dans la sphère psychique des individus et expliquer « l'image de soi négative » que le « sujet vénézuélien » a de lui même, victime d'une « idéologie aliénante » qui le conduit systématiquement à l'échec (1984 : 114-157). Les reformulations des propos de Montero ont été opérationnalisées dans les institutions de prise en charge des moins favorisés et ont eu souvent pour effet contraire

d'entraîner une « réification » institutionnelle des assistés véhiculée par des stéréotypes fortement ancrés dans la société vénézuélienne.

6.3 Mécanismes de réification : l'argument de la « culture des sinistrés »

Lorsque les dispositifs de l'assistance sont en crise, la « culture » des bénéficiaires apparaît souvent comme la cause de l'échec de l'action publique. En effet, les fondements de la rationalité du gouvernement des sinistrés relèvent la nécessité de contrôler des familles dont les comportements, en particulier ceux qui généraient des « problèmes » dans les refuges, ont été attribués à leur « culture », souvent identifiée à celle « de la pauvreté ».

Les responsables et bénévoles qui travaillèrent au *Poliedro* faisaient dans leurs discours un amalgame entre le quotidien de ces familles accueillies au *Poliedro* et leur « culture ». Dans les entretiens, l'analogie est récurrente entre la description de ce refuge transitoire pour les sinistrés plus défavorisés et ce qui est supposé être leur « habitat normal » : les agents responsables (lieutenants, colonels, sergents de l'Armée de terre et fonctionnaires du FUS), ont souvent affirmé qu'une telle reproduction des « modes de vie » était « inconsciente et inévitable ». Pour eux, la façon dont les sinistrés menaient leur vie au *Poliedro* était intrinsèque à leur « origine socioculturelle » et il était inéluctable qu'ils y « reproduisent » leurs conditions « normales » de vie. Bénévoles et agents s'accordaient sur l'absence de moralité et de limites dans les conduites : viols et vols proliféraient dans les refuges puisqu'ils sont monnaie courante dans les *barrios*. Selon les agents des institutions, cet endroit fonctionnait mal parce qu'il était devenu un « *barrio* » habité par des « pauvres ».

Trois notions doivent être explicitées lorsqu'on parle « des pauvres » au Venezuela, celles de « culture », d'« aliénation » (Montero 1984) et de « dépendance » (Acedo Mendoza 1973; Cordova Cañas 1980). Les représentations sociales véhiculées par les médias et observateurs témoignent de la reproduction d'*a priori* qui se sont construits autour de ces trois catégories. Comment la soi-disante « culture du *damnificado* » est elle apparue sur la scène discursive et de quelles façons a-t-elle participé à la construction d'une nouvelle figure emblématique de la pauvreté ? Les matériaux de l'enquête de terrain apportent quelques éléments de réponse : cette « culture » se caractériserait par une « dépendance à l'aide de l'État », une optimisation calculée des bénéfices à soutirer et une tendance à la fainéantise du fait d'une protection excessive.

Les « abus » du concept de culture sont assez fréquents dans les discours produits dans des contextes de forte exclusion et de domination. La marginalisation et la construction

très particulière des sujets en question ont d'ailleurs été étudiées de façon privilégiée en anthropologie. Les travaux de Didier Fassin portant sur la gestion collective des maladies traitent de la tension historique entre une « vocation civilisatrice planétaire et une vocation d'adaptation en fonction des contextes particuliers (…) présente dans l'aventure de la santé publique dans les terres de l'altérité » (2000 : 127). Bien que dans mon cas d'étude la politique d'assistance aux sinistrés ne relève pas d'une politique de santé publique, les sinistrés ont été souvent discursivement considérés comme un Autre dont le corps et la vie seraient des champs d'intervention des pouvoirs publics. L'utilisation sociale et politique de la notion de « culture », en particulier de celle des « pauvres », devient palpable lorsque l'on parle de sinistrés et que l'on cherche les « causes » de leur condition construite par les institutions d'assistance comme « insoluble ».

Le registre de la dénonciation de la « culture du sinistré » (entendue comme la culture de l'Autre) et sa signification dans le contexte national ont servi une gouvernementalité particulière. Je montrerai ainsi comment le concept de « culture » invoqué pour souligner les « problèmes des pauvres » a assis la rationalité d'une gouvernementalité particulière ainsi que, bien au-delà de toute action coercitive, la place considérée comme « socialement juste » des pauvres originaires des *barrios*.

6.3.1 La « sous-culture » des sinistrés

En 2000, une revue de psychologie sociale dédia un numéro à *La Tragedia*. Intitulé « Mémoires qui font mémoire : intervention psychosociale dans des situations d'urgence », ce recueil hétérogène retraçait « les expériences » de professionnels ayant participé à la « gestion des sinistrés »[320]. L'article de Nelson Morales (2000), ingénieur de l'Université de Mérida (à 700 km environ de Caracas) ayant travaillé comme bénévole dans les refuges installés dans cette région des Andes vénézuéliennes, fournit des descriptions fines d'espaces d'hébergement situés dans des zones militaires andines. Il livre son observation de l'organisation d'une caserne à San Jacinto et décrit celle-ci comme un espace composé de *galpones,* des entrepôts désaffectés nommés par euphémisme « unités séparés », où 135 personnes étaient hébergées. Morales explique les comportements des sinistrés de la caserne par la création d'une « sous-culture » (2000 : 279) :

[320] Ces travaux ont été présentés lors d'une rencontre du même nom, à l'Ateneo de Caracas, du 8 au 11 juin 2000 qui rassemblait dans une perspective psychosociale les institutions gouvernementales et non-gouvernementales ayant effectué des « interventions de soutien psychosocial ».

> « Les trois mois de vie dans le refuge ont suffi pour que les sinistrés créent une sous-culture (…) Il était devenu évident qu'ils [*les sinistrés*] avaient substitué des choses dans leur échelle de priorités dans la vie. Ils mettaient en valeur le fait d'être autorisés à se lever plus tard le matin, de se libérer de l'obligation de réaliser une tâche pénible, de recevoir une portion de plus de nourriture, ou d'être choisi pour réaliser des activités considérées [*par eux*] comme désirables. » (Morales 2000 : 279)

L'auteur identifie deux éléments de la soit disant « sous-culture » des sinistrés. Le premier concerne un niveau pratique : la dynamique d'organisation et de répartition des tâches dans la vie quotidienne du refuge serait déterminée par des « facteurs culturels » ayant modifié les priorités des sinistrés.

Morales poursuit sa réflexion sur les effets du « déracinement » chez les sinistrés en essayant de nuancer les responsabilités respectives des deux groupes d'acteurs concernés par la situation : les fonctionnaires (militaires et assistants du FUS) et les pensionnaires.

> « Le déracinement occasionné par le déplacement des familles a généré des comportements contrastés car, bien qu'il y ait de l'apathie, de l'irresponsabilité et de la dépendance, la construction d'un réseau de solidarité avec des fonctions et des obligations bien établies existe bien. » (Morales 2000 : 285)

D'après lui, « la solution apportée à ce problème humain », c'est-à-dire la mise en œuvre de la prise en charge, serait caractérisée par une démarche « caritative » signée par le « paternalisme de l'État » :

> « [*Certains sinistrés*] tiraient profit de la peine qu'ils suscitaient pour manipuler et obtenir ainsi des prébendes. C'est une espèce de professionnalisation de la *pedidera* [*du verbe espagnol* pedir*, demander, dans le sens de mendier*] : des personnes qui se sont habituées à obtenir des avantages des services sociaux et qui pratiquent une forme de mendicité qui devient chronique et qui les amène à demander de façon disproportionnée en exagérant leurs tragédies personnelles » (2000 : 285).

Le second élément est que cette « sous-culture » serait un effet non désiré de la prise en charge et des « pratiques inhérentes » à l'État vénézuélien, conduisant au renforcement du paternalisme et l'instauration de la mendicité comme politique d'État. Les « organismes officiels » seraient dominés par un esprit « paternaliste » (2000 : 286) qui contribue à la « professionnalisation de la mendicité » exercée par les sinistrés. Le raisonnement de Morales est emblématique des discours dominants construits par les experts et les médias sur les *damnificados*. La « culture du sinistré » serait la conséquence, d'une part, du déracinement occasionné par une migration faite sous contrainte, et d'autre part d'une pauvreté antérieure à la catastrophe. Mais ce déracinement n'affecterait que les « pauvres ».

Il me semble important de soulever ici, et ce sans cynisme aucun, que comme beaucoup d'autres qui ont travaillé dans les refuges, Morales avance une explication qui se veut « culturelle » mais qui, au fond, relève de la dimension morale du jugement sur ce que devaient faire ou non les sinistrés de leurs vies. La « culture des sinistrés » est ainsi devenue un sujet d'interprétation et d'analyse, à partir de travaux qui prétendent qu'il existe une « vérité profonde » de la société vénézuélienne qui se manifeste dans les refuges et qui empêche les gens de s'adapter, de mieux vivre leur déplacement, et surtout, de devenir financièrement indépendant de l'État. La question de la « culture » dans les refuges des sinistrés de *La Tragedia* permet d'occulter la question de l'assujettissement et de la dépendance des pensionnaires.

6.3.2 L'aliénation et la dépendance dans la perspective psychosociale

Maritza Montero (1984) situe l'étude du « stéréotype négatif du vénézuélien » dans une perspective d'analyse psychosociale de la dépendance. Dans cette approche qui se veut marxiste, Montero soutient que :

> « Les rapports sociaux considérés sous l'angle de la dialectique des rapports de production, de la division du travail et de l'appropriation des moyens de production, exigent d'être traduits au niveau psychosocial » (1984 : 11)

Le concept « d'aliénation » est donc réinterprété pour expliquer la conduite sociale des individus idéologiquement dominés (Montero 1984 : 15). La contribution de Montero s'inscrit dans une psychologie des opprimés très proche des situations de celles de travaux de Frantz Fanon (Fanon 2002 (1961)) et d'Albert Memmi (1979) sur l'Algérie et la Tunisie, qu'elle cite d'ailleurs souvent. Montero propose une généalogie de ce qu'elle nomme les « attributs positifs » (ou « vision positive ») et les « attributs négatifs » (ou « vision négative ») des vénézuéliens. Elle mobilise une grande diversité de sources (des textes historiques, des essais intellectuels, etc.) portant sur les mœurs, l'histoire et la culture, et elle élabore une classification de ces ouvrages en repérant l'utilisation des adjectifs et des qualificatifs attribués aux vénézuéliens dans le « discours dominant » depuis l'Indépendance. Elle identifie un « courant négatif » dans « l'identité vénézuélienne » : « la passivité, l'incompétence, le fatalisme pessimiste, l'émotivité, la violence ou l'instinct de destruction, la carence de sens historique » (1984 : 114). Quant aux caractéristiques positives, ce sont « la générosité, le courage et l'égalitarisme… » (1984 : 115). Montero signale avoir découvert :

> « De forts indices d'un processus spécifique nommé comportement de la dépendance et son idéologie correspondante (idéologie de la dépendance et idéologie coloniale) (…) générés par les processus de colonisation propres aux économies contrôlées de l'extérieur » (1984 : 157).

J'adresserai au moins deux critiques au travail de Montero. En premier lieu, l'utilisation par la psychologie sociale du concept d'aliénation a produit une littérature abondante que Montero prend au pied de la lettre (1984 : 58-59), notamment l'interprétation de Joseph Gabel (1974) qui identifie le concept marxiste de « réification » à celui d'« aliénation ».

De nombreux auteurs ont effectivement creusé « l'aspect subjectif ou individuel » de l'aliénation en inscrivant leurs propos dans une psychologie sociale marxiste (Gabel , Trinh *et al.* 1974). Karl Marx donne un sens nouveau à la catégorie hégélienne d'aliénation en établissant un lien entre la valeur de la marchandise et la force de travail. Cependant, l'utilisation indifférenciée des termes d'« aliénation » et de « réification » a été critiquée par des penseurs marxistes comme Lucien Goldman (1959) et Claude Lefort (1978). Lefort souligne notamment que Marx fait de l'aliénation une catégorie sociologique : « Marx ne prouve cependant que deux choses : d'une part que les producteurs privés ont une grande difficulté à comprendre le mécanisme de la valeur, et par suite les vicissitudes du marché ; d'autre part que les hommes se sentent dominés par leur rapport social qui prend à leurs yeux une forme fantasmagorique d'un rapport entre objets. » (Lefort 1978 :100). De plus, les exemples retenus par Montero concernent essentiellement des cas où les individus ont certes une image négative d'eux-mêmes mais dont le positionnement social ne relève en aucun cas d'un processus capitaliste de production. L'interprétation des « aspirations » des sujets dominés par Montero prend le plus souvent pour référence la notion marxiste d'aliénation pour expliquer la subordination des milieux populaires.

En second lieu, son analyse des données de la psychologie sociale laisseraient penser que « l'auto-construction d'une image nationale signée par la négation » (Montero 1984 : 106) condenserait tous les problèmes de la société. Or ce résultat est présenté de manière peu scientifique (aucune mention de la méthode suivie pour mener les entretiens des études qu'elle cite, ni des caractéristiques des groupes sociaux enquêtés) ou généralisé. Ainsi, « l'invalidité nationale » est présentée comme une idéologie globale partagée par toute la société, vision évidemment totalisante et essentialisante qui masque la complexité des rapports sociaux, de sexe et de race ainsi que les inégalités sociales. Montero soulève toutefois la question pertinente de l'utilisation politique des « caractéristiques négatives »

des vénézuéliens pour expliquer « l'échec » du modèle de développement et du processus de modernisation. En revanche, son étude ne traite jamais de l'économie rentière du pétrole, pourtant structurante de l'économie politique nationale.

La contribution de Jeannette Abouhamad (1970) fournit un autre exemple emblématique de la façon dont la pensée critique s'est appropriée certaines catégories, en particulier celles d'« aliénation » et de « dépendance », pour penser les conditions de la domination dans la société vénézuélienne[321]. Abouhamad précise que le projet intellectuel de la sociologie était alors de surpasser « l'aliénation » du sujet étudié comme celle du sociologue. La quatrième partie de son ouvrage, intitulée « Les Vies », présente les résultats de sa recherche qualitative. Elle y retranscrit quatre biographies, recueillies lors d'entretiens approfondis. Chaque récit fait environ 25 pages avec en conclusion des commentaires analytiques. Les récits sont ceux de trois hommes et d'une femme : « un artisan mal logé, un homme de la classe moyenne, un « bourgeois » et une « femme de la classe moyenne ». L'analyse qu'Abouhamad fait de l'ethnographie de la femme me paraît paradigmatique d'une certaine interprétation de la catégorie marxiste d'aliénation.

La « femme de la classe moyenne » est une vénézuélienne de 43 ans. Mariée à un militaire à 17 ans, elle n'a pas fini ses études. La femme raconte sa vie en évoquant son partage entre la dépendance au foyer de ses parents et la soumission à son mari. Ses enfants sont alors des jeunes adultes, et son mari, un militaire désormais retraité, l'a quittée récemment, il n'habite plus au domicile conjugal. Pour arrondir ses fins des mois, la femme tient un petit atelier de fleuriste installé dans sa cuisine (Abouhamad 1970 : 275-288). L'interprétation que fait Abouhamad du récit de vie de cette femme relève plus d'une remise en cause personnelle que d'une démarche de compréhension anthropologique ou sociologique :

> « Ses aspirations occupationnelles sont basses et s'accompagnent d'un manque d'action absolue. Elle n'optimise pas utilement son temps (…) ses opinions mesquines sur

[321] Jeannette Abouhamad a été la première femme sociologue vénézuélienne à avoir obtenu un doctorat en sociologie à Paris sous la direction de Pierre-Henri Chombart de Lauwe, en 1969. Dans son travail, elle propose de déchiffrer « l'être de l'homme vénézuélien » ; elle s'inscrit dans un projet de compréhension d'un « phénomène historique variable comme la colonisation moderne ou sa variation atténuée, la dépendance ». Des nombreuses pages sont consacrées au débat dominant la scène intellectuelle française après mai 1968 mais l'absence d'un matériel ethnographique nous dit peu de la vie quotidienne des vénézuéliens urbains de la fin des années soixante. Abouhamad reconnaît la faiblesse de son étude qui échoue à expliquer pourquoi l'urbanisation de la société vénézuélienne ne s'est pas accompagnée d'un processus d'industrialisation.

> l'éducation dans le pays ne sont que des phrases stéréotypées répétées dans le cercle réduit où elle habite. » (Abouhamad 1970 : 289)

La sociologue fait de cette femme « la représentante de l'expression la plus nette de toutes les manifestations de l'aliénation » (Abouhamad 1970 : 289) et reprend des thèmes qui posaient problème dans les sciences sociales à la fin des années soixante, cherchant à trouver les causes de la « dépendance des pays situés en périphérie ». En filigrane transparaît une représentation « des dominés » qui a longtemps prévalue dans les analyses. Cette représentation peut se décliner en trois volets. Tout d'abord, la chercheuse a trouvé ce qu'elle souhaitait prouver chez le sujet enquêté : la femme bourgeoise fait preuve de « soumission », d'« apathie » et de « désintérêt ». Mais Abouhamad ne tient pas compte du fait que la femme se lève à cinq heures du matin car elle a loué la partie haute de la maison et partage le rez-de-chaussée avec son fils aîné et sa femme qui ont un bébé de trois mois dont elle s'occupe (1970 : 278). La femme offre également ses services à ses voisins (petits travaux de couture) et se montre solidaire (1970 : 280). Ensuite, elle omet dans son analyse de rappeler que le mari est alcoolique et que la maison est hypothéquée, et que par conséquent elle ne peut pas la vendre. Ainsi, en voulant confirmer son hypothèse d'« aliénation », Abouhamad ne perçoit pas la réelle condition d'une femme qui, même si les revenus de son mari la placent dans la classe moyenne, se trouve en situation de précarité. La plainte de cette femme concernant la précarisation de son statut est ainsi interprétée comme un « manque d'attitude critique, qui lui fait souhaiter appartenir à une classe sociale supérieure » (1970 : 280). Enfin, le texte d'Abouhamad est paradigmatique d'une posture qui tend à rendre les seuls responsables de leur situation et qui, tout en souhaitant s'inscrire dans une démarche socialement critique, véhicule de fait des *a priori* qui renforcent la domination masculine. Les dominés sont constamment accusés de trop adhérer aux « valeurs matérielles », ces « valeurs aliénées » ; quand ils montrent qu'ils sont par force préoccupés par la question des besoins matériels, ils sont accusés d'adhérer à des valeurs capitalistes, qui les empêchent de changer et de dépasser leur condition.

Ce détour par des approches emblématiques des sciences sociales vénézuéliennes rappelle le lourd contexte scientifique dans lequel s'inscrit l'interprétation des « aspirations » des dominés. La production sociologique latino-américaine utilise souvent le concept l'aliénation pour expliquer que les aspirations des « dominés » seraient la manifestation de l'« idéologie dominante ». On pourrait interpréter cette démarche qui associe l'existence aliénée des dominés urbains au développement capitaliste, basé sur

l'accumulation du capital et la lutte de classes, comme un signe des temps. L'ouvrage s'inscrit en effet dans une ligne de pensée propre au marxisme althussérien qui dominait la scène intellectuelle en Amérique du sud, et en particulier l'*intelligentzia* vénézuélienne, entre 1960 et 1970 (Quintero 1985). À partir de ces interprétations, socialement engagées mais parfois empiriquement peu fondées, les intellectuels vénézuéliens sont devenus porteurs d'un discours qui dénonçait les dominés et les rendait « coupables » de leur marginalisation, c'est-à-dire de leur propre condition. Il semble légitime de se demander si, bien qu'elles aient en toute bonne foi tenté de comprendre la « psychologie des dominés », ces études n'ont pas tout comme l'idéologie sociale dominante renforcé les stéréotypes. Ces clichés réapparaissent dans les représentations dominantes concernant le retour en ville des sinistrés relocalisés ainsi que dans les explications officielles de ce retour.

*** * ***

La rationalité étatique qui dessine la gouvernementalité des sinistrés pauvres de *La Tragedia* fait souvent appel à la notion de « culture ». La mobilisation de ce concept s'effectue lorsque les institutions cherchent à expliquer les décalages entre les « objectifs » de la politique publique de la dignification et les situations réelles auxquelles elles sont confrontées dans les refuges de transit. L'organisation et la mise en œuvre de l'assistance publique adressée aux familles moins favorisées relève d'une « normalisation de la vie » dans les refuges, passant par l'assujettissement à des règles et à des principes très particuliers. Une démarche institutionnelle de catégorisation et d'étiquetage des individus se développa avec le prolongement du séjour. Cette labellisation conduisit à la stigmatisation des cas des familles sinistrées pauvres et dévoilé un système de pensée dominante : la pérennisation de l'assistance et l'hébergement prolongé de ces familles relevaient de leur « culture », de leur origine sociale, et leur « misère » psychologique, culturelle et éducative antérieures à la catastrophe. La notion de « culture » était ainsi souvent invoquée expliquer la « bonne adaptation » ou non des sinistrés à la vie du refuge. Un regard critique s'instaura sur les choix quotidiens des personnes et des familles, interprétés comme étant des tactiques développées pour échapper aux tâches les plus dures et bénéficier de traitements spéciaux.

Il est possible de dégager trois éléments fondamentaux qui signent le rythme et l'organisation de la vie quotidienne des hébergés dans les refuges de transit. Tout d'abord, une tension entre solution pérenne et hébergement provisoire y marque la vie quotidienne et la quête de stabilité, « l'attente d'une solution définitive » comme on dit dans les refuges.

Ensuite, le déclin de l'aide humanitaire déclencha des situations de crise entre les institutions et les hébergés. Les fonctionnaires, devenus complètement inefficaces faute de moyens avaient perdu toute légitimité aux yeux des sinistrés. Enfin, avec le passage du secours d'urgence à la prise en charge temporaire, le réaménagement des relations entre fonctionnaires et sinistrés, qui réclamaient une systématicité dans l'assistance, posa évidemment problème faute de lignes directrices claires dans la gestion des programmes, voire des refuges.

La politique de prise en charge avait mis en œuvre un dispositif de « soutien psychosocial ». Dans la pratique, la diminution de l'aide humanitaire d'une part, et l'ambigüité de l'action publique de l'autre, engendrèrent une tension incohérente entre « l'autonomie » des victimes et les objectifs de l'assistance. En rappelant que dans la conception contemporaine du respect, l'autonomie a une place prépondérante, j'ai montré que la réaction de condamnation de l'assistance aux victimes a été soutenue par un discours relevant en principe d'une « thérapie sociale » mais qui, au fond, était destiné à faire l'accepter la fin de l'aide. Ce double registre s'avérait inconciliable dans la pratique : les institutions légitimaient l'aide en tant qu'action humanitaire mais condamnaient les sinistrés en les qualifiant de dépendants.

Troisième partie.
Le confinement

La politique publique de relocalisation des familles sinistrées issues des milieux populaires vers de nouveaux sites en dehors de la capitale eut souvent comme effet le retour en ville des relogés à partir de 2001. Ce retour en ville ne fut en aucun cas planifié par les institutions. Les institutions chargées du relogement déconseillaient fortement aux familles sinistrées de quitter les maisons récemment attribuées dans les nouveaux sites et de retourner habiter les *barrios* de la périphérie de la zone métropolitaine. La consigne était ainsi de demeurer le plus possible dans les nouveaux sites.

La chronicisation de la catastrophe se matérialise dans les deux derniers moments étudiés de la gestion des sinistrés, le transit et le confinement. Dans mon étude des refuges de confinement comme aboutissement du parcours du sinistré, la transformation des refuges de « transit » en refuges de « confinement » est la figure emblématique de « la métamorphose du désastre en événement chronique », selon l'expression consacrée par Ravi Rajan (2002) dans son analyse des enjeux de la prise en charge des sinistrés malades suite à la catastrophe industrielle de Bhopal en Inde, en 1984. De retour à Caracas et La Guaira, les familles sans logement, dont le quartier d'origine était encore inhabitable, étaient hébergées dans des *refugios*, espaces précaires constituent des lieux d'attente à long terme. J'ai visité

trois de ces espaces, entre 2001 et 2004. Ils s'étaient situés dans deux quartiers populaires de la ville de Caracas – Catia et Caricuao – et sur la base militaire de l'état de Vargas[322].

La population logée dans les espaces de confinement était perçue par les institutions comme une population fautive, un « groupe à problème ». Les relations de pouvoir entre institutions et groupes en situation de confinement se sont matérialisées de façon encore plus décharnée que dans les espaces de transit précédant la relocalisation. La précarité des conditions de vie et le manque de réponses institutionnelles dégradaient inéluctablement tout espoir d'amélioration.

Dans ces espaces s'est opérée « la naturalisation des inégalités sociales » (Briggs et Mantini-Briggs 2000) à partir de l'application institutionnelle de divers dispositifs normatifs contraignants. Cette « naturalisation » rendait invisibles les problèmes propres aux familles sans ressources (incendies des nouveaux logements en province ainsi que des chambres dans les *refugios*, absence de crèches et de centres périscolaires alors que l'école ne dure qu'une demie journée, les enfants devant donc rester seuls enfermés chez eux, etc.) et dessinait les contours d'une explication officielle du retour (chapitre 7).

Ensuite, cette naturalisation des inégalités, forcement génératrice de différentes formes de violence, témoigne de l'apparition de formes de conduite qualifiées de « déviantes » (Becker 1985 [1963]) par les institutions parmi les personnes hébergées dans les refuges de confinement. J'examinerai le décalage entre les normes sociales et le sens que le gens donnait aux conditions accablantes de vie dans le confinement en fournissant une description des pratiques à travers lesquelles les institutions et les responsables contrôlaient les hébergés. Des dispositifs coercitifs d'obligation et d'assujettissement de la vie familiale régulaient en effet la vie quotidienne dans ces *refugios*. La pression sur les mères hébergées s'exerçait par la menace de l'application de la loi de protection à l'enfance dite la LOPNA (*ley organica de proteccion al niño y al adolescente*) (chapitre 8).

---

[322] Dans la deuxième partie de ce travail, j'ai évoqué des études consacrées à la mise en œuvre de camps d'hébergement pour des populations déplacées sous contrainte lors d'une situation d'exception, et d'autres réalisées dans les *tent cities* mises en place lors du passage du cyclone Andrew par le comté de Dade en Floride en 1992. Néanmoins, la démarche de ces études sur l'hébergement des sinistrés socialement défavorisés aux États-Unis, porte plus sur l'analyse du fonctionnement des réseaux d'entraide que sur l'exploration du sens que les personnes attribuent à l'expérience du séjour dans une collectivité supposé temporaire où le quotidien est marqué par les liens établis avec les fonctionnaires en poste. Je fais référence notamment à l'ouvrage collectif de Peacock, Walter Gilles, Betty Hearn Morrow*, et al.*, Eds. (1997). *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender, and the sociology of disasters*. Londres et New York, Routledge.

Pour finir, l'analyse de la catégorie institutionnelle « cas de santé » propose un examen des formes d'incorporation de la relégation chez des individus devenus « moralement illégitimes » (Fassin 2004a). Les refuges, désormais espace de confinement, étaient en principe destinés à accueillir les familles de relogés dont un des membres était malade d'une affection chronique nécessitant des soins en ville ou dont les logements attribués en province présentaient des vices de construction. La maladie était mobilisée par les bénéficiaires pour effectuer des demandes particulières – nourriture, emploi pour le chef de la famille, et surtout, un logement en ville – auprès des gestionnaires des institutions responsables des refuges et de la relocalisation. Les discours et les pratiques des malades ayant été reconnus comme des « cas de santé » – ou réclamant ce statut – dévoilent l'usage du corps biologique pour accéder à un traitement institutionnel particulier (chapitre 9).

Chapitre 7.
Les chemins de la relégation

Il s'agira ici dans ce chapitre de dévoiler les processus de relégation de ceux qui revenaient s'installer dans des espaces d'hébergement provisoire à Caracas ou La Guaira. L'analyse des discours sur cette relégation fait apparaître deux risques d'interprétation. Le premier concerne les explications avancées par les représentants du gouvernement pour expliquer ce retour en ville non prévu par les institutions responsables de la relocalisation. Le second relève de la reproduction de ces discours officiels par les sinistrés eux-mêmes retournés et relégués à l'attente indéfinie dans les *refugios*.

La façon dont les habitants d'un refuge construisent les raisons de leur invisibilité aux yeux du reste de la société fait écho aux explications données par les femmes sur leur situation de non assistance. L'expérience de la relégation s'accompagne d'une intériorisation des représentations sociales dominantes qui renforce la dépendance des personnes habitant dans ces espaces de confinement.

L'analyse est fondée sur la dénaturalisation méthodologique du refuge et la déconstruction de sa normalisation – sociale, institutionnelle et politique –comme espace dans la ville. La problématisation du *refugio* comme emplacement anthropologique – sa dénaturalisation – m'amènera à une critique des catégories dominantes utilisées pour expliquer les raisons de la relégation dans le confinement et sa normalisation.

7.1 La description du confinement : précisions méthodologiques

Avant d'engager plus avant une analyse sur l'expérience des familles dans les refuges de confinement, j'en préciserai le contexte méthodologique[323].

Depuis 1999, avec la mise en place du « Programme de dignification de la famille vénézuélienne » et les politiques publiques que suivirent, les institutions recensèrent les logements des *barrios* à risque, attribuèrent des certificats, octroyèrent des aides, distribuèrent de nouveaux logements. Ce processus s'est souvent accompagné d'une période d'attente dans un refuge d'abri. Ainsi, quand j'arrivais la première fois dans un refuge, j'allais directement me présenter aux fonctionnaires pour leur demander l'autorisation d'interviewer les hébergés et avoir des détails sur le fonctionnement administratif de l'espace : recensements, distribution de nourriture, plans d'emploi, etc. Au début, je reproduisais donc par ma démarche même la vision institutionnelle de ces espaces et adoptais lors de mes visites un regard que je qualifierai aujourd'hui d'à la fois partial et peu distancié.

Lors de mes retours sur le terrain en juin et novembre 2001, j'ai constaté que la promesse politique de résoudre la situation des sinistrés s'étalait dans le temps et prenait une autre forme. C'est une observation participante soutenue dans le temps qui fait apparaître le décalage entre la représentation institutionnelle de ces espaces et l'expérience d'y habiter.

J'ai demandé des autorisations d'entretien aux institutions responsables de ces espaces progressivement délaissés entre 2000 et 2004. Lorsque les responsables constataient mon assiduité, ils me demandaient de rendre compte de mes activités et de montrer à nouveau les documents qui prouvaient que j'étais bien autorisée à visiter ces espaces. Dans d'autres cas, ma présence ne suscitait pas de méfiance une fois que les responsables étaient sûrs que je n'étais journaliste. Pendant mes visites de terrain en 2003 et 2004, j'ai constaté de grands changements dans ces refuges jadis pris en charge et de plus en plus abandonnés par les institutions de l'État censées garantir l'assistance[324].

Dans un article consacré aux questions éthiques auxquelles est confronté le chercheur travaillant dans des espaces d'enfermement, Kostas Gounis (1996) s'est interrogé sur le type

[323] Cette précision de méthode n'avait pas eu lieu dans la deuxième partie parce les que les refuges de transit étudiés relevaient d'une expérience marquée par le transitoire et le temporaire. La circulation de familles était bien réelle et la politique de relocalisation était performante, accompagnée de mesures effectives, de recensements constants, de programmes d'emploi, de maisons attribuées.

[324] Rappelons que le *Fondo Unico Social* est une institution constituée par le réassemblage des bureaux et des directions d'institutions anciennes. Le personnel du *Fondo Unico Social* appartenait à l'ancien ministère de la Famille, créé en 1989 et éliminé en 1998.

de travail ethnographique qu'il était possible de mener auprès des pauvres urbains sans-abris hébergés dans des foyers de la ville de New York, ceux-ci vivant dans des conditions proches de la captivité. Cet auteur a repris la proposition de Michel Foucault concernant les formes de subjectivation pour analyser les formes de régulation et de contrôle social instaurées par les institutions, en l'occurrence celles de prise en charge des sans abri[325]. En paraphrasant Gounis, on pourrait dire que le refuge de confinement se constitue à partir d'un système de pouvoir institutionnel destiné à réguler le retour en ville : contrôle des refuges, recensement des arrivants, distribution et contrôle des aides et de la nourriture, pression pour occuper les logements en province, etc. Ces espaces créaient la « visibilité institutionnelle » qui rendait possible la prise en charge ou au moins la prise en considération des candidats (Gounis 1996 : 111). Mais que se passe-t-il lorsque ceux-ci demeurent dans le refuge de confinement et n'intègrent pas ces dispositifs ? Ils deviennent invisibles pour l'institution et ils le savent. Dans mon cas d'étude, j'ai souhaité comprendre comment dans le cadre de cette institutionnalisation des refuges de confinement, comme dans le cas des *shelters* des *homeless* new-yorkais (Gounis 1996 : 112) les hébergés rendaient compte, expliquaient et agençaient leur invisibilité.

Cependant, le repérage des situations non objectifiées par les institutions concernait aussi les pratiques informelles des institutions elles-mêmes.

> « Dans un refuge installé dans une base de la Police Navale, un amiral de la Marine de guerre prenait soin des familles. Il développait des activités inusitées telles que le fait d'embarquer les enfants du refuge tous les week-ends dans un bus et de les amener à la piscine du club de militaires, le *Club Mamo*, à quelques kilomètres, dont l'accès était réservé aux familles des militaires de carrière. » (Carnet de terrain, Centre d'entrainement de la Police Navale de Maiquetia, avril 2003)

La restitution des données et des scènes du refuge situé dans le C.A.P.N m'a par ailleurs demandé un effort intérieur particulier, au cours duquel j'ai dû déconstruire le stéréotype du militaire vénézuélien, voire latino-américain, que j'avais en tête. L'interprétation était aussi très difficile, et même les catégories apparemment sûres devenaient assez floues et inconsistantes : que sous-entendait finalement la « militarisation de la société » ? N'étais-je pas plutôt devant une « socialisation de l'Armée de terre » ? De

[325] Gounis fait fondamentalement référence dans son travail aux institutions carcérales et de confinement analysées par Michel Foucault dans *Surveiller et punir* mais propose justement d'aller au-delà du cadre institutionnel et identifier ainsi d'autres formes d'exclusion institutionnelle et de marginalisation qu'il qualifie de « *domestication of homelessness* ».

même, en voulant décrire de façon trop « aseptisée » ces forts militaires, j'aurais couru le risque de faire apparaître, malgré moi, l'image des camps de concentration, image évidemment inappropriée comme le démontre la scène décrite précédemment.

Dans ce même refuge, on m'a dit lors de mon séjour suivant, pendant l'été 2003, que malheureusement pour les enfants, l'amiral de la Marine qui prenait de telles initiatives avait été transféré dans une autre base. Néanmoins, par ce seul geste, il m'a incité à expliciter et à douter des notions que j'associais à l'image d'un fort militaire au Venezuela, noyau de représentations stéréotypées qui recouvrait d'ailleurs bien d'autres. Concernant les observations que j'ai recueillies au cours des trois années suivant la mise en œuvre du programme de dignification, la transcription de certaines scènes et images et l'interprétation des entretiens, je me devais par principe de ne pencher ni du côté de la dénonciation de la présence et de l'action militaire, ni du côté de leur glorification. La posture en question n'était ni confortable ni facile à tenir, mais conduirait à de résultats plus « justes ».

En outre, même si la crise qui a profondément affecté la société vénézuélienne de 2001 à 2003 est à présent moins aigüe, des témoignages récents, de 2005, signalent l'interdiction faite aux sinistrés par les autorités municipales gérant les refuges d'accueil temporaire, devenus très nombreux à Caracas et sa banlieue, de parler aux « étrangers », en l'occurrence aux journalistes et à toutes sortes d'enquêteurs[326].

7.2 Les explications officielles du retour

Un fonctionnaire du FUS engagé sur le terrain racontait ainsi son expérience de la relocalisation vers les nouveaux sites dans les villes de province :

> « Dans l'étape du transfert en province, les convois partaient l'après-midi, et parfois ont était en route à 1 et 2 heures du matin. Les autobus et les camions militaires partaient vers des destinations les plus diverses : vers Mérida, Maracaibo, Los llanos, à Guayana, vers l'île de Margarita dans les avions militaires « Hercule ». Nous retournions avec les convois, eux [*les hébergés*] restaient, et on m'attendait pour accompagner un autre convoi, et ainsi de suite. Nous avons vécu un mois épuisant pour nous, le personnel du FUS. Je crois que tous les sinistrés qui étaient dans les refuges ont eu une réponse de

[326] En février 2005, de violentes inondations ont eu lieu dans les villes de Vargas et de Caracas. Des proches de hauts fonctionnaires du gouvernement m'ont dit que le président Chavez en personne avait interdit au Maire métropolitain de dénoncer les lenteurs du ministère de l'Infrastructure dans l'attribution des logements. Une journaliste d'*El Universal* a également signalé dans un reportage qu'une femme sinistrée lui ait dit qu'on lui avait vivement recommandé de ne pas s'approcher ni de communiquer avec les journalistes. Les sinistrés seraient ainsi devenus un sujet proscrit de la scène officielle. Cf. Morillo Ramos, Morelia (2005). "Los Caracas, un refugio con normas" *El Universal,* 19 janvier 2005.

logement. » (Entretien Pablo Gutierrez, *Fondo Unico Social*, Parque Central, avril 2003)

Le témoignage de ce fonctionnaire montre que dans le discours officiel, le retour en ville (dans les *refugios*) en raison d'un échec des transferts en province était une possibilité inenvisageable. Cette représentation réduisait évidemment la perception des difficultés éprouvées dans les nouveaux sites par les sinistrés socialement défavorisés entre 2001 et 2003.

Les difficultés vécues dans les nouveaux sites de relogement restèrent longtemps négligées par les institutions chargées de la prise en charge. Les fonctionnaires appliquant les normes dictées par les experts concernant la relocalisation n'avaient pas pris en considération le cas de figure du retour. Les institutions officielles notèrent certes le phénomène sans pour autant élaborer de réponses concrètes :

« Des sinistrés préféraient retourner en ville et habiter dans des conditions très précaires plutôt que de refaire leur vie dans les nouveaux sites proposés par les programmes sociaux. » (Entretien avec Anabelle Amaro, fonctionnaire de FONDUR, assistante de la direction, 20 juin 2001, siège de FONDUR, Las Mercedes, Caracas)

Ce discours se fondait sur le présupposé suivant : le retour en ville était un « choix » des sinistrés relogés en province.

En mars 2002, le FUS et le FONDUR déclaraient le relogement d'environ 50.000 personnes dans 14.000 logements en province. Les estimations officielles estimaient qu'environ 1.000 familles avaient « déserté »[327] le programme d'attribution des maisons. Dans les entretiens, les fonctionnaires ont toutefois reconnu qui il y avait un sous-registre important listant des maisons abandonnées[328]. L'abandon du nouveau logement était officiellement interprété comme un « manque d'effort » de la part des sinistrés pour « recommencer leur vie», voire comme un rejet ingrat du don fait par le gouvernement.

Les fonctionnaires des institutions concernées accusaient les *dignificados* de « tricherie » :

[327] Le terme militaire désertion (*deserción*) apparaît systématiquement dans les entretiens des fonctionnaires du FUS et de FONDUR. Comme je le signalerai dans le chapitre 9, d'autres termes issus du vocabulaire militaire ont été également intégrés ces dernières années au langage des politiques sociales vénézuéliennes (*operativos, penetraciones*), etc. Le terme « désertion » n'apparaît toutefois pas dans les rapports de gestion de ces institutions.

[328] Données tirées des rapports de FONDUR. Visites réalisées en juin 2001.

> « Quand je vois tous ces gens qui reviennent, ça me fait tellement de peine au vu de tout l'effort qu'a fait notre gouvernement. Ils ont vendu leurs maisons, ils ont vendu les choses qu'on leur a fournies, l'électroménager, et ils retournent habiter à nouveau sur les coteaux des ruisseaux de Vargas.
> (…) Je ne vois pas d'un bon œil qu'ils reviennent car ils devraient lutter contre les adversités. ». (Entretien avec Pablo Gutierrez, Bureau du *Fondo Unico Social*, Parque Central, Caracas avril 2003)

Jamais les rapports consultés ne mentionnaient les vicissitudes auxquelles avaient été confrontées les familles, en particulier les femmes seules. Le devoir établi par l'institution de rester sur les sites entraînait l'étiquetage automatique des sinistrés qui revenaient en ville. Pour les responsables de ces politiques, les sinistrés devaient faire de leur mieux pour supporter les pénuries propres au début de tout « nouveau projet de vie » et aller « jusqu'à la fin » dans leur adaptation aux nouveaux sites. En témoignent, aux consignes transmises les fonctionnaires de « persuader les gens d'y rester ». Aux yeux de l'institution, le succès du transfert et du relogement ne dépendait que de l'investissement réel des familles[329].

Lors de la commémoration du premier anniversaire de *La Tragedia* en décembre 2000, la presse consacra toute une série de reportages sur la situation des *damnificados*. Le 6 décembre 2000, le journal *El Nacional* fit sa « une » sur les sinistrés de la catastrophe relogés en province[330]. Une grande photographie montrait un réfrigérateur, la porte grande ouverte et complètement vide et une femme, de dos qui regardait l'intérieur du frigo tout blanc. La légende portait sur le désespoir de cette femme chef de famille aux nombreux enfants en bas âge, qui vivait comme beaucoup de familles relogées dans des zones où l'emploi manquait. À l'intérieur du journal, on pouvait lire les plaintes des *damnificados* sur leur « exil », leur transfert dans des régions qu'ils qualifiaient de « malsaines » (comme c'est le cas des lotissements de l'état de Cojedes, voir vignettes de terrain n°10 et n°11), isolées de toute activité économique et sociale et manquant de services publics, notamment dans les états de Barinas et de Portuguesa.

Le lieutenant William Fariñas, président du FUS, répondit immédiatement à ce reportage :

---

[329] Des réflexions préalables à ce phénomène d'invisibilité institutionnelle du retour en ville ont été traitées en : Vasquez, Paula (2005). "Sufrir para ser dignos. Antropología política de la asistencia a los damnificados." *El Nacional.* 2/04/2005 Papel literario

[330] Tabuas, Mireya (2000). "Damnificados de Vargas reubicados en Zulia tienen casas, pero no fuentes de trabajo." *El Nacional.* 6/12/2000 Informacion

> « Il y a un désespoir de fait chez ces familles [*de damnificados*]. Ces personnes ont été tellement soumises à la maltraitance des organismes pendant plus de quarante ans, qu'elles continuent à se plaindre. C'est un problème de handicap qui a à voir avec l'estime de soi. Mais maintenant, elles doivent assumer qu'elles vont payer l'électricité, l'eau courante, envoyer leurs enfants à l'école et avoir un travail. Là, je parle de responsabilité. Il faut s'estimer soi-même, on ne devient pas digne juste en obtenant un logement. »[331]

William Fariñas précisait encore que les *damnificados*

> « …continuent à se plaindre parce que c'est un comportement acquis, difficile à oublier en un jour […]. C'est ça notre pays, ce n'est pas une faiblesse de l'institution, c'est la faiblesse du pays […]. La famille de la photo est si nombreuse, avec 21 enfants, dont 9 en âge d'aller à l'école ; ils ont bénéficié aussi de 18 aides alimentaires de 25 mille bolivars (*environ 10 euros*) chacune. »[332]

L'intervention de Fariñas se posait comme une opinion experte sur l'organisation domestique des bénéficiaires, opinion selon laquelle la « dignification » ne relèverait pas seulement d'une politique d'assistance mais bien d'une transformation de la « psychologie » de ces familles. Cette déclaration fait de ces familles des sujets manipulables et irresponsables, incapables de gérer les aides que l'État leur attribuait. La relocalisation serait ainsi enfin l'occasion pour eux de se « prendre en charge ».

Deux éléments sont à souligner dans cette explication que le directeur du FUS donne au désarroi de la femme du reportage : le premier concerne le discours institutionnel relatif à la « résistance des pauvres de quitter la métropole », et le second l'identification des *barrios* comme des lieux situés en dehors de la société et de ses normes[333].

La production sociale du stéréotype négatif des pauvres urbains reposerait sur cette communion parfaite entre les principes évoqués par le ministre Jorge Giordani[334], qui traça les lignes générales d'un programme de relogement, et la notion de « salut social » chère aux cadres supérieurs militaires et sous-entendant le repeuplement des campagnes grâce à

---

[331] (2000). "William Fariñas: "No dignificamos sólo con una vivienda, es un problema de autoestima del venezolano"." *El Nacional.* 9/12/2000 Información

[332] (2000). "William Fariñas: "No dignificamos sólo con una vivienda, es un problema de autoestima del venezolano"." *El Nacional.* 9/12/2000 Información

[333] La mobilisation des stéréotypes négatifs des milieux populaires existaient déjà dans les institutions. Les discours visant la justification de la fin de la prise en charge et de la dépossession de l'aide avaient déjà véhiculé des images dénigrantes des familles sinistrées. Voir le chapitre 6.

[334] Pour une analyse détaillée des théories de Giordani sur la répartition territoriale de la population voir le chapitre 5.

l'évacuation des pauvres urbains. Le retour fait en effet éclater la temporalité de la politique de relocalisation et de relogement en nuisant au bon déroulement de cette dernière.

L'explication officielle du retour conduit à une naturalisation de la relégation subie par les familles sinistrées revenues en ville. Charles Briggs et Clara Mantini Briggs (2003) affirment que les explications officielles de l'épidémie de choléra qui affecta les indiens Warao du Delta de l'Orénoque relevait de la « racialisation » de la maladie (2003 : 225). Le retour en ville des sinistrés relogés a lui plutôt fait l'objet d'une explication liée à la classe sociale des personnes concernées. Les *damnificados* inadaptés seraient porteurs d'une culture, d'un *ethos*, et seraient attachés inéluctablement à un espace physique où ils reproduisent les conduites propres à leur classe sociale.

Un jeune lieutenant de 35 ans, directeur de l'Office de relogement du FUS, soulignait ainsi lors d'un entretien :

> « …Les gens ne veulent pas rester là-bas, mais ils auraient dû y rester. Il faut que ces familles restent et qu'elles essaient de s'insérer dans le marché du travail de ces régions. » (Entretien avec le Colonel Wilmer Sánchez, direction de l'Habitat du *Fondo Unico Social*, Parque Central, Caracas, novembre 2001)

Une construction du passé apparaît ainsi implicitement dans le discours du lieutenant. Le relogement est, d'après lui, une action accomplie dans le passé. Le retour, comme phénomène du présent, n'aurait pas du se produire, la relocalisation était censée être un succès. Dans ce sens, les institutions assurant la relocalisation excluaient l'éventualité de l'échec de la relocalisation en occultant l'événement du retour. Le retour des pauvres les éloignait du comportement social attendu de ceux qui devaient refaire leur vie. Ce cadre normatif correspond à ce que Mary Douglas (1999 : 83) nomme le « modèle institutionnellement dominant », marqué en effet par un fort déterminisme. Le point d'ancrage des principes sous-jacents à ce type d'arguments correspond bien au processus de catégorisation et d'étiquetage des individus à l'œuvre dans les institutions, qui crée des « zones d'ombre que l'on ne peut ni observer ni questionner » (Douglas 1999 : 85).

Pour le FUS, le relogement était un problème « qui avait été résolu » dans le passé par la relocalisation en province. Le FUS, le CONAVI et FONDUR considéraient les sinistrés relocalisés qui retournaient en ville comme les agents de leur propre invisibilité. Cet obscurcissement de l'événement du retour devenait palpable avec l'absence de registre institutionnel du phénomène. En particulier, aucun des formulaires que j'ai pu consulter parmi ceux destinés à recenser les causes de retour en ville ne prenait en considération les

raisons mises en avant par les sinistrés : le mauvais état des logements, le manque de transports en commun, le pillage des maisons momentanément inoccupées, etc.

Dans les déclarations du directeur du FUS réapparaît le stéréotype du « pauvre-fainéant-profiteur-parasite » lorsqu'il indique que seule une main forte dans l'exercice de l'autorité peut responsabiliser cette famille demandeuse d'aide pour leur propre destin. Le « sinistré profiteur » est un produit de la réification du stéréotype du « vénézuélien fainéant ». Les articles d'opinion dans la presse vénézuélienne n'ont ainsi pas manqué de signaler que les pensionnaires des refuges étaient issus de « la culture vénézuélienne » de la fainéantise[335]. L'État et la presse créent ainsi de représentations contribuant à l'obscurcissement des causes et des effets de la crise sociale occasionnée par le retour en métropole à partir d'identifications simples engendrant généralisations et amalgames. Ce phénomène n'est pas inhérent au traitement social des sinistrés. Il touche en effet d'autres groupes soumis à des fortes conditions d'exclusion. Patricia Marquez (1999) suggère en effet qu'au Venezuela l'État et la presse se servent souvent des « enfants des rues » comme de « synecdoques de la violence et de la dépravation morale ».

Un article d'opinion, publié dans *El Universal*, traitant de l'assistance aux sinistrés de la *La Tragedia*, fait allusion à la chanson *El negrito del batey*[336] en reprenant les clichés sur les pauvres urbains qui demandent l'assistance :

> « *A mi me llaman el Negrito del Batey* On m'appele le petit noir du Batey
> *Porque le trabajo para mi es un enemigo* Parce que le travail est pour moi un ennemi
> *El trabajar yo se lo dejo solo al buey* Le travail je le laisse au bœuf
> *Porque el trabajo lo hizo Dios como castigo* Parce que le travail Dieu l'a créé comme châtiment
> *A mi me gusta bailar apampunchao'* J'aime bien danser apampunchao' (bien serré, avec le swing des danseurs de merengue dominicain)
> *bailar bien apretao'* Danser bien serré
> *con una negra bien sabrosa* avec une noire bien pulpeuse »

En reprenant les paroles du célebre *merengue*, cet article résume en quelques lignes le stéréotype du sinistré, associé indéfectiblement au « noir-fainéant-profiteur-parasite », qui

[335] Même une collègue de l'Université m'a dit lorsque nous déjeunions ensemble : « J'espère que tu vas mettre dans ta thèse que les vénézuéliens attendent toujours que le gouvernement leur vienne en aide pour ne pas travailler. » (Carnet de terrain. Déjeuner collègue, Caracas, août 2003)

[336] *El negrito del batey* est un *merengue,* rythme originaire de la république dominicaine mais répandu dans toute la région de la Caraïbe hispanophone, dansant, gai, très populaire. La version la plus connue est jouée par le célèbre orchestre d'origine cubaine la *Sonora Matancera* et interprétée par le chanteur dominicain Alberto Beltrán.

était en train de s'ancrer dans les mentalités de la société dominante. Il commence par une description du « pauvre » paresseux qui, plein de vices, refoule le travail :

> « Ses principales occupations sont l'oisiveté, les paris des courses hippiques, et l'alcool. L'esprit malin est son attitude préférée, et il se fait passer pour sympathique. Comme le *negrito del Batey* de la chanson, il considère le travail comme un châtiment. Par conséquent, il fuit l'effort indispensable aux tâches humaines et limite sa personnalité. […] Mais le travail n'est pas une malédiction ni une condamnation : c'est l'activité naturelle de l'homme. […]. Ces parasites sont tarés et constituent un obstacle au développement du pays. »[337]

La musique *salsa* mobilise souvent des images riches en stéréotypées sur les hommes de la Caraïbe hispanophone : « nonchalants, irresponsables et fêtards »[338]. L'article présente ensuite un lien direct entre la chanson et les « perversions du paternalisme » de l'État vénézuélien et de la rente pétrolière :

> « Il vit aux dépens de l'État. C'est une maladie répandue dans beaucoup de pays à cause de l'État-Providence. Mais au Venezuela cela a poussé à cause du revenu pétrolier et l'économie rentière. »[339]

Cet article est représentatif des rubriques d'opinion du journal *El Universal*, réputé socialement conservateur et catholique. Néanmoins, l'article met le *damnificado* sur un pied d'égalité avec tous les « prédateurs » des ressources de l'État et légitime la fin de la prise en charge des sinistrés. Et, d'après mon recensement bibliographique, cet article a été le premier à énoncer que les victimes de la catastrophe étaient porteuses de la « mentalité du sinistré ». Il est le produit même de la réification de la condition du sinistré comme pauvre dépendant et reproducteur d'une « culture de la pauvreté » et de ses vices.

7.3 La relégation citadine

L'un des retours des sinistrés le plus médiatisés fut celui des sinistrés relogés à Guanare (état de Portuguesa, à 600 km au sud ouest de Caracas, dans les plaines centrales) et à Anaco (état d'Anzoátegui, à 500 km de Caracas, dans les plaines du sud est).

---

[337] Felix, José Maria (2000). "Mentalidad de damnificado." *El Universal.* 12 février 2000

[338] Les stéréotypes à connotation raciale sont très présents dans les médias de la région. Pour une analyse sur la portée politique de la nomination discriminatoire dans la publicité en Colombie, on peut se rapporter à : Lavou Zoungbo, Victorien et Mara Viveros Vigoya (2004). "Nuevas formas de representación de los viejos estereotipos racistas en los comerciales publicitarios colombianos." *in*. *Mots pour Nègres Maux de Noir(e)s*, Presses Universitaires de Perpignan.

[339] Felix, José Maria (2000). "Mentalidad de damnificado." *El Universal.* 12 février 2000

L'occupation de la « Guipuzcoana » constitua une mobilisation collective importante des sinistrés de retour à Vargas pour se donner une visibilité. Cette occupation collective constitua un moment de revendication forte[340].Ils ont occupé la terrasse extérieure de la *Casa Guipuzcoana* (voir photo n°17) et ont été ensuite confinés dans le refuge installé sur la base de la police navale de Maiquetía où je les rencontrai à nouveau l'été 2003.

Anthony Oliver-Smith (1991) fait référence la résistance au relogement relocalisé dans son analyse portant sur les nouveaux sites construits par le gouvernement péruvien pour reloger les sinistrés du tremblement de terre de Yungay au Pérou. Ces derniers se sont en effet vivement opposés aux programmes de relocalisation, techniquement fondés sur la gestion des risques liés à l'occupation informelle de la terre. Lors de la mise en œuvre de programmes de relogement, les personnes devaient ainsi inéluctablement « choisir » entre les « risques écologiques » (les glissements de terrain) des zones urbaines défavorisées et les « risques sociaux » (le chômage, le manque de services publics) des nouveaux sites souvent éloignés des villes. Et Oliver-Smith montre que les habitants confrontés au déplacement forcé préfèrent généralement « les risques écologiques » de leurs sites d'origine et de l'occupation désordonnée de ces espaces aux risques sociaux, souvent bien pires, qu'engendrent les relogements. Antony Oliver-Smith signale ainsi que les succès ou les échecs des programmes de transfert des populations affectées par un désastre relevaient tantôt de l'attachement à la terre tantôt aux difficultés matérielles subies par les sinistrés. Ces deux postures ne sont pas contradictoires, la résistance à ces programmes et leurs échecs impliquant un processus complexe de réadaptation.

[340] La protestation était toutefois adressée au pouvoir local –le gouvernement de l'état de Vargas – et j'ai principalement mené mon enquête dans les institutions qui géraient les demandes de relogement au niveau national, le FUS et FONDUR.

Photo 17 – L'occupation de la maison « La Guipuzcoana », siège du gouvernement de l'état de Vargas, novembre 2001. (Photo de l'auteur).

Dans la pancarte on lit :

> « *Damnificados* de Anaco à Vargas. Parce que nous sommes fatigués des mensonges du FUS et de FONDUR, nous ne sommes pas des marginaux et pour cela nous réclamons nos droits et les droits de nos enfants de la patrie et nous voulons de l'éducation, de la santé et une meilleure alimentation pour le futur du Venezuela. Frères de Vargas, la force est dans l'union ». (Casa Guipuzcoana, novembre 2001)

Dayana, hébergée avec sa famille dans le refuge installé au siège de la Police Navale à Maiquetia (CAPN) (voir vignette de terrain n°11) justifiait de la façon suivante les raisons de son retour à La Guaira, même si au moment de l'entretien elle vivait dans des conditions très précaires, peut-être pires que celles du site de Guanare où elle avait été relogée avec sa famille en 2001 :

> « Écoute, nous sommes d'avis que si à Guanare on *aurait* trouvé du travail on *aurait* resté [*me fuera quedao* au lieu de *me hubiera quedado*]. Moi, l'ambiance, *moi* je l'ai aimée à Guanare. S'il y *aurait* de l'emploi, moi, je serais restée, et ici tout le monde est d'accord, tu vois. La maison, en fait, elle était en train de tomber car elle était mal bâtie. Mais, l'ambiance, moi, j'ai bien aimé. » (Dayana, Refuge du C.A.P.N, Maiquetia, 30 juillet 2003)[341]

[341] Je reproduis ici les fautes de grammaire courantes dans la langue parlée des quartiers populaires de Caracas et La Guaira.

Dayana mettait en avant le manque d'opportunités d'emploi plus que les défauts de construction de la nouvelle maison. Elle racontait ainsi les difficultés qu'elle et sa famille avaient rencontrées à Guanare :

> « Mon mari travailla pendant trois nuits de suite, l'une après l'autre, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, et pour ça on lui paya 5.000 bolivars [*environ 3 euros*]. Il a travaillé comme gardien de troupeaux de vaches. Après, on l'amena couper de la canne à sucre. C'était des hectares et des hectares, on lui payait 300 bolivars l'heure !! [*environ 10 centimes d'euro*] Ecoute, cela n'est pas possible. Et c'est que le *guaireño* est habitué à travailler et à gagner une telle quantité dans la journée. Si l'on va travailler, on veut gagner au moins 8000 bolivars par jour, mais tu sais, qu'est-ce c'est que de travailler trois jours de 6 heures du matin à 6 et qu'on ne te paie que 5000 bolivars ! Nous sommes arrivés jusqu'au dernier point, à l'ultime possibilité d'y rester. Je voyais mon mari, et regarde, je me suis mis à pleurer. Mon Dieu ! Comment est-ce que nous, des gens de La Guaira, en sommes-nous arrivés à vivre ça ? Parce que si tu demandais au voisin, le voisin était comme toi, pareil, et l'autre était aussi comme ça, car nous étions comme une famille, nous nous connaissions tous. Ici, à La Guaira, nous nous connaissons tous, je connaissais toujours quelqu'un pour me prêter 1 kilo de farine PAN, mais là bas, à qui allions nous demander de l'aide ? » (Dayana, Refuge du C.A.P.N, Maiquetia, 30 juillet 2003)

Dayana exposait ainsi son « choix » entre habiter dans la périphérie d'une ville agricole et retourner dans la métropole. Deux éléments d'analyse peuvent être ainsi distingués dans la justification de ce retour : le premier relève du retour comme expression d'une tactique individuelle. Le second correspond à la manifestation de l'espoir historiquement constitué des habitants des milieux populaires vénézuéliens d'améliorer leurs conditions de vie en habitant dans la métropole.

Le retour à La Guaira manifesterait ainsi le refus de partir ailleurs et constituerait une « tactique », dans le sens proposé par Michel de Certeau (1990), pour trouver un logement situé dans un endroit offrant des conditions plus favorables pour refaire sa vie. Cependant, une telle interprétation peut rencontrer certaines limites : s'agit-il, vraiment, d'une tactique, c'est-à-dire d'une « action calculée jouée sur un terrain imposé et organisée par la loi d'une force étrangère » (de Certeau 1990 : 60) ? Je répondrai par l'affirmative car le retour de Dayana à La Guaira obéit à une décision de famille concertée, prise dans l'espace intime. Lorsqu'elle se demande « comment nous, *guaïreños*, en sommes-nous arrivés à vivre ça ? », elle sous-entend que renoncer à sa ville aurait un sens si la destination proposée offrait des compensations proportionnellement équivalentes à ce qu'elle laissait derrière elle. Son raisonnement relèverait donc d'une économie des souffrances liée à l'espace géographique : elle préfère vivre la précarité dans sa ville d'origine, près de ses parents et des réseaux de

solidarité de quartier, plutôt qu'ailleurs, loin de tous. Les espaces de confinement sont ainsi des sites marqués par l'échec des tentatives de refaire sa vie loin de la zone dévastée.

Vignette de terrain 13 - Refuge du « Casino » du centre d'entraînement de la Police navale (C.A.P.N), Maiquetia, état de Vargas

Je suis allée pour la première fois au refuge de la Police Naval de Maiquetia en avril 2003. Pour m'y rendre, je suis allée d'abord chercher une autorisation d'entrée à la direction des Affaires Sociales du gouvernement régional de Vargas. J'avais fait la connaissance du chef de cette direction dans une réunion organisée quelques mois auparavant par une école de gestion de programmes sociaux. Elle me fit une lettre recommandation que je donnais par suite au commandant de la Base navale. Il m'a autorisée à y entrer et à y mener mon enquête.
À la différence des autres refuges, l'entrepôt où logeaient les familles dans le C.A.P.N n'avait pas de cloisons mais de grands pans de tissus et de draps pour créer des espaces privés. Les familles se servaient des divisions des carreaux du sol de béton pour établir les limites entre les espaces. Le refuge occupait l'espace du « Casino », espace dont disposent tous les forts militaires vénézuéliens, destiné à la récréation de la troupe et des officiels gradés. On y organise des bals et des réunions. À Maiquetia, les militaires avaient cédé ce local à des familles sinistrées de *La Tragedia*. J'y ai rencontré notamment Ana et sa famille lors de mes séjours en 2003, de juin à octobre.
Entre 20 et 40 familles ont été logées dans ce *refugio* pendant plus d'un an ; le recensement effectué en février 2003 signalait 16 familles, soit 57 personnes. En juin, il ne restait que 10 familles.

Pour me faire comprendre ce qu'ils avaient subi lors du relogement, les sinistrés me disaient souvent que les nouveaux sites avaient été bâtis dans des enclaves inaccessibles, où ils se sentaient isolés, sans possibilités de trouver un emploi, de se soigner et de scolariser leurs enfants. Ceux qui avaient abandonné leur nouveau logement évoquaient les difficultés de la vie quotidienne dans ces zones d'accès limité, aux transports en commun insuffisants pour des familles, généralement des mères et des enfants, à mobilité réduite.

Le récit de Dayana peut sembler paradoxal car, lors de notre entretien, elle se trouvait dans un refuge de confinement, séparée de son mari, avec ses enfants en bas âge, les aînés ayant été placés chez sa mère, et donc dans une situation probablement plus précaire que celle qu'elle avait vécue à Guanare. La différence entre les sites relève de la gamme de possibilités que la zone métropolitaine offre à ses habitants. Elle insistait ainsi sur le fait qu'elle aimait bien Guanare et son ambiance mais que s'y adapter était impossible sans emploi ni services. Lorsqu'on abordait le thème des maisons abandonnées, les habitants du refuge de la Police Navale concluaient « La Guaira est La Guaira » ou « Caracas est Caracas ». Par cette tautologie, ils revendiquaient leur condition d'urbains, leur attachement

à la ville et leur choix d'y habiter, même si les conditions étaient objectivement pires dans les refuges de confinement que dans les maisons des sites de relogement.

Je propose désormais de me séparer du cadre conceptuel des « tactiques » et d'ancrer la problématique du retour dans les refuges dans une analyse socio-historique. Celle-ci permettra en effet de privilégier l'expérience de l'espace urbain dans le cadre d'un processus de modernisation du pays fondamentalement fondé sur l'urbanisation. En tenant compte du deuxième élément de la justification du retour de Dayana, la ville socialement construite comme un « espace d'espoir », pour reprendre l'expression de David Harvey (2000)[342], j'examinerai la façon dont se matérialise cette imagerie positive de la ville dans la vie quotidienne.

7.3.1 Métropoles d'espoir

Les femmes hébergées dans le refuge de la base de la Police Navale à Maiquetia précisaient qu'elles avaient décidé de revenir « pour leurs enfants ». C'était le cas de Josepha, originaire de Llano Adentro. Elle avait huit enfants et n'avait pas réussi à trouver de places (*cupos*) à l'école à Guanare. Elle était donc revenue avec sept de ses enfants. Sa fille aînée et son mari boulanger avaient eux été relogés à Ciudad Miranda, dans la Vallée du Tuy, état de Miranda, à 150 km de Caracas. Ils y avaient installé une petite boulangerie. Cependant, l'affaire naissante ne pouvait encore subvenir aux besoins de toute la famille. Un jour, alors que j'étais au refuge, la fille de Josepha est venue voir comment allaient ses frères et s'est mise à discuter avec moi :

> « Ma maman est très préoccupée (*mortificada*) par le problème de la restriction des places à l'école pour les enfants. » (Entretien avec la fille de Josepha. Refuge du C.A.P.N, Maiquetia, 16 septembre 2003)

Josepha était alors en train de rendre visite son mari malade à l'hôpital de Pariata. Il y était hospitalisé pour une tumeur qu'on soupçonnait maligne. L'état du mari de Josepha s'était aggravé à leur arrivée au refuge de la Police Navale. La jeune femme craignait que

[342] J'emprunte l'expression de la ville comme « espace d'espoir » de David Harvey (2000), géographe marxiste qui caractérise la crise de l'espace urbain des grandes métropoles des Etats-Unis engendrée par les politiques néolibérales des années soixante-dix et quatre-vingt. Pour Harvey, le néolibéralisme signifia une relocalisation du capital dans l'espace urbain et par conséquent, une exclusion grandissante des milieux populaires urbains. Cependant, c'est justement dans les villes qu'apparaissent les formes de résistance à cette concentration démesurée de pouvoir et de richesses. Je ne suis pas ici cette ligne analytique de la géographie urbaine pour étudier les *refugios* de confinement. C'est la référence systématique à la ville identifiée comme lieu d'espoir qui m'amène à emprunter cette expression.

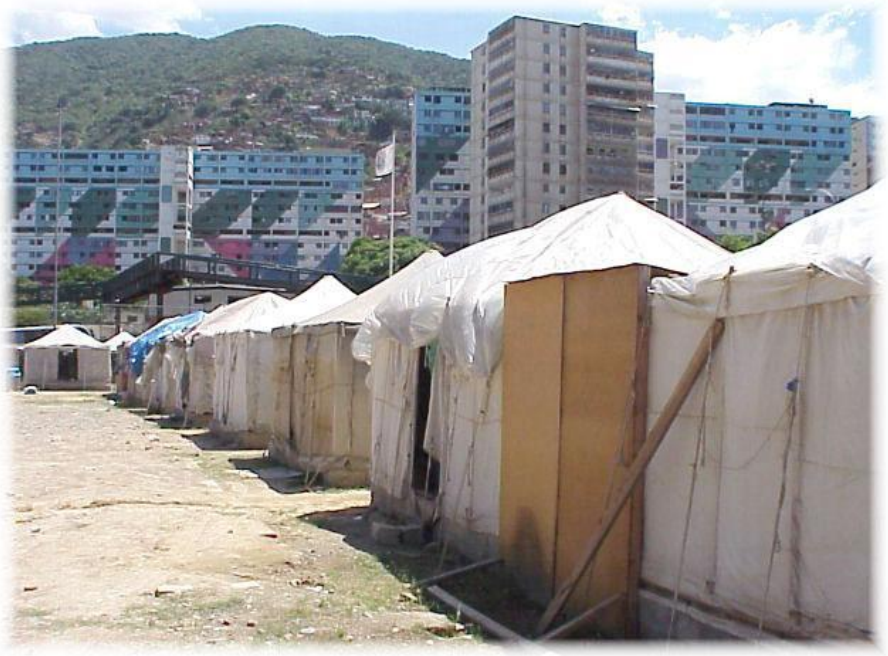
son père n'ait un cancer. Sa mère redoutait de laisser les garçons seuls l'après-midi dans le refuge lorsqu'elle était à l'hôpital, mais elle n'avait pas le choix. Ce soir-là, j'ai attendu le retour de Josepha. Elle était accablée car son mari souffrait et les résultats de la biopsie mettaient trop de temps. Elle revenait chargée de sacs contenant des paquets de cigarettes qu'elle m'a montrés en souriant :

> « Regarde, c'est pour les vendre au détail aux soldats [*de la base navale*] ! » (Entretien avec Josepha. Refuge du C.A.P.N, Maiquetia, 16 septembre 2003)

Josepha n'avait en effet aucun revenu mis à part l'aide de sa fille aînée, mais elle pouvait entrer et sortir librement du refuge et avait donc une mobilité dont ne disposaient pas les soldats. Elle profitait ainsi de ses visites à l'hôpital de Pariata pour acheter des cigarettes avec une partie de l'argent que lui donnait sa fille pour les médicaments de son père, pour les revendre dans le fort militaire et acheter ainsi de la nourriture pour ses garçons. Son retour à Vargas était ainsi justifié par l'impossibilité de faire face en province à la maladie de son mari et d'assurer la scolarisation de ses enfants dans la banlieue d'une ville agricole. Même si sa situation à Vargas était socialement très précaire, elle pouvait au moins réussir à prendre soin de son mari quelques heures par jour, veiller à ce que les garçons aillent bien à l'école le matin, et en plus faire un peu d'argent en revendant aux soldats des cigarettes au détail en fin d'après-midi. À Vargas elle se débrouillait, tandis qu'à Guanare elle n'avait pas réussi à recréer des liens de solidarité ni à trouver de moyens de subsistance.

Avant *La Tragedia*, Dayana comme Josepha habitaient le *barrio* Llano Adentro au nord de La Guaira, où elles étaient voisines. Toutes les deux avaient été logées à *Ciudad Carpita* lors de l'urgence.

Photo 18 – *Ciudad Carpita,* Maiquetía, état Vargas, mai 2000. Photo courtoisie de José Manuel da Silva



Ciudad Carpita, « Ville de petites tentes » était, alors un camp installé sur un stade lors de la catastrophe grâce à des tentes envoyées par l'aide humanitaire internationale. Ce camp a fonctionné une année entière et était occupé principalement par des ressortissants du *barrio* Llano Adentro[343]. Avant *La Tragedia*, Llano Adentro était un quartier populaire bien consolidé, bâti dans les années cinquante sur les collines de la ville de La Guaira par les migrants d'un village de la côte est de Vargas, Guayabal. Comme la plupart des villages de la côte vénézuélienne, Guayabal (aussi connu par le nom de la plage voisine très fréquentée, Chuspa), était à l'origine une plantation de cacao[344]. Pendant les années soixante, La Guaira, comme Caracas, connurent une croissance qui entraîna la fin de l'unité de la ville coloniale et l'arrivée massive de migrants engendra une forte urbanisation des collines périphériques[345]. Llano Adentro fut en partie dévasté par *La Tragedia* de décembre 1999. La coulée de boue, descendue par le lit de la rivière, détruisit la moitié du quartier.

[343] Renseignements issus de l'entretien avec Anibal, ressortissant de Llano Adentro, habitant à Arrecifes. Entretien réalisé dans son lieu de travail, Maiquetia, 11/09/2003

[344] Cette situation est fréquente dans d'autres zones de l'état de Vargas où les familles des *barrios* vont passer les fins de semaine dans leurs villages d'origine, souvent situés à moins de deux heures de route. L'activité économique de ces villages d'origine reste la pêche. Toutefois, ils sont soumis à une forte dépopulation car les jeunes partent habiter les *barrios* de Vargas et de Caracas. J'ai observé des situations semblables dans le quartier populaire de Las Tunitas et dans les villages ruraux Chichiriviche et Oricao où habitent d'anciens pêcheurs de villages de la côte ouest de l'état.

[345] Ce phénomène a été largement étudié par la sociologie et géographie urbaine vénézuélienne. Pour voir l'étude d'un précurseur : Posani, Juan Pablo (1979). *La vivienda en Venezuela*. Caracas, INCE.

Une partie des sinistrés de Llano Adentro, logés sous les tentes de Ciudad Carpita, se sont vus attribuer des logements sociaux bâtis à Arrecifes, dans l'est de l'état de Vargas. Un autre groupe a été relogé à Ciudad Miranda, dans la Vallée du Tuy, état Miranda, à 150 km de Caracas. Et le troisième à Guanare. Ce fut pour ceux-ci que « les choses « ont mal tourné » pour eux. En effet, grâce à la faible distance et aux facilités de transport, les relogés de la Vallée du Tuy et d'Arrecifes gardèrent leurs liens avec leur quartier d'origine[346], tandis que le relogement à Guanare conduisit à une rupture des liens sociaux et familiaux.

Dayana, la voisine de Josepha, vécut son relogement à Guanare comme une exclusion de la métropole, conçue par elle comme le centre de ces liens sociaux. Llano Adentro était pour elle un lieu central où elle pouvait établir les rapports sociaux lui permettant de construire sa vie, tandis que la banlieue de Guanare, dans les plaines inhabitées de l'état de Portuguesa, réduisait significativement son champ d'ancrage et d'action. En effet, même si Dayana appartenait à une classe sociale défavorisée lorsqu'elle habitait avec sa famille à Llano Adentro, elle s'appuyait sur des réseaux qui lui permettaient de subsister et de consolider ses liens de parenté (ses parents habitaient aussi le quartier) et de couple, d'avoir des loisirs, (les voyages en fin de semaine à la plage de Chuspa) et de circuler facilement, les quartiers populaires de La Guaira bénéficiant d'un service de transport public, comme ceux de la ville de Caracas, garantissant une certaine mobilité.

Ces relogés de retour en ville accordaient donc une grande importance à retrouver leurs repères métropolitains. Cependant, paradoxalement, habiter dans les refuges de confinement conduisait également à une relégation dans leur propre ville[347]. Ainsi, c'est à Caracas et à La Guaira où Dayana et Josepha déclaraient pouvoir développer ses stratégies de génération de revenus.

Les propos de Dayana et Josepha sous-entendent d'une distinction forte entre marginalisation et relégation spatiale. La marginalisation est à la fois un état physique et idéologique. Elle opère dans un lieu réel mis à la marge de la société dominante est un espace d'accès difficile, en dehors des réseaux d'eau courante, d'électricité etc. Mais la marginalisation est également une position dans l'échelle sociale, un lieu d'où les personnes

[346] Renseignements issus de l'entretien avec Anibal, ressortissant de Llano Adentro, habitant à Arrecifes. Entretien réalisé sur son lieu de travail, Maiquetia, 11/09/2003

[347] Cet écartèlement relèverait de ce que la géographie urbaine signale comme le paradoxe des *barrios* de Caracas, se situant entre intégration et marginalité. Ce paradoxe est analysée par : Baby-Colin, Virginie (2000). "Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole." *Cahiers des Amériques Latines* 2000/3(35): 109-128.

parlent et se définissent comme sujets. Le retour en métropole relève ainsi d'un refus de vivre à la marge, mais il entraîne une relégation dans la ville. Un idéal d'ordre et de développement était sous-jacent à la relocalisation à Guanare. Mais cette relocalisation niait le caractère citadin des relogés et paradoxalement les plaçait à la marge. Le retour en ville est décrit par les sinistrés comme une révolte contre cette politique censée être salutaire mais vécue comme marginalisante.

7.3.2 Les « indignes » de la dignification

Dans le chapitre 6, l'analyse des discours valorisant l'autonomie des familles vis-à-vis de la prise en charge montrait que celle-ci était en fait un moyen de mieux gérer institutionnellement la fin de cette dépendance. Dans ce contexte, l'intérêt était de mettre en exergue un processus visant à justifier la déresponsabilisation des institutions – en utilisant pour cela l'aide psychosociale –. Ce paradoxe a abouti à un renversement de la représentation des sinistrés qui, de victimes et objets de compassion en 2000, sont devenus en 2003 ceux que j'appellerai « indignes de la dignification ».

Deux perspectives d'analytise seront mobilisées pour interpréter le matériau ethnographique exposé ci-après. La première est celle du sens particulier qu'acquiert la dignification des sinistrés de *La Tragedia* comme projet politique matérialisé par le programme de prise en charge. Je montrerai que *La Tragedia* a fourni les éléments pour différencier ceux qui avaient été affectés et qui allaient être distingués par une prise en charge particulière de ceux qui ne la méritaient pas. Dans les situations de retour en ville, les « *dignificados* relocalisés » constitueraient donc le référent d'une distinction politique de la bonne attitude à déployer. La seconde fait appel à la contribution théorique de Charles Taylor (1998) sur l'identité moderne et sur le lien entre respect et autonomie comme éléments constitutifs de la dignité humaine (1998 : 27).

Le refuge *La Dignidad* de Catia était invisible aux passants, sans panneau indicateur sur l'entrée, comme dans d'autres refuges. Mes visites m'avaient interpellée sur la discrétion des lieux dans l'environnement social. Lors de ma première visite notamment, j'ai longtemps cherché sans succès le refuge, questionnant les voisins et le surveillant d'une école située à quelques 100 mètres et qui m'ont soutenu sans défaillir qu'il n'y avait jamais eu de refuge de *damnificado*s dans cette rue-là. Dans les quartiers populaires des villes de Caracas et de La Guaira, il est évident que certains refuges passent complètement inaperçus tant les familles sinistrées partagent les mêmes codes d'habillement ou de conduites que les autres

habitants de la zone (je pense spécifiquement à Caricuao), ce qui leur permet de dissimuler la nature collective de l'hébergement. Toutefois, à Caricuao et Pinto Salinas, les alleés et venues des fonctionnaires et des voitures portant souvent des insignes officielles rendaient évidente une activité liée à l'État. Par ailleurs, pour d'autres centres, comme celui de *La Ciudadela Bolivariana* à Lomas de Urdaneta, la visibilité était due à la taille importante du refuge et au grand nombre de fonctionnaires arrivant et partant tous en même temps. Mais *La Dignidad* de Catia n'était pas dans ce cas, et la quarantaine de familles sans-abri ne recevait aucune aide et ne bénéficiait d'aucune prise en charge.

Dans ce refuge, les femmes insistaient avant tout sur le fait qu'elles ne figuraient pas comme bénéficiaires des « Plan d'emploi rapide » du *Plan Bolivar 2000* et espéraient que je pourrais faire venir les animateurs du plan. Leur marginalisation des dispositifs d'aide et leur quête de visibilité sociale et institutionnelle marquaient leur vie quotidienne.

Lorsque je leur ai demandé le nom du refuge, elles m'ont répondu tout de suite : « *La Dignidad* ! » faisant ainsi un clin d'œil au gouvernement et réclamant leur intégration au programme de dignification. Même si ce refuge n'était pas pris en charge par la *Direccion de Refugios* du FUS censée mettre en place l'assistance aux sinistrés, les occupants de cet espace l'avaient baptisé du nom du programme officiel pour manifester leur volonté de faire partie de ce dernier. Ils avaient en effet occupé d'eux-mêmes ces entrepôts abandonnés pendant les nuits des *deslaves* sur la vieille route Caracas-La Guaira (la *carretera vieja*) et avaient nommé ainsi ce lieu sans que pour autant les institutions ne s'y soient rendues. Ils recevaient toutefois les visites sporadiques d'une unité de la Défense Civile et un officiel de la Police Métropolitaine avait fait part de ses préoccupations quant à la sécurité des enfants.

Cet espace placé complètement à l'écart de la prise en charge et éloigné du réseau administratif institutionnel, n'était ni gouverné ni maîtrisé pour aucune institution. Il n'apparaissait pas d'ailleurs dans les recensements du FUS.

Vignette de terrain 14 - Refuge *La Dignidad* à Catia, Caracas

La Dignidad est un refuge de sinistrés « informel » où l'aide n'est jamais arrivée. Lorsque j'ai rencontré ces familles, elles étaient en dehors des réseaux d'assistance mis en œuvre par le FUS et le *Plan Bolivar 2000*. Le refuge est situé dans le quartier de Catia, dans le secteur Nueva Caracas, à 250m d'une station de métro. C'est un entrepôt qui passe complètement inaperçu aux yeux des piétons : pas d'insigne ni d'affiche à l'entrée, la porte principale est celle d'un garage, avec des rideaux de fer. Au moment de mes visites en mai 2001, cent personnes y habitaient.

J'ai demandé à l'homme devant la porte si je pouvais entrer et il m'a dit oui. L'endroit était obscur et mal ventilé, il ressemblait à un dépôt d'usine abandonné. Le sol de bitume et de béton était couvert de mouches. Les conditions d'hygiène étaient très précaires et les égouts des toilettes situés au fond de l'entrepôt étaient bouchés. Puisque les femmes faisaient la cuisine dans les chambres, elles allaient chercher l'eau avec des sceaux qu'elles gardaient ensuite par terre.

J'ai décidé de visiter ce refuge parce que des connaissances habitant à Catia m'avaient dit qu'une rumeur circulait selon laquelle les femmes sinistrées hébergées dans cet entrepôt se prostituaient. Je n'ai jamais pu vérifier cela, mais pour gagner leurs vies, munies de seaux, du savon et des éponges, elles arrêtaient les chauffeurs qui passaient vers l'autoroute Caracas-La Guaira et leur offraient de laver leur voiture. Le fait d'arrêter les passants peut avoir été identifié avec de la mendicité voire avec de la prostitution. En effet, les femmes ne me cachaient pas que si le chauffeur refusait de faire laver sa voiture, elles lui demandaient de l'argent.

Les occupants de la *La Dignidad* étaient des ressortissants des *barrios* de Blandin, Ojo de Agua et Plan de Manzano sur la vieille route de Caracas-La Guaira, zones affectées par les coulées de boue du côté de Caracas, mais médiatiquement moins visible que celles de l'état de Vargas.

Locaux : 2 entrepôts abandonnés, propriété de l'Institut National de Nutrition (INN). Espace divisé en 16 chambres.

Dans une conversation Nydia, me disait que les habitants du refuge de *La Dignidad* de Catia étaient eux-mêmes responsables de leur exclusion des programmes d'assistance :

> « Ce refuge est comme ça à cause de nous, c'est à cause de nous mêmes que nous ne recevons rien du tout … »
> Paula : *Pourquoi ?*
> « Parce qu'on a essayé de s'organiser mais les gens ne collaborent pas, ils sont sales, malpolis, violents, on ne peut rien faire avec des gens comme ça et c'est pour cela, c'est à cause de nous-mêmes qu'on on ne nous donne rien… » (Entretien avec Nydia, refuge La Dignidad, Catia, Caracas, mai 2000)

Les interviewées laissaient ainsi entendre qu'elles ne méritaient pas que les institutions interviennent pour améliorer le *refugio*. Nydia stigmatisait les autres mais se sentait coupable de ne pas avoir réussi à se démarquer de ces « autres », devenus ses pairs malgré elle. Lorsqu'elle disait « c'est nous-mêmes », elle désignait en réalité « les autres », mais puisqu'elle était de force incluse dans ce « nous », elle inscrivait aussi les motifs de sa

situation extrême et de ses comportements dans le contexte général du refuge et de la marginalité. Il y avait une tension entre la honte de soi et la culpabilité ressentie à l'égard d'une aide jamais reçue.

Les jours suivants notre entretien, Nydia refusa de m'en dire plus et m'évita. À la fin de mon séjour seulement, elle me glissa :

> « Vous avez vu. Ici on est mal logé, il y a de problèmes d'eau, et le soir, c'est plein de rats et de souris. » (Entretien avec Nydia, refuge *La Dignidad*, Catia, Caracas, mai 2000)

Son refus de parler et de m'expliquer relève de ce que j'appellerais le « stigmate de la non assistance » : les « autres » (les autres familles occupant le même espace qu'elle) étaient à la fois les victimes et les responsables de leur situation :

> « Ce refuge est comme un *barrio*, si on ne travaille pas, on ne mange pas. Ici, nous vivons par nous-mêmes. Quand je n'ai plus à manger, je sors chercher quelque chose à faire, et je laisse les enfants tout seuls. Je sors repasser des chemises près d'ici.
> Paula : *Qui vous aide ? Qui vous a aidé ?*
> « Bon, presque personne, on nous oublie. L'*operativo*[348] de santé, dont je vous ai parlé, a été organisé par un agent de la police qui est passé par hasard devant le refuge. Ce policier était bouche bée devant notre situation, il ne savait pas que quelque chose comme ça existait à Catia. Il est allé à la caserne chercher une camionnette, il a mis tous les enfants dedans et il est parti au dispensaire. Il les a fait voir [*par les médecins du dispensaire*], et ils ont trouvé plusieurs malnutris, dont ma fille » (Entretien avec Nydia, refuge *La Dignidad* de Catia, mai 2000)

Nydia attribuait le manque d'assistance aux défauts des habitants du refuge, défauts qui justifiaient que personne ne se soit approché pour offrir quoique ce soit. En se plaçant dans cette position d'« indignité », et en expliquant ainsi l'absence des visites régulières des fonctionnaires ou de propositions d'emploi pour joindre le *Plan Bolivar 2000*, Nydia reproduisait l'ordre social.

Cette habitante sinistrée de zone de la vieille route Caracas-La Guaira, mobilisait ainsi une représentation collective qui faisait des « non assistés » des sujets qui ne méritaient pas une prise en charge. Mais qui être et comment se comporter pour devenir visible puis mériter l'assistance des institutions ? Lorsque je me suis rendue au refuge de *La Dignidad* de Catia, j'aperçus, dans la situation de non-assistance, le profond malaise d'hébergés qui

[348] Sous le nom d'*operativo* les institutions publiques vénézuéliennes désignent les actions spéciales déployées pour répondre à des circonstances d'exception. Les *operativos* de santé et d'assistance du FUS et du *Plan Bolivar 2000* sont analysés en détail dans le chapitre 9.

ne se sentaient pas dignes de l'aide. Cette observation m'amena à revisiter le rapport des sinistrés avec la prise en charge, à mettre en lumière un sentiment complexe inattendu témoignant d'un vécu de la non-assistance comme « stigmate de la charité » (Fothergill 2003)

Sous le terme de « stigmate de la charité », Alice Fothergill (1996; 2003; 2004) a développé une analyse des stéréotypes et des clichés qui prévalent aux Etats-Unis concernant l'aide sociale fournie aux victimes des catastrophes naturelles qui affectent souvent ce pays. Cette sociologue a largement contribué à la recherche nord-américaine des sciences sociales portant sur les désastres, en particulier en suivant une perspective de « genre » (1998). En effet, avec Betty Hearn Morrow et Elaine Enarson (1998), elles ont montré dans leur études comment, lors des catastrophes, les inégalités sociales et les rapports sociaux de sexe se combinent comme une série d'obstacles qui affectent particulièrement les femmes seules ayant des enfants en bas âge. Les normes de la prise en charge ainsi que les contraintes issues de la situation de précarité et de dépendance se conjuguent dans leur vie quotidienne dans un enchevêtrement pratique et moral stigmatisant et excluant qui les empêchent de « refaire leur vie ». Ainsi, son concept de « stigmate de la charité » sert à expliquer l'expérience de la honte, l'embarras et l'humiliation ressentis par les femmes victimes des inondations du Dakota du Nord au début des années quatre-vingt-dix. Les femmes noires et hispaniques étaient en effet cataloguées par l'idéologie dominante comme « porteuses d'un système de valeurs et d'une structure sociale forcément défaillants » (Fothergill 2004: 79). Elle fait référence dans son analyse à la notion de stigmate définie par Erving Goffman (1975) ainsi qu'à sa typologie qui lui permet de distinguer « les monstruosités du corps, les tares de caractère et les stigmates de la race, la nationalité et la religion » (1975 :14). Pour Fothergill, les femmes du Grand Forks ont expérimenté le second type de stigmate signalé par Goffman : leur discrédit se traduit dans les normes qui les obligent à tenir compte de l'avis des autres et par la perte de leur position de classe (Fothergill 2004 : 80).

La condition de victime d'une catastrophe se construirait à partir d'une relation institutionnelle entre l'institution qui fournit l'aide et celui qui la reçoit. Même si l'assistance étudiée par Fothergill détermine la vie quotidienne, la préservation par ces femmes d'un espace d'intimité familiale leur garantit des marges de manœuvre pour gérer leur vie de tous les jours, ce qui n'était pas le cas pour les victimes de *La Tragedia*. Ainsi, à la différence des refuges de confinement de Caracas, l'institution reste à distance de l'intimité des femmes

assistées étudiées par Fothergill et la dépendance relève d'un lien qui ne s'établit pas dans la sphère privée.

Dans le cas des femmes sinistrées de *La Tragedia* revenues en ville, la question du stigmate se pose à l'inverse du raisonnement de Fothergill : celles qui sont marquées sont celles qui ne sont pas considérées comme méritant la charité deviennent ainsi « indignes ». Ce faisant, je soulève ce que j'appellerai une « stigmatisation par la non prise en charge » d'un groupe pourtant dans le plus profond besoin. Mon attention à cette expérience de la non-assistance me conduit à m'attacher particulièrement à la conception d'elles-mêmes qu'avaient les personnes issues des milieux urbains défavorisés, élément souvent négligé lorsque l'on travaille sur un événement[349].

Nydia était enceinte lors de notre rencontre. Elle habitait à Plan de Manzano. Son mari avait conservé son travail. Ils avaient deux enfants de 6 et 4 ans. Après avoir perdu sa maison, la famille avait d'abord habité à la *carretera vieja* de *La Guaira*, puis avait vécu deux mois à *Fuerte Tiuna*, en 2000. Elle avait été ensuite relogée dans ce refuge où elle habitait depuis un an dans l'attente d'une maison. Ayant une formation dans le secondaire, elle s'exprimait bien. Nydia avait une fille souffrant de malnutrition mais ne le savait pas jusqu'à ce qu'un *operativo* de santé au refuge mené par la *Defensa Civil* ait diagnostiqué son cas. Elle devait donc désormais lui donner des vitamines et préparer des aliments plus riches, mais elle n'avait pas d'argent pour les vitamines. Elle avait honte de l'apparence du refuge, sale et désorganisé.

Dans la situation de confinement, le stigmate lié à la condition de victime abandonnée d'une catastrophe et la culpabilité éprouvée étaient ainsi pour les sinistrés eux-mêmes, mérités, puisqu'ils ne s'étaient pas comportés de manière à être « dignes de l'aide fournie ». Ainsi Nydia, comme tous les sinistrés mecontents de leur situation, en cherchaient les causes dans leurs propres origines et parcours personnels.

Un jour, je suis arrivée tôt le matin au refuge de *La Dignidad* et j'ai remarqué un groupe discutant vivement devant une chambre fermée. La situation était très tendue, on attendait que les occupants de cette chambre sortent. La veille, un camion avait déposé de

[349] Des études sur les habitants des *barrios*, leurs mœurs et leurs organisations de base ont ainsi signalé que ceux-ci avaient souvent honte d'y habiter, le barrio étant un lieu qui ne devrait pas exister ; « on devrait raser cet endroit de la carte et nous envoyer tous à la campagne », disait une habitante de Macarao à un géographe allemand venu y faire son terrain de thèse. Cf. Grohmann, Peter (1996). *Macarao y su gente. movimiento popular y autogestion en los barrios de Caracas*. Caracas, ILDIS, Nueva Sociedad., page 90.

nouvelles familles sinistrées au refuge, et celles-ci avaient été très mal reçues pour les occupants du refuge les denrées fournis par la Défense civile faisant déjà défaut :

> « Paula : *« Alors, vous vous demandez comment mettre ici plus de gens si déjà on ne s'occupe pas de ceux qu'y sont déjà, c'est ça ? » (*La situation était explosive ce matin-là. Les gens étaient réticents à donner plus d'explications à l'hostilité qu'ils manifestaient vis-à-vis des nouveaux arrivants.)
> Je m'approche d'une femme en uniforme. Elle s'avère être une fonctionnaire de la Défense civile envoyée pour vérifier la situation des familles. Les familles enfermées dans la chambre ont en effet voulu revenir à Caracas et ont quitté les maisons qu'on leur avait octroyées aux alentours de la ville de Maracaibo, Etat de Zulia, à 1350 km de Caracas. » (Notes de terrain et entretien avec un membre de la Protection Civile au refuge *La Dignidad* de Catia, mai 2000)

J'assistais aux premiers cas de retour en ville. Le retour était un moment d'incertitude, difficile à étudier. Les gens louaient un bus qui les amenait en ville et ils arrivaient dans les refuges en demandant aux occupants de les accueillir directement. Ceux-ci prévenaient à leur tour les fonctionnaires de la Défense civile. Ce matin-là, la responsable de la Défense civile me signalait :

> « Six familles ressortissantes de Maracaibo, au total, vingt-sept personnes sont enfermées là et ne veulent plus sortir parce qu'elles ont peur [*des occupants sur place*] et se sentent de trop […] Il faut dire que leur accueil n'a pas été chaleureux car elles sont apparus comme une surcharge dans une situation déjà difficile. Les familles pensent qu'avec eux en plus, il sera très difficile de trouver des maisons pour les familles de ce refuge. » (Entretien avec un membre de la Protection civile, refuge *La Dignidad* de Catia, mai 2000)

La situation pouvait se résumer par la logique suivante : plus on est, plus il est difficile d'obtenir une aide des institutions. Ceci peut sembler paradoxal : on peut penser que plus nombreux est un groupe et plus sa capacité de pression est importante. Mais bien au contraire, les occupants du refuge pensaient qu'un plus grande nombre de familles nécessitait la mise en œuvre par le FUS, sollicité par la Protection civile, d'un dispositif plus ambitieux, mise en œuvre qu'ils savaient très improbable. Je n'ai pas pu interviewer les nouveaux arrivants ce jour-là. Je suis revenue le lendemain matin et on m'a dit que les familles venues de Maracaibo étaient déjà parties, les « anciens » leur ayant conseillé, vers minuit, de quitter les lieux.

Le manque de solidarité des sinistrés de *La Dignidad* envers les nouveaux arrivants de Maracaibo relèverait de l'abandon social du refuge et d'un double jeu d'indifférence. D'une part il existait bien une indifférence sociale et institutionnelle envers ceux qui

n'avaient pas eu droit à la compassion en tant que victimes de la catastrophe, et par conséquent pas accès à l'assistance. Dans le cadre des politiques publiques, cette indifférence s'est basée sur le fait que ces sinistrés ne pouvaient pas prouver qu'ils avaient perdu leurs logements faute de certificats émis par les sapeurs-pompiers. D'autre part, la scène de nouveaux arrivants montre que les familles elles-mêmes éprouvaient une indifférence qui se transformait en exécration et puisait dans l'indifférence sociale qu'elles-mêmes subissaient. Ce type de situation extrêmement tendue finissait par renforcer l'individualisme, les familles refusant une quiconque « égalité de conditions » devant les institutions distribuant de l'aide.

Cette double indifférence avait enfin pour cœur les paradoxes de la rhétorique officielle envers les sinistrés. En effet, les institutions promouvaient systématiquement la constitution des d'« organisation communautaires » chargées de transmettre les demandes d'assistance. Mais, dans la pratique, comme il fallait fournir des « preuves » objectives de sa véritable situation de sinistrés et que la majorité des familles qui revenait ne le pouvait pas, celles-ci développaient des attitudes très hostiles les unes envers les autres, concurrents potentiels pour une aide qui n'était même pas assurée.

7.3.3 « Vrais » et « faux » sinistrés : défendre sa place dans le refuge

En 2001, lors d'une réunion organisée par des amis dans une école de gestion sociale, où j'avais d'ailleurs suivi un cours de spécialisation de « Gestion de projets sociaux », j'ai rencontré mon ancienne supérieure au ministère de la Famille[350], Juana Rodríguez. Elle avait toujours été très engagée, militante des partis de gauche, et en particulier du MAS et de l'aile féministe de cette organisation. En 2001, elle travaillait pour une ONG financée par le FUS et sympathisait ouvertement avec le mouvement politique du président Chavez. Juana me donna l'adresse du *refugio* Bollet Peraza de Caricuao, et celle de la *Ciudadela Bolivariana* à Catia, ainsi que les noms de ses connaissances au FUS qui pourraient éventuellement m'aider. Dans le même temps, elle m'a vigoureusement avertie :

[350] J'ai travaillé au ministère de la Famille en 1992-1993. Le gouvernement de Carlos Andrés Pérez avait mis en œuvre de programmes de « compensation sociale » lors de l'essai des réformes néolibérales mis en échec par les émeutes de 1989. La ministre de la Famille et sociologue de formation, Marisela Padron, avait créée le « plan de participation socioculturelle », dans lequel j'ai eu un poste de « promoteur de la communication communautaire ». Cette expérience m'a permis de d'avoir de contacts dans certains *barrios* de Caracas.

> « Fais attention, il faut être très méfiant avec ces gens-là, les refuges sont pleins de profiteurs (*aprovechadores*). » (Juana Rodríguez, conversation téléphonique, octobre 2001)

Elle faisait allusion à l'ambiance de méfiance entretenue aussi bien par les fonctionnaires que par les sinistrés eux-mêmes, relative à la « vraie » condition de chacun, les premiers soupçonnant les seconds de tricher sur leur véritable degré de détresse et les seconds accusant les premiers de corruption et de détournement des fonds attribués au *refugio* à leur propre profit.

Je retranscris textuellement la première note de mon carnet de terrain de novembre 2001 au refuge Bollet Peraza de Caricuao :

> « Je commence ma ronde d'entretiens et de conversations avec Sandra. Elle est jeune et a un bébé. Sa belle-mère habite aussi au refuge. Elle est très enthousiaste car c'est la journée de recrutement pour le Plan d'emploi. Son compagnon travaille comme coursier dans une entreprise. Elle possède le baccalauréat. Ils se retrouvent au refuge parce qu'ils n'ont plus les moyens de louer un appartement. Sandra à l'air sereine, elle est sûre qu'ils vont s'en sortir. Elle me dit :
> « Ce n'est qu'une étape transitoire, bientôt tout sera fini. C'est un mauvais coup que la vie nous a fait, mais c'est temporaire. »
> Elle me dit qu'ils ne sont pas exactement des *damnificados* car ils n'ont pas perdu leur maison, même s'ils habitaient à La Guaira.
> « On est dans la rue à cause « d'autres circonstances ».On n'a pas été recensé comme *damnificados*, on fait partie de la « demande naturelle » [*l'une des catégories des plans de logements sociaux*]. C'est très long, mais on a toutes les chances d'obtenir avec une maison » (Entretien avec Sandra. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, novembre 2001)

En l'écoutant, je ne me pouvais m'empêcher de penser à l'avertissement de Juana. J'avais Sandra en face de moi et son témoignage m'amenait à la considérer comme une « profiteuse ». Elle n'était pas une « vrai sinistrée ». Les « autres circonstances » auxquelles elle faisait référence pour expliquer sa présence dans ce site restaient obscures. Mes notes de terrain révèlent la suspicion que j'éprouvais alors :

> « Elle était trop bien habillée pour être une sinistrée, elle avait un jean tout neuf, elle était belle et bien coiffée ». (Notes de l'entretien avec Sandra. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, novembre 2001)

Dans le refuge de Caricuao, la plupart étaient des ressortissants de *barrios* ravagés, déclarés à risque à cause des pentes et des cours d'eaux qui les rendaient géologiquement vulnérables. Les chefs de familles hébergés, hommes et femmes mélangées, n'avaient aucune qualification professionnelle et étaient *buhoneros*, vendeurs ambulants de rue.

Quelques jours plus tard, je rencontrai la mère de l'ami de Sandra, Mireya, une femme d'environ quarante ans qui avait deux fils, de 18 et 20 ans, dont l'un était le petit ami de Sandra. Ils habitaient tous au refuge et les jeunes hommes travaillaient à l'extérieur dans la journée. Lorsque je rencontrai Mireya, elle gardait son petit-fils. Sandra – sa belle fille, la mère du bébé – était absente. La reconstitution de son parcours et celui de sa famille avant qu'ils ne viennent habiter dans le refuge est la suivante :

> « Mireya fut renvoyée de la police. Elle a la quarantaine et me raconte l'injustice qu'elle a subie. Durant une action redoutable, elle intervint en tant qu'agent de la police métropolitaine (PM), mais sa version de l'intervention mettait en cause un collègue. Elle fut renvoyée de la PM, sans autre formalité, après plus de quinze ans de service.
> Il s'agit là d'un règlement de compte fréquent lié à la corruption des corps de sécurité de l'État vénézuélien. Mireya me montre le dossier, l'accusation, le renvoi, le dossier de presse où apparaît sa photo. Tout a l'air vrai. [*À cause de cette affaire*] Elle perdit ses droits pour un prêt immobilier et l'achat d'un logement.
> La famille entière devint sans-abri quand elle perdit son travail. Ce sont donc les mystérieuses circonstances auxquelles Sandra, sa belle-fille, faisait allusion plus haut. Dès que le propriétaire sut qu'elle avait été renvoyée, il changea les serrures. C'est un procédé illégal, mais Mireya n'était pas en mesure de se défendre car elle louait la maison illégalement. Elle perdit tous ses biens. Et tout espoir de les récupérer s'évanouit quand, peu de temps après, la maison fut détruite lors de *La Tragedia*. (Notes de l'entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, novembre 2001)

Ni Mireya ni Sandra n'étaient des sinistrées de *La Tragedia*. Occuper une place dans le refuge supposait d'avoir été une victime directe de la catastrophe. Dans le cas de Mireya, elle justifiait ainsi son droit d'habiter le refuge car la maison qu'elle occupait (dont elle avait été certes expulsée illégalement quelques mois avant la catastrophe) avait été détruite par *La Tragedia*. Cependant, elle ne pouvait pas prétendre à un certificat de sinistrée. C'est pourquoi Sandra m'avait dit que la famille avait sollicité le FUS pour obtenir une maison dans le cadre des « demandes naturelles ». Sandra et Mireya figuraient sur « toutes les listes » : la liste des demandes de logement du bureau des logements du Fuerte Tiuna et la liste d'attente pour le plan d'emploi[351].

Pour défendre et construire la légitimité de sa présence dans le refuge, Mireya fournissait trois arguments : tout d'abord, elle qualifiait son chômage d'injuste puisqu'elle avait été renvoyée de la Police Métropolitaine suite à une fusillade dans laquelle était compromis un autre agent apparemment plus puissant qu'elle au sein de l'institution. La

[351]Sandra avait rédigé « sa lettre » pour le président Chavez avec l'aide d'un homme qui habitait le refuge et qui fournissait ses services comme écrivain de lettres au président. Des lettres adressées aux autorités seront analysées dans le chapitre 9.

perte de son emploi résultait d'un obscur règlement de compte et elle contestait vivement ce licenciement injuste.

Cette injustice première eut ensuite pour conséquence qu'elle ne put contracter un prêt qu'elle était sur le point d'obtenir dans le cadre de la « *ley de política habitacional* », dont disposent les fonctionnaires publics pour accéder aux logements sociaux. Et, quand la propriétaire de sa maison à La Guaira sut qu'elle était renvoyée de la police, elle la somma de quitter son logement. Il semblerait que Mireya ait passé outre cet avertissement.

Ensuite, son deuxième argument relevait de son mauvais sort avant la catastrophe.

> « Le projet d'acheter une maison, je l'ai perdu le jour où j'ai été virée de la police. Dès que la propriétaire de la maison, a su que j'étais au chômage, elle a changé la serrure, sans ne me donner aucune explication. Quinze joure après avoir reçu la nouvelle de ma situation, elle a attendu notre départ, et un matin, elle a changé toutes les serrures, avec toutes nos affaires dedans. Moi, je n'avais pas de dettes. Nous avions [*la propriétaire de la maison et Mireya*] un accord, on attendait la légalisation du terrain pour que je lui achète la maison. Je lui ai dit d'attendre jusqu'à que je trouve où déménager. Mais elle n'a rien voulu savoir. A mon retour, je me suis trouvée à la porte. [*Visiblement, il s'agit d'une maison située dans un* barrio *où les propriétaires des maisons ne le sont pas des terrains*] (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, novembre 2001)

En mobilisant le registre de la compassion et en mettant en avant son malheur, elle se présentait comme une sinistrée de la vie, aussi malmenée que les sinistrés de *La Tragedia*. Elle voulait que je l'aide et me donna le nom de l'avocat du ministère public chargé de sa défense :

> « Je suis allée dans toutes les institutions, à la police, à la *Fiscalía* [*ministère public*], partout, sans aucune réponse. On était à la rue, avec pour seuls habits ceux que nous portions ce jour-là. Ma belle-fille [*Sandra*] était enceinte. Cette femme [*la propriétaire*] a déchiré notre vie. Nous avons vécu chez des amis à La Guaira pendant presque deux ans. Nous avons traîné de lieu en lieu, sans trouver de solution à notre problème de logement. Je connaissais bien La Guaira. Nous avons vraiment fait un pèlerinage, et ensuite c'est l'arrivée de *La Tragedia* qui a empiré les choses ». (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, novembre 2001)

Mireya évoquait cette injustice frontalement. Elle se révoltait et se déclarait victime de la décision arbitraire de la propriétaire de la maison qui l'avait expulsée, bien avant *La Tragedia*. Elle me raconta, émue, son arrivée au refuge :

> « J'arrivais ici une nuit, très désespérée. Nous nous trouvions [*sa belle-fille avec le bébé et elle*] dans la rue, ensemble. Ce soir-là, on n'avait plus d'endroit où aller dormir. On était avec bébé. On n'avait plus le choix. Je savais que cet endroit existait. Ils nous ont ouvert les portes ce soir-là. Ils nous ont dit de partir très tôt le lendemain pour chercher

le permis du *Fondo Unico Social*. Moi, je n'étais pas acceptée ici en tant que sinistrée de Vargas. » (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, novembre 2001)

Enfin, Mireya se disait prête à « recommencer sa vie » et, pour le démontrer, elle affirmait sa reconnaissance envers le gouvernement. Cette absence de plainte vis-à-vis du fonctionnement du refuge et de l'aide qui avait été fournie à sa famille était l'une des bases de sa légitimité dans cet espace. De plus, Mireya avait trouvé un emploi comme femme de ménage dans l'appartement d'une famille de la classe moyenne de Guayacán.

Elle disait mériter d'une place parce qu'elle était reconnaissante envers le gouvernement. Son travail comme femme de ménage conférait également un poids moral à son jugement lorsqu'elle réprouvait ceux qui se plaignaient :

« Ici, tout le monde se plaint pour tout. Moi, avant de trouver la maison où je fais le ménage, j'ai passé trois semaines dehors, dans la rue, à chercher un endroit pour dormir, je sais ce que c'est que d'être dans la rue. Jours et nuits, tiraillée par la faim, le froid et le sommeil. » (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, aout 2003)

Sandra et Mireya avaient comme tactique de ne pas créer de conflits avec les fonctionnaires. Par exemple, elles ne se plaignaient pas de la nourriture :

« Les gens ont tout abîmé ici, les salles de bains, tout était très bien un an plus tôt, mais les gens ne collaborant pas et les employés du FUS ne sont pas très efficaces non plus. Moi, j'ai eu de nouvelles que certains personnes installées ici négocient et vendent les *combos*[352] à l'extérieur. » (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, aout 2003)

Elles ne tenaient pas de discours vindicatif vis-à-vis des institutions, des programmes ou des fonctionnaires, et se disaient même reconnaissantes de l'aide qu'elles recevaient dans le refuge. Les seuls reproches de Mireya concernaient ses voisins, les autres hébergés, et l'ambiance de commérage qui régnait dans le refuge. Elle insistait sur le fait qu'elle n'appartenait pas à cette classe sociale avant que ne lui arrive tout ce qu'elle m'avait raconté. Elle savait donc ce que c'était que « d'avoir une autre vie que celle du refuge », une « vrai vie » qu'elle définissait comme suit :

[352] *Combo* est le nom donné aux menus des restaurants de *fast food* au Venezuela. Les sinistrés se servent de cette appellation pour désigner les dons de nourriture faits par le FUS et d'autres institutions aux hébergés des refuges et d'autres sites d'aide sociale. Le sens original de ce mot est un regroupement de personnes ou d'objets.

> « …Et moi, je n'habitais pas comme ça avant, j'avais un compagnon, une maison, un emploi, mes choses... Mais, le gouvernement n'est pas coupable de ma situation actuelle, ce n'est pas la faute du gouvernement. Moi, je sais ce que d'être dans la rue. Mo, je sais aussi qu'est-ce que d'habiter dans une bonne maison, d'avoir des choses. Moi j'avais même une voiture. C'est le destin ou Dieu qui a décidé cela pour nous. Mais les gens qui sont installés ici demandent tout au FUS. Le FUS leur donne du lait pour les enfants, les couches. Le FUS leur donne de l'argent aussi. » (Entretien avec Mireya. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, août 2003)

Le récit de Mireya faisait penser à l'effondrement d'un château de cartes. Son renvoi de la Police Métropolitaine semblait la seule cause de tous ses maux et de ceux de sa famille. Jetée hors de sa maison, elle avait été hébergée par des amis, mais la situation devenait de plus en plus difficile car elle ne voyait pas ses enfants et ne pouvait continuer à vivre de ses amis.

Sandra et son mari, le fils de Mireya, avaient reçues une maison dans le cadre de la politique de relogement sans pour autant avoir été de sinistrés de *La Tragedia*. Ils étaient partis vivre à Maracaibo mais étaient revenus à Caracas car ils n'avaient pas trouvé de travail en province. C'était un cas de retour en ville. Sandra avait été recensée comme « bénéficiaire » à Maracaibo mais le FUS n'acceptait pas qu'elle revienne à Caracas[353].

> « Je suis recensée à Maracaibo mais pas ici, et pour cela je dois demander une maison comme demande naturelle ». (Entretien avec Sandra. Refuge Bollet Peraza de Caricuao, novembre 2001)

Cette situation était perçue comme une tricherie par le FUS. En effet, ni Mireya ni Sandra ne voulurent me donner plus de détails sur la maison que Sandra avait quitté à Maracaibo. Il est possible qu'elle l'ait vendue au marché noir ou abandonnée mais me l'avouer était trop risqué puisqu'elles n'étaient pas sûres que je ne fournisse pas des renseignements au FUS. Mireya se construit comme une « sinistrée de la vie » qui a droit à la dignification. Elle se déclare méritante de l'aide au vu de sa trajectoire sociale descendante et de sa paupérisation objective. C'est pourquoi, de sont point de vue, elle ne triche pas.

*** * ***

Dans le cas des femmes sinistrées de *La Tragedia* revenues en ville, la question du stigmate se pose à l'inverse du raisonnement d'Alice Fothergill sur les effets sociaux de la

[353] Ce refus institutionnel de prendre en considération les cas de retour en ville a été analysé dans le point précédent.

charité destinée aux victimes des catastrophes : dans mon cas d'étude, le marquage vient de la non-obtention de l'aide que leur était en principe destinée. Dans les refuges s'exerçait plutôt une « stigmatisation par la non prise en charge » d'un groupe pourtant dans le plus profond besoin. La marginalisation des dispositifs d'aide et la quête d'une visibilité sociale et institutionnelle marquaient la vie quotidienne des femmes. Lorsque je séjournais au refuge de *La Dignidad* de Catia, j'apercevais, dans la situation de non-assistance, le profond malaise d'hébergés qui ne se sentaient pas dignes de l'aide et endossaient ainsi d'eux-mêmes le stigmate de l'« indignité ».

Le retour resta invisible pour les institutions chargées de la prise en charge, ce phénomène étant interprétée par les gestionnaires comme un problème individuel des familles prises dans le stéréotype du « pauvre-fainéant et profiteur », solidement ancré dans les représentations sociales dominantes sur les milieux populaires. Les raisons évoquées par les familles concernées pour expliquer ce retour pointaient d'une part les difficultés éprouvées sur les nouveaux sites, et d'autre part les possibilités offertes par la métropole.

Deux phénomènes apparaissent dans le chemin des familles vers le confinement. Le premier concerne l'importance du retour dans un espace urbain familier où peuvent se rénover des réseaux de solidarité et d'économie parallèle, mais où la mobilité entraîne une instabilité des liens familiaux (problème de stabilité des couples, femmes seules, sans emploi, avec des enfants en bas âge). J'ai analysé l'expérience sociale et affective du retour en ville à partir du terrain effectué au refuge de la Police Navale à Maiquetía. Le second phénomène a trait à la distinction entre sinistrés « dignes » ou non de l'assistance, et à l'auto-attribution de l'indignité. Les personnes hébergées, et en particulier les femmes, regrettent certes le manque d'assistance mais attribuent celui-ci à leur propre condition. Trois arguments sont mobilisés par ces femmes pour revendiquer une place méritée dans le refuge : l'injustice de leur situation sociale, le mauvais sort qui les a touchées et qui découle, même indirectement, par la catastrophe, et la gratitude qu'elles éprouvent envers les autorités qui leur concèdent la grâce d'un toit.

Chapitre 8.
La vie confinée : entre réciprocité et dépendance

Dans les refuges que j'appellerai de confinement, la vie domestique des familles était exposée à la vue de tous, et notamment des responsables institutionnels. La maternité, l'élevage des enfants, les rapports de couple, étaient exposés et à la fois – ou par conséquent – mis en cause par les autres. Ce regard extérieur – largement alimenté par stéréotypes dominants sur les milieux populaires – s'inscrit dans le corps des femmes et contribue largement à la constitution de leur identité sociale, en particulier de celles qui ont des enfants en bas âge et dont la vie de couple n'est pas stable.

Les études sur les désastres montrent que l'exposition de la vie privée des victimes socialement défavorisées apparaît non pas comme une « conséquence » des catastrophes mais comme l'inscription des inégalités sociales et des rapports de pouvoir relevant du contexte institutionnel (Hearn Morrow 1997)[354]. Le lien établi par Marcel Mauss (1999: 365) entre les comportements sexuels et la moralité sert ici de cadre pour rendre compte des

[354] L'équipe du *Disaster Research Team* (Hearn Morrow 1997) a notamment suivi des familles des milieux populaires ayant été sévèrement affectées par le cyclone Andrew en Floride, pendant toute une année, pour établir le degré de « renforcement ou affaiblissement des liens familiaux » car « les effets des catastrophes sur les liens conjugaux ne sont pas clairs » (p.144). Les résultats de l'étude avancent que « les liens forts deviennent plus forts tandis que les fragiles s'affaiblissent encore plus, voire se cassent sous la pression du désastre » (p. 144). Même si cette étude comporte des éléments novateurs importants pour ce champ de recherche, l'approche de Betty Hearn Morrow occulte l'expérience même de la vie en collectivité dans des hôtels modestes et des entrepôts. Elle fait certes référence à « l'intimité » des familles sans abri mais par le biais de l'analyse des statistiques démographiques avant et après le passage d'Andrew : les districts affectés ont ainsi connu une chute de la natalité entre avril et mai 1993, neuf mois après la catastrophe, ce qui laisse supposer que les familles déplacées ont été séparées (p. 157). Dans le district de Dade, les divorces ont en revanche augmenté de 30% deux mois après la catastrophe et les plaintes pour violence conjugale de 50%.

manifestations de ces rapports de pouvoir dans l'espace fermé, intime[355]. L'examen de la vie domestique des familles dans les refuges de confinement invite notamment à l'examen des contraintes que « le corps social » exerce sur « le corps physique » (Douglas 1970: 93) et de la façon dont celles-ci se traduisent dans le contrôle des comportements intimes engagés dans les interactions individuelles.

Je reprendrai ici les discours dominants et les pratiques institutionnelles relatives à la sexualité des femmes des quartiers populaires et aux familles trop nombreuses. Dans ces discours, la sexualité des femmes est avancée comme transgressive et comme un élément de négociation dans l'obtention des aides. Au cours de l'enquête ethnographique que j'ai menée dans les centres de confinement, les personnes définissaient souvent leur comportement sexuel et familial comme éloigné de celui qui était attendu d'eux. Dans ces espaces se cristallisait la production sociale des familles déviantes. Selon Howard S. Becker, « les normes sociales définissent des situations et les modes de comportement appropriés à celles-ci : certaines actions sont prescrites (ce qui est « bien »), d'autres sont interdites (ce qui est « mal »). Quand un individu est supposé avoir transgressé une norme en vigueur, il peut être perçu comme un type particulier d'individu, auquel on ne peut faire confiance pour vivre selon les normes sur lesquelles s'accorde le groupe. Cet individu est considéré comme *étranger* au groupe, *outsider*. » (Becker 1985 [1963] : 25). Les femmes revenues en ville habiter dans ces espaces étaient disqualifiées en tant que mères, et cette disqualification passait par la mise en cause de leur sexualité.

Je distinguerai deux volets de ce qui serait une norme sociale inscrite relevant d'un code moral particulier développé à l'égard de la conduite des sinistrés. Le premier a trait à la définition par les institutions de prise en charge d'un modèle de reconstruction de la vie après la catastrophe, reconstruction qualifiée de « réussie » après que les victimes aient accompli toute une série d'actions spécifiques. Le second volet concerne les relations sexuelles des femmes et l'élevage des enfants.

[355] La littérature consacrée aux catastrophes naturelles a certes montré un certain intérêt pour l'exposition de la vie intime des victimes, en particulier lorsqu'elles demeurent sous la protection des institutions de prise en charge. Cette exposition de certains pans de la vie privée, invisibles dans la « normalité », affecterait tout particulièrement ceux dont la capacité à se préserver un espace intime est réduit : personnes âgées, pauvres, minorités et femmes. La portée de cette littérature reste toutefois centrée sur la question des inégalités des sexes des victimes. Voir en particulier : Wilson, Jennifer, Brenda D. Philipps*, et al.* (1998). "Domestic life after disaster." *in*. *The gendered terrain of Disaster. Though women eyes*. E. Enarson et B. Hearn Morrow. Londres, Praeger**:** 115-122..

Dans un premier temps, je traiterai de la façon dont les familles négociaient l'aménagement d'espaces privés dans les refuges et s'arrangeaient au quotidien pour échapper aux contraintes imposées par les responsables. Je rendrai compte ensuite des discours relatifs à la sexualité des femmes et aux relations avec les hommes, soldats ou habitants du *barrio*, qui dévoilent un aspect conflictuel de la vie dans les refuges. Et enfin, j'exposerai de façon analytique des scènes témoignant de la capacité des femmes du refuge à gérer leurs chances, leurs opportunités d'aides, de relogement ou de départ des sites de confinement.

8.1 Affect et autorité dans la caserne : entre réciprocité et dépendance

Même si un certain relâchement de la discipline imposée à l'origine lors de l'installation des refuges est apparu dans le confinement, il n'a pas pour autant accru l'autonomie des sinistrés. Dans l'étude des *refugios*, il conviendra donc de reprendre la différenciation proposée par Michel Foucault (1994 : 590) entre le « pouvoir » et la « discipline ». Le « pouvoir de type disciplinaire » propre aux institutions d'enfermement ne s'exerçait pas dans les *refugios*. La discipline, définie par Foucault comme « l'une des procédures des relations de pouvoir », ne fonctionnait pas entre sinistrés et militaires. Il s'agissait au contraire d'un relâchement des normes disciplinaires tout en maintenant les rapports de pouvoir hiérarchisés des casernes.

Puisqu'il s'agissait d'un exercice particulier, dans le relâchement des normes de la caserne se jouait aussi une normalisation de l'assujettissement. La normalisation à l'intérieur des refuges installés dans les zones militaires relevait ainsi de la négociation entre sinistrés et militaires des normes disciplinaires inhérentes à l'institution militaire. Et si la distinction analytique de Michel Foucault posée ci-dessus peut certes attester de mon regard probablement « surinvesti » par rapport à la question de la discipline ainsi que d'une supposée imposition martiale aux familles, il convenait toutefois de cerner les moments et les façons dont ces normes posaient problème aux pensionnaires. Et contre toute attente, les matériaux ont notamment révélé que les normes des militaires étaient demandés et souhaitées par les hébergés, qui regrettaient de les voir se relâcher, voire disparaître.

8.1.1 Dynamique des interdictions

Fort Tiuna[356] était un espace militaire accueillant des civils urbains qui menaient leurs vies mais qui devait assurer les conditions de sécurité inhérentes à toute institution militaire. Or des prohibitions diverses se mélangeaient et touchaient indistinctement les domaines de la sécurité militaire mais aussi de la vie privée des hébergés. J'ai pu observer les restrictions suivantes : interdiction aux soldats de circuler dans les chambres des casernes habitées par les sinistrés, interdiction aux hébergés de rester la journée entière dans les chambres – ce qui n'était d'ailleurs jamais contrôlé –, interdiction de faire la cuisine dans les chambres, interdiction des boissons alcoolisées, interdiction d'installer les petites boutiques trop près les unes des autres car cela suscitait des bagarres entre les vendeuses, etc.

En tenant compte de ces interdits, les femmes sinistrées recouraient à différentes stratégies pour se procurer de l'argent. Pour s'assurer un revenu, certaines femmes avaient réussi à acquérir des droits particuliers, et ces prérogatives signaient le nouvel aménagement de la caserne. C'était le cas de Rosana, une jeune femme vendeuse des rues[357] et ressortissante du *barrio* Gramoven. Elle habitait au fort dans le pavillon « A » avec sa tante, son unique parent ayant survécu. Avant *La Tragedia*, elle vendait dans les rues à Catia, la zone populaire la plus vaste de l'ouest de la ville de Caracas. Rosana participait pleinement à la vie de la caserne et entrait facilement en contact avec les autres. Elle avait une petite boutique dans sa chambre où elle faisait la cuisine et la vendait. Cette activité était en principe interdite. Le jour de notre entretien, elle me dit que la veille le sergent de la garnison l'avait amenée devant le lieutenant à qui elle avait dû s'expliquer sur ses activités :

> « Il est interdit de faire la cuisine dans les chambres, à cause de la sécurité (…) mais je ne vois rien de mal, je prends mes précautions avec la gazinière, je prépare surtout des haricots noirs, et de la soupe. Les gens sont fatigués de la nourriture du réfectoire des soldats, parfois trop salée, parfois insipide, et ils ne nous servent que des sardines. » (Entretien avec Rosana, caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 20 juin 2000)

Dans une situation plus du moins anarchique, les effectifs militaires concédaient des autorisations en appliquant des critères très variés et souvent affectifs, comme le témoigne cette note de terrain concernant le cas de la boutique de Rosana :

---

[356] Fort militaire situé à Caracas. Pour une description détaillée de ce fort, voir le chapitre 5 consacré à l'analyse de la prise en charge militaire.

[357] Rosana avait été sauvée des eaux *in extremis* : « j'ai eu de l'eau jusqu'à la ceinture, ça coulait très fort. Ma peau était presque pourrie, ils m'ont soignée au *Poliedro*… » (Entretien avec Rosana, caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 20 juin 2000).

> « L'utilisation de bouteilles de gaz était autorisée, ou en tout cas pas pénalisée, mais il était difficile de les transporter à l'intérieur du fort. Après avoir réfléchi un peu, Rosana a ajouté : « Le lieutenant a été très gentil. Il a compris mes motivations [*pour se servir des gazinières*]… » En tout cas, elle ne semblait pas inquiète à cause de l'incident. Elle a attendu quelques jours et puis elle a continué à préparer ses haricots noirs, si sollicités, même par les soldats. » (Entretien avec Rosana, caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 20 juin 2000)

Il y a deux éléments à retenir lorsqu'on veut expliquer l'attitude des commandants militaires (sergents, lieu-tenants et colonels) observés vis-à-vis de la régulation de la vie des sinistrés. D'une part, l'organisation militaire faisait que les commandants soient relevés de leurs postes tous les deux ou trois mois. Cette rotation et l'institution de nouvelles consignes à chaque prise de poste d'un commandant entraînait une grande instabilité des habitudes des sinistrés, obligés de réorganiser leurs routines de vie à chaque relais. Par conséquent, tout nouveau commandant était jugé autoritaire par les sinistrés.

D'autre part, cette rotation mettait fin aux éventuelles démarches que les commandants avaient entamée pour aider les familles. Or le succès ou l'échec de l'amélioration des conditions d'hébergement, voire de l'assignation de logements, dépendait dans une grande mesure du pouvoir du commandant et de l'influence qu'il avait dans les hautes sphères du pouvoir. Les femmes sinistrées savaient bien que si les commandants étaient sensibilisés à leur situation, elles obtenaient très rapidement des aides ou des services pour les familles. Leur action était ainsi investie d'une grande légitimité. C'est pourquoi je vis des femmes sinistrées fondre en larmes à l'annonce du transfert d'un colonel dans un autre bataillon. Par exemple, le commandant de la garnison Ortega Ramírez fêtait mensuellement (pendant mes observations, entre janvier et mai 2000) les anniversaires des enfants. Comme Rosana avait su par hasard la date d'anniversaire du commandant, elle lui avait organisé une fête surprise dans la caserne, elle avait confectionné un gâteau et les enfants lui avaient fait des dessins. À cette occasion, j'entendis des phrases qui regrettaient le relâchement des normes imposées par ce militaire bien aimé. Ainsi, l'attitude sympathique du commandant n'était pas perçue comme un signe de « désordre » sinon tout le contraire, comme l'affirmation du souhait de la présence du commandant comme autorité.

D'autres observateurs ont constaté également des ambigüités dans l'application des normes dans les refuges sans pour autant parvenir à les expliquer. Nelson Morales (2000) signale ainsi que le traitement des sinistrés n'était pas égal et qu'il existait des préférences, des particularités, des avantages, qui créaient une « ambiance tendue » dans la caserne :

> « Dans ce refuge-là, les hommes et les femmes ont été séparés et le règlement disciplinaire s'est appliqué avec beaucoup de rigueur à cause d'une nombreuse et permanente présence des militaires. Cette cohabitation a en effet généré quelques difficultés car le traitement que recevaient certaines personnes était plus avantageux par rapport à celui que recevaient les autres, ce qui a rendu encore plus difficile le travail. » (Morales 2000 : 279)

L'observation de Morales sous-entend un jugement – un traitement égalitaire assainirait la vie dans le refuge – et porte peu d'intérêt à la façon dont se tissent des rapports différenciés entre les hiérarchies de pensionnaires et les militaires. En effet, l'apparition de relations affectives entre les femmes du refuge et les commandants de la caserne dérivait facilement dans des situations ambigües concernant l'imposition de règles des familles à l'intérieur du fort. Ceci donnait lieu à des rumeurs de disqualification parmi les familles hébergées. Dans leurs récits d'expérience de vie quotidienne en caserne, certaines femmes sinistrées soulignaient « l'immoralité » de certaines congénères lorsqu'elles soupçonnaient d'avoir des rapports avec les soldats.

8.1.2 La métamorphose de la caserne en espace domestique

Le passage de *damnificados* (sinistrés ordinaires) à *dignificados* (sinistrés d'exception) ne s'est fait que dans les discours, et ce statut exceptionnel s'est dilué avec le prolongement de leur séjour dans les refuges. La banalisation de cette situation exceptionnelle s'est traduite par une perte pour les *dignificados* du statut de protégé. Par conséquent, les dispositifs de sécurité se sont métamorphosés pour se protéger d'eux. D'« hôtes », ils sont devenus d'éventuels « malfaiteurs » aspirant à profiter des aides et des commodités du fort. La caserne ne fut jamais remise en cause comme espace d'accueil des populations civiles, elle a toujours été « un espace apte à les accueillir » comme le signalait la ministre Ochoa lorsqu'elle évoquait la façon dont la crise avait été gérée[358]. Toutefois, c'était « un endroit dont les sinistrés n'apprécient pas les qualités » comme le disait un général du For Tiuna (Entretiens avec les responsables militaires Fort Tiuna, carnet de terrain, mai/juin 2000)[359], en précisant même qu'ils ne seraient jamais aptes pour l'apprécier.

Pour certains officiels hauts gradés, le seul fait que ces espaces soient habités nuisait en soi au monde martial, et les dégâts que ces sinistrés occasionnaient n'étaient pas

[358] Voir l'analyse complète des propos de la ministre dans le chapitre 1.

[359] Je n'ai pas été autorisée à enregistrer les militaires. Même prendre des notes devant eux les mettait mal à l'aise. Les phrases citées ici ont été retranscrites le soir, au retour des forts Tiuna et Guaicaipuro.

seulement d'ordre physique mais moral. D'après les témoignages des officiers, les installations se délabraient car les sinistrés ne savaient pas s'en servir.

> « Les *damnificados* ne savent pas utiliser les WC, ils ont déjà détruit *El Poliedro* alors il faut les empêcher de détruire nos installations aussi… » (Entretiens avec les responsables militaires, Fort Tiuna, carnet de terrain, mai 2000)

Les commandants des bataillons voulaient éviter que les casernes ne ressemblent à des logements ordinaires : l'image d'une maison habitée – d'autant plus par des femmes et des enfants – les mettait mal à l'aise. Quoi de plus éloigné des rigueurs de la discipline militaire que du linge, surtout celui de femmes et d'enfants, qui sèche sur les grilles protégeant l'accès aux dépôts de chars et de machines de guerre ?

> « Bon, on peut faire la lessive là-bas [*elle signale les grands lavabos dans la cour*] mais le comandant ne permet pas qu'on fasse sécher le linge au soleil, ou n'importe où, donc, on doit chercher un endroit où mettre nos affaires, mais ça va…Mais le problème c'est qu'on ne peut pas laisser notre linge tout seul car il est volé tout de suite. Il faut rester tout près du linge. » (Entretien avec Carolina, 18 et 19 mai 2000, caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Les relations de pouvoir balançaient entre l'autorité paternelle et protectrice de certains officiers de carrière inquiets du « destin » des familles et l'indifférence d'autres officiers opposés – sans le manifester publiquement – à l'usage civil des casernes.

Parmi les sinistrés, les femmes et les enfants étaient les plus assujettis aux avantages et aux préjudices induits par les attitudes de ces militaires. Cette situation conduisait à l'apparition de sentiments extrêmes chez tous les acteurs : haine, mépris, amour, sollicitude et gratitude. La source naturelle des critères du « bon fonctionnement du *refugio* » était l'autorité de l'officier supérieur du bataillon, qui variait parfois selon les états d'âme de celui-ci et selon le comportement du groupe subordonné, composé des soldats, des femmes, des adolescents et des enfants.

8.2 La sexualité sous contrainte

Les lignes qui suivent traiteront des discours marqués par toute une série de normes comportementales relatives à la sexualité des femmes sinistrées. Les récits de la relocalisation ouvrent l'échec de celle-ci à un niveau individuel, attaché au comportement. Les raisons évoquées du retour en ville établissent un lien avec un environnement qui s'inscrit dans la différentiation anthropologique entre le « corps individuel » et le « corps

social ». Des travaux classiques en anthropologie médicale montrent en effet l'existence de conceptions variées du corps. Nancy Scheper-Hugues et Margaret Lock signalent ainsi trois conceptions du corps fondamentales dont il faut tenir compte : le « corps individuel » comme lieu de l'expérience vécue ; le « corps social » qui concerne ses usages symboliques et les représentations sociales de la nature, de la société et de la culture qui en découlent ; et finalement le « corps politique » qui relève de la régulation et du contrôle du corps (Scheper-Hugues et Lock 1987).

Les conditions objectives de vie dans les *refugios* sont des conditions de subordination mais c'est à partir de l'expérience vécue dans sa vie intime dans cette situation, et en particulier à travers des émotions dans les relations de couple, que le confinement prend un sens incorporé. La matérialisation du confinement s'effectue dans la vie quotidienne par le biais du contrôle de la vie intime des femmes, ainsi que dans leurs essais de la gérer ou de se rebeller.

8.2.1 Les rapports de sexe à la caserne

Dans les *refugios* des forts militaires, les jeunes femmes seules étaient souvent soupçonnées par les fonctionnaires du FUS et les militaires haut gradés de vouloir établir des rapports de couple avec les soldats :

> « Les soldats sont souvent dérangés par les femmes lorsqu'elles traînent ailleurs, loin du refugio » me confia un sergent aux abords de la caserne. (Entretien avec les responsables militaires, Fort Guaicaipuro, carnet de terrain, mai/juin 2000).

Les femmes employées par le *Plan de empleo rápido* du *Plan Bolivar 2000*, s'approchaient des autres casernes du bataillon et les officiers déclaraient souvent que leur présence était un facteur de distraction pour la troupe. Cette inquiétude ne concernait pas exclusivement les femmes. Les adolescents qui restaient dans les chambres toute la journée à écouter de la musique *salsa* et du *reggeaton* sans travailler à l'extérieur étaient « des fainéants, un mauvais exemple pour la troupe » (Entretiens avec les responsables militaires, Fort Tiuna, carnet de terrain, mai/juin 2000). J'ai vu souvent les soldats s'échapper pour les rejoindre, fumer des cigarettes, écouter de la musique des chaînes hi-fi qu'ils avaient été installées dans les chambres.

Dans la caserne, le soupçon et la méfiance imprégnaient les rapports entre les familles, et le fait d'être femme, jeune et proche des soldats, d'avoir de bons rapports avec

les personnalités officielles, ne passait pas inaperçu. Par exemple, Carolina se méfiait de ses voisines. Un jour, elle fixa soudain son regard sur une femme et se mit à parler d'elle :

> « Celle-là, elle couche avec les soldats. Et le commandant a toujours été clair, les femmes célibataires devaient être envoyées à l'école d'équitation [*bataillon Negro Primero*] et les familles constituées rester ici. Il nous a dit : « les soldats sont des hommes ! », et il n'allait pas accepter que les femmes dérangent les soldats. » (Entretien avec Carolina, 22 juin 2000, Caserne du Bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, Caracas)

Lorsque je voulais évoquer avec les femmes de la caserne les rapports entre les femmes et les soldats, elles en parlaient de manière détournée. Les relations amoureuses entre les soldats et les femmes étaient interdites dans tous les forts et, dans certains forts, les punitions envers les soldats ayant établi des rapports de couple avec les femmes sinistrées étaient extrêmement sévères.

Pendant les premiers mois de fonctionnement du dispensaire, le médecin du refuge installé dans la caserne Ortega Ramírez du Fuerte Tiuna avait organisé des ateliers portant sur la prévention des maladies sexuellement transmissibles. Elle m'expliqua que six cas de syphilis s'étaient déclarés dans le refuge. L'atelier a toutefois mal tourné parce que, d'après le personnel de santé, les femmes n'appréciaient que la partie « vulgaire » de la leçon. D'après le médecin – et les infirmières confirmèrent ses dires – les femmes sinistrées voulaient uniquement des « bons conseils » sur le sexe, c'est-à-dire qu'elles attendaient des « conseils pour accroître le plaisir pendant les rapports ». Ces femmes n'étaient pas « sérieuses ». Ainsi, lorsque les femmes seules établissaient un rapport de couple avec les soldats, elles devenaient méprisables pour leurs voisines, pour l'institution militaire et pour les agents de la prise en charge. Elles étaient accusées de se servir de leur corps pour obtenir des prébendes. De par leur sexualité, elles passaient de femmes « dans le besoin » à « *aprovechadoras* » (profiteuses).

J'essayais d'évoquer les relations entre les femmes et les soldats dans le dispensaire. Je souhaitais entendre la version « officielle » de ce que m'avait raconté Carolina à propos des relations que les femmes établissaient avec les soldats pour bénéficier de certains privilèges :

> « Je leur demande si elles savent si les supérieurs interdisent aux soldats de s'approcher des femmes. Le médecin me dit : « Cela est une affaire qui reste entre hommes » [*elle voulait dire entre les soldats et leurs supérieurs*]. Le sujet est clos. (Scène dispensaire de soins de santé, caserne du bataillon Ortega Ramírez, Fort Tiuna, 19 mai 2000)

Yajaïra, hébergée dans le refuge Bollet Peraza de Caricuao (voir vignette de terrain n°16) me raconta son expérience dans le fort de Barquisimeto :

> « Un jour, on nous a trouvés en train de bavarder. Ils ont dit qu'on couchait ensemble, ce qui n'était pas vrai. Et les chefs ont dit qu'on allait m'expulser, moi et mes enfants. Quel problème ! Tu sais, le pauvre, on l'a mis au cachot pendant un mois !! Un mois au cachot parce que nous avions parlé ensemble. J'ai réussi à ce qu'on ne me jette pas dehors, j'ai bougé, j'ai galéré, tu sais… » (Entretien avec Yajaïra. 12 septembre 2003, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, Caracas)

Yajaïra avait réussi à cette occasion à faire valoir son droit de rester dans le fort ; elle était allée parler avec le capitaine et avait refusé catégoriquement de « bouger d'ici ». Le soldat de bas rang, assujetti à la discipline de l'institution militaire, n'avait en revanche pas échappé à la punition. Même si les conditions de vie des femmes – pauvreté et enfermement –, et la promiscuité avec les soldats circulant dans la caserne – théoriquement interdite mais bien réelle – se conjuguaient donc pour favoriser un rapport de pouvoir en faveur des soldats, la subordination de ces soldats à leur hiérarchie restait intacte[360].

Ana évoqua de façon voilée dans nos conversations ses rapports avec un militaire haut gradé. Pendant mes premières visites au refuge de la Police Navale de Maiquetía en avril 2003, on me donna la permission de visiter les familles à la condition de me faire accompagner par un militaire. Cette contrainte joua bien évidemment sur les résultats de l'enquête, une relation de confiance étant alors difficile à établir, en particulier avec les femmes. Je n'ai pas pu non plus enregistrer les entretiens lors de ces visites car le sous-officier se montrait méfiant quand je sortais le magnétophone de mon sac[361]. En revanche, cet accompagnement me permit d'observer les interactions entre hebergées et militaires.

Le sous-officier qui m'accompagnait était étonné par les histoires que les enquêtées me livraient lorsque je leur demandais de me raconter le parcours qui les avait conduites à habiter dans le *refugio*. Il ignorait totalement la situation de ces personnes qui habitaient le

---

[360] Le soldat de bas rang fait au Venezuela un service militaire de 18 mois et est soumis à une routine épuisante. Lorsqu'ils sont punis les conditions de détention des soldats de l'Armée de terre vénézuélienne sont souvent extrêmes. Dans les dernières années, des cas de mort des soldats en détention ont secoué l'opinion publique, le plus médiatisé ayant été celui nommé « caso Fuerte Mara » à Maracaibo : En mars 2004, huit soldats ont été brulés vifs dans leur cellule de détention et un est mort suite à ses brûlures. Une situation similaire s'est présentée dans un fort de Cumaná en mars 2005 où deux soldats ont été brulés vifs dans une cellule de punition. Voir le rapport : (2005). « Caso Fuerte Mara » Disponible sur http://www.humanrightsfoundation.org/es/Reports/fortMaraExecutiveSummary-es.html Consulté le 10/06/2007.

[361] Lorsque je suis revenue en août 2003, j'ai pu enregistrer quelques conversations bien que l'utilisation du magnétophone à l'intérieur de la base militaire soit toujours délicate.

refugio –appelé dans la base militaire le « Casino » –, à quelques pas de sa caserne et des bureaux des officiers de marine haut gradés. Lorsqu'elles avaient livré les détails des conditions de vie dans cet espace – le bruit, la saleté, la chaleur sous le toit métallique – il avait enfin pris conscience de leur situation.

Après ma première visite, les femmes s'étaient organisées pour aller acheter un appareil-photo jetable pour prendre des clichés des toilettes. Elles voulaient les envoyer aux officiels supérieurs et ainsi les sensibiliser. Elles disaient qu'aucun supérieur n'avait franchi les grilles de l'entrepôt depuis fin 2002. De leur côté, les officiers m'avaient dit qu'ils avaient passé le relais de la prise en charge des familles sinistrés aux institutions compétentes, à savoir le *Fondo Unico Social* et la direction des Affaires Sociales du gouvernement régional de Vargas. Ce jour-là, lorsque nous avons quitté le « casino », le sous officier me dit :

> « …Tu connais plus de la vie de ces gens-là que moi, qui passe la journée à côté d'eux » (Notes de terrain, entretien sous-officier accompagnateur, C.A.P.N, Maiquetia, avril 2003)

Le lendemain matin, Ana nous dit au sous-officier et moi qu'elle avait pris les photos et qu'il fallait les développer mais que personne n'avait d'argent. Cependant, le sous-officier avait changé d'attitude par rapport à la veille et prit un air distant, en regardant ailleurs, en se désintéressant de l'affaire :

> « Quand vous obtiendrez l'argent, vous me tiendrez au courant. Je prendrai les photos avec moi et verrai ce que je peux faire » (Notes de terrain, entretien sous-officier accompagnateur, C.A.P.N, Maiquetia, avril 2003).

Par cette attitude, il voulait mettre des limites à la connivence qui s'était établie au cours de nos visites précédentes. La mise en évidence des liens d'amitié entre les femmes du refuge et les officiers avait troublé mon accompagnateur. Il était gêné par ma présence, par le fait que je puisse témoigner de ce qui se vivait dans le refuge, en particulier d'éventuels liens entre les militaires et les femmes pensionnaires. J'ai ainsi dû faire preuve de discrétion

et conserver une certaine distance pour ne pas prendre parti dans cette situation délicate et essayé de suspendre tout jugement moral[362].

À un moment donné de la conversation, Ana avait évoqué en public sa confiance envers l'un des officiers, que c'était « son ami » et qu'elle lui avait déjà parlé et qu'elle attendait de lui une « réponse » qu'elle espérait positive concernant son relogement dans un appartement à Catia La Mar. Cette remarque déplacée agaça le jeune officier. J'ai eu plus tard l'occasion de parler avec Ana en privé, elle m'a alors confié :

> « Tu sais, j'ai bien connu l'officier dont je t'ai parlé mais si jamais je le croise dans la rue je ne sais s'il me reconnaîtra. » (Notes de terrain, entretien Ana, C.A.P.N à Maiquetía, avril 2003)

Elle sous-entendait par-là qu'elle avait eu des rapports sexuels avec cet officier. Sa façon de me le dire tenait du secret mais, vu la réaction de l'officier, il s'agissait d'un secret de polichinelle. Je savais que le mari d'Ana (le père du bébé mais pas de ses deux aînés) travaillait ailleurs et qu'il n'était pas souvent au refuge. Elle m'avait aussi dit que cela ne se passait pas très bien avec son mari. De plus, son bébé n'avait que quelques mois.

Cette situation relevait-elle d'une prostitution des femmes sinistrées dans le but d'obtenir des avantages dans leur vie quotidienne ? Étais-je par conséquent témoin d'un abus des officiers militaires envers ces femmes vivant sous la contrainte ? Ana me racontait-elle cette histoire pour se donner de l'importance et dire qu'elle avait été « choisie » par un officier haut gradé, de préférence aux autres femmes du refuge ? Soit stratégie de génération de revenus ou soit quête de visibilité, Ana racontait son histoire comme un amour romantique et caché et s'accrochait à l'espoir d'obtenir quelque chose de mieux qu'une maison loin de tout dans l'état de Cojedes, à 600 km de Caracas, et se présentait comme capable de tout pour cela. En revanche, elle ne faisait pas allusion au sexe comme un moyen pour obtenir ce qu'elle voulait.

Ce n'était pourtant pas la première fois que les femmes sinistrées me faisaient part de leurs liaisons avec les militaires, mais j'avais toujours été témoin d'histoires qui relevaient

[362] Les rapports entre les femmes hébergées et les militaires soulevaient directement le problème des valeurs de l'anthropologue sur le terrain. Je ne voulais pas contribuer aux appréciations moralisantes sur les femmes sinistrées, déjà assez stigmatisées, en projetant mes valeurs. En tant que femme vénézuélienne, et comme le signale Philippe Bourgois (2001) à propos de la brutalité des relations entre les sexes chez les dealers de crack à El Barrio de New York, je me trouvais « aux prises avec les contradictions que génère la méthode anthropologique exigeant de suspendre tout jugement moral » (2001 : 227).

de liaisons amoureuses entre les femmes et les soldats. En revanche, ces relations ne devenaient préoccupantes pour la hiérarchie que lorsqu'elles étaient pour les femmes un moyen des femmes pour obtenir nourriture, relogement ou emploi du *Plan Bolivar 2000.* Le lien intime pouvait alors être l'occasion d'un favoritisme dans l'attribution des biens. Dans le cas d'Ana, elle ne cachait pas son intention « de tout faire » pour obtenir un logement à Vargas. Elle ne s'avouait pas trompée par le militaire haut-gradé, mais depuis le temps, elle craignait qu'il ne se souvienne pas d'elle, d'autant plus que ce souvenir équivalait pour elle à l'accomplissement d'une promesse faite dans le cadre d'une relation sexuelle.

L'analyse de la sexualité des femmes dans les sites militaires concerne particulièrement les non-dits, les situations cachées et tacites auxquelles on ne faisait pas référence de façon directe mais à travers des subterfuges et des sous-entendus. Les allusions portaient essentiellement sur le fait que les femmes se servaient de leur sexualité pour obtenir des avantages, améliorer leurs conditions de logement et augmenter leurs chances d'obtenir un nouveau logement. Il s'agissait de la quête d'une situation plus sûre dans le *refugio* à travers la sexualité. C'était une sexualité qui ne sert pas à la vie privée mais qui est créatrice – ou en tout cas qui cherche à le faire – d'un positionnement dans les rapports de pouvoir. En effet, les relations avec les soldats étaient aussi rapportées par les femmes comme un moyen de se protéger des autres sinistrés en ayant quelqu'un de plus haut placé dans la hiérarchie pour prendre soin d'elles ou les défendre.

C'était notamment le point de vue de Yajaïra dans le fort militaire Terepaïma à Barquisimeto, où elle a été logée avec ses enfants de décembre 1999 à la fin 2000 :

> « J'ai eu la bas [*Fort Terepaïma*] un problème avec une garce dont le mari et les frères étaient des *malandros*. J'ai du me cacher dans un peloton de soldats pendant quelques heures pour qu'ils ne me trouvent pas. Tu sais, au fort, grâce aux soldats on nous respectait. Nous avons séjournés là-bas pendant huit mois. Et pendant tous ces huit mois je me suis ressentie en sécurité. Imagine toi que les chambres étaient séparées par des rideaux et pas par des portes. Nous vivions en toute confiance et jamais rien ne s'est passé. Personne ne rentrait pour nous voler. » (Entretien avec Yajaira. 12 septembre 2003, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, Caracas)

Yajaira me raconta son expérience dans le fort Terepaïma d'une façon peut être idéalisée du fait de ses condtions de vie au moment de faire notre entretien. Nos rencontres avaient lieu dans le refuge Bollet Peraza de Caricuao (cf. vignette de terrain n°16) où l'agressivité et les conflits entre les familles regnaient. Ses « bons souvenirs » du Fort Terepaïma concernaient avant tout la sécurité :

> « Personne n'entrait voler dans la chambre des autres. Nous étions sous surveillance 24 heures sur 24. Nous étions protegés quoi. C'est vrai que manger aux horaires des militaires c'était un peu dur. 6 heures du matin, midi et 6 heures de l'après-midi. Mais les militaires nous donnaient quand même de la nourriture pour les enfants qui mangeaient la nuit. Ils étaient bien » (Entretien avec Yajaïra. 12 septembre 2003, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, Caracas)

Ainsi, d'une part Yajaïra celebrait son séjour dans le fort Terepaïma car elle se sentait protégée dans ce lieu sûr mais, d'autre part, elle s'avouait perplexe quant à « l'affaire » qui son amitié avec le soldat avait suscitée. Elle avait failli se faire virer du fort avec ses enfants à cause de cette affaire avec le soldat.

Les dispositifs visant à éviter de telles relations relevaient également de la dynamique de la politique de relogement et de relocalisation de la population sinistrée qui permettait à une jeune femme célibataire de se déclarer « en couple » avec un soldat et de solliciter un relogement individuel, différent de celui demandé par ses parents. J'ai pu observer ce type de situations à la queue du bureau de relogement (la *dirección de habitat* du FUS). J'ai vu, en une matinée, au moins trois couples de jeunes femmes avec des soldats, habillés en uniforme, qui avaient demandé une permission pour accompagner leur compagne et faire une demande de relogement en province ensemble. Ils officialisaient ainsi leur relation en mettant en cause la représentation dominante négative des couples « femmes sinistrées – jeunes soldats » soupçonnés, dans ce cas précis, de vouloir tirer profit des programmes de relogement. Les couples « jeunes soldats– femmes sinistrées » relevaient d'une relation de réciprocité entre deux groupes subordonnés tandis que « femmes sinistrées –officiers haut gradés » étaient des situations cachées et embarrassantes pour l'institution d'accueil.

8.2.2 Connivences inconvenantes : les femmes du refugio *et les hommes du* barrio

Quelques mois après l'installation du refuge Pinto Salinas (voir vignette de terrain n°7), certaines femmes sinistrées trouvèrent des compagnons dans le *barrio*. Mais, au lieu de quitter le refuge et de s'installer ailleurs, ces femmes tentaient d'habiter dans le refuge avec leur nouveau compagnon. L'une des responsables soulignait :

> « … [*Dès que*] les femmes trouvent dehors un type qui leur plaît bien, le lendemain, le type reste dormir dans le refuge ! » (Réunion avec Ligia, Leïla, Cristina et Delia, FUS-Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Les fonctionnaires du FUS qui travaillaient à Pinto Salinas signalaient qu'elles étaient favorables aux liaisons entre les femmes du refuge et les hommes du *barrio*. Elles

disaient que ces unions auraient été « une solution au problème » car les femmes, et en l'occurrence leurs familles, auraient alors libéré leur chambre au refuge. Cependant, lors de mes visites à *La Dignidad* de Pinto Salinas, j'ai plutôt constaté qu'en réalité, ces hommes venaient habiter au refuge. Ce phénomène était mal perçu par les fonctionnaires qui soupçonnaient les hommes du *barrio* de manipuler les femmes pensionnaires pour obtenir une nouvelle maison grâce au programme de relogement du gouvernement ou un emploi du PER (*Plan de Empleo Rapido* du *Plan Bolivar 2000*). Il fut donc interdit aux femmes d'amener des amis aux chambres le soir. En mai 2000, les visites des hommes du *barrio* aux femmes du refuge étaient surveillées de près par les responsables et leur interdiction menaçait d'être étudiée.

L'intégration des habitants du *refugio* à la vie quotidienne du *barrio* dépendait des normes qu'imposaient les fonctionnaires du FUS. Horaires, visites, contraintes, la routine administrative des agents tournait autour du contrôle des sinistrés. Vendredi, samedi et dimanche sont des jours de forte activité sociale dans les *barrios* de Caracas. Marché, fêtes et réunions dans les ruelles animent les jours de congé et, en fin de semaine, seuls les soldats restaient alors au refuge. Les horaires se relâchaient et les vendredis par exemple, les pensionnaires du refuge voulaient rester dehors à boire de la bière et discuter avec les voisins du *barrio* et rentrer plus tard qu'à 9 heures. Ils demandaient ainsi au soldat de garde, de leur ouvrir la porte à 11 heures, et l'attitude de celui-ci variait.

J'allais souvent passer un moment de l'après-midi en dehors du *refugio* à cause de la chaleur écrasante. En face du *refugio*, il avait une esplanade et un parking où s'installait un marché aux fruits. Un jour, je me suis mise à parler avec une vendeuse de fruits qui m'a dit qu'elle n'aimait pas du tout les femmes sinistrées du refuge. Elle m'a dit qu'elles venaient « …chercher les hommes d'ici » (Carnet de terrain, Pinto Salinas, juin 2000). D'après la rumeur qui circulait dans le *barrio*, les hommes « venaient » au refuge pendant la nuit. Or, pendant la nuit, seuls les soldats restaient comme « surveillants ». Et, d'après ce qui se disait dans le refuge, c'étaient les soldats qui étaient les plus concernés par les visites nocturnes des femmes du *barrio*. Femmes sinistrées et femmes du *barrio* s'accusaient donc mutuellement de s'adonner à la prostitution.

Les soldats étaient ainsi accusés de complicité dans le trafic de drogue ainsi que dans la constitution des couples qualifiés d'illicites par les fonctionnaires. On disait notamment que la fille de la cuisinière bénévole qui fut exclue suite à un soupçon de distribution de

drogue restait au refuge pendant la nuit avec les soldats. D'après l'une des responsables du refuge :

> « Le sergent, après son tour de garde, s'endormait, et les soldats cherchaient comment faire pour que cette fille reste avec eux. Elle couchait avec plusieurs soldats, j'en suis sûre. » (Réunion avec Ligia, Leïla, Cristina et Delia, FUS-Croix-Rouge, Pinto Salinas, juin 2000)

Cette confidence ne passait toutefois pas par le stade des remarques, d'une mise en discours de normes qui ne se traduisaient pas encore dans les faits par l'expulsion des sinistrées mises en cause. Dans ce premier moment du confinement, son unique action autoritaire a consisté à pénaliser les rapports sexuels entre la fille de la cuisinière, une femme non-sinistrée, issue du *barrio*, et les soldats qui gardaient le *refugio*. La seule preuve d'un lien amoureux avec les soldats ne suffisait pas pour qu'elles soient expulsées, même si cette possibilité existait[363].

À Pinto Salinas se dessinait ainsi une caractéristique paradoxale de la relegation des familles : le confinement était une situation de relâchement des contrôles sociaux mais ce même relâchement se traduisait dans une moralisation des pratiques sexuelles.

8.2.3 La représentation de soi des femmes sinistrées comme sujet autonome

En juin 2003, après avoir été relogée à Barquisimeto et être revenue à Vargas, Ana se disait fière de ne dépendre de personne pour subsister. Elle avait une très mauvaise opinion de ceux « qui passent leur vie à attendre que le gouvernement vienne résoudre leurs problèmes », sous-entendue l'autre vingtaine de familles du refuge. Pour Ana, l'éducation était très importante. Elle avait fait quelques années de lycée et gardait l'espoir de suivre une formation en coiffure. Elle voulait que ses enfants reprennent l'école le plus vite possible et disait de façon déterminée :

> « Si un enfant ne va pas à l'école parce qu'il n'y en a pas, bon, cela ce comprend. Mais qu'un enfant n'aille pas l'école, en ayant une à côté et en étant un bon élève, c'est un trauma pour n'importe qui. Ma fille est allée à l'école maternelle depuis l'âge de trois ans et elle est une élève excellente, et a toujours eu des notes très bonnes. Elle a une conduite irréprochable car elle est très sage. » (Ana. Refuge de C.AP.N à Maiquetia, juin 2003)

[363] Les menaces d'expulsion des refugios situés en ville seront analysées en détail dans le chapitre 9.

Ses propos pouvaient sembler bien contradictoires puisqu'elle était sans emploi, avec trois enfants, dont un en bas âge, logée dans un entrepôt situé dans une caserne militaire : elle n'avait guère de chances de quitter les lieux ni de scolariser ses enfants comme elle le voulait sans recevoir d'aide. Ana ne se présentait pas comme quelqu'un « en attente » de l'action publique pour améliorer ses conditions de sa vie. Comme nous l'avons déjà signalé, ses projets d'avenir ne manquaient pas. Elle déclarait que trop recevoir « rendait les gens fainéants, les démotivait ».

Cette attitude est conforté par la théorie d'Anthony Giddens (2005 [1984]), selon laquelle « *human agency* » – l'agencement – et structure sociale existent dans une relation réflexive : les acteurs reproduisent certes la structure sociale (traditions, institutions, codes moraux) mais cette structure change lorsque les acteurs commencent à l'ignorer, la contourner, la détourner, ou l'interpréter d'une façon différente. En suivant le raisonnement de Giddens, Ana « agissait autrement » pour gérer les conditions oppressives de son hébergement prolongé. Elle rejetait dans son récit la subordination. Pour Giddens l'*agency*, – l'agencement – concerne le lien entre « l'action » et le « pouvoir » et est traduit comme la capacité d'« agir autrement : « Être capable d' « agir autrement » signifie de pouvoir intervenir dans l'univers, ou de s'abstenir d'une telle intervention, pour influencer le cours d'un procès concret. Etre un agent, c'est pouvoir déployer continuellement, dans la vie quotidienne, une batterie de capacités causales, y compris celle d'influencer les capacités causales déployées par d'autres agents » (Giddens 2005 [1984] : 63).

Pour montrer qu'elle n'était pas une personne dépendante de l'assistance, Ana parlait même « d'effets pervers » de l'aide de l'État. Pour soutenir de tels propos, elle faisait souvent allusion à la parabole de *La Vaquita*, « la petite vache », dont elle gardait précieusement le texte sur papier sous le matelas de son lit superposé, à l'abri de ses enfants.

Vignette de terrain 15 - Transcription de « La leçon morale de la Petite vache »

Un sage se promenait dans la forêt avec son fidèle disciple, quand il vit au loin un village d'aspect pauvre, et décida d'y faire une brève visite. Pendant leur longue promenade, il avait parlé à son apprenti de l'importance des visites et des rencontres, occasions propices à l'apprentissage. Une fois arrivés, le maître constata la pauvreté du lieu et ses habitants : un couple et ses trois enfants habitaient dans une masure en bois, les vêtements sales et déchirés, sans chaussures. Il s'approcha de l'homme, apparemment le père de famille, et lui demanda : « Dans cet endroit il n'y a ni de source de travail ni commerces, comment faites-vous pour survivre ici ?

L'homme répondit calmement: « Nous avons une petite vache qui nous donne plusieurs litres de lait. Nous vendons une partie du produit ou l'échangeons avec d'autres denrées alimentaires dans la ville voisine, et avec l'autre partie nous faisons du fromage, du lait caillé, etc. pour notre consommation, et c'est ainsi que nous survivons ». Le sage le remercia pour l'information, contempla l'endroit pendant un moment, et partit. Au milieu du chemin, il se tourna vers son fidèle disciple et il lui ordonna : « Cherche la Petite vache, amène-la au bord du précipice et pousse-la ». Le jeune rétorqua que la petite vache était le seul moyen de subsistance de cette famille. Mais devant le silence absolu de son maître, il réalisa que c'était là un ordre. Alors, il poussa la petite vache dans le précipice et la regarda mourir.

Cette scène est restée gravée dans la mémoire du jeune homme pendant de longues d'années. Un beau jour, il résolut abandonner tout ce qu'il avait appris et retourna au village pour tout raconter à la famille, pour leur demander pardon et pour les aider. Au fur et à mesure qu'il s'approchait du village, tout lui paraissait très beau, avec des arbres fleuris, une voiture dans le garage d'une maison très grande et quelques enfants jouant dans le jardin. Le jeune se sentit triste et désespéré en imaginant que cette famille humble avait dû vendre la terre pour survivre.

Mais en arrivant, il fut reçu par un homme charmant à qui il demanda des nouvelles de la famille qui habitait cette maison environ quatre ans plut tôt. L'homme lui répondit qu'ils avaient toujours vécu là. Ebahi, le jeune entra dans la maison et constata que c'était la même famille qu'il avait rencontrée avec son maître. Après maints éloges et félicitations, il demanda à l'homme (le propriétaire de la Petite vache) : « Comment avez-vous fait pour améliorer cet endroit et changer de vie ? ». L'homme, très enthousiaste, lui répondit : « Nous avons eu une petite vache qui est tombé par le précipice et s'est tuée. Depuis ce jour, nous nous sommes vus dans la nécessité de faire autre chose et de développer des capacités que nous ne connaissions pas ; et c'est ainsi que nous avons atteint le succès que vous observez maintenant ».

Morale de l'histoire : Chacun a une Petite vache qui l'aide à survivre au quotidien. Découvre quelle est ta Petite vache et profite de la proximité de la fin du millénaire pour pousser ta Petite vache dans le précipice. »

L'histoire de « la Petite vache » est la métaphore dont Ana se sert pour construire sa responsabilité individuelle. La résistance aux dures conditions de vie dans le *refugio* de la Police navale s'exprime chez Ana par son refus de se présenter comme quelqu'un de dépendant, par sa volonté de contrôler sa présentation de soi : quelqu'un qui est prête à s'en sortir sans l'aide de personne. Cependant, au contraire de l'histoire de « la Petite vache », Ana ne disposait pas d'une « poule aux œufs d'or » à sacrifier pour ainsi connaître les

réussites salutaires de l'indépendance. Elle ne recevait par ailleurs aucune aide, elle était déjà dans la nécessité. Et paradoxalement, elle attribuait sa condition à une aide qu'elle ne recevait pas.

Il me semble que « La petite vache » est la métaphore de la suspicion envers les ressources faciles. Renoncer à cette manne et se procurer ses propres moyens de subsistance est le seul chemin de l'autonomie et par conséquent digne. Cette parabole fait particulièrement sens au Venezuela où s'est développée une condamnation généralisée de la « richesse facile » issue de la manne pétrolière, représentée comme la « grande coupable » de la « fainéantise de l'homme vénézuélien », cliché répandu à propos des milieux populaires et analysés dans le chapitre 6.

Ana ne se considère pas une *floja*, une fainéante, à la différence de Nydia qui attribuait ailleurs aux autres occupants du refuge La Dignidad de Catia (voir vignette de terrain n°14) la responsabilité de sa condition (chapitre 7). Pour Ana, *La Vaquita* veut aussi dire qu'il faut se débrouiller. Elle mettait toujours en valeur dans les entretiens sa capacité à s'en sortir dans des conditions très adverses. Et c'est dans cette débrouille que la sexualité joue un rôle[364]. Ana attendait « quelque chose de mieux » que son compagnon et elle n'écartait pas qu'« un militaire » la fasse sortir du *refugio* et lui obtienne un appartement à Vargas. Elle tentait ainsi d'être un « agent », c'est-à-dire de développer ainsi une action sociale relevant d'un choix qui modifierait les cours des événements, même si cette volonté indépendance n'allait pas au-delà de sa rhétorique. Giddens définit ainsi l'action : « L'action dépend de la capacité d'une personne de « créer une différence » dans le procès concret, dans le cours des événements. Un agent cesse de l'être s'il perd cette capacité de créer une différence », donc d'exercer du pouvoir ». (Giddens 2005[1984]) : 3) Pour le dire dans les termes de Giddens, l'histoire de « la petite vache » l'aide à créer une « différence » dans le « cours des événements ».

Elle me disait « Paula, chacun doit tuer sa « petite vache », il faut finir avec tant de dépendance ! ». Et pourtant, Ana vivait dans une condition que j'ai objectifié de relégation et dépendance, et c'était elle-même qui se révoltait contre cette condition et qui se projetait dans l'avenir comme quelqu'un d'autonome.

[364] Lorsque nous avons parlé des contraceptifs, elle m'a dit qu'elle n'en prenait pas en ce moment-là car « les choses avec son mari n'allaient pas bien ». Elle m'a dit qu'elle lui interdisait maintenant de la toucher et qu'elle espérait que cette tactique l'amènerait à la quitter.

8.3 La subjugation maternelle

Dans son ouvrage sur les « enfants de la rue » de Caracas, Patricia Marquez (1999 : 85) montre en effet que les discours savants, en particulier la psychologie sociale et la sociologie, attribuent un caractère potentiellement pathogène à la famille des milieux populaires autour de la femme[365]. Marquez (1999 : 86) signale que, d'après cette littérature fortement répandue auprès des experts qui gèrent les institutions d'attention à l'enfance, la famille pauvre est un « cercle de corruption morale » en raison d'une structure historiquement constituée par « la femme esclave noire ou indienne soumise et un père absent ». Marquez (1999 : 87) souligne également que cette affirmation tant fausse que peu critiquée, met de côté les deux processus historiques qui marquent la constitution de la société vénézuélienne : d'une part, les guerres du 19ème siècle, dévastatrices pour la population masculine, et d'autre part, l'économie rentière du pétrole, très demandant de main d'œuvre masculine, et à l'origine de la migration rural-urbaine de la plus importante de l'Amérique latine. Ainsi, je soutiendrai que la mise en cause des mères dans les *refugios* relève de la production d'une norme sociale qui affecte tout particulièrement aux mères en situation de confinement car les définit comme étant socialement « déviantes » (Becker 1985 [1963]).

Les familles hébergées étaient composées en majorité de femmes et d'enfants, les hommes – maris, pères, frères et fils – « passant » juste leur rendre visite de temps en temps pour leur donner de l'argent et de la nourriture. Les femmes se trouvaient donc coupées des liens et des réseaux dont elles disposaient dans le *barrio*. La tension permanente entre une structure familiale constituée autour de la mère et une « norme sociale qui exige l'autorité d'un père en l'occurrence absent » engendre une représentation sociale dominante de la famille socialement défavorisée comme étant à l'origine des problèmes sociaux.

La production sociale du caractère potentiellement déviant releva aussi de la « condition sociale » des mères pauvres. La notion de « condition sociale » est-elle avancée par Didier Fassin (2001a ; 2006), en suivant la réflexion philosophique développée par Hannah Arendt (1998), pour

[365] Marquez particulièrement référence aux travaux du psychiatre José Luis Vethencourt dont les théories sont enseignées avec très peu de discussion. Son travail le plus diffusé dans les facultés des sciences humaines et sociales du pays est : Venthencourt, José Luis (1974). "La estructura familiar atípica y el fracaso histórico cultural en Venezuela." *SIC*(362): 67-69.

> « Mettre en avant l'inscription de cette condition dans l'ordre de la société, avec ses inégalités et ses hiérarchies, qui demeurent en filigrane de l'analyse de la philosophe » (2006 : 30).

Selon Hannah Arendt, la « condition humaine » correspond à « ce que nous faisons », qu'elle distingue donc de ce que nous pensons ; elle désigne « les activités qui sont à la portée de tous les êtres humains » et se caractérise par trois dimensions fondamentales, à savoir « le travail, l'œuvre et l'action » (1998 : 41). Par « travail », Arendt elle entend le processus biologique du corps ; par « œuvre », la production d'un monde artificiel d'objets ; par « action », la compétence sociale permettant aux hommes de se construire un monde commun. Ces trois activités sont, dit-elle, « intimement liées à la condition plus générale de l'existence humaine : la vie et la mort, la natalité et la mortalité » (1998 : 43). Didier Fassin (2001a ; 2006) parle plutôt de « condition sociale » que de « condition humaine » qui peut véhiculer une vision universalisante de l'existence. Leur condition sociale de femmes confinées était l'issue d'une situation chronique et se trouvait vivifié par la cristallisation des conséquences de la retombée du sentiment compassionnel envers les victimes de la catastrophe.

La condition sociale des femmes sinistrées en situation de confinement relevait de leur considération en tant que déviantes par les groupes responsables du refuge, d'abord les fonctionnaires du FUS et ensuite les membres de l'association « *Cadena de valores* » (Chaîne de valeurs).

Une démarche institutionnelle de catégorisation et d'étiquetage des individus se manifestait ainsi par la désignation de cas de figure de familles sinistrées pauvres. Elle dévoilait le système de normes sociales auquel les institutions recourraient pour expliquer les raisons pour lesquelles ces familles continuaient à être assistées et hébergées.

8.3.1 Une histoire de mères

Dans les points suivants je traiterai des fondements d'un ensemble de normes comportementales et de codes moraux relatifs à la maternité qui étaient en tension permanente dans les *refugios*. Cette analyse replacera la mise en cause des mères dans le contexte de la crise du patriarcat dans les milieux populaires vénézuéliens. Je vais montrer comment se constitue le pouvoir des détenteurs de ces discours et comment leurs propos normatifs s'ancrent dans une histoire sociale particulière de la maternité dans les milieux populaires vénézuéliens. Enfin, je détaillerai les dispositifs juridiques et pratiques dont

disposent les autorités pour mettre en pratique la réglementation de la vie de ces familles, en particulier des femmes.

Une analyse socio-historique de la maternité au Venezuela permettrait de saisir les paradoxes de la mise en cause des mères dans la filiation et les inégalités sociales. Les anthropologues définissent la société vénézuélienne comme « matrisociale » (Hurtado 1999) ou socialement structurée autour de la mère. La notion de « matrifocalité » distingue une société caractérisée par un système de parenté, de foyer, de structures et de systèmes sociaux dans lequel le rôle de la mère est structurellement, culturellement et affectivement central (Sargent et Harris 1998). Ces analyses incitent à faire un détour par l'ethnographie des villages de la province vénézuélienne, où s'effectue souvent l'accueil par certaines familles d'enfants avec lesquels elles n'ont pas un lien de parenté direct. Ces enfants sont alors à la charge de leurs grands-mères ou des tantes aînées. C'est le cas des familles élargies où des femmes prennent en charge l'enfant quand les parents travaillent en ville. Au Venezuela, il est ainsi très fréquent d'entendre dans les milieux populaires : « moi, j'ai été élevé par… » un membre de sa famille autre que ses père et mère (tante ou grand-mère). Et cette pratique de séparation mère-enfant est d'autant plus fréquente dans les milieux situés en bas l'échelle sociale. Nancy Scheper-Hugues (1992) analyse la notion d'« amour maternel » en précisant que la façon particulière dont les mères « aiment » leurs enfants dans des contraintes économiques et culturelles accablantes pouvait prendre des formes ambigües (1992 : 340).

Yajaïra avait placé son enfant ainé ailleurs, chez une femme qu'elle avait rencontré au marché du rond point Ruiz Pineda, à côté du refuge, et qu'elle me décrivait comme une *« señora buena-gente »,* (une « dame bien »). Yajaïra avait quatre enfants, deux filles et deux garçons. L'aîné des garçons n'était presque jamais là. Lorsque je demandais de ses nouvelles, Yajaïra me disait qu'il était chez une dame, une « femme bien », qui avait un stand de vendeuse dans le marché permanent de Caricuao et qui lui apprenait à être un vendeur des rues. J'ai un jour demandé à Yajaïra de m'emmener le voir pour lui dire bonjour car j'étais très attachée à ses enfants. Nous sommes sorties du refuge avec ses deux filles et sommes allées au marché. Cette femme avait une position socialement plus élevée, car son poste fixe du marché du rond point Ruiz Pineda la dotait d'un statut plus élevé que celui d'une vendeuse ambulante (*buhonera)*. Dans son stand elle pouvait stocker des marchandises, et vendait des galettes de manioc, des légumes secs, des haricots et des bananes plantains. On a fait connaissance et, quand j'allais rendre visite à l'ainé de Yajaïra,

je m'approvisionnais. Son stand avait l'air de bien marcher et elle avait une condition socio-économique stable. Le soir, elle rentrait chez elle et le garçon revenait au *refugio* dormir avec sa mère et ses frères. Le choix de laisser son ainé à un tiers rend compte du souhait de Yajaïra de l'élever dans l'échelle sociale. La vendeuse tirait de son côté profit du garçon qui l'aidait à tenir le stand et le gardait pendant qu'elle sortait un moment faire des courses ou aller aux toilettes, etc. Et d'ailleurs, pour Yajaïra, c'était une bouche de moins à nourrir.

Yajaïra avait ainsi crée un système de réciprocité avec la femme « bonne-personne » en établissant un lien de parenté et en élargissant ainsi le réseau de subsistance. Cet acte, assez fréquent, s'inscrit dans les pratiques des mères du nord est du Brésil étudiées par Nancy Scheper-Hugues (1992 : 99-108). Ce type de placement des enfants relève des limitations matérielles et émotionnelles des familles vivant sous la contrainte. Ainsi, les contraintes de Yajaïra et les besoins de la dame « bonne-personne » les amènent à constituer un lien d'assomption de la maternité de cette dernière et ceci s'inscrit dans un vaste système de réciprocité. Comme au nord est du Brésil, l'élevage des enfants par des tiers, sans obligation d'adoption, par des membres de la famille plus aisés ou par des amis est ainsi une pratique courante et culturellement légitime en particulier en milieux populaires. Il est fréquent aussi de trouver dans le milieu rural des grand-mères qui élèvent leurs petits-fils. Les jeunes parents partant travailler en ville ont en effet rarement les moyens d'y faire garder leurs enfants, notamment quand les mères travaillent toute la journée, en particulier celles qui font les ménages dans les maisons des classes sociales plus aisées[366].

La situation de discrimination dont souffrent les enfants des milieux populaires semble résulter de l'organisation des familles qui se distribuent l'élevage des enfants. Au Venezuela la discrimination raciale paraît étroitement liée à la discrimination sociale et économique (Lopez Sanz 1993; Montañez 1993). Les relations de parenté relèveraient ainsi en grande partie du processus historique de traduction sociale du système des classes sociales de la société coloniale (Martens Ramírez 2004). Au début de la période coloniale, la société vénézuélienne était en effet composée de « trois groupes ethniques antagoniques » qui se sont mélangés par des unions sexuelles, en donnant lieu à un processus appelé « créolisation » (*criollizacion*) (Lopez Sanz 1993; 2001) ou « métissage ». Ce mélange physique a toutefois reproduit les grands traits de la structure socio-économique où les plus

[366] Certaines études classiques sur la Jamaïque ont ainsi avancé que l'abandon des enfants pourrait constituer une expression extrême du placement des enfants ailleurs (Sergent 1998 : 214).

« noirs » occupaient les niveaux les plus bas. Cependant, il ne s'agissait pas de groupes ethniques mais de groupes semblables de par leurs caractéristiques phénotypiques. La société coloniale vénézuélienne montrait une « configuration sociale atypique » en raison du grand nombre de « petits blancs sans fortune » (les *blancos de orilla*) qui faisaient d'elle une société « bigarrée » (Langue 1999: 87). Par conséquent, le nombre croissant de métis à la peau claire a joué en faveur de l'apparition d'une vaste gamme de situations sociales « pour le moins ambigües » et distinguer un blanc (pauvre) d'un métis relevait des usages d'appellations de plus en plus changeantes tout au long du 19ème siècle. Cette difficulté de catégorisation raciale entraîna une ambigüité des discours sur les « races », la diversité des groupes expliquait soit le « le relâchement des mœurs et des coutumes » par rapport à d'autres sociétés de l'Amérique hispanique (Langue 1999 : 89), soit la prospérité matérielle de certains « métis » *pardos* (Langue 1999 : 93). Le terme de « race », utilisé dans l'historiographie classique vénézuélienne, impliquait toujours une désignation négative pour affirmer la supériorité d'un autre groupe.

Ainsi, les distinctions raciales au Venezuela tournent autour des degrés de « négritude » et de « blanchitude » plus que d'une catégorisation binaire noir et blanc. La distinction devient toutefois plus catégorique lorsqu'elle concerne les *indígenas* et les *criollos*. Dans une étude sur les conditions extrêmement discriminatoires d'un procès effectué à une jeune femme de l'ethnie warao pour infanticide, Charles Briggs et Clara Mantini-Briggs (2000) montrent les stratégies d'inculpation du système judiciaire basées sur des préjugés stéréotypés à l'égard des femmes indiennes. Soumis à des conditions de vie très précaires, les indiens vénézuéliens souffrent en effet de fortes discriminations raciales (Briggs et Mantini-Briggs 2000) et sont ainsi socialement disqualifiés comme étant un danger pour la moralité et comme une menace à la société dominante.

Photo 19 – Yajaïra avec ses filles. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2005. Photo prise par l'auteur.

8.3.2 De la mise en cause des mères…

Au moment de son installation, durant les premiers mois de l'an 2000, la vie dans le refuge Bollet Peraza de Caricuao était assez réglementée. Celui-ci ouvrait ses portes à 6 heures du matin, et les fermait à 10 heures du soir. Les horaires des repas étaient fixes. Le refuge recevait par camion les denrées des fournisseurs payés par le FUS, une fois par semaine, et les employées les distribuaient à chaque repas journalier. Trois femmes du refuge étaient payées pour préparer les repas.

Vignette de terrain 16 - Le *Refugio* Bollet Peraza, Caricuao, Caracas

Ouvert début 2000, ce refuge est situé dans un bâtiment délabré d'un ancien hôtel. Il avait été aménagé et divisé en 116 chambres exigües, chacune pouvant accueillir une famille de quatre personnes maximum.
Sa localisation est au rondpoint Ruiz Pineda, centre commercial, Caricuao, Caracas. Ce bâtiment a été acheté par le *Fondo Unico Social* (FUS). La distribution de nourriture y était directement supervisée par le Palais Présidentiel de Miraflores pendant les années 2001 et 2002.
Les chambres avaient été séparées par des cloisons en bois, des panneaux fins et instables qui n'atteignaient pas le plafond. Le *refugio* occupait deux étages, au premier niveau les chambres et au rez-de-chaussée, la cuisine suivie d'un couloir qui servait de réfectoire. Ce même couloir desservait directement les douches et les WC en enfilade.
Classifié par les fonctionnaires du FUS comme « un refuge destiné à accueillir les sinistrés malades qui ne peuvent pas être transférés en province à cause de leurs problèmes de santé », (les *cas de santé*), le refuge de Caricuao était cependant loin d'être une institution d'accueil de malades.
Le *refugio* Bollet Peraza était devenu le lieu d'accueil des personnes qui faisaient des demandes d'aide de toutes sortes auprès du palais de Miraflores. Il abritait de malades chroniques venus de la province pour la plupart, dont le séjour et le relogement y ont été rendus impossibles par la nécessité des soins spécialisés. Pendant mon séjour j'ai vu des cas graves d'asthme, de cardiopathies congénitales, de sclérose en plaques, de diabètes, etc.
Une fois hébergés dans ce refuge, les malades attendaient la visite des médecins du FUS. Ces médecins organisaient leur dossier et établissaient le degré de gravité de la pathologie en question. Les visites médicales étaient prévues de façon régulière, deux fois par semaine.
Cependant, quelques semaines avant mon arrivée en juillet 2002, l'un des médecins fut pris en otage par les hébergés qui s'insurgeaient du manque de réponse effective à leur situation, parfois extrême. Suite à une longue négociation avec les responsables, les hébergés ont libéré le médecin, mais l'équipe médicale refusa d'y retourner pendant plus de cinq semaines.
Au cours de mes visites de 2003, j'ai pu observer que les conditions de vie des occupants du local s'étaient fortement détériorées et les conditions d'insalubrité et d'insécurité s'étaient considérablement dégradées lors de la dernière visite, en 2004. Le palais de Miraflores arrêta définitivement le fournissement de nourriture.
Les institutions qui en assuraient la prise en charge furent la direction de *refugios* du FUS (fermée fin 2002), et le département des affaires sociales du Palais présidentiel de Miraflores.
Travail ethnographique effectué pendant mes visites des années 2001, 2002, 2003 et 2004.

Le refuge de Caricuao s'est transformé avec le temps en une institution au caractère ambigu : le gardien y restait la nuit et était le seul à posséder les clefs de la grille et les sinistrés avaient obligation d'avertir le gardien lorsqu'ils recevaient quelqu'un. L'adaptation à ce lieu clos passait par « la perte du sentiment de sécurité personnelle » décrite par Erving Goffman (1968 : 64) propre à la « dégradation de l'image de soi » dans le cas des « institutions totales ». En effet, bien que les sinistrés ne fussent soumis à aucun traitement

de réhabilitation ou de réclusion, comme auraient pu l'être dans une « institution totale », leurs rapports avec le personnel rappelaient fortement ce type de confinement : la promiscuité, l'accomplissement des tâches réglées, et l'imposition d'un plan d'activités par l'équipe administrative semblaient signifier la mise en œuvre d'une prise en charge des besoins physiques et l'application d'un traitement collectif. La vie y était rythmée par une routine imposée par les réunions et les activités des responsables ; les limites du pouvoir du personnel chargé de surveiller les comportements des hébergés, restaient floues et les familles ne bénéficiaient d'aucune intimité et les femmes chefs de famille devaient justifier en permanence leurs allées et venues auprès du personnel du FUS. Plus que d'une institution totale, le refuge de confinement relève d'un espace de contraintes mouvantes où les hébergés, en particulier les femmes avec des enfants en bas âge, se battent pour garder le contrôle de leur vie. Ainsi, les refuges de confinement deviennent des espaces propices à l'exercice du pouvoir masculin sur des femmes vivant sous la contrainte.

J'avais déjà observée la remise en cause des mères au cours de mon enquête. Les responsables du refuge Pinto Salinas (voir vignette de terrain n°7), se plaignaient en 2000 de devoir exercer un arbitrage moral entre les *damnificados* car, selon eux, les hébergés voulaient reproduire leur « façon de vivre ». Ils disaient qu'ils se comportaient comme auparavant dans leurs *barrios* (mauvaise hygiène, agressivité, etc.). Ligia se disait épuisée de rappeler les normes d'hygiène et disait d'un ton récriminatoire :

> « …J'ai dû dire plus d'une fois : ta chambre est sale, tu dois la nettoyer ! J'y passais toutes mes journées, je leur donnais de l'eau de javel. Ils devaient acheter leurs produits de nettoyage, mais, dans les cas critiques, nous leur fournissions de l'eau de javel… comme ça, pas d'excuses » (Entretien avec Ligia, Pinto Salinas, juin 2000)

Les enfants jouaient en permanence dans les couloirs et leurs disputes étaient courantes. Dans une des plus violentes que j'ai observées, les cris et les coups de pieds avaient fusé. Parmi les personnes qui regardaient la bagarre, quelqu'un a dit : « … Ici, personne ne fait attention à ses enfants ». Cette remarque était permanente. C'était un sujet qui suscitait des réflexions sur la compétence des mères à exercer leur rôle. Par exemple Délia, l'une des responsables, me dit un jour :

> « Bon, je vais te dire une chose, ici, personne n'est attaché à ses enfants. Ils les font toujours garder par d'autres …On s'est disputé avec les mères pour qu'elles prennent soin de leurs enfants, pour qu'elles soient attentives quand ils partent à l'école ou qu'ils en reviennent. Les parents ont une crèche à leur disposition, ils doivent payer 5000 Bs mensuels (environ 8 euros) et la crèche est à côté. Il y a une autre crèche dans le bloc 1

de Pinto Salinas mais, pour l'école primaire, l'obligation des mères n'est pas la même. ». (Entretien avec Délia, Pinto Salinas, juin 2000)

Dans le cas de Pinto Salinas, les fonctionnaires accusaient les mères sinistrées de ne pas avoir réussi à intégrer leurs enfants au *barrio* sans mesurer les difficultés que ces femmes rencontraient pour réinsérer leurs enfants dans les écoles[367]. Plus le temps passait dans les sites d'hébergement temporaire, plus cette accusation apparaissait à l'égard des mères.

En revanche, en juin 2000, à six mois de la catastrophe, les fonctionnaires qui géraient le refuge de Pinto Salinas ne détenaient le même pouvoir sur la vie que ceux du refuge de Caricuao en 2003, moment où ils menaçaient certaines mères de les priver de la garde de leurs enfants.

Yajaïra était considérée comme une menace dans le refuge de Caricuao et on la menaçait systématiquement avec l'application de la LOPNA. Or, elle souffrait d'un stigmate qui relevait plus du social que du racial. Elle était disqualifiée par le fait d'être ressortissante de Pinto Salinas, d'être sinistrée à plusieurs reprises et d'avoir quatre enfants de différents compagnons. Elle était dans une position délicate car les responsables du FUS avaient menacé à plusieurs reprises de présenter des « représentants de la Lopna » aux mères qui poseraient des « problèmes ». Yajaïra avait quatre enfants de deux pères différents qui ne prenaient pas leurs responsabilités et qu'elle ne pouvait pas les obliger à assumer leur paternité. Pour m'expliquer pourquoi elle élevait ses enfants toute seule, elle me disait : « je n'ai pas eu de chance avec aucun des deux ».

8.3.3 … À leur diabolisation.

Le responsable du *refugio* Bollet Peraza de Caricuao (voir la vignette de terrain n°14), M. Guerrero se montrait toujours indigné par la façon dont les mères traitaient leurs enfants. Il me disait, les yeux brillants de rage :

[367] Dans les secteurs populaires vénézuéliens, envoyer aux enfants à l'école constitue souvent une dépense trop importante pour le budget des familles. Un sociologue qui a travaillé dans la zone de Macarao, à l'ouest de Caracas a ainsi signalé dans une étude que pour l'année scolaire 1989-1990, les coûts par enfant (cahiers, livres, uniforme et stylos) pour le premier et le sixième degré étaient respectivement de 56 et 91 dollars américains. A cela, il faut ajouter le coût du petit déjeuner et du transport, évalué à cette époque de 12 dollars mensuels par élève. Dans une famille avec deux ou trois enfants écoliers, un travailleur gagnant le revenu minimum, qui en 1989 était de 100 dollars, pouvait difficilement envoyer ses enfants à une école publique. Cf. Grohmann, Peter (1996). *Macarao y su gente. movimiento popular y autogestion en los barrios de Caracas*. Caracas, ILDIS, Nueva Sociedad.

> « Tu sais, ici, les enfants ont du caca dans leurs couches tout le temps. Quand tu vas dire aux mères de les changer, elles répondent: « beuh… on n'a pas de couches ». Je leur dis : mais, au moins lavez-les ! » Et elles répondent : « Bah ! » J'ai parfois envie d'avoir une ceinture et de leur fouetter les fesses. Les frapper avec une ceinture, voilà, c'est ça dont j'ai envie; et faire avec elles comme a fait Christ lorsqu'il a jeté les marchands hors du Temple ! » (Entretien avec M. Guerrero. Refuge Bollet Peraza, Caricuao. Jeudi 4 septembre 2003)

L'image fournie par M. Guerrero était claire : les mères de Caricuao étaient d'après lui des « pécheresses » (*pecadoras*). Avis également partagé par son assistant. À les croire, leurs enfants traînaient, sales et seuls, pendant que les mères passaient leurs temps dans « l'oisiveté », la « fainéantise » et la « frivolité ». Ils alimentaient leurs blâmes avec les dictons sur la maternité : « Être une mauvaise mère est le pire des défauts d'une femme », « ce qu'on ne peut pas lui pardonner ».

En 2003, le refuge de Caricuao frôlait la misère aucun fonctionnaire du FUS y était affecté. M. Guerrero avait été nommé par le FUS comme responsable du refuge de Caricuao, poste qu'il a occupé entre 2003 et 2005. Il avait crée l'association *Cadena de valores*, « Chaîne de valeurs »[368], engagée par le FUS pour assurer la gestion des ressources envoyées toutes les semaines en une livraison de nourriture – de la viande, des haricots noirs, de la farine de maïs, et des flocons d'avoine. L'association était composée de trois personnes. Monsieur Guerrero assurait donc la direction du refuge et de l'association.

M. Guerrero était par ailleurs membre d'une église protestante évangélique[369]. Les réactions de M. Guerrero sont parfois violentes envers ce qu'il appelait la « permissivité » et le « matérialisme » des pensionnaires du refuge de Caricuao. Ses allusions à Dieu, à la Bible et aux mandats du président Chavez montraient qu'il se percevait dans le *refugio* comme l'instigateur du changement social préconisé par la révolution bolivarienne. Cependant, puisqu'il était impuissant à transformer la détresse économique et sociale des familles, il consacrait ses journées à réprimander les mères.

Lorsqu'il parlait aux gens et me racontait sa vision de la situation, il faisait toujours preuve d'une grande émotivité (rage, douleur, joie) en faisant de la gestion du refuge une expérience radicale. Comme dans les services religieux évangéliques, les réunions

[368] Depuis fin 2002, la ligne administrative du FUS était de fournir des denrées et d'autres biens et de « déléguer aux ONGs et associations communautaires la gestion des refuges ».

[369] Les églises protestantes évangéliques sont un mouvement de rénovation chrétienne fondé aux États-Unis et ont une grande force et présence en Amérique latine sous des formes très variées. Cf. Martin, David (1990). *Tongues of Fire. The Explosion of Protestantism in Latin America*. Oxford, Basil Blackwell.

administratives que M. Guerrero organisait avec les familles du refuge étaient marquées par une rhétorique très sensible qui invoquait des contenus d'ordre moral. Son discours mobilisait des images et des métaphores très riches illustrant en quoi consistait le « salut social » de la révolution bolivarienne, dans un registre proche de celui de la « bataille contre la mal » menée par les membres des églises « évangéliques protestantes » et « charismatiques »[370]. Les évangéliques pentecôtistes proposent en effet elles aussi une refondation par la foi, « un nouvel homme » (Pollak-Eltz 2001), à travers l'imposition d'un nouveau code moral régissant tout particulièrement la vie intime et familiale. La « guerre sainte » et la « guerre contre les injustices sociales » se conjuguaient ainsi, faisant en partie écho à la rhétorique présidentielle dont les éléments émotionnels touchaient avec force les milieux populaires. Dans le refuge, M. Guerrero menait une guerre qui se jouait dans le terrain des mœurs. M. Guerrero faisait en permanence allusion au « mal », sa façon de juger les femmes reposait sur une dichotomie fondamentaliste entre Dieu et Satan. Il voulait faire de ces mères des « fideles » et « lutter contre le mal dans le refuge », et par son extension, contre la corruption, l'injustice, le mensonge, la malhonnêteté dans le monde. Or des conflits naissaient en permanence lorsqu'il tentait d'imposer ces normes et de rétablir les « valeurs morales perdues » dans cet espace habité principalement par des femmes et des enfants.

J'interrogeai M. Guerrero sur la source de sa force et de sa détermination à « chasser le mal » et « imposer le bien » dans ce lieu qu'il qualifiait d'« enfer ». Il me raconta son histoire :

> « Ma mère est morte quand j'avais seize ans. Je suis resté seul dans le monde après la mort de la mère, je n'ai presque pas connu mon père. Bon, je l'ai connu mais il n'avait rien à voir avec moi. Il était un de ses pères vénézuéliens qui font des enfants et qui ne pas responsables. J'ai des frères et des sœurs mais ils ont fait leurs vies. Je travaille dès l'âge de seize ans. Je travaillais dans la cuisine de la clinique Avila à Altamira (*zone bourgeoise de l'est de Caracas*) en faisant le ménage. Après j'ai été recruté pour travailler dans une école. Avant ce gouvernement (*le gouvernement de Chavez*) je ne gagnais que 300.000 bolivars par mois et cela ne me suffisait même pas pour manger. Un jour, un ami m'a vu pleurer à l'école et m'a demandé ce qui n'allait pas. Je lui ai dit que je n'avais pas de quoi payer mon loyer. Et il m'a dit qu'à côté de l'école il y avait un terrain abandonné avec une maisonnette. J'y ai déménagé le week-end. C'était un vivier abandonné. Parfois, les jeunes qui consommaient de la drogue y venaient pour se

[370] Bien que le président Chavez n'appartienne à aucun mouvement religieux, sa défense du « peuple » contre les « corrompus » a en effet attiré dans son camp une partie des pentecôtistes vénézuéliens. En revanche, le parti politique ORA (*Organizacion Renovadora Auténtica*) formé par les organisations politiques des adhérents des églises évangéliques-pentecôtistes n'a jamais rejoint le pôle politique « bolivarien ». D'ailleurs, le pasteur Ollson, autorité de l'église évangélique vénézuélienne a déclaré dans la presse que le Président Chavez n'avait jamais manifesté sa foi dans son église.

> droguer la nuit. Une nuit sont arrivés sept d'un coup. Je les ai chassé avec ma machette, pour leur faire peur et leur ai dit que c'était moi le nouveau propriétaire. J'ai bien aménagé ma petite maison, avec sa petite cuisine, son petit salon, un petit frigo, une petite salle à manger. Je lui ai fait des portes, des fenêtres et la toiture en zinc. Et j'ai des papiers car j'ai constitué mon dossier, suis allé à la mairie et voilà, j'ai ma maison à moi. Je travaille à l'école qui est à côté depuis trente-deux ans et j'ai cinquante-cinq ans. Je fais plus vieux car je n'ai pas de dents, j'ai trop peur des dentistes » (Récit de vie de M. Guerrero, Refuge Bollet Peraza de Caricuao, 22 septembre 2003)

Par sa biographie, on peut déchiffrer que les premières valeurs que M. Guerrero cherchait à rétablir sont les siennes. Lui était seul et désemparé et cherchait un guide sûr pour sa vie. Le chemin du salut se confond donc avec ses propres normes, ou plutôt les normes qu'il prétend imposer dans le *refugio*. C'étaient la vie conjugale et l'élevage des enfants qui restaient les plus exposés au regard de M. Guerrero. Sans famille et sans enfants il préconisait avec passion ceux des autres[371].

M. Guerrero avait entrepris une « croisade morale » (Becker 1985 [1963] : 176) au sein du refuge. D'après lui, les femmes du refuge n'étaient plus que des « mères redoutables » :

> « Les femmes qui sont hébergées ici n'ont vraiment jamais souffert. Moi, j'ai eu une vie tellement triste. Je sais qu'est-ce que passer Noël tout seul. Et regarder les autres heureux me fait heureux. Mais dans cet endroit, les valeurs sont différentes, ici les gens sont égoïstes. Ils regardent quelqu'un souffrir et s'en fichent. Moi, je prie et dis, Seigneur, pardonne-lez, elles ne savent pas ce qu'elles font. Elles maudissent leurs enfants, les disent des choses horribles ». (Récit de vie de M. Guerrero, Refuge Bollet Peraza de Caricuao, 22 septembre 2003)

Non seulement M. Guerrero se croyait supérieur aux mères et doutait rarement de son bon droit, mais il était également en position de les dénoncer aux fonctionnaires supérieurs du FUS et, éventuellement, de les faire expulser en mobilisant des arguments issus de ses jugements moraux. Il était ainsi devenu un « entrepreneur de morale », c'est-à-dire, « un individu qui entreprend une croisade pour la réforme des mœurs » (Becker 1985 [1963] : 171). Sa démarche prohibitionniste dans ce micro-espace est ancrée dans une vision patriarcale de la famille qui n'accepte pas les mères célibataires. L'absence de famille nucléaire était donc ressentie comme une menace à la domination masculine sur les femmes

[371] À la rage de M. Guerrero s'ajoute la pénurie des moyens qui connaissent les fonctionnaires des administrations vénézuéliennes. J'ai assisté en effet à des scènes où les responsables des refuges – comme M. Guerrero qui appartenaient d'ailleurs au même milieu social que les pensionnaires, ne comptaient sur quasiment aucune ressource ni support institutionnel mise à part leur salaire – pour faire face aux demandes des assistés.

et les enfants. La gestion d'un espace censé fournir de l'abri transitoire aux familles s'effectuait en reproduisant un ordre hiérarchique patriarcal.

La croisade morale de M. Guerrero ouvrait la voie à l'exercice de la « violence institutionnelle » car il établissait qui étaient les « bonnes mères », d'après des critères relevant des valeurs patriarcales. L'utilisation discrétionnaire de ces critères et l'application de mesures de coercition comme la menace d'expulsion constituaient la clef de voûte de l'autorité des responsables du FUS.

8.3.4 Mécanismes de coercition des mères

Lorsque j'arrivais au refuge de Caricuao, je trouvais souvent la chambre de Yajaïra fermée de l'extérieur avec un cadenas, avec ses enfants seuls à l'intérieur. Je criais pour leur dire bonjour et ils me répondaient : « maman n'est pas là, nous sommes seuls ici mais nous sommes sages ! ». La première fois, j'étais indignée. D'autant que quand je rencontrais Yajaïra plus tard elle disait « non, je n'ai pas quitté la chambre, j'étais là tout le temps » ; elle me mentait et ne reconnaissait pas devant moi le fait d'avoir laissé les enfants enfermés dans la chambre. La chambre de Yajaïra était située à quelques 2,50 m. du bureau qu'occupaient les superviseurs du FUS. Lorsque j'étais dans ce bureau avec des responsables du refuge, on pouvait entendre les enfants enfermés dans la chambre disant qu'ils voulaient passer par-dessus les cloisons pour gagner le couloir. Les enfants s'échappaient parfois en effet de la chambre en grimpant par-dessus les cloisons, leurs petits copains situés de l'autre côté les aidants à tomber. Mais aucun fonctionnaire ne réagissait à cette situation, extrêmement dangereuse pour les petits. C'était devenu « normal ». Lorsque Yajaïra arrivait et constatait que ses enfants s'étaient échappés elle les battait très fort, surtout le cadet. Elle s'exposait à se faire signaler par maltraitance. Dans ce refuge, j'ai assisté à une « menace » d'expulsion : une mère avait été dénoncée et on avait fait venir la Garde Nationale, accompagnée par un juge de mineurs. Ainsi, d'un côté, l'organisation quotidienne imposée au refuge empêchait les femmes de travailler en ville mais d'un autre côté, on leur reprochait durement de laisser leurs enfants seuls enfermés dans les chambres pendant toute la journée quand elles essayaient de se débrouiller par leurs propres moyens. Cette visite était le fruit d'un appel d'une voisine qui avait dénoncé l'enfermement des enfants pendant des heures dans la chambre. Ces dénonciations courantes étaient très souvent des représailles en fonction des conflits et des disputes de voisinage.

Cette analyse vise à repérer le moment où l'institution contrôlant l'établissement prenait la décision de mettre en œuvre des mesures de « protection des enfants », où d'ailleurs, les voisines dénonciatrices étaient souvent dans la même condition des mères supposées malveillantes.

Les mères du refuge de Caricuao redoutaient ainsi que leurs enfants ne soient signalés comme maltraités ou abandonnés. En appliquant l'article 125 du Chapitre III de ce dispositif, les agents du ministère public pouvaient en effet procéder au placement des enfants dans des institutions spécialisés (les foyers de l'INAM[372]).

L'émergence du discours sur les droits des enfants et le consensus global et national sur les droits de l'homme et des enfants (Scheper-Hugues et Sargent 1998: 7) ont été décisifs dans la création de la loi de protection à l'enfance (LOPNA)[373] au Venezuela. L'observation de ces scènes conduit donc à problématiser les situations menant à l'appel à la LOPNA. Cette loi vise en principe à fournir une protection juridique à l'enfance était devenue sur le terrain un instrument de menaces et de représailles utilisé par les fonctionnaires contre les mères lorsque de conflits apparaissaient. Dans les refuges, les mères interviewées craignaient que des fonctionnaires du ministère public appelés par les responsables du refuge ne leur enlèvent leurs les enfants. En effet, à force d'imposer un cadre normatif sévère, il était impossible aux mères de respecter les règles du refuge étant donné leurs conditions structurelles de vie. Ainsi, la LOPNA, l'instrument censé protéger les femmes et les enfants pensionnaires était devenu un instrument de menace qui véhiculait une forme de violence institutionnelle. Pour réprimer toute insubordination les fonctionnaires profitaient de l'absence des maris pour contrôler la sexualité des femmes et exercer le pouvoir en agitant la menace des procureurs de la LOPNA.

Dans la vie quotidienne ce cadre légal fonctionnait donc paradoxalement comme un dispositif de coercition des mères plus que de protection des enfants. La menace de son application insensée avait introduit des distorsions dans la relation entre les enfants, les

[372] INAM : *Instituto Nacional del Menor*. http://www.inam.gob.ve/

[373] La LOPNA a été promulguée au Venezuela en 1998 dans la continuité du mouvement mondial de la reconnaissance internationale des droits des femmes et des enfants. Elle s'inscrit dans la ligne de la Convention des droits des enfants, approuvée en 1990 à New York, lors du sommet de l'enfance, par la vaste majorité des dirigeants des pays de la planète. Une version complète de la législation vénézuélienne est disponible sur : INPSASEL (1998). LEY ORGANICA PARA LA PROTECCIÓN DEL NIÑO Y DEL ADOLESCENTE. Congreso de la República de Venezuela, Gaceta Oficial N° 5. 266. Extraordinario de fecha 2 de octubre de 1998. http://www.inpsasel.gov.ve/paginas/lopna.htm, consulté le 9/10/2006.

mères et l'État. Cette double fonction relevait à mon avis des pratiques et des discours contradictoires ayant trait au dispositif de la LOPNA. Et ceux interpelleraient le principe selon laquelle la société établit qu'est-ce qu'une « bonne mère ».

Et effectivement, dans le cas du refuge de Caricuao, l'imposition des normes relatives à la « bonne pratique maternelle » aboutissant à des situations où les mères, constamment régies par les décisions des autres, se trouvaient souvent confrontées aux limites de la LOPNA. Le « bon » accomplissement des obligations maternelles était évalué par les fonctionnaires selon les circonstances et la dénonciation des maltraitances dépendait de la qualité des relations entre ces derniers et les mères.

8.3.5 Les déclencheurs de la descente sociale

Suite à *La Tragedia*, Yajaïra est évacuée avec ses quatre enfants au Poliedro. Elle y avait eu très peur pour la sécurité de ses enfants et les militaires et les assistantes du FUS lui offrent de partir à Barquisimeto. Elle passe huit mois au Fort Terepaima, dans la ville de Barquisimeto, état de Lara, à 600 km de Caracas. Yajaïra se disait très satisfaite de « la collaboration des militaires ». Au bout de huit mois au Fort, elle obtient l'une des maisons octroyées par le FUS, où elle vit peu de temps. Elle s'est en effet rendue à Caracas pour quelques jours, pour récupérer de l'argent qu'on lui devait. Pendant ce séjour en ville, un chien errant avait mordu son fils qui, grièvement blessé, avait dû être hospitalisé pendant 25 jours à l'hôpital Pérez Carreño, de Caracas. Au vu de son absence prolongée, dont elle n'avait prévenu ni le FUS ni le FONDUR, les fonctionnaires classent la maison comme abandonnée, et elle se retrouve sans toit. Ses voisins récupérent ses *corotos* (ses affaires). La maison était dorénavant maintenant occupée par une autre famille :

> « Le FUS ne voulait rien entendre des conditions dans lesquelles j'ai perdu ma maison. J'ai vécu dans un *rancho* que j'ai fait moi-même avec quatre bâtons et un morceau de toit, ici à Catia. J'y ai vécu cinq mois. Mais, le rancho s'est écroulé, la zone n'était pas habitable. Les pompiers sont venus m'évacuer. Les voisins des maisons situées près du rancho voulaient me dénoncer à la Lopna pour m'enlever mes enfants, pour avoir construit ce rancho et y habiter avec les petits. Les pompiers ont mis du temps pour me faire le certificat de *damnificada* à cause cette affaire. Finalement, j'ai l'ai eu, et je me suis installée ici. J'étais une *damnificada* pour la seconde fois. » (Entretien avec Yajaïra. Refuge Bollet Peraza, Caricuao. Avril 2003)

Ces quelques mois passés dans cette maison de Barquisimeto étaient pour Yajaïra les meilleurs moments de sa vie :

> « Je voudrais tellement y retourner. La zone est tranquille. Moi, je serais prête à envahir moi aussi une maison ». (Entretien avec Yajaïra. Refuge Bollet Peraza, Caricuao. Avril 2003)

Yajaïra était sinistrée pour la deuxième fois. Yajaïra habitait donc au refuge de Caricuao avec ses enfants depuis sept mois. Le plus petit avait quatre ans et son deuxième enfant avait une hernie inguinale. Yajaïra attendait des indications médicales pour traiter ce problème. Elle-même avait des problèmes de vue et attendait dans un total dénuement une aide pour vivre. Avant *La Tragedia*, Yajaïra avait suivi les quatre premières années du secondaire. Au début de nos rencontres, elle me disait avoir vécu chez ses parents jusqu'à l'âge de vingt-deux ans, dans un appartement de classe moyenne de l'avenue Andrés Bello, à Caracas. Cependant, avec les années, elle m'a avoué être embarrassée parce que ses parents habitaient à Pinto Salinas, tout en insistant sur le fait que leur appartement était situé dans les « blocs », et non pas dans les *ranchos*[374].

Les parents de Yajaïra avaient fait carrière dans la fonction publique, elle en tant qu'institutrice et lui comme commissaire de la police, pendant les années soixante et soixante-dix, au moment du boom pétrolier et de la formidable augmentation du fonctionnariat de l'État. Ils venaient de Barlovento, comme beaucoup d'habitants des quartiers populaires du nord de Caracas (San José, Pinto Salinas et Simon Rodriguez)[375]. Yajaïra grandit et fit ses études de primaire à Pinto Salinas et subit pendant son adolescence, comme toute sa génération, les conséquences de la dégradation urbaine profonde des années quatre-vingt. Lors des crises, économique de 1983 et politico-sociale de 1989, les quartiers urbains qui avaient pourtant bénéficié d'un projet d'infrastructure urbaine ont été abandonnés et dégradés à cause du chômage et de la violence. Les parents de Yajaïra formaient pourtant toujours un couple stable. Le père, licencié de la police, travaille désormais dans une compagnie privée de vigiles et, à la différence de la mère, il n'a jamais coupé les liens avec sa fille ni cessé de voir ses petits-enfants. Lorsque je rencontrai Yajaïra,

[374] Cette distinction révèle l'existence de différences de classe sociale au sein même des *barrios* ainsi que l'importance de l'emplacement du logement dans les milieux populaires. C'était donc parce que Pinto Salinas est connoté de façon négative par les médias et les classes moyennes que Yajaïra insistait sur le fait que ses parents habitaient dans la partie du « bloc » et pas dans celle où s'était développé le *barrio* de *ranchos*.

[375] Le projet de modernisation urbaine avait déjà commencé sous la dictature de Marcos Pérez Jiménez, qui avait conçu de nombreux projets urbanistiques qui continuent à être encore aujourd'hui les cadres de références fondamentaux de Caracas : la cité universitaire, les « blocs » du centre ville de Caracas (*El Silencio* et *23 de Enero*) sont certaines réalisations des politiques de modernisation urbaine, de la fin des années cinquante.

seul son père lui rendait visite. Lors de notre dernière rencontre elle me dit qu'elle s'était réconciliée avec sa mère, ce qui me réconforta car les enfants réclamaient souvent leur famille.

Lors de son relogement en province, Yajaïra avait travaillé pendant trois mois à Barquisimeto, en faisant le ménage dans une station de police. Lors de la perte de sa maison de Barquisimeto, elle déclare n'avoir eu d'autre choix que d'habiter dans un *rancho* situé sur une pente instable de la ville, en bordure de la route Caracas-La Guaira. Elle avait aussi balayé les rues dans le cadre du *Plan de Empleo Rapido* et avait vendu dans la rue, en face du *metromercado Capitolio*, un centre commercial du centre ville de Caracas.

Yajaïra survivait au début grâce à l'aide que son père lui apportait tous les mois. Elle avait pourtant réussi à obtenir un travail de femme de ménage dans les « blocs » de Caricuao, comme d'autres pensionnaires interviewées qui avaient elles aussi trouvé de quoi gagner leur vies avec quelques heures de ménage dans les blocs voisins du refuge[376]. Mais la garde de ses enfants posait problème. Yajaïra envisageait donc alors la solution suivante :

> « …trouver deux places dans une « école bolivarienne »[377] qui fonctionne de 7 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, et chercher deux places dans un *Hogar de Cuidado Diario* [*une crèche publique*][378] et chercher un crédit pour acheter des marchandises, ou un emploi. Je ne voudrais pas vivre encore un Noël comme celui de l'an dernier ». (Entretien avec Yajaïra. Refuge Bollet Peraza, Caricuao. Avril 2003)

Yajaïra se disait être « la dernière dans la liste pour les maisons ». Elle était la plus « jeune » du refuge car elle vivait « seulement depuis sept mois au refuge Bollet Peraza. Le refuge hébergeait alors 40 familles et elle s'inquiétait en raison du manque d'espace et des conflits avec ses voisines. Yajaïra était triste et se sentait démunie :

---

[376] Le travail féminin comme femme de ménage est consideré au Venezuela comme une activité de l'économie informelle. En 1990, 40% de la population économiquement active vénézuélienne travaillait dans le secteur informel. Les statistiques du secteur informel signalent que, en 1990, il y avait 224700 personnes occupées dans les « services domestiques », 94,3% était des femmes et 5,7 % des hommes. Dans le même secteur, la catégorie « travailleurs à leur propre compte » comptait 1.503.5000 personnes, dont 24% de femmes et 75,1% sont des hommes. Voir le rapport : Huggins, Magaly et Diana Dominguez (1993). *Mujeres latinoamericanas en cifras. Venezuela*. Madrid, Santiago de Chile, Flacso. Instituto de la mujer, Ministerio de asuntos sociales, España.

[377] Les écoles bolivariennes sont les écoles publiques labellisées par le gouvernement d'Hugo Chavez. Ces établissements ont des horaires élargis pour garder les enfants et les repas sont distribués gratuitement (petit-déjeuner et déjeuner). Le programme d'études est toutefois le même que les écoles ordinaires.

[378] Appartenant à l'ancien ministère de la Famille (fusionné avec le ministère de la santé et du développement social), le programme de crèches *Hogares de Cuidado Diario* a été toutefois démantelé par le gouvernement d'Hugo Chavez pour créer les « missions ».

> « Moi, je ressens que je purge une peine. On m'a dit de venir ici pour un mois, et ça en fait sept que je suis ici. Alors, on nous fait le payer : puis qu'il n'y a personne pour faire la cuisine, personne ne mange…, et ainsi de suite. On pénalise toutes les mères à cause de certaines mères irresponsables qui ne font pas attention à leurs enfants » (Entretien Yajaïra. Refuge *Bollet Peraza*, Caricuao. Avril 2003)

Le parcours de Yajaïra montre que *La Tragedia* est un accélérateur de sa précarisation. Son parcours accidenté est marqué par un hasard qui se jouait par la force de la pauvreté. Ce parcours la faisait vulnérable aux mauvais jugements qu'on portait sur elle en tant que mère.

*** * ***

Les normes régulant la sexualité dans les forts militaires portent deux éléments caractéristiques. Tout d'abord, le fort militaire est un espace formalisé où la vie des soldats est soumise à des restrictions importantes visant à assurer le bon fonctionnement de cet espace. Les consignes et les interdictions édictées par les autorités du bataillon prennent des mesures pour éviter une féminisation des espaces structurellement masculins. Les contrôles visent la contention du monde féminin aux espaces réduits et non visibles. Les démonstrations d'affect et la vie domestique devaient rester occultes. C'est dans cet espace normatif qu'il faut inscrire le contrôle individuel de la sexualité des femmes pensionnaires des refuges. Ensuite, les soldats comme les femmes sinistrées appartenaient à la même classe sociale. Eux étaient des hommes jeunes, très souvent célibataires, issus des quartiers populaires des villes et de la province. Des relations se nouaient donc naturellement entre eux et les femmes sinistrées issues elles aussi des *barrios*. Dès que ces relations se manifestaient publiquement, elles étaient fortement réprimées. Toutefois, elles étaient fréquentes. Les autorités craignaient que les soldats ne profitent des aides attribuées aux familles sinistrées.

En résumé, les hébergés demandaient des normes tout en regrettant l'exercice arbitraire du pouvoir. Discipline et obéissance, caractéristiques fondamentales de l'institution armée, étaient constamment mises à l'épreuve par la présence des sinistrés. Les sinistrés critiquaient les mandats qui organisaient leurs vies. Cependant, ils ne pouvaient pas discuter les ordres des supérieurs. Le débat, la discussion, la remise en cause étaient des postures que les sinistrés, en particulier les femmes, devaient adopter avec subtilité, sans se confronter directement aux commandants. L'occupation des casernes par les familles impliqua ainsi l'apparition d'un espace civil animé par des débats mais la négociation des

normes par les pensionnaires mettait en danger l'organisation du fort militaire, tandis que la discipline et l'obligation d'obéissance imposée par les commandants excluait toute « participation » des familles.

Le refuge de Caricuao vivait dans une tension irresoluble car la normativité patriarcale imposée par les institutions gouvernant le refuge était en opposition avec l'organisation de la vie quotidienne. Dans les espaces de confinement des familles sinistrées revenues en ville, les frontières physiques de l'intimité ne sont marquées que par de fines cloisons qui laissent passer les sons, les odeurs, les lumières, les ombres et les bruits des corps. Les refuges de confinement sont donc des espaces paradoxaux dans une société urbaine qui défend le droit à la vie privée à travers un ensemble de normes sociales qui promeuvent le respect d'espaces séparés pour chaque membre de la famille, mais qui valorise également la solidarité familiale et la capacité des membres d'une famille à faire preuve d'abnégation.

La biographie de Yajaïra montre combien la vulnérabilité des femmes devant les catastrophes relève d'une incorporation historique des inégalités accrues par le démantèlement progressif des institutions sociales pendant la crise qui affecte la société vénézuélienne depuis 1989. Ces conditions d'incorporation de l'assujettissement des jeunes mères déterminent le degré d'endommagement, la capacité de faire face et de se récupérer après la catastrophe. L'analyse des discours dénonçant une supposée « incapacité redoutable » des mères à élever leurs propres enfants a ainsi constitué un point d'entrée à l'étude du refuge comme lieu de résidence où les contraintes s'exerçaient à partir de l'application arbitraire de normes au fondement moral.

Dans le confinement prolongé, le contrôle sur les mères s'exerce à travers de la diabolisation, de la menace d'appliquer la LOPNA. Ces discours et pratiques de coercition montrent que les effets de la catastrophe à long terme engendrent des conditions de vulnérabilité particulières aux femmes et mères de familles. En revanche, les stratégies de génération de revenus et le souhait de se présenter comme quelqu'un de responsable et autonome montrent que les femmes disposent des marges d'action pour résister à la subjugation.

Chapitre 9.
La normalisation de l'exception dans la vie ordinaire

J'ai évoqué précédemment que l'incorporation de l'expérience du confinement se manifestait chez les femmes confinées dans l'exercice de leur sexualité (chapitre 8). Les régulations de la vie domestique du refuge avaient une grande influence sur les manières d'établir des relations avec l'entourage. Le confinement entraîne une condition d'assujettissement menant inexorablement vers une marginalisation extrême. Dans ce dernier chapitre, je montrerai les marges d'action, les tactiques et les capacités de négociation avec les responsables des institutions dont disposent les sinistrés en situation de confinement, et la façon dont ils font recours aux émotions dans des situations où la mobilisation compassionnelle n'est plus en vigueur.

Quatre ans après la catastrophe, l'ethnographie des refuges de confinement rend compte de la façon dont la trajectoire de la relégation traverse la vie domestique des familles qu'y logeaient. La prise en charge s'effectuait dans des actions spéciales de soin organisés par le FUS, les *operativos de salud*. L'accès à l'hébergement était conditionné par la présentation d'un certificat de maladie, et les refugios étaient donc réservés en principe aux « cas de santé », c'est-à-dire aux familles dont l'un des membres souffrait d'une affection nécessitant des soins en ville. Le « cas de santé » et les *operativos de salud* sont des dispositifs d'intervention sur le corps biologique qui mettent en œuvre des actions particulières visant à assurer les soins primaires ainsi que des dispositions particulières dirigées vers ceux qui déclaraient être atteints de maladies chroniques.

Ce chapitre porte donc sur le rapport entre le corps physique et le corps social et la façon dont celui-ci se traduit dans les modes de présentation de soi et de résistance à la réglementation de l'intimité. Tout d'abord j'analyserai, en partant d'une scène extrême, la

construction sociale paradigmatique de la carrière morale d'une sinistrée déviante par le biais des parcours biographique et institutionnels.

Ensuite, je traiterai les modes de mobilisation de recours en analysant les lettres de protestation de sinistrés relogés dans l'état de Cojedes et examiner ainsi leurs façons de rendre objectives des conditions qu'ils considèrent indignes.

Enfin, je proposerais le concept de la normalisation de l'exception pour prendre en compte les interprétations et les ressentis que les sinistrés font du déploiement d'actions « spéciales » institutionnelles, en l'occurrence les *operativos* et les « cas de santé ».

9.1 Biographies et institutions conjuguées dans la violence

En 2003, les fonctionnaires du FUS ne voulaient plus être rattachés aux refuges. « Personne ne veut plus y aller », me disait Yolanda, une amie sociologue, secrétaire d'un député qui suivait le dossier des refuges à l'Assemblée nationale en juin de cette année-là. Elle faisait référence aux fonctionnaires du FUS qui refusaient même de visiter le *refugio* quelques jours par semaine. Cette réticence s'accrut lorsque les hébergés de Caricuao prirent en otage pendant douze heures un médecin du FUS venu à l'occasion d'un *operativo* de santé. Dans le refuge, les hébergés me racontaient que c'était l'unique moyen qu'ils avaient trouvé pour exiger du FUS l'obtention de « réponses concrètes » sur le relogement promis. Après la prise d'otage, la direction de refuges du FUS décida de faire participer la « communauté organisée » et de transférer la gestion du refuge à l'association de M. Guerrero, « Chaîne de valeurs ».

Après ce transfert total des compétences de la gestion du refuge, l'empathie de M. Guerrero vers les familles hébergées s'était épuisée. La tâche de direction le dépassait la menace étaient devenu le seul mode de coercition et d'exercice de l'autorité. L'ethnographie des classes populaires se conjuguait dans des situations de déviance du cadre normatif établi par le FUS et l'association de M. Guerrero.

9.1.1 La carrière morale d'une sinistrée

> « Ce jour-là, Carmen, une jeune femme de 24 ans et mère de trois enfants en bas âge, risquait d'être expulsée de la chambre du « refuge » où elle habitait depuis trois ans, et de se retrouver ainsi à la rue. La veille, ses enfants étaient restés seuls dans la chambre, et ce toute la nuit jusqu'au lendemain. Vers 7 heures du matin, ces derniers se mirent à jouer avec des allumettes et provoquèrent ainsi un petit feu sans conséquences tragiques. Les voisins, ayant senti la fumée, cassèrent le cadenas et firent sortir les enfants de la chambre. Carmen arriva vers 11 heures du matin et trouva des restes de draps brûlés et

ses affaires mouillées, empilées dans le couloir. Ses enfants l'attendaient, effrayés, dans un coin. Carmen, sinistrée d'une catastrophe naturelle en 1999, nous raconta ainsi sa version des faits.
Elle devait inscrire ses enfants à l'école et avait besoin de leur extrait intégral d'acte de naissance, les photocopies n'étant pas acceptées. Pour obtenir cet extrait du Registre public de Caracas, il faut faire la queue à partir de 4 heures du matin pour espérer obtenir un numéro, et encore. Carmen décida donc de laisser ses enfants seuls dans le refuge, la porte de la chambre cadenassée, et d'aller dormir chez une amie qui habitait une chambre située près du registre, dans le centre-ville. Voilà comment elle nous expliqua pourquoi elle avait enfermé ses enfants dans la chambre du refuge.
Toutefois, le directeur du refuge, M. Guerrero, ne croyait pas Carmen et avait une autre version des faits. Selon lui, Carmen mentait sur les raisons de son déplacement en ville. Elle n'était pas allée chercher des papiers mais était sortie la nuit pour s'amuser, voire pour travailler en tant que prostituée : « Carmen est une mère irresponsable. Elle laisse toujours les enfants seuls dans la chambre parce qu'elle aime trop faire le trottoir et batifoler ».
La lettre qui demandait l'expulsion de Carmen et de ses enfants était prête. M. Guerrero l'avait préparée et allait l'adresser au « Bureau des refuges » du *Fondo Unico Social*.
Cet après-midi-là, l'ambiance au refuge était chaude. Dans un petit bureau, enfermée avec M. Guerrero, son adjoint et une assistante sociale, j'avançai des arguments pour défendre Carmen et éviter qu'elle ne soit expulsée du refuge. Je soulignai combien la bureaucratie vénézuélienne oblige les mères sans ressources à laisser seuls leurs enfants. J'évoquai aussi les difficultés que les enfants risquaient de rencontrer si leur mère était jetée à la rue.
Embarrassé par notre présence et par notre position en faveur de Carmen, M. Guerrero céda. La lettre ne fut finalement pas envoyée. Néanmoins, Carmen continuait à vivre sous la menace de M. Guerrero de lui soustraire la garde de ses enfants, en plaidant auprès d'un juge des mineurs son « comportement irresponsable de mère » (Carnet de terrain, Refuge Bollet Peraza à Caricuao, septembre 2003)

L'incendie de la chambre de Carmen est, pour M. Guerrero, le comble de l'immoralité. Cet événement est le seuil de l'acceptable et déclenche la matérialisation de la menace d'expulsion. Même si ni le refuge de Caricuao ni aucun des centres d'hébergement visités au cours de cette enquête ne correspondent à la catégorie d'« institution totale » proposée par Erving Goffman dans son ouvrage *Asiles*, la construction de Carmen comme un sujet aux conduites déviantes met en évidence la tension existant entre sa biographie et le cadre moral de l'institution.

Erving Goffman (1968 : 224) signale en effet que :

« La carrière morale, par conséquent, le moi de chacun, s'élabore dans les limites d'un système institutionnel, que ce soit un établissement social, comme un hôpital psychiatrique, ou un complexe de relations personnelles et professionnelles. »

Goffman signale, dans le cadre de son étude sur les malades mentaux internés à l'hôpital psychiatrique, que le moi réside dans la disposition d'un système social donné, et relève du type de contrôle social exercé sur l'individu par lui-même et par ceux qui

l'entourent. Or, la « carrière morale » (Goffman 1968 : 224) de Carmen est semblable à celle de bien d'autres femmes confinées dans cet espace ; elle est déterminée par son appartenance à la catégorie sociale « femme-sinistrée- relogée- revenue en ville ».

En suivant la notion de carrière morale de Goffman, Serge Paugam (Paugam 1997 [1991] : 82) s'attache aux aspects moraux de la carrière des assistés sociaux en France, c'est-à-dire,

> « des personnes qui bénéficient des revenus liés à la protection sociale, soit en rasion de leur handicap physique ou mental, soit en raison des difficultés à pourvoir à l'éducation et à l'entretien de leurs enfants ».

Les individus étudiés se trouvent donc en dehors d'une institution d'enfermement. Paugam propose ainsi la notion de « carrière morale d'assisté » (1997 [1991] : 82) « pour analyser la trajectoire suivie par les assistés à partir du moment où ils sont pris en charge par les services d'action sociale ». En suivant cette ligne analytique, le parcours de Carmen relève de la carrière morale du sinistré, conjuguée avec un processus de précarisation et de dépendance menant à l'exercice de la violence institutionnelle[379].

À cause de sa propre trajectoire au sein des institutions d'assistance, Carmen avait, tout au long des cinq dernières années, transité d'un abri provisoire à un autre, accueillie dans les refuges de secours installés lors de l'urgence, puis logée dans une nouvelle maison qui avait été saccagée et brûlée par la suite, pour finalement être confinée dans une chambre du refuge Bollet Peraza dans l'attente d'une solution définitive.

Cette trajectoire institutionnelle et sociale conditionne sa carrière morale de sinistrée déviante, c'est-à-dire les différentes catégories et qualifications qui lui avaient été attribuées tout au long de sa prise en charge : de *damnificada* – victime du désastre, elle était devenue une *dignificada* – prise en charge dans un fort militaire dans le transit et employée du *Plan Bolivar 2000*, puis une *desertora* (déserteur) du programme de dignification, puis de « mère irresponsable », et enfin une « femme à la réputation douteuse » (comme le signalait la lettre d'expulsion) voire une « garce » (*bichita*) d'après les commérages entre les responsables et les autres hébergées.

---

[379] Toutefois, la méthode que j'ai suivie diffère de celle de Paugam, car cette dernière est centrée sur le processus de disqualification sociale des assistés sociaux en France, dans le cadre de la « nouvelle pauvreté », à partir d'interviews hors institution. Dans mon cas, le matériau analysé est issu d'une enquête élaborée à partir de l'observation participante sur plusiers mois dans les refuges.

La carrière morale de sinistrée déviante est également déterminée par les dominants de la légitimité du malheur. Cette construction suppose une individualisation des situations. Le rapport de force opposant les femmes du *refugio* aux fonctionnaires s'expliquerait par les contradictions marquant les points de vue sur la responsabilité de la disgrâce. Pour ces derniers, l'infortune des familles était attribuable aux adversaires personnels, en l'occurrence les voisins des nouveaux sites, contre lesquels elles n'avaient pas su se défendre. Selon cette logique issue de la normativité sous-jacente aux politiques de relogement, ces femmes chefs de famille avaient parjuré leur engagement de veiller sur leur nouvelle maison et n'avaient ainsi pas été à la hauteur du don fait par le gouvernement. La construction du malheur légitime par les institutions correspond à ce que Mary Douglas (2001 [1971]) qualifie d'« attribution de la responsabilité de l'infortune ». L'institution d'accueil était donc organisée selon le principe de la concurrence individuelle au sein de la société, où chacun doit se défendre de ses adversaires « naturels ». Mary Douglas donne l'explication du sens politique de cette morale : « pour survivre, il faut être plus malin que ces rivaux » (2001 [1971]: 192). Il ne faut pas se laisser faire et résister. Si l'on suit la logique exposée par Douglas lorsqu'elle aborde l'analyse de la responsabilité de l'infortune, la répartition du blâme effectuée par les « dominants » dans le *refugio* était ainsi défavorable aux hébergés. Pour les responsables du refuge, le pillage et l'incendie du nouveau logement, tout comme l'incendie de la chambre, relevant pourtant de l'ordinaire, n'est par conséquent pas socialement construit comme une source valable de misère. Et c'est pourquoi ceux qui en sont victimes – comme Carmen – ne peuvent ni réclamer, ni envisager l'obtention d'une « nouvelle » réparation, c'est-à-dire d'un nouveau logement. L'individualisation du malheur relève ainsi d'une déresponsabilisation des institutions vis-à-vis des familles sinistrées.

9.1.2 Une biographie marquée par trois types de violence

Carmen habitait un *rancho* situé sur une pente à 45° avec ses deux enfants. Au lendemain du désastre, le secours porté à Carmen et sa famille avait été rapide. Une fois obtenu le certificat de perte de logement émis par les pompiers, elle avait été hébergée dans un refuge de transit, *La Ciudadela bolivariana*. Situé à Catia, la plus grande zone populaire de la ville de Caracas, ce refuge fut le plus important de la zone métropolitaine durant les mois qui suivirent la catastrophe. Carmen demeura dans ce refuge de transit pendant plus d'un an à attendre son nouveau logement.

Début 2001, après avoir vécu dans le refuge de transit de *La Ciudadela Bolivariana*, Carmen avait été relogée à Barinas dans les plaines du sud du Venezuela, à 600 km de

Caracas. C'est à ce moment précis qu'elle dit avoir obtenu ce qu'elle espérait du gouvernement. Les nouveaux sites de relogement étaient composés de lotissements neufs éloignés des villes dans la plupart des cas. Les maisons y étaient équipées d'un lave-linge, d'un réfrigérateur et de quelques meubles. Une fois sa famille installée dans le nouveau logement, Carmen avait décidé de partir deux semaines voir son fils aîné qui habitait Barquisimeto, dans l'état de Lara, à 350 km de Caracas. Elle avait eu ce premier enfant à 17 ans et l'avait envoyé chez sa mère car elle n'avait pas les moyens de l'élever tout en travaillant seule en ville. Elle ne le voyait que pendant les vacances scolaires, et cela seulement si elle avait suffisamment d'argent pour payer le transport. Son compagnon n'habitait pas avec elle de façon permanente, il lui « rendait visite » en fin de semaine.

Lorsqu'elle évoquait son séjour de 5 mois dans la nouvelle maison, les larmes lui montaient aux yeux tellement elle se sentait bien à Barinas :

> « On n'a jamais eu faim. Je faisais des plats cuisinés que je vendais, et je vendais aussi des sodas et des choses comme ça car on avait un frigo pour les garder au frais, et mon mari m'amenait un peu d'argent et avec ça on s'en sortait… » (Entretien avec Carmen, refuge Bollet Peraza, Caricuao, novembre 2001)

Puisqu'elle avait finalement obtenu une maison à elle, elle avait souhaité enfin réunir ses enfants et était donc partie chercher son aîné chez la grand-mère. Mais à son retour de Barquisimeto, Carmen trouva sa nouvelle maison pillée et incendiée. Les grilles de la maison avaient été fermées avec un cadenassées et Carmen n'avait pas réussi à les ouvrir. Personne sur le site ne lui avait fournit d'explications. Carmen affirmait sans hésiter que ses voisins, « un tas de malandrins », étaient certainement responsables de l'incendie. Quelqu'un lui avait même dit que c'était un coup monté des sans-abris, exclus des politiques de relogement, en quête de maisons inhabitées. Elle avait en tout cas tout perdu à nouveau.

Carmen prit ses enfants et se rendit au siège du FUS à Caracas, à 8 heures de bus de Barinas, pour porter plainte. Elle pensait qu'elle pourrait ainsi récupérer sa maison. Mais les choses se passèrent bien différemment : pour le FUS, la maison était désormais occupée par une autre famille qui l'avait trouvée abandonnée. La pression de la demande était si forte auprès des bureaux des institutions chargées de la mise en œuvre de la politique de développement de logements sociaux, que les fonctionnaires justifiaient tacitement la prise irrégulière des maisons « abandonnées » par ceux qui en avaient besoin. De plus, Carmen apparaissait dans le recensement de l'institution comme étant déjà bénéficiaire d'une maison. Elle avait alors exposé son cas, mais au lieu de chercher à clarifier sa situation, les

administrateurs avaient déclaré Carmen « désertrice » – métaphore militaire devenue catégorie institutionnelle qui la désignait fautive vis-à-vis du programme de relogement – car « elle avait laissé sa maison vide ». Carmen avait perdu ainsi tout droit de réclamer une autre maison, et il ne lui restait plus qu'à attendre. Elle avait été alors placée à la fin de la liste d'attente d'un nouveau logement et envoyée dans le refuge où je l'ai rencontrée tout au long de ces trois dernières années. D'autres sinistrés m'ont eux raconté aussi que les familles bénéficiaires des nouvelles maisons ne pouvaient les quitter ne serait-ce qu'un jour en raison des pillages et des saccages. Carmen partageait donc le même sort que d'autres habitants des *refugios*.

La déprédation de la maison de Carmen revêtait un caractère ordinaire et banal aux yeux des institutions. Cette situation met en lumière bien des paradoxes. Tout d'abord, en raison du pillage, Carmen ne possédait plus son attestation objective de sans-abri, le *Certificado de pérdida de vivienda* (certificat de perte de logement)[380]. Or rien ne pouvait remplacer ce certificat de perte de logement délivré par les pompiers. Son seul récit ne pouvait faire foi dans les bureaux du FUS car les sinistrés dont la maison a été saccagée ne constituent pas une catégorie institutionnelle reconnue. Carmen se trouvait dépourvue de tout recours, exclue de toute catégorie socialement reconnue pour signifier, et donc légitimer et exiger, que son nouveau malheur soir réparé.

La violence institutionnelle exercée par le FUS dans ce cas précis relevait de l'absence de prise en compte des pillages des nouvelles maisons. Cette absence de prise en considération témoigne de la relation dialectique entre ce qui affecte quotidiennement les victimes et la construction sociale de l'origine de leur malheur. D'une part, ce nouveau drame vécu par Carmen semblait relever de l'ordre normal, banal et quotidien des familles pauvres déplacées en province, souvent démunies de toute protection sociale et juridique, éloignées des sources de travail de la grande ville et coupées, par ce déplacement, de leurs liens sociaux. D'autre part, *La Tragedia*, socialement construite comme l'événement contemporain le plus dramatique pour la société vénézuélienne, ne faisait plus de sens pour Carmen en tant qu'origine de son malheur. Elle se voyait avant tout la victime des pilleurs de sa nouvelle maison. Cependant, elle n'avait pas les moyens pour réclamer cette nouvelle condition car ce saccage n'est pas un « événement malheureux » pour l'institution qui octroi l'aide. Sa disgrâce ne suscite plus la compassion.

[380] Voir un spécimen de ce type de certificat en Annexe.

Cette contradiction s'approfondit lorsqu'on constate que c'est à partir de la catastrophe, par ses dimensions qualitatives et quantitatives, que Carmen était devenue pour une fois légitime comme bénéficiaire d'une aide aux yeux des institutions et de la société. Devenir victime lui fournit une catégorie spéciale la dotant d'un certain statut au sein de la société. Mais cette catastrophe, qui secoua profondément la nation, prend des dimensions moindres dans la biographie de cette femme, pour qui l'incendie et le pillage de la nouvelle maison qu'on lui attribua en tant que sinistrée, sont bien plus tragiques. Elle était devenue, et l'est resté un certain temps, le sujet légitime d'une politique publique. Une réparation de sa condition était alors possible. En effet, l'indemnisation s'était concrétisée dans un objet, le logement. En le perdant, elle perd beaucoup plus que ce seul bien.

On peut constater deux niveaux de violence distincts dans ce parcours. Le premier est celui du saccage qui relève de la concurrence extrême à laquelle se livraient les plus socialement défavorisés pour bénéficier des aides de l'État.

Le second niveau est d'ordre institutionnel et découle de l'explication officielle du retour (voir chapitre 7) qui occultait institutionnellement le phénomène des sinistrés relogés de retour à Caracas. Même si le pillage n'était pas de sa faute, son retour signifiait qu'elle ne « s'était pas adaptée ». Et, à défaut de pouvoir obtenir une autre maison en province, comme c'était son souhait, Carmen avait été placée par le FUS dans une chambre de refuge de Caricuao avec ses trois enfants. La décision extrême d'écrire la lettre d'expulsion dessine une forme de violence institutionnalisée car elle constitue un « acte d'intrusion qui a pour effet volontaire la dépossession d'autrui » (Héritier 2005 : 17). Je soutiens que cette lettre est la matérialisation de la carrière morale de sinistrée de Carmen tout en devenant un recours pour exercer la « violence institutionnelle » (Farmer 2002 : 9).

Comme d'autres mères dans le refuge, Carmen avait été qualifiée de déviante par M. Guerrero. Dans la scène locale, cette disqualification s'inscrit, comme cela a été déjà analysé dans l'univers moral prédominant dans le refuge depuis la prise de fonction de l'association « Chaîne de valeurs » dans la direction. Néanmoins, cette déviance s'inscrit dans un processus social historiquement constitué reliant d'une manière particulière la biographie de Carmen et les différents niveaux de violence. La trajectoire de Carmen montre à quel point la mise en œuvre de la relocalisation a été paradoxale. Le relogement dont elle a bénéficié a été exécuté comme quelque chose de temporaire tandis qu'il a été conçu comme une solution définitive. Et son accueil dans le refuge, censé être temporaire, est devenu son lieu de résidence définitive.

L'enquête ethnographique sur la vie quotidienne du refuge de Caricuao n'échappe pas au dilemme classique en sciences sociales entre une analyse privilégiant la structure et l'autre l'action. Mais rapporter l'explication des actions parfois redoutables de mères – enfermement prolongé des enfants et violence physique – à leur seule marginalisation sociale ferait « oublier le fait que les humains sont les agents actifs, et non les victimes passives, de leur propre histoire », comme l'a souligné Philippe Bourgois (2001 : 46) à propos des habitants d'*El Barrio* à New York.

Le refuge de Caricuao constitue un exemple paradigmatique d'un espace de contraintes sociales où se cristallise la dialectique de la mise en marge. En effet, l'espoir d'une nouvelle vie fleurissait toujours entre les cloisons. Je le voyais dans l'agir de Carmen. Comparée avec d'autres hébergées, on pourrait même dire qu'elle s'en sort bien : elle disposait de la chambre la plus aérée du refuge, ses trois enfants vont à l'école de façon régulière et elle fait suivre son cadet par le psychologue de l'école en raison de ses problèmes d'apprentissage. Elle réaménagea même la chambre, son mari venant les fins de semaine pour installer de nouvelles portes munies de serrures. Elle manifestait ainsi qu'elle ne quittera les lieux que lorsqu'elle trouverait mieux. En outre, ils refusèrent même la dernière proposition du FUS d'un chèque d'un montant de 8 millions de bolivars – environ 3 000 $ – pour l'achat d'une maison dans n'importe quel *barrio*, demeurant ainsi en position de négocier un nouveau logement.

Comme pour Ana du *refugio* de la Police navale (voir vignette de terrain n°13), qui montrait sa disposition à s'en sortir « en tuant sa petite vache » qui la faisait dépendante (voir chapitre 7), Carmen refusait ainsi la fatalité de la vulnérabilité en essayant de devenir maîtresse de son avenir. Elle se battait ainsi contre un stigmate dominant chez les fonctionnaires doutant de l'honnêteté de ceux qui réclamaient un nouveau logement.

Dans un entretien, une autre mère me disait qu'elle luttait tous les jours pour donner une nourriture de qualité à ses enfants, en me laissant entendre que cela peut passer par les laisser parfois enfermés. Enfin, ces femmes se battent contre le cloisonnement de ce refuge en réclamant à leurs partenaires de condition et au personnel de « jeter la première pierre ». Carmen était traitée de *bichita* et de *zorra*, c'est-à-dire une prostituée qui trompait son mari. Et elle répondait, « si je le suis, les autres le sont aussi ». Nous sommes tous des *zorras*, aurait elle pu dire.

9.1.3 Négociation politique de l'espoir

Le contraste entre « la polarisation politique du Venezuela d'Hugo Chavez » et « la paix politique des quatre décennies précédentes » est souvent analysé par la science politique à partir des enjeux conjoncturels électoraux, du déclin des vieilles formes d'organisation politique et de l'apparition de nouveaux acteurs (Ellner et Hellinger 2003; Lalander 2004). Cependant, ces analyses s'avèrent peu fertiles pour expliquer le sens que les vénézuéliens donnent à leur relation avec l'État à leurs éventuelles transformations. Car il agit moins de comprendre la « crise », voire la fin des vieux partis politiques et l'apparition d'autres dans la démocratie formelle, que les langages constitutifs des liens symboliques qui tissent la trame du social et le langage politique comme langage de l'identité ou de l'altérité (Augé 1994 : 85).

La question de la militance politique soulève l'un des enjeux du terrain dans les *refugios* : comment faire une enquête de terrain dans un contexte où prédomine une démarche politique populiste, très fine dans son tissage des liens clientélistes et qui prend aussi en compte les secteurs moins favorisés, ou du moins en donne l'apparence ? Il était impossible d'amorcer une critique des pratiques clientélistes à l'intérieur des sites d'hébergement mais mes contacts quotidiens m'ont toutefois amenée à prendre position, d'une manière ou d'une autre.

Cette personnalisation de la gestion implique inéluctablement des sentiments et des émotions. Les fonctionnaires du FUS qui traitent avec les sinistrés manifestaient des propos très ouvertement émus aussi bien les « réussites » que les « fautes » de ces familles pour qui ils sont devenus des conseillers moraux, comme témoigne cet extrait d'entretien avec un responsable de la « direction de *refugios* » du FUS :

> « Les sinistrés étaient tellement émus que parfois ils me remerciaient à genoux, en larmes quand je leur donnais la clef de leur maison, équipée avec la salle à manger meublée, des lits, une cuisine, un réfrigérateur. L'unique chose qui manquait, c'était un lave-linge. Parfois la cuisine était équipée avec d'autres effets, même de la vaisselle et des choses comme ça. Les gens pleuraient tellement ils étaient heureux. Ils remerciaient le Président [*Chávez*] et le *Fondo Unico Social* et à tous les vénézuéliens qui leur avaient porté tant d'aide. Moi, j'ai adoré être béni tant de fois par ces gens. C'était une expérience magnifique d'aider son prochain et de trouver une solution à ses problèmes ; même si c'était à mi chemin, car certains souffraient qu'en province il n'y ait pas d'emploi, mais, petit à petit les efforts du gouvernement donnent de fruits, avec les coopératives, et d'autres projets. (…) Quand je voie tous ces gens qui reviennent, ça me fait tellement de la peine pour tout l'effort qu'a fait notre gouvernement. Ils ont vendu leurs maisons, ils ont vendu les choses qu'on leur avait fourni, l'électroménager, et ils retournent habiter à nouveau sur les coteaux des ruisseaux de Vargas.

(…) Je ne vois pas d'un bon œil qu'ils reviennent car ils auraient du lutter contre les adversités. Heureusement que le Président est en train de mettre en place tout le programme des coopératives, comme ça ces gens ne retourneront plus dans la capitale. » (Entretien avec Pablo Gutierrez, bureaux du Fondo Unico Social, Parque Central, avril 2003)

Dans deux *refugios* au point clore définitivement, des femmes expriment leur dépossession de ressources pour se faire entendre et expliquent les conditions imposées par les institutions dans la négociation des « solutions » de relogement.

L'été 2003, la situation change dans le *refugio* de la Police Navale de Maiquetía (voir vignette de terrain n°14) car certaines familles reçoivent la notification de leur relogement imminent. Le nombre d'occupants du refuge diminue. Mais Ana est encore là et la réduction du nombre de familles engendre une sensation d'invisibilité très forte chez ceux qui restent. On m'explique que l'attente prolongée a fait perdre aux enfants une année scolaire : pas de place attribuée à ceux qui devaient déménager au cours de l'année et la direction des affaires sociales de la *Gobernación* de Vargas a arrêté le transport des enfants le matin.

Un jour, devant le sous-officier, Ana me dit :

« Moi, je suis sûre de que notre Président Chavez n'est pas au courant que nous vivons dans de telles conditions. Notre situation est terrible, Paula, et moi je suis sûre que mon Président ne sait rien de tout ceci [*des conditions dans lesquelles se trouve le refuge ni de la lenteur dans l'attribution des logements*] ». (Notes de terrain, entretien avec Ana, C.A.P.N à Maiquetía, avril 2003)

Cette façon de dire voulait signifier au militaire que ses propos ne portaient pas critique envers le Président. Elle essayait d'expliquer pourquoi elle continuait à habiter être logée dans ce refuge alors qu'elle avait reçu un logement à San Carlos, état de Cojedes, qu'elle avait quitté car « c'était trop éloigne de tout ».

Le propos d'Ana est emblématique de la rhétorique des *damnificados* lorsqu'ils exercent des critiques au programme de relogement. Lorsqu'ils accusent les fonctionnaires d'inefficaces ils exonèrent le Président de toute responsabilité. Cette rhétorique est le résultat de la convergence entre le vécu émotionnel de la polarisation politique dans les refuges et l'espoir transmis par le discours de dignification.

L'affrontement entre les discours émotionnels mobilisés par les sinistrés et les arguments techniques des fonctionnaires devient ainsi très fort. Dans le confinement, la réponse aux réclamations appartient donc à l'ordre technique et policier et s'éloigne de celui de la politique de l'émotion. La peur des sinistrés mécontents vient de du fait que le

gouvernement associe leurs doléances à des critiques d'ordre politique. Leur crainte d'être identifiés comme des opposants du gouvernement, empêchait alors toute négociation et fonctionnait comme un instrument de chantage dans refuges.

Mes entretiens avec « madame Rosa » (on la vouvoyait au refugio à cause de son âge et dans mes notes je la traite de « *la señora Rosa* ») concernèrent son rôle en tant que cuisinière du refuge et les difficultés de ce métier. Elle disait être une « sinistrée de la vie », signifiant par là qu'elle n'avait pas été victime de la catastrophe de 1999 mais d'autres circonstances qui l'avaient amenée à solliciter une chambre au Refuge Bollet Peraza de Caricuao. Un jour, elle me raconta qu'elle avait été victime d'une escroquerie. Elle avait acheté un rancho à La Vega, avec « tous les papiers, tout était bien fait et régulier » ; elle y était installée avec ses enfants depuis 10 ans, lorsqu'un jour elle reçut la notification d'un juge qui lui ordonnait de vider les lieux. Le rancho appartenait à quelqu'un d'autre, la vente avait été illégale. Tous les biens de la famille composée de madame Rosa, - son père de 86 ans et sa fille - avaient été jetés dans la rue par les gendarmes qui accompagnaient le juge. Toutes leurs affaires avaient pris de la pluie pendant des heures avant que madame Rosa ne trouve quelqu'un qui les emmène avec sa voiture pour les mettre à l'abri. Madame Rosa disait que son père en était mort de chagrin quelques mois après.

Elle était allée voir un lieutenant appelé Manzanares, à « Miraflores »[381], qui lui avait trouvé une place à l'Bollet Peraza. À la direction *Atencion al Ciudadano* du palais de Miraflores, une avocate lui avait écrit une lettre pour présenter son cas mais madame Rosa était dépassée par la démarche et le langage juridique. L'avocate lui avait conseillé de constituer un dossier et de réunir une certaine somme pour se faire représenter et défendre et elle s'était donc rendue chez un bureau d'avocats. Là, elle avait remis le dossier et payé la somme demandée. L'avocat de ce bureau lui avait dit qu'il la rappellerait bientôt mais ne l'avait jamais fait. Quand elle s'était rendue au bureau, l'avocat avait déménagé : on l'avait à nouveau escroqué. Elle regrettait surtout d'avoir perdu tous ses papiers. Elle avait un jour croisé l'avocat dans la rue qui lui avait dit que ses papiers étaient archivés mais que comme il ne travaillait plus dans ce bureau, il ne pouvait rien faire pour lui rendre ses documents. Elle voulait retourner à Miraflores et raconter toute son histoire au Président : « Moi, je

[381] Dès le début du gouvernement du président Chavez, un bureau « d'affaires sociales » nommé *atencion al ciudadano*, a été installé dans le Palais présidentiel de Miraflores.

voudrais raconter mon histoire au Président Chavez ». Elle s'adressait directement au Président car pour elle c'était lui l'unique qui pouvait, en fin de comptes, l'aider.

Madame Rosa racontait toujours qu'elle était allée au palais de Miraflores soutenir le Président lors du coup d'État manqué du 11 avril 2002. « On a frôlé la mort ! ». Elle disait qu'elle était sur l'avenue Baralt et avait reçu de balles en plastique dans l'une de ses jambes. Elle était là parce qu'on leur avait dit :

> « Qu'il fallait soutenir le Président pour ne pas perdre sa chambre au refuge » (Entretien avec Rosa, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2002)

Et que comme les autres femmes du refuge, elle mettait beaucoup d'espoir en Chavez :

> « Chavez est notre unique espoir d'obtenir une maison, comment ne pas le soutenir ? Si Chavez avait été vraiment chassé, on aurait été expulsés d'ici tout de suite ». (Entretien avec Rosa, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2002)

L'espérance et la conviction politique s'entrecroisent dans l'engagement sentimental de Rosa avec « son président ». Un court détour contextuel s'avère nécessaire pour rendre compte du coup d'État du 11 avril 2002. Entre décembre 2001 et avril 2002 s'est développée à Caracas une montée de mobilisations de masses promues par des parties et des organisations d'opposition contre le gouvernement[382]. L'assistance à la manifestation convoquée pour ce jour-là a débordé complètement les calculs tant des organisations que du gouvernement. De son côté le gouvernement avait convoqué aux partisans du gouvernement à se présenter dans le Palais de Miraflores. Le gouvernement a décidé d'appliquer une opération militaire nommé le « Plan Avila » qui prévoyait la répression armée de la manifestation. Cet appel n'a pas eu de correspondance de l'État major des Forces armées qui

[382] Diverses organisations se disputaient le leadership des « marchas » de l'opposition à Caracas. Les archives témoignent de trois groupes politiques : les dirigeants de la confédération des travailleurs du Venezuela CTV, la fédération de *Camaras y asociaciones de produccion y comercio* (Fedecamaras) et les cadres moyens et hauts de l'entreprise pétrolière de l'État PDVSA.

s'est déclaré en désobéissance du Président[383]. Des journalistes vénézuéliens séparent la conspiration militaire des manifestations civiles organisées entre décembre 2001 et avril 2002. Ils soutiennent que certainement, on conspirait dans les Forces armées. Les *pronunciamientos* des officiers des Forces armées en sont bien un signe de ce malaise bien présent dans un secteur militaire accompagnés des représentants les plus conservateurs de chefs d'entreprise[384]. La crise d'avril 2002 est le signe de la destruction de l'idée de pacte politique, de négociation et de consensus pour résoudre les problèmes politiques. Après le putsch du 11 avril 2002 et de sa restitution, le président Chavez, a mis en œuvre des mesures destinées à renforcer et approfondir le processus révolutionnaire[385].

Madame Rosa attendait une maison à Charallave, dans le nouveau site nommé Ciudad Miranda. Mais les travaux n'étaient pas encore finis. Elle a déjà remboursé une partie du prêt avec son salaire de cuisinière au *refugio* mais n'avait aucune nouvelle de la maison. Toutefois, pour elle,

> « Ça, ce n'est pas la faute au président, c'est la faute aux entreprises chargées de construire les maisons. Le plus important est qu'on dispose d'un toit et de nourriture, c'est pour ça qu'il faut remercier Chavez » (Entretien avec Rosa, Refuge Bollet Peraza, Caricuao, juillet 2002)

---

[383] Le refus de réprimer la manifestation qui se dirigeait vers le palais présidentiel de Miraflores aurait signifié le premier acte de rébellion du coup d'État d'avril 2002. Cette désobéissance de l'exécutif aurait été promue par le General de l'armée de terre Manuel Rosendo, chef du commandement unifié des Forces Armées, d'ailleurs chargé des opérations de secours pendant l'urgence de *La Tragedia* en 1999 (voir chapitre 1). Il déclara lors de son interpellation à l'Assemblée nationale à prpos des éléments d'avril 2002 « qu'il avait entendu à Miraflores qu'on disait qu'il fallait se servir des « cercles bolivariens » de façon contondante (*c'est-à-dire employer la violence*) pour confronter la manifestation organisée par l'opposition » Ramírez Prado, Rosaelena (2002). « Rosendo acusa a Rangel y a Bernal de activar los círculos bolivarianos. » *El Nacional,* 11mai 2002.

Or, le président Chavez a souvent dit que si les cercles bolivariens ont agi de manière violente, ils n'ont répondu qu'à leurs propres convictions ou en légitime défense. (2002). *Reunión de trabajo con la comisión especial política que investiga los hechos ocurridos los días 11, 12, 13 y 14 de abril de 2002*. Caracas, Asamblea Nacional de la Republica Bolivariana de Venezuela**,** 94 p.

[384] Duran, Armando (2006). « Para llegar a la verdad del 11 de abril. » *El Nacional,* 17 avril 2006.

[385] Eclaircir les circonstances de la manifestation de l'opposition du 11 avril 2002 dépasse largement la capacité de mon travail. Au moins deux versions de ce qui s'est passé entre le 9 avril et le 14 avril 2002 au Venezuela se sont affrontées tout long de ces dernières années. Une première version « officielle », soutenue par les médias étrangers sympathisants de la cause du Président comme par les mouvements politiques d'extrême gauche, postule que la désobéissance de l'État major a été l'expression d'une conspiration organisée par le département d'État des Etats-Unis. Des journalistes ont en effet prouvé que le département d'État aurait donné du support au bref gouvernement de Carmona. D'autres versions démentent la posture officielle selon laquelle que la grève générale ferait partie des « actes terroristes de sabotage de la droite », que toutes les manifestations de mécontentement contre le président auraient été orchestrées par cette conspiration dans laquelle les classes moyennes auraient été manipulées et mises en service de la « cause de l'Empire » : la déstabilisation de la révolution bolivarienne.

Dans le travail de terrain que j'effectué après le coup d'État d'avril 2002, tout le monde me cherchait à Caricuao, pour me raconter qu'ils avaient craint qu'on les expulse du refuge et qu'on les enlève le peu de choses qu'ils possédaient. L'anxiété de ces commentaires montrait bien qu'une mise à fin violente de la révolution bolivarienne avait été ressentie comme la fin de l'espoir de se reloger. Même si la gestion de la prise en charge et du relogement s'avérait inefficace, le coup d'État manqué d'avril 2002 signifiait la disparition d'un interlocuteur, la fin des négociations et de la lueur d'espoir que la rhétorique de la dignification avait allumée.

En juillet 2003, madame Rosa était donc retournée à sa petite boutique dans la rue, sur le boulevard de Sabana Grande[386] et me proposait de bons prix pour acquérir sa marchandise. Grâce à son engagement militant, elle gardait pourtant l'espoir. La dernière fois que je suis allée au refuge de Caricuao, en juillet 2004, il ne restait que trois familles. Les chambres qui avaient encore de cloisons avaient été fermées avec des cadenas. J'y ai toutefois rencontré à Yajaïra et ses enfants, toujours en couple avec Milton.

> « Et qu'est-ce nous pouvons nous faire ou dire d'autre ? On m'a dit d'aller au FUS, car en principe, ils ont le chèque de ma maison et que tout a été approuvé. Tu sais qu'ils ont fait une autre proposition aux gens qui sont restés. Mais le problème, c'est que FONDUR ne veut plus de gens comme nous car certains ont vendus leurs maisons [*elle fait référence à des logements attribués pendant l'année suivante à la catastrophe*]. Nous payons tous pour ces gens-là ». (Entretien avec Yajaïra et Milton, Refuge Caricuao, 15 juillet 2004)

Les habitants du refuge de Caricuao craignaient donc avoir été abandonnés par le gouvernement. Dans le contexte de la révolution bolivarienne cet abandon prenait un sens particulièrement dramatique et était attribué à la malveillance des fonctionnaires du FUS et du FONDUR. Les habitants de Caricuao étaient sûrs que leur Président ne les avait pas abandonnés et qu'il ignorait simplement leur situation. La question pour eux, ou plutôt pour elles, était de trouver un moyen de lui faire passer un message, de lui dire qu'elles avaient été reléguées et qu'elles voulaient à nouveau faire partie de ceux qui étaient pris en considération. Leur inquiétude et leur volonté d'être entendues relève il me semble d'une forme de résistance à la relégation, de leur révolte face au devenir du refuge de Caricuao.

[386] Rue piétonne commerçante de Caracas.

9.2 L'incorporation de la relégation

Pendant les années 2002 et 2003, lors de mes visites des institutions chargées des programmes d'assistance aux sinistrés, je passais devant des files de personnes qui attendaient leur tour pour exposer leur situation aux fonctionnaires du *Fondo Unico Social* (FUS) [387] dans la plupart des demandes de classement en « cas de santé » pour ensuite solliciter une demande de relocalisation dans un autre site. Or, dès la fin de l'année 2003, et alors que des milliers de familles n'avaient toujours pas vu leurs dossiers aboutir, la *direccion de refugios* du FUS était officiellement fermée. La compétence institutionnelle des *refugios* s'est donc dispersée dans une vaste gamme d'institutions gouvernementales locales et centrales, sans aucune direction centralisée.

Je proposerai deux scènes qui montrent les caractéristiques de la relégation incorporée, où les sinistrés et les institutions réorganisent la signification sociale du corps biologique à travers de la maladie. La première est celle de Maria, malade cardiaque pleurant dans le couloir du FUS. Sa tentative avortée de faire valoir son corps malade pour bénéficier d'un traitement spécial montre aussi bien la force que les limites de sa tactique de susciter de la compassion.

La seconde est celle de Lisa, handicapée par un accident cérébral-vasculaire lors de *La Tragedia*, qui élève une demande à un général de l'Armée de terre. A travers d'une lettre rédigée par sa fille réclame un logement pour elle et son nourrisson tout en craignant que cette revendication ne suscite des représailles : qu'on lui enlève son enfant en la déclarant inapte à l'élever selon les critères de la LOPNA.

[387] Rappelons que le *Fondo Unico Social* a été l'institution coordinatrice de la politique sociale du gouvernement actuel qui rassemble les fonds destinés aux allocations directes, pour les familles socialement défavorisées. Depuis sa création, le FUS a toujours été dirigé par des officiers de l'Armée de terre.

Vignette de terrain 17 - File d'attente des « cas de santé » au *Fondo Unico Social*, Parque Central, Caracas

Le FUS créa la catégorie *casos de salud* (cas de santé) pour qualifier les familles qui, à cause d'une pathologie de l'un de leur membre, ne pouvaient être transférés en province et sollicitaient une recommandation pour se faire soigner dans les hôpitaux publics de Caracas. Ainsi, dans l'univers des familles bénéficiaires du *Plan de dignificacion de la familia venezolana* qui avaient obtenu d'un logement en province, les *casos de salud* constituaient une sorte de dérogation de l'obligation d'accepter les logements situés dans des zones éloignées des services publics, comme dans les banlieues de Acarigua, Guanare, Anaco, El Tigre, Maracaibo, etc. Si la demande de qualification en tant que *caso de salud* était rejetée, la personne devait retourner à leur logement. Si la demande était acceptée, la famille avait le droit de loger dans un refuge de la zone métropolitaine de la ville de Caracas, en l'occurrence, le *refugio* Bollet Peraza de Caricuao.
L'observation de ces scènes dans les bureaux du FUS et dans les refuges indique que le mode et le résultat de l'application de la procédure concernant les *casos de salud* était variable. Dans certains cas, la famille réussissait à obtenir la précieuse « relocalisation ». Pour d'autres, la pathologie invoquée n'était pas prise en considération.

Dans le couloir, Maria attendait son tour pour exposer son cas au leiutenant Wilmer H. Pendant notre attente, d'environ trois heures, elle me raconta qu'elle avait reçu une nouvelle maison dans le cadre du *Programa de dignificación de la familia venezolana*. Le nouveau logement est situé dans les alentours de la ville d'Anaco, état d'Anzoátegui, à environ 500 km au sud-est de Caracas. Anaco est une ville pétrolière, entourée de gisements et de puits d'exploitation. Il y fait une chaleur écrasante et le développement urbain s'est dessiné en fonction de l'industrie pétrolière. Des longues distances séparent les sites industriels des zones résidentielles et des zones commerciales.

Avant la catastrophe, María habitait le *barrio* de La Pichona, à Catia La Mar, dans l'état de Vargas. Elle y était née. La catastrophe tua ses fils et elle devait élever seule ses trois petites filles orphelines, dont les âges étaient inférieurs à dix ans.

> « Elles m'attendent toutes seules à la maison d'Anaco » (Entretien avec Mme. Maria. File d'attente devant lu bureau du lieutenant Wilmer H. FUS, Parque Central, Caracas, 29 novembre 2001).

À Catia la Mar, Maria avait toujours travaillé pour élever ses enfants en faisant du repassage et du ménage dans les quartiers nantis. Elle souffrait d'une cardiopathie congénitale, était hypertendue et voulait voir le lieutenant Wilmer pour lui demander un changement de domicile par raisons de santé, c'est-à-dire, qu'elle souhaitait être requalifiée en tant que « cas de santé » (*caso de salud*) :

> « La maison [*qu'on lui a attribué à Anaco*] est dans un endroit trop isolé, loin des centres de soins (…) et je ne peux pas aller me soigner en laissant les filles toutes seules. Avant, je me soignais à l'hôpital du *Seguro Social*, à La Guaira. Maintenant, je n'ai plus d'endroit où y aller » (Entretien avec Mme. Maria. File d'attente devant lu bureau du lieu tenant Wilmer H. FUS, Parque Central, Caracas, jeudi 29 novembre 2001).

Entre ses sanglots, Maria me dit qu'elle avait « roulé toute la nuit » pour venir au FUS avec l'espoir d'être reçue par le lieutenant Wilmer H, (le voyage en bus entre Anaco et Caracas dure en effet plus de 8 heures). C'était la troisième fois qu'elle faisait ce voyage. Lors des deux précédentes, visites elle n'avait pas obtenu de réponse à sa demande. Personne ne consulta son dossier médical. Elle me le montra : elle tenait dans ses mains un tas de papiers sales et usés, des examens médicaux, des analyses de prises de sang et des radiographies, ainsi qu'une lettre d'un cardiologue où il expliquait que sa pathologie cardiaque était apparemment assez grave et recommandait qu'elle soit suivie de près. Les radiographies attestaient qu'elle souffrait bien de rhumatisme.

Le lieutenant me reçut avant María. Je l'interrogeai sur la prise en charge des sinistrés et les politiques de relocalisation, etc. À la fin de notre entretien, avant de passer la porte, je lui ai dit délicatement que j'espérais qu'on laissera finalement entrer Maria qui était là avant moi. Mais il convoqua ses assistantes à une réunion. L'ouverture au public était close ; il est plus de midi et comme il ne reçoit « le public » que le matin, María fut invitée à quitter la salle d'attente.

La scène décrite montre comment s'effectue une demande d'un traitement spécial de la part d'une bénéficiaire du programme de relogement à partir de la demande de reconnaissance d'un corps souffrant. María connaît en effet l'existence du dispositif « cas de santé » et se déplace jusqu'au bureau du FUS pour essayer d'y bénéficier. Elle mobilise donc son dossier médical, seule attestation de sa détresse. C'est la reconnaissance institutionnelle de sa maladie qui peut lui servir pour remédier les problèmes dérivés du fait d'être une femme âgée, avec des enfants en bas âge à sa charge, relocalisée dans un nouveau site de la banlieue d'une ville de province.

9.2.1 Le fonctionnement du dispositif « cas de santé »

Examinons tout d'abord le fonctionnement du dispositif. María demandait être considérée comme un « cas de santé » pour pouvoir obtenir une place dans un *refugio*, probablement celui de Guayacán, en principe réservé aux sinistrés souffrants de pathologies chroniques et ne pouvant suivre des traitements dans les nouveaux sites. Hébergée dans ce

refugio, elle deviendrait une bénéficiaire potentielle d'une nouvelle maison à proximité de Caracas.

Le « cas de santé » se définit donc à partir d'une pathologie, la plupart du temps grave ou chronique, qui mérite des soins médicaux spécialisés. Pour l'administration qui gérait la prise en charge des sinistrés, de telles pathologies entrainaient une dérogation à l'obligation d'accepter les logements situés dans les sites les plus éloignés et, par conséquent, les moins convoités. L'argument relatif à l'éloignement des nouveaux sites des centres urbains dotés des hôpitaux conduit ainsi les institutions à soupçonner les familles alléguant des « motifs de santé » de mauvaise foi.

Au vu du traitement social particulier dont bénéficient en principe les « cas de santé », María met donc en place une stratégie valorisant sa pathologie cardiaque (et le traitement qu'elle doit suivre) pour obtenir un second logement plus proche de l'établissement de santé adéquats. Je ne mets pas en doute sa sincérité de María, mais il est clair que Maria invoque non pas la charge de ses trois fillettes en bas âge, ni son chômage ni son statut de femme seule mais bien sa pathologie chronique pour sollicite un autre logement.

Dans les demandes à être qualifié de « cas de santé, on voit bien comment le corps biologique s'articule au continuellement au corps social. C'est le « paradigme de l'incorporation » (Csordas 1994) selon lequel le corps physique doit être pris en considération au-delà de ses limites individuelles et biologiques et se définir à partir des relations sociales qui le traversent.

En effet, l'incorporation est une expérience sociale (Fassin 2003a). Le concept « d'incorporation de l'histoire » (Fassin 2002b) poursuit la ligne d'investigation proposée par Marcel Mauss concernant la signification sociale du corps humain dans le quotidien, délivrée dans son essai magistral sur « les techniques du corps » au début des années 1930 (1999 : 365-386) sur le corps comme le locus de la magie, du symbolique et de la tradition en partant de l'utilisation et des modes d'action hétérogènes du corps dans des sociétés différentes.

> « De cette incorporation, on distinguera donc, analytiquement, deux dimensions. L'une relève d'une opération d'objectivation. Elle se réfère à la manière dont *les structures et les normes* sociales se traduisent dans la vie quotidienne, dans les actes ordinaires, dans la manière d'être vis-à-vis de soi, des autres et du monde. (…) L'autre procède d'une opération de subjectivation. Elle tient à la façon dont les gens donnent forme et sens à ce qu'ils vivent, à la relation qu'ils construisent entre leur présent et leur passé, entre

> leur présent et leur avenir. (…) On la qualifiera d'expérience historique – là encore de la personne ou du groupe. Séparées par l'analyse, les deux dimensions sont en fait parfaitement liées dans la production d'une mémoire sociale incorporée » (Fassin 2004d : 29)

La notion d'expérience historique (incorporée et subjectivée) renvoi ainsi à Merleau-Ponty « de l'habitude motrice comme extension de l'existence qui se prolonge donc en une analyse de l'habitude perceptive comme acquisition d'un monde » (Merleau-Ponty 1945: 178). De son côté, Thomas Csordas propose une

> « Juxtaposition des figures parallèles du 'corps' comme une entité biologique et matérielle et 'l'incorporation' comme un champ méthodologique indéterminé défini par l'expérience sensorielle et un mode de présence et d'engagement dans le monde » (1994 : 12).

Pour Csordas (1990), l'incorporation est un paradigme de l'anthropologie, un postulat méthodologique qui considère le corps non pas comme un objet dans l'étude de la culture mais comme le sujet de la culture. Pierre Bourdieu (1984: 29) rejoint aussi ce concept d'incorporation en proposant sa notion de « corps socialisé », ou d'« habitus », « les manières durables d'être ou de faire qui s'incarnent dans des corps ». Bourdieu aborde cependant l'incorporation par la pratique et considère l'habitus comme le produit de toute l'expérience biographique du sujet. Mais c'est la contribution de Didier Fassin (Fassin 2001c:13) sur l'incorporation comme mécanisme opérant dans la « raison humanitaire ». La pathologie alléguée dans les procédures de régularisation des étrangers comme recours pour obtenir la régularisation montre à quel point les circonstances extrêmes ouvraient la porte à la prise en charge.

Mais la demande de Maria n'est ni prise en considération ni validée par le FUS qui considère avoir répondu à sa demande logement. Si l'on reconstitue le parcours institutionnel de Maria, il apparaît qu'elle a été une *damnificada* ; elle a bénéficiée de la condition de victime qui lui a donné une première visibilité institutionnelle. Elle a ensuite bénéficié d'un logement et, même dans des conditions précaires, a reçu des aides attribuées pour l'installation en province ; elle a ainsi acquis le statut de *dignificada*. Cependant cet accès au logement et aux aides s'est révélé largement insuffisant lorsqu'elle a rencontré d'autres problèmes.

Alors qu'en principe sa maladie lui fourni un argument décisif pour accéder au programme de prise en charge et obtenir une chambre dans un *refugio*, en attendant

l'attribution d'une maison plus proche à un centre de santé apte à soigner sa pathologie, aucun interlocuteur institutionnel n'est en mesure de recevoir et de traiter sa demande.

Le façonnement des discours relatifs aux attentes des personnes classées comme « cas de santé » dévoile la gamme des relations de pouvoir qui se tissent autour de celle-ci. Le statut de sinistré – le *damnificado*, victime de la catastrophe naturelle et pris en charge en tant que tel dans les centres d'accueil mis en place par le gouvernement – y est notamment confronté au « cas de santé », malade chronique, victime « spéciale » qui réclame un traitement particulier dans la prise en charge globale. Et cette confrontation semble marquer le glissement inattendu d'un assujettissement à un autre. La reformulation par les femmes des souffrances qui ont bouleversé leurs vies prend en effet forme dans un récit organisé autour de certains éléments qu'elles considèrent appropriés et pertinents à mobiliser en tant qu'argumentaire pour bénéficier de la prise en charge ou du programme de relogement. En visant de la tension entre la solidarité et la pitié, en utilisant des tactiques d'émotion, leur stratégie institutionnelle opère une reformulation du sens de la calamité.

Je suis parvenue néanmoins à obtenir des informations de la part des fonctionnaires de la Direction de l'Habitat du FUS sur les files des gens qui tous les matins arrivaient pour demander d'être classifiés des « cas de santé ». Les autorités du FUS n'ont pas mesuré l'ampleur du phénomène et pensaient que seule une minorité de ces familles demanderait le traitement spécifique des « cas de santé ». D'après mes observations et entretiens, cette institution n'a pas correctement anticipé l'ampleur de cette action et l'importance du nombre de familles qui allaient à en être qualifiés. Le programme des « cas de santé » n'a d'ailleurs jamais été formalisé par écrit et n'a jamais été présenté officiellement.

La direction de l'Habitat du FUS applique des critères informels élaborés par des officiers de l'Armée de terre devenus managers du social. En effet, lors de notre entretien, le jeune lieutenant me répétait que l'attribution des logements, et encore moins le choix des familles bénéficiaires où le contrôle de la qualité de l'accueil dans les *refugios*, ne relevaient pas de ses fonctions. Tacitement, les discours des fonctionnaires reconnaissaient ainsi que les *damnificados* n'étaient plus des sinistrés parce qu'ils avaient déjà bénéficié d'une prise en charge. Pour les fonctionnaires, ceux qui attendaient étaient des dignificados mécontents des biens qu'ils avaient déjà reçus.

Le « cas de santé » était ainsi devenu une catégorie administrative génératrice d'espoir d'être repris en considération chez les sinistrés. En effet, les personnes revendiquent leur appartenance à cette catégorie en mobilisant leur dossier médical. Or, la logique d'action

du dispositif s'est heurté à la réalité et dans cette confrontation, les agents des institutions entraient en contradiction avec les principes fondateurs de la politique sociale. Les demandes élaborées par les « cas de santé » relevaient de stratégies pour récupérer une visibilité vis-à-vis de l'institution à partir d'un dossier médicale, devenu du coup l'instrument qui ouvrait la possibilité d'être pris en compte dans l'institution.

Le retour de Maria à Anaco pour la troisième fois, sans avoir été écoutée, témoigne d'une violence institutionnelle, exprimée par l'inexistence d'un système de soins convenable à Anaco et par le refus, par défaut mais non reconnu de l'institution d'habiter dans un *refugio* à Caracas. Par un acte de violence institutionnelle (Farmer 2002), elle était devenue invisible.

Cette violence de l'invisibilité institutionnelle s'inscrit tout d'abord dans la vision stéréotypée du sinistré « pauvre-profiteur », et ensuite dans la disqualification de ceux qui refusent de quitter la métropole :

> « Ces gens là reviennent plus en raison de leur idiosyncrasie que par de problèmes réels. » (Entretien lieutenant Wilmer H. Directeur de l'Habitat, FUS, Parque Central, jeudi 29 novembre 2001)

Cette sentence est paradigmatique de la représentation sociale dominante des sinistrés qui « traînaient » en ville en cherchant des alternatives aux solutions proposées par les institutions officielles. Encore une fois, la « culture » y est invoquée comme obstacle à l'adaptation en province.

9.2.2 L'operativo : régimes d'exception pour traiter l'exclusion

En principe, un *operativo* est le déploiement des effectifs des Forces armées dans un but spécifique et particulier. Par cette abréviation du terme officiel « opération spéciale », les Forces armées vénézuéliennes désignent la mobilisation spéciale des ressources et des troupes sous le commandement d'un officiel. Le *Plan República* par exemple, mentionné dans le chapitre 1, constitue l'*operativo* de plus grande envergure de l'Armée vénézuélienne, car il est déployé au niveau national pour sécuriser le déroulement des élections.

Des actions spéciales des Forces armées de moindre échelle sont aussi définies comme *operativos* : lors des départs en grandes vacances, (par exemple operativo Semana Santa 2000, operativo Carnaval 2003) des effectifs de la *Guardia Nacional* sont déployés pour « garantir l'ordre » sur les routes, les gares routières et les aéroports. Or le terme s'est répandu aux institutions civiles où les *operativos* sont devenus des actions mensuelles ou

hebdomadaires qui marquent la prise en charge des secteurs de la population exclus du système de santé et des soins primaires.[388]

Hôpitaux et dispensaires organisent ainsi périodiquement des operativos lorsqu'ils bénéficient de la disponibilité inusitée de certaines ressources. Le personnel se rend sur place, souvent en fin de semaine, pour soigner des problèmes de santé spécifiques dont l'attention est inaccessible dans la pratique ordinaire de l'institution.

La prise en charge que le FUS proposait était l'*operativo*, une action spéciale journalière de soins organisée de temps en temps par les institutions – le FUS,

Le « cas de santé » s'inscrit dans une ligne des dispositifs conçus comme spéciaux et extraordinaires mais qui répondent à des pratiques ordinaires des institutions qui mettent en œuvre la politique sociale de l'État.

De nombreuses institutions autres que le FUS opèrent en partant de la particularisation des situations d'exclusion au lieu de considérer celles-ci comme issues d'une condition sociale et conçoivent, pour répondre à ces problèmes particuliers, des actions spécifiques. C'est le cas des *operativos* de santé et de leur version rurale, les *penetraciones*, penetrations.

L'organisation de l'*operativo* que j'ai pu observer est la suivante : Des groupes de quatre ou cinq praticiens sont constitués - médecins généralistes et dentistes-, ils sont payés soit par le FUS. En une journée, ils voient 200 personnes en moyenne, environ 70 à 80 personnes à chaque service. Les *penetraciones*, modalité rurale de l'*operativo*, ont également lieu en fin de semaine.[389]

La modalité de l'*operativos* que j'ai pu observer à Caracas en novembre 2001 consistait à fermer une grande avenue du centre ville, à monter de tentes de campagne

---

[388] Avec une population de 23.706.711 d'habitants, le profil épidemiologique géréal du pays en 1999 était le suivant : Taux de mortalité infantile : 19.1, taux de mortalité néonatale : 11.9. Taux de mortalité maternelle : 0.593. Taux de mortalité génrale : 4.4 et la natalité était de 22.3. Voir : Jaen, Maria Helena (2001). *El sistema de salud en Venezuela: Desafios*. Caracas, Ediciones IESA.

[389] Le magazine hebdomadaire du FUS décrit ainsi un *operativo* : « Les premières personnes commencent à arriver à l'aube et sont agréablement surprises par les tentes qui sont déjà installées pour les recevoir. Les clases des écoles, aménagées comme des cabinets médicaux, sont déjà préparées avec le matériel disposé et ordonné, et sur les portes sont affichés des panneaux stratégiquement placés : « médecine générale », « pédiatrie », « odontologie », optométrie », « ophtalmologie », « audiométrie », « pharmacie ». Le personnel choisi (des *gobernaciones*, mairies et la communauté) avec les employés du FUS, réalisent un travail de fourmis ; dès qu'ils arrivent ils organisent le public pour lui offrir les meilleurs des soins. » (2002). *Autores anónimos de los operativos*. *Aquí en el FUS***,** p. 2-3. (voir les photographies de ce magazine en annexe).

militaires tout du long puis à y installer des cabinets médicaux (pédiatriques, gynécologiques et bucco-dentaires généralement) et de centres d'attention au public. Dans ces postes, le public peut se soigner, où renouveler sa carte d'identité ou son permis de conduire. L'*operativo* était associé – comme c'est souvent le cas – à un marché populaire, géré par les soldats de l'Armée de terre, où sont vendus de produits et des denrées à bas prix. Les soins de santé étaient dispensés par les médecins de dispensaires publics, payés le double de leur rémunération normale, et l'organisation de la consultation est assurée par les soldats de l'armée de terre. À la fin de l'*operativo* observé en 2001, le président Chavez fit une allocution de quelques heures depuis une gigantesque estrade.

J'ai pu observer aussi qu'en province, les *operativos* ont lieu dans les écoles publiques en fin de semaine (Carnet de terrain, septembre 2004) et qui se nommaient des *pénétrations*. On s'en servait des classes des écoles publiques comme des salles de consultation médicale. Dans le trottoir, à l'entrée de l'école, un camion s'était installé pour vendre des denrées alimentaires à bas prix. Le camion avait des hauts parleurs avec de la musique folklorique à très haut volume et les gens faisaient la queue pour acquérir les *combos* : des sacs de nourriture déjà composés comprenant de l'huile des haricots, du riz, des pâtes et de la farine de maïs. Ainsi, les institutions proposent à des situations comme celle de Maria d'attendre l'arrivée des *operativos*. La mise en œuvre d'actions spéciales focalisées constituent l'axe principale de l'action du FUS et du *Plan Bolivar 2000*, centrée sur l'attention à des enjeux particuliers. Pour les sinistrés l'*operativo* est une occasion qui se présente aux sinistrés pour se soigner et pour faire passer leurs demandes. Mais parfois ce dispostif d'exception ne remplit pas les expectatives et leurs expectatives debordent les services offerts. L'exemple de ce debordement étant la retention en otage du médecin venu à Caricuao.

L'*operativo* montre que la vie quotidienne dans les refuges se développe à partir d'occasions que les circonstances, indépendantes à la volonté des sinistrés, font apparaître. Ce mécanisme complexe de l'expérience du confinement s'approche de ce que Fréderic Le Marcis analyse sur la condition d'extrême subordination des malades du sida à Alexandra, Johannesburg, en suivant la notion d'« occasion » de Michel de Ceretau :

> « L'occasion, notion centrale du concept de tactique développé par Michel de Certeau (1990) est la chance du faible, comme la ruse son outil, en opposition aux stratégies basées sur l'accumulation et la planification relevant du pouvoir. Par définition, ces occasions sont fragiles. Les études des situations d'extrême subordination montrent comment lorsque les acteurs ne contrôlent pas toutes les règles de jeu te ne peuvent

> capitaliser ou construire sur ces circonstances dont l'issue lui échappe finalement. » (Le Marcis 2004 : 248)

Dans le point suivant, nous verrons comment l'on cherche à saisir des occasions qui se font de plus en plus rares. À travers d'une plainte adressée à un souverain, la mise en parole de la condition de l'abandon montrera que, le désarroi des femmes cataloguées « cas de santé » face au manque de reconnaissance de leurs malheurs, relève plus d'une misère symbolique que d'une misère économique.

9.2.3 La formalisation de la demande d'un traitement d'exception

La lettre que je présenterai ci après témoigne d'une tactique de revendication de droits à une prise en charge en formalisant un usage bureaucratique de la souffrance. Ce document a été écrit par la fille de Lisa, une mère de huit enfants, gravement handicapée et totalement démunie, est adressé au général Jorge Luis Garcia Carneiro, commandant général de l'Armée de terre et ministre de la Défense à ce moment-là.

Vignette de terrain 18 - Lettre de Daisy Moncada, fille de Lisa Pérez, une hébergée au refuge *Bollet Peraza* de Caricuao, adressée à un général de l'Armée de terre

Caracas, 6 novembre 2002[390]
Cher General Garcia Carneiro,
De la part de Daisy Moncada, fille de madame Lisa Pérez.
Ma mère se trouve hébergée dans le refuge Bollet Peraza en qualité de damnificada et j'ai su que vous aviez organisé une réunion dans le refuge pour leur parler des logements. À ce moment-là ma mère n'était pas au refugio car elle se trouvait à Cuba, en convalescence d'un infarctus cérébral dont elle souffrait depuis la Tragedia survenue à Vargas en 1999. Ma mère a huit enfants dont 5 mineurs, des enfants qui ne se trouvent pas avec elle mais au contraire dans un endroit en attendant la stabilisation de notre mère. Moi je ne peux pas les avoir car j'habite dans une chambre louée.
Ma mère ne possède aucune sorte de ressource économique puisque, avant le problème mentionné, elle travaillait à son propre compte dans la couture, travail qui lui donner seulement de quoi vivre au jour après jour. Il est bien de vous signaler que je n'ai aucun emploi maintenant, car dans le cas contraire je pourrais aider ma mère avec plaisir à payer un logement dont elle a besoin de toute urgence car ces enfants ne vont pas à l'école à cause de l'instabilité qui règne chaque jour.
Ma mère disparu pendant un an et demi après la Tragedia, et pendant ce temps-là on la croyait morte ; elle dit que pendant tout ce temps là elle n'avait aucune conscience qu'elle ne se souvenait de rien de sa vie, et que tout cela avait généré sa maladie.
Dans sa langue et avec beaucoup d'astuce, je ne sais pas comment ! mais elle a parlé directement avec le Président de la République que lui donna une recommandation présidentielle pour sa rééducation à Cuba et qui ensuite relogée dans le refuge Bollet Peraza en attendant un nouveau logement. D'après ce que j'ai entendu, mais je n'ai aucun papier pour le prouver car j'ai parlé avec ma mère après l'entretien avec le Président, le logement qu'elle va recevoir pour elle et ses enfants va être payé par le gouvernement.
Il est compréhensible que toutes les personnes aient besoin d'un logement, mais je ne pense pas exagérer lorsque je dis que Mme. Lisa et ses enfants sont une des familles qui en a le plus besoin, que ces enfants n'ont pas de mère depuis trois ans que ont été privés de tout ce qu'il est bon qu'un enfant puisse avoir dans cette vie, et pratiquement qu'ils sont encore orphelins car ils n'ont pas pu être avec leur mère à cause de tous les facteurs de l'économie, de logement et de santé qui atteignent ma mère.
Je sais que vous êtes la personne chargée de reloger tous ces sinistrés.
Aujourd'hui, 6 novembre 2002, je vous prie comme seulement je le ferais auprès Dieu de donner votre aide pour ma mère et mes frères frappés par la misère et l'analphabétisme.
La demande vient de quelqu'un qui est aussi mère d'un bébé de 7 mois et qui est sûre que vous êtes aussi père, et qui en tant que tel souhaite tout ce qu'il y a de bien dans le monde pour sa famille.
Recevez la bénédiction d'un foyer vénézuélien, d'enfants qui méritent des fêtes de Noël avec l'être que leur donna la vie.
Je vous remercie beaucoup à l'avance et vous dis adieu avec la plus grande foi,
Daisy Moncada.

Tout d'abord, relevons la réutilisation par la fille de Lisa de la catégorie « cas de santé » : cette catégorie est basée sur le principe du droit d'accès au centre d'accueil pour ceux qui souffrent d'une pathologie grave ou chronique et qui ne peuvent que se soigner en ville. Mais selle étend ce droit et ce devoir de l'État au fait que la régénération ne passe pas seulement par la guérison mais également par l'obtention d'un logement.

[390] Comme pour la lettre des habitants du site La Union, j'ai fait une retranscription textuelle de la lettre et essayé de conserver dans la traduction les tournures de l'espagnol populaire du Venezuela de la lettre originale. En revanche, même si j'ai conservé les fautes de grammaire, j'ai ajouté quelques signes de ponctuation pour en faciliter la lecture.

La lettre relève aussi d'une stratégie qui vise à se faire entendre des autorités, en l'occurrence des militaires. En effet, dans le *refugio* Bollet Peraza certaines personnes offraient leur service pour rédiger des messages adressés au Président, sous la forme de lettres ou de petits messages manuscrits glissés dans les poches des hauts fonctionnaires, en particulier ceux qui sont proches du Président Chavez ou qui peuvent avoir l'opportunité de prendre la parole dans l'émission de *Aló Presidente*. Les gens cherchaient aussi un ami proche de la garde présidentielle du Palais de Miraflores, qui pourrait faire parvenir leur demande à la direction des Affaires Sociales du Palais.

La lettre témoigne ensuite de l'appropriation du discours des officiels bolivariens révolutionnaires et de la mobilisation de la figure de la révolte contre les injustices sociales. Elle constitue ainsi une figure emblématique de l'usage par certains sinistrés de la rhétorique institutionnelle d'encadrement de la souffrance. Dans son récit malhabile de l'expérience de sa mère, privée de parole et d'écriture, et dans son effort de rendre la situation de celle-ci visible et compréhensible, la fille de Lisa pointe moins la souffrance, la maladie et les symptômes, que la promesse non tenue de l'attribution d'un nouveau logement qui aurait enfin permis à une mère handicapée et démunie, de quitter le refuge et de vivre avec ses enfants. Cette lettre adressée au Général Garcia Carneiro est un exemple paradigmatique de la constitution d'une parole d'une minorité adressée à la conscience de l'une des parties de la communauté morale dominante.

La fille de Lisa souligne ainsi que le Président lui-même a pris en charge les soins de sa mère à Cuba, ce qui est d'ailleurs fort possible puisque, depuis 1999, il existe un programme de transfert à Cuba de malades du Venezuela pour s'y faire soigner et opérer. Vu l'état dans lequel j'ai trouvé Lisa dans ce refuge et l'absence de tout suivi médical, j'ai fortement douté qu'elle ait bénéficié d'une telle prise en charge.

Lisa se battait pour garder son bébé avec elle. Elle se sentait menacée et pensait que la beauté de son petit garçon suscitait la jalousie auprès des autres femmes du *refugio*. Communiquer cette femme avec et analyser sa situation constitua de un défi pour moi : je ne pouvais pas enregistrer nos entretiens enregistrés car elle ne pouvait pas parler à cause de son accident cérébral-vasculaire ; nos conversations se faisaient grâce à des signes qu'elle faisait et que j'essayais de comprendre de la façon la plus juste possible. Mais Lisa faisait tout pour me donner accès à son expérience autrement que par le langage parlé ; elle embrassait sans cesse son bébé pour me montrer qu'elle l'aimait beaucoup, elle pointait du doigt celles qui passaient et nous regardaient méchamment, etc.

Lorsqu'elle me donna la copie de la lettre retranscrite plus haut, Lisa me fit savoir combien il était important pour elle que je raconte son histoire ailleurs.

Photo 20 – Lisa avec son bébé. Refuge Bollet Peraza, Caricuao, août 2004. (Photo de l'auteur).

Sa rupture avec la bureaucratie de base s'effectua au travers de la mise en œuvre d'une aide directe, sans intermédiaires. Etre hébergé dans un centre d'accueil, nourri et soigné constitue un cadre de figure très particulier de la charité de l'État, où les médiations institutionnelles étaient absentes.

L'assujettissement de Lisa au *refugio* de Caricuao relevait de son exclusion du processus de reconnaissance du malheur annoncé par la rhétorique du gouvernement et du système (et des bénéfices) particulièrement réservé aux « cas de santé ». Sur le plan rhétorique, la catégorie administrative devrait assurer la reconnaissance de ces femmes en tant que personnes qui méritent une assistance, un traitement particulier. Mais le résultat de leur démarche pour réclamer cette reconnaissance souvent donne faux.

L'absence de lien primaire, c'est-à-dire de reconnaissance effective de la part des autorités responsables creuse encore la dimension symbolique de la misère et de l'attente de l'aide. Le temps jouait également contre cette reconnaissance, car la désorganisation temporelle du passage par différents espaces et moments qui marquent la condition des sinistrés défavorisés est au cœur de l'existence.

L'enjeu de la gouvernementalité limitée qui apparaît dans ces cas de figure repose sur un conflit d'identification qui découle de l'ambiguïté à l'œuvre dans le mode de classification des personnes comme « cas de santé ». L'appropriation bureaucratique de la souffrance relève en effet de la solidarité mais, les pratiques configurent-elles une politique de la pitié dont l'ambivalence s'accentue dans les « cas de santé ».

Puisqu'elles ne peuvent être qu'objets de pitié, les femmes concernées ont ainsi intérêt à se présenter comme faibles et peu exigeantes : ces qualités sont en effet les seules qui puissent toucher les hommes puissants incarnés par les militaires, détenteurs du pouvoir politique et porteurs d'un discours de salut social, et déclencher ainsi une prise en charge spécifique. Le traitement de ces personnes dans les institutions gérées par des militaires est ainsi paradoxalement homogénéisé par un vécu de la souffrance qui unifie la misère.

*** * ***

J'ai traité dans ce chapitre des situations particulières d'invisibilité institutionnelle affectant les sinistrés en confinement en mobilisé des ethnographies pour analyser les contraintes des hébergés, en particulier de femmes citadines.

J'ai procédé à partir de scènes extrêmes qu'illustrent le type de pouvoir que les fonctionnaires détenaient dans les refuges de confinement, des espaces initialement installés sous l'égide des politiques de la compassion, mais devenus des lieux particuliers de ségrégation spatiale urbaine où se construit un cadre normatif spécial validé par les institutions, et qui octroi une marge de manœuvre à des fonctionnaires qui sont à leur tour assujettis, et comment les sujets se réapproprient de leur capacité d'agir. Les rapports entre les émotions au moment de la polarisation politique et la situation de confinement engendrèrent une situation tendue d'interdiction implicite aux sinistrés de la part des institutions de parler de soi à des personnes susceptibles de filtrer des renseignements pour alimenter la critique du gouvernement. Ainsi, la crainte de se faire pénaliser pour avoir parlé de ses malheurs publiquement se généralise chez tous ceux qui reçoivent de l'aide du gouvernement, voire parmi les fonctionnaires.

L'analyse est centrée autour d'un paradoxe que j'ai nommé la normalisation de l'exception. Le dispositif de l'*operativo* témoigne de l'incapacité des institutions à concevoir et à appliquer des politiques sociales d'une part œuvrant à l'intégration sociale à long terme et d'autre part autrement que dans l'urgence et par des cas très particuliers. La normalisation de l'exception relève d'une part, de ces actions publiques, conçues comme spéciales mais

déployées par les institutions pour assurer des soins primaires ordinaires et d'autre part, de la condition spéciale d'une mère handicapée qui souhaite d'être classée « cas de santé » mais qui est exclue dans les faits de ce système. Ainsi, la rhétorique institutionnelle déclare opérer par exception tandis que ses actions dessinent la normalité de la subordination.

L'analyse des scènes où les femmes du *refugio* tentent de défendre leur cas et de négocier auprès des institutions responsables l'attribution des aides, de relogement ou de départ des sites, révèle finalement l'exercice d'une violence institutionnelle qui s'appuie sur l'invisibilité administrative et physique des victimes.

J'ai aussi présenté la biographie de Carmen, parcours qui fait émerger les ambivalences du processus de constitution et de perte de la condition de victime et sa relation avec la carrière morale de sinistré. Le malheur du pillage de la maison récemment attribuée est considérée comme complètement différent de celui de la perte du logement « d'origine » suite au désastre. Cette différence alimente toute les nuances du processus au travers duquel les personnes perdirent progressivement leur statut de sinistrées de la catastrophe une fois qu'on leur attribua le nouveau logement. En effet, même si cette « réparation » leur était volée, elles ne récupéraient en aucun cas leur légitimité de victime. La biographie de Carmen s'avère être une illustration de la manière dont des facteurs tels que la localisation, l'infrastructure et l'organisation sociopolitique jouent de concert pour produire des conditions de vie d'une vulnérabilité extrême.

Conclusion

Le 29 novembre 2006, un homme et une femme se clouèrent mains au tronc d'un arbre situé aux portes du siège du ministère du Logement et de l'Habitat, à Caracas. Peu de temps avant, dix personnes du même groupe s'étaient tailladées les bras, tenant ainsi leur promesse de faire une « grève du sang » au début de leur grève de la faim deux semaines auparavant, si leurs demandes de logement n'étaient pas satisfaites. Ces personnes faisaient parti d'un groupe de soixante-sept *damnificados* qui assiégeaient l'institution gouvernementale jour et nuit. Les secours furent appelés mais les blessés refusèrent de quitter les lieux sans avoir parlé au préalable avec les autorités du ministère. Ils restèrent donc des heures les mains clouées au tronc d'arbre, sans obtenir de réponse. L'après-midi, une conférence de presse fut convoquée par les autorités du ministère pour expliquer ces faits dramatiques. Le porte-parole de l'institution signala que les délais pour reloger les sinistrés s'étaient en effet un peu allongés à cause de la vérification des documents. Il argumenta que les certificats de perte de logement fournis par les sinistrés étaient souvent faux et qu'il était nécessaire de les faire valider auprès des pompiers. Le lendemain, les représentants des sinistrés, qui continuaient leur siège, répliquèrent que le fond du problème tenait dans l'application de critères arbitraires et injustes pour choisir les bénéficiaires des logements ainsi que dans des cas de corruption de certains fonctionnaires qui géraient leurs dossiers. Mais l'argument le plus fort contre le ministère vint de l'une des sinistrés qui dit qu'elle ne se ferait de mal mais ajouta d'un ton furieux : « je vais faire quelque chose de pire si jamais ils ne m'écoutent pas : pour la première fois, je ne voterai pas Chavez ! »[391].

[391] (2006). "Sangre pour una vivienda." *El Nacional,* 29 novembre 2006.

Quatre jours plus tard, le dimanche 3 décembre, devaient avoir lieu les élections, où le candidat-président fut triomphalement réélu avec 61% des voix. La scène dramatique de la « crucifixion » des sinistrés fut ainsi diluée par les médias dans un moment où toute l'attention portait sur le scrutin à venir car, pour la première fois depuis 2000, et même si les sondages le donnaient gagnant, le président devait faire face à un candidat de l'opposition, Manuel Rosales, qui mobilisa 37% de l'électorat.

Examinons brièvement quelques éléments palpables de la scène cacophonique entre fonctionnaires et sinistrés : d'une part, ces derniers réalisèrent une mise en scène de leur douleur et de leur souffrance comme un dernier recours pour montrer à quel point ils étaient ignorés par une institution où la file d'attente pour déposer un dossier prend en moyenne une semaine, en séjournant dans la rue. D'autre part, le ministère confirmait ses doutes quant à la véracité de la condition des sinistrés demandeurs de logements, dont le nombre n'a pas cessé d'accroître depuis *La Tragedia* suite à la vulnérabilité extrême des quartiers, à l'intensification des pluies saisonnières et à la crise nationale de logement.

D'une part, les sinistrés lancèrent un appel à la compassion en mobilisant l'image de la crucifixion, en s'infligeant des plaies douloureuses et saignantes et en les exhibant. Ils montrèrent d'une manière extrême, leur impuissance, leur indignation, leur sang et leur douleur fournissant la preuve de leur honnêteté. D'autre part, le fonctionnaire tint d'un discours plus technocratique qu'émotionnel, en indiquant par là son refus de se faire laisser entraîner dans cet acte de manipulation.

La scène témoigne ainsi d'un appel à la compassion et transmet aux puissants la demande d'un acte ultime de sauvetage. Lorsque les sinistrés sont appelés à prouver l'authenticité de leur statut, ils entrent en conflit avec le principe de la logique policière développée par l'institution censée être sensible à leur condition. Mais la scène montre aussi les limites d'une politique gouvernementale qui s'est organisée autour d'actions spéciales et urgentes comme moyen d'assurer le salut des pauvres promis. La rhétorique de la révolution bolivarienne rencontre ainsi les limites de ses propres institutions.

Plus qu'une stratégie pour attirer l'attention des médias, cet acte met en relief l'articulation de différentes dimensions critiques de la relation qui s'est établie entre gouvernants et gouvernés en temps de révolution bolivarienne. L'action radicale de la crucifixion dévoile en effet la réappropriation par les pauvres de la dimension théologico-

politique bolivarienne. En enfonçant leurs mais au tronc, ils demandent, de la façon la plus extrême, la réalisation de la promesse non tenue de reloger tous les sinistrés. La nature du lien politique qui alimente cette scène, relevant d'une configuration particulière de la pratique populiste, est au cœur de cette recherche.

En décembre 1999, la conflagration de la catastrophe a profondément marqué le Venezuela au moment même où un nouveau projet politique national s'attachait à proclamer un nouveau départ de l'histoire. À partir de la coïncidence entre ces deux événements, je me suis proposé d'éclairer certains aspects de l'histoire du pays. Comme le montre Marshall Sahlins (1989 : 14), « un événement devient tel quand il est interprété ». Le point de départ de ce travail relève de l'interprétation deux événements politiques et sociaux importants simultanés : refondation nationale et catastrophe. La généalogie de l'usage de la catégorie morale de la « dignité » m'a permis de reconstruire la signification locale et spécifique de la catastrophe, pour la rhétorique officielle et pour les sinistrés, et de l'inscrire dans la dimension théologico-politique de la « révolution bolivarienne ».

La crise engendrée par la catastrophe a été analysée en suivant les trois traits essentiels de l'action humanitaire (Fassin et Vasquez 2005) : le premier, la temporalité de l'action humanitaire, à savoir l'urgence, impose d'agir immédiatement, à la différence d'autres modalités d'action de l'État inscrites dans la durée. Le deuxième trait, l'objet de l'action humanitaire, consiste à sauver des vies. La légitimité si forte dont celle-ci est investie tient précisément en ce qu'elle peut revendiquer un certain nombre d'existences arrachées à la mort par famine, épidémie, blessure (Agamben 1997). Le troisième trait, qui concerne le ressort de l'action humanitaire, procède d'un sentiment moral et joue à la fois dans le registre de l'émotion et des valeurs, de ce que l'on ressent et de ce à quoi l'on croit (Boltanski 1993). Ces trois critères se retrouvent dans la « gestion de la crise » de *La Tragedia*.

Mais c'est la militarisation qui marque localement la gestion à long terme des retombées de la catastrophe. Ce processus prend un sens spécifique et particulier au Venezuela car il s'inscrit dans l'histoire longue du pays, marquée par le rôle des Forces armées, en particulier de l'Armée de terre, dans la constitution de la nation. Les militaires sont en effet très présents dans l'administration actuelle, mais l'analyse montre que cette présence ne doit pas être prise pour une configuration homogène du pouvoir. Les directeurs des institutions ici étudiées sont souvent des officiers de l'Armée de terre. Ils furent souvent des compagnons d'armes du président lors des soulèvements de 1992. Ce rôle privilégié dans la nouvelle configuration de l'État relève d'une « dignification » politique et symbolique des

Forces armées, en contrepartie de leur loyauté. Plutôt que de s'apparenter à des pratiques de reproduction sociale, les formes ritualisées de la dignification politique prétendent en effet établir un ordre social nouveau, bolivarien, et cherchent à opérer ce changement social.

La tension que cette militarisation si particulière provoque au sein l'appareil de l'État se traduit dans une logique politique des actions répressives au moment de la crise, et en particulier dans l'inscription des dispositions politiques pour contrôler l'anomie. L'arrivée de la catastrophe à un moment de transition politique et juridique expliqua le choix du gouvernement de ne pas répondre aux pillages, en déclarant officiellement l'état d'exception. La suspension des garanties constitutionnelles fondamentales dans une charte constitutionnelle politiquement disqualifiée aurait en effet eu un coût trop élevé pour un gouvernement qui promettait l'instauration d'un nouvel ordre socialement plus juste.

Dans la gestion de l'urgence, la tension soulevée entre autorité et pouvoir pour réprimer les pillages est, d'après la distinction wébérienne, traversée par la question du monopole de la force physique entre autorité légitime de l'État et coercition. Lors de la catastrophe, les vénézuéliens ont en effet demandé au gouvernement la mise en œuvre d'actions de force pour revenir à l'ordre. Le contexte de la catastrophe devient favorable à un « état d'exception humanitaire ». Mais le traitement historique des milieux populaires par les forces de l'ordre explique que l'exception devienne la règle (Benjamin 1999). Les enjeux politiques soulevés par les responsabilités concernant les disparitions engendrent des polémiques qui dévoilent les conflits internes des institutions des forces de l'ordre. L'analyse de la controverse sur les disparitions et les exécutions extrajudiciaires ne prend sens qu'en les inscrivant dans des logiques historiquement constituées qui assurent l'impunité, en particulier aux forces de l'ordre étatiques.

L'analyse montre aussi le passage d'une violence répressive (exactions commises par les forces de l'ordre et les soldats de l'Armée de terre) légitimée par l'exception humanitaire, quand l'État déploie la force pour rétablir l'ordre, à une violence institutionnelle, invisible, affectant ceux qui restent dépendants des rouages complexes de l'assistance. L'examen des identités politiques des victimes ayant vécu ce processus (rescapés, survivants, sinistrés, *damnificados* ou *dignificados*) s'est appuyé sur une analyse en amont des stéréotypes et des bases symboliques puissantes qui justifièrent la mise à l'écart

des demandeurs, des bénéficiaires et des pensionnaires des différents sites d'hébergement étudiés.

L'urgence se constitue en effet comme un moment de « mise en abyme » de la structure des classes sociales. Dans un contexte global, les catastrophes mettent à nues des inégalités sociales, renforcées par la mise en œuvre de mesures d'exception, et ce dévoilement fait apparaître un cadre propice à la montée de la violence. Joseph Stiglitz (2005) signale, qu'à la différence des rebelles de Banda Aceh en Indonésie qui avaient déposèrent temporairement les armes pour adhérer à la « cause commune des victimes » lors du raz-de-marée qui affecta le sud-est asiatique en décembre 2004, le cyclone Katrina de la fin août 2005, n'avait fait qu'exacerber les dissensions de la société nord-américaine. Dans cette perspective, le passage de Katrina par la Louisiane n'a pas été perçu comme une « crise consensuelle » mais comme un moment de rupture sociale. Toutefois, la « pacification », tout comme le « régénérescence » de la société après une catastrophe, constituent des figures rhétoriques élaborées par les hautes sphères du pouvoir public sans pour autant se traduire en repères réels pour l'action. En effet, les anthropologues présents après le tsunami ont constaté, tant au Sri Lanka qu'en Indonésie, la grande distance qui séparait la rhétorique officielle du gouvernement et ses pratiques sur un terrain dominé par des groupes rebelles[392].

Le mot *tragédie* fut utilisé par le journal *El Nacional* pour designer le désastre dans son éditorial du 17 décembre 1999. Cet article intitulé *Tiempo de tragedia* marque l'ouverture d'une réflexion nationale autour du désastre comme événement tragique. Dorénavant, lorsque la rédaction du journal fait allusion au désastre survenu à Vargas, elle recourt à l'appellation de « *La Tragedia* ». Peu à peu, d'autres journalistes de la télévision s'emparent également du terme, et encore aujourd'hui, lorsque l'on parle au Venezuela de *la* tragédie, chacun comprend bien la référence à cet événement particulier. La *tragedia* marque un avant et un après dans l'histoire du pays. Le journal lança un émouvant appel à la solidarité collective. Au moment même de ces heures tragiques l'opinion réclama la cessation des hostilités entre les camps des opposants politiques. Continuer les diatribes aurait tenu d'un comportement moralement intolérable. L'invitation à la trêve politique entre

[392] Je fais référence ici aux communications présentées dans l'Atelier « *Nationalism, Humanitarianism, and Disaster Relief* » du Congrès 2005 de l'Association nord-américaine d'anthropologie (AAA), à Washington, en particulier celle de Paula Goldman de l'Université de Harvard : Goldman, Paula (2005). « Assisting 'Innocent' Victims: Comparing Post-War Bosnia and Post-Tsunami Sri Lanka. » 104th Annual Meeting of the AAA, Marriott Wardman Park Hotel, non publié.

en correspondance avec la convocation rhétorique des grands sentiments collectifs de compassion et de solidarité vis-à-vis des victimes et des foyers désemparés.

C'est dans les refuges d'urgence, dont *El Poliedro* de Caracas et le *Superdome* de la Nouvelle-Orléans seraient les figures emblématiques, qu'apparaît la tension fondamentale entre l'existence civique des victimes, et le sinistré assujetti aux dispositions qui garantissent sa survie. La condition de « victime de *La Tragedia* » relève d'abord du déploiement d'une mobilisation compassionnelle, et la souffrance est fondamentalement exprimée comme une pénurie propre à « ceux qui ont tout perdu », et dont le premier besoin est par conséquent de recevoir de l'aide. Ce biais inhérent aux « politiques de la pitié et de la compassion » qui touchent à la « vie nue » permet d'expliquer, au-delà de l'urgence, l'épuisement des arguments moraux qui justifièrent l'assistance à long terme, lorsque le sinistré n'est plus un sujet des politiques de la compassion.

Mais la gestion des sinistrés suppose aussi une biopolitique relevant d'une gestion de la population par le biais de l'occupation du territoire. La représentation sociale négative de la migration « rurale urbaine » conduisant à la multiplication des *barrios* des villes alimente des projets de développement fondés sur l'idée du rééquilibrage territorial. Cette représentation est profondément ancrée dans la conscience nationale, mais relève aujourd'hui d'une profonde contradiction car le Venezuela est un pays doté d'une population urbaine à 86%. Depuis 1958, l'urbanisation accélérée a en effet créé un sentiment mêlant admiration et méfiance envers les villes, cristallisé dans la littérature et la production artistique. Le roman d'Adriano Gonzalez Léon (2003 [1969]) *País Portatil* (Pays portatif), propose ainsi une synthèse des violences historiques de ce processus migratoire, en combinant la biographie imaginaire d'un guérillero urbain avec les luttes entre les caudillos, la violence passée et les conflits présents. Le personnage principal, Andrés Barazarte, membre d'un commando de la guérilla urbaine dans les années soixante, parcourt la ville de Caracas avec des armes dans son sac et se rappelle toute son existence ainsi que le passé de sa famille, traversés par la violence. Le « pays portatif » – comme les armes automatiques qui ne quittent pas – est celui de sa remémoration de toutes les violences historiquement constituées du Venezuela : celles des caudillos ruraux des Andes, des institutions sur un village, des hommes envers les femmes. Ce « pays portatif » est divisé et partagé entre une campagne « barbare et rurale » et d'un Caracas « trépidant, congestionné et puant » (Liscano 1973:129) Le protagoniste, victime d'une délation, est tué à la fin lors d'un affrontement avec la police.

Cette représentation dédoublée des effets du pétrole s'inscrit d'ailleurs dans la temporalité du provisoire : le Venezuela, et en particulier ses milieux populaires, seraient un pays « portatif », marqué par son économie minière, où règnent des activités économiques éphémères et une occupation du territoire transitoire. La relocalisation est une politique solidement ancrée dans cette représentation dominante de la modernité de la société vénézuélienne, qui se fonde sur une vision paradoxale de la richesse issue de la rente pétrolière, dont le produit serait un « individu urbain », socialement construit comme un « déraciné », violent dans son « comportement social et économiquement improductif », qui manquerait « d'identité culturelle ». Ainsi, l'expertise sociale présente dans les politiques de relocalisation des familles sinistrées avance en effet un devoir implicite des familles d'accepter de quitter les *barrios* populaires de la ville. La « nouvelle vie », celle qui d'après l'institution commence lors du transfert en province, passe nécessairement par l'éloignement du *barrio* urbain. Ce principe particulier de réhabilitation correspondrait à un projet de réorganisation démographique et urbaine de la zone dévastée. Les ministères de la Planification et du Développement social avancent ainsi la thèse du « déséquilibre territorial du pays » et exposent leurs souhaits de dépeupler l'axe métropolitain côtier en faisant migrer la population vers le sud du pays (Negrón 1999). C'est dans ces régions la où l'occupation du territoire serait « durable ». Les milieux populaires identifiés spatialement au *barrio* urbain sont marqués par ce lieu institutionnellement représenté par l'État comme un habitat temporaire dont la formation n'aurait jamais du avoir lieu. Ce projet sert donc une politique de relocalisation des familles sinistrées.

La préparation et la mise à disposition de la population sinistrée pour le relogement en province se dessine sous les traits d'une gouvernementalité spécifiquement adressée aux milieux populaires, l'institution militaire espérant également récupérer sa « dignité » après avoir rendu un tel service social. Là réside toute l'ambigüité du moment de confinement et de normalisation par la voie de la déresponsabilisation institutionnelle : la reconnaissance des sinistrés en tant que sujets politiques, proclamée par la dignification, se matérialise par le déploiement de la prise en charge, mais ces mêmes sinistrés ont également été jugés responsables de la fin de la prise en charge ou du moins de l'échec de sa mise en œuvre. Ainsi, l'institution de la dignification est une réalité sociale dotée d'une efficacité symbolique.

Cette recherche s'inscrit dans la perspective de l'anthropologie contemporaine qui privilégie l'étude d'espaces « barbelés » et surveillés dans des situations extrêmes (Pandolfi

2002). Mais la problématique des sinistrés ne se pose pas en termes de « rupture identitaire », comme c'est le cas lors des conflits transfrontaliers : les « barbelés » élevés autour des sinistrés de *La Tragedia* ne relèvent pas d'une frontière nationale mais d'une barrière sociale.

Dans les refuges installés dans les forts militaires, la présence des sinistrés met en effet constamment à l'épreuve la discipline et l'obéissance, ces valeurs fondamentales de l'institution armée. Mais cette mise à l'épreuve ne concerne que le quotidien des militaires du fort, elle relève d'enjeux personnels et n'affecte pas les hautes sphères du pouvoir militaire. Car si les sinistrés critiquent les mandats qui organisent leurs vies, ils ne discutent pas les ordres des gradés. Le débat, la discussion, la remise en cause sont des postures que les sinistrés, en particulier les femmes, doivent adopter avec subtilité, sans s'opposer directement aux responsables du refuge installé en zone militaire. L'occupation des casernes par les familles implique ainsi l'apparition d'un espace civil animé par des débats, mais la négociation des normes par les pensionnaires y met en danger l'institution armée, tandis que la discipline et l'obligation d'obéissance imposée par les commandants excluent toute « participation » des familles.

L'étude des modes de négociation mis en œuvre par les familles hébergées pour aménager leurs conditions de vie et acquérir le droit de constituer des espaces privés dans les refuges de confinement m'a permis de mettre en évidence le concept d'*agency* (Giddens 2005 [1984] : 63-65) et d'analyser les aménagements de la vie quotidienne et le contournement des contraintes institutionnelles.

Le modèle paradigmatique de la nouvelle vie après la catastrophe, institué par les institutions de prise en charge et par les secteurs dominants de la société, est celui d'un foyer solidement installé, financièrement indépendant et « respectable ». Il suppose l'émancipation économique, foncière et sociale, mais aussi symbolique, avec un abandon réel du style de vie des *barrios* populaires que les stéréotypes définissent par la promiscuité, la pauvreté et la disqualification des mères.

La politique de relocalisation vers la province part du principe d'évacuer les *barrios* urbains populaires vers des nouveaux sites sécurisés, en dehors de la zone métropolitaine. L'expertise sociale à l'origine de la conception de ces politiques stipulait un devoir implicite des familles d'accepter de quitter les *barrios* populaires de la ville et correspondrait au principe d'un réaménagement urbain « désirable » de la zone dévastée lié aux préconisations des modèles de développement national. Le plan de dépeuplement de l'axe métropolitain de

la côte vers les plaines du sud et les rivages de l'Orénoque inspire effectivement l'exécution du principe de relogement des sinistrés moins favorisés en province. Ces politiques constituent un paradigme de la gestion des pauvres en Amérique latine, qui définit ce qu'est le développement tout en attribuant un rôle spécifique aux milieux populaires. Le choix de déplacer et reloger les sinistrés défavorisés vers des sites éloignés de leurs lieux de résidence antérieurs relève ainsi d'un traitement particulier accordé à une population socialement défavorisée dont les conditions de précarité facilitent le départ de la ville. Le déplacement impératif de ce segment de population s'accompagne d'une rhétorique bénéficiant d'un large consensus parmi les autorités nationales et certains experts des politiques publiques : l'éloignement des pauvres « dégagerait la voie » pour la reconstruction de la zone dévastée dans un sens logistique mais aussi socio-économique.

Avec les retours en ville des relogés, la relocalisation apparaît comme une entreprise gouvernementale incertaine. Cette incertitude marque la gestion institutionnelle des *refugios* devenus ainsi des espaces de confinement. Le paradoxe de la gouvernementalité des sinistrés se manifeste à long terme dans ces refuges de confinement au travers de deux phénomènes : la distinction purement administrative qui définit chaque citoyen par le statut du logement, et l'imposition d'une norme sociale qui est celle d'une famille nucléaire. Ainsi, le traitement du groupe revenu de province, ou qui ne réussit jamais à être relogé, induit des attitudes violentes envers les familles. La contradiction rhétorique devient évidente lorsque les institutions clament, en cas de crise, un discours qui aspire à renforcer une supposée identité collective du groupe et à promouvoir une solidarité par le biais de la constitution d'organisations de base.

L'observation approfondie et les entretiens menés dans les nouveaux sites témoignent d'une telle situation de pénurie économique que la subsistance des familles avec les seules aides institutionnelles distribuées sporadiquement y paraissait improbable. L'analyse du processus du retour en ville et du confinement dans les refuges urbains s'inscrit dans cette réalité politico-institutionnelle.

Les refuges, devenus un espace de confinement, étaient en principe destinés à accueillir les familles dont un des membres était malade d'une affection chronique, et nécessitait de soins en ville ou dont les logements attribués connaissaient des défaillances graves. Le confinement marque la fin définitive de la légitimité formelle de la victime, le *damnificado* n'existe plus aux yeux des institutions car il a « échoué » dans sa relocalisation.

Deux phénomènes conduisirent à la relégation progressive des sinistrés revenus en ville. D'une part, l'expertise sociale présente dans la conception de ces politiques désigne un devoir implicite des familles d'accepter de quitter les *barrios* populaires de la ville. D'autre part, la fin de la légitimité de l'assistance conduit à l'apparition de normes sociales particulières qui régissent dès lors la vie quotidienne des familles sinistrées hébergées dans les refuges de confinement, et en particulier celle des femmes. Une situation d'invisibilité apparaît et perdure dans le temps. Dans la non-assistance, le stigmate fonctionne comme un mécanisme d'assujettissement à l'idéologie dominante et d'éclatement de toute solidarité à l'intérieur d'un même groupe social. Ainsi, la troisième partie du travail a montré comment, dans les *refugios*, la mauvaise réputation mettait en danger l'accès aux biens et services distribués, d'autant que les pensionnaires devaient négocier cette aide avec des fonctionnaires issus du même milieu social qu'eux.

En créant la catégorie des *dignificados*, le président Chavez tenta de réinscrire la catastrophe dans son propre engagement idéologique et social, mais la mise en œuvre des mesures visant la *dignification* réduisit à nouveau le prisme. La compassion envers les victimes devient dans ce récit une responsabilité politique, le gouvernement répondant à la vulnérabilité sociale des pauvres. Mais avec le temps, en identifiant les problèmes des sinistrés à leur seul statut de victimes de *La Tragedia*, la dignification naturalise leur précarisation sociale et limite leur traitement à une relocalisation sur des sites éloignés de la métropole. Les biographies analysées dans la troisième partie de ce travail montrent combien les inégalités accrues par le démantèlement progressif des institutions sociales s'incorporent dans la vie des jeunes mères. En fait, la vulnérabilité marque structurellement la vie des femmes subjuguées, quand asservissement et résistance se combinent dans le quotidien de la subsistance.

L'étude ethnographique révèle une double dimension du processus d'acquisition et de perte de la légitimité de la condition de victime de *La Tragedia*. Ce processus, traversé par la violence et les inégalités sociales, témoigne du pouvoir discrétionnaire que le fonctionnaire en charge du *refugio* de confinement détient. Cet espace installé au début sous l'égide des politiques de la compassion, devient avec le temps un lieu de ségrégation spatiale. L'exercice du pouvoir et le mode de construction d'un cadre normatif, validés par les institutions, octroi un large marge de manœuvre à des fonctionnaires à leur tour assujettis aux valeurs morales prévalant dans les discours institutionnels et médiatiques.

Le récit de la gestion du gouvernement s'effectue au travers de cas de corruption. Ces récits sont marqués par la polarisation des émotions. En témoigne le passage de l'espoir collectif de constituer un ordre socialement plus juste à l'amertume du désenchantement. Mais cette frustration vise spécifiquement les fonctionnaires « inefficaces et corrompus », le président conservant toujours son image de leader sincère et honnête, placé au-delà des diatribes et des dérives des institutions gouvernementales à l'œuvre sur le terrain.

La Tragedia constitue un véritable événement au sens où elle entraîne une rupture dans l'ordre social et les représentations. La catastrophe est le prisme qui fournit une double perspective pour aborder la nouvelle conception du rapport que la révolution bolivarienne cherche à établir avec le corps social pour refonder ainsi le corps politique de la nation. D'une part, un pouvoir souverain qui se déploie tout d'abord dans la spectacularisation du sauvetage puis dans la violence de la répression, pour apparaître ensuite « digne » grâce aux actions humanitaires à l'égard des victimes les plus démunies. D'autre part, le gouvernement bolivarien est internationalement présenté comme un pouvoir défiant l'ordre mondial assuré par l'hégémonie des puissances occidentales. Cette configuration soulève ainsi les paradoxes qui régissent les spécificités historiques de l'État vénézuélien et leur corrélation avec la citoyenneté et les pratiques institutionnelles, et leur traduction dans les ethnographies des familles sinistrées.

En se présentant comme un mouvement de libération, la « révolution bolivarienne » formule la promesse de « dignifier », d'assurer la rédemption des sinistrés de *La Tragedia*, assimilés à des pauvres urbains « indignes », victimes tant des inégalités sociales que de la catastrophe. Dans le programme révolutionnaire, rendre la dignité aux pauvres est une tâche qui relève des Forces armées et par laquelle elles mêmes s'absolvent de leur rôle dans le régime passé. Cette opération rhétorique et symbolique produit un sujet politique à partir de la configuration d'un espoir d'être et d'une production idéale des autres. Ce processus de ré signification politique de la catégorie morale de la dignité se condense dans les dispositifs de prise en charge dans un temps et un espace déterminés.

Sur le continent latino-américain, la « révolution bolivarienne » marque le début de la vague spectaculaire de l'arrivée au pouvoir de partis et de coalitions identifiées avec la gauche. Mais comme le signale Claudio Lomnitz (2006), cette vague relève plus d'un profond échec de la répartition plus juste des richesses des systèmes politiques antérieurs

que d'un signe clair d'espoir dans ce sens. La source de légitimation symbolique de ce projet est le retour de ce qui est officiellement décrété comme étant l'origine nationale authentique : la guerre d'Indépendance. Les commandants bolivariens justifièrent la violence des soulèvements militaires comme unique moyen pour « sauver la nation et restaurer les bases de la République ». En proclamant leur « frustration » face au régime démocratique d'alternance de partis, instauré depuis 1961, ces chefs militaires ont constitué un mouvement politique dirigé par Hugo Chavez qui aura pour devise la convocation d'une Assemblée constituante et la refondation de la nation. Leur rhétorique invoque souvent Simón Bolivar, figure mythique de l'idéologie nationaliste vénézuélienne, mais mobilise simultanément une rhétorique révolutionnaire en rupture avec le « culte bolivarien républicain », selon l'expression classique de l'historiographie vénézuélienne de Germán Carrera Damas (1969).

Le nouvel ordre social promis en 1998 se fonde sur une promesse de redistribution d'une manne de richesses qui « appartient à tous les vénézuéliens ». Le projet politique de la « révolution bolivarienne » fait appel à la restauration d'une économie socialement plus juste, ce qui impliquerait avant tout une reconfiguration du système de distribution de la rente du pétrole basée sur un accès aux revenus empruntant d'autres canaux politiques. L'analyse de l'économie politique du pétrole montre que les critères de distribution de la rente pétrolière dans la société sont de caractère politique et portent des enjeux qui s'insèrent avec force dans la scène globale. Pour ne donner qu'un dernier exemple, dans la scène locale, la chronicisation du problème des sinistrés pose un défi majeur pour le gouvernement de Chavez qui reconnaît dans ses déclarations qu'il y a d'importants progrès à faire en matière de construction de logements. Sur la scène internationale, le président Chavez mit en cause, en septembre 2005, l'efficacité de l'administration de George W. Bush dans les secours aux victimes de Katrina et, dans un geste humanitaire, envoya un million de barils d'essence en Louisiane.

L'appropriation de la rupture occasionnée par la catastrophe effectuée par le gouvernement relève, avant tout, d'une dimension théologico-politique visant le salut des pauvres comme celui de l'Armée de terre. La tradition militariste est historiquement ancrée dans la constitution même de la nation et ressurgit avec force dans le « moment » bolivarien. Les formes politiques ritualisées instaurées par la « révolution bolivarienne » –élections présidentielles, campagnes politiques, cérémonies d'investiture, etc. – relèvent ainsi de pratiques politiques qui revisitent les fondements même de la nation.

La « grève du sang » précédant les élections du 3 décembre 2006 constitue la manifestation extrême d'une crise symbolique qui touche le sens profond des appartenances, des adhésions, de l'inclusion ou de l'exclusion du nouvel ordre social et politique proposé par la « révolution bolivarienne » du président Chavez. Les sinistrés de la scène refusent d'être des oubliés de la dignification, et leur crucifixion, relève d'une prise de parole radicale et virulente qui renvoie à la théologie politique bolivarienne.

Les querelles visant à condamner ou défendre la politique de prise en charge, à mettre en cause ou à approuver les dispositifs créés par l'État pour assister les sinistrés ne relèvent elles ni d'une méconnaissance ni d'un malentendu entre gouvernants et gouvernés. Elles constituent l'enjeu même de la catastrophe : la démocratie.

Bibliographie

Allocutions officielles, articles de presse, communications et rapports

(1999). Constitución de la República Bolivariana de Venezuela. Caracas, Imprenta Nacional.

(1999). Crece la solidaridad mundial." *El Nacional.* 21/12/1999 Internacional y diplomacia

(1999). Gaceta oficial 36687 del 26 de abril de 1999. Creación del Fondo Unico Social. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

(1999). Journal télévisé 10.12.1999 Televen. Déclarations d'Angel Rangel, Director de Defensa Civil. Venezuela.

(1999). Journal télévisé 11.12.1999. RCTV. Communiqué Consejo Nacional Electoral.

(1999). Journal télévisé El Observador 5.12.1999. Déclaration état d'urgence admnistrative à l'état de Vargas. RCTV. Venezuela.

(1999). Journal télévisé Televen 14.12.1999. Déclarations du Ministre de la Defense, Gral. Raul Salazar. . Caracas. Venezuela

(1999). *Proyecto Bolívar 2000*. Caracas, Ministerio de Planificación y Desarrollo**:** http://216.239.59.104/search?q=cache:to6CfW5q1IUJ:www.mpd.gov.ve/prog-gob/proyb2000.htm+proyecto+bolivar+2000&hl=fr, visité le 02/05/2005.

(1999). *Testimonios des rescate de Maria Eugenia Perez Parra. Catástron Venezuela***,** 4 p.

(1999). "Tiempo de tragedia." *El Nacional.* 17 deceme torial

(1999). "Trasladados mas de 12000 afectados a Carabobo." *El Nacional.* 21/12/1999 Informacion

(2000). Constitución de la República Bolivariana de Venezuela de 1999. Caracas, Imprenta Nacional.

(2000). "Cruz y Calvario." *El Nacional.* 22/01/2000 Editorial

(2000). "El Poliedro parecía un terminal." *El Universal.* 03/01/2000

(2000). *Informe de la Comisión especial para el tratamiento de los distintos casos del estado Vargas*. Caracas, Asamblea Nacional. Integrantes de la Comision: Diputado Simon Escalona, presidente. Diputado Pedro Castillo, vicepresidente. Pedro Infante, Secretario**:** 50 pages.

(2000). "Min-Defensa pide pruebas a denunciantes de violaciones de derechos humanos en Vargas." *El Nacional.* 11/01/2000 Primera Plana

(2000). "Renunció Urdaneta a dirección de la Disip." *El Universal* 22/01/2000 Nacional y política

(2000). "Sigue la reubicación." *El Universal.* 04/01/2000

(2000). "William Fariñas: "No dignificamos sólo con una vivienda, es un problema de autoestima del venezolano"." *El Nacional.* 9/12/2000 Información

(2001). Gaceta oficial 37322. Adscripcion del FUS al Ministerio de la secretaria de la Presidencia. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

(2001). Ley de la organización nacional de protección civil y administración de desastres. Decreto Presidencial N° 1.557 con Fuerza de Ley del Sistema Nacional de Protección Civil y Administración de Desastres., Gaceta Oficial de la Republica Bolivariana de Venezuela N° 5.557, martes 13 de noviembre de 2001. Publicada en la Gaceta Oficial de la Republica Bolivariana de Venezuela N° 5.557, Extraordinaria de fecha martes 13 de noviembre del 2001.

(2001). Lineas Generales del Plan de Desarrollo Economico y Social de la nacion 2001-2007. 149 pages. Caracas, Republica Bolivariana de Venezuela.

(2001). "¿Quién oculta a Montesinos?" *Tal Cual.* 5/04/ 2001

(2002). Autores anónimos de los operativos. Aquí en el FUS**:** 2-3.

(2002). Reunión de trabajo con la comisión especial política que investiga los hechos ocurridos los días 11, 12, 13 y 14 de abril de 2002. Caracas, Asamblea Nacional de la Republica Bolivariana de Venezuela**:** 94.

(2005). "Caso Fuerte Mara " Visité le 10/06/2007, from http://www.humanrightsfoundation.org/es/Reports/fortMaraExecutiveSummary-es.html.

(2005). "Militaires, Garde Nationale, Bush mobilise 42000 hommes dans les zones sinistrées." *Le Monde.*

(2006). "Sangre pour una vivienda." *El Nacional.* 29/11/2006 Première page

(2006) *Sitio oficial del Ejército venezolano, "forjador de libertades"*, Disponible sur: http://www.ejercito.mil.ve/historia.php [consulté le 22 décembre 2006].

(2006). "Un rapport parlementaire dénonce les carences à tous les niveaux face au cyclone Katrina." *Le Monde,* 13 février 2006.

(2007). "Cruz Weffer afirma que "no hubo irregularidades" en construcción de viviendas en Trujillo." *El Universal,* 25 avril 2007. Nacional y política

Arias, Simon (1993). "La tormenta Brett." Disponible sur: http://www.bomberoscaracas.gov.ve/historia4.html [consulté le 14 juin 2005]

Atías, Rafael et Ana Elena Azpúrua, Eds. (2006). *La Caracas- La Guaira. Des esplendor a la debacle.* Caracas, El Nacional.

Baldó, Josefina (1993). *Tercer inventario nacional de barrios*. Caracas, OCEI - FUNDACOMUN.

Baptista, Asdrúbal (2002). *Bases cuantitativas de la economía venezolana 1830-2002*. Caracas, Fundación Polar.

Blanco, Pedro Segundo (deputé) (2001). *Sesión Ordinaria 13/03/2001 de la Asamblea nacional de la República bolivariana de Venezuela*. Caracas. (Document de travail)

Bolívar, Teolinda, Mildred Guerrero, et al. (1993). Densificación y vivienda en los barrios caraqueños. Contribución a la determinación de problemas y soluciones. MINDUR et CONAVI, (non publié).

Cardona, Rodolfo (2000). "Desfile original en Los Proceres." *El Universal.* 6 juillet 2000. Nacional y política

Cardona, Rodolfo (2000). "En cuarteles permanecen 25 mil damnificados." *El Universal.* 9 février 2000

Casas, Cenovia (1999). "Asamblea Constituyente decretó estado de alarma." *El Nacional.* 17/12/1999 Política-Economía

Castillo, Alcides (1999). "El Ejecutivo restringirá circulación de vehículos." *El Nacional.* . 18/12/1999 Emergencia Nacional

Castro Leiva, Luis (1998). *Discurso de Orden con motivo del XL aniversario del 23 de enero de 1958.* Congreso Nacional. Venezuela analitica. Caracas, Venezuela Analitica.com.

Chavez, Hugo (1999). *Discurso de toma de posesión del gobierno de la Republica de Venezuela, el 2 de febrero de 1999.* Caracas. Disponible sur: http://www.venezuela.gov.ve

Chavez, Hugo (2000). *Alocución del presidente de la República, Hugo Rafael Chávez Frías, ante el Parlamento de Canarias*. Tenerife, Site officiel du cabinet du Président: http://www.venezuela.gov.ve.

Chavez, Hugo (2000). *Programa de Gobierno. Presentado en el Hotel Caracas Hilton el 22 de mayo de 2000*. *Venezuela Analítica*. Disponible sur: http://www.analitica.com/bitblioteca/hchavez/programa2000.asp#sociedad [consulté le 17 août 2005]

Chavez, Hugo (2003). *4F. Dia de la dignidad. Unidad cívico-militar garantía de la victoria. Cadena Nacional, discurso realizado en el Poliedro de Caracas*. Caracas, Veneres. Disponible sur: http://www.aporrealos.org/actualidad/n4875.html [consulté le 08 septembre 2004]

Chavez, Hugo (2003). *Celebración del 4° aniversario del Plan Bolívar 2000*. Venezolana de Televisión. Programa Especial. Caracas.

Chavez, Hugo (2003). "Hugo Chávez Frías conversa con Marta Harnecker. ¿Corrupción en el Plan Bolívar 2000?". Disponible sur: http://cybercircle.org/articles/documentos_oficiales/mhentchavez10.shtml [consulté le 5 ocotbre 2006]

CORPOVARGAS (2000). *Hechos concretos de la reconstruccion 1999-2000*. Caracas, CORPOVARGAS- Ministerio de la Secretaría de la Presidencia, 30 p.

Cortés, Adriana (2000). "Saturan los centros de refugios." *El Nacional.* 4 mars 2000 Informacion

Datanalisis (2004). *Cifras de empleo 2004 Datanálisis*. Caracas, Datanalisis**:** 3.

Davies, Vanessa (2000). "Una noche en estado de sitio." *in*. C. Ortiz (dir.). *Y El Avila bajó al mar*. Caracas, El Nacional, 122 p.

Davies, Vanessa, Marielba Nuñez*, et al.* (1999). "Centros para damnificados agotaron su capacidad." *El Nacional,* 18 décembre 1999.

Davies, Vanessa, Ruben Wisotzki*, et al.* (1999). "Emergencia nacional. Dónde estan los míos?" *El Nacional,* 18 décembre 1999.

Díaz, Ana (2006). "Cifras oficiales no pueden ocultar precariedad laboral." *El Nacional* 22 mai 2006.

Diaz, Sara Carolina (2000). « Cofavic alerta que se impide investigacion en el caso de Vargas. El Estado no debe encurbir desapariciones forzadas. » *El Universal,* 26 janvier 2000.

Delgado, Claudia (1999). "Parque Naciones Unidas y estadio Brígido Iriarte no recibirán más personas." *El Nacional.* 21 décembre 1999.

Delgado, Claudia (2000). "Atenderán dignamente a los afectados " *El Nacional,* 28 décembre 2000.

Delgado, Claudia (2000). "Damnificados del Fuerte Tiuna serán los últimos en ser reubicados." *El Nacional.* 05 janvier 2000.

Delgado, Claudia et Hercilia Garnica (1999). "Destino: muy cerca de Caracas." *El Nacional.*

Delgado, Yeneiza (1999). "Chavez ordenó intensificar medidas de seguridad en Vargas." *El Nacional,* 22 décembre 1999.

Delgado, Yeneiza et Hercilia Garnica (1999). "En fuertes y cuarteles reubicarán a damnificados de Vargas y Caracas." *El Nacional,* 21 décembre 1999.

Duran, Armando (2006). "Para llegar a la verdad del 11 de abril." *El Nacional,* 17 avril 2006.

España, Luis Pedro, Nestor Luis L Luengo*, et al.* (2000). "Las inundaciones de diciembre: hechos y aprendizajes." *Temas de Coyuntura UCAB* (41/ junio 2000): 5-27.

Espinasa, Ramón (2004). "Auge y declinación del ingreso fiscal petrolero 1950-2003: consecuencias para el desempeño económico del Estado." *in*. M. Ramírez Ribes (dir.) *Cabemos todos? Los desafíos de la inclusión*. Caracas, Club de Roma. Capítulo venezolano.

Fariñas, William (1999). *Plan Civico Militar Bolívar 2000*. Caracas, Comisión interministerial.

Felix, José Maria (2000). "Mentalidad de damnificado." *El Universal,* 12 février 2000

FEMA (2006) http://www.fema.gov/

Fernandez Alonso, Nélida (1999). "Desalojan a afectados de los colegios para hacinarlos en el Poliedro de Caracas." *El Nacional,* 31 décembre 1999.

Gabaldón, Arnoldo (1988). "El estado, la conquista de la salud y de la educación." *in* R. J. Velásquez (dir.) *Apreciación del proceso histórico venezolano*.. Caracas, Fundación Universidad Metropolitana**:** 127-129.

Garnica, Hercilia (2000). "Construyen techo propio para 22.000 familias damnificadas." *El Nacional,* 22 août 2000.

Garrido, Alberto (1999). *Guerrilla y conspiración militar en Venezuela*. Caracas, José Agustín Catalá Editor.

Garrido, Alberto (2002). *Documentos de la Revolución bolivariana*. Mérida, Venezuela, Ediciones del autor.

Genatios, Carlos (2003). *Recuperación urbana y protección ambiental en Vargas (*non publié.) Caracas, Universidad Central de Venezuela, 9 pages.

Giordani, Jorge (2004). "2003-2004, un año duro de roer y otro lleno de esperanzas." *in* C. Genatios (dir.) *Venezuela en perspectiva*. Caracas, Fondo editorial Question**:** 9-33.

Goldman, Paula (2005). “Assisting 'Innocent' Victims: Comparing Post-War Bosnia and Post-Tsunami Sri Lanka”. 104ème Congrès annuel de l’American Anthropological Association (AAA). Marriott Wardman Park Hotel, non publié.

Gómez Quiroz, Vanessa (2005). "Cofavic rechazó posición del Gobierno por desapariciones en Vargas." *El Nacional.* 23 juillet 2005.

Gómez Quiroz, Vanessa (2006). "Cofavic: 97% de los casos del Caracazo sigue en investigación." *El Nacional.* 2 mars 2006.

Gonzalez, David (1999). "Improvisación y voluntarismo desplazaron a los expertos." *El Nacional,* 26 décembre 1999, Siete dias

Gonzalez Leon, Adriano (2003 [1969]). *Pais portátil*. Caracas. (Roman)

GUIA (1999). Informe presentado a la Comisión de Apoyo a la Emergencia Nacional de la Asamblea Nacional Constituyente. Caracas, Gerencia Urbana Información y Asesoría.

Harnecker, Martha (1994). "La parroquialización del gobierno." *Centro de Investigaciones Memoria Popular latinoamericana* Disponible sur: http://www.mepla.org/documentos/caracas.rtf [consulté le 17/06/2005].

Harnecker, Martha (2004). *Venezuela, una revolución sui generis*. Caracas, Consejo Nacional de la Cultura.

Hernandez, Clodovaldo (2000). "Informe a la Asamblea Nacional Constituyente critica colapso del los 'civiles' ante La Tragedia"." *El Universal,* 17 janvier 2000. Política.

Huggins, Magaly et Diana Dominguez (1993). *Mujeres latinoamericanas en cifras. Venezuela*. Madrid, Santiago de Chile, Flacso. Instituto de la mujer, Ministerio de asuntos sociales, España.

ILDIS (2000). *Venezuela. Informe Social 5 1999*. Caracas, Instituto Latonoamericano de Investigaciones Sociales, 57 p.

INE (2001). *Censo 2001 por Municipios y Parroquias. Tabulados Prioritarios*. Caracas, Instituto Nacional de estadística. República Bolivariana de Venezuela.

INPSASEL (1998). *LEY ORGANICA PARA LA PROTECCIÓN DEL NIÑO Y DEL ADOLESCENTE*. Congreso de la República de Venezuela, Gaceta Oficial N° 5. 266 Extraordinario de fecha 2 de octubre de 1998. Disponible sur : http://www.inpsasel.gov.ve/paginas/lopna.htm [consulté le 9 octobre 2006]

Jaen, Maria Helena (2001). *El sistema de salud en Venezuela: Desafios*. Caracas, Ediciones IESA.

L'Ami, Jean-Charles, Fabienne Piot*, et al.* (2001). *Falta un pequeño detalle*. Bruxelles.

Leon, Rossana (2005). "Mas de 4 millones de personas atendidas. Fundación Proyecto País de Aniversario". *Panorama Castrense. Columna informativa del Ministerio de la Defensa.* Disponible sur: http://www.mindefensa.gov.ve/PanoramaCastrense/panorama40.htm [consulté le 2 mai 2005]

Leser, Eric (2005). "On vit comme des animaux depuis qautre jours, sans éléctricité, sans eau, sans toilettes, sans rien". *Le Monde,* 3 septembre 2005.

Lopez Arocha, Alejandro (2004). "Repensando la actuación ública y privada en desarrollo urbano y vivienda." *in*. *Venezuela en perspectiva*. C. Genatios (dir.) Caracas, Fondo editorial Question**:** 288-306.

Lopez, Edgar (2003). "Venezuela pagará ante la OEA excesos cometidos durante la tragedia de 1999." *El Nacional.* 17 décembre 2003.

Lugo Galicia, Hernán (1999). "Autoridades aconsejan no bajar al litoral." *El Naciona,* 20 décembre 1999.

Maingon, Thais (2004). "Política social en Venezuela: 1999-2003." *Cuadernos del CENDES* 21 (55): 47-73.

Martin Beristain, Carlos (1999). *Reconstruir el tejido social. Un enfoque crítico de la ayuda humanitaria.* Barcelona, Icaria.

Martin Beristain, Carlos (2000). *Apoyo psicosocial en catástrofes colectivas. De la prevencion a la reconstruccion*. Caracas, Asociación venezolana de Psicología Social-AVEPSO.

Martin Cuervo, Enrique (2000). *El desastre que nos destrozó la vida, I, II et III*. Caracas: 18 pages, (non publié)

Martinez Rodriguez, Mariana (2005). "La oda bolivariana. Entrevista a Tarek William Saab." *Tal Cual.*

Mayorca, Javier Ignacio (1999). "Ejecutivo endurece vigilancia para impedir nuevos saqueos en Vargas." *El Nacional.* 23 décembre 1999.

Mayorca, Javier Ignacio (1999). "Militarizado el puerto de La Guaira para evitar nuevos saqueos." *El Nacional* 22 décembre 1999.

Moleiro, Alonso (2005). "No se ha producido una sola sentencia condenatoria por desapariciones forzadas." *El Nacional.* 2 juillet 2005.

Morales, Nelson (2000). "Damnificados, desplazados y colonos." *Revista Avepso* XXIII (1-2) : 271-293.

Morgado, Ernesto (2003). "Intentona golpista desl 4 de febrero de 1992. Galeria de imágenes." *El Nacional.* Disponible sur: http://www.el-nacional.com/Galeria/preview.asp?Id=18277&IdSeccion=64&NumPag=-9&Codigo_Galeria=94 [consulté le 2 avril 2007]

Morillo Ramos, Morelia (2000). « Los casos de Vargas generan dudas y diferencias en opinion del publico. » *El Universal,* 25 janvier 2000.

Morillo Ramos, Morelia (2005). "Los Caracas, un refugio con normas." *El Universal*, 19 janvier 2005.

Negrón, Marco (1999). « Una contrarevolucion territorial. » *Urbana* 4(24): 5-9.

Negrón, Marco (2005). « Desastre, temporales y reconstruccion ». *El Universal 11/02/2005.* 11 febrero de 2005 noticias

Nobrega, Tobias (1999). « Emergencia y reconstrucción ». *El Nacional.* 26 décembre 1999.

Nuñez, Marielba (2000). « Otros 10.000 damnificados serán trasladados al Poliedro. » *El Nacional,* 3 janvier 2000.

OCHA (1997). *Humanitarian Report 1997. Humanitarian coordination in complex emergencies and natural disasters*. OCHA-Online. Disponible sur: www.reliefweb.int/ocha_ol/pub/humrep97/coord.html [consulté le 7 septembre 2003]

Ochoa Henriquez, Haydée et Isabel Rodriguez Colmenares (2003). "Las fuerzas armadas en la política social de Venezuela." *Política y Cultura* (20): 117-135.

ORH (1999). *Informe de la actuacion en las labores de rescate y atencion en el desastre ocurrido en los estados Vargas y Miranda a raiz de las inundaciones, deslaves y riadas suscitados el 15 de dicembre de 1999*. Caracas, Grupo de Rescate Humboldt –SAR, 70 pages. (Rapport non publié)

Osorio Granados, Ana Elisa (2004). *El proceso venezolano, una expresion nacional de la lucha global de los pueblos contra el imperialismo*, Rebelión. Disponible sur: http://www.rebelion.org/venezuela/040121anaelisa.htm [consulté le 22 janvier 2004]

Pacheco, José Luis (2004). "Proyecto nacional de modelo energético." *in*. C. Genatios (dir.) *Venezuela en perspectiva*. Caracas, Fondo editorial Question**:** 236-287.

Palacios, Marianela (2000). "A dos meses de La Tragedia. 3.2 millardos de bolívares al mes cuesta alojar a los damnificados." *El Nacional.* 15 février 2000

Posani, Juan Pablo (1979). *La vivienda en Venezuela*. Caracas, INCE.

Primera, Ali (1979). *Los que mueren por la vida. Canción mansa para un pueblo bravo*, disponible sur: http://www.saborgaitero.com/aliprimera_letras.htm

Primera, Ali (1979). *Mama Pancha*. *Canción para los valientes*, disponible sur: http://www.saborgaitero.com/aliprimera_letras.htm

PROVEA (1999). *Caso Vargas. Justiciabilidad del derecho a la vida, a la integridad, al debido proceso y prohibición de la desaparición forzada*. Caracas, Programa venezolano de educación-accion en derechos humanos, 2 pages.

PROVEA (1999b). *Emergencia en la emergencia. Informe preliminar sobre la situación de los derechos humanos en las zonas afectadas del estado Vargas.* Caracas, Programa venezolano de educación-acción en derechos humanos, 4 pages**.**

Quiroz, Nydia (1999). *El retorno de la alegría. Recuperación sicoafectiva de niños afectados por desastres y conflicto armado*. Bogotá, UNICEF.

Racines, Karem (2005). "Diferido juicio contra implicados en desapariciones en Vargas." *El Nacional*, 07 juillet 2005.

Ramírez Prado, Rosaelena (2002). "Rosendo acusa a Rangel y a Bernal de activar los círculos bolivarianos." *El Nacional*, 11 mai 2002.

Ramis, Alvaro (2006). "Haro sur l'école des assassins". *Courrier International* (827): 30.

Rangel, Domingo Alberto (1987). "La masacre de Cantaura o cuando la democracia también mata." *Ultimas Noticias* 18 octobre 1987. Suplemento Cultural.

Revet, Sandrine et Rogelio Altez (2005). "Contar los muertos para contar la muerte: discusion en torno al numero de fallecidos en la tragedia de 1999 en el estado Vargas -Venezuela." *Revista Geografica Venezolana* (Numero especial): 21-43.

Rivero Perez, Abraham (1999). "Se reprimirán intentos de saqueo en las zonas de desastre." *El Nacional.* 20 décembre 1999.

Romero, J.E (2001). "El discurso politico de Hugo Chavez (1996-1999)." *Espacio abierto* 10(2): 229-245.

Rondón de Sansó, Hildegard (1999). "El estado de emergencia." *El Universal.* 04 mai 1999.

RSF (2002). *PERÚ - Informe anual 2002*, Reporteros Sin Fronteras. Disponible sur: http://www.rsf.org/article.php3?id_article=1579 [consulté le 07 septembre 2006]

Silva Fuenzalida, Ismael (1965). "El condicionamiento cultural de la fecundidad en América latina." *in. 16 estudios de interpretación social latinoamericana*. DESAL. Santiago de Chile, CIDOC DESAL.

Tabuas, Mireya (1999). "Y como compruebo que soy yo?" *El Nacional*, 24 décembre1999.

Tabuas, Mireya (2000). "Comenzó un plan de empleo para victimas de la tragedia." *El Nacional,* 13 avril 2000.

Tabuas, Mireya (2000). "Damnificados de Vargas reubicados en Zulia tienen casas, pero no fuentes de trabajo." *El Nacional,* 6 décembre 2000.

Troconis Villarreal, Moisés et Ivan Rincon Urdaneta (2000). *Expediente N°00-0648. Ponencia*. Tribunal Supremo de Justicia. Sala Constitucional, Caracas.

Stiglitz, Joseph E. (2005). "El "tsunami negro"." *El Pais.* Opinión

UAPPEI (2003). Resultados de Investigación Economía Informal. Caracas, CEDICE.

UNICEF (2000). Evaluación del programa de recuperacion psicosocial de la infancia después de la emergencia causada por las lluvias en diciembre de 1999. Caracas, UNICEF, 40 pages.

UNICEF (2000). Situación de la niñez en el estado Vargas que residen en centros de refugio y comunidades afectadas en el estado Vargas. Caracas, UNICEF-Venezuela, 33 pages.

Vasquez, Paula (2005). "Sufrir para ser dignos. Antropología política de la asistencia a los damnificados." *El Nacional,* Papel literario, 2 avril 2005.

Vasquez, Paula (2006). *Los damnificados y la ilusión de alteridad.* Veintiuno. Cultura y tendencias. Febrero-Marzo**:** 32-34.

Vásquez, Paula (2004). Un inconfortable présent : enjeux d'une enquête de terrain sur la prise en charge des sinistrés au Venezuela. Le Congrès de la Société Canadienne d'Anthropologie de 2004. London, Ontario.

Venthencourt, José Luis (1974). "La estructura familiar atípica y el fracaso histórico cultural en Venezuela." *SIC* (362): 67-69.

Vincenti, Carmen (2005). *Noche oscura del alma*. Caracas, El otro, el mismo. (roman)

Wikipedia (2006). *Sapeurs Pompiers en France*. http://fr.wikipedia.org/wiki/Sapeur-pompier.

Références sur le Venezuela et l'Amérique latine

Abouhamad, Jeanette (1970). *Los hombres de Venezuela. Sus necesidades, sus aspiraciones*. Caracas, Universidad Central de Venezuela. Consejo de desarrollo cientifico y humanistico.

Acedo de Sucre, Maria de Lourdes et Carmen Margarita Nones Merndoza (1994). *La generación venezolana de 1928: estudio de una élite política*. Caracas, Fundación Carlos Eduardo Frías.

Acedo Mendoza, Carlos (1973). *América latina, Marginalidad y Subdesarrollo*. Caracas, Fondo Editorial Comun.

Adler de Lomnitz, Larissa, Claudio Lomnitz*, et al.* (1994). "El fondo de la forma: la campaña presidencial del PRI en 1981." *in*. L. Adler de Lomnitz *Redes sociales, cutltura y poder: Ensayos de Antropología latinoamericana*. México, FLACSO Grupo editorial Miguel Angel Porría.

Alvarado, Neritza (2004). "Pobreza y Exclusión en Venezuela a la luz de las misiones sociales (2003-2004)." *Fermentum* 14(39): 181-232.

Anrup, Roland (1999). "La palabra y la espada: Lucha armada y discursos de poder en Colombia." *Anales. Instituto Iberoamericano de la Universidad de Göteborg* Ciudadanía y nación (2): 45-70.

Anrup, Roland et Carlos Vidales (1985). "Simón Bolívar y el problema nacional." *Ibero-Americana. Nordic Journal of Latin American Studies* XIV (1-2): 137-148.

Arrom, Silvia M. et Servando Ortoll, Eds. (1996). *Riots in the cities. Popular politics and the Urban Poor in Latin America, 1765-1910.* Wilmington, Delaware, SR Books.

Arvelo Ramos, Alberto (1992). *En defensa de los insurrectos. Un ensayo de teoría política*. Mérida, Editorial venezolana C.A Coleccion politica.

Baby-Colin, Virginie (2000). "Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole." *Cahiers des Amériques Latines* 2000/3 (35): 109-128.

Baptista, Asdrúbal (1988). "El desarrollo de Venezuela visto desde la economía política." *in*. *Apreciación del proceso histórico venezolano*. R. J. Velásquez. Caracas, Fundación Universidad Metropolitana**:** 83-92.

Baptista, Asdrúbal (1993). "Temas acerca del futuro economico de Venezuela." *in*. *Ideas sobre el porvenir de Venezuela*. Caracas, Asiociacion Venezuela, Sociedad y Economia.

Baptista, Asdrúbal (2004). "Justicia distributiva y renta del petroleo." *in*. M. Ramírez Ribes (dir.) *Cabemos todos? Desafíos de la inclusion. Informe del capítulo venezolano del Club de Roma*. Caracas, Club de Roma**:** 249-257.

Baptista, Asdrúbal et Bernardo Mommer (1992). *El petróleo en el pensamiento económico venezolano*. Caracas, Ediciones IESA.

Barrera Tyszka, Alberto et Cristina Marcano (2005). *Hugo Chavez sin uniforme. Una historia personal*. Caracas, Grupo Editorial Randhom House Mondadori. Colection Debate.

Blanco Muñoz, Agustín (1998). *Venezuela del 04F -92 al 06D-98. Habla el Comandante Hugo Chavez Frias*. Caracas, Catedra Pio Tamayo, FACES, UCV.

Blanco Muñoz, Agustín (2003). *Habla Jesús Urdaneta Hernández. El Comandante irreductible*. Caracas, Fundación Cátedra Pío Tamayo.

Bolivar, Simón (1819). *Discurso de Angostura*. Disponible sur: http://www.analitica.com/bitblioteca/bolivar/angostura.asp.

Bolivar, Teolinda (1995). "Construction et reconnaissance des barrios urbains du Venezuela." *Les Annales de la recherche urbaine* (66): 80-87.

Boscoboinik, Andrea (2002). "Le Honduras dans l'oeil du cyclone." *in*. *Constructing Risk, Threat, Catastrophe. Anthropological perspectives*. Fribourg, Presses Universitaires de Fribourg**:** 169-178.

Briggs, Charles et Clara Mantini-Briggs (2000). "Bad Mothers and Threat of Civil Society: Race, Cultural Reasoning, and the Institutionalization of Social Inequality in a Venezuelan Infanticide Trial." *Law and Social Inquiry* 25(2): 209-354.

Briggs, Charles et Clara Mantini-Briggs (2003). Stories in Time of Cholera: The transnational Circulation of Bacteria and Racial Stigmata in a Venezuelan Epidemic. Berkeley, University of Caliornia Press.

Caballero, Manuel (1999). *De la "pequeña Venecia" a la "Gran Venezuela"*. Caracas, Monte Avila editores.

Caballero, Manuel (2002). *Revolución, reaccion y falsificación*. Caracas, Alfadil.

Caballero, Manuel (2003). *Gómez, el tirano liberal*. Caracas, Alfra Grupo editorial. 1ére édition 1993.

Caldeira, Teresa (1996). "Crime and individual rights: Reframing the question of violence in Latin America." *in*. E. Jelin et E. Hershberg (dir.) *Constructing democracy: human rigths, citizenship, and society*. Boulder, Oxford, Westview press, 1996**:** 197-211.

Capriles, Colette (2004). *La revolución como espectáculo*. Caracas, Debate. Grupo editorial randhom House Mondadori.

Capriles, Ruth (1996). "La ética pública de la democracia venezolana. El don populista." *in*. G. Soriano de Garcia Pelayo et H. Njaim (dir.) *Lo público y lo privado. Redefinición de los ábitos y de la sociedad*. Caracas, Fundación Manuel Garcia Pelayo. I**:** 203-252.

Cardoso, Fernando Henrique et Enzo Faletto (1986). *Dependencia y Desarrollo en América latina*. Mexico, Siglo XXI (vingtieme édition).

Carrera Damas, Germán (1969). *El culto a Bolívar. Esbozo para un estudio de la historia de las ideas en Venezuela*. Caracas, Instituto de antropología e historia. Facultad de Humanidades y educación. Universidad Central de Venezuela.

Carrera Damas, Germán (1991). *Boves. Aspectos socioeconomicos de la guerra de Independencia*. Caracas, Monte Avila Editores.

Castro Leiva, Luis (1987). *De la patria boba a la teologia bolivariana*. Caracas, Monte Avila editores.

Cordova Canas, Victor (1980). *Capitalismo, Subdesarrollo de Modo de vida en Venezuela*. Caracas, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Economicas y Sociales.

Coronil, Fernando (1997). *The Magical State. Nature, Money, and Modernity in Venezuela*. Chicago, The University of Chicago Press.

Coronil, Fernando et Julie Skurski (1991). "Dismembering and Remembering the nation: The semantics of Political Violence in Venezuela." *Comparative Studies in Society and History* 33(2): 288-337.

Couffignal, Georges et Daniel van Eeuwen (2000). "Venezuela: naissance d'un nouveau régime ou retour au populisme d'antan?" *in* G. Couffignal (dir.) *Amérique latine 2000*. Paris, La documentation française**:** 133-150.

Dabène, Olivier (2003). *L'Amérique latine à l'époque contemporaine.* Paris, Armand Colin. (Cinquième édition).

Da Matta, Roberto (2002). *Carnavales, malandros y héroes. Hacia una sociología del dilema brasileño.* México, Fondo de Cultura Económica.

Delgado, Andy et Luis Gomez Calcaño (2001). "Concepción de la ciudadanía social en las constituciones venezolanas de 1947, 1961 et 1999." *Cuadernos del CENDES* (46): 73-100.

Delgado, Tania (2002). "The institutional restructuring of the Venezuelan Armed Forces. National and Regional Implications." *in*. E. Pashentev et C. Miniar-Belouratchev (dir.) *Armies and Politics*. Moscou, Library Authority and Society**:** 67-88.

Ellner, Steve (1988). *Venezuela's Movimiento al Socialismo. From Guerrilla Defeat to innovative Politics.* Durham et Londres, Duke University Press.

Ellner, Steve (1993). "The Venezuelan Left: from Years of Prosperity to Economic Crisis." *in*. *The Latin-American Left. From the fall of Allende to Perestroika*. S. Ellner et B. Carr. Londres, Wstview Press. Latin American Bureau**:** 139-154.

Ellner, Steven et Daniel Hellinger, Eds. (2003). *Venezuelan Politics in the Chavez Era: Class, Polarization and Conflict*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers.

Ferrandiz, Francisco (2004). "The Body as Wound. Possession, Malandros ans Everyday Violence in Venezuela." *Critique of Anthropology* 24(2): 107-133.

Germani, Gino (1961). Politica y sociedad en una época de transición. Buenos Aires, Paidós.

Gomez Calcano, Luis (1998). "Venezuela: organisations sociales et luttes pour la citoyenneté." *Problèmes d'Amérique Latine* (29): 29-51.

Gomez Calcaño, Luis et Nelly Arenas (2005). "Los circulos bolivarianos : El mito de la unidad del pueblo." *América latina hoy*(39): 167-193.

Hurtado, Samuel (1999). *Tierra nuestra que estas en el cielo. Antropologia politica latinoamericana desde Venezuela*. Caracas, Universidad Central de Venezuela. Consejo de Desarrollo Cientifico y Humanistico.

Irwin, Domingo (2000). *Relaciones civiles-militares en el siglo XX*. Caracas, El Centauro.

Irwin, Domingo (2006). "Caudillos, dictadores y democracia (pinceladas históricas)." *in*. *Control civil y pretorniasmo en Venezuela*. D. Irwin, L. A. Buttó et F. Langue. Caracas, UCAB, UPEL**:** 139-185.

Izard, Miguel (1976). *El miedo a la revolución*. Madrid, Tecnos.

Izard, Miguel (1976). "La lucha por la libertad en Venezuela, 1777-1830." *in*. *Política y economia en Venezuela 1810-1910*. Caracas, Fundación John Boulton.

Lalander, Rickard (2004). *Suicide of Elephants? Venezuelan Decentralization between Partyarchy and Chavismo*. Helsinki, Renval Institute for Area and Cultural Studies. Institute of Latin American Studies, Stockholm.

Lander, Edgardo (2004). "Venezuela: la búsqueda de un modelo contrahegemonico." *Question* Julio 2004, disponible sur: http://www.redvoltaire.net/article1687.html#article1687 [consulté le 30/05/2005]

Langue, Frédérique (1999). *Histoire du Venezuela, de la conquête à nos jours.* Paris, L'Harmattan.

Langue, Frédérique (2002). *Hugo Chavez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolivar.* Paris, L'Harmattan.

Lautier, Bruno (1995). "Les malheureux sont les puissants de la tèrre... Répresentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine." *Tiers-Monde* (142): 383-409.

Lautier, Bruno (2004). *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris (première édition 1994), La Découverte.

Lavou Zoungbo, Victorien et Mara Viveros Vigoya (2004). "Nuevas formas de representación de los viejos estereotipos racistas en los comerciales publicitarios colombianos." *in*. *Mots pour Nègres Maux de Noir(e)s*, Presses Universitaires de Perpignan.

Liscano, Juan (1973). *Panorama de la literatura venezolana actual*. Caracas, Editorial Publicaciones españolas.

Lomné, Georges (1990). « Révolution française et rites bolivariens: examen de transposition de la symbolique républicaine. » *Cahiers des Amériques latines. L'Amérique latine face à la révolution française. L'héritage revolutionnaire: une modernité de rupture*: 159-176.

Lomnitz, Claudio (1995). "Ritual, rumor and corruption in the constitution of polity in modern Mexico." *Journal of Latin American Anthropology* 1(1): 20-47.

Lomnitz, Claudio (2003). "Time of Crisis: Historicity, Sacrifice, and the Spectacle of Debacle in Mexico City." *Public Culture* 15(1): 127-147.

Lomnitz, Claudio (2003). "Times of Crisis: Historicity, Sacrifice, and the Spectacle of Debacle in Mexico City." *Public Culture* 15(1): 127-147.

Lomnitz, Claudio (2006). Latin America's Rebellion. Will the left set a new agenda? Boston Review. A political and literary forum. Disponible sur: https://bostonreview.net/BR31.5/lomnitz.html, consulté le 1 juin 2007.

Lopez Alvarez, Luis (1991). *Literaturas e Identidad en Venezuela*. Barcelona, Promociones y Publicaciones Universitarias, SA.

Lopez Maya, Margarita (1998). "New Avenues for Popular Representation in Venezuela: La Causa R and the Movimiento Bolivariano 200." *in*. D. Canache et M. R. Kulisheck (dir.) *Reinventing Legitimacy. Democracy and Political Change in Venezuela*. Westport, Greenwood Press**:** 83-95.

Lopez Maya, Margarita (2003). "The Venezuelan Caracazo of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness." *Journal of Latin American Studies* 35: 117-137.

Lopez Ortega, Antonio (2002). *Discurso del subsuelo*. Caracas, Oscar Todtmann Editores.

Lopez Sanz, R (1993). Parentesco, Etnia y Clase Social en la Sociedad Venezolana. Caracas, CDCH.

Lopez Sanz, Rafael (2001). "Parentesco y clase/color en Venezuela e Iberoamérica: Teoria y método." *Boletin antropologico*, año 20, 1(51): 19-30.

Malavé Mata, Héctor (1987). *Los Extravíos del poder: euforia y crisis del populismo en Venezuela* Caracas, Universidad Central de Venezuela.

Marquez, Patricia (1999). *The Street is My Home. Youth and violence in Caracas*, Stanford University Press.

Martens Ramírez, Raquel (2004). "Matrimonio, etnia y clase social en Mérida, Venezuela (siglos XVIII-XIX)." *Presente y pasado. Revista de Historia* 9(17): 54-76.

Martin, David (1990). *Tongues of Fire. The Explosion of Protestantism in Latin America*. Oxford, Basil Blackwell.

Miranda, Julio (1975). *Proceso a la narrativa venezolana*. Caracas, Ediciones de la Biblioteca de la Universidad Central de Venezuela.

Mires, Fernando (1993). *El discurso de la miseria o la crisis de la sociologia en América latina.* Caracas, Editorial Nueva Sociedad.

Montañez, Ligia (1993). *El racismo oculto en una sociedad no racista*. Caracas, Fondo Editorial Tropykos.

Montero, Maritza (1984). *Ideologia, alienacion et identidad nacional: una aproximacion psicosocial al ser venezolano.* Caracas, Universidad Central de Venezuela.

Naim, Moisés et Ramon Piñango (1985). *El caso Venezuela. Una ilusión de harmonía*. Caracas, IESA.

Osío Cabrices, Rafael (2006). *El horizonte encendido. Viaje por la crisis de la democracia latinoamericana.* Caracas, Random House Mondadori.

Pedrazzini, Yves et Magaly Sanchez (1998). *Malandros. Bandes, gangs et enfants de la rue: culture de l'urgence à Caracas*. Paris, Editions Charles Léopold Mayer.

Perez Alfonzo, Juan Pablo et Domingo Alberto Rangel (1976). *El Desastre*. Valencia, Vadell hermanos.

Perez Vila, Manuel, Ed. (1988). *Diccionario de Historia de Venezuela*. Caracas, Fundacion Polar.

Pollak-Eltz, Angelina (2001). "El "nuevo hombre" en el concepto del pentecostalismo evangélico. La construcción de una nueva identidad." *in*. C. H. Alemán et F. Fernández (dir.) *Los rostros de la identidad*. Caracas, Equinoccio, Universidad Simón Bolívar. Fundación Bigott**:** 613-626.

Porras Ponceleon, T (2000). "Venezuela: Les ambigüités de la "révolution bolivariénne"." *Problèmes d'Amérique Latine* (39): 3-33.

Quenan, Carlos (1998). "Venezuela: le redressement économique inachevé." *Problèmes d'Amérique Latine*(29): 53-71.

Quintero, Rodolfo (1979). "La vivienda en los campamentos y ciudades petroleras." *in*. J. P. Posan (dir.) *La vivienda en Venezuela*.. Caracas, INCE**:** 65-88.

Quintero, Rodolfo (1985). *La cultura del petroleo*. Caracas, FACES, Universidad central de Venezuela. 1ère édition 1968.

Rago, Victor (1999). "Llano y llanero: contribucion al estudio del forjamiento de una imagen." *Boletin antropologico.*(45).

Rodriguez Arenas, Flor Maria (2004). "Colegio, cuartel, convento. Juan Montalvo: estratega suasorio y constructor social." *Decimononica* 1(1): 86-112.

Rosas, Iris (1995). "La cultura popular en las áreas de barrios de ranchos"." *in*. *Historias de identidad urbana. Composición y recomposición de identidades en los territorios populares urbanos*. E. Amodio et T. Ontiveros. Caracas**:** 21-29.

Roseberry, Williams (2002). "Images of the Peasant in the consciousness of the Venezuelan Proletariat." *in*. J. Vincent (dir.) *The Anthropology of Politics: a Reader in Ethnography, Theory and Ciritque*. Malden et Oxford (première edition 1985), Blackwell Publishers**:** 187-202.

Rotker, Susana (2000). "Nosotros somos los otros." *in*. S. Rotker *Ciudadanías del miedo*. Caracas, Nueva Sociedad**:** 217-229.

Rouquié, Alain (1982). *L'Etat militaire en Amérique latine*. Paris, Editions du Seuil.

Rouquié, Alain (1998). *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*. Paris, Editions du Seuil. (Première édition 1987).

Salas, Yolanda (2001). "La dramatización social y política del imaginario popular: El fenómeno del bolivarismo en Venezuela." *in*. D. Mato (dir.) *Estudios Latinoamericanos sobre la cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización*. Buenos Aires, CLACSO**:** 201-221.

Salas, Yolanda (2004). "La revolucion bolivariana y la "sociedad civil": la construccion de subjetividades nacionales en conflicto." *Revista Venezolana de Economia y Ciencias sociales* 10(2 (mayo-agosto)): 91-109.

Sanchez, Rafael (2006). "Intimate Publicities: Retreating the Theologico-Political in the Chávez Regime." *in*. L. Sullivan et H. de Vries (dir.) *Political Theologies: Public Religions in a Post Secular World*. New York, Fordham University Press.

Silva Michelena, Héctor (1999). "La política social en Venezuela durante los años ochenta y noventa." *in* L. Alvarez, H. I. del Rosario et J. Robles (dir.) *Política social: exclusión y equidad en Venezuela durante los años noventa*. Caracas, FONVIS, CENDES, ILDIS**:** 85-114.

Soriano de Garcia Pelayo, Graciela (1997). "Sociedad civil e incivil en Venezuela." *in*. G. Soriano de Garcia Pelayo et H. Njaim (dir.) *Vigencia hoy de Estado y sociedad*. Caracas, Fundación Manuel García Pelayo**:** 170-197.

Taussig, Michael (1997). *The Magic of the State*. New York and London, Routldge.

Uslar Pietri, Arturo (1986). *Insurgés et visionnaires d'Amérique latine*. Paris, Criterion.

Vallenilla Lanz, Laureano (1999 [1919]). Cesarismo Democrático. Estudio sobre las bases sociológicas de la constitucion efectiva de Venezuela. Caracas, Los libros del Nacional. .

Velázquez, Ramón J. (1972). *La caída del liberalismo amarillo. Tiempo y drama de Antonio Paredes.* Caracas, Ediciones de la contraloría.

Zago, Angela (1998). *La rebelión de los ángeles*. Caracas, Warp ediciones.

Zuloaga Nieto, Jaime (1999). "De guerrillas a movimientos políticos. El caso del M-19." *in*. R. Peñaranda et J. Guerrero (dir.) *De las Armas a la política*. Bogota, Editores Tercer Mundo.

Références générales

(1994). *Les disparitions*. Paris, Amnesty International. Babel.

Abélès, Marc (2005 [1990]). *Anthropologie de l'Etat*. Paris, Petit Bibliothèque Payot. Première édition 1990, Armand Collin Editeur.

Abélès, Marc et Marie Cuillerai (2002). "Mondialisation: Du géo-culturel au bio-politique." *Anthropologie et Sociétés* 26(1): 11-28.

Abélès, Marc et Henri-Pierre Jeudy, Eds. (1997). *Anthropologie du politique*. Paris, Armand Collin.

Agamben, Giorgio (1997). Homo Sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue. Paris, Seuil.

Agamben, Giorgio (2003). *Etat d'exception*. Paris, Editions du Seuil.

Arendt, Hannah (1972). *Du mensonge à la violence*. Paris, Calmann-Lévy.

Arendt, Hannah (1990). *On Revolution*. Londres, Penguin Books (1ère édition 1963).

Arendt, Hannah (1995). *Qu'est-ce que la politique?* Paris, Seuil.

Arendt, Hannah (1998). *Condition de l'homme moderne*. Paris, Calmann-Lévy. 1ère édition angliase 1961, sous le titre: *The Human Condition*.

Augé, Marc (1994). *Pour anthropologie des mondes contemporains*. Paris, Flammarion.

Austin, J.L (1970). *Quand dire, c'est faire*. Paris (1ère édition anglaise 1962), Seuil.

Averch, Harvey et Milan J. Dluhy (1997). "Crisis decision making and management." *in*. *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender and the sociology of disasters*. W. G. Peacock, B. Hearn Morrow et H. Gladwin. Londres et New York, Routledge**:** 75-91.

Becker, Howard (1985 [1963]). *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Paris, Métailié

Benjamin, Walter (1999). "Theses on the Philosophy of History." *in*. *Illuminations*. H. Arendt. New York, Pimlico (Première édition anglaise 1968)**:** 245-258.

Benthall, Jonathan (1993). *Disasters, relief and the media*. London, IB Tauris and co. Ltd.

Blondel, Eric (1999). *La morale*. Paris, Flammarion.

Boltanski, Luc (1993). La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique. Paris, Editions Métalié.

Bourdieu, Pierre (1984). *Questions de sociologie*. Paris, Les éditions de minuit.

Bourdieu, Pierre (2003). "L'objectivation participante." *Actes de la recherche en sciences sociales* (150): 43-58.

Bourgois, Philippe (2001). *En quête de respect. Le crack à New York*. Paris, Seuil.

Caillé, Alain (2000). *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*. Paris, Desclée de Brouwer.

Clavandier, Gaëlle (2004). *La mort collective. Pour une sociologie des catastrophes.* Paris, CNRS éditions.

Csordas, Thomas (1990). "Embodiment as a Pardigm of Anthropology." *Ethos* 18 (1): 5-47.

Csordas, Thomas, Ed. (1994). *Embodiment and experience*. Cambridge, Cambridge University Press.

Csordas, Thomas (1994). "Introduction: the body as representation and being-in the-world." *in*. T. Csordas (dir.) *Embodiment and Experience*. Cambridge, Cambridge University Press**:** 1-24.

Das, Veena (1995). *Critical Events: An anthropological Perspective on Contemporary India.* Delhi, Oxford University Press.

Das, Veena et Deborah Poole, Eds. (2004). *Anthropology in the margins of the state*. School of American Research advanced seminar series. Santa Fe et Londres, School of American Research Press - James Currey.

Das, Veena et Deborah Poole (2004). "State and Its Margins: Comparative Ethnographies." *in*. V. Das et D. Poole (dir.) *Anthropology in the margis of the State*. Santa Fe, School of American Research Press**:** 3-33.

Certeau, Michel de (1990). *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Paris, Gallimard.

Demals, Thierry (2004). "Une économie politique de la nation agricole sous la Constituante?" *Revue française d'histoire des idées politiques* (20): 307-333.

Douglas, Mary (1970). *Natural Symbols. Explorations in Csomology*. Middlessex, Peguin Bokks.

Douglas, Mary (1999). *Comment pensent les institutions*. Paris, La Découverte.

Douglas, Mary (2001 [1971]). *De la souillure*. Paris, La Découverte. Première édition anglaise 1967.

Durkheim, Emile (1960). *De la division du travail social*. Paris, PUF (7ème édition).

Elias, Norbert (1993). *Engagement et distantiation*. Paris, Fayard.

Enarson, Elaine et Betty Hearn Morrow (1998). *The Gendered Terrain of Disasters: Through Womens Eyes*. Westport, CT, Greenwood/ Praeger Publishers.

Fanon, Frantz (2002 (1961)). *Les damnés de la terre*. Paris, Gallimard folio.

Farmer, Paul (2002). *La violence structurelle et la matérialité du social. Leçon inaugurale, vendredi 9 novembre 2001*. Paris, Collège de France. Chaire Internationale.

Fassin, Didier (1996b). "Exclusion, undercalss, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine." *Revue française de sociologie* 37(1): 37-75.

Fassin, Didier (2000). "La Supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence." *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 55(5): 953-981.

Fassin, Didier (2000). *Les enjeux politiques de la santé. Etudes sénégalaises, équatoriennes et françaises.* Paris, Karthala.

Fassin, Didier (2001c). "Quand le corps fait loi. La raison humanitaire dans les procédures de regularisation des étrangers." *Sciences Sociales et Santé* 19(4): 5-31.

Fassin, Didier (2002a). "La souffrance du monde. Considérations anthropologiques sur les politiques contemporaines de la compassion." *Evolution psychiatrique*(67): 676-89.

Fassin, Didier (2002b). "Embodied history. Uniqueness and exemplarity of South African AIDS." *African Journal of AIDS Research*(1): 65-70.

Fassin, Didier (2003a). "The embodiment of inequality. AIDS as a social condition and the historical experience in South Africa." *European Mollecular Biology Organization* 4(special issue): 4-9.

Fassin, Didier (2004b). "Et la souffrance devint sociale. De l'anthropologie médicale à une anthropologie des afflictions." *Critique. Revue générale des publications françaises et étrangères* Tome LX (680-681): 16-40.

Fassin, Didier (2004c). *Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute.* Paris, La Découverte.

Fassin, Didier (2004d). "L'incorporation de l'inégalité. Condition sociale et expérience historique dans le post-apartheid." *in*. D. Fassin (dir.) *Afflictions*. Paris, Karthala**:** 21-46.

Fassin, Didier (2005a). "L'ordre moral du monde. Essai d'anthropologie de l'intolérable." *in*. D. Fassin et P. Bourdelais (dir.) *Les Constructions de l'intolrable. Etudes d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*. Paris, La Decouverte**:** 17-50.

Fassin, Didier (2005b). "Compassion and Repression: The Moral Economy of Immigration Policies in France." *Cultural Anthropology* 20(3): 362-387.

Fassin, Didier et Paula Vasquez (2005). "Humanitarian exception as the rule: The Political Theology of the 1999 Tragedia in Venezuela." *Amercian Ethnologist* 32(3): 389-405.

Feldman, Allen (1991). *Formations of violence: the narrative of the body and political terror in Northern Ireland.* Chicago, Londres, University of Chicago press.

Feldman, Allen (2002). "Ground Zero Point. On the Cinematics of History." *Social Analysis* 46(1): 110-117.

Fothergill, Alice (1996). "Gender, Risk, and Disaster." *International Journal of Mass Emergencies and Disasters* (14): 33-56.

Fothergill, Alice (1998). "The neglect of gender in disaster work: An overview of the litterature." *in* E. Enarson et B. Hearn Morrow (dir.) *The gendered terrain of Disater. Though women's eyes*. Wesport, Connecticut, London, Praeger**:** 275.

Fothergill, Alice (2003). "The Sitgma of Charity." *The Sociological quarterly* 44(4): 659-680.

Fothergill, Alice (2004). *Heads above water: Gender, class, and family in the Grand Forks flood.* Albany, State University of New York.

Foucault, Michel (1976). *Histoire de la sexualité I La volonté de savoir*. Paris, Gallimard.

Foucault, Michel (1994). *Dits et écrits IV*. Paris, Gallimard.

Gabel, Joseph, Van Thao Trinh*, et al.*, Eds. (1974). *L'aliénation aujourd'hui*. Amiens, Publications du Centre Universitaire de recherche sociologique d'Amiens.

García Pelayo, Manuel (1991). "Derecho Constitucional comparado (*première édition 1951*)." *in Obras Completas*. Madrid, Centro de Esudios Constitucionales**:** 223-734.

Geertz, Clifford (1999). *Savoir local, savoir global*. Paris, Presses Universitaires de France, (1ère édition anglaise 1983).

Giddens, Anthony (2005). *La Constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration.* Paris PUF, (1ère édition 1984).

Gilbert, Claude (1992). *Le pouvoir en situation extrême. Catastrophe et politique*. Paris, L'Harmattan.

Goffman, Erving (1968). *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus.* Paris, Les éditions du minuit.

Goffman, Erving (1975). *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Les éditions de Minuit (1ère édition en anglais 1963).

Goldman, Lucien (1959). *Recherches dialectiques*. Paris, Gallimard.

Gounis, Kostas (1996). "Urban Marginality and Ethnographic Practice: on the Ethics of Fieldwork." *City & Society* Vol. 8 (1): 108-118.

Grohmann, Peter (1996). *Macarao y su gente. Movimiento popular y autogestion en los barrios de Caracas.* Caracas, ILDIS, Nueva Sociedad.

Gudeman, Stephen F (1980). "Physiocracy: A Natural Economics." *Amercian Ethnologist* 7(2): 240-258.

Gupta, Akhil (2005). "Narrating the State of Corruption." *in*. *Corruption. Anthropological Perspectives*. D. Haller et C. Shore. Londres et Anna Arbor**:** 173-193.

Gupta, Akhil et James Ferguson (1997). "Discipline and Practice: "The Field" as Site, Method, and Location in Anthropology." *in*. *Anthropological Locations. Boundaries of a Field Science*. A. Gupta et J. Ferguson. Berkeley, Lons Angeles et Londres, University of California Press**:** 1-46.

Halluin, Estelle d', Stephan Latté, *et al.* (2004). « La deuxieme vie du traumatisme psychique. Urgences médico-psychologiques et interventions psychiatriques humanitaires. » *Revue française des affaires sociales* 58(1): 57-75.

Harvey, David (2000). *Spaces of Hope*. Edinburg, Edinburg University Press.

Hearn Morrow, Betty (1997). "Stretching the bonds. The families of Andrew." *in*. *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender and sociology of disasters*. W. G. Peacock et B. Hearn Morrow. Londres et New York, Routledge**:** 141-170.

Héritier, Françoise (2005). "Réflexions pour nourrir la réflexion." *in*. F. Héritier. *De la violence (I)* Paris, Odile Jacob. (1ère édition 1966)**:** 13-53.

Inchauspé, Dominique (1999). "Préface." *in*. *L'habeas corpus*. Paris, Editions Confluences. Collection "voix de la cité"**:** 7-12.

Jacques, André (1994). "Mort physique et mort symbolique." *in*. *Les disparitions*. A. International. Paris, Babel**:** 88-97.

Klinenberg, Eric (2002). *Heat wave: a social autopsy of disaster in Chicago*. Chicago, The University of Chicago Press.

Klinenberg, Eric (2004). "Denaturalizing Disaster: A social autopsy of the 1995 Chicago Heat Wave." *in*. *Violence in War and Peace*. N. Scheper-Hugues et P. Bourgois, Blackwell Publishing**:** 308-318.

Kroll-Smith, Steve et Valerie J. Gunter (1998). "Legislators, Interpreters, and Disasters. The importance of how as well as what is a disaster." *in* E. L. Quarantelli (dir.) *What is a Disaster?* London and New York, Routledge**:** 160-176.

Lachal, Christian (2003). "Bases de la psychiatrie en situation humanitaire." *in*. C. Lachal, L. Ouss-Rungaert *et al* (dir.) *Comprendre el soigner le trauma en situation humanitaire*. Paris, Dunod**:** 27-106.

Lefort, Claude (1978). *Les formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique.* Paris, Editions Gallimard.

Lefort, Claude (1986). *Essais sur le politique*. XIX et XX siècles. Paris, Seuil.

Le Marcis, Frédéric (2004). « L'empire de la violence. » In D. Fassin (dir.) *Afflictions*. Paris, Karthala : 235-271.

Lochak, Danièle (2002). *Les droits de l'homme*. Paris, La découverte.

Macpherson, CB (2004). *La théorie politique de l'individualisme possessif. De Hobbes à Locke*. Paris, Gallimard. Première édition anglaise 1962.

Malkki, L (1995). *Purity and Exile. Violence, memory and national cosmology among Hutu refugees in Tanzania*. Chicago, The University of Chicago Press.

Malkki, L (1995). "Refugees and exile: from 'Refugees Studies" to the National Order of Things." *Annual Review of Anthropology*(24): 495-523.

Mauss, Marcel (1970). *Oeuvres, tome 1. Les fonctions du sacré*. Paris, Minuit.

Mauss, Marcel (1999). *Sociologie et anthropologie*. Paris, Presses Universitaires de France. Première édition 1950.

McLeod, James R. (1991). "Ritual and Rhetoric in Presidential Politics." *Central Issues in Anthropology* 9(1): 29-42.

McLeod, James R. (1999). "The Sociodrama of Presidential Politics: Rhetoric, Ritual and Power in the Era of Teledemocracy." *American Anthropologist* 101(2): 359-373.

Memmi, Albert (1979). *La dépendence: esquisse pour un portrait du dépendent*. Paris, Gallimard.

Meny, Yves et Jean-Claude Thoenig (1989). *Politiques Publiques*. Paris, PUF.

Merleau-Ponty, Maurice (1945). *Phénoménologie de la perception*. Paris, Gallimard.

Messu, M (1991). *Les assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*. Toulouse, Privat.

Ndiaye, Bacre Waly (1994). "Le droit à la vie: utilité, efficacité et limites des mécanismes internationaux." *in*. *Les disparitions*. A. International. Paris, Babel**:** 54-75.

Oliver- Smith, Anthony (1991). "Successes and Failures in Post-Disaster Resettlement." *Disasters* 15(1): 12-23.

Oliver- Smith, Anthony et Susana Hoffman, Eds. (1999). *The angry earth: disaster in anthropological perspective*. London, Routledge.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social.* Marseille, Paris, Apad, Karthala.

Pandolfi, Mariella (2002). ""Moral entrepreneurs", Souveraneités mouvantes et barbelés. Le bio-politique dans les Balkans postcommunistes." *Anthropologie et sociétés* 26(1): 29-51.

Parish, Jane (2001). "The Age of Anxiety." *in* J. Parish et M. Parker (dir.) *The Age of Anxiety: Conspiracy Theory and the Human Science*.. Oxford, Blacwell Publishers**:** 1-15.

Passaro, Joanne (1997). ""You Can't Take the Subway to the Field!: "Village" epistemologies in the Global Village." *in*. A. Gupta et J. Ferguson (dir.) *Anthropological locations. Boundaries and Grouds of a Field Science*. Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press**:** 147-162.

Paugam, Serge (1997 [1991]). *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté.* Paris, PUF.

Peacock, Walter Gilles, Betty Hearn Morrow*, et al.*, Eds. (1997). *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender, and the sociology of disasters*. Londres et New York, Routledge.

Pettiti, Luois-Edmond (1994). "Droit international et "disparitions"." *in*. *Les disparitions*. A. International. Paris, Babel**:** 29-46.

Pujos, Anne et Sophie Bruneau (2003). "Aux côtés des sinistrés." *Projet* (273): 22- 31.

Quarantelli, E.L, Ed. (1998). *What is a Disaster? Perspectives on the Question*. Londres et New York, Routledge.

Ravi Rajan, S (2002). "Missing expertise, Categorial Politics, and Chronic Disasters. The case of Bhopal." *in*. S. Hoffman, Oliver-Smith *Catastrophe & Culture. The Anthropology of Disaster*. Santa Fe, New Mexico., School of American Research Press**:** 237-259.

Sahlins, Marshall (1989). *Des îles dans l'histoire*. Paris, Gallimard (1ère édition anglaise 1985).

Sargent, Carolyn et Michel Harris (1998). "Bad Boys and Good Girls: The Implications of gender. Ideology for Child Health in Jamaica." *in* C. F. Sargent et N. Scheper-Hugues (dir.) *Small wars. The cultural politics of childhood*. Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press**:** 202-227.

Scheper-Hugues, Nancy (1992). *Death without weeping. The violence of everyday life in Brazil*. Berkeley, California, University of California Press.

Scheper-Hugues, Nancy et Margaret Lock (1987). "The Mindful Body: A Prolegomenon to Future Work in Medical Anthropology." *Medical Anthropology Quarterly* 1(1): 6-41.

Scheper-Hugues, Nancy et Carolyn Fishel Sargent, Eds. (1998). *Small Wars: The Cultural Politics of Childhood*. Berkeley, University of california Press.

Schnapper, Dominique (2000). *Qu'est-ce que la citoyenneté?* Paris, Gallimard.

Shore, Bradd (1990). "Human Ambivalence and the Structural of Moral Values." *Ethos* 18(2): 165-179.

Shore, Chris et Dieter Haller (2005). "Introduction- Sharp practice: Anthropology and the study of corruption." *in*. *Corruption. Anthropological Perspectives*. C. Shore et D. Haller. Londres, Pluto Press**:** 1-26.

Simmel, Georg (2002). *Les pauvres*. Paris, Presses Universitaires de France.

Starrett, Gregory (2003). "Violence and the rhetoric of Images." *Cultural Anthropology* 18(3): 398-428.

Tatar, Bradley (2005). "Emergence of Nationalist Identity in Armed Insurrections: A Comparison of Iraq and NIcaragua." *Anthropological Quartely* 78(1): 179-195.

Taylor, Charles (1998). *Les sources du moi. Les formations de l'identité moderne*. Paris (édition anglaise 1989), Seuil.

Thompson, E.P (1973). "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century." *Past and Presen t*(50-53): 76-136.

Tilly, Charles (2003). *The Politics of Collective Violence*. Cambridge, Cambdridge University Press.

Touraine, Alain (1976). *Les sociétés dependentes*. Paris, Duculot.

Turner, Victor (1974). *Dramas, Fields and Metaphors*. New York, Cornell University Press.

Turner, Victor (1990). *Le phénomène rituel. Structure et contre structure*. Paris (1ère édition anglaise 1969), PUF.

Turner, Victor W. (1972). *Analyse des rituels chez les Ndembu en Zambie*. Paris, Gallimard.

Weber, Max (1959). *Le savant et le politique*. Paris, Plon.

Wilson, Jennifer, Brenda D. Philipps*, et al.* (1998). "Domestic life after disaster." *in*. *The gendered terrain of Disaster. Though women eyes*. E. Enarson et B. Hearn Morrow. Londres, Praeger**:** 115-122.

Wilson, Richard Ashby (2006). "Afterword to "Atnrhopology and Human Rights in a New Key" : The social life of Human Rights." *American Anthropologist* 18(1): 77-83.

Yelvington, Kevin A. (1997). "Coping in a temporary way. The tent cities." *in*. *Hurricane Andrew. Ethnicity, gender and the sociology of disasters*. W. G. Peacock, B. Hearn Morrow et H. Gladwin. Londres et New York, Routldge**:** 92-115.

Annexes

Annexe 1. Chronologies

Brève chronologie de l'histoire vénézuélienne : de la conquête et la colonisation à 2004

1498 Christophe Colomb arrive sur la côte de la péninsule de Paria lors de son troisième voyage. Le territoire était occupé par environ un demi-million d'habitants.

1503 Autorisation de détenir en esclavage les indiens « Caraïbes ».

1523 Exploitation des gisements de perles de l'île de Cubagua et fondation de la ville Nouvelle-Cadiz. Pendant dix ans, les indiens maintenus en esclavage plongèrent jusqu'à la mort pour extraire les perles.

1519-1595 Extermination de la population indigène par les Conquistadors : régime de répartition des terres par *encomiendas* et épidémie de variole en 1580. La population autochtone tombe à environ 240 000 habitants

1510-1567 Fondation par les Conquistadors des villes de Coro (1527), El Tocuyo (1545), Barquisimeto (1552), Caracas (1567).

1525 Introduction des esclaves noirs.

1553 Première insurrection des esclaves noirs des mines de Buría, sous le commandement du « roi » Miguel, qui résista pendant trois ans.

1569 Pillage des villes de La Guaira et de Caracas par les pirates anglais. Des navires français, anglais et hollandais attaquent régulièrement les côtes.

1600 Consolidation du pouvoir de la Couronne espagnole. Début des plantations de cacao. Fondation de 120 villes et villages, repeuplement du territoire.

1721 Fondation de l'Université Royale de Caracas.

1728 Etablissement de la Compagnie de Guipúzcoa à La Guaira, chargée d'établir le monopole du commerce pour la Couronne espagnole.

1750 Naissance de Francisco de Miranda.

1777 La Couronne espagnole élève les provinces vénézuéliennes au rang de *Capitanía General,* marquant l'intégration territoriale. A la fin du 18ème siècle, le pays compte 240 villes et villages.

1797 Insurrection avec les meneurs José Maria España et Manuel Gual, inspirée des idées de la Révolution française.

1810 La révolte populaire du 19 avril, dite "des premier pas vers l'Indépendance", demande la démission du représentant du royaume espagnol, le capitaine Vicente Emparan.

1811 Le 5 juillet, le premier Congrès du Venezuela proclame l'Indépendance des sept provinces.

1812 Tremblement de terre à Caracas. Chute de la Première République et de son chef, le *Généralissime* Francisco de Miranda, qui est fait prisonnier et envoyé en Espagne, jusqu'à sa mort en 1816.

1813 Du 28 février au 27 août, Simón Bolívar mène *La Campaña admirable* et fonde la Deuxième république. Le 15 juillet il lance le célèbre slogan "Décret de guerre à mort contre les espagnols et canariens". Entrée triomphale à Caracas où il est proclamé *Libertador*.

1814 Victoires de l'armée du caudillo royaliste José Tomas Boves et pillage de Caracas par ses troupes *llaneras*, qui mènent une guerre sociale contre les "blancs créoles". Pour échapper à Boves, Bolivar et ses troupes migrent à l'est (*Oriente*) du pays avec une grande partie de la population. Défaite de Bolivar et chute de la Deuxième république.

1815 Restauration du régime de Ferdinand VII. Bolívar est en Haïti où, aidé par le général Alexandre Pétion, il organise des expéditions de reconquête qui échouent.

1816 Abolition solennelle de l'esclavage par le *Libertador.*

1815-1821 Reconquête du pays par les patriotes. Triomphe des troupes dites « patriotes » (indépendantistes) commandées par Bolívar et ses généraux vénézuéliens : Bermudez, Páez, Urdaneta, Sucre.

1821-1823 Batailles à la Nouvelle-Grenade (Colombie) Pichincha et Bomboná, Equateur, Pérou et Bolivie sous le commandement de Simón Bolívar et du maréchal Antonio José de Sucre. Au Venezuela s'impose la figure de José Antonio Páez.

1826 Conspiration dite *La Cosiata* de Páez contre le pouvoir de Bolívar, visant la séparation de la Grande Colombie.

1829 Les mouvements séparatistes mettent fin à la Grande Colombie.

1830 Assassinat d'Antonio José de Sucre en juin (Equateur). Mort de Simón Bolivar en décembre (Colombie).

1830-1848 Présidence de José Antonio Páez.

1840 Fondation d'*El Venezolano*, premier journal d'opposition.

1848-1858 Présidences alternées des frères Monagas. Fin réelle de l'esclavage.

1859-1863 Guerre dite Fédérale, entre les fédéralistes et les conservateurs (oligarchie), qui sont battus. Juan Crisóstomo Falcon établit la fédération de la nation en vingt états. Il sera renversé par une rébellion en avril 1864.

1870-1887 Antonio Guzman Blanco, "l'autocrate illustré" enchaîne trois mandats, dits le "Septennat", le "Quinquennat" et le "Bienio". Modernisation des villes et persécution des opposants marquent son mandat.

1885 Début de l'exploitation des mines d'asphalte dans l'est du pays par une filiale de la *General Asphalt*, la *New York and Bermudez Company*.

1899 La "Révolution Libérale restauratrice", animée par les généraux Cipriano Castro, Juan Vicente Gómez et Eléazar Lopez Contreras qui domineront le pays pendant les quarante années suivantes, éclate et entre triomphalement à Caracas le 23 octobre. Début de la période des caudillos andins au pouvoir. Cipriano Castro gouverne jusqu'en 1908.

1902-1903 Blocus contre le Venezuela par ses nations créancières, la Grande-Bretagne, l'Angleterre et la France. Le blocus échoue et la "Révolution Libératrice" commence : financée par un banquier et la *General Asphalt* pour faire chuter le gouvernement de Castro, elle durera 18 mois et fera 12000 morts dans un pays de moins de trois millions d'habitants.

1908-1935 Le vice-président du général Castro, le général Juan Vicente Gómez, prend le pouvoir et ne le quittera plus pendant 27 ans sous l'attitude bienveillante des puissances occidentales.

1926 Le pétrole est le premier produit d'exportation.

1928 Affrontements des étudiants de Caracas contre le régime de Gómez. Apparition des leaders politiques civils qui domineront la scène du 20ème siècle.

1936 Mort du général Gómez le 17 décembre 1935. En janvier, les biens des *gomecistes* sont pillés dans tout le pays. Le 14 février, a lieu la première manifestation de protestation, composée de milliers d'étudiants et des secteurs populaires (Caracas n'a alors que 200000 habitants). Les garanties constitutionnelles sont suspendues et la manifestation durement réprimée. Les chiffres officiels signalent trois morts et les officieux soixante.

1945 Le successeur de Lopez Contreras, Isaías Medina Angarita (1941-1945), est déchu par un coup d'État militaire avec le soutien civil : Rómulo Betancourt, secrétaire général du parti AD, est proclamé président de la "Junte révolutionnaire de gouvernement".

1948 Le président Rómulo Gallegos, élu neuf mois auparavant, suspend les garanties constitutionnelles à cause d'une rumeur de coup d'État imminent, qui a en effet lieu le 24 novembre. Le 5 décembre, il est expulsé du pays. Le colonel Delgado Chalbaud exerce le pouvoir entre 1948 et 1951. La dictature du général Marcos Pérez Jiménez s'installe (1952-1958).

1958 Le 23 janvier, le régime de Pérez Jiménez est déchu. En décembre, Rómulo Betancourt (1959-1964) gagne les premières élections par la voie du suffrage universel, direct et secret, et achève son mandat.

1960 Betancourt échappe à un attentat à la bombe organisé par la droite et par le dictateur de la République Dominicaine, le général Trujillo. Carlos Andrés Pérez est nommé ministre de l'Intérieur et mène une campagne de forte répression contre l'extrême gauche.

1961 Rédaction et approbation de la Constitution nationale valable jusqu'en 2000.

1962 Début de la lutte armée de l'extrême gauche. Deux insurrections militaires et des nombreuses actions de la guérilla organisées par le MIR et le Parti Communiste (PCV) échouent et ces partis sont déclarés illégaux. La plus sanglante des actions, dite *El Porteñazo*, fait 400 morts.

1963 Une action de la guérilla contre le train touristique El Encanto tue cinq gendarmes. Des députés de gauche sont arrêtés et des élections convoquées en trois mois.

1964 Raul Leoni (1964 -1974), du parti AD, gagne les élections et amnistie 250 prisonniers politiques.

1965 Teodoro Petkoff, Pompeyo Marquez et Freddy Muñoz, membres du PCV (Parti Communiste), proposent au Parti de quitter la lutte armée. Le parti se divise.

1968 Triomphe électoral de Rafael Caldera (COPEI, 1969-1974) contre Gonzalo Barrios (AD). Pour la première fois, un parti d'opposition gagne les élections.

1969 Rafael Caldera, social-chrétien, promeut une politique de "pacification" envers la guérilla.

1971 Division du PCV et naissance du *Movimiento al Socialismo* (MAS).

1973 Carlos Andrés Pérez (AD) gagne les élections (1974-1979) avec 50% des voies, Lorenzo Fernandez (COEI) obtient 36% et José Vicente Rangel (MAS) 4%. La guerre du Yom Kippur éclate et le prix du pétrole monte vertigineusement, ouvrant la période du "Grand Venezuela". Nationalisation du pétrole et du fer. La dette externe du pays est de 12 milliards de dollars.

1983 Chute des prix du pétrole et crise de la dette externe. Le jour de la dévaluation du bolivar est connu comme le "vendredi noir". En décembre, triomphe électoral de Jaime Lusinchi (1984-1989).

1988 Le massacre d'El Amparo (quatorze pêcheurs sont tués par l'Armée vénézuélienne dans des circonstances demeurées confuses à la frontière avec la Colombie) et l'éclatement de grands scandales de corruption marquent le climat d'incertitude de la campagne électorale.

1989 Second triomphe électoral de Carlos Andrés Pérez (1989-1993) ; il l'emporte avec 52,9% des voix. Fidel Castro assiste à la fastueuse cérémonie d'investiture présidentielle, populairement appelée "le Couronnement". Un mois après l'investiture, les émeutes du 27 février, connues sous le nom de *Carachazo,* éclatent. Cette année-là, les homicides augmentent de 40%.

1991 Multiplication des grèves, des protestations publiques et des rumeurs de conspirations et de coups d'État.

1992 Deux insurrections militaires (4 février et 27 novembre) menées par des officiers de l'Armée de terre éclatent et sont à grande peine dominées par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez. Le leader de la tentative du 4 février est Hugo Chavez. Celle du 27 novembre est très sanglante (300 morts selon les estimations non officielles des ONGs). Son leader, Francisco Visconti, demande asile et se réfugie au Pérou. Fort discrédit des partis politiques et appauvrissement croissant des classes moyennes. Triomphe électoral d'Aristobulo Isturiz (Causa R) à la mairie du municipe Libertador, le plus important de l'aire métropolitaine de Caracas. Les homicides passent de 2500 en 1991 à 4200 en 1992.

1993 Accusé de corruption, Carlos Andrés Pérez est destitué pour être jugé. La présidence intérimaire est assurée par Ramon J. Velázquez (1993-1994). Les élections de décembre mettent en œuvre une nouvelle conciliation politique entre le MAS et un COPEI divisé. Le candidat de cette coalition, Rafael Caldera, remporte les élections avec 30% des voix contre son rival *adeco* Claudio Fermin, 23%, 22 % à Oswaldo Alvarez Paz (COPEI) et 21% à Andrés Velázquez (*La Causa R*). Passage de la tempête Brett à Caracas.

1994 Profonde crise économique. 70% du système financier fait faillite. Hugo Chavez est amnistié par le président Rafael Caldera.

1996 Caldera adopte la *Agenda Venezuela*, calendrier de réformes basé sur l'austérité budgétaire, la dévaluation du bolivar et "l'ouverture" de l'exploitation du pétrole aux majors.

1998 Triomphe électoral d'Hugo Chavez, avec 56,2% des voix, contre Henrique Salas Römer (39,9%).

1999 (Janvier-Juin) En février, Hugo Chavez prête serment sur la charte constitutionnelle de 1961, qu'il qualifie de "moribonde", Emission du décret qui établit la réalisation d'un referendum pour convoquer une Assemblée constituante dont le projet politique est "une démocratie participative". Mise en œuvre du programme social militaire *Plan Bolivar 2000*. Le 25 avril se déroule le referendum visant à convoquer l'Assemblée Constituante. 92% des votants l'approuvent (33.6% de l'électorat se manifeste, contre 60,9% d'abstention).

1999 (Juillet-Décembre) En juillet sont élus les membres de l'Assemblée constituante. Le 25 juillet, c'est le triomphe électoral du "pôle patriotique" qui obtient 121 des 131 sièges de l'Assemblée. Seuls 24 des 131 sont élus au niveau national. Le 15 décembre se tiennent les élections référendaires qui approuvent la nouvelle Constitution à 71% (contre 28% de « non » et 54% d'abstention). Avec cette approbation, la nation change de dénomination, dorénavant « République bolivarienne du Venezuela ». Le 15 décembre, des coulées de boue affectent l'état de Vargas et l'aire métropolitaine de Caracas, occasionnant environ 1000 morts et 150.000 déplacés. La catastrophe est nommée *La Tragedia.*

2000 Des "méga" élections, annoncées en principe pour mai et visant la réélection de tous les pouvoirs publics, ont lieu en juillet. En décembre, ont lieu les premières manifestations de l'opposition contre le "décret 1.011", qui revendiquent la liberté d'éducation contre un projet de « supervision idéologique » dans les écoles.

2001 1er janvier a lieu l'épisode dit du "cas de la lingerie féminine". Des culottes sont envoyées anonymement dans des colis aux hauts gradés militaires comme signes du mécontentement au sein des Forces armées. Le "cas Montesinos" secoue l'opinion publique. Tournée euro-asiatique du Président Chavez. Le 25 août Fidel Castro visite le Venezuela. Le 1er novembre, l'Assemblée nationale octroie les pleins pouvoirs au président pour édicter 49 décrets-lois, dont celui nommé "Loi de terres". Le 1er décembre, Victor Cruz Weffer, général de l'Armée de terre et directeur du « Plan Bolivar 2000 », est mis en cause pour détournement de fonds.

2002 Le 12 février, la monnaie connaît une dévaluation de 30% en un mois. Deux *pronunciamientos* militaires se produisent. Grève des cadres de l'industrie pétrolière. Le 11 avril 2002, coup d'Etat manqué. Le président Chavez reprend le pouvoir 48 heures après. En octobre, des militaires ayant participé au coup d'Etat manqué d'avril effectuent des *pronunciamientos* successifs et occupent la Place Altamira de Caracas. Installation d'une "table de négociations" sous la tutelle de l'OEA pour entamer un dialogue démocratique entre le gouvernement et l'opposition. En décembre 2002, début du "*gran paro petrolero*", la grève générale du pétrole.

2003 Janvier : la grève générale continue. La popularité du gouvernement descend pour la première fois à moins de 40%. Plus de 7.000 petites et moyennes entreprises font faillite. Le gouvernement crée les "missions", programmes d'assistance sociale d'urgence. L'opposition rassemble le nombre de signatures nécessaires pour demander un referendum révocatoire. Les homicides passent à 11.037 par an.

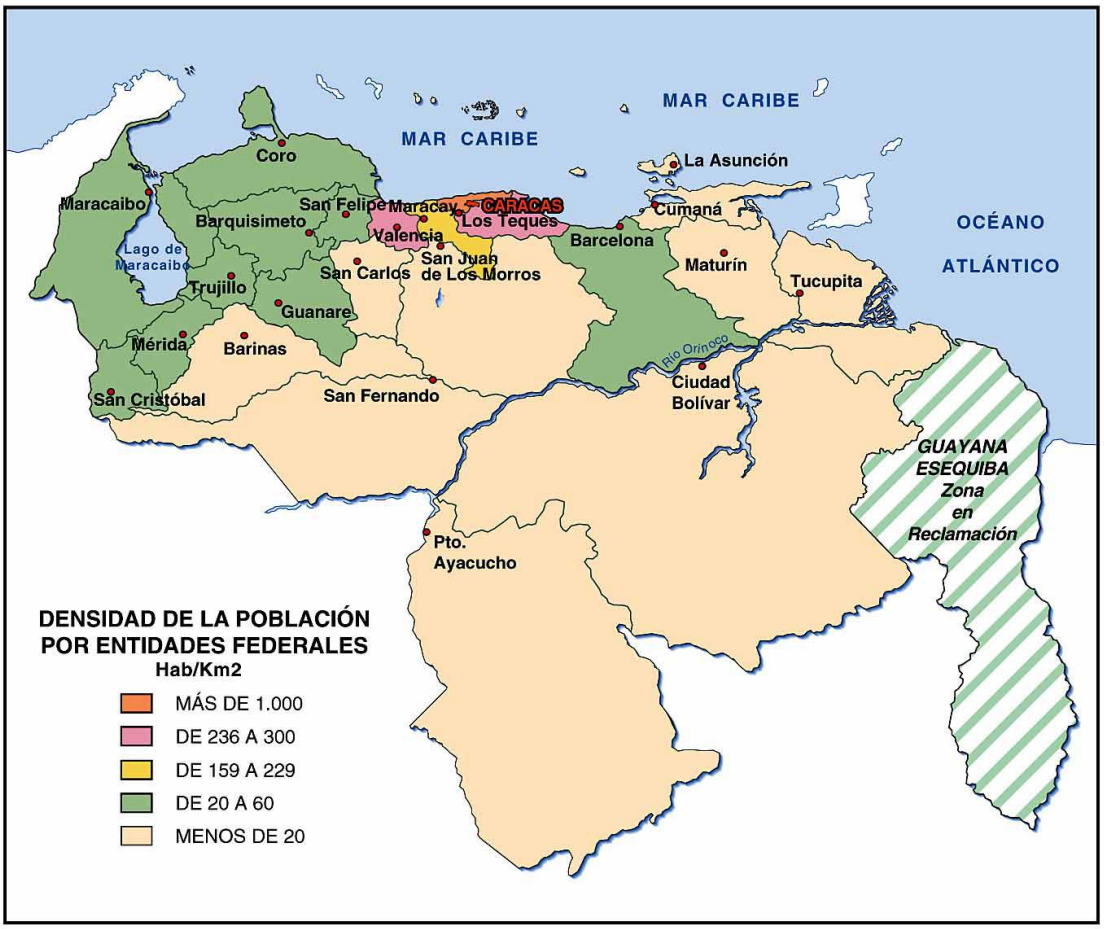
2004 Février : l'opposition organise des émeutes appelés *guarimbas,* des barrages violents empêchant la libre circulation dans les principales villes du pays. Le 15 août se tient le referendum révocatoire. Chavez triomphe. L'opposition conteste les résultats, encore aujourd'hui. Le Centre Carter et l'OEA approuvent les résultats.

Annexe 2. Sigles

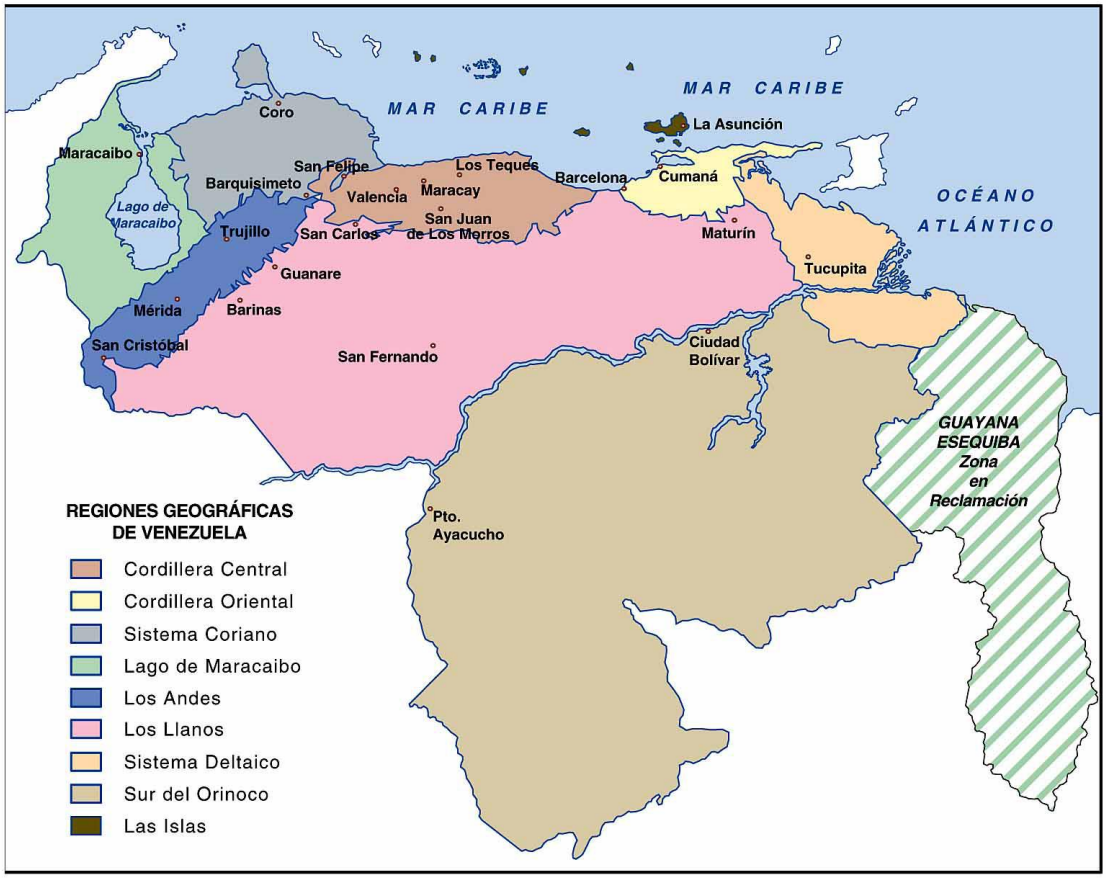
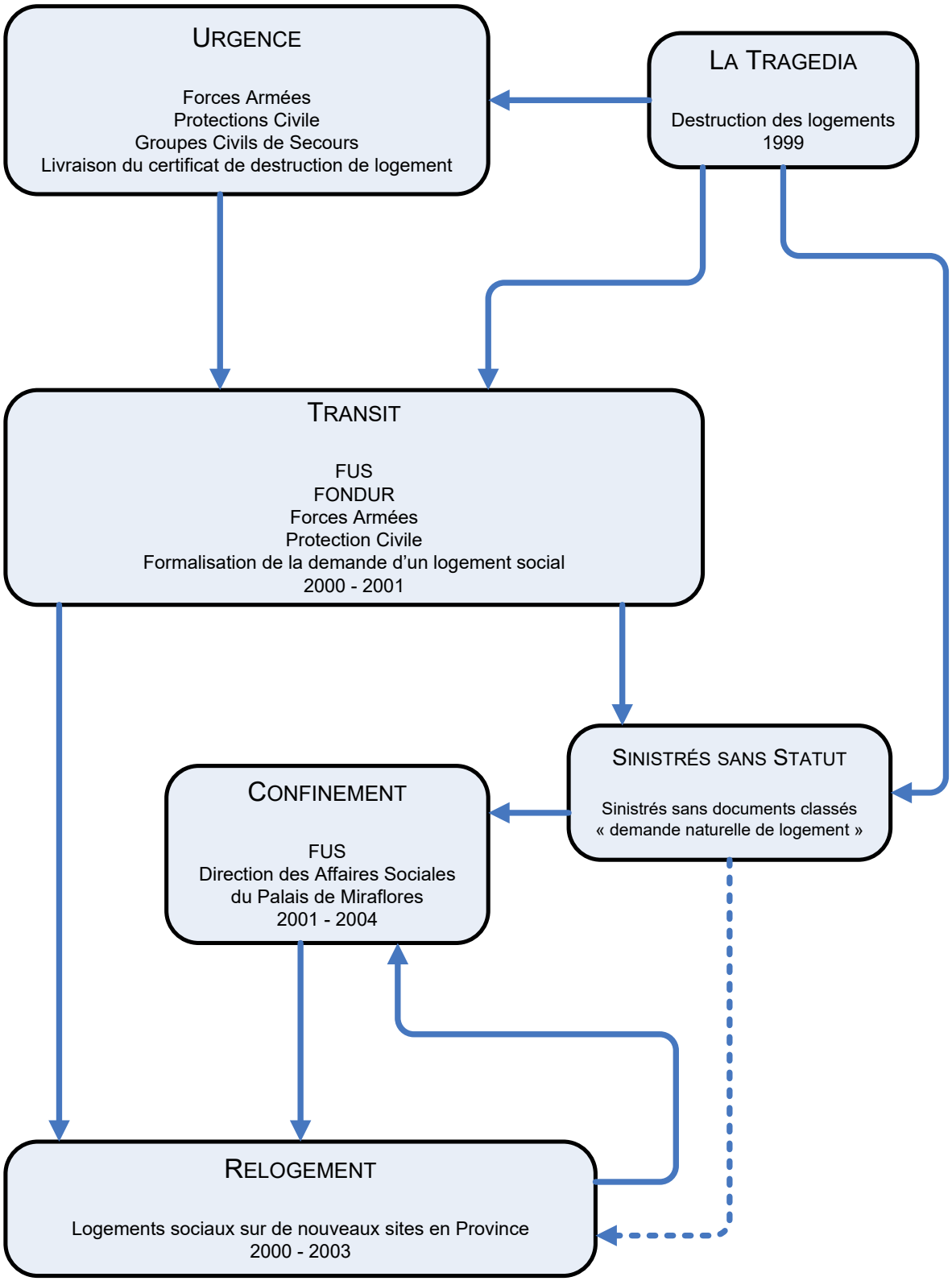
AD	*Acción Democrática* (parti politique social démocrate)
AVEPSO	*Asociación venezolana de Psicología social*
BR	*Bandera Roja* (parti politique d'extrême gauche, aile politique de la guerilla)
CAUSA R	*Causa Radical* (parti politique d'extrême gauche, syndicaliste)
CEPAL	*Comision economica para América latina*
COFAVIC	*Comité de familiares y víctimas del 27 de febrero*
COMACATES	*Comandantes, Mayores, Cabos, Tenientes* (loge clandestine de l'Armée de terre liée au MBR-200)
CONAVI	*Consejo nacional de la vivienda*
COPEI	*Comité de postulaciones electorales independiente* (parti politique démocrate-chrétien)
DISIP	*Dirección de servicios de inteligencia Policial*
FEMA	*Federal Emergency Management Agency* (agence fédérale de gestion des urgences des Etats-Unis, qui appartient au *Homeland Security Service*
FONDUR	*Fondo de desarrollo Urbano*
FUS	*Fondo Unico Social*
ILDIS	*Instituto latinoamericano de investigaciones sociales*
INE	*Instituto Nacional de estadísticas* (ex OCEI)
M-19	*Movimiento 19 de abril* (mouvement guerillero colombien devenu parti politique)
MAS	*Movimiento al socialismo* (parti politique de gauche)
MBR-200	*Movimiento Bolivariano revolucionario 200* (mouvement politique militaire de gauche)
MIR	*Movimiento de izquierda Revolucionario* (parti politique de gauche)
MVR	*Movimiento Quinta República* (parti politique civilo-militaire, issu de la légalisation du MBR-200)
OPEP	*Organización de Paises exportadores de Petroleo*
PB 2000	*Plan Bolivar 2000*
PDVSA	*Petróleos de Venezuela Sociedad Anónima*
PNUD	*Programa de las Naciones Unidas para el desarrollo*
PPT	*Partido Patria para todos* (parti politique)
PROVEA	*Programa venezolano de educación- acción en derechos humanos*
UCAB	*Universidad Católica Andrés Bello*
UCV	*Universidad Central de Venezuela*
UJR	*Unión de Jóvenes Revolucionarios*
UNICEF	*United Nations Children's Fund*
URD	*Union revolucionaria democratica* (parti politique)

Annexe 3. Cartes

Carte de densité de la population



Carte des régions géographiques



Annexe 4. Modèle du parcours institutionnel du sinistré de La Tragedia